

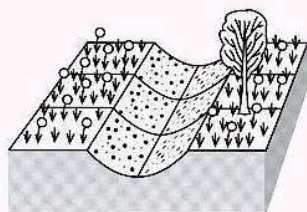
# TECHNIQUES ALTERNATIVES A L'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

HAMEAU ou  
FUTURE ZONE  
RESIDENTIELLE

## NOUE

**Implantation :** Terrain peu argileux  
**Dimensionnement :** Longueur, largeur, hauteur calculées pour stocker un orage décennal  
**Entretien :** Entretien identique à un espace vert, entretenir la surface enherbée,  
lutter contre la prolifération des mauvaises herbes  
Enlever les feuilles mortes en automne  
Curage tout les 3 à 10 ans  
**Prix indicatif :** entre 15 et 40 € HT le mètre linéaire

### NOUE ENGazonNÉE



## STRUCTURE RESERVOIR AVEC REVETEMENT CLASSIQUE

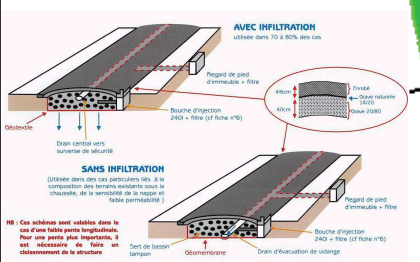
**Implantation :** Intégration le plus en amont possible de l'aménagement

**Dimensionnement :** fonction de la surface imperméabilisée concernée (chaussées, trottoirs, parkings), perméabilité du sol, du débit de fuite vers l'aval, du type de pluie retenue.

**Entretien:** Curage 1 fois /semestre

Contrôle occasionnel des drains

**Prix indicatif :** entre 240 et 290 € HT le mètre linéaire de chaussée



FUTURE ZONE  
INDUSTRIELLE  
ou D'ACTIVITE

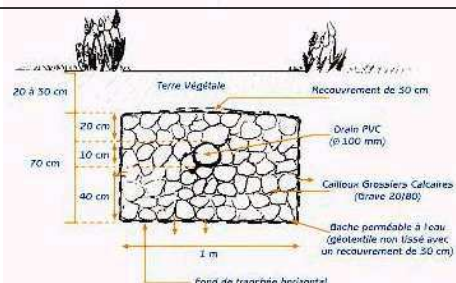
## TRANCHEE DRAINANTE

**Implantation :** Terrain suffisamment perméable, s'écarter au minimum de 2 mètres de l'habitation, éviter la présence d'arbres et buissons à proximité

**Dimensionnement :** fonction de la surface imperméabilisée concernée, perméabilité du sol

**Entretien:** nettoyer le puisard de décantation 2 fois par an

**Prix indicatif :** entre 60 et 90 € HT le mètre linéaire



## PUITS D'INFILTRATION

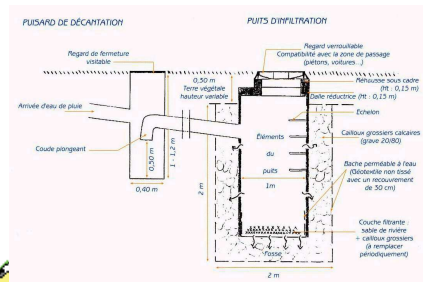
**Implantation :** Installer dans la partie basse du terrain à une distance de l'habitation au moins égale à la profondeur du puits, éviter la proximité de végétaux importants,

**Dimensionnement :** fonction de la surface imperméabilisée concernée et de la perméabilité du sol

**Entretien :** Nettoyer le puits 2 fois/an

Renouveler la couche filtrante dès que l'eau reste dans le puisard 24H après une pluie

**Prix indicatif :** entre 900 et 1300 € HT le mètre linéaire



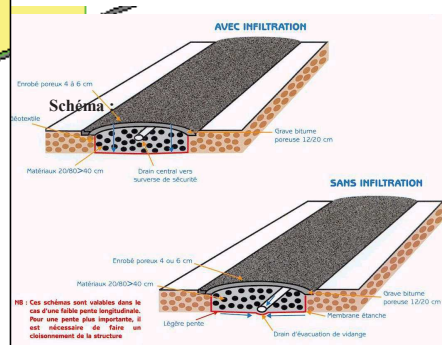
## STRUCTURE RESERVOIR AVEC REVETEMENT POREUX

**Implantation :** Intégration le plus en amont possible de l'aménagement, dans une zone fortement urbanisée et qui connaît des problèmes de débordement

**Dimensionnement :** fonction de la surface imperméabilisée concernée (chaussées, trottoirs, parkings), de la perméabilité du sol, du débit de fuite vers l'aval, du type de pluie retenue. La granulométrie des cailloux est choisie selon un indice de vide recherché de l'ordre de 35%

**Entretien :** traitement préventif et curatif du colmatage de l'enrobé, le balayage classique est prohibé au profit du moulage et de l'aspiration

**Prix indicatif :** entre 240 et 290 € HT le mètre linéaire de chaussée



« Chaque technique alternative n'est pas spécifique au type de zone urbanisable citée en exemple »



## Des actions préventives et curatives pour ...

### ...diminuer l'impact des gouttes de pluie :

- *non déchaumage pendant l'inter culture* : il est principalement recommandé dans les zones de concentration ou tout ameublissement du sol est à proscrire et dans les zones de fortes pentes et de ruptures de pentes,
- *non labour* : il permet de garder un sol compact et peu sensible à l'arrachement dans la zone de ruissellement concentré (située en général en fond de vallée), il favorise au contraire le ruissellement si la parcelle est située sur un plateau du fait de sa faible capacité d'infiltration,
- *cultures intermédiaires* : outre le fait de diminuer l'impact des gouttes de pluies , le couvert végétal constitue un excellent piège à nitrates.

### ...augmenter la capacité d'infiltration et de stockage à la surface du sol :

- *travail du sol (déchaumage, sous solage ou décompactage)*,
- *utilisation d'équipements permettant de répartir les charges des engins afin d'éviter le tassement*,
- *favoriser les céréales d'hiver aux cultures de printemps* : elles permettent d'obtenir un couvert végétal susceptible de freiner l'impact des précipitations fréquentes en hiver, et d'absorber le surplus d'azote susceptible de ruisseler vers les cours d'eau.

### ...consolider le sol :

- *apport de matières organiques*,
- *amendement calcique*, ,
- *favoriser le tassement sur les zones de passage d'eau* (si pente inférieure à 2-3 % et débits faibles),
- *éviter l'affinement excessif*.

### ...empêcher la concentration des eaux :

- *taille, forme et orientation des parcelles et des travaux qu'elles induisent* : un travail perpendiculaire à la pente évite l'accumulation de l'eau au fond de la parcelle et limite la prise de vitesse de l'eau lors du ruissellement et donc le risque de coulées de boue.
- *éviter le tassement du sol à l'intérieur des parcelles par les engins agricoles*.
- *alterner les cultures sur un bassin versant* : assolement judicieux et en commun.
- *découpage du parcellaire* : réduction des surfaces cultivées avec l'implantation de haies conduit à une diminution des zones de concentration en eau et permet d'obtenir un bassin versant circulaire où le ruissellement est plus facilement contrôlé.
- *binage (ex: couvert végétal sous maïs)*.

### ...reconvertir des terres :

- *les mesures agro-environnementales* : elles consistent, pour l'agriculteur volontaire, à mettre en place, dans les zones génératrices de ruissellement, le maximum de cultures d'hiver ou de couvert végétal, afin de protéger les sols contre l'érosion hivernale et les déperditions d'éléments fertilisants. Plusieurs types de contrats existent avec des conditions particulières d'éligibilité.

### ...limiter les volumes de ruissellement :

- *la bande enherbée*,
- *dissociation zones émettrices amonts et zones de pente*
- *limiter la concentration du ruissellement et créer des zones de dépôts* : les plis ou modelés, les barrages en balles de paille. les diguettes avec fossés de stockage, les mares tampons, les talus et bandes boisées, les haies, les banquettes d'absorption-diffusion.

### ...protéger les chemins d'eau et organiser l'écoulement :

- *chenal enherbé* : il sert à acheminer l'eau en évitant l'incision et permet d'éviter le caractère boueux aux inondations. Il permet aussi de filtrer les matières en suspension en créant des dépôts. Les résidus de fauche sont destinés au compostage ou à l'incinération mais en aucun cas ils ne doivent servir pour l'alimentation animale.
- *fossés de drainage (ou barrages filtrants) et ouvrages de canalisation*. Ils peuvent faire office de bassins de rétention, puisque l'eau est ralentie et donc en partie stockée à l'amont des aménagements.
- *réseau hydraulique cohérent*.

***Ces ouvrages correspondent néanmoins à des actions limitées et apparaissent comme des solutions secondaires et coûteuses, d'ou l'intérêt de développer les actions préventives agronomiques.***



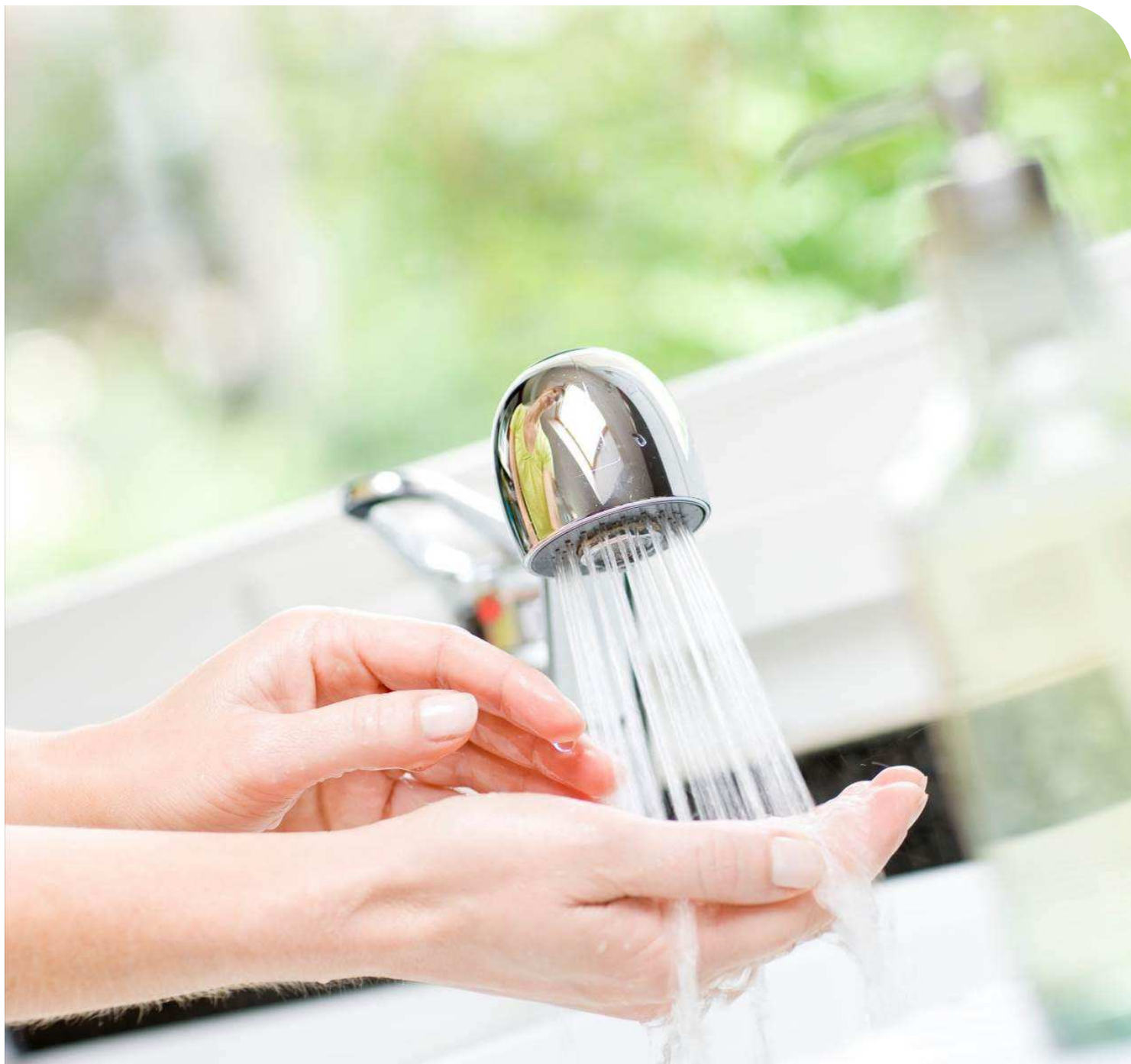
## B3E – BUREAU d'ETUDE EAU et ENVIRONNEMENT

**Agence IDF Siège social**  
9 Avenue Alexandre Maistrasse  
92500 RUEIL MALMAISON  
Tél. 01 55 47 24 00  
Fax. 01 55 47 24 19  
b3e@wanadoo.fr

**Agence de Bretagne**  
50 rue du Président Sadate  
29 000 QUIMPER  
Tél. 02 98 74 39 24  
Fax. 02 98 74 30 56  
b3ebretagne@wanadoo.fr

**Agence des Pays de l'Aisne**  
6 rue Clément Ader  
51 685 REIMS CEDEX 2  
Tél. 03 26 35 26 80  
Fax. 03 26 06 42 58  
b3e.aisne@wanadoo.fr





2014

# RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE




## COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE

*Une année de performance et de gestion durable de votre service public de l'eau (Conforme au décret 2005-236 du 14 mars 2005)*

## REPERES DE LECTURE

Notre mémoire explicatif intègre différents repères visuels destinés à faciliter sa lecture.

Vous trouverez ci-dessous une explication quant à l'usage de chacun des pictogrammes utilisés.

<i>Repère visuel</i>	<i>Objectif</i>
	<i>Identifier rapidement nos engagements clé</i>
	<i>Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants</i>
	<i>Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale</i>

Rédigé par	Contrôlé par	Validé par	Date
Nicolas BLIN	Jean Paul MICHELET	Bruno MOYSAN	23/04/2015

# Sommaire

<b>1. L'essentiel de l'année</b>	<b>5</b>
1.1. Le contrat	6
1.2. L'essentiel de l'année 2014	8
1.3. Les chiffres clés de l'année 2014	10
1.4. Le prix du service public de l'eau	12
1.5. Un dispositif au service des clients	18
 <b>2. La performance et l'efficacité opérationnelle à votre service</b>	 <b>19</b>
2.1. L'efficacité de la production et de la distribution d'eau potable	20
2.2. La qualité de l'eau	35
 <b>3. Le patrimoine de votre service</b>	 <b>43</b>
3.1. L'inventaire des biens du service	44
3.2. La gestion du patrimoine	54
3.3. Les recommandations de CYO sur les évolutions à prévoir	70
3.4. Les indicateurs de suivi du patrimoine	72
 <b>4. Les engagements de CYO</b>	 <b>77</b>
4.1. Les services aux clients	78
4.2. Les équipes et moyens au service du territoire	86
4.3. L'empreinte environnementale	92
4.4. CYO, acteur économique et social du territoire	96
 <b>5. Le rapport financier du service</b>	 <b>97</b>
5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)	98
5.2. Le patrimoine du service	116
5.3. Les investissements et le renouvellement	117
5.4. Les engagements à incidence financière	125
 <b>6. Annexes</b>	 <b>127</b>
6.1. Le synoptique du réseau	128
6.2. Le contrôle de l'eau	130
6.3. Fiches ARS CYO	154
6.4. Le bilan énergétique du patrimoine	177
6.5. Liste des IJT	179
6.6. Annexes financières	203
6.7. Les nouveaux textes réglementaires	225
6.8. Glossaire	231
6.9. Listes d'interventions	237
6.10. Branchements neufs	249







# 1.

## L'ESSENTIEL DE L'ANNEE

## 1.1. Le contrat

- **Délégataire :** CYO
- **Périmètre du service :** BOISEMONT, CERGY, COURDIMANCHE, ERAGNY SUR OISE, JOUY LE MOUTIER, MAURECOURT, MENU COURT, NEUVILLE SUR OISE, OSNY, PONTOISE, PUISEUX PONTOISE, SAINT OUEN L'AUMONE, VAUREAL
- **Numéro du contrat** YO011
- **Durée du contrat**

Date de début : 01/01/2009

Date de fin : 31/12/2026

→ **Liste des avenants**

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
3	17/07/2013	Avenant n°3 : Intégration de la commune de Maurecourt, intégration d'ouvrages, substitution d'indices, modification des statuts de la société dédiée.
2	01/03/2011	Avenant n°2 : réglementation puits et forages, additif au RS. Modification du Bordereau des prix et du bordereau des prix complémentaire
1	01/01/2009	Avenant n°1: Transfert du contrat de la SFDE (référence précédent contrat V5000) à la société CYO (YO011)

→ **Les engagements vis-à-vis des tiers**

CYO assume les engagements d'échanges d'eau suivants avec les collectivités voisines ou les tiers :

Type d'engagement	Date d'effet	Tiers engagé
Convention d'échange	28/11/2011	Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF)
Convention de fourniture	25/09/2001	Syndicat Mixte Rationnel d'alimentation en eau potable
Convention d'achat Conflans - Neuville	01/01/2009	Société des Eaux de Fin d'Oise (SEFO)
Convention de vente Eragny - Conflans	01/01/2009	Société des Eaux de Fin d'Oise (SEFO)
Convention d'achat Andrézy - Maurecourt	19/06/2013	Société des Eaux de Fin d'Oise (SEFO)
Convention de vente Maurecourt - Andrézy	19/06/2013	Société des Eaux de Fin d'Oise (SEFO)
Convention d'achat Boissy L'Aillierie	01/01/2013	Société Française de Distribution d'Eau (SFDE)
Convention de vente Boissy L'Aillierie	01/01/2013	Société Française de Distribution d'Eau (SFDE)
Achat d'eau SIAEP Ennery Livilliers Hérouville	01/01/2013	Société Française de Distribution d'Eau (SFDE)



Convention de vente Montgeroult	01/01/2013	Société Française de Distribution d'Eau (SFDE)
Vente d'eau Génicourt	01/01/2013	Société des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise (SEAO)
Convention de vente Courcelles sur Viosne	01/01/2013	Société Française de Distribution d'Eau (SFDE)

Les conventions suivantes sont en cours de signatures des parties prenantes :

Convention d'achat Triel (Cordon de l'Hautil)		Société des Eaux de Fin d'Oise (SEFO)
Convention d'achat Triel (Jouy Hameau Eancourt)		Société des Eaux de Fin d'Oise (SEFO)
Convention de vente Boisemont - Triel		Société des Eaux de Fin d'Oise (SEFO)

## 1.2. L'essentiel de l'année 2014

201 121 habitants desservis<sup>1</sup> [D101.0]

36 747 abonnés

35 200 branchements

11 unités de production d'eau potable d'une capacité de stockage de 11 790 m<sup>3</sup> par jour

15 réservoirs d'une capacité totale de stockage de 28 015 m<sup>3</sup>.

731,7 kms de canalisations de distribution

### Faits marquants

Il est à noter que les données 2013 présentes dans ce rapport incluent la commune de Maurecourt (sur une durée de 6 mois), sauf lorsque cela est éventuellement précisé (« Hors Maurecourt »).

L'année 2014 est donc la première année du contrat avec le périmètre complet de l'agglomération comprenant 13 communes.

Finalisation de l'opération de remplacement des regards et mise en conformité pour équipement des compteurs avec modules-radio (114 sur Maurecourt et 84 sur Neuville sur Oise).

### Bilan des principales actions destinées à assurer l'information et l'accueil de la clientèle

#### 1<sup>er</sup> trimestre :

- Mise en conformité pour application de la norme SEPA (insertion RUM pour sur les facture prélevées)
- Insertion d'un message concernant l'augmentation de la TVA sur l'assainissement :  
"Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le taux de TVA s'appliquant sur la collecte et le traitement des eaux usées est relevé de 7 % à 10 %."
- Envoi de la lettre de l'eau n° 2 du 23/01/2014 au 25/04/2014

#### 2<sup>ème</sup> trimestre :

- Mailing annuel d'information sur la mise à jour des PF/conso

#### 3<sup>ème</sup> trimestre :

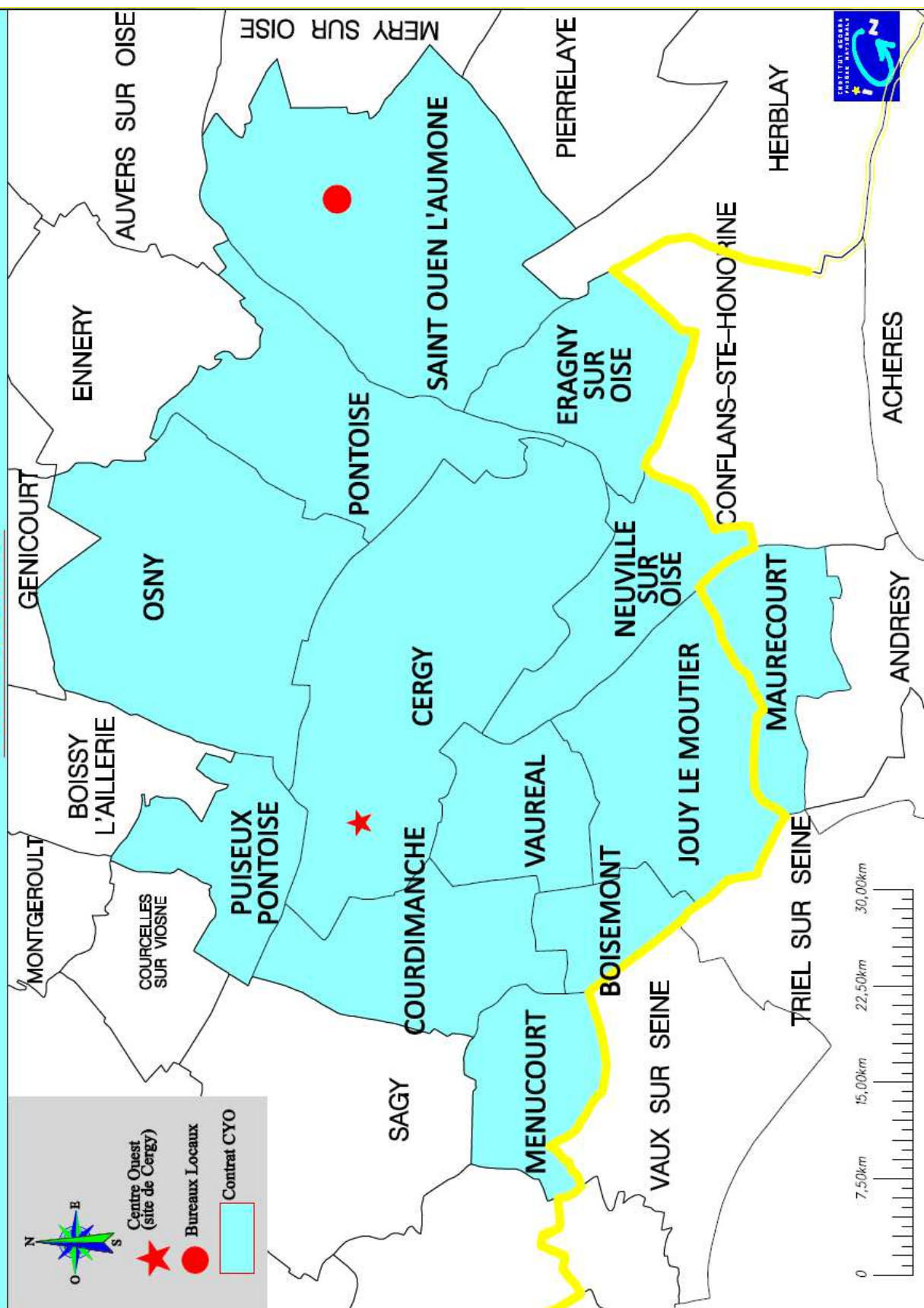
- Insertion de la fiche ARS

#### 4<sup>ème</sup> trimestre :

- Modification relative à la loi Hamon : Impact dans le dossier d'abonnement et la facture

<sup>1</sup> Nombre d'habitants desservis total communiqué par la Collectivité, ou à défaut estimation avec base de calcul conforme au décret n°2008-1477 du 30/12/2008 à partir de l'exercice 2009 (cf. définition dans le glossaire du présent document).

# Communauté d'Agglomération Cergy-Pontoise (VAL D'OISE) Contrat CYO





## 1.3. Les chiffres clés de l'année 2014

Les indicateurs réglementaires devant être fournis par le délégataire sont mis en évidence dans le tableau ci-dessous par leur couleur « rouge ».

LE PRIX DU SERVICE DE L'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m <sup>3</sup> TTC – Hors menucourt	Délégataire	1,86 €uro/m <sup>3</sup>
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m <sup>3</sup> TTC – pour les abonnés de Menucourt	Délégataire	2,05 €uro/m <sup>3</sup>
L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION		PRODUCTEUR	VALEUR
	Volume prélevé	Délégataire	3 127 764 m <sup>3</sup>
	Volume produit (C)	Délégataire	3 093 808 m <sup>3</sup>
	Volume acheté à d'autres services d'eau potable (D)	Délégataire	9 231 183 m <sup>3</sup>
	Volume mis en distribution (m <sup>3</sup> )	Délégataire	12 250 727 m <sup>3</sup>
	Volumes de service du réseau & consommateurs sans comptage	Délégataire	197 769 m <sup>3</sup>
	Volume consommé autorisé 365 jours (A)	Délégataire	10 622 633 m <sup>3</sup>
	Indice linéaire de consommation	Délégataire	40,52m <sup>3</sup> /j/km
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution (A+B)/(C+D)	Délégataire	86,79 %
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	6,37 m <sup>3</sup> /jour/km
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	6,10 m <sup>3</sup> /jour/km
	Nombre de fuites réparées	Délégataire	221
LA QUALITE DE L'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologique	ARS (1)	99,8 %
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	99,2 %
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		PRODUCTEUR	VALEUR
	Nombre d'installations de production	Délégataire	11
	Capacité totale de production	Délégataire	11 790 m <sup>3</sup> /j
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	15
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	28 015 m <sup>3</sup>
	Longueur de réseau	Délégataire	978 km
	Longueur de canalisation de distribution	Collectivité (2)	731 km
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Délégataire	98
	Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	2 851 ml
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	0,37 %
	Nombre de branchements	Délégataire	35 200
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	46
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	114
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	168
	Nombre de compteurs	Délégataire	36 747

LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR
	Nombre de communes	Délégataire	13
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	201 121
	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	36 747
	Nombre d'abonnés en loi SRU	Délégataire	1 210
	Nombre de factures émises	Délégataire	151 094
	Volume vendu	Délégataire	10 624 408 m3
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	10 550 144 m3
	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable (B)	Délégataire	74 265 m3
	Consommation moyenne	Délégataire	144 l/hab/j
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	287 m3/abo/an
LA SATISFACTION DES CLIENTS ET L'ACCES A L'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR
	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise
	Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	82,79 %
	Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Oui
	Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement	Délégataire	Oui
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	2,94 u/1000 abonnés
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 j
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100 %
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	1,42 u/1000 abonnés
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	0,57 %
[P109.0]	Abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	0,0047
	- Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	154
	- Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	9 486
	- Montant des chèques eau	Collectivité (2)	40 253€
LES CERTIFICATS		PRODUCTEUR	VALEUR
	Obtention de la certification ISO 9001	Délégataire	Certification obtenue par l'exploitant
	Obtention de la certification ISO 14001 (usine)	Délégataire	Oui
	Obtention de la certification ISO 14001 (réseau)	Délégataire	Oui
	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE		PRODUCTEUR	VALEUR
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	37 %
	Energie relevée consommée	Délégataire	3 006 869 kWh

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

## 1.4. Le prix du service public de l'eau

### LA GOUVERNANCE DU SERVICE : ROLES ET RESPONSABILITES DES ACTEURS

Le contrat précise les rôles et responsabilités de l'autorité publique et de l'opérateur, les obligations de résultats, les objectifs de performance à atteindre et le prix du service ainsi que son évolution sur la durée du contrat.

Dans ce cadre, la gouvernance du service public de l'eau repose sur deux parties prenantes clés :

- L'autorité organisatrice publique souveraine : la collectivité locale fixe le niveau d'ambition pour le service public, définit les objectifs de performance à atteindre et contrôle l'opérateur,
- L'opérateur : CYO gère le service, respecte ses engagements contractuels et assure l'amélioration continue de la performance. Il rend compte à la collectivité et facilite sa mission de contrôle.

CYO respecte la gouvernance mise en œuvre et veille à développer des outils et des pratiques permettant à chacun d'exercer pleinement son rôle.

### LE PRIX DU SERVICE

A titre indicatif sur la CACP, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m<sup>3</sup> **[D102.0]** et pour 120 m<sup>3</sup>, au 1<sup>er</sup> janvier est la suivante :

Au 01/01/2015, le tarif « lutte contre la pollution » établi par l'agence de l'eau Seine Normandie présente 2 montants différents sur le périmètre de la CACP :

- Commune de Menucourt : 0,41 € HT/m<sup>3</sup>
- 12 autres communes : 0,22 € HT/m<sup>3</sup>

Prix du service pour la commune de Menucourt :

CA DE CERGY-PONTOISE		Prix Au 01/01/2015	Montant Au 01/01/2014	Montant Au 01/01/2015	N/N-1
Prix du service de l'eau potable	Volume				
<b>DISTRIBUTION DE L'EAU</b>					
Prime fixe sur consommation			35.8	35.12	-1.90%
Fourniture eau potable	120	1.1136	134.724	133.632	-0.81%
Part Communautaire	120	0.07	8.40	8.40	0.00%
Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	120	0.0688	8.26	8.26	0.00%
Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	120	0.41	48.00	49.20	2.50%
<b>Total € HT</b>			<b>235.184</b>	<b>233.41</b>	<b>-0.75%</b>
TVA			12.94	12.84	
<b>Total TTC</b>			<b>248.12</b>	<b>246.25</b>	<b>-0.75%</b>
<b>Prix TTC du service en € au m3 pour 120 m3</b>			<b>2.07</b>	<b>2.05</b>	<b>-0.97%</b>



Prix du service pour les communes de l'agglomération hors Menucourt :

<b>CA DE CERGY-PONTOISE</b>					
<b>Prix du service de l'eau potable</b>	<b>Volume</b>	<b>Prix Au 01/01/2015</b>	<b>Montant Au 01/01/2014</b>	<b>Montant Au 01/01/2015</b>	<b>N/N-1</b>
<b>DISTRIBUTION DE L'EAU</b>					
Prime fixe sur consommation			35.80	35.12	-1.90%
Fourniture eau potable	120	1.1136	134.724	133.632	-0.81%
Part Communautaire	120	0.07	8.40	8.40	0.00%
Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	120	0.0688	8.26	8.26	0.00%
Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	120	0.22	28.80	26.40	-8.33%
<b>Total € HT</b>			<b>215.98</b>	<b>211.81</b>	<b>-1.93%</b>
TVA			11.88	11.65	
<b>Total TTC</b>			<b>227.86</b>	<b>223.46</b>	<b>-1.93%</b>
<b>Prix TTC du service en € au m3 pour 120 m3</b>			<b>1.90</b>	<b>1.86</b>	<b>-2.11%</b>

## LA FACTURE 120 M3

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. Cette dernière représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 4 personnes.

Tous clients de l'Agglomération  
exceptés ceux de Menucourt, Maurecourt et de Boisemont versant Hautil

	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/2015	Montant € HT au 01/01/2014	Montant € HT au 01/01/2015	Taux de TVA	Montant T.V.A.	Montant € TTC au 01/01/2015	N/N-1
<b>DISTRIBUTION DE L'EAU</b>	<b>120</b>		<b>187.18</b>	<b>185.41</b>		<b>10.20</b>	<b>195.61</b>	<b>-0.95 %</b>
Prime fixe sur consommation			35.8	35.12	5.5%	1.93	37.05	-1.90 %
Fourniture d'eau potable	120	1.1136	134.724	133.632	5.5%	7.35	140.98	-0.81 %
Part communautaire	120	0.0700	8.40	8.40	5.5%	0.46	8.86	0.00 %
Préservation des ressources en eau	120	0.0688	8.256	8.256	5.5%	0.45	8.71	0.00 %
<b>Collecte et traitement des eaux usées</b>	<b>120</b>		<b>185.12</b>	<b>184.26</b>		<b>10.70</b>	<b>194.96</b>	<b>-0.46 %</b>
Collecte (CACP)	120	0.1600	19.20	19.20	Non assujetti	0.00	19.20	0.00 %
Collecte (SIARP)	120	0.4839	56.10	58.07	Non assujetti	0.00	58.07	3.51 %
Traitement (Station de cergy Neuville)	120	0.8796	108.56	105.55	10.0%	10.56	116.11	-2.77 %
Voies Navigables de France	120	0.012	1.26	1.44	10.0%	0.14	1.58	14.29 %
<b>Organismes publics</b>			<b>64.8</b>	<b>62.4</b>		<b>1.45</b>	<b>63.85</b>	<b>-3.70 %</b>
Lutte contre la pollution	120	0.2200	28.8	26.4	5.5%	1.45	27.85	-8.33 %
Modernisation du réseau de collecte	120	0.3000	36.00	36.00	Non assujetti	0.00	36.00	0.00 %
<b>TOTAL</b>			<b>437.10</b>	<b>432.07</b>		<b>22.35</b>	<b>454.42</b>	<b>-1.15 %</b>

Clients de Menucourt

	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/2015	Montant € HT au 01/01/2014	Montant € HT au 01/01/2015	Taux de TVA	Montant T.V.A.	Montant € TTC au 01/01/2015	N/N-1
<b>DISTRIBUTION DE L'EAU</b>	<b>120</b>		<b>187.18</b>	<b>185.41</b>		<b>10.20</b>	<b>195.61</b>	<b>-0.95 %</b>
Prime fixe sur consommation			35.8	35.12	5.5%	1.93	37.05	-1.90 %
Fourniture d'eau potable	120	1.1136	134.724	133.632	5.5%	7.35	140.98	-0.81 %
Part communautaire	120	0.0700	8.40	8.40	5.5%	0.46	8.86	<b>0.00 %</b>
Préservation des ressources en eau	120	0.0688	8.256	8.256	5.5%	0.45	8.71	0.00 %
<b>Collecte et traitement des eaux usées</b>	<b>120</b>		<b>185.12</b>	<b>184.26</b>		<b>10.70</b>	<b>194.96</b>	<b>-0.46 %</b>
Collecte (CACP)	120	0.1600	19.20	19.20	Non assujetti	0.00	19.20	0.00 %
Collecte (SIARP)	120	0.4839	56.10	58.07	Non assujetti	0.00	58.07	3.51 %
Traitement (Station de cergy Neuville)	120	0.8796	108.56	105.55	10.0%	10.56	116.11	-2.77 %
Voies Navigables de France	120	0.012	1.26	1.44	10.0%	0.14	1.58	14.29 %
<b>Organismes publics</b>			<b>84.00</b>	<b>85.20</b>		<b>2.71</b>	<b>87.91</b>	<b>1.43 %</b>
Lutte contre la pollution	120	0.4100	48	49.20	5.5%	2.71	51.91	2.50 %
Modernisation du réseau de collecte	120	0.3000	36.00	36.00	Non assujetti	0.00	36.00	0.00 %
<b>TOTAL</b>			<b>456.30</b>	<b>454.87</b>		<b>23.60</b>	<b>478.47</b>	<b>-0.31 %</b>

Clients de Boisemont : Bassin versant de l'Hautil

		Prix au m <sup>3</sup> 01/01/2015	Montant € HT au 01/01/2014	Montant € HT au 01/01/2015	Taux de TVA	Montant T.V.A.	Montant € TTC au 01/01/2015	N/N-1
<b>DISTRIBUTION DE L'EAU</b>	<b>120</b>		<b>187.18</b>	<b>185.41</b>		<b>10.20</b>	<b>195.61</b>	<b>-0.95 %</b>
Prime fixe sur consommation			35.8	35.12	5.5%	1.93	37.05	-1.90 %
Fourniture d'eau potable	120	1.1136	134.724	133.632	5.5%	7.35	140.98	-0.81 %
Part communautaire	120	0.0700	8.40	8.40	5.5%	0.46	8.86	0.00 %
Préservation des ressources en eau	120	0.0688	8.256	8.256	5.5%	0.45	8.71	0.00 %
<b>Collecte et traitement des eaux usées</b>	<b>120</b>		<b>197.94</b>	<b>203.60</b>		<b>6.70</b>	<b>210.30</b>	<b>2.86 %</b>
Collecte (SIARP)	120	0.4839	56.10	58.07	Non assujetti	0.00	58.07	3.51 %
Transport et épuration (SIARP)	120	0.6548	78.36	78.58	Non assujetti	0.00	78.58	0.28 %
Collecte et traitement SIAAP	120	0.5580	63.48	66.96	10.0%	6.70	73.66	5.48 %
<b>Organismes publics</b>			<b>64.8</b>	<b>62.4</b>		<b>1.45</b>	<b>63.85</b>	<b>-3.70 %</b>
Lutte contre la pollution	120	0.2200	28.8	26.4	5.5%	1.45	27.85	-8.33 %
Modernisation du réseau de collecte	120	0.3000	36.00	36.00	Non assujetti	0.00	36.00	0.00 %
<b>TOTAL</b>			<b>449.92</b>	<b>451.41</b>		<b>18.35</b>	<b>469.76</b>	<b>0.33 %</b>



Clients de Maurecourt							
		Prix au m <sup>3</sup> 01/01/2015	Prix au 01/01/2014	Montant € HT au 01/01/2015	Taux de TVA	Montant T.V.A.	Montant € TTC au 01/01/2015
<b>DISTRIBUTION DE L'EAU</b>	<b>120</b>		187.18	<b>185.41</b>		<b>10.20</b>	<b>195.61</b>
Prime fixe sur consommation			35.80	35.12	5.5%	1.93	37.05
Fourniture d'eau potable	120	1.1136	134.724	133.63	5.5%	7.35	140.98
Part communautaire	120	0.0700	8.40	8.40	5.5%	0.46	8.86
Préservation des ressources en eau	120	0.0688	8.26	8.256	5.5%	0.45	8.71
<b>Collecte et traitement des eaux usées</b>	<b>120</b>		<b>193.57</b>	<b>198.25</b>		<b>11.07</b>	<b>209.32</b>
Redevance communale	120	0.73	86.40	87.60	Non assujetti	0.00	87.60
Redevance syndicale (SIARH)	120	0.2031	24.37	24.37	10.0%	2.44	26.81
Consommation (LDE)	120	0.161	19.32	19.32	10.0%	1.93	21.25
Traitement SIAAP	120	0.5580	63.48	66.96	10.0%	6.70	73.66
<b>Organismes publics</b>			<b>62.40</b>	<b>62.40</b>		<b>1.45</b>	<b>63.85</b>
Lutte contre la pollution	120	0.2200	28.80	26.4	5.5%	1.45	27.85
Modernisation du réseau de collecte	120	0.3000	36.00	36.00	Non assujetti	0.00	36.00
<b>TOTAL</b>			<b>443.15</b>	<b>446.06</b>		<b>22.71</b>	<b>468.77</b>

## 1.5. Un dispositif au service des clients

---

### TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

Bureau d'accueil de Cergy – 13 rue de la Pompe BP 98049 – 95807 Cergy Pontoise Cedex

L'Accueil est ouvert au public du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 puis de 13h30 à 16h00.



***Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 12h au 0 969 360 402.***

Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 969 360 402** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

***Votre service client en ligne est accessible :***

💧 [www.cyodirect.fr](http://www.cyodirect.fr)

---

### VOS URGENCES

**7 JOURS SUR 7,  
24H SUR 24**

*Pour toute fuite, incident concernant la qualité de l'eau ou fait anormal touchant le réseau, un branchement, une installation de stockage ou de production d'eau nous intervenons jour et nuit.*

Un seul numéro : **0 969 368 667**





Votre service de l'eau

# 2.

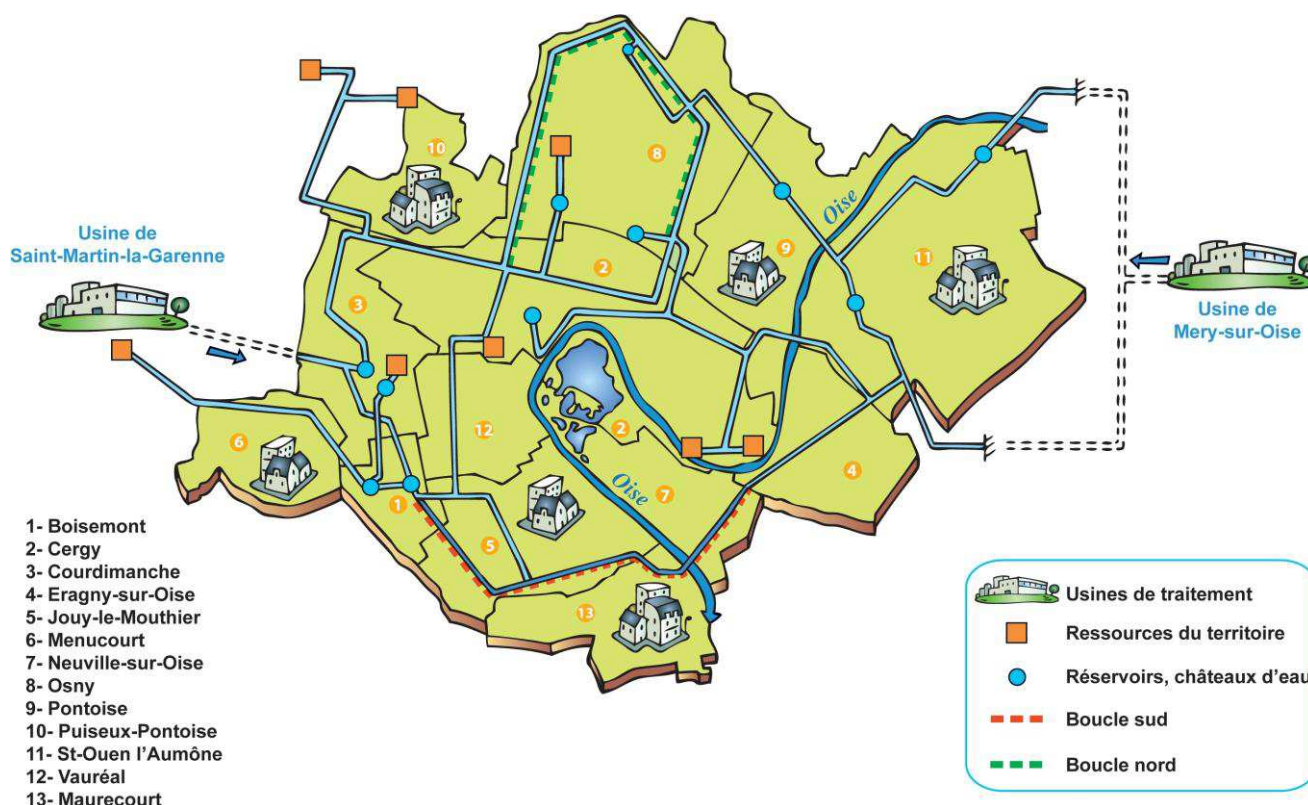
LA PERFORMANCE ET  
L'EFFICACITE OPERATIONNELLE A  
VOTRE SERVICE

## 2.1. L'efficacité de la production et de la distribution d'eau potable

Le niveau d'efficacité des services d'eau résulte de l'alliance de l'expertise des hommes et des femmes du service de l'eau, du savoir-faire de CYO et de l'existence d'une véritable démarche de management de la performance.

### 2.1.1. L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION : LE VOLUME PRELEVE ET PRODUIT

#### → L'origine de l'eau alimentant le service



L'eau distribuée aux usagers de la Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise provient soit :

- des ressources propres (forages) présentes sur son territoire ;
- des ressources importées produites à l'usine de Saint Martin la Garenne ;
- des ressources importées produites à l'usine de Méry sur Oise.

#### → Achats d'eau

Au 01/01/2015 , le prix hors taxes du m<sup>3</sup> acheté s'élevait à :

- Eau provenant de l'usine de Méry-sur-Oise : **0,7514 €**
- Eau provenant de l'usine de Saint Martin-la-Garenne : **0,5761 €**

→ Le volume prélevé par ressource est détaillé ci-après :

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Captage de Vauréal	304 429	233 068	248 679	261 529	259 597	-0,7%
Forage Osny Sade	100 778	52 560	44 121	107 246	112 132	4,6%
Forage Osny Huillet	121 076	175 200	225 505	122 562	135 874	10,9%
F. Vallee Millet Sable	224 863	220 831	263 956	181 139	0	-100%
Forage de Courdimanche	74 447	74 319	62 878	71 171	72 510	1,9%
Forage Montgeroult Stade Craie	-	-	161 646	164 259	154 013	-6,2%
Forage Montgeroult Stade Sable	-	-	183 302	188 332	187 488	-0,4%
F.Stade Sable Craie Montgeroult	311 750	318 195	-	-	-	-
Puits Cergy 1	74 670	126 772	102 689	61 218	105 715	72,7%
Puits Cergy 3	632 226	648 990	700 506	328 958	628 190	91,0%
Forage Sagy Chardronville	573 075	521 898	559 283	511 035	521 801	2,1%
Forage Sagy Condécourt	986 540	1 041 926	1 018 582	989 131	950 443	-3,9%
<b>Volume prélevé total (m3)</b>	<b>3 403 854</b>	<b>3 413 759</b>	<b>3 571 147</b>	<b>2 986 580</b>	<b>3 127 764</b>	<b>4,7%</b>
Captage de Vauréal	304 429	233 068	248 679	261 529	259 597	-0,7%
Déferrisation de l'Echaugette	203 253	193 655	216 617	201 981	251 366	24,5%
F. Vallee Millet Sable	224 863	220 831	263 956	181 139	0	-
Forage de Courdimanche	74 447	74 319	62 878	71 171	72 510	1,9%
Forage Montgeroult Stade Craie	-	-	161 646	164 259	154 013	-6,2%
Forage Montgeroult Stade Sable	-	-	183 302	188 332	187 488	-0,4%
F.Stade Sable Craie Montgeroult	311 750	318 195	-	-	-	-
Puits Cergy 1	74 670	126 772	102 689	61 218	105 715	72,7%
Puits Cergy 3	632 226	648 990	700 506	328 958	628 190	91,0%
Usine de Ménu-court	1 457 350	1 504 555	1 549 749	1 448 946	1 434 929	-1,0%
<b>Volume produit total (m3)</b>	<b>3 282 988</b>	<b>3 320 385</b>	<b>3 490 022</b>	<b>2 907 533</b>	<b>3 093 808</b>	<b>6,4%</b>

L'usine de Menucourt traite les volumes prélevés aux forages de Sagy Chardronville et Condécourt.  
La déferrisation de l'Echaugette traite les volumes prélevés aux forages SADE et Huillet (Osny).

La hausse du volume produit sur le forage de Cergy 1 est consécutif à un arrêt de l'installation en 2013.

La hausse des volumes produits sur la station d'Osny Echaugette est liée à une intervention de maintenance sur l'installation. CYO a procédé au nettoyage du pot de mélange des eaux de forages. Cette intervention a permis de limiter les pertes de charges dans cet ouvrage et ainsi augmenter la production.

La hausse du volume produit sur le forage de Cergy 3 constitue un retour à une production normale. La baisse observée en 2013 était liée à la mise à l'arrêt du forage du mois d'avril à octobre 2013 en raison de travaux de génie civil et d'hydraulique sur l'ouvrage.

L'absence de production sur le forage de Vallée Millet est due à la mise à l'arrêt du forage depuis le mois d'Octobre 2013 en raison d'une fuite sur le refoulement en domaine privé. CYO et la collectivité étudient ensemble les solutions à mettre en œuvre pour la réparation.

→ **Le volume produit et mis en distribution**

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable, le cas échéant :

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
<b>Volume prélevé</b>	<b>3 403 854</b>	<b>3 413 759</b>	<b>3 571 147</b>	<b>2 986 580</b>	<b>3 127 764</b>	4,7%
<b>Volume produit (m3)</b>	<b>3 282 988</b>	<b>3 320 385</b>	<b>3 490 022</b>	<b>2 907 533</b>	<b>3 093 808</b>	6,4%
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	9 531 142	8 788 009	8 511 595	9 347 304	9 231 183	-1,2%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	419 686	158 236	169 231	92 775	74 264	-20,0%
<b>Volume mis en distribution (m3)</b>	<b>12 394 444</b>	<b>11 950 158</b>	<b>11 832 386</b>	<b>12 162 062</b>	<b>12 250 727</b>	0,7%

Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
<b>Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)</b>	<b>9 531 142</b>	<b>8 788 009</b>	<b>8 511 595</b>	<b>9 347 304</b>	<b>9 231 183</b>	-1,2%
Courcelles VN150	153 766	261 024	277 597	221 767	177 040	-20,2%
BOISSY L'AILLERIE	61 846	34 863	17 230	13 721	23 729	72,9%
MEULAN EN YVELINES	3 481 060	5 303 131	6 744 581	7 278 797	7 241 143	-0,5%
SEDIF	5 511 360	2 915 107	1 280 728	1 598 097	1 393 305	-12,8%
SIAEP D'ENNERY LIVILLIERS HEROUVILLE	172 807	191 583	177 758	124 484	178 595	43,5%
Société des Eaux de Fin d'Oise (SEFO)	134 499	66 320	32	25 907	3 430	-86,8%
VAUX SUR SEINE	0	0	0	71 409	201 876	182,7%
TRIEL SUR SEINE	15 804	15 981	13 669	13 122	12 064	-8,1%

Pour l'échange avec Vaux sur Seine en 2014, CYO a acheté 304 395 m<sup>3</sup> et vendu 102 519 m<sup>3</sup>.

La hausse des imports d'eau via Vaux est dû à des modifications d'alimentation sur cette zone de distribution.



→ *Les volumes introduits*

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Volume produit (m3)	3 282 988	3 320 385	3 490 022	2 907 533	3 093 808	6,4%
Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)	9 531 142	8 788 009	8 511 595	9 347 304	9 231 183	-1,2%
<b>Volume introduit total (m3)</b>	12 814 130	12 108 394	12 001 617	12 254 837	12 324 991	0,6%



## 2.1.2. L'EFFICACITE DE LA DISTRIBUTION : LE VOLUMES VENDU, LE VOLUME CONSOMME ET LEUR EVOLUTION

### → Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie du décret du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
<b>Volume vendu selon le décret (m³)</b>	<b>10 608 473</b>	<b>10 155 898</b>	<b>10 324 870</b>	<b>10 495 718</b>	<b>10 624 408</b>	<b>1,2%</b>
<b>Volume vendu aux abonnés du service</b>	<b>10 188 787</b>	<b>9 997 662</b>	<b>10 155 639</b>	<b>10 402 943</b>	<b>10 550 144</b>	<b>1,4%</b>
<b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable</b>	<b>419 686</b>	<b>158 236</b>	<b>169 231</b>	<b>92 775</b>	<b>74 264</b>	<b>-20,0%</b>

Les volumes vendus aux clients individuels (par commune) sont détaillés comme suit :

	2010	2011	2012	2013	2014
Boisemont	36 651	34 083	35 190	36 296	35 372
Cergy	3 311 024	3 269 605	3 322 759	3 410 726	3 454 233
Courdimanche	265 004	256 913	263 335	259 912	253 641
Eragny sur Oise	796 784	807 609	832 432	782 973	796 666
Jouy le Moutier	696 145	676 530	694 001	688 154	673 938
Maurecourt	-	-	-	90 185	200 490
Menucourt	227 435	222 930	221 624	215 551	226 952
Neuville sur Oise	122 168	121 143	141 781	174 959	167 289
Osny	922 843	890 490	903 633	905 780	909 988
Pontoise	1 633 933	1 576 608	1 607 761	1 689 415	1 683 502
Puiseux Pontoise	33 368	38 386	49 622	41 472	38 799
Saint-Ouen l'Aumône	1 436 557	1 423 974	1 415 612	1 432 469	1 427 142
Vauréal	706 875	679 391	667 889	675 051	682 132
<b>Total</b>	<b>10 188 787</b>	<b>9 997 662</b>	<b>10 155 639</b>	<b>10 402 943</b>	<b>10 550 144</b>

Les volumes présentés ci-dessus intègrent les volumes écrétés 2014 conformément aux dispositions de la loi WARSMANN.

84 dossiers ayant un impact sur les volumes facturés en 2014 ont été instruits et acceptés pour un volume de 25 036 m<sup>3</sup>. Une baisse de 48% est constatée sur les volumes écrétés par rapport à l'année passée. Celle-ci est justifiée par le déploiement de la radio relève qui entraîne une identification plus régulière des volumes de fuite.

Le détail par commune est présenté ci-dessous :

Commune	2013 (m3)	2014 (m3)
BOISEMONT	753	86
CERGY	12 648	7 569
COURDIMANCHE	643	1 826
ERAGNY	4 206	3 185
JOUY LE MOUTIER	1 469	1 643
MAURECOURT	45	2 537
MENUCOURT	2 753	0
NEUVILLE SUR OISE	429	762
OSNY	10 961	3 129
PONTOISE	4 278	1 494
PUISEUX PONTOISE	395	60
SAINT OUEN L'AUMONE	2 203	0
VAUREAL	7 109	2 745
<b>Total général</b>	<b>47 892</b>	<b>25 036</b>

Le volume vendu aux autres services d'eau potable est détaillé comme suit :

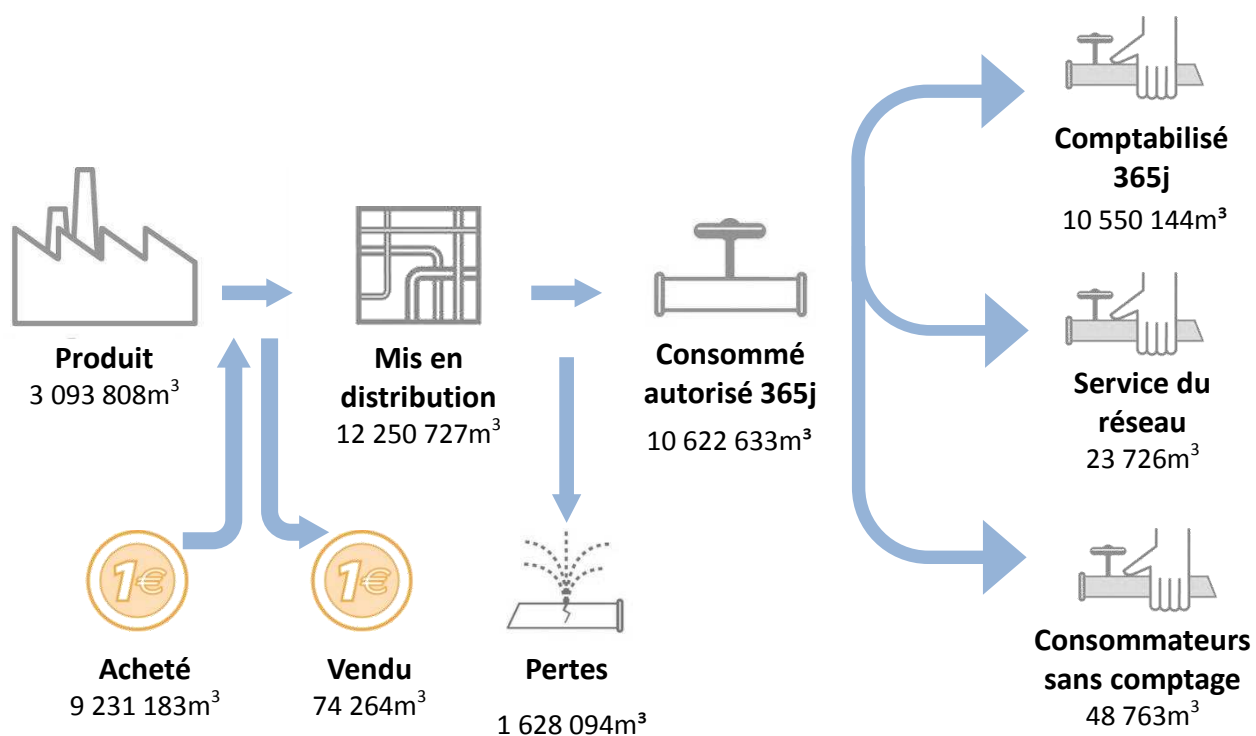
	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
<b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable (m3)</b>	<b>419 686</b>	<b>158 236</b>	<b>169 231</b>	<b>92 775</b>	<b>74 264</b>	<b>-20,0%</b>
BOISSY L'AILLERIE	13 967	11 468	15 047	17 331	25 151	45,1%
COURCELLES SUR VIOSNE	869	264	250	23	37	60,9%
ENNERY	10 769	3 027	3 778	5 624	3 785	-32,7%
GENICOURT	53 334	57 063	45 104	54 604	33 264	-39,1%
MONTGEROULT	233	48	1 543	129	0	-100,0%
SEDIF VG	0	0	0	0	0	-
Société des Eaux de Fin d'Oise (SEFO)	58 299	85 361	102 680	12 970	9 151	-29,4%
VAUX SUR SEINE	277 054	62 129	43 594	0	0	-
TRIEL SUR SEINE	5 161	1 005	829	2 094	2 877	37,4%

### → *Le volume consommé*

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à 365 jours par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Volume comptabilisé (m3)	10 188 787	9 997 662	10 155 639	10 402 943	10 550 144	1,4%
Volume autorisé non compté (m3)	33 650	43 540	47 540	48 150	48 763	1,3%
Volume de service du réseau (m3)	36 430	58 665	29 046	24 994	23 726	-5,1%
<b>Volume consommé autorisé (m3)</b>	<b>10 258 867</b>	<b>10 099 867</b>	<b>10 232 225</b>	<b>10 476 087</b>	<b>10 622 633</b>	<b>1,4%</b>

→ *Synthèse des flux de volumes*



### 2.1.3. LE RENDEMENT DE RESEAU

La loi de Grenelle 2 s'inscrit dans le plan national d'adaptation au changement climatique de 2011 qui vise 20% d'économie d'eau sur les prélèvements d'ici 2020.

Pour les réseaux d'eau, l'article 161 de la loi Grenelle 2 fixe deux objectifs :

- Inciter les collectivités à mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux ;
- Engager des actions afin de limiter le taux de perte et améliorer le rendement du réseau qui représente la part du volume introduit dans le réseau effectivement consommé.

Le décret du 27 janvier 2012 (« limitation des pertes en eau sur les réseaux ») précise que sous peine d'un doublement de la redevance de prélèvement les collectivités doivent définir et mettre en œuvre un plan d'action destiné à la réduction des pertes d'eau pour les réseaux dont le taux de perte, est supérieur au seuil, dit « Grenelle 2 », défini dans le décret et variant de 65 à 85 % selon la taille et les caractéristiques des collectivités.

Dans les quelques cas où cela s'avère nécessaire, CYO propose les plans d'actions permettant d'atteindre les objectifs réglementaires de rendement."

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
<b>Rendement du réseau de distribution [P104.3] (%) (A+B)/(C+D)</b>	<b>83,33 %</b>	<b>84,72 %</b>	<b>86,67 %</b>	<b>86,24 %</b>	<b>86,79%</b>	<b>0,6%</b>
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . ..... . A	10 258 867	10 099 867	10 232 225	10 476 087	10 622 633	1,4%
Volume vendu à d'autres services (m3) . . . . . ..... . B	419 686	158 236	169 231	92 775	74 264	-20,0%
Volume produit (m3) . . . . . ..... . C	3 282 988	3 320 385	3 490 022	2 907 533	3 093 808	6,4%
Volume acheté à d'autres services (m3) . . . . . ..... . D	9 531 142	8 788 009	8 511 595	9 347 304	9 231 183	-1,2%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)  
Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008

En prenant en compte les volumes perdus consécutifs à l'utilisation frauduleuse d'un poteau incendie et à une fuite sur le refoulement des forages de la Viosne, le rendement de réseau serait de **87,80%**.

## Objectif de rendement GRENELLE II

En application de la loi Grenelle II (décret n°2012-97 du 27 janvier 2012) les collectivités sont invitées à une gestion patrimoniale des réseaux en vue de limiter les pertes en eau dans les réseaux de distribution.

Lorsque les pertes en eau dans les réseaux de distribution dépassent les seuils fixés par le décret, un plan d'action doit être élaboré. A défaut, une majoration (doublement) de la redevance pour prélèvement sur la ressource (en eau) est appliquée.

L'indice linéaire de consommation (ILC en m<sup>3</sup>/km/j) est le ratio des volumes consommés sur le linéaire de réseau (hors branchements) : (volume consommé autorisé 365j + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)x365).

**L'ILC calculé en 2014 est de 40,25 m<sup>3</sup>/km/j.**

Les rendements fixés par la réglementation sont les suivants :

Rendement > 85% (si ILC > 100 m<sup>3</sup>/km/j)

ou

Rendement > (65 + 0,2 \* ILC) % (si ILC < 100 m<sup>3</sup>/km/j)

**Le rendement doit être supérieur à 73,1 % pour respecter la réglementation. Le rendement 2014 (86,79 %) est donc conforme à la réglementation.**

→ *L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]*

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>8,62</b>	<b>7,62</b>	<b>6,47</b>	<b>6,58</b>	<b>6,37</b>
Volume mis en distribution (m3) .....A	12 394 444	11 950 158	11 832 386	12 162 062	12 250 727
Volume comptabilisé 365 jours (m3) .....B	10 188 787	9 997 662	10 155 639	10 402 943	10 550 144
Longueur de canalisation de distribution (ml) .....L	700 966	702 290	709 721	731 892	731 652

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j)</b>	<b>8,35</b>	<b>7,22</b>	<b>6,18</b>	<b>6,31</b>	<b>6,10</b>
<b>(A-B)/(L/1000)/365</b>					
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	<b>12 394 444</b>	<b>11 950 158</b>	<b>11 832 386</b>	<b>12 162 062</b>	<b>12 250 727</b>
Volume consommé autorisé 365 jours (m3). . . . . B	10 258 867	10 099 867	10 232 225	10 476 087	10 622 633
Longueur de canalisation (ml) . . . . . L	700 966	702 290	709 721	731 892	731 652

En prenant en compte les volumes perdus consécutifs à l'utilisation frauduleuse d'un poteau incendie et à une fuite sur le refoulement des forages de la Viosne, l'indice linéaire de pertes en réseau serait de **5,63m³/km/j**.

→ *Le ratio d'exploitation*

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Ratio d'exploitation (%)</b>	<b>82,80%</b>	<b>84,50%</b>	<b>86,48%</b>	<b>86,14%</b>	<b>86,71%</b>
<b>(A/B)</b>					
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A	10 258 867	10 099 867	10 232 225	10 476 087	10 622 633
Volume mis en distribution (m3) . . . . . B	<b>12 394 444</b>	<b>11 950 158</b>	<b>11 832 386</b>	<b>12 162 062</b>	<b>12 250 727</b>

En prenant en compte les volumes perdus consécutifs à l'utilisation frauduleuse d'un poteau incendie et à une fuite sur le refoulement des forages de la Viosne, le ratio d'exploitation serait de **87,73%**.

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	59	106	119	78	82	5,1%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0%
Nombre de fuites sur branchement	42	225	220	110	139	26,4%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,1	0,7	0,7	0,3	0,4	33,3%
Nombre de fuites sur équipement	3	0	0	2	13	550%
Nombre de fuites réparées	104	331	339	190	221	16,3%
Linéaire soumis à recherche de fuites	27 400	183 967	263 401	297 022	326 501	9,9%



→ Bilan des résultats en 2014 : Détail par sous réseau

Sous réseau	Linéaire 2014 (ml)	% du linéaire total (2014)	Ratio d'exploitation 2013	Ratio d'exploitation 2014	Tendance	Indice linéaire de perte 2014 (m3/j/km)
Boisemont et Courdimanche village	12 993	1,88%	95,8%	97,0%	+	0,43
Cergy Préfecture Cote 112	63 106	9,12%	96,8%	96,3%	-	2,70
Cergy Ville Nouvelle	77 943	11,26%	84,1%	90,6%	+	4,69
Courdimanche Ville Nlle. côte170	39 647	5,73%	87,2%	87,8%	+	7,46
Eragny Nord - ZI de Bellevue	37 012	5,35%	71,8%	76,1%	+	12,18
Eragny Sud	52 737	7,62%	91,1%	86,6%	-	5,82
Jouy le Moutier Ville Nouvelle	45 823	6,62%	87,9%	84,3%	-	5,62
Jouy-le-Moutier Village	16 651	2,41%	95,1%	88,3%	-	2,60
Menucourt	27 412	3,96%	88,7%	93,0%	+	1,88
Neuville	15 464	2,23%	91,7%	90,8%	-	3,05
Osny Pontoise Cote 112	19 050	2,75%	86,1%	88,0%	+	11,59
Osny Rive Gauche / la Groue	41 542	6,00%	85,5%	99,5%	+	0,14
Osny Rive droite / Pigeonnier	22 486	3,25%	88,4%	81,0%	-	7,99
Pontoise bas	24 681	3,57%	73,6%	80,0%	+	10,95
Pontoise Haut	36 106	5,22%	85,5%	95,0%	+	3,47
Saint Ouen l'Aumône - Epluches	13 092	1,89%	87,0%	83,6%	-	7,49
Saint Ouen l'Aumône - Le Parc	25 990	3,75%	92,6%	88,6%	-	5,77
Saint-Ouen-l'Aumône ZI du vert Galant / Eragny Nord - ZI de Bellevue	82 015	11,85%	75,5%	79,0%	+	8,09
Saint-Ouen-l'Aumône ZI du vert Galant	45 003	6,50%	81,0%	83,3%	+	4,79
Vauréal et Cergy Villages	18 721	2,70%	79,6%	71,6%	-	8,26
Vauréal Ville Nouvelle	56 747	8,20%	92,8%	94,5%	+	1,94
<b>TOTAL</b>	<b>725 679</b>					

### → *Objectifs contractuels*

Pour rappel, **les objectifs contractuels de ratio au 31/12/2014** sont :

- un ratio global fixé à 85 %,
- un ratio minimum par secteur fixé à 78 %.

Il est à noter que le secteur de Maurecourt n'est pas concerné par un ratio objectif en 2014. Celui-ci ne sera soumis à objectif qu'en 2016. A titre indicatif, le ratio de Maurecourt est évalué à 91,3%.

Les résultats présentés ci –avant montrent que l'objectif du ratio global est atteint au titre de l'exercice 2014 puisqu'il s'établit à **86,71%**

Deux secteurs n'atteignent pas le ratio minimum contractuel de 78%, il s'agit du secteur d'Eragny Nord – ZI de Bellevue (76,1%) et Vauréal et Cergy Villages (71,6%).

Le secteur d'Eragny Nord – ZI de Bellevue montre néanmoins une amélioration de 4.3 points par rapport à 2013. En regroupant le secteur d'Eragny Nord – ZI de Bellevue avec le secteur de Saint-Ouen-L'Aumône ZI du Vert Galant, le ratio d'exploitation passe à 79%.

→ *Commentaire des variations significatives par sous réseau*

Sous réseau	Commentaires
<b>Boisemont et Courdimanche Village</b>	Hausse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014
<b>Cergy Préfecture Cote 112</b>	Baisse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014. Campagne de recherche de fuites réalisée en fin d'année 2014.
<b>Cergy Ville Nouvelle cote 150</b>	Recherche de fuites réalisée en 2014 sur le refoulement des forages de Viosne. Un poteau d'incendie ouvert frauduleusement dans le parc Mirapolis a de nouveau été constaté à un débit de 60 m <sup>3</sup> /h. CYO a alors procédé à la fermeture de celui-ci au niveau de la vanne. La fuite se situant sur le refoulement du forage de Vallée Millet en domaine privé n'a pu être réparée en 2014. Le débit mesuré est de 12 m <sup>3</sup> /h. En prenant en compte les volumes perdus consécutifs à l'utilisation frauduleuse du poteau incendie du parc de Mirapolis et à la fuite sur le refoulement des forages de la Viosne, le ratio d'exploitation serait de <b>99.4%</b> et l'ILP de <b>0,28m<sup>3</sup>/j/km</b> .
<b>Courdimanche Ville Nouvelle cote 170</b>	Hausse des volumes vendus en 2014 sur ce secteur en développement (nombreuses constructions et livraisons d'habitats collectifs)
<b>Eragny Sud</b>	Baisse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014. Renouvellements de 64 ml de canalisation en 2014.
<b>Jouy le Moutier Ville Nouvelle</b>	Baisse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014. Campagne de recherche de fuites réalisée en 2014 qui a permis de baisser le volume mis en distribution. CYO suit particulièrement ce secteur qui comporte des canalisations en polyéthylène basse densité. Renouvellements de 105 ml de canalisation en 2014.
<b>Jouy-le-Moutier Village</b>	Baisse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014. Une anomalie de fonctionnement du stabilisateur de pression alimentant ce secteur a généré 2 fuites sur canalisations en Juillet 2014. CYO a procédé aux réparations nécessaires pour fiabiliser le fonctionnement de cet équipement.
<b>Menucourt</b>	Hausse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014.
<b>Neuville</b>	Baisse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014.
<b>Osny Pontoise Cote 112</b>	Hausse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014. Recherche de fuites réalisée en 2014. Renouvellements de 405 ml de canalisation en 2014.
<b>Osny Rive Gauche / Oseraie</b>	Hausse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014.
<b>Pontoise Haut</b>	Hausse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014.
<b>Osny Rive droite / Pigeonnier</b>	Baisse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014. Recherche de fuites réalisée en 2014 qui a permis la réparation d'une fuite importante en 2015. Renouvellements de 238 ml de canalisation en 2014.
<b>Pontoise bas</b>	Hausse du ratio en 2014, celui-ci est conforme à l'objectif contractuel non respecté en 2013. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014. Comme indiqué dans le RAD 2013, une importante campagne de recherche de fuites a été réalisée en début d'année 2014. Celle-ci a permis de réparer de nombreuses fuites sur réseau et sur branchement. CYO a ainsi constaté une baisse importante du débit de nuit et du volume mis en distribution. Renouvellements de 1 197 ml de canalisation en 2014.
<b>Saint Ouen l'Aumône – Epluches</b>	Baisse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur branchements en 2014. Recherche de fuites réalisée en 2014.

Sous réseau	Commentaires
Saint Ouen l'Aumône - Le Parc	Baisse du ratio en 2014. Réparation de fuites sur canalisations et branchements en 2014. Recherche de fuites réalisée en 2014. Renouvellements de 330 ml de canalisation en 2014.
Eragny Nord - ZI de Bellevue	Hausse du ratio en 2014 mais reste inférieur à l'objectif contractuel. Suite à la fiabilisation des comptages d'échange entre les 2 zones en 2012, les ratios sont individualisés. Mise en application du plan d'action : <ul style="list-style-type: none"> <li>- campagnes de recherche de fuites</li> <li>- enquêtes branchements industriels</li> </ul> Des propositions ont été faites à plusieurs industriels de mise en conformité de leurs branchements (comptage et protection sanitaire). Depuis la mise en place du plan d'action, 25 branchements ont été mis en conformité. En 2014, de nombreuses utilisations frauduleuses de poteaux d'incendie ont été constatées. Certaines canalisations se situent en domaine privé ce qui rend difficile la surveillance de ces réseaux. Ce plan d'action est maintenu en 2015. Renouvellement de 460 ml de réseau en 2014.
Saint-Ouen-l'Aumône ZI du vert Galant	La mise en application du plan d'action a permis une amélioration du ratio.
Vauréal et Cergy Villages	Recherche de fuites réalisée en 2014. Celles-ci ont permis de procéder à la réparation de plusieurs fuites sur canalisations et branchements au cours de l'année 2014. CYO a constaté en fin d'année à une baisse du débit de nuit et du volume mis en distribution. Le ratio baisse en 2014 et n'atteint pas l'objectif contractuel.
Vauréal Ville Nouvelle	Le bon ratio d'exploitation de 2013 est amélioré en 2014.

### → Performance opérationnelle du réseau de distribution

Année	Rdt (%)	ILP (m <sup>3</sup> /j/km)	ILVNC (m <sup>3</sup> /j/km)	ILC (m <sup>3</sup> /j/km)
2014	86,79 %	6,10	6,37	40,25

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé 365j + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

ILP (indice linéaire des pertes (m<sup>3</sup>/j/km)) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé 365 jours) / ((longueur de canalisation de distribution)/365)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m<sup>3</sup>/j/km) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé 365 jours) / ((longueur de canalisation de distribution)/365)

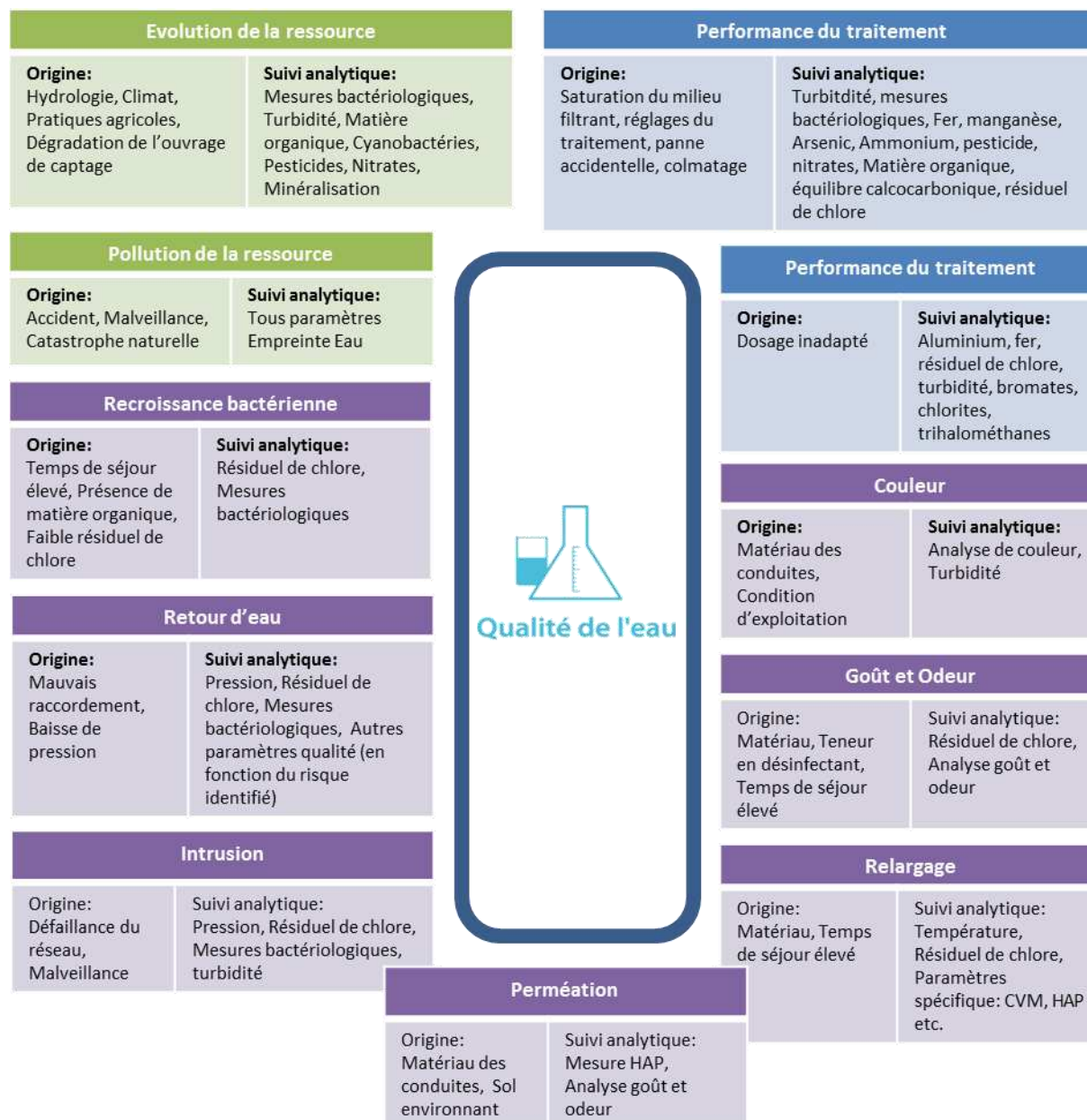
ILC (indice linéaire de consommation (m<sup>3</sup>/j/km) : (volume consommé autorisé 365j + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/365)

## 2.2. La qualité de l'eau

La qualité de l'eau et notamment celle à disposition des clients du service est une priorité absolue car elle est un enjeu de santé publique.

### → Les phénomènes impactant la qualité de l'eau en réseau

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur compréhension nécessite une bonne connaissance de la conception du réseau, de son environnement et des pratiques d'exploitation. La figure ci-dessous explicite les différents mécanismes de dégradation de la qualité de l'eau en réseau.



### 2.2.1. LE CONTROLE DE L'EAU

Sur tous les services qui lui sont confiés, CYO complète le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite et distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Les analyses effectuées sur ces prélèvements concernent l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques.

Le tableau suivant présente la synthèse des analyses réalisées sur la ressource, les eaux traitées et distribuées.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	2542	472	168
Physico-chimique	7507	1119	225

### 2.2.2. LA RESSOURCE

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	8	8	21	21
Physico-chimique	507	506	436	436

Ci-après un extrait de quelques paramètres physico-chimiques représentatifs :

	Contrôle sanitaire et surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Arsenic	9	9
Atrazine	13	13
Chlorures	9	9
Déséthylatrazine	13	13
Nitrates	9	9
Simazine	13	13
Sodium	9	9
Sulfates	9	9
Terbutylazine	5	5

Détail des non-conformités sur la ressource :

	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Nb de non-conformités	Valeur du seuil et unité
Sélénium	0	11	10	1	10 µg/l

Il est à noter que l'eau distribuée issue du mélange ne présente pas de non-conformité vis-à-vis de la limite fixée. La concentration moyenne mesurée est de 6,3 µg/l (limite de qualité = 10 µg/l).

### 2.2.3. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- Les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur.
- Les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique des actions correctives.

#### → Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Déléataire		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	422	421	83	83	505	504
Physico-chimie	252	250	28	28	280	278

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Déléataire	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Déléataire
Microbiologique	99,8 %	100,0 %	99,8 %
Physico-chimie	99,2 %	100,0 %	99,3 %



### → Conformité des paramètres analytiques

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à référence de qualité.<sup>1</sup> :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
<b>Paramètres soumis à Limite de Qualité</b>				
Microbiologique	853	852	166	166
Physico-chimique	2010	2008	113	113
<b>Paramètres soumis à Référence de Qualité</b>				
Microbiologique	1681	1680	285	281
Physico-chimique	3284	3280	444	439
<b>Autres paramètres analysés</b>				
Microbiologique				
Physico-chimique	1711		126	

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

Ci-après un extrait de quelques paramètres physico-chimiques représentatifs :

Contrôle Sanitaire et Surveillance par le Délégué			
	Nombre total de résultats d'analyses	Conformes aux limites ou aux références de qualité	Type de seuil
Atrazine	26	26	Limite de Qualité
Carbone Organique Total	38	38	Référence de Qualité
Déséthylterbuthylazine	15	15	Limite de Qualité
Fer total	63	62	Référence de Qualité
Nitrates	254	254	Limite de Qualité
Simazine	26	26	Limite de Qualité
Turbidité	508	508	Limite et Référence de Qualité

<sup>1</sup> Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

Détail des non-conformités par rapports aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégitaire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégitaire	Valeur du seuil et unité
Entérocoques fécaux	0	1	1	0	427	83	0 n/100ml
Fluorures	0	1600	2	0	29	7	1500 µg/l

Les dépassements de la limite de qualité sur le paramètre Fluor ont été constatés au point de mélange de forages de Vallée Millet, Montgeroult Stade (Sable & Craie) et Courcelles le 24/07/2014 et le 27/11/2014 par l'Agence Régionale de Santé. Ces dépassements sont liés à l'arrêt du forage de Vallée Millet en raison d'une fuite sur le refoulement. De ce fait, le potentiel de dilution est réduit et peut générer des dépassements si de faibles variations de débits sont constatées sur le forage de Courcelles.

L'ARS a alors réalisé deux prélèvements de contrôle qui se sont avérés conformes : 1,24 mg/l le 21/08 et 0,3 mg/l le 18/12.

Le dépassement de la limite de qualité sur le Entérocoques Fécaux a été constaté le 15/09/2014 à l'Ecole primaire des Essarts à Cergy par l'ARS (réseau privé - après compteur). Le prélèvement de contrôle réalisé le 25/09/2014 n'a pas confirmé ce résultat.

Détail des non-conformités par rapports aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégitaire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégitaire	Valeur du seuil et unité
Bactéries Coliformes	0	8	1	4	426	83	0 n/100ml
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0	4	1	4	15	9	2 Qualitatif
Fer total	0	210	0	1	52	11	200 µg/l
Température de l'eau	8,5	27,1	3	0	426	14	25 °C

Les dépassements de la référence de qualité sur le paramètre température sont dus à des problèmes de réseaux intérieurs (privés) : retour d'eau chaude dans le réseau d'eau froide, proximité du réseau d'eau chaude avec le réseau d'eau froide. Les contrôles réalisés au point de distribution en eau (compteur) étaient conformes à la référence de qualité.

Suite aux dépassements de la référence de qualité constatés sur le paramètre bactéries coliformes (5 dépassements), CYO a réalisé des prélèvements de contrôle qui n'ont pas confirmé ces résultats. Dans le cas contraire, l'ARS a demandé à la collectivité un rinçage du réseau intérieur. Les dépassements de la référence de qualité ont été constatés aux adresses et dates suivantes :

- Captage de Vauréal – 26/12/2014 (le prélèvement de contrôle du 30/12/2014 n'a pas confirmé cette valeur) ;
- SEDIF BG02 – 12/05/2014 et 10/06/2014 (le prélèvement de contrôle du 20/06/2014 n'a pas confirmé cette valeur) ;
- SEDIF BG01 – 24/11/2014 (le prélèvement de contrôle du 02/12/2014 n'a pas confirmé cette valeur) ;
- 35 avenue des Genottes (Ecole l'Escapade), Cergy – 15/09/2014 (le prélèvement de contrôle du 25/09/2014 n'a pas confirmé cette valeur).

Il a été observé un non-respect du seuil de référence de qualité sur le paramètre "Equilibre Calco Carbonique". Le résultat obtenu est sensible et dépendant de mesures de paramètres sur le terrain lors du prélèvement. Ainsi, le dépassement de la référence de qualité provient d'une erreur de mesure terrain.

Les dépassements de la référence de qualité sur le paramètre Fer a été constaté le 26/05/2014 au point de mélange des forages de Montgeroult Stade Sable et Craie. CYO a alors procédé à une mesure terrain qui n'a pas confirmé ce dépassement.

## 2.2.4. L'EVOLUTION DE LA QUALITE DE L'EAU

### → Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques [P101.1] et physico-chimiques [P102.1]. Ils sont transmis à la Collectivité par l'ARS<sup>2</sup>. A titre indicatif, les taux de conformité issus de nos systèmes d'informations<sup>3</sup>, sur la base des prélèvements incluant au moins un paramètre soumis à une limite de qualité, sont les suivants :

Paramètres microbiologiques	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Taux de conformité microbiologique</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>99,76 %</b>
Nombre de prélèvements conformes	411	416	407	413	421
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0	0	1
Nombre total de prélèvements	411	416	407	413	422
Paramètres physico-chimique	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Taux de conformité physico-chimique</b>	<b>99,04 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>99,59 %</b>	<b>99,21 %</b>
Nombre de prélèvements conformes	207	227	230	245	250
Nombre de prélèvements non conformes	2	0	0	1	2
Nombre total de prélèvements	209	227	230	246	252

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

### → Chlorure de Vinyle Monomère

Dans le cadre de l'application de l'instruction de la DGS du 18 octobre 2012 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité du Chlorure de Vinyle Monomère des eaux destinées à la consommation humaine, le repérage des canalisations à risques (linéaire en PVC et âge de pose) a été réalisé, en 2014, à la demande de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France.

Par ailleurs, l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) a publié le 3 novembre 2014 un avis portant sur les risques sanitaires en cas de dépassements de la limite de qualité du chlorure de vinyle dans les eaux destinées à la consommation humaine. Dans cet avis, l'Agence confirme, d'une part, la nécessité de maintenir la limite de qualité de 0,5 µg/L et, d'autre part, la mise en œuvre des stratégies d'échantillonnage ciblées sur les zones à risques telles que prévues dans l'instruction de la DGS du 18 octobre 2012.

<sup>2</sup> Agence Régionale de Santé

<sup>3</sup> base de calcul différente de celle des ARS, qui prennent en compte au dénominateur l'ensemble des prélèvements, y compris ceux dont les paramètres ne sont soumis qu'à référence de qualité

Aussi, pour les réseaux susceptibles d'être concernés, le programme d'auto-surveillance devra être adapté en pérennisant la réalisation régulière d'analyses sur ce paramètre.

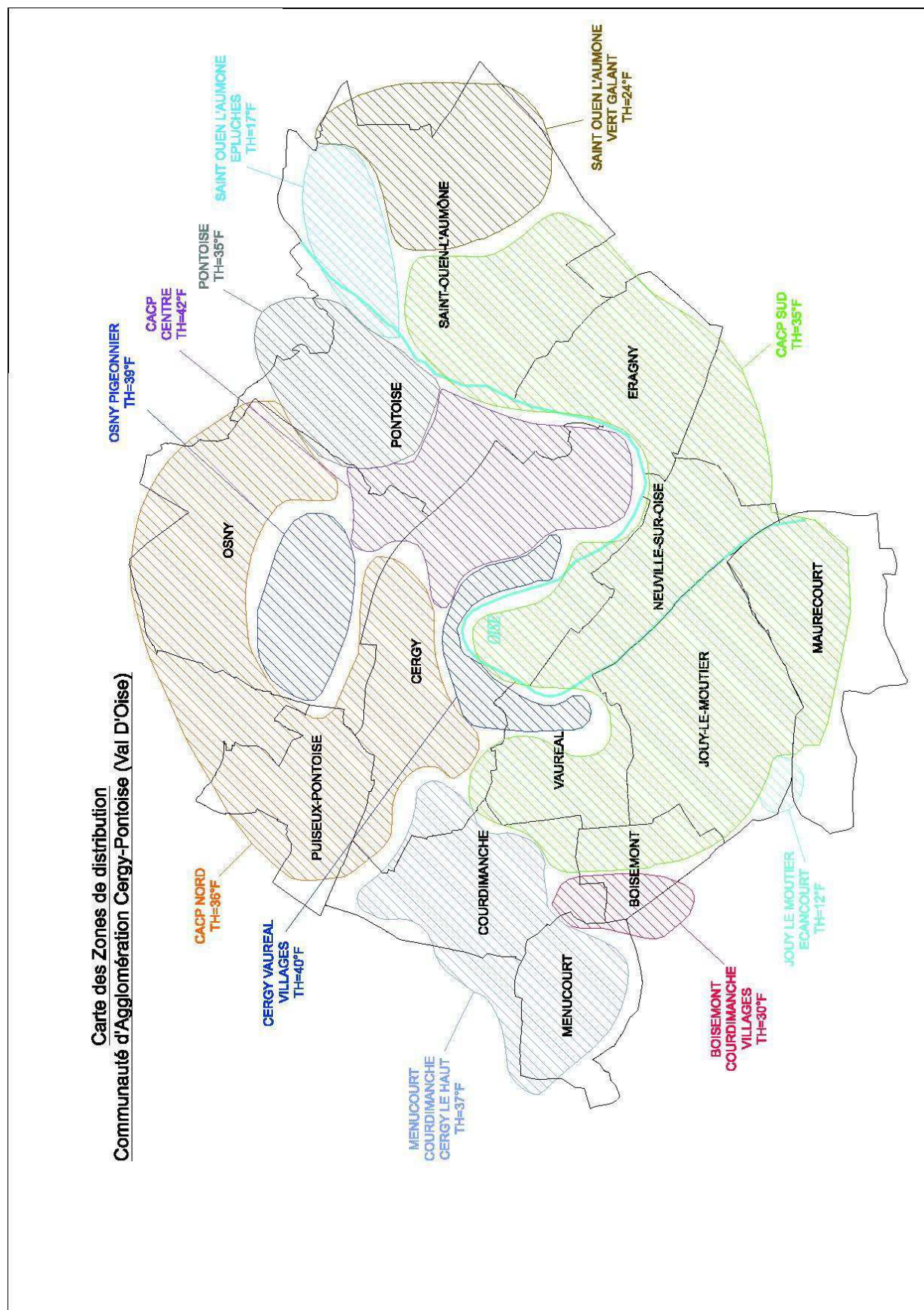
En application de cette instruction, les Agences Régionales de Santé des Yvelines et du Val d'Oise ont demandé, début 2014, la transmission des caractéristiques patrimoniales des réseaux de distribution des services d'eau potable pour fin de repérage des canalisations à risques. Les données ont été transmises en 2014.

### → *La dureté de l'eau*

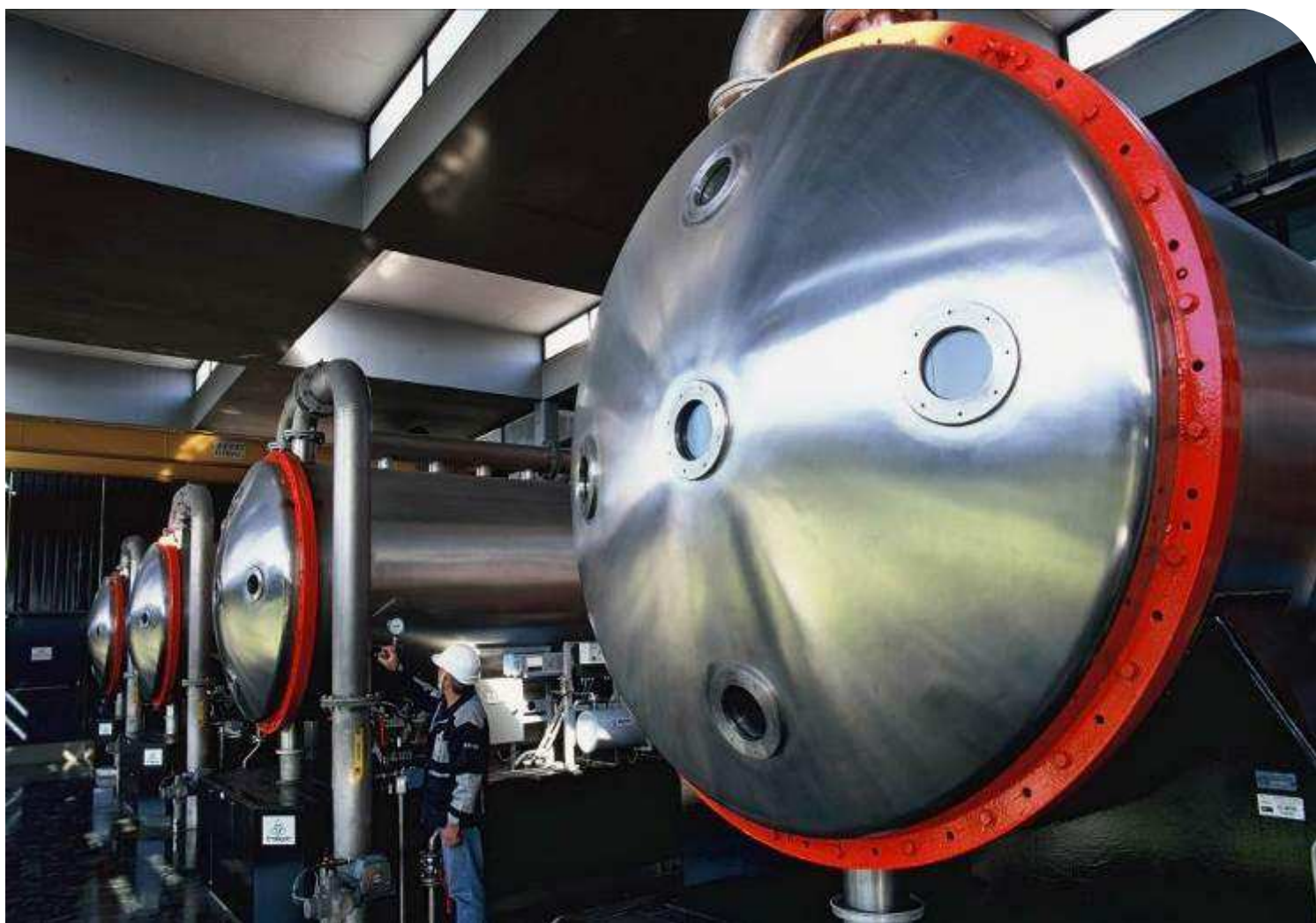
La dureté de l'eau ou titre « titre hydrotimétrique », c'est-à-dire sa teneur en calcium et magnésium, s'exprime en degré français (°F). On distingue ainsi les eaux « douces » (moins de 20 °F), « moyennement dures à dures » (de 20 °F à 35 °F) et « très dures » (plus de 35 °F).

Sur la zone de Saint Ouen Vert Galant, il s'agit d'une valeur moyenne sur le secteur alimenté par une eau « douce » et une eau « dure » de provenances différentes.

## Répartition géographique des différentes zones de production







Votre service de l'eau

# 3.

## LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE

## 3.1. L'inventaire des biens du service

Le patrimoine de la collectivité, géré dans le cadre du service de l'eau confié à CYO, est composé :

- des installations de production
- des réseaux de distribution
- des branchements en domaine public
- des outils de comptage

### → Les installations

Installation de production avec captage in situ	Capacité de production (m3/j)	Qualification
Captage de Vauréal	1 345	Bien de retour
Forage Vallée Millet Sable	700	Bien de retour
Forage de Courdimanche	360	Bien de retour
Forage Stade Sable Montgeroult	500	Bien de retour
Forage Stade Craie Montgeroult	500	Bien de retour
Puits Cergy 1	625	Bien de retour
Puits Cergy 3	2 160	Bien de retour

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Qualification
Déferrisation de l'Echauguette	900	Bien de retour
Usine de Menucourt	4700	Bien de retour

L'usine de Menucourt est alimentée par les forages de Sagy Chardronville et Condécourt

La déferrisation des Echauguettes à Osny est alimentée par les forages Sade et Puits Huillet à Osny

Installation de captage alimentant une installation de production	Débit nominal des pompes (m3/h)	Qualification
Forage de Condécourt	125	Bien de retour
Forage de Sagy-Chardronville	70	Bien de retour
Forage Sade Osny	15	Bien de retour
Puits Huillet Osny	25	Bien de retour

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m3/h)	Qualification
Reprise Boisemont	150	Bien de retour
Reprise Claude Debussy	250	Bien de retour
Reprise de l'Oseraie	3x(250 à 350)	Bien de retour
Reprise de Marcouville	540	Bien de retour
Reprise de Menucourt	46	Bien de retour
Reprise des Larris	600	Bien de retour
Reprise République	30	Bien de retour
surpression Boisemont 75m3	45	Bien de retour
Surpression de Maurecourt le Fay	10	Bien de retour
Surpression Eancourt	120	Bien de retour



Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)	Qualification
Bache de l'Usine de Menucourt	200	Bien de retour
Bâche Reprise Station d'Osny	120	Bien de retour
Château d'eau de Courdimanche	250	Bien de retour
Relais de Boisemont	120	Bien de retour
Réserv Bois d'Aton Courdimanche	2 500	Bien de retour
Réservoir Claude Debussy	1 500	Bien de retour
Réservoir de Boisemont 75 m3	75	Bien de retour
Réservoir 2x2500 m <sup>3</sup> de l'Oseraie	5 000	Bien de retour
Réservoir de Marcouville	3 000	Bien de retour
Réservoir des Clos Billes	750	Bien de retour
Réservoir des Epluches	500	Bien de retour
Réservoir du Parc	1 000	Bien de retour
Réservoir du Pigeonnier	1 000	Bien de retour
Réservoir 2x2000m <sup>3</sup> Boisemont	4 000	Bien de retour
Réservoir 2x4000m <sup>3</sup> de Boisemont	8 000	Bien de retour
<b>Capacité totale des réservoirs</b>	<b>28 015</b>	

Autres installations sur le réseau d'eau potable	Qualification
Chambre de vannes	Bien de retour
Vannes électriques Pl. Carnot	Bien de retour
Vanne motorisée de Courdimanche Aval Rond Point du Miroir	Bien de retour
Sectorisation de Cergy Compteur la Croix Maheux Boulevard du Port	Bien de retour
Sectorisation de Pontoise Compteur Hauts de Marcouville	Bien de retour
Compteur de Vente Boisemont Rue de la Ferme	Bien de retour
Sectorisation de Menucourt Compteur Cote 170 Déviation de Courdimanche	Bien de retour
Sectorisation de Jouy le Moutier Compteur Place de l'Eglise	Bien de retour
Sectorisation de Cergy Débitmètre Avenue des Essarts	Bien de retour
Sectorisation d'Osny Compteur Chemin des Hayettes	Bien de retour
Sectorisation de Saint Ouen l'Aumône Compteur Liesse	Bien de retour
Sectorisation de Cergy Débitmètre Rue des Mérites	Bien de retour
Sectorisation de Cergy Débitmètre Rue du Petit Albi	Bien de retour
Sectorisation de Saint Ouen l'Aumône Compteur Quai du Halage	Bien de retour
Sectorisation de Pontoise Compteur Stand de Tir	Bien de retour
Sectorisation de Jouy le Moutier Compteur Rue des Valanchards	Bien de retour
Sectorisation de Neuville sur Oise Débitmètre DN 100	Bien de retour
Sectorisation de Neuville sur Oise Débitmètre DN 400	Bien de retour
Sectorisation de Maurecourt rue des Saules	Bien de retour
Sectorisation de Pontoise boulevard Jean Jaurès	Bien de retour
Compteur d'achat d'eau quartier du Haut de l'Hermitage	Bien de retour
Compteur d'achat d'eau Maurecourt Quai Boubou Dado	Bien de retour
Compteur d'achat d'eau Maurecourt résidence de l'Eperon	Bien de retour
Compteur d'achat d'eau Maurecourt résidence le Clos des Fauvettes	Bien de retour
Compteur d'achat d'eau Maurecourt rue du Bel Air	Bien de retour
Compteur de vente d'eau Maurecourt château du Fay	Bien de retour

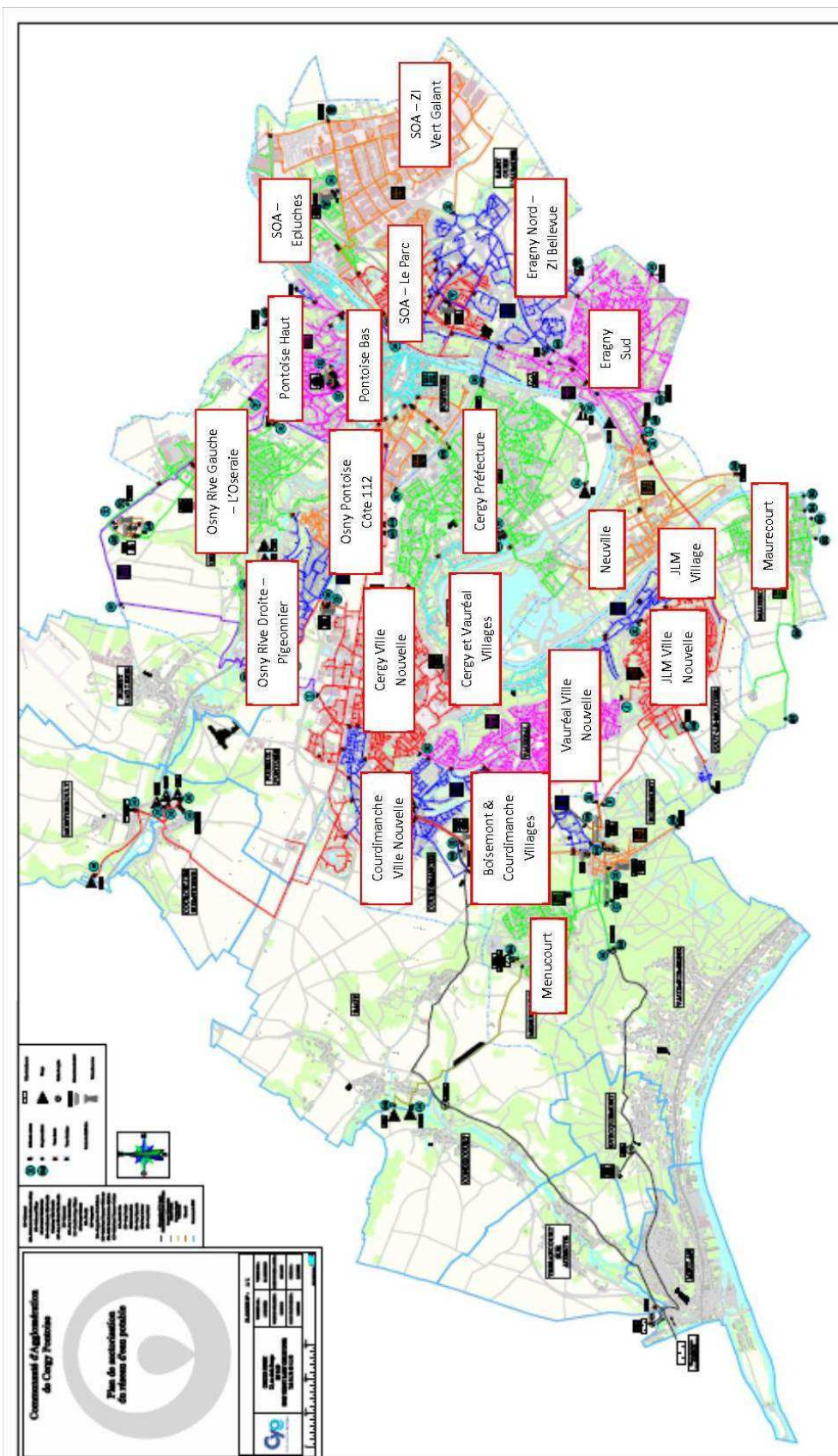
<b>Autres installations sur le réseau d'eau potable</b>	<b>Qualification</b>
Compteur de vente d'eau Maurecourt ferme de la Barbannerie	Bien de retour
Compteur d'Achat Saint Ouen l'Aumône BG02	Bien de retour
Compteur d'Achat Saint Ouen l'Aumône BG01	Bien de retour
Vanne motorisée d'Osny Rue du Clos Fleuri	Bien de retour
Vanne motorisée de Cergy RN14	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 07 d'Eragny Rue de la Gare	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 08 d'Eragny Avenue Roger Guichard	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 06 d'Eragny Avenue Roger Guichard	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 33 de Jouy le Moutier Rue de l'Eglise	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 32 de Jouy le Moutier Hameau d'Ecancourt	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 19 de Osny Clinique Ste Marie	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 09 de Pontoise Avenue du Général Schmitz	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 14 de Pontoise Rue Maria Deraismes	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 13 de Pontoise Rond Point Leclerc	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 03 de Saint Ouen l'Aumône Lycée E. Rostand	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 04 de Saint Ouen l'Aumône Avenue de Gaulle	Bien de retour
Equipements de régulation de pression 44 et 45 de Neuville sur Oise Bvd Condorcet	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 23 de Boisement Rue de la Mairie	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 30 de Courdimanche CD 22 Rue de Vexin	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 25 de Menucourt Route de Courdimanche	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 24 de Menucourt Déviation de Courdimanche	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 26 de Menucourt Rue Joliot Curie	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 27 de Menucourt Rue du Potager	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 28 de Menucourt Cote du Parc	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 29 de Menucourt Route de Saillancourt	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 02 de Saint Ouen l'Aumône Air Liquide	Bien de retour
Equipement de régulation de pression 47 de Saint Ouen l'Aumône Maubuisson	Bien de retour
Equipement de régulation de pression de Boisement Avenue du Maréchal Leclerc	Bien de retour
Equipement de régulation de pression de Cergy Avenue du Nord	Bien de retour
Equipement de régulation de pression de Menucourt Grande Pièce	Bien de retour
Equipement de régulation de pression de Eragny Avenue de Gaulle et des Fresnes	Bien de retour
Equipement de régulation de pression de Jouy le Moutier rue des Saules	Bien de retour
Equipement de régulation de pression de Maurecourt rue du Bel Air	Bien de retour

### → **La sectorisation du réseau d'eau potable**

L'objectif de la sectorisation est de découper le réseau en plusieurs entités à l'aide d'appareils de comptage appelés « compteurs de sectorisation ». Ainsi, sur chacun des secteurs, les volumes mis en distribution, le débit minimum de nuit et l'indice linéaire de pertes peuvent être calculés quotidiennement.

Le réseau de CYO est ainsi découpé en 21 secteurs de distribution. L'intégration de la commune de Maurecourt a entraîné la création d'un nouveau secteur de distribution.

## Carte de la sectorisation



→ *Les réseaux de distribution*

Canalisations		Qualification
Longueur d'adduction (ml)	3 584	Bien de retour
Longueur de canalisations de distribution (ml)	728 068	Bien de retour

→ *Répartition des canalisations par commune*

	Linéaire (ml)
BOISEMONT	12 352
CERGY	145 252
COURDIMANCHE	33 826
ERAGNY SUR OISE	60 645
JOUY LE MOUTIER	68 503
MAURECOURT	20 781
MENUCOURT	24 467
NEUVILLE SUR OISE	17 034
OSNY	89 187
PONTOISE	79 284
PUISEUX PONTOISE	7 072
SAINT OUEN L'AUMONE	112 171
VAUREAL	54 992
HORS TERRITOIRE CACP	4 033
<b>Longueur totale tous diamètres (ml)</b>	<b>731 652</b>

→ *Répartition des canalisations par matériau*

	Linéaire (ml)
Acier	1 911
Amiante ciment	19 486
Béton armé avec tôle	8 469
Fonte	527 746
Fonte ductile	48 853
Fonte grise	29 497
PEBD	778
PEHD	76 590
PVC	18 321
<b>Longueur totale tous diamètres (ml)</b>	<b>731 652</b>

→ Répartition des canalisations par diamètre

	Linéaire (ml)
Diamètre 32 (mm)	172
Diamètre 40 (mm)	2 735
Diamètre 42 (mm)	119
Diamètre 50 (mm)	31 269
Diamètre 60 (mm)	64 530
Diamètre 63 (mm)	49 122
Diamètre 75 (mm)	4 924
Diamètre 80 (mm)	18 578
Diamètre 90 (mm)	185
Diamètre 100 (mm)	125 793
Diamètre 110 (mm)	1 457
Diamètre 125 (mm)	14 128
Diamètre 150 (mm)	176 597
Diamètre 160 (mm)	598
Diamètre 180 (mm)	33
Diamètre 200 (mm)	92 654
Diamètre 225 (mm)	119
Diamètre 250 (mm)	21 830
Diamètre 300 (mm)	52 453
Diamètre 350 (mm)	798
Diamètre 400 (mm)	36 788
Diamètre 500 (mm)	24 374
Diamètre 600 (mm)	12 394
<b>Longueur totale tous diamètres (ml)</b>	<b>731 652</b>

Le synoptique du réseau de distribution est disponible en annexe.

## → Les branchements en domaine public

Les dispositions contractuelles prévoient que l'ensemble des branchements plomb sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (hors Maurecourt) soit renouvelé, avant le 31 décembre 2013.

<b>Renouvellement des branchements plomb</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
Nombre de branchements	33 425	33 534	33 605	35 194	35 200
<i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i>	1 616	1 160	753	68	46
<i>% de branchements plomb restant au 31 décembre (***)</i>	5%	3%	2%	0,2%	0,1%
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	615	748	745	490	79
Branchements réalisés dans l'année	118	132	157	128	163
Branchements supprimés dans l'année	3	4	6	3	0

(\*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(\*\*) par le Délégué

(\*\*\*) Non comptés les branchements dont le matériau n'est pas déterminé

Il est à noter que le nombre de branchements indiqué en 2009 incluait les branchements inactifs (sans contrat).

L'augmentation du nombre de branchements en 2013 s'explique par l'intégration des données de la commune de Maurecourt (1 377 branchements).

La longueur de branchements calculée est de 281 600 ml en 2014.

Au 31/12/2014, 46 branchements plomb sont identifiés. Le renouvellement de ces branchements plomb se poursuit en 2015. Le renouvellement de la majorité des branchements restant comporte des difficultés techniques ou d'accès qui nécessitent des études spécifiques au regard du positionnement de l'ouvrage en domaine privé. Enfin quelques abonnés refusent l'accès pour procéder aux travaux.

<b>Commune</b>	<b>Nombre total de branchements 2014</b>	<b>dont branchements en plomb 2014</b>
BOISEMONT	290	0
CERGY	6 179	7
COURDIMANCHE	1 537	0
ERAGNY	3 092	1
JOUY LE MOUTIER	4 494	1
MAURECOURT	1 370	0
MENUCOURT	1 676	1
NEUVILLE SUR OISE	623	1
OSNY	4 100	0
PONTOISE	3 835	29
PUISEUX PONTOISE	147	0
SAINT OUEN L'AUMONE	3 898	4
VAUREAL	3 959	2
	<b>35 200</b>	<b>46</b>

Le détail des branchements plombs renouvelés en 2014 est présenté en annexe.

→ *Les compteurs*

	Nombre de compteurs
<b>BOISEMONT</b>	298
<b>CERGY</b>	6 915
<b>COURDIMANCHE</b>	1 586
<b>ERAGNY</b>	3 123
<b>JOUY LE MOUTIER</b>	4 513
<b>MENUCOURT</b>	1 376
<b>MAURECOURT</b>	1 726
<b>NEUVILLE SUR OISE</b>	626
<b>OSNY</b>	4 264
<b>PONTOISE</b>	3 947
<b>PUISEUX PONTOISE</b>	161
<b>ST OUEN L'AUMONE</b>	4 058
<b>VAUREAL</b>	4 154
<b>TOTAL</b>	<b>36 747</b>

Diamètre	15	20	25 - 30	40	50	60	80	100	> 100
<b>Nombre</b>	32 503	1 997	540	1 117	65	397	23	64	41
<b>%</b>	88.7%	5.5%	1.5%	3.0%	0.2%	1.1%	0.1%	0.2%	0.1%

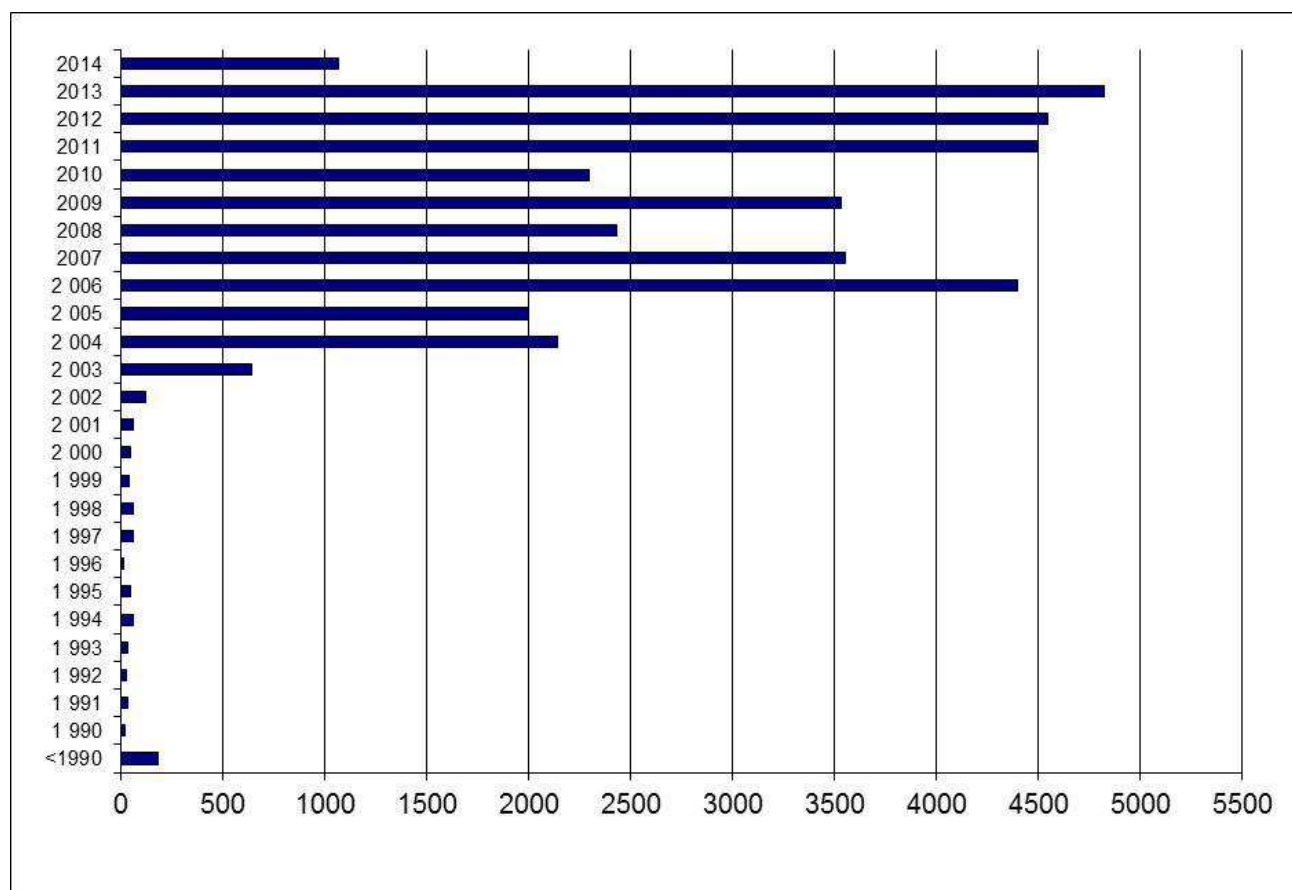


### Pyramide du parc compteurs de CYO

Année	<1990	1 990	1 991	1 992	1 993	1 994	1 995	1 996	1 997
Nombre	180	19	34	29	32	60	47	15	59

Année	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006
Nombre	64	38	45	64	120	642	2141	1998	4397

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre	3555	2435	3531	2300	4500	4548	4826	1068



### Le déploiement du radio-relevé

Les dispositions contractuelles prévoient que l'ensemble des compteurs actifs installés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (hors Maurecourt) soit équipé, avant le 31 décembre 2013, d'un dispositif permettant d'en assurer le relevé à distance. L'objectif de radio-équipement des compteurs de la commune de Maurecourt est fixé contractuellement au 30/06/2014.

Le niveau d'équipement du parc des compteurs est détaillé dans le tableau ci-dessous :

	Nombre de compteurs radio-équipés au 31/12/2014	Nombre de compteurs total au 31/12/2014	Taux d'équipement au 31/12/2014	Taux d'équipement au 31/12/2013	Taux d'équipement au 31/12/2012
BOISEMONT	293	298	98.3%	97.3%	74.8%
CERGY	6 512	6 915	94.2%	91.0%	68.2%
COURDIMANCHE	1 545	1 586	97.4%	95.1%	89.8%
ERAGNY	2 961	3 123	94.8%	93.8%	87.9%
JOUY LE MOUTIER	4 492	4 513	99.5%	99.5%	98.6%
MAURECOURT	1 341	1 376	97.5%	54.4	-
MENUCOURT	1 640	1 726	95.0%	91.5%	42.3%
NEUVILLE SUR OISE	619	626	98.9%	86.2%	83.9%
OSNY	4 227	4 264	99.1%	99.1%	98.3%
PONTOISE	3 764	3 947	95.4%	93.2%	66.7%
PUISEUX PONTOISE	153	161	95.0%	94.9%	73.0%
ST OUEN L'AUMONE	3 877	4 058	95.5%	93.8%	86.4%
VAUREAL	4 111	4 154	99.0%	98.6%	95.6%
<b>Total</b>	<b>35 535</b>	<b>36 747</b>	<b>96.7%</b>	<b>93.4%</b>	<b>82.6%</b>

Au 31/12/2013, le nombre de compteurs radio-équipés était de 34 230. CYO a équipé 1 305 compteurs avec un module radio au cours de l'exercice 2014 (pour un total de 35 535 au 31/12/2014).

Excepté Maurecourt et difficultés techniques identifiées, les abonnés dont les compteurs n'étaient pas équipés de modules au 31/12/2013 ont été relancés par courrier (**554** envois) par CYO, la Communauté d'Agglomération et plusieurs communes pour accéder au compteur mais n'ont pas tous pris contact avec CYO.

## 3.2. La gestion du patrimoine



La réalité du quotidien de l'exploitation consiste en un ensemble d'actions complexes et coordonnées pour garantir le fonctionnement 24h/24 du service et apporter aux clients une qualité de service irréprochable.

A ce titre deux types d'interventions sont mis en œuvre :

- des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et expérimentées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions peut conduire à faire appel à des moyens mutualisés et aux équipes régionales et nationales d'experts.

De nouveaux outils informatiques de maintenance des installations (GAMA) et de gestion des interventions (PICRU) ont été déployés et viennent en appui des équipes locales pour optimiser les programmes d'intervention.



### *PivO, ou la gestion centralisée des interventions*

La cellule Méthodes et Planification PivO assure le pilotage centralisé de toutes les interventions de nos techniciens, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

Connectée aux différents systèmes d'information, la cellule PivO dispose d'une vision à 360° de l'exploitation, ainsi que des demandes et besoins d'interventions.

### 3.2.1. LA MAINTENANCE DU PATRIMOINE EXISTANT

Pour maintenir ce patrimoine dans la durée, il est nécessaire d'avoir une connaissance précise du tracé du réseau, des éléments qui le constituent, de son fonctionnement hydraulique, des événements d'exploitation ou encore de son vieillissement. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

→ *Les installations*

Liste des interventions de lavage de réservoir

Installation	Date	Conformité bactériologique
Réservoir de SOA Le Parc_ 1000m <sup>3</sup>	06/01/2014	Oui
Réservoir d'Osny l'Echauguette 120m <sup>3</sup>	14/01/2014	Oui
Réservoir de Marcouville 3000 m <sup>3</sup> (cuve 2 moyenne)	14/01/2014	Oui
Réservoir de l'Oseraie Cuve Basse 2500 m <sup>3</sup>	21/01/2014	Oui
Réservoir de SOA Epluches 500m <sup>3</sup>	27/01/2014	Oui
Réservoir Claude Debussy_Pontoise bas 1500m <sup>3</sup>	06/02/2014	Oui
Réservoir de Marcouville 3000m <sup>3</sup> (cuve 3 grande)	03/03/2014	Oui
Bâche Usine de Menucourt 200m <sup>3</sup>	07/03/2014	Oui
Réservoir de Marcouville 3000m <sup>3</sup> (cuve 1 petite)	02/05/2014	Oui
Réservoir de Courdimanche Bois d'Aton 2500m <sup>3</sup>	16/05/2014	Oui
Réservoir de Boisemont 2x2000 m <sup>3</sup> - Cuve 2	27/06/2014	Oui
Réservoir de Boisemont 2x2000 m <sup>3</sup> - Cuve 1	12/09/2014	Oui
Réservoir de Boisemont Relais 120m <sup>3</sup>	12/09/2014	Oui
Réservoir de Boisemont 75m <sup>3</sup>	30/10/2014	Oui
Réservoir d'Osny le Pigeonnier 1000m <sup>3</sup>	12/11/2014	Oui
Réservoir de Boisemont 2x4000m <sup>3</sup> - Cuve 1000 m <sup>3</sup> 3000 m <sup>3</sup>	12/11/2014	Oui
Réservoir de l'Oseraie Cuve Haute 2500 m <sup>3</sup>	25/11/2014	Oui
Réservoir de Cergy Vauréal_Les Clos Billes 750m <sup>3</sup> (2 cuves)	25/11/2014	Oui
Réservoir de Courdimanche 250m <sup>3</sup>	09/12/2014	Oui
Réservoir de Boisemont 2x4000m <sup>3</sup> - Cuve 4000m <sup>3</sup>	18/12/2014	Oui

→ **Les réseaux et branchements**

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisation	59	106	119	78	82	5,1%
Nombre de fuites par km de canalisation	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0%
Nombre de fuites sur branchements	42	225	220	110	139	26,4%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,1	0,7	0,7	0,3	0,4	33,3%
Nombre de fuites sur équipements	3	0	0	2	13	550%
Nombre de fuites réparées hors fuites sur compteur	104	331	339	190	221	16,3%
Canalisations renouvelées (m)	3 491	2 625	1 927	2 650	2 811	6,1%

Le détail des fuites réparées en 2014 sur canalisations et branchements est présenté en annexe 6.9.

En 2014, 20 fuites sur canalisation et 10 fuites sur branchements ont été réparées en astreinte.

En 2014, plusieurs fuites importantes ont été réparées aux endroits suivants :

- Boulevard Jean Jaurès à Pontoise, DN 500 ;
- Rue de Rouen à Pontoise, DN 200 ;
- Rue de la Gare à Maurecourt, DN 100 ;
- Allée des Ailes à Jouy-le-Moutier (Ville Nouvelle), DN100 ;
- Allée Blanche de Castille à Saint-Ouen-l'Aumône, DN 100 ;
- Suppression sur le réseau de Jouy le Moutier Village en raison d'une fuite sur le circuit pilote du stabilisateur de pression ;
- Poteau d'incendie utilisé frauduleusement dans l'ancien parc Mirapolis ;
- Fuite sur le refoulement des forages de la Viosne.

Une synthèse des fuites réparées (sur canalisations et branchements) par commune et par secteur de distribution est présentée dans les quatre tableaux qui suivent :

Commune	Nombre de fuites sur canalisations
BOISEMONT	4
CERGY	19
COURDIMANCHE	2
ERAGNY SUR OISE	6
JOUY LE MOUTIER	13
MAURECOURT	3
MENUCOURT	3
NEUVILLE SUR OISE	3
OSNY	8
PONTOISE	14
SAINT OUEN L'AUMONE	6
VAUREAL	1
Hors territoire CACP	0
<b>Total</b>	<b>82</b>

Secteur de distribution	Nombre de fuites sur canalisations
Boisemont et Courdimanche village	5
Cergy Préfecture Cote 112	14
Cergy Ville Nouvelle	2
Courdimanche Ville Nouvelle côte 170	2
Eragny Nord - ZI de Bellevue	1
Eragny Sud	6
Jouy le Moutier Village	3
Jouy le Moutier Ville Nouvelle	8
Maurecourt	3
Menucourt	3
Neuville	3
Osny Pontoise Cote 112	6
Osny La Groue	2
Osny Pigeonnier	4
Pontoise bas	7
Pontoise Haut	3
Saint Ouen l'Aumône - Le Parc	5
Vauréal et Cergy Villages	5
<b>Total</b>	<b>82</b>

<b>Commune</b>	<b>Nombre de fuites sur branchements</b>
BOISEMONT	2
CERGY	23
COURDIMANCHE	2
ERAGNY SUR OISE	8
JOUY LE MOUTIER	11
MAURECOURT	12
MENUCOURT	7
NEUVILLE SUR OISE	11
OSNY	18
PONTOISE	28
SAINT OZEN L'AUMONE	11
VAUREAL	6
Hors territoire CACP	0
<b>Total</b>	<b>138</b>

<b>Secteur de distribution</b>	<b>Nombre de fuites sur branchements</b>
Boisemont et Courdimanche village	3
Cergy Préfecture Cote 112	8
Cergy Ville Nouvelle	6
Courdimanche Ville Nouvelle côte 170	5
Eragny Nord - ZI de Bellevue	6
Eragny Sud	5
Jouy le Moutier Village	4
Jouy le Moutier Ville Nouvelle	6
Maurecourt	13
Menucourt	7
Neuville	10
Osny Pontoise Cote 112	5
Osny La Groue	10
Osny Pigeonnier	7
Pontoise bas	12
Pontoise Haut	11
Saint Ouen l'Aumône - Le Parc	3
Saint Ouen l'Aumône Epluches	3
Saint Ouen l'Aumône ZI du vert Galant	2
Vauréal et Cergy Villages	9
Vauréal Ville Nouvelle	3
<b>Total</b>	<b>138</b>



## → Les recherches de fuites

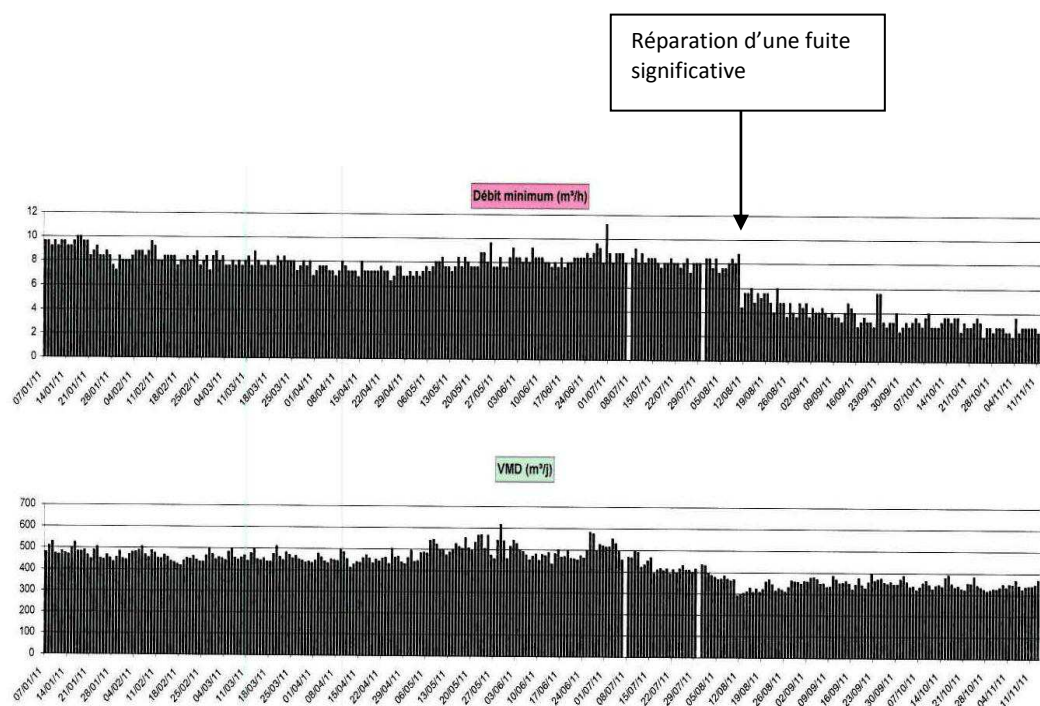
Au cours de l'exercice 2014, CYO a réalisé des campagnes de recherche de fuites qui ont été orientées par les résultats de la sectorisation : suivi du débit minimum et de l'indice linéaire de pertes des secteurs.

L'organisation de la recherche de fuites s'inscrit en trois phases :

- Prélocalisation par la mise en place de capteurs acoustiques autonomes sur réseau durant 24 heures minimum
- Analyse des résultats enregistrés par capteurs pour définir les zones potentiellement fuyardes à inspecter plus précisément
- Validation et localisation des fuites par notre unité de recherche de fuite par corrélation acoustique

Les fuites détectées peuvent ensuite donner lieu aux arrêts d'eau programmés pour les réparations nécessaires.

La diminution du débit minimum peut s'évaluer immédiatement après réparation d'une fuite :



Le VMD signifie Volume Mis en Distribution. Il correspond à la somme des flux entrants moins la somme des flux sortants sur un secteur délimité.

Secteur de distribution	Linéaire inspecté (ml) par prélocalisation	Linéaire inspecté (ml) en corrélation
Boisemont et Courdimanche village	0	2 497
Cergy Préfecture Cote 112	63 106	4 751
Cergy Ville Nouvelle	0	1 659
Courdimanche Ville Nouvelle côte 170	0	2 120
Eragny Nord - ZI de Bellevue	0	3 432
Eragny Sud	0	300
Jouy le Moutier Village	0	1 440
Jouy le Moutier Ville Nouvelle	45 823	9 239
Maurecourt	20 856	3 032
Osny Pontoise Cote 112	19 050	3 645
Menucourt	3 296	880
Osny la Groue	0	50
Osny l'Oseraie	0	1 127
Osny Pigeonnier	22 486	4 448
Pontoise bas	24 681	14 302
Pontoise Haut	0	888
Saint Ouen l'Aumône - Le Parc	25 990	8 410
Saint Ouen l'Aumône Epluches	13 092	4 160
Saint Ouen l'Aumône ZI du vert Galant	0	80
Vauréal et Cergy Villages	18 721	2 485
Vauréal Ville Nouvelle	0	455
Indéterminé	0	0
<b>Total</b>	<b>257 101</b>	<b>69 400</b>

En complément des recherches de fuites réalisées par prélocalisation, notre unité spécialisée en recherche et localisation de fuites a inspecté le linéaire renseigné dans la colonne droite en corrélation.

### → Arrêts d'eau réalisés

La liste des interruptions de la distribution d'eau potable programmées et non programmées au cours de l'année 2014 est présentée annexe 6.7.

**108** arrêts d'eau non programmés ont été réalisés en 2014.

**48** arrêts d'eau programmés ont été réalisés en 2014.

### 3.2.2. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

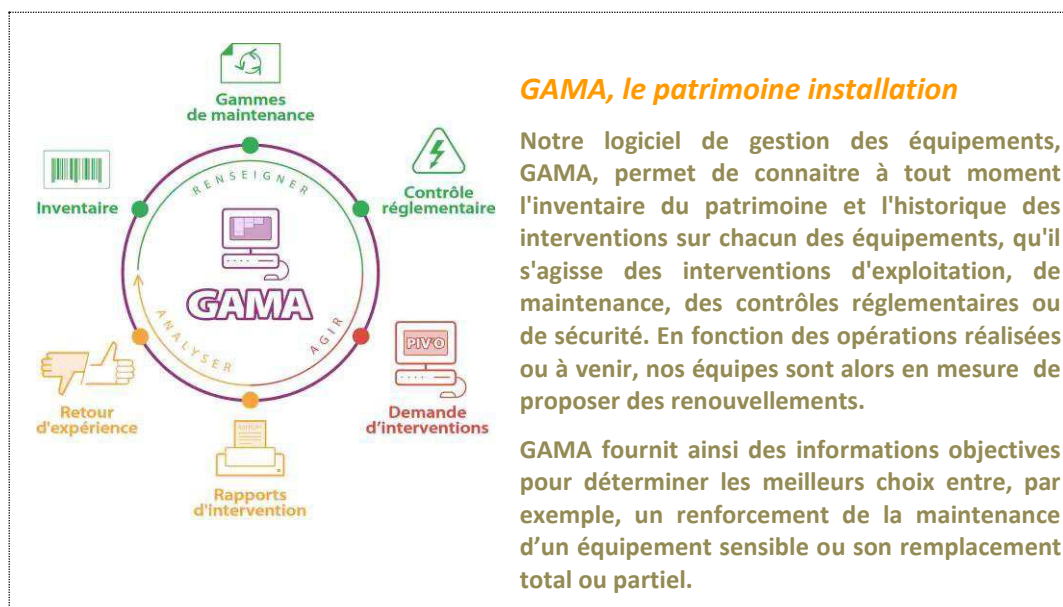
Le renouvellement des installations techniques du service est un aspect important de l'exploitation d'un service d'eau ou d'assainissement. Il conditionne l'avenir à court et long termes du service et, sur un cycle de vie complet des installations, peut représenter de l'ordre de 10 % des coûts. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements de réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

De façon générale, la sélection des équipements se base sur l'expérience des hommes de terrain, des experts métier, des équipes support, avec l'appui de plateformes de tests et de programmes de R&D, visant à retenir le meilleur rapport qualité/fiabilité/coût/durée de vie.

Le développement d'outils avancés de gestion du patrimoine a permis la gestion de centaines d'installations (par exemple environ 700 usines de traitement d'eau potable en France), ainsi que le suivi des 200.000 km de réseaux d'eau potable et des équipements associés. Si nécessaire, des outils de modélisation peuvent être utilisés pour dimensionner très précisément les installations lors de leur remplacement.





En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité du parc de compteurs.

En France, le contrôle en service des compteurs d'eau froide potable est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, CYO a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal inférieur ou égal à DN32 sont vérifiés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Dans ce contexte réglementaire, CYO fait vérifier les compteurs par des laboratoires accrédités et reconnus par l'Etat. Les lots de compteurs vérifiés depuis 2012 ont montré un taux de conformité supérieur à 90 %. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

→ *Les installations*

Libellé installation	Date de réalisation	Commentaires
RESERVOIR COURDIMANCHE 2500M3	Janvier	RENOUVELLEMENT ONDULEUR
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Janvier	RENOUVELLEMENT POMPE DE RECIRCULATION ECHANGEUR D'IONS
USINE DE SURPRESSION DE JOUY LE MOUTIER RUE D'ECANCOURT	Janvier	RENOUVELLEMENT VARIATEUR N°1
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Février	RENOUVELLEMENT POMPE DE RÉGÉNÉRATION N°2
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Janvier	RENOUVELLEMENT ANALYSEUR NITRATES
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE D'OSNY RUE HENRI LECHAUGUETTE	Décembre	RENOUVELLEMENT BARRIÈRE GARDE CORPS
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE D'OSNY RUE HENRI LECHAUGUETTE	Mars	RENOUVELLEMENT HYDROÉJECTEUR+
VANNE MOTORISÉE DE SAINT OUEN L'AUMONE PLACE CARNOT	Juin	RENOUVELLEMENT ECHELLE DE DESCENTE
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Décembre	RÉNOVATION ÉCHANGEUSE D'IONS
RÉSERVOIR D'OSNY MARCOUVILLE 3000 M3	Juin	RENOUVELLEMENT CLAPET REFOULEMENT
RÉSERVOIR DE PONTOISE RUE CLAUDE DEBUSSY	Mai	RENOUVELLEMENT DÉSHUMIDIFICATEUR
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Mai	RENOUVELLEMENT DISJONCTEUR POMPE DE REPRISE 2
USINE DE SURPRESSION DE JOUY LE MOUTIER RUE D'ECANCOURT	Juillet	REMPLACEMENT VARIATEUR N°2
RÉSERVOIR D'OSNY MARCOUVILLE 3000 M3	2014	RENOVATION PARTIELLE DE LA CLOTURE
RÉSERVOIR D'OSNY MARCOUVILLE 3000 M3	Décembre	RÉNOVATION VIDANGE
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Décembre	RÉNOVATION POMPE DE REPRISE 2
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Août	RENOUVELLEMENT BY-PASS AUTO- ÉCHANGEUR
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MONTGEROULT RUE DE LA VALLÉE MILLET	Décembre	RENOUVELLEMENT ANTI-BÉLIER

RÉSERVOIR D'OSNY LE PIGEONNIER	Décembre	RENOUVELLEMENT HYDRAULIQUE VIDANGE TROP-PLEIN
RÉSERVOIR D'OSNY MARCOUVILLE 3000 M3	Décembre	RÉNOVATION POMPE 360 M3/H
SECTORISATION DE CERGY DÉBITMÈTRE RUE DU PETIT ALBI	Septembre	RENOUVELLEMENT TELEGESTION DÉBITMÈTRE
FORAGE DE CONDECOURT	Décembre	RENOUVELLEMENT ANTI-BÉLIER
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Décembre	RENOUVELLEMENT CONDUCTIMÈTRE
FORAGE DE SAGY CHARDRONVILLE	Décembre	RENOUVELLEMENT ANTI-BÉLIER
RÉSERVOIR D'OSNY MARCOUVILLE 3000 M3	Décembre	RENOUVELLEMENT POMPE 2 DE 180M3/H
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Décembre	RENOUVELLEMENT TRANSMETTEUR TÉLÉGESTION
FORAGE DE SAGY CHARDRONVILLE	Décembre	RENOUVELLEMENT TÉLÉGESTION
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE D'OSNY RUE HENRI LECHAUGUETTE	Décembre	RENOUVELLEMENT VENTILATION BÂCHES
USINE DE SURPRESSION DE PONTOISE LES LARRIS	Décembre	RENOUVELLEMENT CELLULES HT
RÉSERVOIR DE BOISEMONT HAUT	Octobre	SECURISATION ECHELLE EXTÉRIEURE
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE D'OSNY RUE HENRI LECHAUGUETTE	Novembre	RENOUVELLEMENT PANNEAU INVERSION CHLORE
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE D'OSNY RUE HENRI LECHAUGUETTE	Décembre	REVISION POMPE DE REPRISE N°1
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MONTGEROULT VALLÉE MILLET	Décembre	RENOUVELLEMENT HYDRAULIQUE REFOULEMENT
RÉSERVOIR DE BOISEMONT 75 M3	Décembre	RENOUVELLEMENT ÉCHELLE INTERIEURE

→ *Les réseaux*

Commune	Description	Diamètre (mm)	Linéaire (ml)	Linéaire équivalent 100 mm (ml)
St Ouen l'Aumone	Rue du Parc	60	330	274
St Ouen l'Aumone	Rue de Liesse	200	280	403
St Ouen l'Aumone	Rue de Liesse	100	180	180
Pontoise	Rue Pierre Butin	200	170	245
Pontoise	Rue Alexandre Prachay	100	240	240
Pontoise	Rue Jean-Paul Soutumier	200	400	576
Pontoise	Rue Adrien Lemoine	150	232	283
Pontoise	Rue St Martin	200	12	17
Pontoise	Rue de Rouen	200	405	583
Pontoise	Avenue du G <sup>al</sup> Delarue	100	155	155
Osny	Rue de Cergy	150	238	290
Eragny	Chemin du Bois Doré	63	64	53
Jouy-Le-Moutier	Rue de la Palestre	63	105	87
Cergy	Chemin des Patis	50	40	33
<b>Total</b>			<b>2 851</b>	<b>3 419</b>

Le linéaire de réseau renouvelé en 2014 par le délégataire s'élève à 2 851 ml tous diamètres et correspond à 3 419 ml de canalisations « équivalent diamètre 100 mm ».

Le linéaire moyen renouvelé sur les 5 dernières années est de 3 629 ml équivalent DN100.

Il est à noter qu'avec l'intégration de la commune de Maurecourt, le linéaire de réseau moyen annuel contractuel en diamètre 100 mm à renouveler est de 3 651 ml.



→ **Les branchements**

<b>Renouvellement des branchements plomb</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
Nombre de branchements	33 425	33 534	33 605	35 194	35 200
<i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i>	1 616	1 160	753	68	46
<i>% de branchements plomb restant au 31 décembre (***)</i>	5%	3%	2%	0,2%	0,1%
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	615	748	745	490	79
Branchements réalisés dans l'année	118	132	157	128	163
Branchements supprimés dans l'année	3	4	6	3	0

(\*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(\*\*) par le Délégué

(\*\*\*) Non comptés les branchements dont le matériau n'est pas déterminé

Il est à noter que le nombre de branchements indiqué en 2009 incluait les branchements inactifs (sans contrat).

La liste détaillée des branchements plomb renouvelés en 2014 est présentée ci-dessous. Les 46 branchements plomb restant seront renouvelés en 2015 sur le budget de renouvellement des branchements plomb alloué en 2013.

<b>Commune</b>	<b>Adresse</b>	<b>Total</b>
<b>CERGY</b>	CHEMIN DE LA VOIRIE	1
	3 RUE DE VAUREAL	1
	9 PLACE DE L'EGLISE	1
	5 PLACE DE LA REPUBLIQUE	1
	55 RUE DE VAUREAL	1
	25 RUE ST MARTIN	1
	51 RUE DE VAUREAL	1
<b>Total CERGY</b>		<b>7</b>
<b>COURDIMANCHE</b>	21 MARECHAL LECLERC	1
	9 RUE FLEURY	1
	2 RUE VIEILLE ST MARTIN	1
	3 IMPASSE ST LOUIS	1
<b>Total COURDIMANCHE</b>		<b>4</b>
<b>JOUY-LE-MOUTIER</b>	RUE DE LA VALLEE	1
	2 RUE DU CLOS	1
	4 RUE DU CLOS	1
	15 RUE DES PENDANTS	1
<b>Total JOUY-LE-MOUTIER</b>		<b>4</b>
<b>MAURECOURT</b>	34 RUE DE L'EPERON	1
	6 SENTE DES BUIS	2
<b>Total MAURECOURT</b>		<b>3</b>
<b>MENUCOURT</b>	2 IMPASSE LEON BLUM	1
	13 RUE DU MARECHAL LECLERC	1
	10 IMPASSE RAYMOND POINCARE	1
	18 MARECHAL DE TASSIGNY	1
<b>Total MENUCOURT</b>		<b>4</b>

Commune	Adresse	Total
PONTOISE	7 LE CHARPENTIER	1
	AVENUE DU G. SCHMIDT	1
	6 IMPASSE CHABANNE	1
	47 BIS ROUTE D'ANVERS	1
	36 RUE DE GISORS	1
	37 RUE DE GISORS	1
	7 BIS RUE PIERRE LAVOYSE	1
	6 RUE ST MARTIN	1
	67 RUE DE GISORS	1
	76 RUE PIERRE BUTIN	1
	49 BOULEVARD J, TETE	1
	6 RUE DE LA BRETONNERIE	1
	11 RUE DES ROULIES	1
	9 AVENUE GENERAL SCHIMITZ	1
	8 RUE LEMERCIER	1
	7 PLACE DE L'HARENGERIE	1
	3 PLACE DE COUBERTIN	1
	3 RUE DESCARTES	1
	6 RUE DESCARTES	1
	51 RUE DE GISORS	1
	4 ADRIEN LEMOINE	1
	9 TER ADRIEN LEMOINE	1
	11 ADRIEN LEMOINE	1
	121 RUE ST JEAN	1
	75 RUE P. BUTIN	1
	59 RUE VICTOR HUGO	1
	19 BOULEVARD CH. BOLTICOURT	1
	1 RUE MILLET	1
	7 RUE PASTEUR	1
	8 SENTE DU MOULIN BUNON	1
	8 RUE PAUL CEZANNE	1
	33 ALEX PRACHAY	1
	7 RUE GAMBETTA	1
	9 RUE GAMBETTA	1
<b>Total PONTOISE</b>		<b>34</b>

Commune	Adresse	Total
SAINT-OUEN-L'AUMONE	22 AVENUE DE VERDUN	1
	24 AVENUE DE VERDUN	1
	61 QUAI DE L'ECLUSE	1
	25 QUAI DE L'ECLUSE	1
	57 RUE DE PARIS	1
	43 RUE DE PARIS	1
	15 RUE EDOUARD BRANLY	1
	57 GENERAL LECLERC	1
	26 RUE DU MAIL	1
	17 RUE PIERRE BROSSOLETTE	1
	3 RUE PIERRE BROSSOLETTE	1
	5 AVENUE DE VERDUN	1
	38 RUE DE MAUBUISSON	1
	11 CHEMIN DE MAUBUISSON	1
	13 CHEMIN DE MAUBUISSON	1
	62 RUE DU MAIL	1
	20 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	1
	11 BIS RUE PRADIRE	1
	1 BIS RUE DU MAIL	1
	16 AVENUE DE VERDUN	1
	18 AVENUE DE VERDUN	1
	20 AVENUE DE VERDUN	1
<b>Total SAINT-OUEN-L'AUMONE</b>		<b>22</b>
VAUREAL	CHEMIN DES CATS	1
<b>Total VAUREAL</b>		<b>1</b>
<b>Total général</b>		<b>79</b>

### 3.2.3. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

#### → *Les installations*

Travaux réalisés par le délégataire :

Aucun travaux d'investissement réalisés par le délégataire en 2014.

Travaux réalisés par la collectivité:

La CACP a procédé en 2014 aux comblements des forages de Marcouville, Eragny, Cergy 2 et Vallée Millet Craie.

#### → *Les branchements neufs*

En 2014, 163 branchements neufs ont été réalisés par le délégataire. La synthèse par commune est présentée ci-dessous. La liste détaillée des branchements neufs est présentée en Annexe 5.8.

Commune	Total
BOISEMONT	1
CERGY	23
COURDIMANCHE	4
ERAGNY	7
JOUY LE MOUTIER	4
MAURECOURT	4
NEUVILLE SUR OISE	5
OSNY	45
PONTOISE	25
PUISEUX PONTOISE	2
ST OUEN L AUMONE	33
VAUREAL	10
<b>Total général</b>	<b>163</b>

### 3.3. Les recommandations de CYO sur les évolutions à prévoir

L'expertise développée par CYO permet soit d'apporter les conseils à la Collectivité utiles à l'établissement de ses priorités patrimoniales, soit d'optimiser le renouvellement dont elle a la charge dans une perspective de gestion durable du service.

La Collectivité pourra être conseillée afin d'avoir une vision d'ensemble sur le patrimoine et ainsi les évolutions à apporter pour une bonne adaptation du service public de l'eau. Ces conseils porteront sur :

- 💧 Le choix d'équipements garantissant la performance des ouvrages Usines et Réseau
- 💧 Le choix d'équipements fiables et adaptés qui assure une qualité durable du parc compteurs et le remplacement préventif des modèles de compteurs susceptibles de ne plus satisfaire à la qualité requise.

#### → La situation des biens

Type d'installation	Localisation	Fonctionnement	Commentaires
Canalisations	Boucle sud	Sécurisation de l'alimentation en eau potable de la CACP	Construction de la station de surpression (Neuville) à concrétiser. Permis de construire préparé en 2013 par le délégataire Modification du PLU par la commune de Neuville en avril 2015. Le permis de construire sera déposé par la suite. La construction est prévue à partir de septembre 2015. Opération prévue au contrat de délégation.
Canalisations	Pontoise « Traversée de l'Oise »	Sécurisation de l'approvisionnement en eau potable de la CACP.	Travaux hors raccordements réalisés en 2011. Opération prévue au contrat de délégation. Difficultés liées à l'alimentation de la résidence Saint Louis raccordée sur le feeder. Plusieurs solutions techniques proposées. Le chantier sera finalisé en 2015, début du chantier en septembre.
Réservoir	Osny La Groue	Réservoir mis hors service en décembre 2012.	La mise en service du réservoir de l'Oseraie a été réalisée en décembre 2012. La démolition prévue au contrat sera réalisée par CYO en 2015 (deuxième, semestre). Permis de démolir obtenu et référé préventif engagé en avril 2015.

Réservoir	Eragny-Sur-Oise	Réservoir hors service depuis environ 30 ans	La démolition prévue au contrat sera réalisée par CYO au cours du deuxième, semestre 2015. Autorisation de démolir obtenu et référé préventif engagé en avril 2015.
Captage	Cergy 3	Périmètre de protection DUP Demande d'augmentation du débit d'exploitation de Cergy 3 permettant de compenser la baisse de débit d'exploitation sur Cergy 1	Études hydrogéologique et environnementales réalisées. Investigations complémentaires demandées par la Police de l'Eau : Modélisation de la nappe alluviale et impact sur le milieu naturel réalisée sous maîtrise d'œuvre CYO. En attente de l'avis de l'hydrogéologue agréé.
Usine	Menucourt	Inspection ARS	En 2013, l'ARS a réalisé une inspection de l'usine de Menucourt. L'objectif était de vérifier le respect de la réglementation générale et des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'usine de traitement du 7/4/2003. Les points relevés (recommandations et injonctions) ont été traités en 2014.
Usine	Menucourt	Fonctionnement imparfait de la file de traitement des nitrates	Le délégataire engagera en 2015 les travaux de modification du bidon contenant les résines échangeuses d'ions pour fiabiliser l'installation.
Réservoir	OSNY Pigeonnier 1000 m3	Etanchéité des cuves présentant des dégradations	Le délégataire procédera en 2015 à la réfection complète de l'étanchéité intérieure du réservoir.
Traitement	Osny Usine de traitement du fer	La filière de traitement n'a pas fait l'objet d'une autorisation de la Préfecture au nom de la CACP	Le délégataire présentera à la CACP un dossier de demande d'autorisation de traitement en 2015
	Bâche de stockage 120 m3	Ventilations sur le capot à revoir	Les travaux de sécurisation seront réalisés début 2015.
Réservoir	Marcouville 3000 m3	Etanchéité des cuves présentant des dégradations ponctuelles	Le délégataire fera un diagnostic des ouvrages en 2015 et proposera un programme de travaux de réfection de l'étanchéité intérieure.

## 3.4. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de surpression, usines de traitement, réservoirs, bâtiments... constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en bon état des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un système d'information géographique. L'analyse de ces données permet d'apporter à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. CYO est à même de procéder au bon moment aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités en matière de travaux d'investissement et de renouvellement.

### 3.4.1. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX ET LA SYNTHESE DES OPERATIONS REALISEES [P103.2]

La loi de Grenelle 2 s'inscrit dans le plan national d'adaptation au changement climatique de 2011 qui prévoit 20% d'économie d'eau sur les prélèvements d'ici 2020. Pour les réseaux d'eau, l'article 161 de la loi Grenelle 2 fixe deux objectifs :

- Inciter les collectivités à mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux ;
- Engager des actions afin de limiter le taux de perte à 15% sur les réseaux urbains.

#### **Rappels des obligations réglementaires issues de la loi Grenelle 2**

Le décret du 27 janvier 2012 (« limitation des pertes en eau sur les réseaux ») précise que sous peine d'un doublement de la redevance de prélèvement, à l'échéance initiale du 31 décembre 2013, les collectivités doivent :

- Etablir un descriptif détaillé des réseaux d'eau et d'assainissement
- Définir et mettre en œuvre un plan d'action destiné à la réduction des pertes d'eau pour les réseaux dont le taux de perte, est supérieur au seuil, dit « Grenelle 2 » défini dans le décret.

L'article 36 de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2014 reporte au 31 décembre 2014 (et non plus au 31 décembre 2013) l'échéance à laquelle les collectivités doivent avoir établi le descriptif détaillé de leurs réseaux et précise les conditions à satisfaire par le service pour que, le cas échéant, évite le doublement de la redevance prévu au décret du 27 janvier 2012.

L'arrêté du 2 décembre 2013 (JO du 19 décembre 2013) assure l'articulation entre l'obligation de réaliser un descriptif détaillé introduite par le décret du 27 janvier 2012 et l'arrêté du 2 mai 2007 sur le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service à travers un nouveau barème sur 120 points de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (précédent barème sur 100 points). Pour s'assurer que le service dispose du descriptif détaillé, l'indice devra atteindre un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles.



- 💧 0 point : absence de plan des réseaux de transport et de distribution d'eau ou plan incomplet ;
- 💧 + 10 points : existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures que constituent par exemple le compteur du volume d'eau prélevé sur la ressource en eau, le compteur en aval de la station de production d'eau, ou les compteurs généraux implantés en amont des principaux secteurs géographiques de distribution d'eau potable.
- 💧 + 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux) ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année.

L'obtention des 15 points précédents est nécessaire avant de pouvoir ajouter les points suivants :

- 💧 + 10 points : existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution.
- 💧 + 5 points : connaissance des informations sur les diamètres et matériaux pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.
- 💧 + 10 points : l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- 💧 + 3 points : connaissance des informations sur les dates ou périodes de pose pour au moins 80% du linéaire total des réseaux.

Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

Un total de 40 points est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable mentionné à l'article D. 2224-5-1 du code général des collectivités locales. Ces 40 points doivent être obtenus pour que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants :

- 💧 + 10 points : le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux ;
- 💧 + 10 points : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution ;
- 💧 + 10 points : le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements ;
- 💧 + 10 points : un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur ;
- 💧 + 10 points : un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite ;
- 💧 + 10 points : maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement... ;
- 💧 + 10 points : existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins trois ans) ;

💧 **+ 5 points** : existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux.

### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale**

Calculée sur le barème de 120 points, la valeur de cet indice **[P103.2]** pour l'année 2014 est de :

<b>Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	95	98

En conséquence, le service dispose du descriptif détaillé tel qu'exigé par le décret du 27 janvier 2012.

Toutefois, un plan d'action pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Ce plan d'action visera à compléter l'inventaire des canalisations par des informations relatives à leur date de pose (à défaut, leur période de pose) et/ou à leur matériau et diamètre.

Les modalités d'accès aux informations complémentaire à recueillir, ou la confirmation de celles partiellement disponibles mais sujettes à de fortes incertitudes, seront à définir selon l'historique des informations dont dispose vos services. A titre d'exemple, la période de pose des canalisations peut être indirectement identifiée par le biais des phases successives d'urbanisation du territoire.

Dans le cadre de sa mission de délégataire du service, CYO procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

### 3.4.2. LE TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX [P107.2]

Pour l'année 2014, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P107.2] est de **0,37 %**. Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable, en ajoutant aux valeurs de la 2<sup>ème</sup> ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau :

	2010	2011	2012	2013	2014
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	697 405	698 730	700 160	728 308	728 068
Longueur renouvelée totale (ml)	3 491	2 625	1 927	2 650	2 851
Longueur renouvelée par le délégataire en équivalent (DN 100 ml)	3 426	2 722	4 455	4 122	3 419

Le détail du renouvellement des canalisations réalisé au cours de l'exercice 2014 est présenté à la page 65.





# 4.

## LES ENGAGEMENTS DE CYO

## 4.1. Les services aux clients

Une relation multiple est proposée aux clients du service de l'eau. Afin d'offrir plus de conseils, plus d'informations et aussi plus de réactivité dans le cas de situations exceptionnelles, des points de contact variés et complémentaires sont accessibles aux clients :



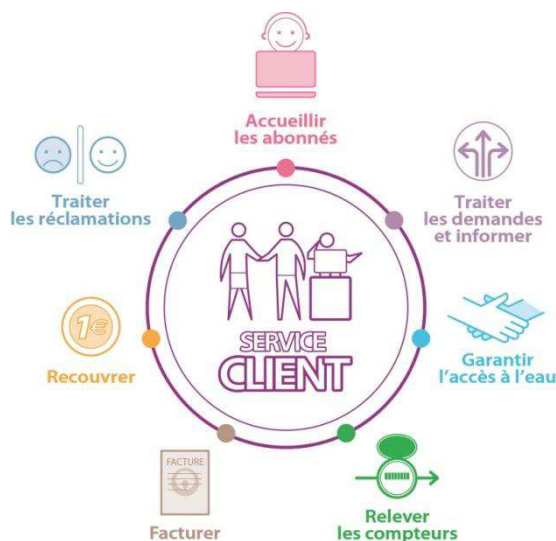
Les services proposés aux clients sont l'accueil de proximité, le Centre d'appel basé à Cergy, le choix des différents modes de paiement, les propositions de rendez-vous, dans une plage horaire définie et limitée à deux heures.

Toute interruption importante du service de l'eau donne lieu à une intervention d'un technicien :

- au préalable dans les deux heures en zone urbaine dans le cas d'interventions programmées,
- dans les quatre heures en zone rurale, lorsqu'il s'agit d'interruptions accidentelles ;

En cas de crise, nous avertissons les clients concernés via un système d'alerte téléphonique.

CYO améliore en continu son offre clientèle ainsi que ses services techniques (télé-relevé), pour un confort maximal des abonnés et une relation simple et pratique apportant toutes les réponses aux attentes de chacun.



#### 4.1.1. LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION

##### → Les abonnés du service

Le nombre d'abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, et le nombre d'habitants desservis [D101.0] figurent au tableau suivant :

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
<b>Nombre total d'abonnés (clients)</b>	<b>34 030</b>	<b>34 345</b>	<b>34 880</b>	<b>35289</b>	<b>36647</b>	<b>36758</b>	<b>0.30%</b>
Clients municipaux	668	676	682	688	674	665	-1.34%
dont bâtiments communaux	507	516	523	524	513	510	-0.58%
dont appareils publics	161	160	159	164	161	155	-3.73%
<b>Nombre d'habitants desservis total (estimation)</b>	<b>190 883</b>	<b>192 451</b>	<b>192 038</b>	<b>194 404</b>	<b>199 272</b>	<b>201 121</b>	<b>0.93%</b>

##### → Les données par commune

Le détail des abonnés par commune et par activité est disponible ci-dessous :

	Municipaux	Ordinaire	Public	TOTAL
<b>BOISEMONT</b>	5	292	1	<b>298</b>
<b>CERGY</b>	99	6 758	61	<b>6 918</b>
<b>COURDIMANCHE</b>	14	1 569	3	<b>1 586</b>
<b>ERAGNY</b>	46	3 072	6	<b>3 124</b>
<b>JOUY LE MOUTIER</b>	49	4 457	8	<b>4 514</b>
<b>MAURECOURT</b>	6	1 369	1	<b>1 376</b>
<b>MENUCOURT</b>	18	1 703	5	<b>1 726</b>
<b>NEUVILLE SUR OISE</b>	14	609	3	<b>626</b>
<b>OSNY</b>	55	4 204	6	<b>4 265</b>
<b>PONTOISE</b>	84	3 833	30	<b>3 947</b>
<b>PUISEUX PONTOISE</b>	5	157	0	<b>162</b>
<b>ST OUEN L AUMONE</b>	68	3 968	25	<b>4 061</b>
<b>VAUREAL</b>	47	4 102	6	<b>4 155</b>
<b>TOTAL</b>	<b>510</b>	<b>36 093</b>	<b>155</b>	<b>36 758</b>



## → Les principaux indicateurs de la gestion clientèle

La synthèse ci-dessous présente l'activité clientèle au cours de l'exercice 2014 pour les motifs de demande suivants :

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	TOTAL
<b>Arrêt de compte</b>	169	168	146	113	140	156	249	143	196	191	139	150	1 960
<b>Chgt de payeur</b>	81	72	76	70	79	47	86	62	72	90	61	46	842
<b>Contrat Rens</b>	22	27	15	7	13	17	17	11	11	22	14	10	186
<b>Dégrèvement</b>	18	8	17	12	16	8	15	12	15	18	4	10	153
<b>Détail Facture Rens</b>	10	2	2	1		1	4	1	1	1	2		25
<b>Duplicata</b>	43	81	40	40	37	23	43	45	39	62	33	38	524
<b>Mensualisation</b>	95	60	100	66	61	78	94	46	98	134	87	46	965

### 4.1.2. LA SATISFACTION DES CLIENTS

Pour adapter les services proposés aux abonnés et aux habitants, un baromètre de satisfaction est réalisé tous les semestres.

Ce baromètre porte à la fois sur :

- 💧 la qualité de l'eau,
- 💧 la qualité de la relation avec l'abonné : accueil par les conseillers du Centre d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,...
- 💧 la disponibilité et la ponctualité des équipes d'intervention clients : respect des plages de rendez-vous,...
- 💧 la qualité de l'information adressée aux abonnés,
- 💧 la qualité des travaux réalisés (travaux de branchements notamment).

Les résultats pour notre Région en décembre 2014 sont :

	2014
<b>Satisfaction globale</b>	<b>82,79</b>
La continuité de service	95,62
La qualité de l'eau distribuée	77,21
Le niveau de prix facturé	39,88
La qualité du service client offert aux abonnés	78,85
Le traitement des nouveaux abonnements	77,50
L'information délivrée aux abonnés	78,27



### Composition de votre eau !

*Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque abonné peut demander la composition de son eau.*



Des indicateurs de performance permettent d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu au client.

→ *Le taux de respect d'ouverture des branchements [D151.0]&[P152.1]*

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Taux de respect du délai d'ouverture des branchements</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>
Délai maximal d'ouverture des branchements (jours)	1	1	1	1	1	1
Nombre total de branchements ouverts	228	490	443	379	426	370
Nombre de branchements ouverts dans le délai	228	490	443	379	426	370

→ *Les taux de réclamations écrites et orales*

En 2014, le taux de réclamations écrites [P155.1] pour votre service est de **1,42/ 1000 abonnés**.

Le taux de réclamations 2013 a été modifié en ne prenant en compte que les réclamations écrites.

	2013	2014
<b>Taux de réclamations écrites ([P155.1])</b>	<b>2,02</b>	<b>1,42</b>
Nombre d'abonnés	36 647	36 747
Nombre de réclamations écrites	74	52
<b>Taux de réclamations orales</b>	<b>6,79</b>	<b>8,00</b>
Nombre d'abonnés	36 647	36 747
Nombre de réclamations orales	249	294

→ *Les interruptions non-programmées du service public de l'eau*

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des clients.

Une information téléphonique des clients est réalisée en cas d'interruption du service programmée (travaux de renouvellement) ou non-programmée (réparation de fuite notamment).

En 2014, le taux d'interruption de service **[P151.1]** pour votre service est de 2.94/ 1000 abonnés.

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)</b>	<b>0,99</b>	<b>1,26</b>	<b>1,45</b>	<b>2,62</b>	<b>2,94</b>
Nombre d'interruptions de service	34	44	51	96	108
Nombre d'abonnés (clients)	34 345	34 880	35 289	36 647	36 758

En 2013 et 2014, les arrêts d'eau non programmés prennent en compte les interruptions de services de courtes durées liées à des fuites sur branchements (robinet de prise en charge) contrairement aux années précédentes. Par ailleurs, le nombre de réparations de fuites est en hausse en 2014.

→ *Les motifs principaux de demandes d'information et des réclamations*

En 2014, le taux de réclamations écrites **[P155.1]** pour votre service est de 1,42/1000 abonnés.

Le bilan des demandes et des réclamations est disponible ci-dessous :

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
<b>Reclamation sur consommation</b>	1	0	0	1	0	2	2	1	1	2	2	3	<b>15</b>
<b>Reclamation contrat</b>	0	1	1	0	0	1	0	0	2	0	1	2	<b>8</b>
<b>Reclamation sur montant de facture</b>	0	1	0	1	1	0	1	1	0	2	1	4	<b>12</b>
<b>Reclamation sur problème technique</b>	2	0	0	1	1	0	1	0	0	0	0	1	<b>6</b>
<b>Reclamation Qualité Service</b>	0	2	0	1	0	0	0	1	1	1	2	1	<b>9</b>
<b>Reclamation relevé du compteur</b>	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	<b>2</b>
<b>Reclamation sur remboursement</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>52</b>

#### 4.1.3. L'ACCES AUX SERVICES ESSENTIELS

Assurer l'accès de tous au service public est une priorité pour votre collectivité et pour CYO. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau.
- Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, CYO participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental.

#### → **Montant des abandons de créance et total des aides accordées par CYO [P109.0] en 2014 :**

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2011	2012	2013	2014
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	99	55	308	154
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	11 512	4 160	13 316	9 486
Volume vendu selon le décret (m3)	9 997 662	10 155 639	10 402 943	10 624 408

En partenariat avec les services sociaux, CYO s'engage à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour éviter les coupures d'eau et faciliter l'accès à l'eau.

Pour les foyers en grande difficulté financière, CYO participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement, dans le cadre d'une convention signée entre Veolia Eau et le département du Val d'Oise. En 2014, **54** dossiers ont été instruits pour un montant de **5 389€**.

CYO a mis en place un dispositif de solidarité, les « chèques eau », afin d'aider les personnes en difficulté. CYO apporte, par ce dispositif concrétisé par l'intermédiaire d'une convention signée entre la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise et les Centres Communaux d'Action Sociale des Communes qui la composent, une ressource supplémentaire aux différents services sociaux sous la forme de « chèques eau » (modèle chèque énergie). Cette ressource supplémentaire attribuée par les CCAS aux usagers en situation difficile leur permet de régler une partie de leur facture d'eau.

**Le montant des chèques eau utilisé en 2014 s'élève à 40 253 euros.**

L'indicateur du décret **[P 109.0]** est de **0,0047** pour 2014. Cet indicateur correspond au montant des chèques eau ajouté au montant des abandons de créances et des versements à un fonds de solidarité par le délégataire divisé par le volume vendu.

### Taux d'impayés

Le taux d'impayés est calculé à **0,57%** et représente le pourcentage du montant des factures émises au titre de l'exercice 2013 et non payées au 31/12/2014.

### Nombre d'abonnés en prélèvement et mensualisés

La possibilité de paiement par mensualisation est accessible aux usagers, le nombre d'échéanciers ouverts en 2014 par commune est présenté dans le tableau ci-après :

	2009	2010	2011	2012 (*)	2013	2014	N/N-1
Nombre d'abonnés mensualisés	2 744	3 101	3 201	3 433	3 901	4 273	9.5%
Nombre d'abonnés prélevés	8 828	10 106	10 583	11 630	10 582	10 716	1.3%

\*Le nombre d'abonnés prélevés en 2012 incluait les abonnés résiliés. Les autres années, le nombre indiqué concerne seulement les abonnés prélevés en situation de facturation.

### Factures émises

Le nombre de factures émises en 2014 s'élève à **151 094**.

## 4.2. Les équipes et moyens au service du territoire

### 4.2.1. LE SERVICE

CYO est une filiale de VEOLIA Eau qui mobilise des moyens nationaux, régionaux et locaux pour vous apporter toute son expertise et garantir une haute performance de service.

#### → Les fonctions support : des services experts

Chaque Direction Régionale de Veolia Eau dispose de services experts dans les domaines de :

- la clientèle
- la maîtrise technique et l'aide à l'exploitation
- la qualité, la sécurité et l'environnement
- les ressources humaines et la formation
- la finance
- l'informatique technique et de gestion
- la communication
- la veille juridique et réglementaire.

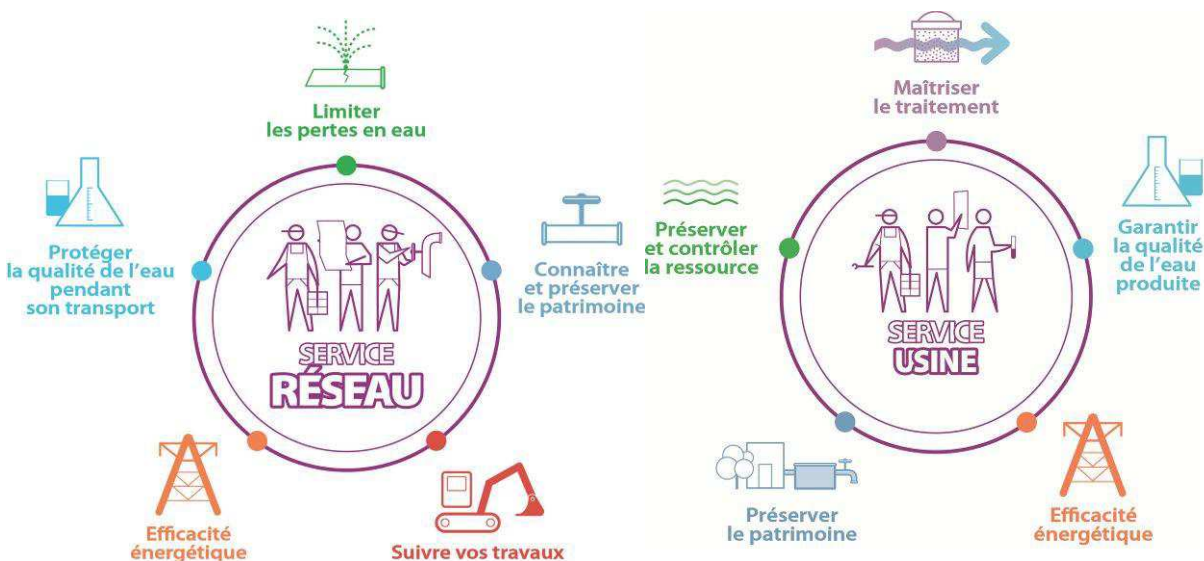
Garante de la bonne exécution des contrats de gestion déléguée, la Direction Régionale, en lien avec la Direction Nationale, détermine les orientations et les objectifs de performance durable tout en améliorant la qualité du service.

#### → L'organisation locale : mettre nos compétences au plus près du terrain

En 2012, Veolia Eau a développé une nouvelle vision métier en organisant ses compétences au plus près du terrain.

Deux filières métiers ont été créées :

- une filière dédiée à la clientèle
- une filière exploitation structurée autour de services réseaux et usines, eau et assainissement,





Afin de renforcer la proximité avec ses clients VEOLIA Eau a créé une fonction de Responsable de Contrat. Chaque collectivité dispose ainsi d'un interlocuteur dédié.

Pour CYO, la gestion du service public de l'eau potable des habitants des 13 communes formant la Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise (CACP) est assurée par le personnel de VEOLIA Eau :

- Cergy – 13 rue de la pompe : Direction du service, services supports, service clientèle, accueil clientèle et exploitation usines eau potable ;
- Cergy le Haut : Centre d'appel client ;
- Saint-Ouen-l'Aumône – rue de Saint Hilaire : exploitation et travaux réseaux eau potable.

## 4.2.2. L'ORGANISATION DU CENTRE OUEST EN 2014

Le Centre Ouest regroupe 3 directions et 7 services d'exploitation.

La direction exploitation apporte notamment son expertise et son soutien à l'exploitation à travers 4 services :

- 💧 Méthodes et planification

Il assure le pilotage centralisé de toutes les interventions des techniciens, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

- 💧 Aide à l'exploitation

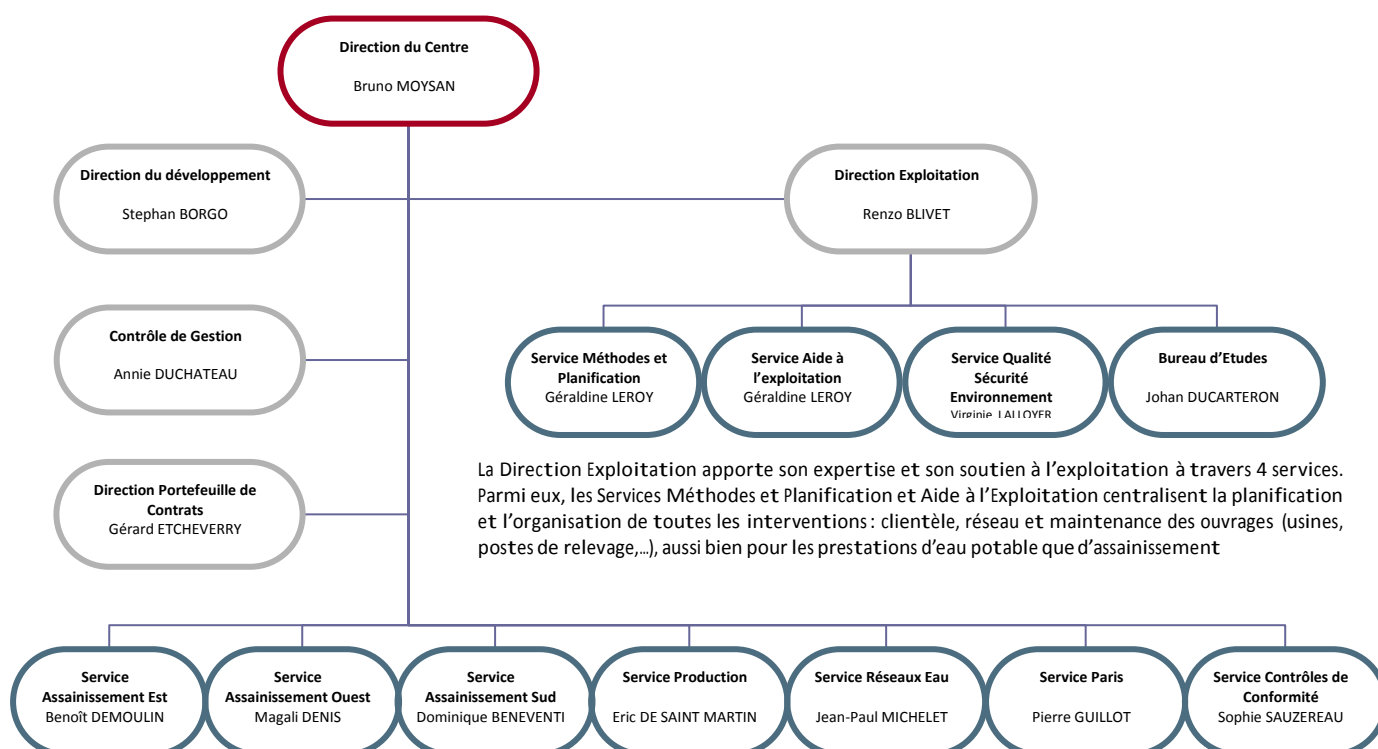
- 💧 Qualité Sécurité Environnement

Le Centre Ouest est doté d'un animateur QSE, qui intervient auprès des services locaux en coordination avec le service régional, et qui veille à l'évaluation des risques, la définition d'objectifs, la réalisation des plans d'actions, les retours d'expérience à travers l'analyse des incidents et accidents et la préparation aux situations d'urgence.

- 💧 Bureau d'Etudes

7 services complètent ensuite cette organisation. Relais de proximité, ils assurent le fonctionnement courant des installations au plus près du terrain. Chaque service regroupe plusieurs unités.

### L'organigramme du Centre Ouest



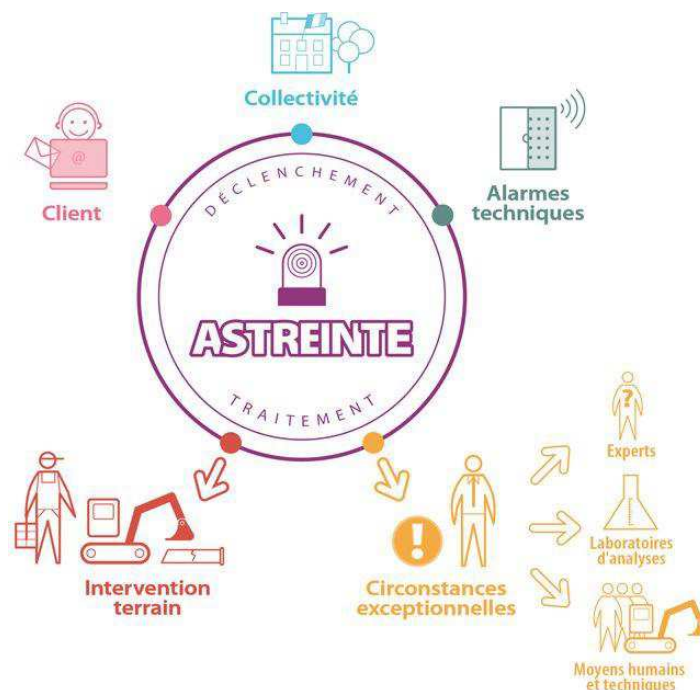
### L'organisation du service clientèle :

La gestion clientèle sur le périmètre du Centre Ouest est assurée par 1 directeur de service (Mireille CAILLE) et 3 responsables d'unités :

- Relation clientèle et facturation ;
- Recouvrement et gestion sociale ;
- Intervention (plomberie et relèvement de compteurs).

### → L'organisation de l'astreinte

Le service d'astreinte peut être mobilisé sur simple appel au Centre d'appel.



Le numéro de l'astreinte sur votre territoire est . **0 969 360 402**

A ce numéro, 7 jours/7 et 24h/24, un interlocuteur est à votre disposition pour prendre en charge toute demande d'intervention ou pour vous renseigner sur la nature et la localisation des incidents en cours de traitement sur votre commune.

### 4.2.3. DES MOYENS GARANTS DE LA PERFORMANCE

#### → *Les outils informatiques d'exploitation :*

Nous utilisons des applications informatiques adaptées à nos besoins, pour l'ensemble de nos tâches d'exploitation :

- La gestion patrimoniale des usines
- La maintenance des équipements électromécaniques
- Le Système d'Information Géographique (SIG)
- La télésurveillance et la télégestion des installations
- Le suivi de la qualité de l'eau
- La planification et le suivi des interventions terrain
- La gestion clientèle

#### → *Les bureaux mobiles :*

Les techniciens de terrain disposent de Smartphones, tablettes graphiques ou Netbook (mini ordinateurs portables).

Sur ces « bureaux mobiles », ils peuvent :

- Accéder à des informations techniques, à leur planning d'intervention ou encore à la procédure de maintenance d'un équipement,
- Etre alertés d'un dysfonctionnement, notamment par notre application de télésurveillance
- Agir à distance, par exemple, en modifiant la consigne d'un équipement télégéré (ouverture d'une vanne, régulation du débit d'une pompe...)
- Alimenter à tout moment et en tout lieu nos applications informatiques. Ils saisissent directement un rapport d'intervention, signalent un dysfonctionnement non urgent nécessitant une action corrective.

Ces outils renforcent leur réactivité. Ils facilitent les opérations de maintenance et le reporting.

#### 4.2.4. LA CERTIFICATION DU SERVICE

L'intégralité des périmètres opérationnels de CYO est certifiée ISO 9001 ainsi qu'ISO 14 001.



## 4.3. L'empreinte environnementale

### 4.3.1. LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la protection de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter sa contamination par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource</b>	<b>22 %</b>	<b>26 %</b>	<b>37 %</b>	<b>39 %</b>	<b>37 %</b>

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

<b>Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
Captage de Vauréal	20 %	20 %	40 %	40 %	40 %
Forage Sade Osny	60 %	60 %	60 %	60 %	60 %
Forage Puits Huilet (Forage Sade Osny)	60 %	60 %	60 %	60 %	60 %
Forage Vallee Millet Sable	20 %	40 %	40 %	40 %	40 %
Forage de Sagy Chardronville	20 %	20 %	40 %	40 %	40 %
Forage de Condécourt	20 %	20 %	40 %	40 %	40 %
Forage de Courdimanche	20 %	20 %	40 %	40 %	40 %
Forage Montgeroult Stade Craie	20 %	40 %	40 %	40 %	40 %
Forage Montgeroult Stade Sable			40 %	40 %	40 %
Puits Cergy 1	20 %	20 %	20 %	20 %	20 %
Puits Cergy 3	20 %	20 %	20 %	20 %	20 %
<b>Moyenne pondérée avec les volumes prélevés sur chaque ouvrage</b>					<b>37 %</b>

En 2014, le calcul de l'indice global de protection des ressources propres à la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise est pondéré avec les volumes prélevés en 2014 par forage.

La valeur de l'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 💧 0 % : aucune action ;
- 💧 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- 💧 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- 💧 50 % : dossier déposé en préfecture ;
- 💧 60 % : arrêté préfectoral ;
- 💧 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- 💧 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

Les études hydrogéologiques et environnementales sont terminées pour l'ensemble des puits de la Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise. Elles ont été réalisées sous la maîtrise d'ouvrage du Conseil Général du Val d'Oise.

L'avis de l'hydrogéologue agréé a été rendu en 2011 et 2012 pour le captage de Vauréal, le forage de Courdimanche, les forages de Sagy Chardronville et Sagy Condécourt, le forage de Vallée Millet et les forages de Montgeroult Stade. Les projets d'arrêtés sur ces forages ont été transmis en 2013 et les études technico-économiques ont fait l'objet d'un rapport provisoire en novembre 2013.

Un rapport définitif des études technico-économiques a été rendu en 2014 pour le captage de Vauréal, le forage de Courdimanche, le forage de Vallée Millet et les forages de Montgeroult Stade. Un dossier de DUP a été constitué fin 2014 pour le forage de Courdimanche en vue d'un dépôt en Préfecture début 2015.

L'étude d'incidence sur le forage de Cergy 3 s'est achevée en 2012. L'avis de l'hydrogéologue agréé est en cours de rédaction pour les forages de Cergy 1 et 3.

Les puits de Sagy Chardronville et Condécourt ont été classés comme captages prioritaires dans le cadre du Grenelle de l'environnement. Les études de bassin d'alimentation de captage sont en cours.

#### 4.3.2. L'ENERGIE



Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en oeuvre. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

##### → Bilan énergétique du patrimoine

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Energie relevée consommée (kWh)</b>	<b>2 769 683</b>	<b>2 718 496</b>	<b>2 943 046</b>	<b>2 839 545</b>	<b>3 006 869</b>
Installation de production	2 424 030	2 568 880	2 838 606	2 371 309	2 546 684
Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	304 452	118 004	79 630	458 378	431 591
Réservoir ou château d'eau	41 201	31 612	24 810	9 858	28 594

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

La hausse des consommations énergétique en 2014 correspond à la mise en service du réservoir de l'Oseraie. L'eau est pompée de la cuve basse à la cuve haute.



### 4.3.3. LES REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- Assurer une eau de qualité satisfaisante
- Réduire les quantités de réactifs à utiliser

#### → La consommation de réactifs

Réactifs	Quantité	Commentaires
Sel	442 t	Usine de Menucourt
Chlore	1 520 kg	Ensemble des installations de production

L'usure des équipements a engendré une régénération incomplète des résines rendant nécessaire des lavages plus fréquents pour un maintien de la qualité d'eau en sortie d'usine (paramètre nitrates) et impliquant ainsi une surconsommation de réactifs (231t en 2013 et 442t en 2014, soit une évolution de 91,3%).

Les investissements réalisés en 2015 vont permettre de résoudre ce problème et de revenir à une consommation normale : modification de l'échangeur et du process de régénération des résines.

Dans le cadre de l'amélioration du process, le conductimètre sur l'usine de Menucourt a été ajouté afin de fiabiliser la régénération des résines. Le lavage des résines se poursuit ainsi jusqu'à atteindre un seuil inférieur à 1 100  $\mu\text{S}/\text{cm}$ . En effet, lors d'une mauvaise régénération, un technicien est intervenu pour effectuer l'opération « manuellement », or le seuil haut en conductivité a été atteint mais n'a pas été remarqué par celui-ci. Pour pallier à ce dysfonctionnement d'ordre humain, nous avons rajouté un secours par l'intermédiaire de ce 2<sup>nd</sup> conductimètre.

### 4.3.4. LA VALORISATION DES DECHETS LIES AU SERVICE



Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

## 4.4. CYO, acteur économique et social du territoire

### 4.4.1. LA FORMATION ET LA SECURITE DES PERSONNES

La formation et la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences est au centre de la politique des ressources humaines.

Veolia est ainsi la seule entreprise de services en France à disposer de Campus dédiés aux métiers de l'environnement. Chaque année, ces Campus dispensent plus de 210 000 heures de formation aux salariés de l'entreprise.

En matière de sécurité, chaque salarié dispose des équipements de protection individuelle nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Des actions de sensibilisation sont menées dans toutes les unités opérationnelles pour promouvoir un comportement de sécurité au travail. L'évaluation annuelle des managers du Groupe intègre les résultats de l'entité dont ils ont la responsabilité.

### 4.4.2. LES RELATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES

Une implication forte dans les territoires d'intervention est essentielle. Cela se traduit dans votre collectivité par l'implication des équipes de la direction locale afin de :

- Mettre en place des actions favorisant l'emploi local,
- Participer à la vie associative
- Soutenir financièrement, ou par le biais de mécénat de compétences, des actions dynamisant la vie locale.

Ces actions s'inscrivent en complément des projets soutenus par la Fondation Veolia.



#### **Veolia Force**

La Fondation Veolia consacre chaque année des moyens importants au soutien de projets d'intérêt général porteurs de développement local, partout dans le monde.

Elle œuvre notamment en faveur de l'insertion professionnelle des plus démunis et des plus vulnérables, en soutenant des initiatives sociales locales parrainées par des collaborateurs du Groupe.

Sur la base du volontariat, 500 de nos collaborateurs interviennent partout dans le monde après une catastrophe, pour améliorer les conditions de vie des plus démunis ou encore pour apporter une aide d'urgence aux populations exposées à des crises majeures.



# 5.

## LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE

## **5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)**

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2005-236 du 14 mars 2005, codifié à l'article R 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

→ **Le CARE**

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

LIBELLE	2013	2014	Ecart
<b>PRODUITS</b>	<b>19 893 314</b>	<b>19 708 359</b>	<b>-0,93%</b>
Exploitation du service	14 673 647	14 589 461	
Collectivités et autres organismes publics	4 042 124	3 846 380	
Travaux attribués à titre exclusif	842 067	950 713	
Produits accessoires	335 476	321 805	
<b>CHARGES</b>	<b>19 049 517</b>	<b>19 227 327</b>	<b>0,93%</b>
Personnel	2 399 820	2 367 248	
Energie électrique	367 376	369 077	
Achats d'eau	5 591 906	5 609 002	
Produits de traitement	26 165	51 855	
Analyses	66 185	64 726	
Sous-traitance, matières et fournitures	1 896 512	1 669 646	
Impôts locaux et taxes	145 574	135 883	
Autres dépenses d'exploitation			
<i>Télécommunication, poste et télégestion</i>	88 353	73 973	
<i>Engins et véhicules</i>	322 388	369 538	
<i>Informatique</i>	181 120	177 486	
<i>Assurances</i>	382 670	379 148	
<i>Locaux</i>	2 485	3 010	
<i>Autres</i>	-465 720	-42 958	
Frais de contrôle	125 721	125 968	
Redevances contractuelles	179 571	182 856	
Contribution des services centraux et recherche	453 179	439 739	
Collectivités et autres organismes publics	4 042 124	3 846 380	
Charges relatives aux renouvellements			
<i>Pour garantie de continuité du service</i>	233 157	236 411	
<i>Fonds contractuel (Renouvellements )</i>	1 631 292	1 634 629	
Charges relatives aux investissements			
<i>Programme contractuel ( Investissements )</i>	1 356 719	1 474 800	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	22 920	58 910	
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>843 797</b>	<b>481 032</b>	<b>-42,99%</b>
Impôts sur les sociétés (calcul normatif)	281 238	160 328	
<b>RESULTAT</b>	<b>562 559</b>	<b>320 704</b>	<b>-42,99%</b>

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Référence: YO011

<b>LIBELLE</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>Ecart</b>
<b>Recettes liées à la facturation du service</b> <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)</i> <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	<b>14 034 903</b> <i>14 035 619</i> <i>-716</i>	<b>14 369 735</b> <i>14 435 428</i> <i>-65 693</i>	<b>2,39 %</b>
<b>Ventes d'eau à d'autres services publics</b> <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)</i> <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	<b>353 858</b> <i>353 858</i>	<b>-68 320</b> <i>72 616</i> <i>-140 936</i>	<b>NS</b>
<b>Autres recettes liées à l'exploitation du service</b> <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)</i> <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	<b>105 315</b> <i>105 315</i>	<b>105 190</b> <i>105 190</i>	<b>-0,12 %</b>
<b>Ristournes</b> <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)</i> <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	<b>179 571</b> <i>179 571</i>	<b>182 856</b> <i>182 856</i>	<b>1,83 %</b>
<b>Exploitation du service</b>	<b>14 673 647</b>	<b>14 589 461</b>	<b>-0,57 %</b>
<b>Produits : part de la collectivité contractante</b> <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)</i> <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	<b>719 334</b> <i>719 969</i> <i>-634</i>	<b>741 715</b> <i>745 521</i> <i>-3 807</i>	<b>3,11 %</b>
<b>Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)</b> <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)</i> <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	<b>834 796</b> <i>856 015</i> <i>-21218</i>	<b>748 490</b> <i>759 517</i> <i>-11027</i>	<b>-10,34 %</b>
<b>Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)</b> <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)</i> <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	<b>2 387 631</b> <i>2 389 969</i> <i>-2 338</i>	<b>2 241 700</b> <i>2 458 328</i> <i>-216 628</i>	<b>-6,11 %</b>
<b>Redevance pour les Voies Navigables</b> <i>dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)</i> <i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	<b>100 363</b> <i>99 557</i> <i>806</i>	<b>114 475</b> <i>113 301</i> <i>1174</i>	<b>14,06 %</b>
<b>Collectivités et autres organismes publics</b>	<b>4 042 124</b>	<b>3 846 380</b>	<b>-4,84 %</b>
<b>Produits des travaux attribués à titre exclusif</b>	<b>842 067</b>	<b>950 713</b>	<b>12,90 %</b>
<b>Produits accessoires</b>	<b>335 476</b>	<b>321 805</b>	<b>-4,08 %</b>

L'état suivant détaille les produits accessoires perçus par CYO dans le cadre de l'exploitation du service :

<b>Produits accessoires</b>	<b>2012 334 926</b>	<b>2013 335 477</b>	<b>2014 321 804</b>
Frais de Relances	80 190	53 048	62 700
Frais de rejets bancaires	1 838	890	932
Regul des Cheques non débités sur Exercices Antérieurs		38 621	
Rémunération pour perception des redevances de pollution	14 830	15 180	15 910
Rémunération pour perception des redevances de modern. du reseau	14 511	14 885	15 558
Rémunération pour perception des redevances Assainissement	223 557	212 853	226 704

→ La capacité d'autofinancement

<b>VEOLIA</b>	<b>CYO</b> Etats Financiers au 31 décembre 2014	
---------------	--	--

**CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT**  
**- En milliers d'euros -**

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2014</i>	<i>31/12/2013</i>	<i>Variation</i>
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>1888</b>	<b>2 636</b>	<b>-28 ,38</b>
+ Transferts de charges d'exploitation			
+ Autres produits d'exploitation		4	
- Autres charges d'exploitation	59	23	
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en com			
+ Produits financiers	6	10	
- Reprises sur provisions financières			
- Charges financières	5	1	
+ Dotations aux amortissements et provisions finan			
+ Produits exceptionnels			
- Produits des cessions d'éléments actif			
- Subventions d'investissement rapportées au résulta			
- Reprises sur provisions exceptionnels			
- Charges exceptionnelles			
+ Valeur comptable des immobilisations cédées			
+ Dotations aux amortissements et provisions excep			
- Participation des salariés			
- Impôts sur les bénéfices			
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>1830</b>	<b>2 622</b>	<b>-30 ,21</b>

<b>RESULTAT NET COMPTABLE</b>	<b>636</b>	<b>1 505</b>	<b>-57 ,74</b>
+ Dotations aux amortissements et provisions	3226	2 637	22,34
- Reprises sur amortissements et provisions	2032	1 519	33,77
- Résultat sur cession des éléments actif			
- Subventions d'investissement rapportées au résultat			
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>1830</b>	<b>2 622</b>	<b>-30 ,21</b>



→ *Le tableau Emplois / Ressources de CYO*

VEOLIA	CYO
	Etats Financiers au 31 décembre 2014

**TABLEAU DE FINANCEMENT**  
- En milliers d'euros -

<i>Emplois</i>	<i>31/12/2014</i>	<i>31/12/2013</i>
Dividende payé en cours de l'exercice (1)		
Acquisitions ou augmentations d'immobilisations :		
- incorporelles, corporelles	352	2 083
- titres de participation		
- autres immobilisations financières		
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Réduction des capitaux propres	1 505	1 595
-		
Remboursement de dettes financières		03
<b>TOTAL EMPLOIS STABLES</b>	<b>1 857</b>	<b>3 681</b>
Accroissement du fonds de roulement net global		
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>1 857</b>	<b>3 681</b>

<i>Ressources</i>	<i>31/12/2013</i>	<i>31/12/2013</i>
Capacité d'autofinancement	1 830	2 622
Cessions ou réductions d'immobilisations :		
- incorporelles, corporelles		
- titres de participation		
- autres immobilisations financières		
Augmentation des capitaux propres		
- augmentation de capital		
- subventions d'investissements		
Augmentation des dettes financières		
<b>TOTAL RESSOURCES STABLES</b>	<b>1 830</b>	<b>2 622</b>
Diminution du fonds de roulement net global	27	1059
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>1 857</b>	<b>3 681</b>

→ Le compte de résultat de CYO

VEOLIA EAU	CYO Etats Financiers au 31 décembre 2014		07/05/2015
<div>COMPTE DE RESULTAT</div>			
Rubriques	31/12/2014	31/12/2013	14/13
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (HT)</b>			
<i>Produits Propres (Hors Travaux)</i>			
Eau	14 163 528	14 673 646	-3,48%
Assainissement			
Divers	477 997	491 078	-2,66%
<b>C.A. PROPRE (HORS TRAVAUX)</b>	<b>14 641 525</b>	<b>15 164 724</b>	<b>-3,45%</b>
Redevances Perçues pour le compte de Tiers	4 738 596	4 042 124	17,23%
<i>Produits des Travaux</i>			
Produits des Prestations Industrielles	0	0	
Produits des T.T.E.	950 713	842 067	12,90%
Produits des T.E.P. - T.E.F.R.T. et Divers	0	0	
Produits des T.S.E. et T.C.E.			
<b>TOTAL DU CA TRAVAUX</b>	<b>950 713</b>	<b>842 067</b>	<b>12,90%</b>
Produits des Activités hors D.S.P.	0	0	
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>20 330 835</b>	<b>20 048 915</b>	<b>1,41%</b>
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES PROPRE (Hors Redevances)</b>	<b>15 592 239</b>	<b>16 006 791</b>	<b>-2,59%</b>
Production stockée (Variation)	0	0	
Production immobilisée	340 784	2 082 701	-83,64%
Subventions d'exploitation	0	0	
<i>Reprises sur provisions pour :</i>			
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	0	0	
Risques et charges d'exploitation	0	0	
Renouvellement	2 010 279	1 514 851	32,70%
Dépréciation des stocks et en-cours	0	0	
Créances	21 290	4 573	NS
<b>TOTAL DES REPRISES SUR PROVISIONS</b>	<b>2 031 569</b>	<b>1 519 424</b>	<b>33,71%</b>

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2014</i>	<i>31/12/2013</i>	<i>14/13</i>
Transferts de charges	0	0	
Autres produits de gestion courante	3	4	
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION(I)</b>	<b>22 703 190</b>	<b>23 651 044</b>	<b>-4,01%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (H.T.)</b>			
<i>Consommations de l'Exercice</i>			
Achats stockés d'approvisionnements	252 632	442 633	-42,93%
Variation des stocks	0	0	
	<u>252 632</u>	<u>442 633</u>	<u>-42,93%</u>
<i>Autres Achats et Charges Externes</i>			
Sous-traitance générale industrielle a	7 296 657	8 222 192	-11,26%
Achats non-stockés de matières et fournitures b	6 075 593	6 052 218	0,39%
Personnel extérieur	0	-68 900	NS
Services extérieurs c	126 050	450 123	-72,00%
	<u>13 498 300</u>	<u>14 655 633</u>	<u>-7,90%</u>
<i>Impôts, Taxes et Versements Assimilés</i>			
Impôts et Taxes assis/rémunérations			
Taxes professionnelles foncières et taxes annexes	132 976	141 395	-5,95%
Imposition Forfaitaire Annuelle			
Organic	26 985	31 821	-15,20%
Redevances Perçues pour le compte de Tiers	4 738 596	4 042 124	17,23%
Charges financières locales	125 968	179 571	-29,85%
	<u>5 024 525</u>	<u>4 394 911</u>	<u>14,33%</u>
<i>Charges de Personnel</i>			
Rémunération du personnel	0	0	
Charges sociales	0	0	
Autres charges sociales	7 977	2 252	NS
	<u>7 977</u>	<u>2 252</u>	<u>NS</u>

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2014</i>	<i>31/12/2013</i>	<i>14/13</i>
<b><i>Dotations d'exploitation</i></b>			
Dotations aux amortissements	1 217 858	1 365 909	-10,84%
Dotations aux provisions	2 008 144	1 271 044	57,99%
	3 226 002	2 636 953	22,34%
Autres charges d'exploitation	58 926	22 923	157,06%
Prestations entre exploitations	0	0	
<b><i>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION(II)</i></b>	<b>22 068 362</b>	<b>22 155 305</b>	<b>-0,39%</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION(I-II)</b>	<b>634 828</b>	<b>1 495 740</b>	<b>-57,56%</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Reprises de provisions pour dépréciation des titres	0	0	
Produits financiers de participations (dont Quote-part SNC et GIE)	0	0	
Produits des autres immobilisations financières	0	0	
Revenus des autres créances	5 659	10 293	NS
Revenus des valeurs mobilières de placement	0	0	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	
Autres produits financiers	0	0	
Transferts de charges financières	0	0	
<b><i>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS(III)</i></b>	<b>5 659</b>	<b>10 293</b>	<b>NS</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotation à la provision pour dépréciation des titres	0	0	
Intérêts payés	4 605	1 478	NS
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	
Quote-part de pertes SNC et GIE	0	0	
Autres charges financières	0	0	
<b><i>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES(IV)</i></b>	<b>4 605</b>	<b>1 478</b>	<b>NS</b>
<b>RESULTAT FINANCIER(III-IV)</b>	<b>1 054</b>	<b>8 814</b>	<b>NS</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>635 882</b>	<b>1 504 554</b>	<b>-57,74%</b>

Rubriques	31/12/2014	31/12/2013	14/13
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Sur opérations de gestion	0	0	
<i>Sur opération en capital</i>			
Produits de cessions d'éléments d'actif	0	0	
Subventions d'investissements	0	0	
Autres produits exceptionnels sur opération en capital	0	0	
Reprise sur provisions	0	0	
Transferts de charges exceptionnelles	0	0	
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS(V)</b>	0	0	N.S.
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Sur opérations de gestion	0	0	NS
Sur opérations en capital : valeur comptable des cessions d'actif	0	0	
Charges exceptionnelles diverses	0	0	
Dotations aux amortissements et provisions	0	0	NS
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES(VI)</b>	0	0	NS
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL(V-VI)</b>	0	0	NS
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS ET PARTICIPATION</b>	635 882	1 504 554	-57,74%
<i>PARTICIPATION DES SALAIRES (VII)</i>	0	0	
<i>IMPOT SUR LES BENEFICES(VIII)</i>	0	0	
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	22 708 849	23 661 337	-4,03%
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	22 072 967	22 156 783	-0,38%
<b>BENEFICE NET</b>	635 881	1 504 554	-57,74%





N° 10167\*19

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts).**3 COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)**

DGFIP N° 2052 2015

1 et EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise: CY0		Néant <input type="checkbox"/>						
		Exercice N						
		France		Exportation et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB		FC		
	Production vendue <div>biens * services *</div>	FD	0	FE		FF	0	
		FG	20 330 835	FH		FI	20 330 835	
		FJ	20 330 835	FK		FL	20 330 835	
	Chiffres d'affaires nets *							
	Production stockée *					FM		
	Production immobilisée *					FN	340 784	
	Subventions d'exploitation					FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)					FP	2 031 569	
	Autres produits (1) (11)					FQ	3	
Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	22 703 191	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	13	
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	252 619	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6bis)*					FW	18 362 866	
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX	159 961	
	Salaires et traitements*					FY		
	Charges sociales (10)					FZ	7 977	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations <div>- dotations aux amortissements * - dotations aux provisions</div>					GA	1 217 858
							GB	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *					GC	55 415
		Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	1 952 729
	Autres charges (12)					GE	58 926	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	22 068 364
	1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	634 827
opérations et comman	Bénéfice attribué ou perte transférée *					GH	(III)	
	Perte supportée ou bénéfice transféré *					GI	(IV)	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	5 659	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
Total des produits financiers (V)						GP	5 659	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	4 605	
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
Total des charges financières (VI)						GU	4 605	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	1 054	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	635 881	

(RENOIS : voir tableau n° 2053) \* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Copyright RedTitan (2015) V15.01



N° 10947\*17

4

## COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFIP N° 2053 2015

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		CY0		Néant <input type="checkbox"/> *		
				Exercice N		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB		
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)			HD		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)			HH		
<b>4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>						
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				(IX)		
Impôts sur les bénéfices *				(X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	22 708 850	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	22 072 969	
<b>5 - BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b>				HN	635 881	
RENOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			HO	
	(2)	Dont	produits de locations immobilières		HY	
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IG	
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier *		HP	
			- Crédit-bail immobilier		HQ	
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			IH	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées			IJ	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées			IK	
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)			HX	
	(9)	Dont transferts de charges			A1	2 031 569
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)			A2	
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			A3	
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			A4	
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives			A6		
(13)	obligatoires			A9		
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :				Exercice N		
				Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :				Exercice N		
				Charges antérieures	Produits antérieurs	

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

COMPTE DE RESULTAT 2014		
( Format annexe 4 du contrat)		
		Cpte Resultat Annexe 6 2014
<b>Chiffre d'affaires</b>		<b>14 911 266</b>
Main d'œuvre		2 310 160
Véhicules /S Traitance		779 358
Achats d'eau		5 609 002
Divers		1 054 550
Clienteles		663 594
Renouvellement		1 871 040
Autres charges		976 791
<b>Total charges d'exploitation</b>		<b>13 264 496</b>
Amortissements financiers		1 474 800
Frais financiers estimés		
<b>Résultat d'exploitation avant IS</b>		<b>171 970</b>
Dt Prod TTE		950 713
Dt Charges TTE		641 652
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>481 031</b>



→ Le bilan Actif et Passif de CYO



N° 10937\*17  
Formulaire obligatoire (article 53 A  
du code général des impôts)

①

**BILAN - ACTIF**

DGFIP N° 2050 2015

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise : <b>CYO</b>		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * <b>12</b>	
Adresse de l'entreprise <b>0028 BD DE PESARO</b>		Durée de l'exercice précédent * <b>12</b>	
Numéro SIRET * <b>50483838400023</b>		Néant <input type="checkbox"/> *	
		Exercice N clos le : <b>31/12/2014</b>	
		Brut 1	Amortissements, provisions 2
			Net 3
Capital souscrit non appelé (I)	AA		
Frais d'établissement *	AB		AC
Frais de développement *	CX		CQ
Concessions, brevets et droits similaires	AF		AG
Fonds commercial (1)	AH		AI
Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM
Terrains	AN		AO
Constructions	AP		AQ
Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	18 481 476	AS 237 997
Autres immobilisations corporelles	AT	1 223	AU 1 223
Immobilisations en cours	AV	68 718	AW 68 718
Avances et acomptes	AX		AY
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT
Autres participations	CU		CV
Créances rattachées à des participations	BB		BC
Autres titres immobilisés	BD		BE
Prêts	BF		BG
Autres immobilisations financières *	BH		BI
<b>TOTAL (II)</b>	<b>BJ</b>	<b>18 551 417</b>	<b>BK 239 220</b>
			<b>18 312 198</b>
Matières premières, approvisionnements	BL		BM
En cours de production de biens	BN		BO
En cours de production de services	BP		BQ
Produits intermédiaires et finis	BR		BS
Marchandises	BT		BU
Avances et acomptes versés sur commandes	BY		BW
Clients et comptes rattachés (3)*	BX	8 587 393	BY 374 860
Autres créances (3)	BZ	6 356 290	CA 6 356 290
Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD		CE
Disponibilités	CF	24 284	CG 24 284
Charges constatées d'avance (3)*	CH	0	CI 0
<b>TOTAL (III)</b>	<b>CJ</b>	<b>14 967 967</b>	<b>CK 374 860</b>
			<b>14 593 108</b>
Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)	CW		
Primes de remboursement des obligations (V)	CM		
Ecart de conversion actif* (VI)	CN		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)</b>	<b>CO</b>	<b>33 519 385</b>	<b>LA 614 079</b>
			<b>32 905 305</b>
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP
		(3) Part à plus d'un an :	CR
Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :	Stocks :	Créances :

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Copyright RedTian (2015) V15.04



N° 10938\*17

②

**BILAN - PASSIF avant répartition**

DGFiP N° 2051 2015

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du code général des impôts)

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise		CY0	Néant <input type="checkbox"/> *	
			Exercice N	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : .....10.000.....)	DA	10 000	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ....	DB		
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK )	DC		
	Réserve légale (3)	DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* ( Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1 )	DF		
	Autres réserves ( Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ )	DG		
	Report à nouveau	DH		
	<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	DI	635 881	
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
		<b>TOTAL (I)</b>	DL	645 881
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	<b>TOTAL (II)</b>	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ	5 254 163	
	<b>TOTAL (III)</b>	DR	5 254 163	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	0	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI )	DV	762	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	467 288	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	12 728 233	
	Dettes fiscales et sociales	DY	27 305	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	81	
	Autres dettes	EA	13 779 314	
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	2 278	
	<b>TOTAL (IV)</b>	EC	27 005 262	
	Ecart de conversion passif *	(V)	ED	
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I à V)</b>	EE	32 905 305	
RENVIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C		
		1D		
		1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	26 537 974		
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH			

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

adTian (2015) V15.01

Dénomination CARE		Dénomination CEP			
<b>PRODUITS</b>		<b>PRODUITS</b>	<b>2012</b>	<b>2 013</b>	<b>2 014</b>
<b>Exploitation du service</b>		Produits part fixe	2 675 216	2 743 677	2 793 301
Recettes liées à la facturation du service		Produits part proportionnelle	11 102 755	11 472 426	11 760 907
Ventes d'eau à d'autres services publics		Facturation assainissement	334 926	335 476	321 805
Autres recettes liées à l'exploitation du service		Frais accès au service	120 538	103 686	103 573
Ristournes		Vente d'eau en gros	118 891	353 858	-68 320
<b>Produits accessoires</b>		Recettes services personnalisé radio relevé			
<b>Produits des travaux attribués à titre exclusif</b>			928 620	842 067	950 713
			15 280 946	15 851 190	15 861 979
<b>CHARGES</b>		<b>CHARGES</b>			
Personnel		Main d'œuvre	2 302 590	2 399 820	2 367 248
Energie électrique		Electricité	262 071	367 376	369 077
Achats d'eau		Achats d'eau	5 024 027	5 591 906	5 609 002
		Ventes d'eau			
Produits de traitement		Produit de traitement	28 824	26 165	51 855
Analyses		Analyses réglementaires (DDASS)	71 395	66 185	64 726
		Analyses complémentaires			
		Fournitures pour réparations			
Sous-traitance, matières et fournitures		Sous-traitance div (espaces verts, peintures, lavage baches)			
		Contrôles réglementaires	1 781 759	1 896 512	1 669 646
		Engins pour réparation fuites...			
		Outillage			
Impôts locaux et taxes		Impôts Taxes	136 822	145 574	135 883
Autres dépenses d'exploitation					
<i>Télécommunication, postes et télégestion</i>		Télécommunications (télésurveillance)	109 318	88 353	73 973
<i>Engins et véhicules</i>		Véhicules agents d'exploitation	295 616	322 388	369 538
<i>Informatique</i>		Informatique	182 552	181 120	177 486
<i>Locaux, assurances</i>		Locaux et assurances	481 558	385 155	382 158
<i>Autres</i>			-227 096	-465 720	-42 958
Frais de contrôle					
Redevances contractuelles		Redevances versées à la Collectivité	306 482	305 292	308 824
Contribution des services centraux et recherche		Frais généraux (région, siège)	457 663	453 179	439 739
Charges relatives au renouvellement		Renouvellement	1 806 314	1 864 449	1 871 040
Charges relatives aux investissements		Amortissement immobilisations neuves	1 200 474	1 356 719	1 474 800
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement		Impayés	39 901	22 920	58 910
			14 260 270	15 007 393	15 380 947
		<b>RESULTAT CARE</b>	<b>1 020 676</b>	<b>843 797</b>	<b>481 032</b>

→ Correspondance CARE - CEP

→ *Cadre du tableau emplois – ressources*

Cadre du tableau emplois - ressources			
	2 014		
EMPLOIS	Exercice N	RESSOURCES	Exercice N
Dividendes mis en paiement		C.A.F.	1 830 314
Acquisitions d'immobilisations	352 447	Cessions d'immobilisations	
Réduction du capital	1 504 554	Augmentation du capital / autres capitaux propres	
Remboursement des dettes financières	485	Augmentation dettes financières	
Total des emplois	1 857 486	Total des ressources	1 830 314
Variation du FRNG	-27 172	Variation du FRNG	
ressource nette		Emploi net	
Variation du FRNG	Besoins (1)	Dégagements (2)	Solde (2-1)
Variations des actifs d'exploitation	0	2 489 216	2 489 216
Stocks et en-cours - - - - -			
Créances clients - - - - -		368 576	368 576
Autres créances - - - - -		2 120 640	2 120 640
Variations des dettes d'exploitation	2 477 790	141 512	-2 336 278
Dettes fournisseurs - - - - -	2 477 790		-2 477 790
Autres dettes - - - - -	0	141 512	141 512
Totaux	2 477 790	2 630 728	152 938
<b>Variation nette exploitation</b>			<b>152 938</b>
Variation créances diverses - - - - -			0
Variations dettes diverses - - - - -			
Totaux	0		0
<b>Variation nette hors exploitation</b>			<b>0</b>
<b>Variation du BFR</b>			152 938
Variations des disponibilités - - - - -		-24 284	-24 284
Variations des soldes créditeurs de banques - -		-101 482	-101 482
-			
Totaux	0	-125 766	-125 766
<b>Variation nette trésorerie</b>			<b>-125 766</b>
<b>Variation du FRNG</b>			<b>27 172</b>

→ *Cadre du bilan de la société dédiée*

Cadre du Bilan							
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
Années	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	
<b>ACTIF</b>							
INVESTISSEMENTS PROPRES							
Valeur brute	1 223	1 223	1 223	1 223	1 223	1 223	
Amortissements cumulés	357	660	857	1 040	1 223	1 223	
<b>Valeur nette</b>	<b>866</b>	<b>563</b>	<b>366</b>	<b>183</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
INVESTISSEMENTS BIENS DE REPRISE							
Valeur brute							
Amortissements cumulés							
<b>Valeur nette</b>							
INVESTISSEMENTS BIENS DE RETOUR							
Valeur brute	8 380 347	13 179 488	14 621 018	16 412 865	18 082 834	18 481 476	
Amortissements cumulés	364 076	421 414	373 043	319 829	268 415	237 997	
<b>Valeur nette</b>	<b>8 016 271</b>	<b>12 758 074</b>	<b>14 247 975</b>	<b>16 093 036</b>	<b>17 814 419</b>	<b>18 243 479</b>	
AUTRES INVESTISSEMENTS							
Valeur brute			100 000	200 000	245 514	68 718	
Amortissements cumulés							
<b>Valeur nette</b>			100 000	200 000	245 514	68 718	
<b>TOTAL ACTIF NET</b>	<b>8 017 137</b>	<b>12 758 637</b>	<b>14 348 341</b>	<b>16 293 219</b>	<b>18 059 933</b>	<b>18 312 197</b>	
<b>CREANCES CLIENTS</b>	<b>9 822 256</b>	<b>8 998 315</b>	<b>7 799 074</b>	<b>9 244 743</b>	<b>8 613 235</b>	<b>8 212 534</b>	
<b>AUTRES CREANCES</b>	<b>15 395 910</b>	<b>17 755 555</b>	<b>3 393 907</b>	<b>3 289 003</b>	<b>8 476 929</b>	<b>6 356 290</b>	
Immobilisations financières (du montant du stock de provisions)							
<b>TRESORERIE</b>			<b>2 295 964</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>24 284</b>	
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>33 235 303</b>	<b>39 512 507</b>	<b>27 837 286</b>	<b>28 826 965</b>	<b>35 150 097</b>	<b>32 905 305</b>	
<b>PASSIF</b>							
Capital Social	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	
Réserve légale	0						
Autres réserves & report à nouveau	0						
Résultat de l'exercice	-949 017	-97 363	250 894	1 595 046	1 504 554	635 881	
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>-939 017</b>	<b>-87 363</b>	<b>260 894</b>	<b>1 605 046</b>	<b>1 514 554</b>	<b>645 881</b>	
Stock de Provisions pour renouvellement des immobilisations	500 000	1 024 153	860 207	650 142	325 874	236 909	
Provision des amortissements financiers	406 483	948 086	1 774 043	2 786 788	3 868 162	5 017 254	
Provision pour risques		4 231					
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>906 483</b>	<b>1 976 470</b>	<b>2 634 250</b>	<b>3 436 930</b>	<b>4 194 036</b>	<b>5 254 163</b>	
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT							
<b>EMPRUNTS ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>930 948</b>	<b>183 920</b>	<b>0</b>	<b>34 623</b>	<b>101 482</b>	<b>0</b>	
<b>GROUPES ET ASSOCIES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>DETTES FOURNISSEURS</b>	<b>13 704 528</b>	<b>12 704 475</b>	<b>11 182 675</b>	<b>10 015 859</b>	<b>15 206 024</b>	<b>12 728 233</b>	
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	<b>324 827</b>	<b>22 774</b>	<b>11 668</b>	<b>0</b>	<b>39 216</b>	<b>27 305</b>	
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>18 307 534</b>	<b>24 712 231</b>	<b>13 747 799</b>	<b>13 734 507</b>	<b>14 094 785</b>	<b>14 247 445</b>	
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 278</b>	
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>33 235 303</b>	<b>39 512 507</b>	<b>27 837 286</b>	<b>28 826 965</b>	<b>35 150 097</b>	<b>32 905 305</b>	



## 5.2. Le patrimoine du service

### → *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

### → *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens propres de la Société y figurant sont ceux, conformément au décret n° 2005-236 du 14 mars 2005, expressément désignés au contrat comme biens de reprise.

Cet inventaire est détaillé au chapitre 3 « Le patrimoine de votre service » dans la partie 3.1.

### → *Situation des biens*

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

La situation des biens détaillée se trouve dans le présent rapport, au chapitre 3.3 « Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir ».

## 5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

### → Programme contractuel d'investissement

Le programme contractuel d'investissements suivant a été réalisé depuis le démarrage du contrat :

	Date d'investissement	Valeur	Période		Capital à fin	Redevance
	(aaaa/mm)	commerciale	contractuelle		2014	2014
			(01/2009 au 12/2026)			
<b>Investissements 2009</b>		<b>8 380 347,09</b>				<b>662 559,13</b>
CANALISATION EAU DIA: 450- 599	2009/01	3440022,67	200901	202612	2732634,95	271255,56
BRANCHEMENTS EAU DIA: 15- 20 M	2009/07	1096727,09	200901	202612	883198,01	87670,83
VANNES A OPERCULE ET VIDANGE D	2009/01	26351,76	200901	202612	20932,93	2077,91
VANNES A OPERCULE ET VIDANGE D	2009/09	4465	200901	202612	3612,74	358,62
VANNES A OPERCULE ET VIDANGE D	2009/09	4565,8	200901	202612	3694,3	366,72
VANNES A OPERCULE ET VIDANGE D	2009/01	249774,24	200901	202612	198412,01	19695,41
COMPTEURS EAU	2009/01	651610,58	200901	202612	517616,89	51381,34
COMPTEURS EAU	2009/01	347986,53	200901	202612	276428,46	27439,73
COMPTEURS EAU	2009/01	282366,4	200901	202612	224302,1	22265,39
COMPTEURS EAU	2009/01	329791,4	200901	202612	261974,87	26004,99
COMPTEURS EAU	2009/01	304648,21	200901	202612	242001,99	24022,38
COMPTEURS EAU	2009/01	364337,73	200901	202612	289417,28	28729,06
COMPTEURS EAU	2009/01	129259,15	200901	202612	102679	10192,45
EMETTEURS RADIO-RELEVÉ	2009/07	290222,91	200901	202612	233717,48	23200,01
PLATEFORME ACCES FILTRE A CHAR	2009/11	9435	200901	202612	7671	761,46
FOURREAU DIAM 100 ALIMENTATION	2009/09	6500	200901	202612	5259,31	522,07
DEBITMETRE SORTIE RESERVOIR	2009/01	20226,7	200901	202612	16067,39	1594,93
DEBITMETRE	2009/01	55985,52	200901	202612	44472,96	4414,62
DEBITMETRE	2009/01	27970,58	200901	202612	22218,86	2205,56
DEBITMETRE	2009/01	29144,84	200901	202612	23151,65	2298,15
DEBITMETRE SORTIE RESERVOIR	2009/01	52985,66	200901	202612	42089,97	4178,07
DEBITMETRE SORTIE DE RESERVOIR	2009/01	4719,73	200901	202612	3749,19	372,16
DEBITMETRE RUE DES VALLANCHARDS	2009/01	88838,15	200901	202612	70569,95	7005,14
DEBITMETRE RUE EGIUSE	2009/01	31623,22	200901	202612	25120,39	2493,58
DEBITMETRE BD DE L OISE	2009/01	103012,52	200901	202612	81829,58	8122,83
DEBITMETRE RUE BOIS D ATON	2009/01	49319,21	200901	202612	39177,47	3888,96
DEBITMETRE RUE PETIT ALBI	2009/01	51932,88	200901	202612	41253,68	4095,06
TRANSMETTEUR TELEGESTION	2009/01	1341,74	200901	202612	1065,83	105,8
DEBITMETRE RUE HERMITAGE	2009/01	53978,27	200901	202612	42878,47	4256,34
DEBITMETRE	2009/01	7678,83	200901	202612	6099,8	605,5
DEBITMETRE BD DES MERITES	2009/07	98543,15	200901	202612	79357,13	7877,4
DEBITMETRE BD DES MERITES	2009/07	1015,76	200901	202612	817,99	81,2
TELEGESTION TELBOX	2009/07	1864,64	200901	202612	1501,6	149,06
DEBITMETRE BD CONDORCET	2009/01	37183,84	200901	202612	29537,56	2932,05
DEBITMETRE	2009/07	37505,36	200901	202612	30203,19	2998,13
DEBITMETRE RUE DEBUSSY	2009/07	44182,02			35579,93	3531,85
ETUDES CA CERGY PONTOISE	2009/01	43230			34340,42	3408,81

	Date d'investissement	Valeur	Période		Capital à fin	Redevance
	(aaaa/mm)	commerciale	contractuelle		2014	2014
			(01/2009 au 12/2026)			
<b>Investissements 2010</b>		<b>4 829 492,88</b>				<b>388 402,55</b>
<b>Déploiement radio relevé (Modules radio)</b>						
EMETTEURS RADIO-RELEVÉ	2010/12	223 042,80	200901	202612	185 908,15	17 937,86
<b>Etudes</b>						
MODELE MATHEMATIQUE NAPPE	2010/12	29 492,66	200901	202612	24 582,39	2 371,90
<b>Sécurisation de l'alimentation de l'hôpital</b>						
CANALISATION EAU DIA: 150- 199	2010/12	409 320,00	200901	202612	341 171,84	32 918,91
CANALISATION EAU DIA: 250- 349	2010/12	159 180,00	200901	202612	132 677,94	12 801,80
<b>Sécurisation de l'alimentation en eau de la CA - Opération de liaison de Pontoise à Saint Ouen et opération dite Boucle sud</b>						
CANALISATION EAU DIA: 450- 599	2010/12	2 803 094,31	200901	202612	2 336 403,93	225 434,42
<b>Renouvellement des branchements en plomb</b>						
BRANCHEMENTS EAU DIA: 15- 20 M	2010/12	1 184 232,56	200901	202612	987 068,33	95 240,03
<b>Autres</b>						
TRANSMETTEUR	2010/12	1 102,45	200901	202612	918,90	88,66
ANALYSEUR DE CHLORE	2010/06	1 292,51	200901	202612	1 059,04	102,18
DEBITMETRE	2010/12	2 415,41	200901	202612	2 013,27	194,26
TRANSMETTEUR LS42	2010/12	1 229,79	200901	202612	1 025,04	98,90
TRANSMETTEUR	2010/12	1 212,10	200901	202612	1 010,30	97,48
CARTE ETHERNET	2010/12	2 592,36	200901	202612	2 160,76	208,49
DEBITMETRE	2010/12	3 399,13	200901	202612	2 833,20	273,37
CARTE ETHERNET	2010/12	864,12	200901	202612	720,25	69,50
INTEGRATION GTC OSERAIE DEBUSS	2010/12	4 332,79	200901	202612	3 611,42	348,46
TRANSMETTEUR	2010/12	1 212,10	200901	202612	1 010,30	97,48
ANALYSEUR DE CHLORE	2010/12	1 477,79	200901	202612	1 231,75	118,85

	Date d'investissement	Valeur	Période		Capital à fin	Redevance
	(aaaa/mm)	commerciale	contractuelle		2014	2014
			(01/2009 au 12/2026)			
<b>Investissements 2011</b>		<b>1 431 190,11</b>				<b>119 226,70</b>
Renouvellement des branchements plomb	2011/07	1 227 419,23	200901	202612	1 048 040,91	102 238,22
Déploiement radio relevé (modules radio)	2011/07	152 400,00	200901	202612	130 127,86	12 694,20
Forage Montgeroult stade : ANALYSEUR CHLORE	2011/09	1 343,18	200901	202612	1 153,98	112,57
Réservoir de Courdimanche 250m³ : SONDE DE	2011/03	950,48	200901	202612	801,90	78,23
Forage de Sagy Chardronville : VANNE D ISOLEN	2011/07	2 086,59	200901	202612	1 781,65	173,80
Réservoir de Marcouville : RENFORCEMENT SYS	2011/01	2 797,67	200901	202612	2 346,62	228,92
Réservoir de Courdimanche 2500 m³ : RENFORC	2011/07	1 023,70	200901	202612	874,09	85,27
Réservoir de Boisemont 2*2 000m³ : ANALYSEUR	2011/09	1 229,81	200901	202612	1 056,58	103,07
Forages de Montgeroult : PISTE ACCES	2011/02	13 757,70	200901	202612	11 573,15	1 128,98
Intégration du réservoir de l'Oseraie dans la si	2011/08	900,50	200901	202612	771,26	75,24
Forage de Cergy 3 : MODELE MATHEMATIQUE 2f	2011/12	27 281,25	200901	202612	23 661,28	2 308,20

	Date d'investissement	Valeur	Période		Capital à fin	Redevance
	(aaaa/mm)	commerciale	contractuelle		2014	2014
			(01/2009 au 12/2026)			
<b>Investissements 2012</b>		<b>1 719 103,62</b>				<b>141 389,31</b>
BRANCHEMENTS EAU DIA: 15- 20 M	2012/07	1 439 675,11	200901	202612	1 266 958,69	118 243,20
EMETTEURS RADIO-RELEVÉ	2012/07	67 320,00	200901	202612	59 243,69	5 529,12
ANALYSEUR CHLORE	2012/09	3 484,51	200901	202612	3 089,47	288,34
EMETTEURS RADIO-RELEVÉ	2012/10	207 670,00	200901	202612	184 824,93	17 249,41
ALARME INTRUSION	2012/10	954,00	200901	202612	849,05	79,24



	Date d'investissement	Valeur	Période		Capital à fin	Redevance
	(aaaa/mm)	commerciale	contractuelle		2014	2014
			(01/2009 au 12/2026)			
<b>Investissements 2013</b>		<b>1 638 514,93</b>				<b>138 429,70</b>
BRANCHEMENTS EAU DIA: 15- 20 M	2013/07	1 163 969,98	200901	202612	1 071 231,87	98 192,97
COMPTEURS EAU	2013/07	35 051,37	200901	202612	32 258,69	2 956,95
EMETTEURS RADIO-RELEVÉ	2013/07	279 228,19	200901	202612	256 980,97	23 555,80
CANALISATION EAU DIA: 100- 149	2013/10	3 512,34	200901	202612	3 274,48	300,15
PARTICIPATION CYO	2013/10	18 099,00	200901	202612	16 873,30	1 546,67
PARTICIPATION CYO	2013/10	19 252,01	200901	202612	17 948,23	1 645,20
PARTICIPATION CYO	2013/10	15 874,00	200901	202612	14 798,99	1 356,53
PARTICIPATION CYO	2013/10	16 801,81	200901	202612	15 663,96	1 435,82
COMPTEUR EQUIPE DN20	2013/10	557,93	200901	202612	520,15	47,68
CLAPET DN20	2013/10	45,41	200901	202612	42,33	3,88
ROBINET ARRET DN20	2013/10	90,83	200901	202612	84,68	7,76
HYDRAULIQUE	2013/10	378,44	200901	202612	352,81	32,34
TELEGESTION	2013/10	1 733,34	200901	202612	1 615,96	148,12
REGARD AVEC TAMPON FONTE	2013/10	2 232,00	200901	202612	2 080,85	190,74
ECHELLE DE DESCENTE	2013/10	536,31	200901	202612	499,99	45,83
COMPTEUR EQUIPE DN20	2013/10	557,93	200901	202612	520,15	47,68
CLAPET DN20	2013/10	45,41	200901	202612	42,33	3,88
ROBINET ARRET DN20	2013/10	90,83	200901	202612	84,68	7,76
HYDRAULIQUE	2013/10	378,44	200901	202612	352,81	32,34
TELEGESTION	2013/10	1 733,34	200901	202612	1 615,96	148,12
REGARD AVEC TAMPON FONTE	2013/10	2 231,04	200901	202612	2 079,95	190,66
ECHELLE DE DESCENTE	2013/10	536,31	200901	202612	499,99	45,83
CANALISATION EAU DIA: 150- 199	2013/11	31 078,67	200901	202612	29 101,13	2 667,51
TAMPON FONTE	2013/11	2 000,00	200901	202612	1 872,74	171,66
ECHELLE DE DESCENTE	2013/11	2 000,00	200901	202612	1 872,74	171,66
GENIE CIVIL	2013/11	20 000,00	200901	202612	18 727,40	1 716,62
MANCHETTE DEBITMETRE DN 100	2013/11	2 000,00	200901	202612	1 872,74	171,66
COFFRET DEPORTE DEBITMETRE	2013/11	1 000,00	200901	202612	936,37	85,83
TELEGESTION	2013/11	1 500,00	200901	202612	1 404,55	128,75
STABILISATEUR DE PRESSION DN80	2013/11	2 500,00	200901	202612	2 340,92	214,58
VENTOUSE AUTOMATIQUE DN 100	2013/11	1 000,00	200901	202612	936,37	85,83
VANNES DN60	2013/11	1 000,00	200901	202612	936,37	85,83
VANNE DN80	2013/11	1 500,00	200901	202612	1 404,55	128,75
HYDRAULIQUE	2013/11	8 000,00	200901	202612	7 490,96	686,65
VANNE DN 100	2013/11	2 000,00	200901	202612	1 872,74	171,66

	Date d'investissement	Valeur	Période		Capital à fin	Redevance
	(aaaa/mm)	commerciale	contractuelle		2014	2014
			(01/2009 au 12/2026)			
<b>Investissements 2014</b>		<b>355 564,51</b>				<b>24 792,29</b>
BRANCHEMENTS EAU DIA: 15- 20	2014/12	13 441,97	200901	202612	13 372,18	99,56
EMETTEURS RADIO-RELEVÉ	2014/07	96 798,69	200901	202612	93 887,80	4 181,01
VENTILATION ANTI POLLUTION BAC	2014/01	2 723,12	200901	202612	2 565,90	227,68
DEBITMETRE POMPE RECIRCULATION	2014/01	2 727,84	200901	202612	2 570,35	228,08
PORTE CONdamnATION ECHELLE CRI	2014/01	1 443,99	200901	202612	1 360,62	120,73
70 REGARDS MAURECOURT	2014/01	95 508,00	200901	202612	89 993,95	7 985,50
90 REGARDS NEUVILLE SUR OISE	2014/01	142 920,90	200901	202612	134 669,51	11 949,73
						<b>1 474 799,68</b>

→ **Programme contractuel de renouvellement**

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière «Les modalités d'établissement du CARE».

→ **Dépenses relevant d'une garantie pour continuité du service :**

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service.

<b>Nature des biens</b>	<b>2014</b>
Compteurs (€)	224 767,03

→ **Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :**

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatives à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

CYO (Communauté d' Agglomération de CERGY-PONTOISE)						
CONTRAT YO011						
FONDS DE RENOUVELLEMENT						
(PERIODE 01/01/2009 au 31/12/2026)						
D0=	1400100,00	jusqu'au 30/06/2013				
D0=	1454507,00	à partir du 01/07/2013 (avenant N°3)				
DATE	LIBELLES	INDICE K	Subventions et Remboursements	Dotation	Utilisation	Solde (+ si créditeur - si débiteur)
	Report solde année précédente (au 31/12/2008 - So)					-
avr-09	Coefficient K d'Actualisation (Rémunération du Délégué)	1,045573				
avr-09	Dotation 2009			1 463 906,76		1 463 906,76
déc-09	Renouvellement Matériel Electromécanique et Hydraulique				1 262 375,89	201 530,87
déc-09	Renouvellements Branchements				77 400,00	124 130,87
déc-09	Renouvellement Autres (Génie Civil)				-	124 130,87
déc-09	Subvention et/ou Remboursement perçus		-		-	124 130,87
	Solde au 31/12/2009					124 130,87
	Report solde année précédente					124 130,87
avr-10	Coefficient K d'Actualisation (Rémunération du Délégué)	1,047963				
avr-10	Dotation 2010			1 467 253,00		1 591 383,86
déc-10	Renouvellement Matériel Electromécanique et Hydraulique				1 429 878,10	161 505,76
déc-10	Renouvellements Branchements				-	161 505,76
déc-10	Renouvellement Autres (Génie Civil)				-	161 505,76
déc-10	Subvention et/ou Remboursement perçus				-	161 505,76
	Solde au 31/12/2010					161 505,76
	Report solde année précédente					161 505,76
avr-11	Coefficient K d'Actualisation (Rémunération du Délégué)	1,093252				
avr-11	Dotation 2011			1 530 662,13		1 692 167,89
déc-11	Renouvellement Matériel Electromécanique et Hydraulique				1 241 627,46	450 540,43
déc-11	Renouvellements Branchements				-	450 540,43
déc-11	Renouvellement Autres (Génie Civil)				-	450 540,43
déc-11	Subvention et/ou Remboursement perçus				-	450 540,43
	Solde au 31/12/2011					450 540,43
	Report solde année précédente					450 540,43
avr-12	Coefficient K d'Actualisation (Rémunération du Délégué)	1,127802				
avr-12	Dotation 2012			1 579 035,58		2 029 576,01
déc-12	Renouvellement Matériel Electromécanique et Hydraulique				1 335 270,88	694 305,13
déc-12	Renouvellements Branchements				-	694 305,13
déc-12	Renouvellement Autres (Génie Civil)				-	694 305,13
déc-12	Subvention et/ou Remboursement perçus				-	694 305,13
	Solde au 31/12/2012					694 305,13
	Report solde année précédente					694 305,13
avr-13	Coefficient K d'Actualisation (Rémunération du Délégué)	1,142919				
avr-13	Dotation 2013 (période 1 semestre 2013 contrat initial)			800 100,45		1 494 405,57
juil-13	Dotation 2013 (période 2 semestre 2013 avenant 3)			831 191,84		2 325 597,42
déc-13	Renouvellement Matériel Electromécanique et Hydraulique				1 517 629,04	807 968,38
déc-13	Renouvellements Branchements				-	807 968,38
déc-13	Renouvellement Autres (Génie Civil)				-	807 968,38
déc-13	Subvention et/ou Remboursement perçus				-	807 968,38
	Solde au 31/12/2013					807 968,38
	Report solde année précédente					807 968,38
avr-14	K (Dotation annuelle pour le compte de renouvellement)	1,145257				807 968,38
juil-14	Dotation 2014 avenant N°3			1 665 784,32		2 473 752,70
déc-14	Renouvellement Matériel Electromécanique et Hydraulique				1 947 527,83	526 224,87
déc-14	Renouvellements Branchements				-	526 224,87
déc-14	Renouvellement Autres (Génie Civil)				-	526 224,87
déc-14	Subvention et/ou Remboursement perçus				-	526 224,87
	Solde au 31/12/2014					526 224,87

→ *Le renouvellement réalisé sur les installations en 2014*

Libellé installation	Date de réalisation	Commentaires
RESERVOIR COURDIMANCHE 2500M3	Janvier	RENOUVELLEMENT ONDULEUR
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Janvier	RENOUVELLEMENT POMPE DE RECIRCULATION ECHANGEUR D'IONS
USINE DE SURPRESSION DE JOUY LE MOUTIER RUE D'ECANCOURT	Janvier	RENOUVELLEMENT VARIATEUR N°1
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Février	RENOUVELLEMENT POMPE DE RÉGÉNÉRATION N°2
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Janvier	RENOUVELLEMENT ANALYSEUR NITRATES
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE D'OSNY RUE HENRI LECHAUGUETTE	Décembre	RENOUVELLEMENT BARRIÈRE GARDE CORPS
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE D'OSNY RUE HENRI LECHAUGUETTE	Mars	RENOUVELLEMENT HYDROÉJECTEUR+
VANNE MOTORISÉE DE SAINT OUEN L'AUMONE PLACE CARNOT	Juin	RENOUVELLEMENT ECHELLE DE DESCENTE
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Décembre	RÉNOVATION ÉCHANGEUSE D'IONS
RÉSERVOIR D'OSNY MARCOUVILLE 3000 M3	Juin	RENOUVELLEMENT CLAPET REFOULEMENT
RÉSERVOIR DE PONTOISE RUE CLAUDE DEBUSSY	Mai	RENOUVELLEMENT DÉSHUMIDIFICATEUR
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Mai	RENOUVELLEMENT DISJONCTEUR POMPE DE REPRISE 2
USINE DE SURPRESSION DE JOUY LE MOUTIER RUE D'ECANCOURT	Juillet	REMPLACEMENT VARIATEUR N°2
RÉSERVOIR D'OSNY MARCOUVILLE 3000 M3	2014	RENOVATION PARTIELLE DE LA CLOTURE
RÉSERVOIR D'OSNY MARCOUVILLE 3000 M3	Décembre	RÉNOVATION VIDANGE
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Décembre	RÉNOVATION POMPE DE REPRISE 2
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Août	RENOUVELLEMENT BY-PASS AUTO- ÉCHANGEUR
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MONTGEROULT RUE DE LA VALLÉE MILLET	Décembre	RENOUVELLEMENT ANTI-BÉLIER
RÉSERVOIR D'OSNY LE PIGEONNIER	Décembre	RENOUVELLEMENT HYDRAULIQUE VIDANGE TROP-PLEIN

RÉSERVOIR D'OSNY MARCOUVILLE 3000 M3	Décembre	RÉNOVATION POMPE 360 M3/H
SECTORISATION DE CERGY DÉBITMÈTRE RUE DU PETIT ALBI	Septembre	RENOUVELLEMENT TELEGESTION DÉBITMÈTRE
FORAGE DE CONDECOURT	Décembre	RENOUVELLEMENT ANTI-BÉLIER
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Décembre	RENOUVELLEMENT CONDUCTIMÈTRE
FORAGE DE SAGY CHARDRONVILLE	Décembre	RENOUVELLEMENT ANTI-BÉLIER
RÉSERVOIR D'OSNY MARCOUVILLE 3000 M3	Décembre	RENOUVELLEMENT POMPE 2 DE 180M3/H
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MENU COURT	Décembre	RENOUVELLEMENT TRANSMETTEUR TÉLÉGESTION
FORAGE DE SAGY CHARDRONVILLE	Décembre	RENOUVELLEMENT TÉLÉGESTION
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE D'OSNY RUE HENRI LECHAUGUETTE	Décembre	RENOUVELLEMENT VENTILATION BÂCHES
USINE DE SURPRESSION DE PONTOISE LES LARRIS	Décembre	RENOUVELLEMENT CELLULES HT
RÉSERVOIR DE BOISEMONT HAUT	Octobre	SECURISATION ECHELLE EXTÉRIEURE
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE D'OSNY RUE HENRI LECHAUGUETTE	Novembre	RENOUVELLEMENT PANNEAU INVERSION CHLORE
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE D'OSNY RUE HENRI LECHAUGUETTE	Décembre	REVISION POMPE DE REPRISE N°1
USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE MONTGEROULT VALLÉE MILLET	Décembre	RENOUVELLEMENT HYDRAULIQUE REFOULEMENT
RÉSERVOIR DE BOISEMONT 75 M3	Décembre	RENOUVELLEMENT ÉCHELLE INTERIEURE

→ *Le renouvellement réalisé sur le réseau en 2014*

Commune	Description	Diamètre (mm)	Linéaire (ml)	Linéaire équivalent 100 mm (ml)
St Ouen l'Aumone	Rue du Parc	60	330	274
St Ouen l'Aumone	Rue de Liesse	200	280	403
St Ouen l'Aumone	Rue de Liesse	100	180	180
Pontoise	Rue Pierre Butin	200	170	245
Pontoise	Rue Alexandre Prachay	100	240	240
Pontoise	Rue Jean-Paul Soutumier	200	400	576
Pontoise	Rue Adrien Lemoine	150	232	283
Pontoise	Rue St Martin	200	12	17
Pontoise	Rue de Rouen	200	405	583
Pontoise	Avenue du G <sup>al</sup> Delarue	100	155	155
Osny	Rue de Cergy	150	238	290
Eragny	Chemin du Bois Doré	63	64	53
Jouy-Le-Moutier	Rue de la Palestre	63	105	87
Cergy	Chemin des Patis	50	40	33
<b>Total</b>			<b>2 851</b>	<b>3 419</b>

## 5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter sommairement les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre CYO, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, CYO pourra détailler ces éléments.

### Le personnel

Pour application à l'échéance du contrat de délégation des dispositions de l'article L1224-1 du Code du Travail, aujourd'hui en vigueur ou de tout autre article qui lui serait substitué, il est précisé que l'exploitation du contrat est portée par 42 Equivalents Temps Plein (ETP) répartis sur les métiers suivants :

Réf	Poste de travail	Nombre d'agents	Taux moyen d'affectation à la société CYO	ETP du contrat
1	Direction	3	0,1	0,4
2	Encadrement	3	0,5	1,4
3	Chef de service / agent de maîtrise	6	0,6	3,5
4	Techniciens administratif	9	0,5	4,2
5	Agents / Techniciens d'usine	9	0,7	6,6
6	Agents / Techniciens réseau	19	0,7	12,8
7	Chargés de clientèle	6	0,8	4,8
8	Opérateurs de relève / Plombier	9	0,9	7,7

**Sous-total 1 41,4**

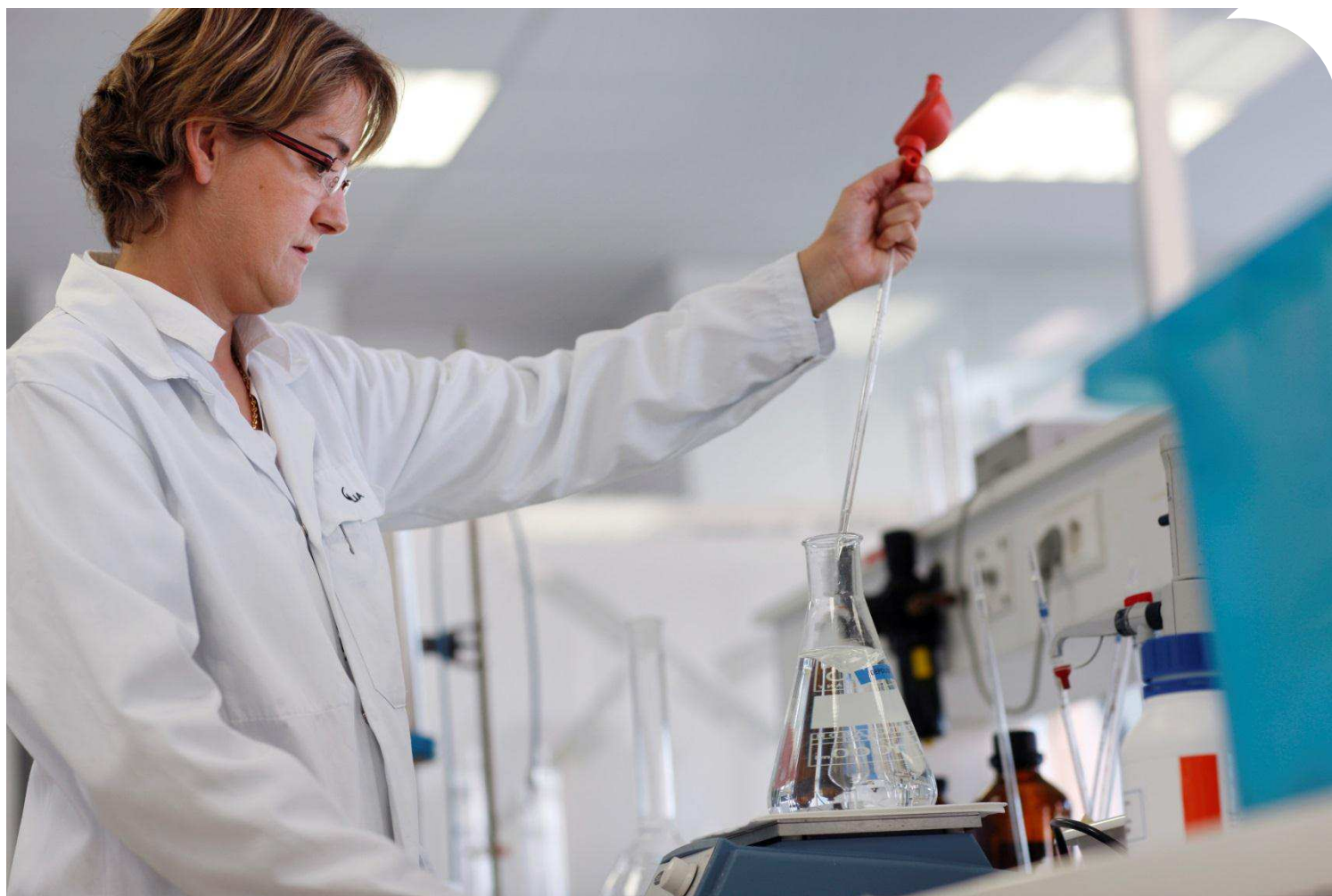
	Participation astreinte			
10	Agents de maîtrise	1	0,1	0,1
11	Agents / Techniciens réseau et travaux	7	0,1	0,7

**Sous-total 2 0,8**

**Effectif de CYO 42,2**



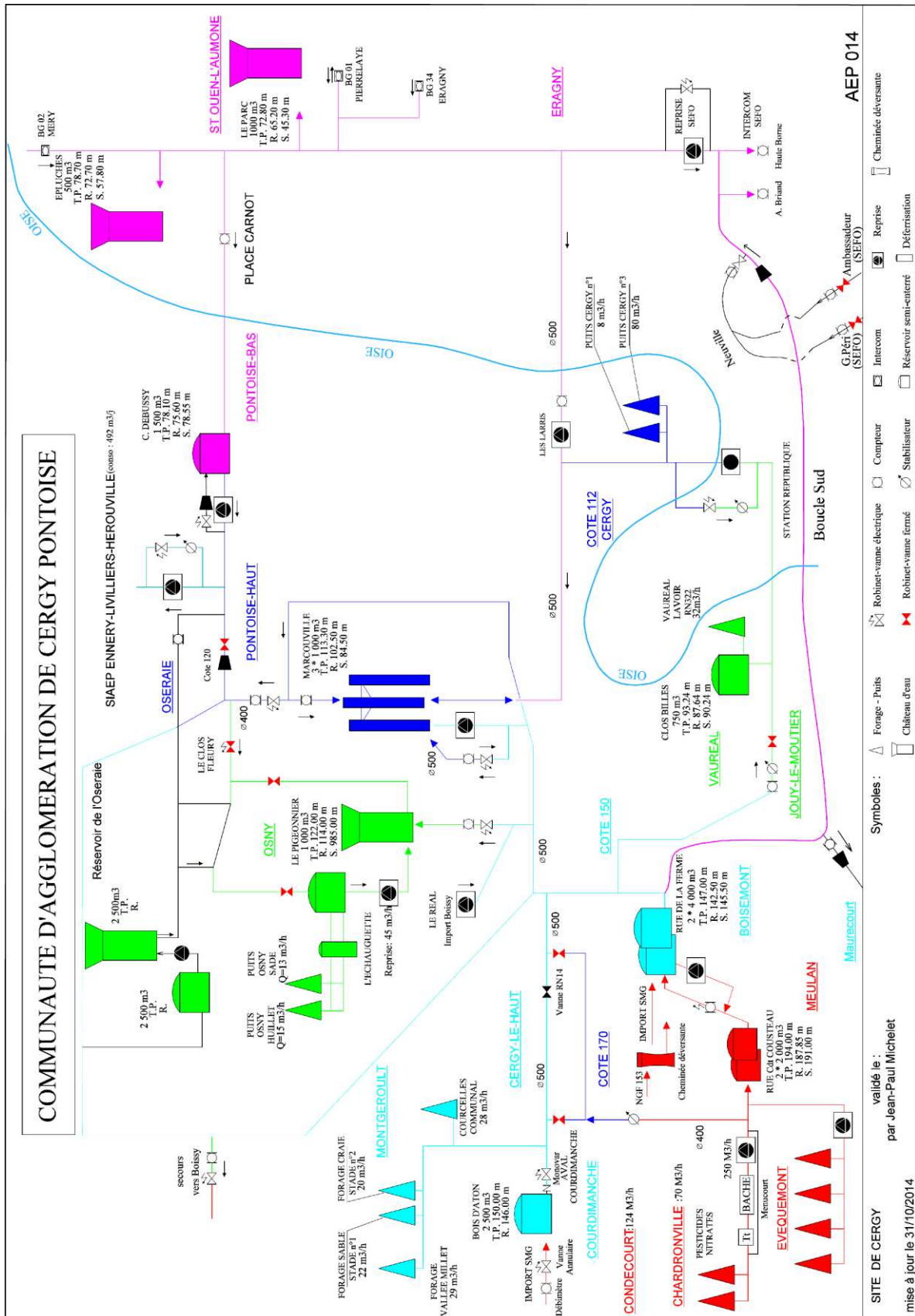




# 6.

## ANNEXES

## 6.1. Le synoptique du réseau







## 6.2. Le contrôle de l'eau

### → Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau.

Unité de production - CHLORATION CAPTAGE VAUREAL						
Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0	0,20	2	10	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	0,40	2	10	n/ml	
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	10	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	10	n/100ml	<=0
Entérocoques fécaux	0		0	10	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	0,70	7	10	n/ml	
Chlore total	0,33	0,41	0,51	13	mg/l	
Chlore libre	0,3	0,37	0,48	13	mg/l	
Unité de production - CHLORATION DE COURDIMANCHE						
Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	10	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	1,10	9	10	n/ml	
E.Coli /100ml	0		0	10	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	2,20	18	10	n/ml	
Entérocoques fécaux	0		0	10	n/100ml	<=0
Chlore total	0,25	0,48	0,65	14	mg/l	
Chlore libre	0,22	0,45	0,6	14	mg/l	
Unité de production - MEL. ADDUCTIONS VIOSNE / SAN						
Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
Cymoxanyl	0		0	2	µg/l	<=0,1
Métolachlore	0		0	2	µg/l	<=0,1
S-Métolachlore	0		0	2	µg/l	<=0,1
Acétochlore	0		0	2	µg/l	<=0,1
2,4-MCPA	0		0	2	µg/l	<=0,1
Mécoprop	0		0	2	µg/l	<=0,1
2,4-D	0		0	2	µg/l	<=0,1
Carbendazime	0		0	2	µg/l	<=0,1
Carbétamide	0		0	2	µg/l	<=0,1
Manganèse total	1,3	2,25	3,2	2	µg/l	<=50
Fer total	14	73,14	210	7	µg/l	<=200
Bact Revivifiables à 36°C	0	0,50	3	14	n/ml	

44h						
Bactéries Coliformes	0		0	14	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	14	n/100ml	<=0
Entérocoques fécaux	0		0	14	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	2,93	38	14	n/ml	
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	9	n/100ml	<=0
Déséthylterbuméton	0		0	2	µg/l	<=0,1
Hydroxyterbuthylazine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuthylazine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Déisopropylatrazine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Déséthylatrazine	0	0,01	0,011	2	µg/l	<=0,1
Atrazine-2-hydroxy	0		0	2	µg/l	<=0,1
Atrazine déséthyl déisopropyl	0		0	2	µg/l	<=0,1
Pentachlorophénol	0		0	2	µg/l	<=0,1
Dicamba	0		0	2	µg/l	<=0,1
Dinoterbe	0		0	2	µg/l	<=0,1
Imazabéthabenz	0		0	2	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxide	0		0	2	µg/l	<=0,03
DDE-4-4'	0		0	2	µg/l	<=0,1
DDE-2,4'	0		0	2	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde trans	0		0	2	µg/l	<=0,03
Heptachlore époxyde cis	0		0	2	µg/l	<=0,03
DDD-2-4'	0		0	2	µg/l	<=0,1
DDT-2,4'	0		0	2	µg/l	<=0,1
Heptachlore	0		0	2	µg/l	<=0,03
Aldrine	0		0	2	µg/l	<=0,03
DDD-4-4'	0		0	2	µg/l	<=0,1
DDT-4,4'	0		0	2	µg/l	<=0,1
Dieldrine	0		0	2	µg/l	<=0,03
Oxadiazon	0		0	2	µg/l	<=0,1
Dichlorvos	0		0	2	µg/l	<=0,1
Chloropyriphos éthyl	0		0	2	µg/l	<=0,1
Chlorothalonil	0		0	2	µg/l	<=0,1
Diflufénicanil	0		0	2	µg/l	<=0,1
Fluthiamide	0		0	2	µg/l	<=0,1
Fluazinam	0		0	2	µg/l	<=0,1
Fenpropidin	0		0	2	µg/l	<=0,1
Prochloraze	0		0	2	µg/l	<=0,1
Pyriméthanile	0		0	2	µg/l	<=0,1
Bénalaxyl	0		0	2	µg/l	<=0,1
Dichlorobenzamide-2,6	0		0	2	µg/l	<=0,1
Bromacil	0		0	2	µg/l	<=0,1
Ethofumésate	0		0	2	µg/l	<=0,1
Metaldéhyde	0		0	2	µg/l	<=0,1
Aclonifène	0		0	2	µg/l	<=0,1
Dicofol	0		0	2	µg/l	<=0,1

Quinmerac	0		0	2	µg/l	<=0,1
Propanil	0		0	2	µg/l	<=0,1
Anthraquinone	0		0	2	µg/l	<=0,1
Glyphosate	0		0	2	µg/l	<=0,1
Métazachlore	0		0	2	µg/l	<=0,1
Norflurazon	0		0	2	µg/l	<=0,1
Oxadixyl	0		0	2	µg/l	<=0,1
Prosulfocarbe	0		0	2	µg/l	<=0,1
Lenacile	0		0	2	µg/l	<=0,1
Quinoxifène	0		0	2	µg/l	<=0,1
Sulcotrione	0		0	2	µg/l	<=0,1
Azoxystrobine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Bifenox	0		0	2	µg/l	<=0,1
Chloridazone	0		0	2	µg/l	<=0,1
Clopyralid	0		0	2	µg/l	<=0,1
Métalaxyle	0		0	2	µg/l	<=0,1
Pesticides totaux	0	0,01	0,011	2	µg/l	<=0,5
Cyprodinil	0		0	2	µg/l	<=0,1
AMPA, ac.aminométhylphosphonic	0		0	2	µg/l	<=0,1
Cyperméthrine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Chlore total	0,05	0,35	0,69	20	mg/l	
Chlore libre	0	0,31	0,66	20	mg/l	
Simazine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Métribuzine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Atrazine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Bentazone	0		0	2	µg/l	<=0,1
Métamitron	0		0	2	µg/l	<=0,1
Total Atrazine et Métabolites	0,011	0,01	0,011	1	µg/l	<=0,5
Terbutryne	0		0	2	µg/l	<=0,1
Pendiméthaline	0		0	2	µg/l	<=0,1
Terbuconazole	0		0	2	µg/l	<=0,1
Epoxyconazole	0		0	2	µg/l	<=0,1
Cyproconazole	0		0	2	µg/l	<=0,1
Flazasulfuron	0		0	2	µg/l	<=0,1
Tribenuron-méthyle	0		0	2	µg/l	<=0,1
Ethidimuron	0		0	2	µg/l	<=0,1
Metsulfuron méthyl	0		0	2	µg/l	<=0,1
Linuron	0		0	2	µg/l	<=0,1
Chlortoluron	0		0	2	µg/l	<=0,1
Isoproturon	0		0	2	µg/l	<=0,1
Diuron	0		0	2	µg/l	<=0,1
<b>Unité de production - Usine de traitement Sagy-Condec</b>						
Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
Acétochlore	0		0	3	µg/l	<=0,1
Métolachlore	0		0	3	µg/l	<=0,1

S-Métolachlore	0		0	3	µg/l	<=0,1
Cymoxanil	0		0	3	µg/l	<=0,1
Mécoprop	0		0	3	µg/l	<=0,1
2,4-MCPA	0		0	3	µg/l	<=0,1
2,4-D	0		0	3	µg/l	<=0,1
Carbétamide	0		0	3	µg/l	<=0,1
Carbendazime	0		0	3	µg/l	<=0,1
Manganèse total	0	0,07	0,12	5	µg/l	<=50
Fer total	3	7,20	13	5	µg/l	<=200
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	0,25	1	12	n/ml	
Entérocoques fécaux	0		0	12	n/100ml	<=0
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	12	n/100ml	<=0
Bactéries Coliformes	0		0	12	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	0,25	1	12	n/ml	
E.Coli /100ml	0		0	12	n/100ml	<=0
Déséthylterbuméton	0		0	3	µg/l	<=0,1
Hydroxyterbuthylazine	0		0	3	µg/l	<=0,1
Déséthylatrazine	0	0,00	0,008	13	µg/l	<=0,1
Déisopropylatrazine	0		0	13	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuthylazine	0		0	3	µg/l	<=0,1
Atrazine déséthyl déisopropyl	0		0	3	µg/l	<=0,1
Atrazine-2-hydroxy	0		0	3	µg/l	<=0,1
Dinoterbe	0		0	3	µg/l	<=0,1
Pentachlorophénol	0		0	3	µg/l	<=0,1
Imazabéthabenz	0		0	3	µg/l	<=0,1
Dicamba	0		0	3	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde trans	0		0	3	µg/l	<=0,03
Aldrine	0		0	3	µg/l	<=0,03
DDD-2-4'	0		0	3	µg/l	<=0,1
DDT-2,4'	0		0	3	µg/l	<=0,1
Oxadiazon	0		0	3	µg/l	<=0,1
DDE-2,4'	0		0	3	µg/l	<=0,1
DDD-4-4'	0		0	3	µg/l	<=0,1
Somme DDT, DDD, DDE	0		0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxide	0		0	3	µg/l	<=0,03
Heptachlore époxyde cis	0		0	3	µg/l	<=0,03
DDE-4-4'	0		0	3	µg/l	<=0,1
DDT-4,4'	0		0	3	µg/l	<=0,1
Dieldrine	0		0	3	µg/l	<=0,03
Heptachlore	0		0	3	µg/l	<=0,03
Dichlorvos	0		0	3	µg/l	<=0,1
Chloropyriphos éthyl	0		0	3	µg/l	<=0,1
Chlorothalonil	0		0	3	µg/l	<=0,1
Diflufénicanil	0		0	3	µg/l	<=0,1
Fluthiamide	0		0	3	µg/l	<=0,1



Fluazinam	0		0	3	µg/l	<=0,1
Fenpropidin	0		0	3	µg/l	<=0,1
Prochloraze	0		0	3	µg/l	<=0,1
Pyriméthanile	0		0	3	µg/l	<=0,1
Bénalaxyl	0		0	3	µg/l	<=0,1
Dichlorobenzamide-2,6	0		0	3	µg/l	<=0,1
Bromacil	0		0	3	µg/l	<=0,1
Ethofumésate	0		0	3	µg/l	<=0,1
Metaldéhyde	0		0	3	µg/l	<=0,1
Propanil	0		0	3	µg/l	<=0,1
Aclonifène	0		0	3	µg/l	<=0,1
Dicofol	0		0	3	µg/l	<=0,1
Quinmerac	0		0	3	µg/l	<=0,1
Anthraquinone	0		0	3	µg/l	<=0,1
Glyphosate	0		0	3	µg/l	<=0,1
Métazachlore	0		0	3	µg/l	<=0,1
Norflurazon	0		0	3	µg/l	<=0,1
Oxadixyl	0		0	3	µg/l	<=0,1
Prosulfocarbe	0		0	3	µg/l	<=0,1
Lenacile	0		0	3	µg/l	<=0,1
Quinoxifen	0		0	3	µg/l	<=0,1
Sulcotrione	0		0	3	µg/l	<=0,1
AMPA, ac.aminométhylphosphonic	0		0	3	µg/l	<=0,1
Azoxystrobine	0		0	3	µg/l	<=0,1
Bifenox	0		0	3	µg/l	<=0,1
Chloridazone	0		0	3	µg/l	<=0,1
Clopyralid	0		0	3	µg/l	<=0,1
Métalaxyle	0		0	3	µg/l	<=0,1
Pesticides totaux	0	0,00	0,008	13	µg/l	<=0,5
Cyprodinil	0		0	3	µg/l	<=0,1
Cyperméthrine	0		0	3	µg/l	<=0,1
Chlore total	0,39	0,52	0,69	26	mg/l	
Chlore libre	0,34	0,48	0,58	26	mg/l	
Simazine	0		0	13	µg/l	<=0,1
Métribuzine	0		0	3	µg/l	<=0,1
Atrazine	0		0	13	µg/l	<=0,1
Terbutryne	0		0	3	µg/l	<=0,1
Métamitron	0		0	3	µg/l	<=0,1
Total Atrazine et Métabolites	0,007	0,01	0,007	1	µg/l	<=0,5
Bentazone	0		0	3	µg/l	<=0,1
Pendiméthaline	0		0	3	µg/l	<=0,1
Terbuconazole	0		0	3	µg/l	<=0,1
Epoxyconazole	0		0	3	µg/l	<=0,1
Cyproconazole	0		0	3	µg/l	<=0,1
Flazasulfuron	0		0	3	µg/l	<=0,1
Ethidimuron	0		0	3	µg/l	<=0,1



Metsulfuron méthyl	0		0	3	µg/l	<=0,1
Linuron	0		0	3	µg/l	<=0,1
Diuron	0		0	3	µg/l	<=0,1
Chlortoluron	0		0	3	µg/l	<=0,1
Isoproturon	0		0	3	µg/l	<=0,1
Tribenuron-méthyle	0		0	3	µg/l	<=0,1

#### Unité de production - Forages de Cergy

Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
S-Métolachlore	0		0	2	µg/l	<=0,1
Cymoxanil	0		0	2	µg/l	<=0,1
Acétochlore	0		0	2	µg/l	<=0,1
Métolachlore	0		0	2	µg/l	<=0,1
2,4-MCPA	0		0	2	µg/l	<=0,1
Mécoprop	0		0	2	µg/l	<=0,1
2,4-D	0		0	2	µg/l	<=0,1
Carbétamide	0		0	2	µg/l	<=0,1
Carbendazime	0		0	2	µg/l	<=0,1
Fer total	2	2,50	3	2	µg/l	<=200
Manganèse total	3,6	6,80	10	2	µg/l	<=50
Bactéries Coliformes	0		0	11	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	3,00	32	11	n/ml	
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	6	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	11	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	0,18	2	11	n/ml	
Entérocoques fécaux	0		0	11	n/100ml	<=0
Déisopropylatrazine	0		0	3	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuméton	0		0	2	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuthylazine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Hydroxyterbuthylazine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Atrazine-2-hydroxy	0	0,00	0,007	2	µg/l	<=0,1
Atrazine déséthyl déisopropyl	0		0	2	µg/l	<=0,1
Déséthylatrazine	0	0,01	0,024	3	µg/l	<=0,1
Pentachlorophénol	0		0	2	µg/l	<=0,1
Imazabéthabenz	0		0	2	µg/l	<=0,1
Dicamba	0		0	2	µg/l	<=0,1
Dinoterbe	0		0	2	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde trans	0		0	2	µg/l	<=0,03
Aldrine	0		0	2	µg/l	<=0,03
DDD-2-4'	0		0	2	µg/l	<=0,1
DDT-2,4'	0		0	2	µg/l	<=0,1
Oxadiazon	0		0	2	µg/l	<=0,1
DDE-2,4'	0		0	2	µg/l	<=0,1
DDD-4-4'	0		0	2	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxide	0		0	2	µg/l	<=0,03

Heptachlore époxyde cis	0		0	2	µg/l	<=0,03
DDE-4-4'	0		0	2	µg/l	<=0,1
DDT-4,4'	0		0	2	µg/l	<=0,1
Dieldrine	0		0	2	µg/l	<=0,03
Heptachlore	0		0	2	µg/l	<=0,03
Dichlorvos	0		0	2	µg/l	<=0,1
Chloropyriphos éthyl	0		0	2	µg/l	<=0,1
Chlorothalonil	0		0	2	µg/l	<=0,1
Diflufénicanil	0		0	2	µg/l	<=0,1
Fluthiamide	0		0	2	µg/l	<=0,1
Fluazinam	0		0	2	µg/l	<=0,1
Fenpropidin	0		0	2	µg/l	<=0,1
Prochloraze	0		0	2	µg/l	<=0,1
Pyriméthanile	0		0	2	µg/l	<=0,1
Bénalaxyl	0		0	2	µg/l	<=0,1
Dichlorobenzamide-2,6	0	0,01	0,015	2	µg/l	<=0,1
Bromacil	0		0	2	µg/l	<=0,1
Ethofumésate	0		0	2	µg/l	<=0,1
Metaldéhyde	0		0	2	µg/l	<=0,1
Propanil	0		0	2	µg/l	<=0,1
Aclonifène	0		0	2	µg/l	<=0,1
Dicofol	0		0	2	µg/l	<=0,1
Quinmerac	0		0	2	µg/l	<=0,1
Anthraquinone	0		0	2	µg/l	<=0,1
Glyphosate	0		0	2	µg/l	<=0,1
Métazachlore	0	0,01	0,022	2	µg/l	<=0,1
Norflurazon	0		0	2	µg/l	<=0,1
Oxadixyl	0,028	0,05	0,099	3	µg/l	<=0,1
Prosulfocarbe	0		0	2	µg/l	<=0,1
Lenacile	0		0	2	µg/l	<=0,1
Quinoxyfen	0		0	2	µg/l	<=0,1
Sulcotrione	0		0	2	µg/l	<=0,1
AMPA, ac.aminométhylphosphonic	0		0	2	µg/l	<=0,1
Azoxystrobine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Bifenox	0		0	2	µg/l	<=0,1
Chloridazone	0		0	2	µg/l	<=0,1
Clopyralid	0		0	2	µg/l	<=0,1
Métalaxyle	0		0	2	µg/l	<=0,1
Pesticides totaux	0	0,07	0,174	4	µg/l	<=0,5
Cyprodinil	0		0	2	µg/l	<=0,1
Cyperméthrine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Chlore total	0,08	0,25	0,5	13	mg/l	
Chlore libre	0	0,19	0,46	13	mg/l	
Simazine	0		0	3	µg/l	<=0,1
Métribuzine	0		0	2	µg/l	<=0,1
Atrazine	0	0,00	0,014	3	µg/l	<=0,1
Bentazone	0		0	2	µg/l	<=0,1

Métamitron	0		0	2	µg/l	<=0,1
Total Atrazine et Métabolites	0,038	0,04	0,038	1	µg/l	<=0,5
Terbutryne	0		0	2	µg/l	<=0,1
Pendiméthaline	0		0	2	µg/l	<=0,1
Terbuconazole	0		0	2	µg/l	<=0,1
Cyproconazole	0		0	2	µg/l	<=0,1
Epoxyconazole	0		0	2	µg/l	<=0,1
Flazasulfuron	0		0	2	µg/l	<=0,1
Tribenuron-méthyle	0		0	2	µg/l	<=0,1
Ethidimuron	0	0,01	0,022	2	µg/l	<=0,1
Metsulfuron méthyl	0		0	2	µg/l	<=0,1
Linuron	0		0	2	µg/l	<=0,1
Chlortoluron	0		0	2	µg/l	<=0,1
Isoproturon	0		0	2	µg/l	<=0,1
Diuron	0		0	2	µg/l	<=0,1

#### Unité de production - DEFERRISATION D'OSNY

Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
S-Métolachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cymoxanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Acétochlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métolachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
2,4-MCPA	0		0	1	µg/l	<=0,1
Mécoprop	0		0	1	µg/l	<=0,1
2,4-D	0		0	1	µg/l	<=0,1
Carbendazime	0		0	1	µg/l	<=0,1
Carbétamide	0		0	1	µg/l	<=0,1
Manganèse total	17	17,00	17	1	µg/l	<=50
Fer total	20	69,20	200	5	µg/l	<=200
Bactéries Coliformes	0		0	13	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	0,15	1	13	n/ml	
Bact et spores sulfite-rédu	0		0	13	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	13	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	0,69	7	13	n/ml	
Entérocoques fécaux	0		0	13	n/100ml	<=0
Déisopropylatrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuméton	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuthylazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Hydroxyterbuthylazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine-2-hydroxy	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine déséthyl déisopropyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylatrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pentachlorophénol	0		0	1	µg/l	<=0,1
Imazabéthabenz	0		0	1	µg/l	<=0,1

Dicamba	0	0	1	µg/l	<=0,1
Dinoterbe	0	0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde trans	0	0	1	µg/l	<=0,03
Aldrine	0	0	1	µg/l	<=0,03
DDD-2-4'	0	0	1	µg/l	<=0,1
DDT-2,4'	0	0	1	µg/l	<=0,1
Oxadiazon	0	0	1	µg/l	<=0,1
DDE-2,4'	0	0	1	µg/l	<=0,1
DDD-4-4'	0	0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde	0	0	1	µg/l	<=0,03
Heptachlore époxyde cis	0	0	1	µg/l	<=0,03
DDE-4-4'	0	0	1	µg/l	<=0,1
DDT-4,4'	0	0	1	µg/l	<=0,1
Dieldrine	0	0	1	µg/l	<=0,03
Heptachlore	0	0	1	µg/l	<=0,03
Dichlorvos	0	0	1	µg/l	<=0,1
Chloropyriphos éthyl	0	0	1	µg/l	<=0,1
Chlorothalonil	0	0	1	µg/l	<=0,1
Diflufénicanil	0	0	1	µg/l	<=0,1
Fenpropidin	0	0	1	µg/l	<=0,1
Fluthiamide	0	0	1	µg/l	<=0,1
Fluazinam	0	0	1	µg/l	<=0,1
Prochloraze	0	0	1	µg/l	<=0,1
Pyriméthanile	0	0	1	µg/l	<=0,1
Bénalaxyl	0	0	1	µg/l	<=0,1
Dichlorobenzamide-2,6	0	0	1	µg/l	<=0,1
Bromacil	0	0	1	µg/l	<=0,1
Ethofumésate	0	0	1	µg/l	<=0,1
Metaldéhyde	0	0	1	µg/l	<=0,1
Propanil	0	0	1	µg/l	<=0,1
Acronifène	0	0	1	µg/l	<=0,1
Dicofol	0	0	1	µg/l	<=0,1
Quinmerac	0	0	1	µg/l	<=0,1
Anthraquinone	0	0	1	µg/l	<=0,1
Glyphosate	0	0	1	µg/l	<=0,1
Métazachlore	0	0	1	µg/l	<=0,1
Norflurazon	0	0	1	µg/l	<=0,1
Oxadixyl	0	0	1	µg/l	<=0,1
Prosulfocarbe	0	0	1	µg/l	<=0,1
Lenacile	0	0	1	µg/l	<=0,1
Quinoxyfen	0	0	1	µg/l	<=0,1
Sulcotrione	0	0	1	µg/l	<=0,1
AMPA, ac.aminométhylphosphonic	0	0	1	µg/l	<=0,1
Azoxystrobine	0	0	1	µg/l	<=0,1
Bifenox	0	0	1	µg/l	<=0,1
Chloridazone	0	0	1	µg/l	<=0,1
Clopyralid	0	0	1	µg/l	<=0,1

Métalaxyle	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pesticides totaux	0		0	1	µg/l	<=0,5
Cyprodinil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cyperméthrine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlore total	0,27	0,45	0,76	16	mg/l	
Chlore libre	0,24	0,40	0,63	16	mg/l	
Simazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métribuzine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bentazone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métamitron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Terbutryne	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pendiméthaline	0		0	1	µg/l	<=0,1
Terbuconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cyproconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Epoxyconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Ethidimuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Tribenuron-méthyle	0		0	1	µg/l	<=0,1
Isoproturon	0		0	1	µg/l	<=0,1
Metsulfuron méthyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Linuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlortoluron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Flazasulfuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Diuron	0		0	1	µg/l	<=0,1

Zone de distribution - Pontoise						
Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
Fer total	6	11,50	17	2	µg/l	<=200
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	1,94	19	50	n/ml	
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	50	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	50	n/100ml	<=0
Bactéries Coliformes	0		0	50	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	0,84	17	50	n/ml	
Entérocoques fécaux	0		0	50	n/100ml	<=0
Chlore total	0	0,30	0,62	50	mg/l	
Chlore libre	0	0,22	0,58	50	mg/l	
Zone de distribution - St Ouen l'Aumône Vert Galant						
Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	10	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	1,70	10	10	n/ml	
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	10	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	10	n/100ml	<=0
Entérocoques fécaux	0		0	10	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	10	n/ml	
Chlore total	0,05	0,21	0,45	10	mg/l	
Chlore libre	0	0,15	0,3	10	mg/l	
Zone de distribution - CACP Centre / Marcouville						
Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
Fer total	13	14,00	15	2	µg/l	<=200
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	1,94	31	53	n/ml	
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	53	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	52	n/100ml	<=0
Bactéries Coliformes	0		0	52	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	1,25	65	53	n/ml	
Entérocoques fécaux	0		0	53	n/100ml	<=0
Chlore total	0	0,27	0,52	51	mg/l	
Chlore libre	0	0,18	0,42	53	mg/l	
Zone de distribution - CACP Boucle Sud						
Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
S-Métolachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cymoxanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Acétochlore	0		0	1	µg/l	<=0,1

Métolachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
2,4-MCPA	0		0	1	µg/l	<=0,1
Mécoprop	0		0	1	µg/l	<=0,1
2,4-D	0		0	1	µg/l	<=0,1
Carbétamide	0		0	1	µg/l	<=0,1
Carbendazime	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fer total	0	2,00	6	7	µg/l	<=200
Manganèse total	0,05	0,05	0,05	1	µg/l	<=50
Bactéries Coliformes	0	0,02	3	123	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	1,40	150	123	n/ml	
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	117	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	123	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	10,88	300	123	n/ml	
Entérocoques fécaux	0		0	123	n/100ml	<=0
Déisopropylatrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuméton	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuthylazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Hydroxyterbuthylazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine-2-hydroxy	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine déséthyl déisopropyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylatrazine	0,014	0,01	0,014	1	µg/l	<=0,1
Pentachlorophénol	0		0	1	µg/l	<=0,1
Imazabéthabenz	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dicamba	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dinoterbe	0		0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde trans	0		0	1	µg/l	<=0,03
Aldrine	0		0	1	µg/l	<=0,03
DDD-2-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDT-2,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Oxadiazon	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDE-2,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDD-4-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxide	0		0	1	µg/l	<=0,03
Heptachlore époxyde cis	0		0	1	µg/l	<=0,03
DDE-4-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDT-4,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dieldrine	0		0	1	µg/l	<=0,03
Heptachlore	0		0	1	µg/l	<=0,03
Dichlorvos	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chloropyrifos éthyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlorothalonil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Diflufénicanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fluthiamide	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fluazinam	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fenpropidin	0		0	1	µg/l	<=0,1



Prochloraze	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pyriméthane	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bénalaxyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dichlorobenzamide-2,6	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bromacil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Ethofumésate	0		0	1	µg/l	<=0,1
Metaldéhyde	0		0	1	µg/l	<=0,1
Propanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Acronifène	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dicofol	0		0	1	µg/l	<=0,1
Quinmerac	0		0	1	µg/l	<=0,1
Anthraquinone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Glyphosate	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métazachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Norflurazon	0		0	1	µg/l	<=0,1
Oxadixyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Prosulfocarbe	0		0	1	µg/l	<=0,1
Lenacile	0		0	1	µg/l	<=0,1
Quinoxifène	0		0	1	µg/l	<=0,1
Sulcotrione	0		0	1	µg/l	<=0,1
AMPA, ac.aminométhylphosphonic	0		0	1	µg/l	<=0,1
Azoxystrobine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bifenox	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chloridazone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Clopyralid	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métalaxyle	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pesticides totaux	0,014	0,01	0,014	1	µg/l	<=0,5
Cyprodinil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cyperméthrine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlore total	0,05	0,30	0,65	120	mg/l	
Chlore libre	0	0,22	0,45	121	mg/l	
Simazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métribuzine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bentazone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métamitron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Terbutryne	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pendiméthaline	0		0	1	µg/l	<=0,1
Terbuconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cyproconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Epoxyconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Ethidimuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Tribenuron-méthyle	0		0	1	µg/l	<=0,1
Isoproturon	0		0	1	µg/l	<=0,1
Metsulfuron méthyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Linuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlortoluron	0		0	1	µg/l	<=0,1

Flazasulfuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Diuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
<b>Zone de distribution - Cergy Vauréal Village ClosBill</b>						
<b>Paramètres</b>	<b>Mini</b>	<b>Moyen</b>	<b>Maxi</b>	<b>Nb d'analyses</b>	<b>Unité</b>	<b>Norme</b>
S-Métolachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cymoxanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Acétochlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métolachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
2,4-MCPA	0		0	1	µg/l	<=0,1
Mécoprop	0		0	1	µg/l	<=0,1
2,4-D	0		0	1	µg/l	<=0,1
Carbétamide	0		0	1	µg/l	<=0,1
Carbendazime	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fer total	1	1,50	2	2	µg/l	<=200
Manganèse total	0		0	1	µg/l	<=50
Bactéries Coliformes	0		0	15	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	0,20	2	15	n/ml	
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	6	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	15	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	1,60	15	15	n/ml	
Entérocoques fécaux	0		0	15	n/100ml	<=0
Déisopropylatrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuméton	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuthylazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Hydroxyterbuthylazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine-2-hydroxy	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine déséthyl déisopropyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylatrazine	0,017	0,02	0,017	1	µg/l	<=0,1
Pentachlorophénol	0		0	1	µg/l	<=0,1
Imazabéthabenz	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dicamba	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dinoterbe	0		0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde trans	0		0	1	µg/l	<=0,03
Aldrine	0		0	1	µg/l	<=0,03
DDD-2-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDT-2,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Oxadiazon	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDE-2,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDD-4-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxide	0		0	1	µg/l	<=0,03
Heptachlore époxyde cis	0		0	1	µg/l	<=0,03
DDE-4-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDT-4,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dieldrine	0		0	1	µg/l	<=0,03

Heptachlore	0		0	1	µg/l	<=0,03
Dichlorvos	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chloropyriphos éthyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlorothalonil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Diflufénicanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fluthiamide	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fluazinam	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fenpropidin	0		0	1	µg/l	<=0,1
Prochloraze	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pyriméthanile	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bénalaxyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dichlorobenzamide-2,6	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bromacil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Ethofumésate	0		0	1	µg/l	<=0,1
Metaldéhyde	0		0	1	µg/l	<=0,1
Propanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Aclonifène	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dicofol	0		0	1	µg/l	<=0,1
Quinmerac	0		0	1	µg/l	<=0,1
Anthraquinone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Glyphosate	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métazachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Norflurazon	0		0	1	µg/l	<=0,1
Oxadixyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Prosulfocarbe	0		0	1	µg/l	<=0,1
Lenacile	0		0	1	µg/l	<=0,1
Quinoxyfen	0		0	1	µg/l	<=0,1
Sulcotrione	0		0	1	µg/l	<=0,1
AMPA, ac.aminométhylphosphonic	0		0	1	µg/l	<=0,1
Azoxystrobine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bifenox	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chloridazone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Clopyralid	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métalaxyle	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pesticides totaux	0,017	0,02	0,017	1	µg/l	<=0,5
Cyprodinil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cyperméthrine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlore total	0,05	0,25	0,56	14	mg/l	
Chlore libre	0	0,17	0,38	14	mg/l	
Simazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métribuzine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Terbutryne	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métamitron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bentazone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pendiméthaline	0		0	1	µg/l	<=0,1
Terbuconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1

Cyproconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Epoxyconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Ethidimuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Isoproturon	0		0	1	µg/l	<=0,1
Metsulfuron méthyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Linuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Diuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlortoluron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Flazasulfuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Tribenuron-méthyle	0		0	1	µg/l	<=0,1

#### Zone de distribution - Menucourt Courdimanche Cergy Boisemont HT

Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
Fer total	1	1,67	3	3	µg/l	<=200
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	1,14	17	42	n/ml	
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	36	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	42	n/100ml	<=0
Bactéries Coliformes	0		0	42	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	7,52	300	42	n/ml	
Entérocoques fécaux	0		0	42	n/100ml	<=0
Chlore total	0,05	0,31	0,53	47	mg/l	
Chlore libre	0	0,26	0,47	47	mg/l	

#### Zone de distribution - St Ouen l'Aumône Epluches

Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
Fer total	4	4,00	4	2	µg/l	<=200
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	1,38	15	24	n/ml	
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	10	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	24	n/100ml	<=0
Bactéries Coliformes	0	0,17	2	24	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	2,88	30	24	n/ml	
Entérocoques fécaux	0		0	24	n/100ml	<=0
Chlore total	0,11	0,28	0,39	27	mg/l	
Chlore libre	0,08	0,24	0,36	27	mg/l	

#### Zone de distribution - CACP Boucle Nord

Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
S-Métolachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cymoxanyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Acétochlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métolachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
2,4-MCPA	0		0	1	µg/l	<=0,1
Mécoprop	0		0	1	µg/l	<=0,1
2,4-D	0		0	1	µg/l	<=0,1

Carbétamide	0		0	1	µg/l	<=0,1
Carbendazime	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fer total	6	6,50	8	4	µg/l	<=200
Manganèse total	0,57	0,57	0,57	1	µg/l	<=50
Bactéries Coliformes	0	0,13	8	63	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	0,81	34	63	n/ml	
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	63	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	63	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	5,02	95	63	n/ml	
Entérocoques fécaux	0	0,02	1	63	n/100ml	<=0
Déisopropylatrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuméton	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuthylazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Hydroxyterbuthylazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine-2-hydroxy	0,009	0,01	0,009	1	µg/l	<=0,1
Atrazine déséthyl déisopropyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylatrazine	0,021	0,02	0,021	1	µg/l	<=0,1
Pentachlorophénol	0		0	1	µg/l	<=0,1
Imazabéthabenz	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dicamba	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dinoterbe	0		0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde trans	0		0	1	µg/l	<=0,03
Aldrine	0		0	1	µg/l	<=0,03
DDD-2-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDT-2,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Oxadiazon	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDE-2,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDD-4-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde	0		0	1	µg/l	<=0,03
Heptachlore	0		0	1	µg/l	<=0,03
DDE-4-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDT-4,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde cis	0		0	1	µg/l	<=0,03
Dieldrine	0		0	1	µg/l	<=0,03
Dichlorvos	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chloropyriphos éthyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlorothalonil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Diflufénicanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fluthiamide	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fluazinam	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fenpropidin	0		0	1	µg/l	<=0,1
Prochloraze	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pyriméthanile	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bénalaxyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dichlorobenzamide-2,6	0		0	1	µg/l	<=0,1

Bromacil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Ethofumésate	0		0	1	µg/l	<=0,1
Metaldéhyde	0		0	1	µg/l	<=0,1
Propanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Aclonifène	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dicofol	0		0	1	µg/l	<=0,1
Quinmerac	0		0	1	µg/l	<=0,1
Anthraquinone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Glyphosate	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métazachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Norflurazon	0		0	1	µg/l	<=0,1
Oxadixyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Prosulfocarbe	0		0	1	µg/l	<=0,1
Lenacile	0		0	1	µg/l	<=0,1
Quinoxyfen	0		0	1	µg/l	<=0,1
Sulcotrione	0		0	1	µg/l	<=0,1
AMPA, ac.aminométhylphosphonic	0		0	1	µg/l	<=0,1
Azoxystrobine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bifenox	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chloridazone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Clopyralid	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métalaxyle	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pesticides totaux	0,037	0,04	0,037	1	µg/l	<=0,5
Cyprodinil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cyperméthrine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlore total	0,08	0,36	0,67	62	mg/l	
Chlore libre	0	0,28	0,44	62	mg/l	
Simazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métribuzine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine	0,007	0,01	0,007	1	µg/l	<=0,1
Bentazone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métamitron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Total Atrazine et Métabolites	0,037	0,04	0,037	1	µg/l	<=0,5
Terbutryne	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pendiméthaline	0		0	1	µg/l	<=0,1
Terbuconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cyproconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Epoxyconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Flazasulfuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Tribenuron-méthyle	0		0	1	µg/l	<=0,1
Ethidimuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Metsulfuron méthyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Linuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlortoluron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Isoproturon	0		0	1	µg/l	<=0,1
Diuron	0		0	1	µg/l	<=0,1

Zone de distribution - Osny Pigeonnier						
Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
S-Métolachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cymoxanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Acétochlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métolachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
2,4-MCPA	0		0	1	µg/l	<=0,1
Mécoprop	0		0	1	µg/l	<=0,1
2,4-D	0		0	1	µg/l	<=0,1
Carbétamide	0		0	1	µg/l	<=0,1
Carbendazime	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fer total	7	30,50	170	14	µg/l	<=200
Manganèse total	4,9	4,90	4,9	1	µg/l	<=50
Bactéries Coliformes	0		0	19	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	2,58	40	19	n/ml	
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	19	n/100ml	<=0
E.Coli /100ml	0		0	19	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	0,53	5	19	n/ml	
Entérocoques fécaux	0		0	19	n/100ml	<=0
Déisopropylatrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuméton	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuthylazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Hydroxyterbuthylazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine-2-hydroxy	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine déséthyl déisopropyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylatrazine	0,006	0,01	0,006	1	µg/l	<=0,1
Pentachlorophénol	0		0	1	µg/l	<=0,1
Imazabéthabenz	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dicamba	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dinoterbe	0		0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde trans	0		0	1	µg/l	<=0,03
Aldrine	0		0	1	µg/l	<=0,03
DDD-2-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDT-2,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Oxadiazon	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDE-2,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDD-4-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde	0		0	1	µg/l	<=0,03
Heptachlore époxyde cis	0		0	1	µg/l	<=0,03
DDE-4-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDT-4,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dieldrine	0		0	1	µg/l	<=0,03
Heptachlore	0		0	1	µg/l	<=0,03
Dichlorvos	0		0	1	µg/l	<=0,1

Chloropyriphos éthyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlorothalonil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Diflufénicanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fluthiamide	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fluazinam	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fenpropidin	0		0	1	µg/l	<=0,1
Prochloraze	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pyriméthanile	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bénalaxyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dichlorobenzamide-2,6	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bromacil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Ethofumésate	0		0	1	µg/l	<=0,1
Metaldéhyde	0		0	1	µg/l	<=0,1
Propanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Aclonifène	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dicofol	0		0	1	µg/l	<=0,1
Quinmerac	0		0	1	µg/l	<=0,1
Anthraquinone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Glyphosate	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métazachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Norflurazon	0		0	1	µg/l	<=0,1
Oxadixyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Prosulfocarbe	0		0	1	µg/l	<=0,1
Lenacile	0		0	1	µg/l	<=0,1
Quinoxyfen	0		0	1	µg/l	<=0,1
Sulcotrione	0		0	1	µg/l	<=0,1
AMPA, ac.aminométhylphosphonic	0		0	1	µg/l	<=0,1
Azoxystrobine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bifenox	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chloridazone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Clopyralid	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métalaxyle	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pesticides totaux	0,006	0,01	0,006	1	µg/l	<=0,5
Cyprodinil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cyperméthrine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlore total	0,08	0,41	0,69	17	mg/l	
Chlore libre	0	0,32	0,57	17	mg/l	
Simazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métribuzine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bentazone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métamitron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Total Atrazine et Métabolites	0,006	0,01	0,006	1	µg/l	<=0,5
Terbutryne	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pendiméthaline	0		0	1	µg/l	<=0,1
Terbuconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1



Cyproconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Epoxyconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Flazasulfuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Tribenuron-méthyle	0		0	1	µg/l	<=0,1
Ethidimuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Metsulfuron méthyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Linuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlortoluron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Isoproturon	0		0	1	µg/l	<=0,1
Diuron	0		0	1	µg/l	<=0,1

#### Zone de distribution - Courdimanche Boisemont Village

Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
Métolachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cymoxanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
S-Métolachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Acétochlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
2,4-D	0		0	1	µg/l	<=0,1
Mécoprop	0		0	1	µg/l	<=0,1
2,4-MCPA	0		0	1	µg/l	<=0,1
Carbétamide	0		0	1	µg/l	<=0,1
Carbendazime	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fer total	5	9,50	14	2	µg/l	<=200
Manganèse total	0,36	0,36	0,36	1	µg/l	<=50
Entérocoques fécaux	0		0	18	n/100ml	<=0
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	5	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0	0,28	2	18	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0	0,83	6	18	n/ml	
E.Coli /100ml	0		0	18	n/100ml	<=0
Bactéries Coliformes	0		0	18	n/100ml	<=0
Hydroxyterbuthylazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine-2-hydroxy	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine déséthyl déisopropyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylatrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuthylazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déséthylterbuméton	0		0	1	µg/l	<=0,1
Déisopropylatrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Imazabéthabenz	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pentachlorophénol	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dinoterbe	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dicamba	0		0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxyde trans	0		0	1	µg/l	<=0,03
Aldrine	0		0	1	µg/l	<=0,03
DDD-2,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDT-2,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1

Oxadiazon	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDE-2,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDD-4-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Somme DDT, DDD, DDE	0		0	1	µg/l	<=0,1
Heptachlore époxide	0		0	1	µg/l	<=0,03
Heptachlore époxyde cis	0		0	1	µg/l	<=0,03
DDE-4-4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
DDT-4,4'	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dieldrine	0		0	1	µg/l	<=0,03
Heptachlore	0		0	1	µg/l	<=0,03
Dichlorvos	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chloropyriphos éthyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlorothalonil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Diflufénicanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fluthiamide	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fluazinam	0		0	1	µg/l	<=0,1
Fenpropidin	0		0	1	µg/l	<=0,1
Prochloraze	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pyriméthanile	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bénalaxyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dichlorobenzamide-2,6	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bromacil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Ethofumésate	0		0	1	µg/l	<=0,1
Metaldéhyde	0		0	1	µg/l	<=0,1
Propanil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Aclonifène	0		0	1	µg/l	<=0,1
Dicofol	0		0	1	µg/l	<=0,1
Quinmerac	0		0	1	µg/l	<=0,1
Anthraquinone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Glyphosate	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métazachlore	0		0	1	µg/l	<=0,1
Norflurazon	0		0	1	µg/l	<=0,1
Oxadixyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Prosulfocarbe	0		0	1	µg/l	<=0,1
Lenacile	0		0	1	µg/l	<=0,1
Quinoxyfen	0		0	1	µg/l	<=0,1
Sulcotrione	0		0	1	µg/l	<=0,1
AMPA, ac.aminométhylphosphonic	0		0	1	µg/l	<=0,1
Azoxystrobine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bifenox	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chloridazone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Clopyralid	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métalaxyle	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pesticides totaux	0		0	1	µg/l	<=0,5
Cyprodinil	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cyperméthrine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlore total	0	0,36	0,57	17	mg/l	

Chlore libre	0	0,30	0,49	17	mg/l	
Simazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métribuzine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Atrazine	0		0	1	µg/l	<=0,1
Bentazone	0		0	1	µg/l	<=0,1
Métamitron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Terbutryne	0		0	1	µg/l	<=0,1
Pendiméthaline	0		0	1	µg/l	<=0,1
Terbuconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Cyproconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Epoxyconazole	0		0	1	µg/l	<=0,1
Ethidimuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Tribenuron-méthyle	0		0	1	µg/l	<=0,1
Isoproturon	0		0	1	µg/l	<=0,1
Metsulfuron méthyl	0		0	1	µg/l	<=0,1
Linuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Chlortoluron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Flazasulfuron	0		0	1	µg/l	<=0,1
Diuron	0		0	1	µg/l	<=0,1

#### Zone de distribution - Jouy le Moutier Eancourt

Paramètres	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	2	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	2	n/ml	
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	<=0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	2	n/ml	
Entérocoques fécaux	0		0	2	n/100ml	<=0
Chlore total	0,22	0,26	0,29	2	mg/l	
Chlore libre	0,14	0,21	0,27	2	mg/l	

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Valeur du seuil et unité
Calcium	79	163	33	mg/l
Chlorures	16,10	206	50	250 mg/l
Fluorures	0	1600	36	1500 µg/l
Magnésium	8,50	29,51	33	mg/l
Nitrates	0	44,90	254	50 mg/l
Pesticides totaux	0	0,17	27	.5 µg/l
Potassium	1,34	5,30	27	mg/l
Sodium	6,77	89	27	200 mg/l
Sulfates	21,60	134	50	250 mg/l
Titre Hydrotimétrique	27,73	50,80	56	°F





## 6.3. Fiches ARS CYO



n° 026



### Bilan de l'année 2014

<b>Origine de l'eau</b> Le secteur est alimenté par l'usine de traitement de Mémeuourt (mélange des eaux provenant des puits de Sagy et de Condécourt).	<b>BACTERIOLOGIE</b> Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.	<b>EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE</b>  Tous les prélèvements sont conformes.
<b>Contrôles sanitaires réglementaires</b> En 2014, l'ARS Ile-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 6 échantillons prélevés en production et des 42 échantillons prélevés en distribution.	<b>NITRATES</b> Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).	<b>EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENUEUR EN NITRATES MOYENNE</b>  32 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies : Moyenne : 30,9 mg/l - Maximum : 46 mg/l
<b>Conseils</b>  Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.  Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.  En habitat collectif, un point d'eau froide non traitée et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.  Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.	<b>DURETE</b> Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.	<b>EAU TRES CALCAIRE</b>  Moyenne : 37°f  <i>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</i>
	<b>FLUOR</b> Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).	<b>EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU TRES PEU FLUOREE</b>  Moyenne : 0,15 mg/l - Maximum : 0,24 mg/l  <i>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</i>
Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous déceliez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.  Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)	<b>PESTICIDES</b> Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.	<b>EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE</b> Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre  3 analyses de pesticides réalisées en production
<b>AVIS SANITAIRE GLOBAL</b>  L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).		

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-controle-sanitaire-de-l-eau-1046930.html>  
 ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-controle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Ile-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
 2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tel : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 63 48



**Origine de l'eau**

Le secteur est alimenté par le puits de Courdimanche.

**Contrôles sanitaires réglementaires**

En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 2 échantillons prélevés en production et des 8 échantillons prélevés en distribution.

**Conseils**



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destiné à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

<b>BACTERIOLOGIE</b>	
<b>EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE</b>	
Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.	Tous les prélèvements sont conformes.
<b>NITRATES</b>	
<b>EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENEUR EN NITRATES MOYENNE</b>	
Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).	2 analyses réalisées: Moyenne : 38,9 mg/l
<b>DURETE</b>	
<b>EAU CALCAIRE</b>	
Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.	Moyenne : 30,6 °f  <i>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</i>
<b>FLUOR</b>	
<b>EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU MOYENNEMENT FLUOREE</b>	
Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).	Moyenne : 0,56 mg/l  <i>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</i>
<b>PESTICIDES</b>	
<b>EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE</b> Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre	
Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.	1 analyse de pesticides réalisée au puits

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-104693.0.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tel : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 63 48

## Bilan de l'année 2014

### Origine de l'eau

Le secteur est alimenté par l'usine de traitement de Méincourt (mélange des eaux provenant des puits de Sagy et de Condécourt).

### Contrôles sanitaires réglementaires

En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 6 échantillons prélevés en production et des 42 échantillons prélevés en distribution.

### Conseils



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non traitée et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

### BACTERIOLOGIE

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.

### EAU D'EXCELLENTE QUALITÉ BACTÉRIOLOGIQUE

Tous les prélèvements sont conformes.

### NITRATES

Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).

### EAU CONFORME À LA LIMITE DE QUALITÉ, PRÉSENTANT UNE TENEUR EN NITRATES MOYENNE

32 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies :  
Moyenne : 30,9 mg/l - Maximum : 46 mg/l

### DURETÉ

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.

### EAU TRÈS CALCAIRE

Moyenne : 37°f

*Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé*

### FLUOR

Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).

### EAU CONFORME À LA LIMITE DE QUALITÉ, EAU TRÈS PEU FLUORÉE

Moyenne : 0,15 mg/l - Maximum : 0,24 mg/l

*Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (compléments...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé*

### PESTICIDES

Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.

### EAU TOUJOURS CONFORME À LA LIMITE DE QUALITÉ Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre

3 analyses de pesticides réalisées en production

### AVIS SANITAIRE GLOBAL

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-controle-sanitaire-de-l-eau-104693.0.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-controle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palente 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 63 48



<b>Origine de l'eau</b> Le secteur est alimenté, soit par les puits de Cergy, soit par le réservoir Clou Bille situé à Cergy, soit par les réservoirs de Mascoville situés à Oisy.	<b>BACTERIOLOGIE</b> Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.	<b>EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE</b> Tous les prélèvements sont conformes.
<b>Contrôles sanitaires réglementaires</b> En 2014, P.A.R.S. Ile-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 13 échantillons prélevés en production et des 57 échantillons prélevés en distribution.	<b>NITRATES</b> Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).	<b>EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENEUR EN NITRATES MOYENNE</b> 30 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies : Moyenne : 29,8 mg/l - Maximum : 36,8 mg/l
<b>Conseils</b>  Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.  Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.	<b>DURETE</b> Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.	<b>EAU TRES CALCAIRE</b> Moyenne : 34°f à 43,8 °f selon l'origine de l'eau. <i>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</i>
 En habitat collectif, un point d'eau froide non traitée et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.  Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.	<b>FLUOR</b> Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).	<b>EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU TRES PEU FLUOREE</b> Teneur moyenne : 0,23 mg/l <i>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</i>
Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer. Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir faillure)	<b>PESTICIDES</b> Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.	<b>EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE</b> Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre. 5 analyses de pesticides réalisées en production

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-1046930.html>  
 ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Ile-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
 2 avenue de la Palente 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tel : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 63 48



## Bilan de l'année 2014

### Origine de l'eau

Le secteur est alimenté par le réseau dit « Boucle nord » (eau provenant de l'usine de production de Saint-Martin-la-Garenne (Yvelines) et du mélange de l'eau provenant des captages situés à Montgeroult et Courcelles-sur-Viosne avec un apport ponctuel d'eau en provenance de Boissy-Fallières).

### Contrôles sanitaires réglementaires

En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 12 échantillons prélevés en production et des 60 échantillons prélevés en distribution.

### Conseils



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destiné à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

BACTERIOLOGIE	EAU DE QUALITE BACTERIOLOGIQUE TRES SATISFAISANTE
Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.	1 analyse non conforme aux limites de qualité sur un réseau privé de distribution d'une des communes adhérentes au syndicat des eaux, non représentative de la qualité globale de l'eau desservie sur l'ensemble des réseaux de ce syndicat.
NITRATES	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENEUR EN NITRATES MOYENNE
Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).	31 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies : Moyenne : 28,2 mg/l - Maximum : 33 mg/l
DURETE	EAU TRES CALCAIRE
Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.	Moyenne : 36°f - Maximum : 43,3°f  <i>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</i>
FLUOR	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU PEU FLUOREE
Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).	Moyenne : 0,39 mg/l - Maximum : 0,86 mg/l  <i>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés,...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</i>
PESTICIDES	EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre
Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.	4 analyses de pesticides réalisées en production

### AVIS SANITAIRE GLOBAL

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une qualité bactériologique très satisfaisante. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-control-sanitaire-de-l-eau-1046930.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-control-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palente 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tel : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48

**Origine de l'eau**

Ce secteur est alimenté par le réservoir Clos Bille à Cergy (eau en provenance de la source du lavoir à Cergy).

**Contrôles sanitaires réglementaires**

En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 3 échantillons prélevés en production et des 10 échantillons prélevés en distribution.

**Conseils**

Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.

Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.

En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destiné à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.

Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

**BACTERIOLOGIE**

**EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE**

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.

Tous les prélèvements sont conformes.

**NITRATES**

**EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENEUR EN NITRATES ELEVEE**

Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).

13 analyses réalisées (3 en production et 10 en distribution) :  
Moyenne : 40,1 mg/l - Maximum : 44,8 mg/l

**DURETE**

**EAU TRES CALCAIRE**

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.

Moyenne : 37 °f

Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé

**FLUOR**

**EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU PEU FLUOREE**

Olégo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).

Moyenne : 0,32 mg/l

Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé

**PESTICIDES**

**EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE  
Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre**

Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.

1 analyse de pesticides réalisée en production

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-controle-sanitaire-de-l-eau-104693.0.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-controle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48



**Origine de l'eau**

Le secteur est alimenté par le puits de Courdimanche.

**Contrôles sanitaires  
réglementaires**

En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 2 échantillons prélevés en production et des 8 échantillons prélevés en distribution.

**Conseils**



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

BACTERIOLOGIE	EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE
Macro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.	Tous les prélèvements sont conformes.
NITRATES	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENUEUR EN NITRATES MOYENNE
Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).	2 analyses réalisées: Moyenne : 38,9 mg/l
DURETE	EAU CALCAIRE
Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.	Moyenne : 30,6 °f  <i>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</i>
FLUOR	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU MOYENNEMENT FLUOREE
Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).	Moyenne : 0,56 mg/l  <i>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'ajouter un apport complémentaire en fluor (comprimés...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</i>
PESTICIDES	EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre
Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.	1 analyse de pesticides réalisée au puits

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-1046930.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48

**Origine de l'eau**

Le secteur est alimenté par le puits de Courdimanche.

**Contrôles sanitaires  
réglementaires**

En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 2 échantillons prélevés en production et des 8 échantillons prélevés en distribution.

**Conseils**



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non traitée et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous détectez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

BACTERIOLOGIE	EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE
Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.	Tous les prélèvements sont conformes.

NITRATES	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENUEUR EN NITRATES MOYENNE
Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).	2 analyses réalisées: Moyenne : 38,9 mg/l

DURETE	EAU CALCAIRE
Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.	Moyenne : 30,6 °f  <i>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</i>

FLUOR	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU MOYENNEMENT FLUOREE
Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).	Moyenne : 0,56 mg/l  <i>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</i>

PESTICIDES	EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre
Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.	1 analyse de pesticides réalisée au puits

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau/104693.0.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palente 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 63 48



## Bilan de l'année 2014

### Origine de l'eau

La commune est alimentée par l'usine de traitement de Mézin court (mélange des eaux provenant des puits de Sagy et de Condécourt).

### Contrôles sanitaires réglementaires

En 2014, l'ARS Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 6 échantillons prélevés en production et des 42 échantillons prélevés en distribution.

### Conseils



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

### BACTERIOLOGIE

#### EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.

Tous les prélèvements sont conformes.

### NITRATES

#### EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENUEUR EN NITRATES MOYENNE

Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).

32 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies :  
Moyenne : 30,9 mg/l - Maximum : 46 mg/l

### DURETE

#### EAU TRES CALCAIRE

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°F). Il n'existe pas de limite de qualité.

Moyenne : 37°F

*Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé*

### FLUOR

#### EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU TRES PEU FLUOREE

Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).

Moyenne : 0,15 mg/l - Maximum : 0,24 mg/l

*Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'ajouter un apport complémentaire en fluor (comprimés...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé*

### PESTICIDES

#### EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre

Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.

3 analyses de pesticides réalisées en production

### AVIS SANITAIRE GLOBAL

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-controle-sanitaire-de-l-eau-1046930.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-controle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48

**Origine de l'eau**

La commune est alimentée par les réservoirs d'Hautil situés à Boismont (eau en provenance de Saint-Martin-la-Garnine dans les Yvelines)

**Contrôles sanitaires réglementaires**

En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 7 échantillons prélevés en production et des 87 échantillons prélevés en distribution.

**Conseils**



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

**BACTERIOLOGIE**

**EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE**

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.

Tous les prélèvements sont conformes.

**NITRATES**

**EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENEUR EN NITRATES MOYENNE**

Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).

45 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies :

Moyenne : 31 mg/l - Maximum : 34 mg/l

**DURETE**

**EAU TRES CALCAIRE**

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.

Moyenne : 36°f

Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé

**FLUOR**

**EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU TRES PEU FLUOREE**

Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).

Teneur moyenne : 0,12 mg/l

Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (compléments...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé

**PESTICIDES**

**EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE  
Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre**

Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.

4 analyses de pesticides réalisées en production

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau/104693.0.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tel : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 53 48



**Origine de l'eau**

Ce secteur est alimenté par l'eau en provenance de l'usine de Triel-sur-Seine (Yvelines) et par un apport ponctuel de celle du puits de Courdanche.

**Contrôles sanitaires réglementaires**

En 2014, l'ARS Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 8 échantillons prélevés en production et des 3 échantillons prélevés en distribution.

**Conseils**



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destiné à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous déceliez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la cave ou la cuillère est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

**BACTERIOLOGIE**

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.

**EAU D'EXCELLENTE QUALITÉ BACTÉRIOLOGIQUE**

Tous les prélèvements sont conformes.

**NITRATES**

Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).

**EAU CONFORME À LA LIMITE DE QUALITÉ, NE CONTENANT PAS OU CONTENANT TRÈS PEU DE NITRATES AUCUNE VALEUR N'A ÉTÉ SUPÉRIEURE AU SEUIL DE DÉTECTION**

3 analyses réalisées en distribution :  
Teneur moyenne : <2 mg/l

**DURETÉ**

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.

**EAU PEU CALCAIRE À CALCAIRE**

Moyenne : 9,7 °f à 30,6 °f selon l'origine de l'eau  
*Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé*

**FLUOR**

Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).

**EAU CONFORME À LA LIMITE DE QUALITÉ, EAU PEU FLUORÉE**

Moyenne : 0,35 mg/l à 0,56 mg/l selon l'origine de l'eau  
*Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d' envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés,...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé*

**PESTICIDES**

Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.

**EAU TOUJOURS CONFORME À LA LIMITE DE QUALITÉ Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre**

3 analyses de pesticides réalisées en production

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-1046930.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/ressources-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48



## Bilan de l'année 2014

### Origine de l'eau

La commune est alimentée par les réservoirs d'Hautil situés à Boisemont (eau en provenance de Saint-Martin-la-Garenne dans les Yvelines)

### Contrôles sanitaires réglementaires

En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 7 échantillons prélevés en production et des 87 échantillons prélevés en distribution.

### Conseils



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

### BACTERIOLOGIE

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.

### EAU D'EXCELLENTE QUALITÉ BACTÉRIOLOGIQUE

Tous les prélèvements sont conformes.

### NITRATES

Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).

### EAU CONFORME À LA LIMITE DE QUALITÉ, PRÉSENTANT UNE TENUEUR EN NITRATES MOYENNE

45 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies :

Moyenne : 31 mg/l - Maximum : 34 mg/l

### DURETÉ

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.

### EAU TRÈS CALCAIRE

Moyenne : 36°f

Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé

### FLUOR

Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).

### EAU CONFORME À LA LIMITE DE QUALITÉ, EAU TRÈS PEU FLUORÉE

Teneur moyenne : 0,12 mg/l

Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés,...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé

### PESTICIDES

Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.

### EAU TOUJOURS CONFORME À LA LIMITE DE QUALITÉ Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre

4 analyses de pesticides réalisées en production

### AVIS SANITAIRE GLOBAL

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-1046930.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualité-de-l'eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48

**Origine de l'eau**

La commune est alimentée par l'usine de traitement de Méru (mélange des eaux provenant des puits de Sagy et de Condécourt).

**Contrôles sanitaires réglementaires**

En 2014, l'ARS Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 6 échantillons prélevés en production et des 42 échantillons prélevés en distribution.

**Conseils**



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non traitée et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous déceliez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

**BACTERIOLOGIE**

**EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE**

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.

Tous les prélèvements sont conformes.

**NITRATES**

**EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENUEUR EN NITRATES MOYENNE**

Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).

32 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies :  
Moyenne : 30,9 mg/l - Maximum : 46 mg/l

**DURETE**

**EAU TRES CALCAIRE**

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.

Moyenne : 37°f

*Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé*

**FLUOR**

**EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU TRES PEU FLUOREE**

Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).

Moyenne : 0,15 mg/l - Maximum : 0,24 mg/l

*Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés,...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé*

**PESTICIDES**

**EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE  
Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre**

Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.

3 analyses de pesticides réalisées en production


**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
[http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau\\_1046930.html](http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau_1046930.html)  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palente 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tel : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48



<b>Origine de l'eau</b> La commune est alimentée par les réservoirs d'Hautil situés à Boissumont (eau en provenance de Saint-Martin-la-Garenne dans les Yvelines)	<b>BACTERIOLOGIE</b> Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.	<b>EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE</b>  Tous les prélèvements sont conformes.
<b>Contrôles sanitaires réglementaires</b> En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 7 échantillons prélevés en production et des 87 échantillons prélevés en distribution.	<b>NITRATES</b> Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).	<b>EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENEUR EN NITRATES MOYENNE</b>  45 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies : Moyenne : 31 mg/l - Maximum : 34 mg/l
<b>Conseils</b>  Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.  Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.	<b>DURETE</b> Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.	<b>EAU TRES CALCAIRE</b>  Moyenne : 36°f  <i>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</i>
 En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.  Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.	<b>FLUOR</b> Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).	<b>EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU TRES PEU FLUOREE</b>  Teneur moyenne : 0,12 mg/l  <i>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</i>
Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous détectez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.  Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)	<b>PESTICIDES</b> Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.	<b>EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE</b> Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre  4 analyses de pesticides réalisées en production

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-104693.0.html>  
 ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
 2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tel : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 63 48

**Origine de l'eau**

Le secteur est alimenté, soit par les puits de Cergy, soit par le réservoir Clos Bille situé à Cergy, soit par les réservoirs de Marcouville situés à Osny.

**Contrôles sanitaires réglementaires**

En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 13 échantillons prélevés en production et des 57 échantillons prélevés en distribution.

**Conseils**



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non mainte et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous déceliez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

**BACTERIOLOGIE**

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.

**EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE**

Tous les prélèvements sont conformes.

**NITRATES**

Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).

**EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENEUR EN NITRATES MOYENNE**

30 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies :  
Moyenne : 29,8 mg/l - Maximum : 36,8 mg/l

**DURETE**

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.

**EAU TRES CALCAIRE**

Moyenne : 34°f à 43,8 °f selon l'origine de l'eau

Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé

**FLUOR**

Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).

**EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU TRES PEU FLUOREE**

Teneur moyenne : 0,23 mg/l

Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d' envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé

**PESTICIDES**

Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.

**EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE. Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre**

5 analyses de pesticides réalisées en production

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-104/930.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48



## Bilan de l'année 2014


### Origine de l'eau


Ces secteurs sont alimentés par le réseau dit « Boucle nord » (eau provenant de l'usine de production de Saint-Martin-la-Garenne (Yvelines) et du mélange de l'eau provenant des captages situés à Mougères et Courcelles-sur-Viosne avec un apport ponctuel d'eau en provenance de Boissy-Franchise).

### Contrôles sanitaires réglementaires


En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 12 échantillons prélevés en production et des 60 échantillons prélevés en distribution.

### Conseils

 Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.

 Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.

 En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destiné à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.

 Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (voir facture)

BACTERIOLOGIE	EAU DE QUALITE BACTERIOLOGIQUE TRES SATISFAISANTE
Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.	1 analyse non conforme aux limites de qualité sur un réseau privé de distribution d'une des communes du réseau « Boucle nord », non représentative de la qualité globale de l'eau desservie sur l'ensemble de ce réseau.
NITRATES	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENUEUR EN NITRATES MOYENNE
Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).	31 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies : Moyenne : 28,2 mg/l - Maximum : 33 mg/l
DURETE	EAU TRES CALCAIRE
Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.	Moyenne : 36°f - Maximum : 43,3 °f <i>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</i>
FLUOR	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU PEU FLUOREE
Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).	Moyenne : 0,39 mg/l - Maximum : 0,86 mg/l <i>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'ajouter un apport complémentaire en fluor (comprimés,...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</i>
PESTICIDES	EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre
Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.	4 analyses de pesticides réalisées en production

### AVIS SANITAIRE GLOBAL

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une qualité bactériologique très satisfaisante. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-1046930.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48

<p><b>Origine de l'eau</b></p> <p>Le secteur est alimenté par de l'eau dont l'origine varie selon les périodes : eau provenant de l'usine de production de Saint-Martin-la-Garenne (Yvelines) ou du mélange de l'eau provenant des captages situés à Mougencourt et Courcelles-sur-Viosne avec un apport des puits d'Osny.</p>	<p><b>BACTERIOLOGIE</b></p> <p>Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.</p>	<p><b>EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE</b></p> <p>Tous les prélèvements sont conformes.</p>
<p><b>Contrôles sanitaires réglementaires</b></p> <p>En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 27 échantillons prélevés en production et des 15 échantillons prélevés en distribution.</p>	<p><b>NITRATES</b></p> <p>Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).</p>	<p><b>EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, CONTENANT PEU DE NITRATES</b></p> <p>8 analyses réalisées en distribution : Moyenne : 8 mg/l - Maximum : 29,1 mg/l</p>
<p><b>Conseils</b></p> <p>Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.</p> <p>Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.</p> <p>En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destiné à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.</p> <p>Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.</p>	<p><b>DURETE</b></p> <p>Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.</p>	<p><b>EAU CALCAIRE</b></p> <p>Teneur moyenne : 34,25 °f</p> <p>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</p>
<p>En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destiné à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.</p>	<p><b>FLUOR</b></p> <p>Olégo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).</p>	<p><b>EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU PEU FLUOREE</b></p> <p>Teneur moyenne : 0,31 mg/l</p> <p>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</p>
<p>Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.</p>	<p><b>PESTICIDES</b></p> <p>Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.</p>	<p><b>EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE</b> Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre</p> <p>5 analyses de pesticides réalisées en production</p>

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous déceliez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-1046930.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palente 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tel : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48



**Origine de l'eau**

La commune, sauf le secteur ville nouvelle, est alimentée par le réseau dit « Boucle nord » (eau provenant de l'usine de production de Saint-Martin-la-Garenne (Yvelines) et du mélange de l'eau provenant des captages situés à Montgeroult et Courcelles-sur-Viosne) et par un apport ponctuel du réservoir d'Ennery (eau traitée provenant des puits d'Ennery et de Livilliers).

**Contrôles sanitaires réglementaires**

En 2014, l'ARS Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 15 échantillons prélevés en production et des 53 échantillons prélevés en distribution.

**Conseils**



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non traité et destiné à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

BACTERIOLOGIE	EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE
Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.	Tous les prélèvements sont conformes.
NITRATES	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENUEUR EN NITRATES MOYENNE
Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).	27 analyses réalisées en distribution : Moyenne : 25,45 mg/l - Maximum : 31,5 mg/l
DURETE	EAU TRES CALCAIRE
Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.	Moyenne : 36°f - Maximum : 43,3°f  <i>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</i>
FLUOR	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU PEU FLUOREE
Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).	Teneur moyenne : 0,35 mg/l  <i>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés,...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</i>
PESTICIDES	EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre
Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.	5 analyses de pesticides réalisées en production

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-1046930.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tel : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48



**Origine de l'eau**

Le secteur est alimenté, soit par les puits de Cergy, soit par le réservoir Clow Bille situé à Cergy, soit par les réservoirs de Marcouville situés à Cergy.

**Contrôles sanitaires réglementaires**

En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 13 échantillons prélevés en production et des 57 échantillons prélevés en distribution.

**Conseils**



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froide non maintenu et destiné à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

**BACTERIOLOGIE**

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.

**EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE**

Tous les prélèvements sont conformes.

**NITRATES**

Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).

**EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENEUR EN NITRATES MOYENNE**

30 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies :

Moyenne : 29,8 mg/l - Maximum : 36,8 mg/l

**DURETE**

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.

**EAU TRES CALCAIRE**

Moyenne : 34°f à 43,8°f selon l'origine de l'eau.

Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé.

**FLUOR**

Osso-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).

**EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU TRES PEU FLUOREE**

Teneur moyenne : 0,23 mg/l

Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d' envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés,...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé.

**PESTICIDES**

Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.

**EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE  
Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre**

5 analyses de pesticides réalisées en production




**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :

<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-controle-sanitaire-de-l-eau-1046930.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-controle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48

Origine de l'eau	BACTERIOLOGIE	EAU DE QUALITE BACTERIOLOGIQUE TRES SATISFAISANTE
La commune est alimentée par le réseau dit « Boucle nord » (eau provenant de l'usine de production de Saint-Martin-la-Garenne (Yvelines) et du mélange de l'eau provenant des captages situés à Montgerault et Courcelles-sur-Viosne avec un apport ponctuel d'eau en provenance de Buissey-Paillet).	Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.	1 analyse non conforme aux limites de qualité sur un réseau privé de distribution d'une des communes du réseau « Boucle nord », non représentative de la qualité globale de l'eau desservie sur l'ensemble de ce réseau.
Contrôles sanitaires réglementaires	NITRATES	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENEUR EN NITRATES MOYENNE
En 2014, l'ARS Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 12 échantillons prélevés en production et des 60 échantillons prélevés en distribution.	Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).	31 analyses réalisées sur les réseaux de distribution des communes desservies : Moyenne : 28,2 mg/l - Maximum : 33 mg/l
Conseils	DURETE	EAU TRES CALCAIRE
 Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.	Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.	Moyenne : 36°f - Maximum : 43,5°f  <i>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</i>
 Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.	FLUOR	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU PEU FLUOREE
 En habitat collectif, un point d'eau froide non traitée et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.	Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).	Moyenne : 0,39 mg/l - Maximum : 0,86 mg/l  <i>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (complément, ...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</i>
 Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.	PESTICIDES	EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre
	Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.	4 analyses de pesticides réalisées en production

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous détectez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

#### AVIS SANITAIRE GLOBAL

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une qualité bactériologique très satisfaisante. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau/104693.0.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48



**Origine de l'eau**

La commune, à l'exception de la zone d'Épluchées, est alimentée par de l'eau en provenance de l'usine de production de Méry-sur-Oise et de celle de Saint-Martin-la-Garenne.

**Contrôles sanitaires réglementaires**

En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 150 échantillons prélevés en production et des 39 échantillons prélevés en distribution.

**Conseils**



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.



En habitat collectif, un point d'eau froid non maintenu et destiné à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

**BACTERIOLOGIE**

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.

**EAU D'EXCELLENTE QUALITÉ BACTÉRIOLOGIQUE**

Tous les prélèvements sont conformes.

**NITRATES**

Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).

**EAU CONFORME À LA LIMITE DE QUALITÉ, PRÉSENTANT UNE TENUEUR EN NITRATES MOYENNE**

19 analyses réalisées en distribution :  
Moyenne : 25,3 mg/l - Maximum : 32 mg/l

**DURETÉ**

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.

**EAU PEU CALCAIRE À CALCAIRE**

Moyenne : 17,3 °f à 36 °f selon l'origine de l'eau

Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé

**FLUOR**

Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).

**EAU CONFORME À LA LIMITE DE QUALITÉ, EAU CONTENANT DES TRACES DE FLUOR**

Teneur inférieure à 0,10 mg/l

Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés,...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé

**PESTICIDES**

Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.

**EAU TOUJOURS CONFORME À LA LIMITE DE QUALITÉ  
Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre**

15 analyses de pesticides réalisées en production

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-1046930.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48


**Origine de l'eau**


Le secteur est alimenté par de l'eau provenant de l'usine de production de Méry-sur-Oise (périmètres de protection du captage instaurés par arrêté préfectoral en date du 16/09/1997 modifié).


**Contrôles sanitaires réglementaires**


En 2014, l'A.R.S. Île-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 146 échantillons prélevés en production et des 9 échantillons prélevés en distribution.

**Conseils**

 Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.

 Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.

 En habitat collectif, un point d'eau froide non traitée et destinée à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.

 Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

BACTERIOLOGIE	EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE
Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.	Tous les prélèvements sont conformes.
NITRATES	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, CONTENANT PEU DE NITRATES
Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).	145 analyses réalisées en production : Moyenne : 20,7 mg/l - Maximum : 30 mg/l
DURETE	EAU PEU CALCAIRE
Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.	Moyenne : 17,3 °f - Maximum : 23,7 °f  <i>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</i>
FLUOR	EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, EAU CONTENANT DES TRACES DE FLUOR
Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).	Teneur inférieure à 0,10 mg/l  <i>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'insérer un apport complémentaire en fluor (compléments...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</i>
PESTICIDES	EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre
Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.	14 analyses de pesticides réalisées en production

**AVIS SANITAIRE GLOBAL**





L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.santefr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-104/93.0.html>  
ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tél : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 83 48



## Bilan de l'année 2014

<b>Origine de l'eau</b> Ce secteur est alimenté par le réservoir Clos Bille à Cergy (eau en provenance de la source du lavoir à Cergy).	<b>BACTERIOLOGIE</b> Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : absence exigée.	<b>EAU D'EXCELLENTE QUALITE BACTERIOLOGIQUE</b>  Tous les prélèvements sont conformes.
<b>Contrôle sanitaire réglementaire</b> En 2014, P.A.R.S. Ile-de-France était chargée du contrôle sanitaire réglementaire de l'eau potable. Ce bilan prend en compte les résultats des 3 échantillons prélevés en production et des 10 échantillons prélevés en distribution.	<b>NITRATES</b> Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : ne pas dépasser 50 milligrammes par litre (mg/l).	<b>EAU CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE, PRESENTANT UNE TENEUR EN NITRATES ELEVÉE</b>  13 analyses réalisées (3 en production et 10 en distribution) : Moyenne : 40,1 mg/l - Maximum : 44,8 mg/l
<b>Conseils</b>  Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.  Utilisez uniquement l'eau du réseau d'eau froide pour l'alimentation.  En habitat collectif, un point d'eau froide non maintenu et destiné à l'usage alimentaire doit être disponible dans chaque appartement. En habitat individuel, cette pratique est aussi conseillée.  Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.	<b>DURETE</b> Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'existe pas de limite de qualité.	<b>EAU TRES CALCAIRE</b>  Moyenne : 37 °f  <i>Une eau calcaire n'a aucune incidence sur la santé</i>  <b>FLUOR</b> Oligo-élément naturellement présent dans le sol et l'eau. Limite de qualité : ne pas dépasser 1,5 milligramme par litre (mg/l).  Moyenne : 0,32 mg/l  <i>Le fluor a un rôle efficace pour prévenir l'apparition de caries. Toutefois, avant d'envisager un apport complémentaire en fluor (comprimés,...) chez l'enfant, il convient de consulter un professionnel de santé</i>
<b>Pesticides</b> Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. Dans ce bilan, la qualité de l'eau est exprimée selon l'appartenance à l'une des quatre classes d'exposition annuelle de la population : C, NC0, NC1 ou NC2.	<b>EAU TOUJOURS CONFORME A LA LIMITE DE QUALITE</b> Classe C : la teneur n'a jamais dépassé 0,1 microgramme par litre	1 analyse de pesticides réalisée en production

Par mesure de sécurité, les taux de chlore ont été augmentés. Si vous décelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur est inhabituelle, signalez-le à votre distributeur d'eau. (Voir facture)

### AVIS SANITAIRE GLOBAL

L'eau distribuée au cours de l'année 2014 a présenté une excellente qualité bactériologique. Cette eau est restée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres physico-chimiques (nitrates, fluor, pesticides).

Les résultats d'analyses de la qualité de l'eau sont disponibles sur Internet :  
<http://www.ars.iledefrance.sante.fr/Le-contrôle-sanitaire-de-l'eau-104693.0.html>  
 ou <http://sante.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualite-de-l-eau-potable>

Agence Régionale de Santé Île-de-France - Délégation territoriale du Val-d'Oise - CS20312  
 2 avenue de la Palette 95011 Cergy-Pontoise Cedex - Tel : 01 34 41 14 00 - Télécopie : 01 30 32 63 48

## 6.4. Le bilan énergétique du patrimoine

→ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

### Installation de production

<b>Captage de Vauréal</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	134 271	106 257	112 513	107 599	101 784	-5,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	441	456	452	411	392	-4,7%
Volume produit refoulé (m3)	304 429	233 068	248 679	261 529	259 597	-0,7%
<b>Déferrisation de l'Echaugette</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	178 057	245 478	241 999	227 326	257 947	13,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	876	1 268	1 117	1 125	1 026	-8,8%
Volume produit refoulé (m3)	203 253	193 655	216 617	201 981	251 366	24,5%
<b>F. Vallee Millet Sable</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	134 030	157 284	226 602	127 056	1 652	-98,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)	596	712	858	701	-	-
Volume produit refoulé (m3)	224 863	220 831	263 956	181 139	0	-100,0%
<b>Forage de Courdimanche</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	54 941	98 231	59 592	62 354	65 095	4,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	738	1 322	948	876	898	2,5%
Volume produit refoulé (m3)	74 447	74 319	62 878	71 171	72 510	1,9%
<b>Forage Montgeroult Stade Craie</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	210 686	213 775	226 602	221 080	218 350	-1,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	676	672	1 402	1 346	639	2,0%
Volume produit refoulé (m3)	311 750	318 195	161 646	164 259	341 501	-3,1%
<b>Puits Cergy 1</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	41 388	69 312	62 035	52 031	81 362	56,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	554	547	604	850	721	-15,2%
Volume produit refoulé (m3)	74 670	126 772	102 689	61 218	112 864	84,4%
<b>Puits Cergy 3</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	392 880	314 666	434 911	128 941	448 139	248%
Consommation spécifique (Wh/m3)	621	485	621	392	713	82%
Volume produit refoulé (m3)	632 226	648 990	700 506	328 958	628 190	91,0%
<b>Usine de Ménuccourt</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	732 814	855 587	835 731	712 728	719 573	1,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)	503	569	539	492	501	1,9%
Volume produit refoulé (m3)	1 457 350	1 504 555	1 549 749	1 448 946	1 434 929	-1,0%

<b>Forage de Sagy-Chardonville</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	599954	508290	638621	732194	652782	-10,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	385	325	405	488	443	-9,2%
Volume pompé (m3)	1559615	1563824	1577965	1500166	1472244	-1,9%

### Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

<b>Reprise Boisemont</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	10 092	12 834	7 343	7 898	6 635	-16,0%



<b>Reprise Claude Debussy</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	7 465	16 753	11 686	9 506	7 686	-19,1%
<b>Reprise de l'Oseraie</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)				343 463	365 111	3,7%
<b>Reprise de Marcouville</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	141 175	32 881	17 105	30 394	22 766	25,1%
<b>Reprise des Larris</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	139 525	50 640	36 635	60 415	34 359	-43,1%
<b>surpression Boisemont 75m3</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	3 749	3 191	3 878	3 918	3 807	-2,8%
<b>Surpression Ecancourt</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	2 446	1 705	2 983	2 784	7 913	184,2%

## Réservoir ou château d'eau

<b>Réserv Bois d'Aton Courdimanche</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	1 757	1 759	1 700	1 185	2 152	81,6%
<b>Réservoir des Epluches</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	362	443	609	539	527	-2,2%
<b>Réservoir du Parc</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	368	416	910	388	370	-4,6%
<b>Réservoir du Pigeonnier</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	438	445	277	574	401	-30,1%
<b>Réservoir 2x4000m³ de Boisemont</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>N/N-1</b>
Energie relevée consommée (kWh)	30 811	11 796	9 628	7 172	16 662	132,3%

## 6.5. Liste des IJT

2014
<b>CYO</b>
<b>TERRAINS</b>
BOISEMONT TERRAIN RESERVOIR 2000M3 RUE DU MARCHE
TERRAIN LE MONTRouGE B631 1977 M2
<b>SAN CERGY TERRAIN SIACARTE</b>
ACHAT TERRAINS AU SIACARTE POUR CA CERGY PONTOISE
<b>BOISEMONT RESERVOIR 75M3 CD22</b>
<b>RESERVOIR</b>
ETANCHEITE INTERNE
PROTECTION EXTERNE
CLOTURE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
LIGNE TELECOMMANDE
ANTI INTRUSION
SERRURERIE
MISE EN SECURITE
REENCLENCHEMENT AUTO INTRUSION
ECHELLE INTERIEUR ACCES PALIER
<b>CUVE BASSE ET GALERIE TECHNIQUE</b>
BALLON DE SURPRESSION
EQ HYDRAULIQUE
MATERIEL ELECTRIQUE
POMPE 1
POMPE 2
POMPE 3
<b>BOISEMONT RELAIS DE BOISEMONT 120 M3 H0</b>
<b>BACHE 120M3</b>
ETANCHEITE INTERNE
PROTECTION EXTERNE
SONDE DE MESURE DE NIVEAU DE LA BACHE
EQUIPEMENT DE SECURITE
CLOTURE + PORTAIL
ANTI INTRUSION
<b>ST REPRISE</b>
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
POMPE KSB N 1
POMPE KSB N 2
ARMOIRE BASSE TENSION
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
SONDE DE NIVEAU
VANNE ELECTRIQUE DE SECOURS
FOURREAUX DE PRESSION DES POMPES
COMPTEUR DN 100
REENCLENCHEMENT AUTO INTRUSION
<b>MENUCOURT STATION DE TRAITEMENT</b>
<b>TRAITEMENT</b>
TRANSFO 250KVA
CELLULE GALAXIE
CELLULE HUMAIN
CELLULE PROTECTION TRANSFO
COMPTAGE
FILTRE N.1 CAG
FILTRE N.2 CAG
FILTRE N.3 CAG
FILTRE N.4 CAG
FILTRE ECHANGEUR D'ION
MATERIAU FILTRANT CAG FILE N°1
MATERIAU FILTRANT RESINE

DEBIMETRE EAU BRUTE
DEBIMETRE EAU DENITRIFIEE
DESHUMIDIFICATEUR MLT 350
SECHEUR D AIR DW3
POMPE EAU SALEE N1
POMPE EAU SALEE N 2
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
PH METRE
POMPE DE REPRISE N1
POMPE DE REPRISE N2
POMPE DE LAVAGE N1
POMPE DE LAVAGE N2
POMPE DE REGENERATION N1
POMPE DE REGENERATION N2
POMPE A SAUMURE N1
POMPE A SAUMURE N2
POMPE DE RECIRCULATION
COMPRESSEUR D AIR N1
COMPRESSEUR D AIR N2
SURPRESSEUR HIBON
ANTIBELIER CHARLATTE 1000L
COMPTEUR EAU DE SERVICE
STABILISATEUR DN 200
DEBIMETRE EAU TRAITEE
COMPTEUR EAU DE LAVAGE
DESHUMIDIFICATEUR MONTERS
INSTRUMENTATION
ARMOIRE DE COMMANDE
automate tsx premium
SOFREL S550
ANALYSEUR NO3 LABO
analyseur chlore labo
chauffe eau
SERRURERIE GENERALE
POSTE DE CHLORATION
CUVE ACIDE SULFURIQUE
POMPE DOSEUSE N1
POMPE DOSEUSE N2
TURBIDIMETRE
CONDUCTIMETRE
BAC DE RETENTION
ONDULEUR AUTOMATE
STABILISATEUR CR80 REFOULEMENT
DEMARREUR DE POMPE DE REPRISE
PLATEFORME ACCES FILTRE A CHARBON ACTIF 1 ET 3
AFFICHER TACTILLE
MATERIAU FILTRANT CAG FILE N§2
VENTILATION ANTI POLLUTION BACHES
DEBIMETRE POMPE RECIRCULATION ECHANGEUR
PORTE CONDAMNATION ECHELLE CRINOLINE SILO A SEL
DISJONCTEUR GENERAL POMPE DE REPRISE N°1
DISJONCTEUR GENERAL POMPE DE REPRISE N°2
VANNE AUTOMATIQUE BY PASSE ECHANGEUR
<b>BACHE STOCKAGE</b>
BACHE DE STOCKAGE G.C.
REMBARDE
<b>SILO A SEL</b>
SILO A SEL
<b>STATION</b>

ANALYSEUR DE NITRATE
RESERVOIR DE MENU COURT
ECHELLE D'ACCES AU SILO A SEL
BOISEMONT RUE DU Ct COUSTEAU
RE 2 X 2000 M3 CUVE 1
GENIE CIVIL
ETANCHEITE INTERIEURE
CLOTURE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
COMPTEUR 300MM
EQUIPEMENT ELECTRIQUE D'AUTOMATISMES
SERRURERIE DIVERSES
ECHELLE FIXE EXTERIEURE SUR RESERVOIR DE BOISEMON
PROTECTIONS VENTILATIONS SUR RESERVOIR BOISEMONT
DISPOSITIF ANTI INTRUSION
REECLENCEMENT AUTO INTRUSION
ANALYSEUR CHLORE
TRANSMETTEUR TELEGESTION
RE 2 X 2000 M3 CUVE 2
GENIE CIVIL
ETANCHEITE INTERNE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
SERRURERIE DIVERSES
DISPOSITIF ANTI INTRUSION
POMPE
GTC BOISEMONT LE HAUT
GTC ARMOIRE
SOFREL S50
INSTRUMENTATION
BOISEMONT CHAMBRE RUE DES FRERES LEIRIS
EXPORT BOISEMONT - TRIEL
GENIE CIVIL
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
STABILISATEUR DN 150
COMPTEUR DN 150
SERRURERIE
BOISEMONT REGARD RUE DE LA FERME
INTERCOM VN VERS BOISEMONT
REGARD INTERCOM VN
HYDRAULIQUE
COMPTEUR DN80
TRANSMETTEUR
COURDIMANCHE CHEMIN DE LA GRANGE NEUVE
RESERVOIR 250 M3
ETANCHEITE INTERNE
PROTECTION EXTERNE
CLOTURE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
SERRURERIE
SONDE DE NIVEAU
ANTI INTRUSION
TELEGESTION
REENCLENCEMENT AUTO INTRUSION
ANALYSEUR DE CHLORE
CAPOT DOME
SONDE DE NIVEAU
COURDIMANCHE CD 22 FORAGE
FORAGE
CLOTURE Puits ET STATION

EQUIPEMENT ELECTRIQUE MT
CHLORATION
STATION PORTES
STATION RAVALEMENT ET PEINTURE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
COLONNE DE REFOULEMENT
POMPE IMMERGEE GRUNFOS ST3017
ANTIINTRUSION
INVERSEUR DE CHLORE
TELEGESTION
SONDE DE MESURE
REENCLENCHEMENT AUTO INTRUSION
POMPE SURPRESSION CHLORE
<b>ANCIEN SI COURDIMANCHE OUVRAGES RESEAU</b>
<b>MENUCOURT REDUCTEUR PRESSION RUE GRANDE</b>
EQ. HYDRAULIQUE
GENIE CIVIL
SERRURERIE
REDUCTEUR NO 101 150MM
<b>MENUCOURT REDUCTEUR PRESSION RUE DU VEXIN</b>
EQ. HYDRAULIQUE
GENIE CIVIL
SERRURERIE
REDUCTEUR NO 102 150 MM
<b>MENUCOURT REDUCTEUR PRESSION RUE DE GAULLE</b>
EQ. HYDRAULIQUE REDUCTEUR STABILISATEUR 100MM
GENIE CIVIL
SERRURERIE
REDUCTEUR NO 100 100 MM
<b>MENUCOURT CHAMBRE COTE DU PARC</b>
GENIE CIVIL
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
SERRURERIE
REDUCTEUR DE PRESSION N 105 150MM
<b>MENUCOURT STABLO ROUTE DE COURDIMANCHE</b>
GENIE CIVIL
SERRURERIE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
STABILISATEUR DN 150 NO 103
<b>MENUCOURT STABLO RUE DE GIVONNES (POTAGER)</b>
GENIE CIVIL
SERRURERIE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
STABILISATEUR DN 100 NO 104
<b>MENUCOURT STABLO VILLA DES BOIS</b>
GENIE CIVIL
SERRURERIE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
STABILISATEUR DN 150 NO 106
<b>BOISEMONT STABLO RUE DE LA MAIRIE</b>
GENIE CIVIL
SERRURERIE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
STABILISATEUR DN 150 NO 5
<b>SAGY INTERCOM SFDE-SIEVA</b>
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
GENIE CIVIL
SERRURERIE
STABILISATEUR DN 150

COMPTEUR DN 150
COURDIMANCHE CD22 EXPORT 170
GENIE CIVIL
SERRURERIE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
STABILISATEURS DIAM 125 ET DIAM 200
SAGY FORAGE DE CHARDRONVILLE
FORAGE DE CHARDRONVILLE
FORAGE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
CLOTURE STATION
STATION GENIE CIVIL
ARMOIRE ELECTRIQUE
ETANCHEITE LOCAL
POMPE KSB FORAGE N§1
Transformateur 200 KVAR
COMPRESSEUR CREYSSENSAC 198917
POMPE KSB FORAGE N§2
INVERSEUR AUTOMATIQUE DE CHLORE
CAPOT PROTECTION PIEZO
ANTI INTRUSION
GTC SOFREL S550
REENCLENCHMENT AUTO INTRUSION
DEBITMETRE
VANNE D ISOLEMENT FORAGE
ANTI BELIER
SAGY FORAGE DE CONDECOURT
FORAGE DE CONDECOURT
LOCAL D'EXPLOITATION
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
ARMOIRE ELECTRIQUE
BARDAGE EN BOIS (PARC DU VEXIN)
PISTE GRAVE BETON - ACCES
POMPE FORAGE
FORAGE
TRANSFORMATEUR FORAGE
COMPRESSEUR
SONDE DE MESURE DE NIVEAU
COMPTEUR FORAGE
CAPOT ALUMINIUM
TUYAU WELLMASTER
CLOTURE ET PORTAIL
LIAISONS FORAGE 1 ET 2
CHLORATION
COFFRET DISTRIBUTION ELECTRIQUE
ANTIBELIER
SAN CERGY INTERCOM SAN VERS PONTOISE VOIE 20
INTERCOM VOIE 20
GENIE CIVIL REGARD
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
COMPTEUR
TRANSMETTEUR LS42
SAN CERGY MARCOUVILLE CHAMBRE COMPTAGE
CHAMBRE COMPTAGE AMONT
GENIE CIVIL
SERRURERIE
TRAPPES 1200X800 ET 1000X800
RV300 MM AMONT MANUEL
RV300 AVAL MANUEL



RV 400 MM MANUEL
VANNE MONOVAR 300mm
debimetre 300 mm
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
VANNE MANUELLE 400 MM
EQUIPEMENT ELECTRIQUE
<b>CHAMBRE COMPTAGE AVAL</b>
GENIE CIVIL
TRAPPE 1000 X 800
SERRURERIE
HYDRAULIQUE
RV 400mm MANUEL AVAL
RV 400 MM MANUEL AMONT
DEBITMETRE 400 mm
STABILISATEUR DE PRESSION 200 MM
VANNE 200 mm AVAL MANUEL
VANNE 200 MM AMONT MANUEL
VANNE 400 MM MANUELLE
EQUIPEMENT ELECTRIQUE
<b>CHAMBRE VANNE RN14</b>
GENIE CIVIL
HYDRAULIQUE
ARMOIRE ELECTRIQUE
VANNE DN 500 ELECTRIQUE
<b>CHAMBRE COMPTAGE MARCOUVILLE</b>
VANNE MANUELLE 500mm
vanne manuelle 500 mm
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
SERRURERIE
GENIE CIVIL
<b>CHAMBRE COMPTAGE COTE 112 VERS PONTOISE</b>
COMPTEURS 300mm
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
GENIE CIVIL
TRANSMETTEUR
<b>BOISEMONT RESERVOIR 2X4000M3 RUE DE LA FERME</b>
<b>RESERVOIR 1A 1000 M3</b>
ETANCHEITE EXTERNE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE CUVE N 1
ETANCHEITE INTERNE CUVE 1
PORTAIL 4M
DESHUMIDIFICATEUR
PROTECTION EXTERNE HYDRAULIQUE
SERRURERIE
VEGAMETRE SONDE DE SECOURS
<b>RESERVOIR 1B 3000 M3</b>
GENIE CIVIL SUR CUVE NO 2
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE CUVE N 2
ETANCHEITE EXTERNE CUVE N 2
ETANCHEITE INTERNE CUVE 2
RETEVEMENT S/HYDRAULIQUE
SERRURERIE
SONDE DE NIVEAU N 2
<b>STATION DE REPRISE</b>
EQUIPEMENT ELECTRIQUE
DISPOSITIF ANTI INTRUSION
POMPE N 1
POMPE N 2
DISPOSITIF DE COMPTAGE

ANALYSEUR DE CHLORE
ARMOIRE GTC
GTC API
GTC INSTRUMENTATION
SOFREL EXTENSION
GTC AFFICHEUR GRAPHIQUE
DESHUMIDIFICATEUR
REENCLENCHEMENT AUTO INTRUSION
CARETE CPU AUTOMATE OMRON
ARMOIRE COMMANDE POMPES REPRISES
REGARD VANNE ANNULAIRE
STABILISATEUR AMONT 1
VANNE ANNULAIRE DN 125
GENIE_CIVIL
EQUIPEMENT ELECTRIQUE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
CUVE 3 RESERVOIR 4000 M3
HYDRAULIQUE
SERRURERIE
ETANCHEITE INTERNE
ETANCHEITE EXTERNE
CERGY STATION DES LARRIS
CERGY STATION DES LARRIS
POMPE GOURDIN N.4
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
POMPE GOURDIN DSC N 81 1007 3
POMPE GOURDIN D7C N 81 1007 1
POMPE GOURDIN D7C N 81 1007 2
EQUIPEMENT ELECTRIQUE HAUTE TENSION
TRANSFORMATEUR TRANSUNEL 160 KVA N480193
EQUIPEMENT ELECTRIQUE BASSE TENSION
PROTECTION INTERNE
MUR DE SEPARATION LOCAL B.T.
BATTERIE DE CONDENSATEURS
ANALYSEUR DE CHLORE
ALTUGLASS SUR LA COUPOLE
COMPRESSEUR KNF N 1128988
COMPTEURS DES LARRIS DIAM 300
REENCLENCHEMENT AUTO INTRUSION
DISPOSITIF ANTI INTRUSION
SANITAIRE EVACUATION EU
SOFREL
SERRURERIE
VESSIE ANTI BELIER
DEBIMETRE ET VARIATEUR DE VITESSE
TELEMECANIQUE ATV 61 HD 55N4
OSNY-MARCOUVILLE RESERVOIR
STATION DE REPRISE
POMPE GOURDIN 180 M3/H N.1
POMPE GOURDIN 180M3/H N.2
COMPRESSEUR D'AIR CS 20
EQUIPEMENT ELECTRIQUE
VANNE ELECTRIQUE TOUT OU RIEN FILE 1
BALLON CHARLATTE N 1
BALLON CHARLATTE N 2
STABILISATEUR DE PRESSION BAYARD
MESURE DE NIVEAU CUVE N.1
TELETRANS SOFREL
POMPE GOURDIN N.3 360M3/H

COMPTEUR WOLTEX DIAM 200
BI PASS 150 112
COMPTEURS PONTOISE VN300 (stabilisateur ecoulemen
ANALYSEUR DE CHLORE
REENCLENCHMENT AUTO INTRUSION
CARTE ETHERNET
RENFORCEMENT SYSTEME ANTI INTRUSION
CARTE COMMUNICATIONS AUTOMATE
VANNES CLAPETS POMPES REPRISES
RESERVOIR
GTC AFFICHEUR GRAPHIQUE
DEBITMETRE MARCOUVILLE
VANNE DN500
HYDRAULIQUE
COURDIMANCHE AVAL MONOVAR
GTC 1
GENIE CIVIL
BD STE APPOLINE
GENIE CIVIL
HYDRAULIQUE
VANNE
SERRURERIE
GTC 2
ARMOIRE GTC
GTC API
SOFREL
INSTRUMENTATION
DEBITMETRE
CERGY UNITES INJECTION SOUDE
BATIMENT CERGY SOUDE CERGY 1
BATIMENT UNITE INJECTION SOUDE
COURDIMANCHE BOIS D'ATON
RESERVOIR 2500 M3
CAPOTS RESERVOIR
ECHELLE RESEROIR
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
ALARME ANTI INTRUSION
REECLENCHMENT AUTOMATIQUE CENTRALE INTRUSION
ARMOIRE DE COMMANDE
EQUIPEMENT ELECTRIQUE
TELEGESTION
ANALYSEUR DE CHLORE
ARMOIRE GTC
GTC API
GTC SOFREL EXTENSION
INSTRUMENTATION
CARTE ETHERNET
ONDULEUR
CHAMBRE DE VANNES
VANNES
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
CLAPET DN 600
VANNE ANNULAIRE
FORAGE MONTGEROULT STADE
GENIE CIVIL
EQUIPEMENT CHLORATION
POMPE SURPRESSION CHLORE
EQUIPEMENT ELECTRIQUE

EQUIPEMENT ANTI BELIER
TRANSFORMATEUR H61
CLOTURE
ESPACES VERTS
SERRURERIE
PORTAIL
ALARME ANTI INTRUSION
TRANSMETTEUR DE TELEGESTION
ANALYSEUR CHLORE
CHLOROMETRE
FORAGE STADE CRAIE
FORAGE A LA CRAIE
ALARME ANTI INTRUSION
TRANSMETTEUR DE TELEGESTION
POMPE KSB UPA 150S 48/13 N95006774 (CRAIE)
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
SONDE DE MESURE DE NIVEAU
TUBAGE
COLONNE DE REFOULEMENT
PISTE ACCESS FORAGES MONTGEROULT STADE
TETE DE Puits
POMPE SURPRESSION CHLORE
FORAGE STADE SABLE
FORAGE AU SABLE
AUTOMATISATION MELANGE VIOSNE
ALARME ANTI INTRUSION
POMPE KSB UPA 150S 20/15 N 655090/794001
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE FORAGE SABLE
TRANSFORMATEUR
SONDE DE MESURE DE NIVEAU
MONTGEROULT VALLEE MILLET STATION FORAGE
STATION VALLEE MILLET SABLE
GENIE CIVIL
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE SABLES
INVERSEUR CHLORE
GROUPE GOURDIN 40M3/H FORAGE SABLE
EQUIPEMENT ELECTRIQUE
EQUIPEMENT ANTI BELIER
TRANSFORMATEUR H61
ESPACES VERTS
CLOTURE+ PORTAIL
SERRURERIE FORAGE 2
BARRIERE PIVOTANTE
TRANSMETTEUR DE TELEGESTION
ALARME ANTI INTRUSION
INVERSEUR CHLORE
FORAGES AU SABLE
SONDE DE MESURE DE NIVEAU
TUYAU WELLMASTER POMPE FORAGE
EQUIPEMENT CHLORATION
SUPRESSEUR CHLORE
SAN CERGY CANALISATION 400ML
CANALISATION 400ML
35ML SOUS A14
12ML SOUS VIOSNE
ROBINET VANNE 400ML
2 RV 400MM
JOUY LE M. SURPRESSION DE JOUY ECANCOURT
STATION SURPRESSION DE JOUY ECANCOURT

ARMOIRE ELECTRIQUE
COMPTEUR EAU
ANTI BELIER 200 LITRES
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
POMPE VIDE CAVE
POME N1
POMPE VU N2
POMPE N3
TRANSMETTEUR SOFREL
GENIE CIVIL
VARIATEUR DE VITESSE N 1
VARIATEUR N 2
VARIATEUR N3
CERGY POSTE CENTRAL BUREAU
GTC
GTC PC
GTC ECRAN PLAT 17
GTC IMPRIMANTE
GTC CLE PANO RUNTIME
GTC API
GTC PROTOCOLE DE COMMUNICATIONS FINS
INTEGRATION GTC OSERAIE DEBUSSY
ONDULEUR GTC
COMPLEMENT D INTEGRATION GTC OSERAIE DEBUSSY
SYNTERSE LOCAL LERNE
ETUDE RATIONALISATION ET CTC
ETUDE DE RATIONALISATION
OSNY RESERVOIR SUR TOUR 1000 M3 PIGEONNIER (OSNY)
CHAUSSEE J. CESAR
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
ETANCHEITE INTERNE
ETANCHEITE EXTERNE
CLOTURE
PLAFOND ISOLANT
ECLAIRAGE RESERVOIR
VANNE MODULANTE
SERRURERIE
DISPOSITIF ANTI INTRUSION
ARMOIRE GTC
TELEGESTION
INSTRUMENTATION
COMPTEUR D'EAU DN 200
ANALYSEUR DE CHLORE
REENCLENCHEMENT AUTO INTRUSION
MISE EN SECURITE PASSERELLE
MISE EN SECURITE
OSNY RESERVOIR SUR TOUR 350 M3 LA GROUE
RUE DE LIVILLIERS
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
ETANCHEITE INTERNE
ETANCHEITE EXTERNE
ECLAIRAGE RESERVOIR
SONDE DE NIVEAU
SERRURERIE
DISPOSITIF ANTI INTRUSION
REENCLENCHEMENT AUTO INTRUSION
TRANSMETEUR S50
OSNY RUE DE L'ECHAUGETTE
BACHE DE REPRISE 120 M3

ETANCHEITE INTERNE
ETANCHEITE EXTERNE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
SERRURERIES DIVERSES
OSNY BATIMENT UNITE INJONCTION SOUDE
BATIMENT UNITE INJONCTION SOUDE
BATIMENT UNITE INJECTION OSNY
OSNY ECHAUGETTE
REPRISE
REENCLENCHMENT AUTO INTRUSION
INVERSEUR DE CHLORE
BACHE EAU DE LAVAGE 80 M3
BACHE EAU DE LAVAGE
POMPE RELEVEMENT N 1
POMPE RELEVEMENT N 2
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
BARRIERE GARDE CORPS BACHE
SERRURERIE
GTC
TELEGESTION FR1000
STATION DE DEFERRISATION
FILTRE N.1
FILTRE N.2
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
COMPRESSEUR AIR
SURPRESSEUR AIR DE LAVAGE
CHLORATION
POMPE EAU DE LAVAGE
POMPE DE REPRISE N.1
POMPE REPRISE LE PIGEONNIER
POMPE DE REPRISE N.3
RESERVOIR ANTI BELIER N.1
RESERVOIR ANTI BELIER N.2
CLOTURE
PORTE D'ACCES
SERRURERIE
COMPTEURS FORAGES SADE
DEBITMETRE REPRISE N 1
ARMOIRE DE COMMANDE
TURBIMETRE
ANALYSEUR DE CHLORE
RESEAU AIR COMPRIME
DESHYDRATEUR D'AIR
TUYAUTERIE EN CANIVEAU FORAGE SADE
DISPOSITIF ANTI INTRUSION
DEBITMETRE FORAGE HUILLET
HYDROEJECTEURS CIFEC
COMPTAGE OSNY GENICOURT
TRANSMETTEUR
OSNY REGARD STABILISATEUR DU CLOS FLEURI
REGARD STABILISATEUR DU CLOS FLEURI
GENIE CIVIL
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
SERRURERIE
VANNE ELECTRIQUE 300 MM
STABILISATEUR 300 MM
MATERIEL ELECTRIQUE
OSNY MISSIPIPI RUE DE L'ECHAUGUETTE
PUITS HUILLET



POMPE KSB 400.981.425 N1
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
CLOTURE Puits HUILLET
SERRURERIE
TRAVAUX Puits HUILLET
OSNY LE PARC RUE DE L'ECHAUGUETTE
OSNY FORAGE SADE
POMPE CAPRARI E6X40 2400
COLONNE WELLMASTER + ACCESSOIRES
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
SERRURERIE
GENIE CIVIL
SONDE DE MESURE DE NIVEAU
ECHELLE
PUISEUX-P. INTERCOM
INTERCOM RUE DE LA DISTILLERIE
CHAMBRE DE COMPTAGE
COMPTEUR D'EAU DN 150
CLAPET DN 150
VANNES
STABILISATEUR D'ECOULEMENT
HYDRAULIQUE
INTERCOM GRANDE RUE
CHAMBRE DE COMPTAGE
COMPTEUR D'EAU DN 150
STABILISATEUR D'ECOULEMENT
CLAPET DN 150
VANNES
HYDRAULIQUE
ERAGNY STABLO SORTIE 8 A15
STABLO SORTIE 8 A16
GENIE CIVIL
SERRURERIE
STABLO DN 150 NO 215
ERAGNY STABLO RD PT CH DE GAULLE
STABLO RD PT CH DE GAULLE
GENIE CIVIL
SERRURERIE
STABLO DN 150 NO 214
ERAGNY CHAMBRE CLOS DE SANTEUIL
CHAMBRE CLOS DE SANTEUIL
GENIE CIVIL
SERRURERIE
VANNE DN 500
VANNE DN 600
VANNE DN 250
STABILISATEUR D300
ERAGNY STABILISATEUR DN150 RUE DE LA GARE
STABILISATEUR DN150 RUE DE LA GARE
GENIE CIVIL
SERRURERIE
STABILISATEUR DN 150
ERAGNY DEBITMETRE CLOS DE SANTEUIL
DEBITMETRE CLOS DE SANTEUIL
GENIE CIVIL
SERRURERIE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
DEBITMETRE ABB DIAM 400
EQUIPEMENT ELECTRIQUE

TELEGESTION

**ERAGNY CLOS DE SANTEUIL**

**STATION CLOS DE SANTEUIL**

STABILISATEUR DN 300 NO 206

GENIE CIVIL

SERRURERIE

**ERAGNY PAVILLON, STATION ELEVATOIRE**

**PAVILLON - STATION ELEVATOIRE**

REHABILITATION LOGEMENT ELECTRICITE

REHABILITATION LOGEMENT PEINTURE

REHABILITATION LOGEMENT PLOMBERIE

REHABILITATION LOGEMENT SANITAIRES

REHABILITATION LOGEMENT CHAUFFAGE

TRAVAUX DE REHABILITATION DU LOGEMENT(MACONNERIE)

AMENAGEMENT SALLE DE BAIN MACONNERIE

AMENAGEMENT SALLE DE BAIN PLOMBERIE

AMENAGEMENT SALLE DE BAIN ELECTRICITE

AMENAGEMENT SALLE DE BAIN PEINTURE

RENOVATION CLOTURE ET PORTAIL

**PONTOISE VANNES DE SURVITESSE VIADUC D915**

**VANNE COTE PONTOISE**

GENIE CIVIL

EQUIPEMENT HYDRAULIQUE

SERRURERIE

VANNE DE SURVITESSE DN 400

**VANNE COTE MARCOUVILLE**

GENIE CIVIL

EQUIPEMENT HYDRAULIQUE

SERRURERIE

VANNE SURVITESSE DN 400

**PONTOISE STABILISATEUR RD PT LECLERC**

**STABILISATEUR ROND POINT LECLERC**

GENIE CIVIL

VANNE MANUELLE 400 MM AMONT

VANNE MANUELLE 400 MM AVAL

STABILISATEUR 400 MM

EQUIPEMENT HYDRAULIQUE

SERRURERIE

VANNE STOPFLUIDE 400 MM

**PONTOISE RESERVOIR DE MARCOUVILLE**

**RESERVOIR DE MARCOUVILLE**

EQUIPEMENT HYDRAULIQUE

ETANCHEITE INTERNE

PLANCHER STATION REPRISE MARCOUVILLE

DISJONCTEUR + 14 POINTS LUMINEUX

SERRURERIE

CLAPET AMRI DN 400 (R.D.C)

ALARME ANTI INTRUSION

ETANCHEITE EXTERNE CUVE N3 (HAUTE)

REPARATION VIDANGE

ETANCHEITE EXTERNE

**PONTOISE RUE CLAUDE DEBUSSY**

**RESERVOIR 1500M3**

GENIE CIVIL

EQUIPEMENT HYDRAULIQUE

BRANCHEMENT E D F

ETANCHEITE DU RESERVOIR

CLOTURE

PORTAIL

ECHELLES ET GARDE CORPS
CAPOT ALU
VENTILATIONS
DISPOSITIF ANTI INTRUSION
POMPE DE VIDANGE
<b>STATION DE REPRISE</b>
POMPE KSB N1
POMPE KSB N2
POMPE KSB N3
POMPE KSB N4
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE POMPE N1
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE POMPE N2
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE POMPE N3
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE POMPE N4
CONDUITE ASPIRATION
REFOULEMENT COTE 112
REFOULEMENT DISTRIBUTION PONTOISE BAS
DEBIMETRE D 250MM
DEBIMETR D 100MM
ANTI BELIER
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE ANTI BELIER
REDUCTEUR PRESSION BAYARD
POMPE VIDE-CAVE N1
POMPE VIDE-CAVE N2
POMPE DE VIDANGE
COMPRESSEUR ANTI BELIER KNF
ARMOIRE DE COMPTAGE EDF
EQUIPEMENT B.T
DEMARREUR POMPE N1
DEMARREUR POMPE N2
DEMARREUR POMPE N3
VARIATEUR POMPE N4
ECLAIRAGE STATION
CHAUFFAGE STATION
SONDE DE NIVEAU
MESURE DE PRESSION
ASSECHEUR D'AIR
GRUE HYDRAULIQUE
GTC SOFREL EXTENSION
GTC INSTRUMENTATION
ANALYSEUR DE CHLORE
<b>PONTOISE-ST OUEN L'A. CALORIFUGEAGE CANA 300</b>
<b>CANA 300 PONT ST OUEN A PONTOISE</b>
CALORIFUGEAGE CANA 300
<b>PONTOISE STABILISATEURS</b>
<b>PONTOISE STABILISATEUR RUE DU GAL SCHMITZ</b>
GENIE CIVIL
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
STABILISATEUR AVAL N.8 DN 150
SERRURERIE
<b>PONTOISE STABILISATEUR RUE MARIA DERAISMES</b>
GENIE CIVIL
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
SERRURERIE
STABILISATEUR N.9 DN 150
<b>ST OUEN L'A. REGARD RUE DE L'OISE</b>
<b>REGARD RUE DE L'OISE</b>
ECHELLE
VANNE DN 600 NO 219

REGARD

**ST OUEN L'A. CHAMBRE RUE VICTOR LEVEAU**

CHAMBRE RUE VICTOR LEVEAU

GENIE CIVIL

PASSAGE SOUS VOIE SNCF 40ML

SERRURERIE

DILATOFLEX NO 218

**ST OUEN L'A. CHAMBRE RUE DE LA GARE EPLUCHES**

CHAMBRE RUE DE LA GARE D'EPLUCHE

GENIE CIVIL

SERRURERIE

VANNE DN 600 NO 210

PASSAGE SOUS VOIE SNCF

**ST OUEN L'A. CHAMBRE CHEMIN DE SAINT HILAIRE**

DILATOFLEX

GENIE CIVIL

SERRURERIE

DILATOFLEX NO 209

**ST OUEN L'A. CHAMBRE RUE EPLUCHES C.LECLERC**

CHAMBRE RUE EPLUCHES C.LECLERC

GENIE CIVIL

SERRURERIE

STABILISATEUR DN 150 N 199

**ST OUEN L'A. CHAMBRE CH. JULES CESAR -SNCF**

CHAMBRE CHAUSSEE JULES CESAR -SNCF

GENIE CIVIL

SERRURERIE

VANNE DN 300 NO 252

VANNE DN 600 NO 251

**ST OUEN L'A. PASSAGE AERIEN VOIE SNCF**

PASSAGE AERIEN VOIE SNCF

GENIE CIVIL

SERRURERIE

40 ML DN 600

VANNE DN 600 NO 255

VANNE DN 600 NO 254

**ST OUEN L'A. REDUCTEUR MAUBUISSON**

REDUCTEUR PRESSION MAUBUISSON

GENIE CIVIL

SERRURERIE

REDUCT DE PRESSION DN150 NO 201

**ST OUEN L'A. STABLO RUE GAL DE GAULLE**

STABILISATEUR RUE GAL DE GAULLE

GENIE CIVIL

SERRURERIE

STABILISATEUR NO 202 DN200

**ST OUEN L'A. STABLO ALLEE COLBERT**

STABILISATEUR ALLEE COLBERT

GENIE CIVIL

SERRURERIE

STABILISATEUR NO 205 DN200

**ST OUEN L'A. REGARD SOUS PONT A15 - ECLUSE**

REGARD SOUS PONT A15 - ECLUSE

GENIE CIVIL

SERRURERIE

VANNE DN 500

VANNE DN 250 DE PIQUAGE

**ST OUEN L'A. CH DE COMPTAGE PL CARNOT QUAI ECLUSE**

CHAMBRE COMPTAGE PLACE CARNOT QUAI ECLUSE

COMPTEUR AVAL DN 200
EQUIPEMENT ELECTRIQUE
GENIE CIVIL
BRANCHEMENT TELECOM PLACE CARNOT
BRANCHEMENT EDF PLACE CARNOT
GTC SOFREL S50
STABLO DN 300 AVAL
VANNE MANUELLE DN 600 AVAL
VANNE MANUELLE DN 600 AMONT
VANNE ELECTRIQUE DN 400
VANNE MANUELLE DN 300 AMONT
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
SERRURERIE
ECHELLE DE DESCENTE
<b>ST OUEN L'A. RESERVOIR 1000M3/H20 RUE DU PARC</b>
RESERVOIR
PROTECTION EXTERNE
CLOTURE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
VANNE ELECTRIQUE
SERRURERIE
SONDE DE NIVEAU
MATERIEL ELECTRIQUE
ANTI INTRUSION
DEBITMETRE DN250
ANALYSEUR DE CHLORE
REENCLENCHMENT AUTO INTRUSION
<b>STABILISATEUR</b>
CHAMBRE POUR STABLO
STABLO DN 200
DIAPHRAGME INOX
<b>ST OUEN L'A. RESERVOIR 500M3/H20 EPLUCHES</b>
RESERVOIR
PROTECTION EXTERNE
CLOTURE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
REGARD POUR VANNE ELECTRIQUE ET COMPTEUR
VANNE ELECTRIQUE AMRI 150-40982592
EQUIPEMENT ELECTRIQUE
SERRURERIE
SONDE DE NIVEAU
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE CUVE
ANTI INTRUSION
ANALYSEUR DE CHLORE
REENCLENCHMENT AUTO INTRUSION
DEBIMETRE
<b>STABILISATEUR</b>
CHAMBRE POUR STABLO
STABLO DN 150
DIAPHRAGME INOX
<b>ABORDS</b>
AMENAGEMENT DES ABORDS COTE RUE EGALISSES
<b>ST OUEN L'A. REGARD DE COMPTAGE DE MERY BG02</b>
<b>IMPORT SEDIF VERS SFDE</b>
MISE EN CONFORMITE DU REGARD
GTC SOFREL S50
INDICATEUR FREQUENCE COMPTAGE
<b>ST OUEN L'A. REGARD COMPTAGE DE PIERRELAYE BG01</b>
<b>REGARD COMPTAGE DE PIERRELAYE BG02</b>

MISE EN CONFORMITE DU REGARD
GTC SOFREL S50
<b>ST OUEN L'A. REGARD VANNE 600 AV DU CHATEAU</b>
<b>REGARD VANNE 600 AV DU CHATEAU</b>
RV DN 600 NO 206
BY PASS 150 MM
HYDRAULIQUE
GENIE CIVIL
<b>ST OUEN L'A. DEBITMETRES</b>
<b>DEBITMETRE QUAI DU HALAGE</b>
GENIE CIVIL
SERRURERIE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
DEBITMETRE ABB DIAM 600
EQUIPEMENT ELECTRIQUE
TELEGESTION
FOURREAU DIAM 100 ALIMENTATION ELEC
<b>DEBITMETRE CHEMIN DE SAINT PRIX</b>
GENIE CIVIL
SERRURERIE
EQUIPEMENT ELECTRIQUE
TELEGESTION
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
DEBITMETRE ABB DIAM 400
MISE EN SECURITE - ARMOIRE DE COMMANDE
<b>CERGY RESERVOIR 375MO/HO CLOS BILLE</b>
<b>CUVE N.1</b>
PROTECTION EXTERNE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
SERRURERIE
SONDE DE NIVEAU
ALARME INTRUSION
<b>CUVE N.2</b>
PROTECTION EXTERNE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
CHEMIN D'ACCES AUX RESERVOIRS
SERRURERIE
<b>CERGY VANNE STRAT ENTRE CAPTAGE ET CLOS-BILLES</b>
<b>VANNE STRAT ENTRE CAPTAGE ET CLOS-BILLES</b>
GENIE CIVIL
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
VANNE DN 250
VANNE DN 200
Serrurerie
<b>CERGY Puits HUILLET N1 CERGY</b>
<b>CHEMIN DU BORD DE L'EAU</b>
PROTECTION EXTERNE
CLOTURE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
EQUIPEMENT ELECTRIQUE BT
TRANSFORMATEUR N48266A
POMPE KSB UPA 150S 65/14 N 1T06 632028
POMPE KSB NO905-135304
EQUIPEMENT ELECTRIQUE HT
CLOTURE PERIMETRE DE PROTECTION
INVERSEUR DE CHLORE CERGY 1
CHLORATION CIFEC
TELEGESTION
DISPOSITIF ANTI INTRUSION



CHLOROMETRE
CERGY PUIITS HUILLET N3
CERGY RUE DES PATIS
TELEGESTION (SATELITTE)
CLOTURE PORTAIL
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
armoie electrique
TRANSFORMATEUR ALSTHOM
POMPE KSB No 570071
POMPE MIM KSB N 89.52.94
ANTI BELIER
COMPRESSEUR CREYSSENSAC N 220200
CHLORATION CIFEC
SURPRESSEUR CHLORE
VANNE DU 3EME DRAIN
COMPTEUR DN 150
DISPOSITIF ANTI INTRUSION
disjoncteur
SONDE DE MESURE
REENCLENCHMENT AUTO INTRUSION
MODELE MATHEMATIQUE NAPPE
MISE EN SECURITE - COUVERTURE DE REGARD
COLONNE REFOULEMENT POMPE DU PUIITS
MODELE MATHEMATIQUE 2EME PHASE
CHLOROMETRE
ANALYSEUR CHLORE
CERGY RN 322 LA SOURCE DU LAVOIR
STATION DE REPRISE
CLOTURE
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
ARMOIRE ELECTRIQUE BASSE TENSION
TRANSFORMATEUR
DISJONCTEUR GENERAL STATION
POMPE KSB 21303 A 1202/2
POMPE KSB 21303A 1202/1
ANTI INTRUSION
CHLORATION PAR SURPRESSION
PORTILLON CHAMBRE DE VANNES
TELEGESTION
SERRURERIE
COMPTEUR DN 100
SONDE DE MESURE DE NIVEAU
REENCLENCHMENT AUTO INTRUSION
ANALYSEUR DE CHLORE
TRAPPE D ACCES CAPTAGE
JOUY LE MOUTIER STABLO RUE DE L EGLISE
STABILISATEUR RUE DE L EGLISE
GENIE CIVIL
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE
STABILISATEUR N.4 DN 150
COMPTEUR EAU
SERRURERIE
CERGY CHAMBRE DE VANNE PL. DE LA REPUBLIQUE
INTERCOM RESEAU VILLAGE - VILLE NOUVELLE
SATELLITE DE TELEGESTION
ARMOIRE ELECTRIQUE
MATERIEL ELECTRIQUE
POMPE SOUS JUPE
COMPTEUR DN 100

COMPTEUR DN 150
TAMPON DE VISITE
STABILISATEUR ECOULEMT D150 N.14
HYDROSTAB AVAL 150
CLAPET DN 100
R.V MAI PLAST DN 100
R.V MAI PLAST DN 150
STABILISATEUR D'ECOULEMENT DN 100
FILTRE PURGE DN 150
<b>JOUY LE MOUTIER STATION SURPRESSION</b>
<b>STATION SURPRESSION</b>
TELEGESTION
<b>OSNY RESERVOIR DE L' OSERAIE 5000 M307044O01</b>
<b>CUVE HAUTE(2500 m3)07044O01</b>
CLOTURE
PORTAIL
ETANCHEITE TOIT CUVE SUR TOUR
ETANCHEITE INTERIEURE CUVE HAUTE
HYDRAULIQUE RESERVOIR
PORTE ACCCES
PORTE CHLORE
TRAPPE CUVE HAUTE
ECHELLE CRINOLINE
GARDE CORPS
GROUPE ELECTROPOMPE N1
GROUPE ELECTROPOMPE N2
GROUPE ELECTROPOMPE N3
VANNE PAPILLON DN400 N 1
VANNE PAPILLON DN400 N 2
VANNE PAPILLON DN400 N 3
VANNE PAPILLON DN400 N 4
VANNE PAPILLON DN400 N 5
VANNE PAPILLON DN400 N 6
VANNE PAPILLON DN400 N 7
VANNE PAPILLON DN400 N 8
VANNE PAPILLON DN400 N 9
VANNE PAPILLON DN400 N 10
VANNE PAPILLON DN400 N 11
VANNE PAPILLON DN400 N 12
VANNE PAPILLON DN400 N 13
VANNE PAPILLON DN400 N 14
VANNE PAPILLON DN400 N 15
VANNE PAPILLON DN400 N 16
VANNE PAPILLON DN400 N 17
VANNE PAPILLON DN400 N 18
VANNE PAPILLON DN200 N 1
VANNE PAPILLON DN200 N 2
VANNE PAPILLON DN200 N 3
VANNE PAPILLON DN200 N 4
VANNE PAPILLON DN200 N 5
VANNE PAPILLON DN200 N 6
VANNE PAPILLON DN200 N 7
VANNE PAPILLON DN200 N 8
VANNE PAPILLON DN200 N 9
VANNE PAPILLON DN200 N 10
VANNE PAPILLON DN200 N 11
VANNE PAPILLON DN200 N 12
VANNE PAPILLON DN200 N 13
VANNE A OPERCULE DN400

VANNE A OPERCULE DN100 N 1
VANNE A OPERCULE DN100 N 2
VANNE REGULATION ANNULAIRE DN400
MOTORISATION VANNE REGULATION ANNULAIRE
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN400 V1
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN400 V2
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN400 V3
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN400 V4
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN400 V5
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN400 V6
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN400 V7
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN200 V1
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN200 V2
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN200 V3
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN200 V4
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN200 V5
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN200 V6
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN200 V7
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN200 V8
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN200 V9
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN200 V10
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN200 V11
MOTORISATION VANNE ELECTRIQUE DN200 V12
VENTILATEUR D' AIR
VENTILATEUR EXHAURE CHATEU D' EAU
BATTERIE DE DESHUMIDIFICATION
CIRCUIT VENTILATION
COFFRET ELECTRIQUE PRISE SOUS SOL
COFFRET ELECTRIQUE PRISE RDC
COFFRET ELECTRIQUE PRISE ETAGE
TUYAUX HP LAVAGE CUVES
CENTRALE INCENDIE
CHLOROMETRE N 1
CHLOROMETRE N 2
DETECTEUR FUITE CHLORE
CHLORATION POMPE SURPRESSION
CHLORATION REGULATEUR
CHLORATION VANNE MODULANTE
CHLORATION INVERSEUR ELECTRIQUE
ANALYSEUR DE CHLORE 1
ANALYSEUR DE CHLORE 2
RESISTANCE CHAUFFANTE 500W
PONT ROULANT + PALAN ELECTRIQUE NIVEAU 0
POTENCE NIVEAU -1
POTENCE NIVEAU -1
DEBITMETRE D300 CONDUITE PONTOISE
DEBITMETRE D300 OSERAIE BOUCLE NORD
DEBITMETRE D300 OSERAIE ARRIVEE
CAPTEURS DE PRESSION N 1
CAPTEURS DE PRESSION N 2
CAPTEURS DE PRESSION N 3
CAPTEURS DE PRESSION N 4
SONDE DE NIVEAU N 1
SONDE DE NIVEAU N 2
REGULATEURS A FLOTTEURS
ECLAIRAGE ARCHITECTURAL RESERVOIR
ARMOIRE ELECTRIQUE ECLAIRAGE EXTERIEUR
ECLAIRAGE EXTERIEUR RESERVOIR
ECLAIRAGE

CHARGEUR BALISES AERIENNES

BALISE AERIENNE N 1

BALISE AERIENNE N 2

BALISE AERIENNE N 3

BALISE AERIENNE N 4

BALISE AERIENNE N 5

BALISE AERIENNE N 6

BALISE AERIENNE N 7

BALISE AERIENNE N 8

BALISE AERIENNE N 9

BALISE AERIENNE N 10

BALISE AERIENNE N 11

BALISE AERIENNE N 12

BALISE AERIENNE N 13

BALISE AERIENNE N 14

BALISE AERIENNE N 15

BALISE AERIENNE N 16

BALISE AERIENNE N 17

BALISE AERIENNE N 18

BALISE AERIENNE N 19

BALISE AERIENNE N 20

BALISE AERIENNE N 21

BALISE AERIENNE N 22

BALISE AERIENNE N 23

BALISE AERIENNE N 24

PARATONNERRE

INVERSEUR DE SOURCE GROUPE ELECTROGENE

ANTI BELIER

DISJONCTEUR GENERAL

ARMOIRE ELECTRIQUE

BATTERIE CONDENSATEURS

ONDULEUR 2.2 KA

VARIATEUR FREQUENCE POMPE 1

VARIATEUR FREQUENCE POMPE 2

VARIATEUR FREQUENCE POMPE 3

AUTOMATE

AFFICHEUR TACTILE

TELEGESTION

MODEM

SYSTEME ANTIINTRUSION

CUVE BASSE ET GALERIE TECHNIQUE07044001

HYDRAULIQUE RESERVOIR

ETANCHEITE TOIT CUVE SEMI ENTERRE

DEBIMETRE D300 CONDUITE ASPIRATION

COFFRET ELECTRIQUE PRISE

SONDE DE NIVEAU N 1

SONDE DE NIVEAU N 2

REGULATEURS FLOTTEURS RESERVOIR

POMPE DE VIDANGE

POMPE DE DRAINAGE 1

POMPE DE DRAINAGE 2

REGULATEURS FLOTTEURS PUISARD

POMPE VIDE CAVE

LOCAL GROUPE ELECTROGENE07044001

GROUPE ELECTROGENE

CUVE FIOUL ADDITIONNELLE

TRAPPE GROUPE ELECTROGENE

ETANCHEITE TOIT LOCAL GROUPE ELECTROGENE

DETECTEUR OPTIQUE FUMEE

ECLAIRAGE
VENTILATEUR AIR LOCAL GROUPE ELECTROGENE
DECLENCHEUR MANUEL
<b>AUTOMATISME07044001</b>
AUTOMATE PROGRAMMABLE
MODEM
PUPITRE OPERATEUR
AFFICHEUR
TELEGESTION
<b>DIVERS07044001</b>
CLOTURE ET PORTAIL
SERRURERIE
<b>CYO MAURECOURT07044001</b>
<b>STATION SURPRESSION MAURECOURT</b>
ARMOIRE ELECTRIQUE
CAPTEUR PRESSION N 1
CAPTEUR PRESSION N 2
HYDRAULIQUE
TELEGESTION
ANTI BELIER
ENVELOPPE POLYESTER POSTE SURPRESSION
POMPE SUPPRESSION N1
POMPE SURPRESSION N2
VARIATEUR N1
VARIATEUR N2
<b>DEBITMETRE RUE DU BEL ANDRESY</b>
PARTICIPATION CYO
<b>DEBITMETRE RUE DES SAULES ANDRESY</b>
TAMPON FONTE
ECHELLE DE DESCENTE
GENIE CIVIL
MANCHETTE DEBITMETRE DN 100
COFFRET DEPORTE DEBITMETRE
TELEGESTION
STABILISATEUR DE PRESSION DN80
VENTOUSE AUTOMATIQUE DN 100
VANNES DN60
VANNE DN80
HYDRAULIQUE
VANNE DN 100
<b>COMPTAGE QUAI BOUBOU DADO ANDRESY</b>
PARTICIPATION CYO
<b>COMPTAGE RESIDENCE DE L'EPERON ANDRESY</b>
PARTICIPATION CYO
<b>COMPTAGE CLOS DES FAUVETTES ANDRESY</b>
PARTICIPATION CYO
<b>COMPTAGE CHATEAU DE FAY MAURECOURT</b>
COMPTEUR EQUIPE DN20
CLAPET DN20
ROBINET ARRET DN20
HYDRAULIQUE
TELEGESTION
REGARD AVEC TAMPON FONTE
ECHELLE DE DESCENTE
<b>COMPTAGE FERME BARBANERIE ANDRESY</b>
COMPTEUR EQUIPE DN20
CLAPET DN20
ROBINET ARRET DN20
HYDRAULIQUE

TELEGESTION
REGARD AVEC TAMPON FONTE
ECHELLE DE DESCENTE
<b>REGARDS</b>
REGARDS
70 REGARDS MAURECOURT
90 REGARDS NEUVILLE SUR OISE
<b>SECTORISATION CYO</b>
COURDIMANCHE RESERVOIR 250M3
DEBIMETRE SORTIE RESERVOIR
MENUCOURT COTE 170
DEBIMETRE
BOISEMONT 2X2000M3
DEBIMETRE
ECHANGE 2X2000 2X4000
DEBIMETRE
BOISEMONT 2X4000DN400
DEBIMETRE SORTIE RESERVOIR
BOISEMONT 2X4000DN500
DEBIMETRE SORTIE DE RESERVOIR
LIAISON VAUREAL JLM (Vallanchard)
DEBIMETRE RUE DES VALLANCHARDS
LIAISON JLM VN VILLAGE (r eglise)
DEBIMETRE RUE EGLISE
COTE 150 ESSARTS BD DE L OISE
DEBIMETRE BD DE L OISE
COURDIMANCHE 2500 M3 Rue Bois Aton
DEBIMETRE RUE BOIS D ATON
BOUCLES NORD OSNY (petit Albi)
DEBIMETRE RUE PETIT ALBI
TRANSMETTEUR TELEGESTION
ECHANGE ENNERY PONTOISE (hermitage)
DEBIMETRE RUE HERMITAGE
OSNY RESERVOIR PIGEONNIER
DEBIMETRE
COTE 112 CITE F COMBES PONTOISE
DEBITMETRE BD DES MERITES
TELEGESTION TELBOX
ECHANGE ERAGNY NEUVILLE BD Condorcet
DEBIMETRE BD CONDORCET
CERGY RESERVOIR LES CLOS BILLES
DEBIMETRE
PONTOISE RESERVOIR 1500 M3 (Debussy)
DEBIMETRE RUE DEBUSSY
<b>ETUDES DIVERSE</b>
ETUDES CA CERGY PONTOISE
<b>CARTOGRAPHIE</b>
BOISEMONT COURDIMANCHE MENUCOURT CARTOGRAPHIE
CARTOGRAPHIE
CARTOGRAPHIE
<b>SAN DE CERGY CARTOGRAPHIE</b>
CARTOGRAPHIE
CARTOGRAPHIE
OSNY CARTOGRAPHIE
CARTOGRAPHIE
PUISEUX-PONTOISE CARTOGRAPHIE
CARTOGRAPHIE
ERAGNY CARTOGRAPHIE



CARTOGRAPHIE
CARTOGRAPHIE
PONTOISE CARTOGRAPHIE
CARTOGRAPHIE
ST OUEN L'AUMONE CARTOGRAPHIE
CARTOGRAPHIE
CERGY-JOUY-VAUREAL CARTOGRAPHIE
CARTOGRAPHIE
CARTOGRAPHIE

## 6.6. Annexes financières

### Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Déléataire prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2014 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Pour la réalisation de son activité, la Société CYO dispose de moyens propres ; elle bénéficie par ailleurs de l'assistance de Veolia Eau dans les domaines suivants : Direction régionale, commercial, gestion du personnel, élaboration et suivi des budgets, comptabilité et finances, informatique, technique, communication et politique d'achat.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

#### **6.6.1. PRODUITS**

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente, en appréciant grâce aux données de gestion les volumes livrés aux consommateurs et non encore relevés à la clôture de l'exercice. Le cas échéant, les écarts d'estimation sont régularisés dans le chiffre d'affaires de l'année suivante.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusifs, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre produits facturés au cours de l'exercice et variation de la part estimée sur consommations.

#### **6.6.2. CHARGES**

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent l'ensemble des charges imputables au contrat.

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.2).

### Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de certains impôts locaux, etc.

A noter toutefois que l'année 2010 a vu l'entrée en vigueur de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui est venue, avec la Contribution Foncière des Entreprises, se substituer à la Taxe Professionnelle. Alors que cette dernière était largement assise sur les installations et immobilisations

attachées aux contrats (et alors imputée directement sur ceux-ci), la CVAE est calculée globalement au niveau de l'entreprise.

### Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques".

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

#### **2.2.1 – Charges relatives au renouvellement**

Conformément aux préconisations de la FP2E, les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

##### **- Fonds contractuel de renouvellement**

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

#### **2.2.2 – Charges relatives aux investissements**

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- 💧 pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- 💧 pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- 💧 avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la

redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

#### **- Fonds contractuel**

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

#### **Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2014 correspond au taux de base de l'impôt sur les sociétés (33,33 %), hors contributions sociale et exceptionnelle additionnelles (représentant au total jusqu'à 4,67 points d'impôt) applicables lorsque l'entreprise dépasse certains seuils. Il s'entend également hors effet du crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont a pu bénéficier la société et qui a été porté en minoration de son impôt sur les sociétés dans ses comptes sociaux.

#### **Charges d'encadrement et de structure**

Ces charges représentent la quote-part des charges de structure facturée par VEOLIA ENVIRONNEMENT à CYO dans le cadre de l'assistance au plan management, technique, administratif et financier réparties sur plusieurs postes dans le CARE.

#### **Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux activités et chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes).

### Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2014 au titre de l'exercice 2013.

#### **6.6.3. AUTRES INFORMATIONS**

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2014 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2015.



**KPMG Audit**  
Le Belvédère  
1 Cours Valmy  
CS 50034  
92923 Paris La Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

**CYO**

**Société en Nom Collectif**

**Rapport du commissaire aux  
comptes sur les comptes  
annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2014  
CYO  
Société en Nom Collectif  
28, boulevard de Pesaro - 92000 Nanterre  
*Ce rapport contient 17 pages*  
Référence : CG-52-15

KPMG S.A.,  
société française membre du réseau KPMG,  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directeur et  
conseil de surveillance  
inscrite au Tableau de l'Ordre  
à Paris sous le n° 14-30060101  
et à la Compagnie Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Versailles.

**Siège social**  
KPMG S.A.  
Immeuble Le Palatin  
3 cours du Triangle  
92939 Paris La Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne  
FR 77 775 726 417





**KPMG Audit**  
Le Belvédère  
1 Cours Volmy  
CS 50034  
92923 Paris La Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

**CYO**  
**Société en Nom Collectif**

Siège social : 28, boulevard de Pesaro - 92000 Nanterre  
Capital social : €. 10 000

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CYO S.N.C., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le gérant. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**1 Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

KPMG S.A.,  
société française membre du réseau KPMG  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à direction et  
conseil de surveillance  
Inscrite au Tableau de l'Ordre  
à Paris sous le n° 14-30080101  
et à la Compagnie Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Versailles.

Siège social :  
KPMG S.A.  
Immeuble Le Pelatin  
3 cours du Triangle  
92839 Paris La Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne  
FR 77 775 726 417



## **2 Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### Règles et principes comptables

La note « Dispositions spécifiques relatives aux immobilisations du domaine concédé » de la partie « A. Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations financées par la société dans le cadre de ses contrats de délégation de service public.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

### Estimations comptables

Comme décrit dans la note « Produits d'exploitation » de la partie « B. Eléments d'informations complémentaires relatifs aux compte de résultat et bilan » de l'annexe, le chiffre d'affaires de votre société est constitué notamment par une estimation au titre des volumes d'eau consommés mais non encore facturés en fin d'année. Nos travaux ont consisté à analyser les processus mis en place par la société, à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **3 Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du gérant et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris La Défense, le 29 avril 2015  
KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Claire Gravereau  
Associée

## 2050 : Bilan - Actif

Désignation de la société : SA013 - CYO

(\*) Exercice 2014 (millésime 2015) : suppression de la colonne N-1 en cas de télétransmission au titre de la campagne TDFC 2015. NB : ces données sont provisoirement conservées pour faciliter la

Closure au : 31/12/2014

Néant : [ ]

BILAN - ACTIF		Exercice N			N-1 (*)
		Brut	Amortiss., prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé	AA				
Frais d'établissement	AB		AC		
Frais de développement	CA		CO		
Concessions, brevets et droits similaires	AF		AG		
Fonds commercial (1)	AH		AI		
Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
<b>TOTAL Immobilisations incorporelles</b>					
Terreins	AN		AO		
Constructions	AP		AP		
Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	18 481 476,34	AS	237 996,65	18 243 478,69
Autres immobilisations corporelles	AT	1 222,98	AU	1 222,98	
Immobilisations en cours	AV	68 718,04	AW		68 718,04
Avances et acomptes	AX		AY		245 514,00
<b>TOTAL Immobilisations corporelles</b>		<b>18 551 417,36</b>	<b>239 219,63</b>	<b>18 312 197,73</b>	<b>18 058 932,00</b>
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
Autres participations	CU		CV		
Créances rattachées à des participations	DB		BE		
Autres titres immobilisés	DD		BF		
Prêts	DF		BG		
Autres immobilisations financières	DH		BI		
<b>TOTAL Immobilisations financières</b>					
<b>TOTAL (II)</b>	<b>BU</b>	<b>18 551 417,36</b>	<b>239 219,63</b>	<b>18 312 197,73</b>	<b>18 058 932,00</b>
Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
En cours de production de biens	BN		BO		
En cours de production de services	BP		BQ		
Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
Marchandises	BT		BU		
<b>TOTAL Stocks</b>					
Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW		
Clients et comptes rattachés (3)	BX	8 587 393,41	BV	374 859,67	8 212 533,74
Autres créances (3)	BZ	6 356 289,66	CA		8 356 289,66
Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		8 476 929,00
<b>TOTAL Créances</b>		<b>14 943 683,07</b>	<b>374 859,67</b>	<b>14 568 823,40</b>	<b>17 090 163,00</b>
Valeurs mobilières de placement Dont actions propres	CD		CE		
Disponibilités	CF	24 284,13	CG		24 284,13
<b>TOTAL Trésorerie</b>		<b>24 284,13</b>		<b>24 284,13</b>	
Charges constatées d'avance (3)	CH		CI		
<b>TOTAL (III)</b>	<b>CJ</b>	<b>14 967 967,20</b>	<b>374 859,67</b>	<b>14 593 107,53</b>	<b>17 090 164,00</b>
Frais d'émission d'emprunt à évaluer	CV				
Primes de remboursement des obligations	CM				
Ecart de conversion actif	CN				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)</b>	<b>CO</b>	<b>33 519 384,56</b>	<b>614 079,30</b>	<b>32 905 305,26</b>	<b>36 150 097,00</b>
Renvois :	(1) Dont droit au bail	(2) Part à moins d'1 an des immobilisations financières nettes	CP	(3) Part à plus d'1 an	
Clause de réserve de propriété :	Immobilisations	Stocks		Créances	

## 2051 : Bilan - Passif avant répartition

Désignation de la société : SA013 - CYO

[\*] Exercice 2014 (millésime 2015) : suppression de la colonne N-1 => pas de télétransmission au titre de la campagne TDFC 2015. NB : ces données sont provisoirement conservées pour faciliter la

Clôture au : 31/12/2014

Néant : [ ]

BILAN - PASSIF			Exercice N	Exercice N-1 (*)
Capital social ou individuel (1)	(Dont verse	10 000,00	DA	10 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			DB	
Ecart de réévaluation (2)	(Dont écart d'équivalence	EK	DC	
Réserve légale (3)			DD	
Réserves statutaires ou contractuelles			DE	
Réserves réglementées	(Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours	II	DF	
Autres réserves	(Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants	EJ	DG	
TOTAL réserves				
Report à nouveau			DH	
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			DI	635 880,81
Subventions d'investissement			DJ	
Provisions réglementées			DK	
TOTAL (I)			DL	645 880,81
Produit des émissions de titres participatifs			DM	
Avances conditionnées			DN	
TOTAL (II)			DO	
Provisions pour risques			DP	
Provisions pour charges			DQ	5 254 162,61
TOTAL (III)			DR	5 254 162,61
Emprunts obligataires convertibles			DS	
Autres emprunts obligataires			DT	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)			DU	101 481,00
Emprunts et dettes financières divers	(Dont emprunts participatifs	EI	DV	762,25
TOTAL dettes financières				762,25
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			DW	467 287,62
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			DX	12 725 233,23
Dettes fiscales et sociales			DY	27 305,00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			DZ	81,07
Autres dettes			EA	13 779 314,45
TOTAL dettes d'exploitation				27 002 221,37
Produits constatés d'avance (4)			EB	2 278,22
TOTAL (IV)			EC	27 005 261,84
Ecart de conversion passif			ED	
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)			EE	32 905 305,26
(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital			IF	
Réserve spéciale de réévaluation (1959)			IC	
(2) Dont			ID	
on libre			IE	
ation (1976)			IF	
(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme			EG	
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an			EH	
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			EI	101 481,00



## 2052 : Compte de résultat de l'exercice (en liste)

Désignation de la société : SA013 - CYO

(\*) Exercice 2014 (millésime 2015) : suppression de la colonne N-1 => pas de télétransmission au titre de la campagne TDFC 2015. NB : ces données sont provisoirement conservées pour faciliter la transition.

Clôture au :

31/12/2014

Néant : [ ]

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice N			Exercice N-1 (*)
		France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises		FA	FB	FC	
Production vendue	Biens	FD	FE	FF	
	Services	FG	FH	FI	
Chiffres d'affaires nets		FJ	FK	FL	
Production stockée				FM	
Production immobilisée				FN	
Subventions d'exploitation				FO	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)				FP	
Autres produits (1) (11)				FQ	
Total des produits d'exploitation (2) (I)				FR	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				FS	
Variation de stock (marchandises)				FT	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y				FU	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				FV	
Autres achats et charges externes (3) (6 bis)				FW	
Impôts, taxes et versements assimilés				FX	
Salaires et traitements				FY	
Charges sociales (10)				FZ	
Dotations	Sur			GA	
d'exploitation	Immobilisations			GB	
dotations aux provisions				GC	
arges : dotations aux provisions				GD	
Autres charges (12)				GE	
Total des charges d'exploitation (4) (II)				GF	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				GG	
Bénéfice attribué ou perte transférée	(III)			GH	
Perte supportée ou bénéfice transféré	(IV)			GI	
Produits financiers de participations (5)				GJ	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif				GK	
Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL	
Reprises sur provisions et transferts de charges				GM	
Différences positives de change				GN	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO	
Total des produits financiers (V)				GP	
Dotations financières aux amortissements et provisions				GQ	
Intérêts et charges assimilées (6)				GR	
Différences négatives de change				GS	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT	
Total des charges financières (VI)				GU	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)				GV	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)				GW	

## 2053 : Compte de résultat de l'exercice (suite)

Désignation de la société : SA013 - CYO

(\*) Exercice 2014 (millésime 2015) : suppression de la colonne N-1 => pas de télétransmission au titre de la campagne TDFC 2015. NB : ces données sont provisoirement conservées pour faciliter la transition

Closure au :

31/12/2014

Néant : [ ]

COMPTE DE RÉSULTAT (SUITE)		Exercice N	Exercice N-1 (*)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	IIA		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	IIB		
Reprises sur provisions et transferts de charges	IIC		
<b>Total des produits exceptionnels (7) (VII)</b>	IID		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	IIE		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	IIF		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	IIG		
<b>Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)</b>	III		
<b>4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	III		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(IX) IJI		
Impôts sur les bénéfices	(X) IJK		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>	III	22 708 849,88	23 661 336,00
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>	III	22 072 969,07	22 156 782,00
<b>5 - BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b>	III	635 880,81	1 504 554,00
(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	IIIO		
(2) Dont : - participations immobilières - exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8))	IIIV		
(3) Dont : - mobilier - immobilier	IIIP		
(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IIHQ		
(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJJ		10 292,00
(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IIK		1 478,00
(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	IIIX		
(9) Dont transferts de charges	A1	2 031 569,36	
(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2		
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4		
(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles - facultatives (A6)			
<b>(7) Détail des produits et charges exceptionnels :</b>			
	Accédez au complément de page Cerfa	Exercice N	
		Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
<b>TOTAL général</b>			
<b>(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :</b>			
	Accédez au complément de page Cerfa	Exercice N	
		Charges antérieures	Produits antérieurs
<b>TOTAL général</b>			



**CYO**  
**S.N.C. au capital de 10.000 Euros**  
**Siège social : 28, Boulevard de Pesaro – 92000 NANTERRE**  
**504 838 384 RCS NANTERRE**

---

## **ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**

### **DE L'EXERCICE 2014**

#### **A. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

##### **Principes généraux**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

##### **Organisation de l'activité Eau France du Groupe**

Les sociétés du groupe Veolia Environnement intervenant dans le secteur de la distribution de l'eau et de l'assainissement en France réalisent l'essentiel de leur activité au sein d'un « Pôle Eau France » sous l'égide de Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux, et composé de sept régions.

(CYO n'est pas intégré dans le GIE régional)

##### **Frais d'acquisition**

Les frais d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles sont incorporés au coût d'entrée des immobilisations acquises.

Les frais d'acquisition des titres immobilisés et valeurs mobilières de placement sont comptabilisés en charges.

##### **Créances d'exploitation**

Elles sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les créances dont l'ancienneté est supérieure à un an sont systématiquement dépréciées à 100%. Le principe du provisionnement en totalité des créances de plus d'un an repose sur la constatation qu'en général tous les recours ont été épuisés un an après l'émission de la facture.

Les créances qui sont échues depuis moins d'un an font l'objet d'une dépréciation calculée par l'application d'un taux de non-recouvrement de référence égal à 1% du chiffre d'affaires part fermière pour les créances eau et assainissement, et à 1,5 % du chiffre d'affaires part fermière pour les créances travaux.

## **DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX IMMOBILISATIONS DU DOMAINE CONCEDE**

### **Principes**

La Société CYO gère, en tant que concessionnaire <sup>(1)</sup> de services publics de nombreuses installations faisant partie du domaine propre des collectivités locales, qu'elles soient financées par celles-ci, ce qui est le plus courant, ou par la Société CYO elle-même. Seules les installations financées par la Société CYO sont inscrites à son bilan (immobilisations corporelles mises en concession). Ces installations font l'objet d'un amortissement financier (encore appelé amortissement de caducité), sur la durée du contrat, à concurrence du montant qui restera définitivement à la charge de la Société CYO lors de la remise de ces installations à la collectivité locale concédante, en fin de contrat.

Ces amortissements financiers sont inscrits au passif du bilan (provisions pour risques) pour bien marquer qu'ils ne constatent pas une dépréciation, mais l'étalement sur la durée du contrat de la charge que représentera l'abandon des ouvrages correspondants au terme de celui-ci.

Par ailleurs, dans le cadre de ses obligations contractuelles de concessionnaire, la Société CYO prend le plus souvent à sa charge le renouvellement, pendant toute la durée du contrat, des immobilisations du domaine concédé dont elle assure la gestion.

Les ouvrages du service public que la Société CYO doit renouveler comprennent ainsi des immobilisations du domaine concédé qu'elle a financées, mais aussi des immobilisations financées par les collectivités locales. Les opérations de renouvellement des installations du domaine concédé sont comptabilisées pour 2014 comme suit : qu'il s'agisse d'ouvrages financés à l'origine par des tiers ou par le concessionnaire et renouvelés par celui-ci, le coût de renouvellement est porté en charges. Ces charges font l'objet d'une reprise de provision due à concurrence. Afin de faire face à ses obligations contractuelles de renouvellement, la Société CYO enregistre dans ses comptes annuels, une dotation aux provisions pour renouvellement. Son montant est défini par référence aux éléments enregistrés dans le fichier des immobilisations en jouissance temporaire (IJT).

---

<sup>(1)</sup> Le mot concessionnaire est ici utilisé dans un sens élargi pour désigner l'entreprise délégataire d'un service public.

## B. ELEMENTS D'INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIFS AUX COMPTE DE RESULTAT ET BILAN

### COMPTE DE RESULTAT

#### Produits d'exploitation

- Répartition du chiffre d'affaires par activité :

(en milliers d'euros)	2014	2013
Distribution d'eau <sup>(1)</sup>	19 047	18 716
Assainissement		
<b>Sous-total eau et assainissement</b>	<b>19 047</b>	<b>18 716</b>
Travaux	951	842
Autres activités et produits divers <sup>(2)</sup>	334	491
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>20 331</b>	<b>20 049</b>

(1) Compte tenu notamment des redevances de pollution des Agences de l'Eau assises sur le m<sup>3</sup> d'eau potable.

(2) Y compris les moyens refacturés au GIE régional.

Le chiffre d'affaires de la société est désormais constitué :

- Par les volumes facturés (relevés ou estimés) aux clients au cours de l'exercice sous déduction de la part des facturations attachée à des volumes d'eau consommés mais non facturés à la fin de l'exercice précédent et des volumes facturés d'avance ;
- Par les forfaits échus sous déduction des montants facturés d'avance ;
- Par les volumes d'eau consommés mais encore non facturés ;

Le chiffre d'affaires eau et assainissement comprend :

(en milliers d'euros)	2014	2013
Les produits du concessionnaire	14 308	14 673
Les produits et redevances versés à l'Etat, aux collectivités locales et aux Agences de l'Eau	4 739	4 043
<b>Total</b>	<b>19 047</b>	<b>18 716</b>

*Nota : les produits et redevances versés à l'Etat, aux collectivités locales et aux Agences de l'Eau sont inscrits en charges sous les rubriques "Comptes de gérances et régies" et "Redevances d'assainissement".*

L'évolution du système d'information de gestion clientèle et de facturation a permis à la société d'adopter une traduction comptable plus claire des produits facturés pour le compte d'un autre délégataire.

La Société CYO est délégataire d'un certain nombre de contrats de distribution d'eau pour lesquels l'assainissement a été concédé à un autre délégataire, la société CYO étant chargée de facturer les clients pour leurs consommations eau et assainissement et de reverser au délégataire assainissement la part lui revenant. Dans cette situation, les produits constatés pour le compte d'un autre délégataire sont enregistrés directement dans un compte de tiers, toutes taxes comprises.

La production immobilisée ressort à 341 milliers d'euros en 2014.

### Charges d'exploitation

#### • Autres achats et charges externes

La Société CYO a enregistré 1 572 milliers d'euros dans ses comptes annuels au titre des prestations effectuées à son profit par les GIE régionaux.

### Résultat financier

Le résultat financier s'établit à 1 K€ et est dû aux intérêts sur comptes courants de la société mère.

### BILAN ACTIF

#### Immobilisations

##### Mouvements des valeurs brutes réévaluées

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles du domaine privé	1	12		13
Immobilisations corporelles mises en concession	18 328	858	648	18 538
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>18 329</b>	<b>870</b>	<b>648</b>	<b>18 551</b>

##### Immobilisations corporelles du domaine privé

Sous cette rubrique figurent les immobilisations dont la Société CYO est propriétaire.

##### Immobilisations corporelles mises en concession

Cette rubrique regroupe les immobilisations du domaine public financées et gérées par la Société CYO. Leur comptabilisation fait l'objet des dispositions spécifiques précisées au début de cette annexe.

Une quote-part de frais de structure est ajoutée à la dépense brute des chantiers de construction des immobilisations mises en concession pour tenir compte des charges

relatives à la maîtrise d'œuvre et à la gestion contractuelle. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public, hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part de frais de structure est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément.

Les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul d'un calcul adapté à leur spécificité

#### **Amortissements - Méthodes de calcul**

Les amortissements sont calculés selon les méthodes linéaire et dégressive, en fonction de la dépréciation économique des biens concernés ; les durées d'amortissement retenues sont généralement les suivantes :

Frais d'établissement	5 ans
Concessions et droits assimilés	Durée du contrat
Logiciels acquis à l'extérieur	12 mois
Constructions	20 à 30 ans
Compteurs	12 ans
Installations techniques à caractère spécifique	10 à 20 ans
Matériel et outillage	6 ans 2/3
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier et agencements	10 ans

#### **Mouvements des amortissements**

(en milliers d'euros)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Transfert annuités d'emprunt	Dotations	Reprises	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
du domaine privé	1		1		2
Immobilisations corporelles mises en concession	268		99	130	237
<b>Total</b>	<b>269</b>		<b>100</b>	<b>130</b>	<b>239</b>

### Chantiers en cours

Les chantiers de travaux non terminés à la clôture de l'exercice sont évalués selon la méthode de l'avancement.

Le taux d'avancement des chantiers est déterminé par les responsables opérationnels dans le cadre d'une analyse affaire par affaire en fonction de la réalisation effective des travaux.

Des provisions pour perte à terminaison sont constituées chaque fois que le résultat définitif prévisionnel des travaux non terminés en fin d'exercice apparaît négatif.

### BILAN PASSIF

#### Capitaux propres

La variation des capitaux propres se détaille comme suit :

(en milliers d'Euros)	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat 2013	Résultat 2014	Autres	A la clôture de l'exercice
Capital Social	10				10
Prime d'émission, d'apport et de fusion					
Réserves de réévaluation et autres réserves					
Réserves légales					
Réserves de plus values long terme					
Report à nouveau	1 505	-1 505			0
Résultat			636		636
Subventions					
<b>Total</b>	<b>1 515</b>	<b>-1 505</b>	<b>636</b>		<b>646</b>

#### Capital social

Au 31 décembre 2014, le capital social de la Société CYO s'élève à 10 K €uros divisé en 500 actions entièrement libérées.

Il n'existe pas de part bénéficiaire.



## Provisions

### Tableau récapitulatif des provisions

(en milliers d'euros)

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Provision pour hausse des prix				
Provision spéciale de réévaluation				
<b>TOTAL I</b>				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Provision pour risques à l'étranger				
Provision pour impôts				
Risques de change sur créances en devises				
Litiges et divers	326	1 953	2 042	237
<b>TOTAL II</b>	<b>326</b>	<b>1 953</b>	<b>2 042</b>	<b>237</b>
<b>FONDS D'AMORTISSEMENTS</b>				
Amortissements financiers	3 868	1 118	-31	5 017
<b>TOTAL III</b>	<b>3 868</b>	<b>1 118</b>	<b>-31</b>	<b>5 017</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
Immobilisations financières :				
• Titres de participation				
Clients	341	55	21	375
Autres créances				
<b>TOTAL IV</b>	<b>341</b>	<b>55</b>	<b>21</b>	<b>375</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>4 535</b>	<b>3 126</b>	<b>2 032</b>	<b>5 629</b>
<i>Dotations et reprises :</i>				
- d'exploitation		2 008		
- financières				
- exceptionnelles				
Dotations aux amortissements financiers		1 118		
Reprises de provisions pour risques et charges correspondant à des provisions non utilisées				

### Autres dettes

Les autres dettes correspondent essentiellement aux produits et redevances à verser à l'Etat et aux collectivités locales dans le cadre des contrats de gestion des services publics conclus par la Société CYO.

### Produits constatés d'avances

Cette rubrique comprend principalement des produits perçus sur des travaux non achevés à la clôture de l'exercice et des produits facturés sur des livraisons d'eau postérieures au 31 décembre 2014.

### C. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

#### Etat des échéances des créances et des dettes

Créances (en milliers d'euros)	Montant brut	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
<b>Actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
<b>Total</b>			
<b>Actif circulant :</b>			
Créances clients et comptes rattachés	8 587	8 587	
Autres créances (*)	6 356	6 356	
<b>Total</b>	<b>14 943</b>	<b>14 943</b>	

(\*) Hors avances et acomptes versés sur commandes.

Dettes (en milliers d'euros)	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'1 an et à plus de 5 ans au plus
Emprunts et dettes financières divers	1	1	
Dettes auprès des établissements de crédit			
Dettes fournisseurs	12 728	12 728	
Dettes fiscales et sociales	27	27	
Dettes sur immobilisations			
Comptes courants			
Autres dettes	13 779	13 779	
<b>Total</b>	<b>26 535</b>	<b>26 535</b>	

#### Charges à payer rattachées aux postes de dettes

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2014
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes auprès des établissements de crédit	
Dettes fournisseurs	7 223
Dettes fiscales et sociales	27
Dettes sur immobilisations	
Comptes courants	
Autres dettes	3 132
<b>Total</b>	<b>10 382</b>

**Parties liées**

Le tableau ci-dessous fait apparaître les montants, inclus dans diverses rubriques du bilan et des comptes de charges et produits financiers, qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés consolidées par intégration globale dans le bilan du Groupe Veolia Environnement.

(en milliers d'euros)	Montant
<b>Immobilisations financières :</b>	
Participations	
Créances rattachées à des participations	
<b>Créances :</b>	
Comptes courants	3 898
Autres créances	
<b>Dettes :</b>	
Comptes courants	
Autres dettes	
<b>Charges financières :</b>	
Intérêts et charges assimilées	5
<b>Produits financiers :</b>	
Produits de participations	
Produits des créances	6
Intérêts	

**Engagements Hors Bilan**

Néant.

**Identité de la Société consolidante**

Les comptes de la Société CYO sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes de :

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**  
**SA au capital de 2.811.509.005 Euros**  
**36/38 avenue Kléber - 75016 PARIS**

VEOLIA ENVIRONNEMENT, société mère de VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, société holding de la Division Eau du groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT, possède directement ou indirectement la majorité du capital de la Société CYO.

**Honoraires de commissariat aux comptes**

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de service entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe Veolia Environnement.

→ **Etat des produits**

Y0011 CYO							
ETAT DES PRODUITS DE L'ANNEE 2014							
		FERMIER			COLLECTIVITE		
		Volume	PU	M ht	Volume	PU	M ht
Produits facturés							
	Part Abonnement			2 793 300,92 €			0,00 €
	Part Consommation	-636	0,9910 €	-630,28 €	10 571 436	0,0700 €	740 000,52 €
		-255	0,9924 €	-253,06 €	-634	0,1315 €	-83,37 €
		-1 894	1,0002 €	-1 894,38 €	112 355	0,0500 €	5 617,75 €
		-955	1,0065 €	-961,21 €			
		-319	1,0090 €	-321,87 €			
		-1 170	1,0103 €	-1 182,05 €			
		-2 646	1,0210 €	-2 701,57 €			
		-315	1,0248 €	-322,81 €			
		994	1,0251 €	1 018,95 €			
		3 372	1,0356 €	3 492,04 €			
		2 348	1,0678 €	2 507,19 €			
		4 718	1,0748 €	5 070,91 €			
		2 160	1,0775 €	2 327,40 €			
		6 729	1,0903 €	7 336,63 €			
		8 991	1,1080 €	9 962,03 €			
		5 595	1,1085 €	6 202,06 €			
		1 217 241	1,1117 €	1 353 206,82 €			
		1 446 480	1,1158 €	1 613 982,38 €			
		-8 303	1,1160 €	-9 266,15 €			
		-1 493	1,1193 €	-1 671,11 €			
		2 555 868	1,1195 €	2 861 294,23 €			
		5 277	1,1223 €	5 922,38 €			
		2 659 966	1,1227 €	2 986 343,83 €			
		2 659 388	1,1251 €	2 992 077,44 €			
	Total Part Consommation			11 831 539,79 €			745 534,90 €
Total des Produits facturés				14 624 840,71 €			745 534,90 €
	Dédommagement Charte Qualié			-6 556,70 €			
	Ristourne			-182 855,69 €			
Total des Produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)				14 435 428,32 €			745 534,90 €
	Variation de la part estimée sur consommations			-65 693,46 €			-3 806,50 €
Produits nets d'exploitation				14 369 734,86 €			741 728,40 €

## 6.7. Les nouveaux textes réglementaires

Certains textes présentés ci-dessous peuvent avoir un impact contractuel. Le directeur du contrat se tient à disposition pour assister la collectivité dans l'évaluation de leur impact local et la préparation en tant que de besoin des projets d'avenant.

### 6.7.1. GESTION DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

#### → *Loi Mapam et GEMAPI*

Les articles 56 à 59 de la loi de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles (MAPAM) du 27 janvier 2014 introduisent le transfert obligatoire d'un bloc de 4 des 12 compétences désignées dans l'article L211-7 du Code de l'Environnement vers les communes ou les EPCI à fiscalité propre. Cette disposition législative est désignée sous l'acronyme GEMAPI pour « GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations ».

La loi prévoit la possibilité pour les EPCI de confier ce bloc de compétences à un Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE), structure de maîtrise d'ouvrage créée ex-nihilo par la loi MAPAM, ou un Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) – syndicat de rivière, mixte ou ouvert.

Par ailleurs, pour l'exercice de cette compétence, la loi permet la mise en place d'une taxe plafonnée et affectée répartie « entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises. ».

La prise de compétence GEMAPI par les communes et/ou EPCI est prévue en principe au 1 janvier 2016. Les structures de type syndicat de rivière ou EPTB déjà existantes pourront continuer à exercer leur compétence jusqu'au 1 janvier 2018 (et au-delà en cas de confirmation du transfert de la compétence GEMAPI par l'ensemble des EPCI la constituant).

Ces articles de la loi MAPAM seront complétés par 4 décrets d'application durant l'année 2015.

#### → *Marchés publics*<sup>1</sup>

Ce décret s'inscrit dans le cadre de la transposition des deux directives européennes sur la passation des marchés publics (Directives 2014/24/UE et 2014/25/UE du 26 février 2014).

Ce décret s'articule autour de trois mesures de simplification applicables aux marchés publics, à savoir :

- le plafonnement du chiffre d'affaires annuel minimal demandé aux candidats au double de la valeur estimée du marché,
- l'allègement du dossier de candidature,
- l'instauration du partenariat d'innovation : une nouvelle forme de marché qui permet au pouvoir adjudicateur d'acquérir sans remise en concurrence les fournitures, services ou travaux innovants qui résultent de la recherche et du développement menés spécifiquement pour le marché.

#### → *Lutte contre les retards de paiement*<sup>2</sup>

L'arrêté vise à la réduire les retards de paiement à travers différentes dispositions notamment la nouvelle rédaction des articles 13.3 et 13.4 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux. De nouveaux délais sont fixés pour toutes les parties et des dispositions nouvelles sont introduites à l'article 13.4.4 en cas d'absence de production d'un décompte général par le représentant du

---

<sup>1</sup> Décret 2014-1097 du 26 septembre 2014.

<sup>2</sup> Arrêté du 3 mars 2014 modifie l'arrêté du 8 septembre 2009.



pouvoir adjudicateur dans les délais contractuels. Ces dispositions intègrent une procédure d'alerte du titulaire auprès du maître d'ouvrage.

### → **Travaux à proximité des réseaux**

La réglementation concernant les travaux à proximité des réseaux de transport et de distribution dite « DT-DICT » est entrée en application dans le courant des années 2012 et 2013.

Un décret du 17 juin 2014 et deux arrêtés du 18 et 19 juin 2014 ont modifié cette réglementation en y introduisant des ajustements.

Ces textes, complétés par un avis ministériel en date du 24 juin 2014, visent à simplifier le cadre réglementaire et sont entrés en application le 1er juillet 2014, à l'exception des délais de déclaration pour les réponses aux DICT, qui ne sera effective qu'à compter du 1er avril 2015. Ils traitent de cinq volets distincts :

- Les dispenses d'enregistrement ;
- Les précisions sur le caractère obligatoire des investigations complémentaires ;
- La dématérialisation des échanges ;
- Les travaux d'urgence ;
- Les redevances pour le financement du guichet unique ;

Enfin, l'arrêté du 12 août 2014, publié le 26 août 2014, fixe pour l'année 2014 le barème des redevances instituées pour financer le téléservice [www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr).

### → **Amiante**

Entrée en vigueur au 1 juillet 2014 de différentes dispositions réglementaires visant à renforcer la prévention du risque « amiante ». Parmi l'ensemble des dispositions prévues, certaines portent sur :

- Le repérage exhaustif et le recensement des infrastructures et réseaux routiers dont les enrobés sont susceptibles de contenir de l'amiante ;
- Le statut et la gestion des déchets contenant de l'amiante (enrobés et, le cas échéant, canalisations déposées, etc).

### → **Facturation électronique<sup>3</sup>**

L'ordonnance introduit l'obligation, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, pour certaines entreprises titulaires de contrats de la commande publique de transmettre obligatoirement leurs factures par voie électronique. Selon la taille des entreprises, l'introduction de cette mesure s'échelonne dans le temps pour devenir obligatoire pour toutes les entreprises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

### → **Principe « silence vaut acceptation »<sup>4</sup>**

Par la loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens, le législateur a entendu inverser le principe selon lequel le silence de l'administration valait implicitement refus. Cette loi a ainsi modifié l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et a amené l'ensemble des services ministériels à recenser leurs procédures d'autorisations, au total plus de 1200 procédures.

Le 1er novembre 2014, ont été publiés 42 décrets d'application qui tendent à préciser les exceptions et adaptations du nouveau principe « le silence de l'administration gardé pendant 2 mois vaut décision implicite d'acceptation ».

Ce nouveau principe entre en vigueur à compter :

- du 12 novembre 2014 pour l'Etat et ses établissements publics,

---

<sup>3</sup> Ordonnance no 2014-697 du 26 juin 2014.

<sup>4</sup> Loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013.

- du 12 novembre 2015 pour les collectivités territoriales et leurs établissements.

Il est assorti de conditions (forme et fond) et de nombreuses exceptions et, pour chaque procédure, il appartiendra à tout demandeur de vérifier au préalable dans des listes annexées à la loi ou aux décrets d'application si la demande adressée à l'administration est susceptible de faire naître une décision implicite d'accord ou une décision implicite de refus et dans quel délai (2 mois ou bien au-delà).

### → *Certificats d'Economie d'Energie*<sup>5</sup>

Le Décret 2014-1557 du 22/12/14 (publié au JO du 24 décembre 2014) définit les nouvelles modalités de mise en œuvre du dispositif de certificats d'économies d'énergie (CEE) pour la période couvrant les années 2015 à 2017.

### → *Eaux pluviales urbaines*

La loi de finances du 29 décembre 2014 supprime un certain nombre de taxes à faible rendement, notamment la taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines.

La loi crée un chapitre au Code général des collectivités territoriales, avec un article précisant que "la gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes, dénommé service public de gestion des eaux pluviales urbaines" et pour lequel un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application.

## 6.7.2. SERVICE PUBLIC DE L'EAU

### → *Refonte du plan Vigipirate*

Le gouvernement a publié en janvier 2014 la refonte du plan Vigipirate. Le nouveau plan se décompose en deux grandes parties :

- un document public visant à informer la population des mesures de protection et de vigilance qui la concernent, et à mobiliser l'ensemble des acteurs du plan ;
- un document classifié, destiné aux pouvoirs publics et aux opérateurs d'importance vitale, comprenant toutes les précisions nécessaires à sa mise en œuvre.

Ce nouveau plan vise les objectifs généraux suivants :

- Assurer en permanence une protection des citoyens, du territoire et des intérêts de la France contre la menace terroriste
- Développer et maintenir une culture de vigilance de l'ensemble des acteurs de la Nation afin de prévenir ou de déceler le plus en amont possible toute menace terroriste.
- Permettre une réaction rapide et coordonnée en cas de menace caractérisée ou d'action terroriste afin de renforcer la protection, de faciliter l'intervention, d'assurer la continuité des activités d'importance vitale, et donc de limiter les effets du terrorisme.

Parmi les 12 domaines d'activité couverts par ce nouveau plan, 6 portent à des degrés divers sur les secteurs de l'eau dont, plus spécifiquement, la protection des réseaux d'eau.

### → *Recouvrement des factures d'eau*

Le décret 2014- 274 du 27 février 2014 pris en application de la loi n°2013-312 du 15 avril 2013 dite « Loi Brottes » modifie l'article L 115-3 du code de l'action sociale et des familles en interdisant d'interrompre la

<sup>5</sup> Décret 2014-1557 du 22/12/14.

fourniture de l'eau, en cas de factures impayées, dès lors qu'il s'agit d'une résidence principale, ce même en l'absence de difficultés économiques de l'abonné et pendant toute l'année.

### → **Consommation – loi Hamon<sup>6</sup>**

La loi n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation, dite loi « Hamon », et ses décrets d'application n°2014- 1061 et 2014-1081 des 17 et 24 septembre 2014 en rendant l'information précontractuelle ainsi que le droit de rétractation des consommateurs applicables aux services d'eau, impose diverses modifications dans les processus de souscription et de formalisation des contrats d'abonnements.

### → **Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement**

Suite à la publication des rapports nationaux des données du système d'information sur les services publics d'eau et d'assainissement (Sispea) pour les années 2010 et 2011, la ministre de l'Ecologie a adressé le 27 octobre une note aux services déconcentrés de l'Etat et établissements publics concernés par le Sispea qui permet d'alimenter l'observatoire proposé sur le site. La note rappelle que cet observatoire, qui met à la disposition du public les données relatives au prix et à la qualité du service d'eau et d'assainissement, est l'une des priorités de la politique de l'eau issue de la dernière conférence environnementale. Cette note fixe comme objectif d'atteindre au 31 décembre 2014, une représentation d'au moins 50% de la population et de 25% des services de chaque département, et ce pour chacune des compétences (eau potable, assainissement collectif, assainissement non collectif).

### → **Indicateurs de performance**

L'article 36 de la loi de finances rectificative 2014 (2014-1655) reporte d'un an l'échéance à laquelle les services d'eau et d'assainissement doivent disposer du descriptif détaillé, à savoir, le 31 décembre 2014 au lieu du 31 décembre 2013. Ce même article apporte des précisions sur les modalités de l'éventuel doublement de la redevance de prélèvement auquel les services d'eau ne satisfaisant aux critères de performance introduits dans le décret du 27 janvier 2012 pourraient être soumis.

## **6.7.3. EAU POTABLE ET QUALITE**

### → **Elaboration des SDAGE 2016 – 2021**

Les Sdage constituent des outils essentiels pour l'atteinte du bon état prévu par la Directive cadre européenne sur l'eau (DCE), car ils permettent de fixer les objectifs à atteindre et de planifier la gestion de l'eau.

Le processus d'élaboration des Sdage pour la période 2016-2021 s'est poursuivi tout au long l'année 2014. A ce titre, différents arrêtés 'techniques' et circulaires ont été publiés (Instruction du Gouvernement du 22 avril 2014 relative à la mise à jour des SDAGE et des programmes de mesures associés, arrêté du 18 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, ...).

Les Sdage des sept bassins versants en France métropolitaine et des cinq en Outre-mer sont ouverts à la consultation publique depuis le 19 décembre 2014 et, ce, jusqu'au 18 juin 2015.

Par cohérence, cette consultation des Sdage est conjointe avec celles concernant les Plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) pour les eaux continentales et les programmes de mesures des Plans d'actions pour le milieu marin (PAMM).

Cette étape de consultation est la dernière avant l'adoption de l'ensemble de ces documents

---

<sup>6</sup> loi n°2014-344 du 17 mars 2014.

### → Zonages réglementaires

Par une note datée du 21 août 2014, la ministre de l'Ecologie a demandé aux préfets coordonnateurs de bassin de procéder à la révision des zones sensibles à l'eutrophisation en application de la Directive n°91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU).

Cette directive européenne impose aux Etats membres un traitement plus rigoureux des eaux usées urbaines qui sont rejetées dans les zones sensibles. Elle prévoit une révision de ces zones au minimum tous les quatre ans.

Les arrêtés définitifs seront publiés en juin 2015. Le cas échéant, chaque projet de révision des zones sensibles devra tenir compte des travaux déjà effectués au titre de la directive cadre sur l'eau (DCE) et de l'état des lieux des Sdage.

De même, le ministère de l'écologie a initié une nouvelle révision des zones vulnérables au titre de la Directive Européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991, dite « Directive nitrates ». Cette révision vise à l'atteinte des objectifs de bon état des eaux au titre de la directive cadre sur l'eau (DCE) sur les nombreuses masses d'eau souterraines, superficielles et littorales qui restent déclassées au motif d'une présence excessive de nitrates.

## 6.7.4. EAU POTABLE ET BIODIVERSITE – ENVIRONNEMENT

### → Instruction du Ministère de la Santé du 18/12/13 (JO 18 janvier 2014)

L'instruction DGS/EA4/2013/413 du 18 décembre 2013 réactualise les modalités d'application des articles R 1321-31 et suivants du code de la santé publique. Si après la mise en œuvre de mesures correctives la personne responsable de la distribution d'eau ne parvient pas à rétablir la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, elle doit déposer auprès du préfet une demande de dérogation sur la base des modalités d'application de l'arrêté du 25 novembre 2003 et une circulaire du 1er mars 2004. Cette instruction abroge et remplace la circulaire du 1er mars 2004. Elle précise les modalités de demande d'octroi de dérogations aux limites de qualité des eaux (types de dérogation, mise en œuvre du plan d'actions, renouvellement de la dérogation, sanctions) et détaille les conditions d'élaboration d'un bilan national sur les dérogations octroyées en France au cours des dix dernières années.

### → Substances soumises à autorisation

Le règlement (UE) n° 895/2014 du 14 août 2014, entré en vigueur le 22 août, ajoute neuf substances à la liste des substances soumises à autorisation figurant à l'annexe XIV du règlement Reach, qui en compte 31.

**Rappel :** Ces substances ne peuvent plus être mises sur le marché ni utilisées ni importées, à moins qu'une autorisation soit accordée pour une utilisation spécifique. Le règlement indique la date à partir de laquelle cette interdiction court ainsi que la date limite pour présenter une demande d'autorisation.

### → Troisième Plan National Santé Environnement

La Direction Générale de la Santé (DGS) a publié en novembre 2014 le 3<sup>e</sup> Plan National Santé Environnement pour la période 2015-2019 (PNSE III).

Cinq actions concernent à des degrés divers l'eau de consommation humaine :

- Action n°32 : surveiller les substances émergentes prioritaires dans les milieux aquatiques et les captages d'eau destinée à la consommation humaine.
- Action n°53 : élaborer un nouveau plan "micropolluants" qui devra intégrer les plans sur les « résidus de médicaments dans les eaux » et sur les PCB.
- Action n°54 : mieux prendre en compte le caractère perturbateur endocrinien des micropolluants.

- Action n°55 : promouvoir la mise en place de plans de sécurité sanitaire « AEP.
- Action n°56 : mettre en œuvre la protection des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable (AEP) contre les pollutions accidentelles et les pollutions diffuses.

→ **Directive 2014/101/UE**

La directive n°2014/101 du 30 octobre 2014 a actualisé la liste des normes internationales fixant les méthodes pour le contrôle des éléments de qualité des eaux de surface et des eaux souterraines.

Les États membres doivent établir des programmes de surveillance de l'état des eaux de surface et des eaux souterraines afin de dresser un tableau cohérent et complet de leur état au sein de chaque district hydrographique. Cette nouvelle version sera applicable à compter du 20 mai 2016.

## 6.8. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

### **Abonnement :**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif). (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour Veolia, à chaque abonnement correspond un client distinct : le nombre d'abonnements est égal au nombre de clients.

### **Abonné domestique ou assimilé :**

Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

### **Capacité de production :**

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m<sup>3</sup>/jour)

### **Certification ISO 14001 :**

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche environnementale effectuée par le délégataire

### **Certification ISO 9001 :**

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche management qualité effectuée par le délégataire

### **Certification ISO 22000 :**

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire

### **Certification OHSAS 18001 :**

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche sécurité et santé effectuée par le délégataire

### **Client (abonné) :**

Personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif. Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, quelque soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). (cf. circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour Veolia, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

### **Consommation individuelle unitaire :**

Consommation annuelle des clients particuliers individuels et collectifs divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients particuliers individuels et collectifs (unité : m<sup>3</sup>/client/an)



### **Consommation globale unitaire :**

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m<sup>3</sup>/client/an)

### **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

### **Développement durable :**

Défini en 1987 comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. ». Cela suppose un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable, tout en reposant sur une nouvelle forme de gouvernance qui encourage la mobilisation et la participation de tous les acteurs de la société civile au processus de décision.

### **Eau souterraine influencée :**

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU

### **Habitants desservis [D 101.0] :**

Population INSEE des communes desservies après correction en cas de couverture partielle d'une commune. La population INSEE est consultable sur le site internet de l'INSEE à compter de 2009 (Décret n° 2008-1477 du 30/12/2008).

### **HACCP :**

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques utilisée dans l'agroalimentaire

### **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :**

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 💧 0 % : aucune action ;
- 💧 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- 💧 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- 💧 50 % : dossier déposé en préfecture ;
- 💧 60 % : arrêté préfectoral ;
- 💧 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- 💧 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable. (Arrêté du 2 mai 2007)

### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :**

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant :

- 💧 0 point : absence de plan des réseaux de transport et de distribution d'eau ou plan incomplet ;

- 💧 + 10 points : existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures que constituent par exemple le compteur du volume d'eau prélevé sur la ressource en eau, le compteur en aval de la station de production d'eau, ou les compteurs généraux implantés en amont des principaux secteurs géographiques de distribution d'eau potable.
- 💧 + 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux) ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année.

L'obtention des 15 points précédents est nécessaire avant de pouvoir ajouter les points suivants :

- 💧 + 10 points : existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution.

Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.

- 💧 + 10 points : l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié du linéaire total des réseaux étant renseignée.

Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

Un total de 40 points est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable mentionné à l'article D. 2224-5-1 du code général des collectivités locales. Ces 40 points doivent être obtenus pour que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants :

- 💧 + 10 points : le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux ;
- 💧 + 10 points : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution ;
- 💧 + 10 points : le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements ;
- 💧 + 10 points : un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur ;
- 💧 + 10 points : un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite ;
- 💧 + 10 points : maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement... ;
- 💧 + 10 points : existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins trois ans) ;

- ♦ + 5 points : existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux.

La description des grands ouvrages (puits, réservoirs, stations de traitement, pompes...) n'est pas prise en compte pour le calcul de cet indice.

#### **Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :**

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :**

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Parties prenantes :**

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

#### **Prélèvement :**

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

#### **Rendement du réseau de distribution [P104.3] :**

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Réseau de desserte :**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

#### **Réseau de distribution :**

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

#### **Résultat d'analyse :**

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre)

#### **Taux d'impayés [P154.0] :**

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la

part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :**

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance. Les interruptions programmées sont celles qui sont annoncées au moins 24h à l'avance.

Les périodes d'alimentation par une eau non conforme au regard des normes de potabilité ne sont pas comptées comme des interruptions. Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non paiement des factures ne sont pas prises en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Taux de clients mensualisés :**

Pourcentage du nombre total de clients ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

#### **Taux de clients prélevés :**

Pourcentage du nombre total de clients ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

#### **Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

#### **Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes.

**Taux de mutation (demandes d'abonnement) :**

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de clients) rapporté au nombre total de clients, exprimé en pour cent.

**Taux de réclamations [P155.1] :**

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007).

**Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

**Volume comptabilisé :**

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

**Volume consommateurs sans comptage :**

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

**Volume consommé autorisé :**

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

**Volume de service du réseau :**

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

**Volume mis en distribution :**

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté) (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

**Volume produit :**

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

**Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

## 6.9. Listes d'interventions

### Liste des fuites sur canalisations

Commune	Date	Adresse	Diamètre	Matériau	Astreinte
SAINT OUEN L'AUMÔNE	06/01/2014	15 CHAUSSÉE DE MAUBUISSON	100	FONTE GRISE	Hors astreinte
PONTOISE	07/01/2014	RUE DE L'HOTEL DIEU	150	FONTE GRISE	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	16/01/2014	93 - 95 RUE DU TEMPS PERDU	50	PE NOIR	Hors astreinte
CERGY	17/01/2014	RUE DES PATIS	50	PE NOIR	Hors astreinte
PONTOISE	21/01/2014	AV GÉNÉRAL SCHMITZ ANGLE ERIC DE MARTIMPREY	200	FONTE GRISE	Hors astreinte
PONTOISE	31/01/2014	18 ROUTE DE MENANDON	100	FONTE GRISE	Astreinte
PONTOISE	01/02/2014	5 CLOS DES ANGLAISES	100	FONTE GRISE	Astreinte
PONTOISE	10/02/2014	5 RUE EMILE HENRIOT	150	FONTE GRISE	Hors astreinte
PONTOISE	11/02/2014	71 QUAI EUGENÉ TURPIN	63	PE NOIR	Hors astreinte
OSNY	16/02/2014	48 RUE DE CERGY	125	AMIANTE CIMENT	Hors astreinte
MENUCOURT	20/02/2014	15 HAMEAU DU HAUT RECOURT	60	FONTE DUCTILE	Hors astreinte
PONTOISE	06/03/2014	60 RUE DE ROUEN	200	FONTE GRISE	Astreinte
PONTOISE	06/03/2014	BD JEAN JAURES	500	BONNA	Astreinte
JOUY LE MOUTIER	13/03/2014	48 RUE DES VIGNES BLANCHES	63	PE NOIR	Hors astreinte
ERAGNY	15/03/2014	3 SENTE DE LA CUEILLETTE	50	PE NOIR	Astreinte
JOUY LE MOUTIER	07/04/2014	43 RUE DE VAURÉAL	63	PE NOIR	Hors astreinte
PONTOISE	21/04/2014	17 RUE DES TABLE RONDE	200	FONTE DUCTILE	Astreinte
CERGY	29/04/2014	2 RUE DU PAS ST CHRISTOPHE	200	FONTE DUCTILE	Hors astreinte
BOISEMONT	03/06/2014	17 RUE DES COTEAUX	63	PE NOIR	Hors astreinte
CERGY	12/06/2014	5 B LES TOULEUSES MAUVES	63	PVC	Hors astreinte
NEUVILLE	18/06/2014	RUE DESCARTES	200	FONTE DUCTILE	Astreinte
NEUVILLE	23/06/2014	BD SALVADOR ALLENDE	150	ACIER	Hors astreinte
ERAGNY	24/06/2014	24 RUE DU BOIS DORÉ	63	PE NOIR	Hors astreinte
CERGY	25/06/2014	13 LES TOULEUSES MAUVES	63	PVC	Hors astreinte
CERGY	30/06/2014	RUE DES PATIS	50	PE NOIR	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	02/07/2014	3 CLAUDE CHAPPE	63	PE NOIR	Hors astreinte
MENUCOURT	10/07/2014	85 ALLÉ DU VEXIN	200	FONTE DUCTILE	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	11/07/2014	23 ALLÉE DES AILLES	63	PE NOIR	Astreinte
JOUY LE MOUTIER	13/07/2014	19 RUE DE VINCOURT	60	FONTE GRISE	Astreinte
JOUY LE MOUTIER	13/07/2014	RUE DU VAL DE GLATIGNY < MAURECOURT	60	FONTE GRISE	Astreinte
MAURECOURT	18/07/2014	RUE MAURICE BERTEAUX < ERABLES	150	FONTE DUCTILE	Hors astreinte



Commune	Date	Adresse	Diamètre	Matériau	Astreinte
CERGY	22/07/2014	22 RUE DE PONTOISE	80	FONTE DUCTILE	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	25/07/2014	15 COURS DES CROISEILLES	50	PE NOIR	Hors astreinte
OSNY	01/08/2014	16 RUE DES AULNES	63	PVC	Hors astreinte
SAINT OUEN L'AUMÔNE	04/08/2014	10 RUE LENOTRE	100	FONTE GRISE	Hors astreinte
MENUCOURT	07/08/2014	87 ALLÉE DU VEXIN	200	FONTE DUCTILE	Hors astreinte
CERGY	11/08/2014	CHEMIN DES PATIS	50	PE NOIR	Hors astreinte
VAUREAL	11/08/2014	52 RUE DES ROUGES GORGES	63	PE NOIR	Hors astreinte
CERGY	13/08/2014	43 RUE DE NEUVILLE	100	FONTE GRISE	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	13/08/2014	48 RUE DES VIGNES BLANCHES	63	PE NOIR	Hors astreinte
MAURECOURT	19/08/2014	RUE ALEXANDRE DENEUFCHATEL	160	PE BANDE BLEUE	Astreinte
CERGY	21/08/2014	1 CHEMIN DES PATIS	50	PE NOIR	Hors astreinte
ERAGNY	21/08/2014	35 RUE DES FOND BLEUS	63	PE NOIR	Hors astreinte
OSNY	24/08/2014	30 PLATEAU DE LA RAVINIÈRE	63	PE NOIR	Hors astreinte
CERGY	03/09/2014	8 RUE DE PUISEUX	60	FONTE GRISE	Hors astreinte
PONTOISE	09/09/2014	2 RUE DU MOUTON	80	FONTE GRISE	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	20/09/2014	3 ALLÉE DU PARC	75	PE NOIR	Astreinte
OSNY	20/09/2014	8 CRÊTE DE LA RAVINIÈRE	63	PE NOIR	Astreinte
SAINT OUEN L'AUMÔNE	24/09/2014	QUAI DU HALAGE	60	FONTE GRISE	Hors astreinte
CERGY	01/10/2014	3 CHEMIN DU TAMBOURS	63	PE NOIR	Hors astreinte
CERGY	01/10/2014	CHEMIN DES PATIS	80	FONTE GRISE	Hors astreinte
OSNY	01/10/2014	32 CHEMIN DE MONTGEROULT	80	AMIANTE CIMENT	Hors astreinte
ERAGNY	02/10/2014	29 FOND BLEUS	63	PE NOIR	Hors astreinte
BOISEMONT	02/10/2014	17 AV DES COTEAUX	63	PE NOIR	Hors astreinte
SAINT OUEN L'AUMÔNE	03/10/2014	RUE DU PARC ANGLE CH JULES CESAR	150	FONTE GRISE	Hors astreinte
PONTOISE	04/10/2014	53 CHEMIN DE VAUGEROUX	100	FONTE GRISE	Astreinte
BOISEMONT	07/10/2014	4 RUE HEROUX	60	ACIER	Hors astreinte
CERGY	07/10/2014	RUE DE LA LUNE CORAIL	300	FONTE DUCTILE	Astreinte
CERGY	13/10/2014	43 RUE DU BRULOIR	60	FONTE GRISE	Hors astreinte
COURDIMANCHE	14/10/2014	BD DE LA CRÊTE	600	FONTE DUCTILE	Hors astreinte
PONTOISE	24/10/2014	BD FRANÇOIS MITTERAND	63	PE NOIR	Hors astreinte
CERGY	24/10/2014	13BIS RUE PUISEUX	50	PE NOIR	Hors astreinte
OSNY	03/11/2014	2 PLATEAU DE LA RAVINIÈRE	63	PE NOIR	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	05/11/2014	RUE DES VIGNES BLANCHES	63	PE NOIR	Hors astreinte
COURDIMANCHE	06/11/2014	ROND POINT DU MIRROIR	110	PVC	Hors astreinte
CERGY	09/11/2014	3 RUE DES CLAIRIÈRES BRUNES	75	PE NOIR	Astreinte
MAURECOURT	13/11/2014	12 RUE DE LA GARE	100	FONTE DUCTILE	Hors astreinte
OSNY	19/11/2014	60 CHAUSSEE JULES CESAR	80	AMIANTE CIMENT	Hors astreinte
SAINT OUEN L'AUMÔNE	24/11/2014	5 RUE JEAN ZAY	50	PE NOIR	Hors astreinte

Commune	Date	Adresse	Diamètre	Matériau	Astreinte
PONTOISE	02/12/2014	AV DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY	200	FONTE GRISE	Hors astreinte
BOISEMONT	04/12/2014	6 RUELE DU HEROUX	60	ACIER	Hors astreinte
SAINT OUEN L'AUMÔNE	04/12/2014	CITÉ BLANCHE DE CASTILE	100	FONTE GRISE	Astreinte
JOUY LE MOUTIER	06/12/2014	37 RUE DE VAURÉAL	200	FONTE GRISE	Astreinte
ERAGNY	07/12/2014	10 RUE DU CHEMIN VERT	100	FONTE GRISE	Astreinte
CERGY	08/12/2014	8 RUE DE LA PRAIRIE	60	FONTE GRISE	Hors astreinte
CERGY	09/12/2014	4 LES CLAIRIÈRES BRUNES	75	PE NOIR	Hors astreinte
CERGY	12/12/2014	7 LES CLAIRIÈRES BRUNES	75	PE NOIR	Hors astreinte
NEUVILLE	13/12/2014	17 CHEMIN DES CARRIÈRES	60	FONTE GRISE	Astreinte
OSNY	18/12/2014	4 RUE HENRI DUNANT	50	PVC	Hors astreinte
ERAGNY	19/12/2014	ROUTE DE PIERRELAYE < CHARLES DE GAULLE	100	FONTE DUCTILE	Hors astreinte
PONTOISE	22/12/2014	RUE DE PATIS ANGLE DE DEUX PONTS	60	FONTE GRISE	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	30/12/2014	22 RUE DE VINCOURT	60	FONTE GRISE	Hors astreinte

### Liste des fuites sur branchements

Commune	Date	Adresse	Diamètre	Astreinte
PONTOISE	09/01/2014	PLACE NOTRE DAME	32	Hors astreinte
PONTOISE	10/01/2014	33 BIS RUE DES MARECHAUX	32	Hors astreinte
CERGY	13/01/2014	14 RUE DE VAURÉAL	25	Hors astreinte
ERAGNY	14/01/2014	BD JACQUES DUCLOS	40	Hors astreinte
MAURECOURT	15/01/2014	8 CLAIR LOGIS	60	Hors astreinte
SAINT OUEN L'AUMÔNE	16/01/2014	16 RUE PRADINE	25	Hors astreinte
OSNY	22/01/2014	3 IMPASSE DES 4 VENTS	20	Hors astreinte
PONTOISE	24/01/2014	RUE LAVOISIER < TAILLEPIED	60	Hors astreinte
PONTOISE	25/01/2014	123 RUE ST JEAN	27	Astreinte
MENUCOURT	30/01/2014	1-3-5 ALLÉE DE LA PLAINE	50	Hors astreinte
PONTOISE	08/02/2014	9 RUE DES ETANNETS	32	Astreinte
CERGY	12/02/2014	20 RUE DU MARTELET	50	Astreinte
PONTOISE	13/02/2014	3 RUE PIERRE DE COUBERTIN	60	Hors astreinte
MENUCOURT	15/02/2014	19 RUE DU PRÉSIDENT CH DE GAULLE	25	Astreinte
CERGY	19/02/2014	RUE DU CAP NÉMO < PASSE PARTOUT	20	Hors astreinte
PONTOISE	24/02/2014	RUE CARNOT > PARC AUX CHARETTES	60	Hors astreinte
MAURECOURT	27/02/2014	5 RUE DES MÉSANGES	20	Hors astreinte
PONTOISE	27/02/2014	82 RUE DES ETANNETS	25	Hors astreinte
PONTOISE	28/02/2014	7 RUE PAUL DÉROULÈDE	20	Hors astreinte
MAURECOURT	07/03/2014	3 QUAI BOUBOU DABO	20	Hors astreinte
OSNY	07/03/2014	28 RUE DU MOULINARD	25	Hors astreinte
CERGY	11/03/2014	CHÂTEAU SAINT SYLVESTRE	100	Hors astreinte
PONTOISE	17/03/2014	RUE PIERRE BUTIN < RUE THIERS	200	Hors astreinte
MENUCOURT	18/03/2014	10 IMPASSE FERDINAND ROGER	20	Hors astreinte
PONTOISE	19/03/2014	4 RUE DE BRETAGNE	60	Hors astreinte
ERAGNY	20/03/2014	RUE PINSONS (LA RONCIÈRE)	60	Hors astreinte
ERAGNY	25/03/2014	RUE DES PINSONS	50	Hors astreinte
MAURECOURT	27/03/2014	21 TER RUE DE CHOISY	20	Hors astreinte
PONTOISE	29/03/2014	62 VICTOR HUGO	25	Astreinte
CERGY	31/03/2014	11 PASSAGE ADRIENNE	20	Hors astreinte
CERGY	31/03/2014	31 ALLÉE DU VAUROI	20	Hors astreinte
ERAGNY	17/04/2014	212 BIS AVENUE DES AMBASSADEURS	50	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	17/04/2014	53 RUE DES PILASTRE	40	Hors astreinte
MAURECOURT	17/04/2014	ALLÉE LOUIS PIERRE AUROUSSEAU	25	Hors astreinte
OSNY	22/04/2014	23 RUE DU VAUVAROIS	25	Hors astreinte
CERGY	24/04/2014	10 LINANDE ORANGE	50	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	25/04/2014	RUE DE MAURECOURT ANGLE RAVINE DE GLATIGNY	150	Hors astreinte
PONTOISE	25/04/2014	12 RUE ALEXANDRE PARACHAY	20	Hors astreinte
CERGY	28/04/2014	2 IMPASSE DES ROUGETTES	50	Hors astreinte
NEUVILLE	28/04/2014	17 RUE DES GROUETTES	20	Hors astreinte
NEUVILLE	28/04/2014	2 ALLÉE DE LA FORGE	20	Hors astreinte
NEUVILLE	28/04/2014	7 RUE MAXIME	20	Hors astreinte

Commune	Date	Adresse	Diamètre	Astreinte
NEUVILLE	29/04/2014	75 RUE JOSEPH CORNUDET	20	Hors astreinte
SAINT OUEN L'AUMÔNE	05/05/2014	6 RUE DE PICARDIE	40	Hors astreinte
OSNY	09/05/2014	53B RUE ARISTIDE BRIAND	20	Hors astreinte
PONTOISE	12/05/2014	RUE ST MARTIN	25	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	13/05/2014	6 PLACE CARRÉ	25	Hors astreinte
PONTOISE	13/05/2014	12 RUE ALBERT CAMUS	25	Hors astreinte
CERGY	15/05/2014	6 RUE DE VAUREAL	25	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	15/05/2014	19 RUE DU CHEMIN VERT	25	Hors astreinte
NEUVILLE	15/05/2014	8 RUE DES VERNADES	25	Hors astreinte
PONTOISE	19/05/2014	8 RUE PIERRE AUX POISSONS	25	Hors astreinte
VAUREAL	19/05/2014	85 RUE DES PRÉS	25	Hors astreinte
PONTOISE	21/05/2014	CHAUSSÉE JULES CESAR (PI 143)	100	Hors astreinte
OSNY	26/05/2014	10 RUE DES PATIS	20	Astreinte
VAUREAL	26/05/2014	51 RUE DES PRÉS	100	Hors astreinte
SAINT OUEN L'AUMÔNE	02/06/2014	RUE DES CARRIÈRES	100	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	04/06/2014	2 PLACE ST EXUPERY	20	Hors astreinte
ERAGNY	05/06/2014	2 LA DANNE MAUVES	20	Hors astreinte
SAINT OUEN L'AUMÔNE	05/06/2014	6 RUE DE ST HILAIRE	20	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	10/06/2014	104 GRANDE RUE	20	Hors astreinte
CERGY	12/06/2014	BVD DE L'OISE (FACE MOVING)	50	Hors astreinte
OSNY	13/06/2014	28 RUE HENRI DUNANT	20	Hors astreinte
MAURECOURT	15/06/2014	15 RUE DE LA GARE	40	Astreinte
JOUY LE MOUTIER	18/06/2014	1 RUE DES PAVILLONS	20	Astreinte
NEUVILLE	18/06/2014	5 RUE DES GROUETTES	20	Hors astreinte
PONTOISE	18/06/2014	46 RUE DE LA JUSTICE	20	Hors astreinte
MAURECOURT	23/06/2014	40 BIS RUE DE L'EPERON	25	Hors astreinte
OSNY	25/06/2014	1 ARISTIDE BRIAND	125	Hors astreinte
CERGY	30/06/2014	3 RUE DES ABRICOTIERS	25	Hors astreinte
MAURECOURT	30/06/2014	RUE DU FAY	40	Hors astreinte
PONTOISE	01/07/2014	1 ROBERT SCHUMAN	100	Hors astreinte
MENUCOURT	02/07/2014	25 GÉNÉRAL CHALES DE GAULLE	25	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	07/07/2014	37 ALLÉE DES MUSARDIÈRES	25	Hors astreinte
NEUVILLE	08/07/2014	1 RUE DES GROUETTES	20	Hors astreinte
NEUVILLE	08/07/2014	6 RUE DES BEAUX SOLEILS	25	Hors astreinte
CERGY	10/07/2014	10 A LES TOULEUSES POURPRES	20	Hors astreinte
CERGY	10/07/2014	13 RUE DES AUBÉPINES	20	Hors astreinte
ERAGNY	22/07/2014	7 CHEMIN DE HALAGE	40	Hors astreinte
OSNY	22/07/2014	24 RUE DU DOCTEUR LAENNEC	20	Hors astreinte
SAINT OUEN L'AUMÔNE	22/07/2014	RUE LÉO LAGRANCE (STADE)	30	Hors astreinte
CERGY	23/07/2014	75 RUE DE LA MOULINIÈRE	20	Hors astreinte
MENUCOURT	23/07/2014	34 MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY	150	Hors astreinte
MENUCOURT	24/07/2014	17 MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY	20	Hors astreinte
VAUREAL	25/07/2014	75 BELLE SAISON	25	Hors astreinte

Commune	Date	Adresse	Diamètre	Astreinte
CERGY	29/07/2014	4 ALLÉE DE BELLEVUE	20	Hors astreinte
OSNY	29/07/2014	1 RUE DES BLEUETS	50	Hors astreinte
MAURECOURT	30/07/2014	13 RUE LUCIEN HAMEL	20	Hors astreinte
MAURECOURT	30/07/2014	6 RÉSIDENCE DES BUTTES AUX GROUES	20	Hors astreinte
MAURECOURT	30/07/2014	6 RUE CARNOT	20	Hors astreinte
CERGY	01/08/2014	2 PLACE DU MARCHÉ	40	Hors astreinte
VAUREAL	04/08/2014	34 RUE VAGABONDE	25	Hors astreinte
PONTOISE	08/08/2014	4 RUE DU GÉNÉRAL SCHMITZ	20	Hors astreinte
ERAGNY	14/08/2014	212 RUE DES AMBASSADEURS	25	Hors astreinte
VAUREAL	14/08/2014	16 RUE DES SARMENTS	25	Hors astreinte
PONTOISE	18/08/2014	12 RUE JEAN JAURES	100	Hors astreinte
CERGY	19/08/2014	13 RUE DE VAURÉAL	20	Hors astreinte
NEUVILLE	20/08/2014	25 RUE DES GROUETTES	25	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	21/08/2014	59 RUE DE VAURÉAL	25	Hors astreinte
COURDIMANCHE	25/08/2014	55 RUE DU ROSSIGNOL	25	Hors astreinte
PONTOISE	27/08/2014	61 RUE DE LA JUSTICE	20	Hors astreinte
CERGY	28/08/2014	8A LES PLANS BRUNS	25	Hors astreinte
ERAGNY	30/08/2014	7 CHEMIN DE HALAGE	50	Astreinte
OSNY	03/09/2014	16 IMPASSE DES HAYETTES	20	Hors astreinte
VAUREAL	05/09/2014	72 RUE DES PRÉS	25	Hors astreinte
SAINT OUEN L"AUMÔNE	11/09/2014	3 RUE DE L'INDUSTRIE	50	Hors astreinte
NEUVILLE	15/09/2014	7 RUE MAXIME	20	Hors astreinte
PONTOISE	15/09/2014	7 RUE PAUL DÉROULÈDE	20	Hors astreinte
CERGY	17/09/2014	RUE PHILEAS FOGG	63	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	17/09/2014	6 RUE DU FOUR À PAIN	25	Hors astreinte
MAURECOURT	19/09/2014	23 RUE DE CHOISY	20	Hors astreinte
OSNY	22/09/2014	30 RUE DES PATIS	20	Hors astreinte
NEUVILLE	29/09/2014	3 RUE DE L'ABBÉ LEGRAND	20	Hors astreinte
PONTOISE	02/10/2014	26 RUE HOTEL DIEU	20	Hors astreinte
COURDIMANCHE	03/10/2014	3 IMPASSE ST LOUIS	20	Hors astreinte
SAINT OUEN L"AUMÔNE	06/10/2014	CITÉ BLANCHE DE CASTILE	60	Hors astreinte
OSNY	09/10/2014	12 RUE DU MUGUET	50	Hors astreinte
OSNY	16/10/2014	10 RUE DES PATIS	25	Hors astreinte
BOISEMONT	23/10/2014	GRAND RUE ANGLE RUELLE DES HEROUX	60	Hors astreinte
CERGY	27/10/2014	13 CLOS COUTURIER	25	Hors astreinte
CERGY	28/10/2014	10 RUE LÉVÊQUE	25	Hors astreinte
OSNY	28/10/2014	26 RUE DES PATIS	25	Hors astreinte
CERGY	30/10/2014	RUE PIERRE VOGLER	100	Hors astreinte
SAINT OUEN L"AUMÔNE	30/10/2014	9 QUAI DE L'ÉCLUSE	20	Hors astreinte
BOISEMONT	03/11/2014	RUELLE HEROUX	25	Hors astreinte
JOUY LE MOUTIER	03/11/2014	2 RUE DES PENDANTS	25	Hors astreinte
MENUCOURT	07/11/2014	3 RUE DE LA PLAINE	50	Hors astreinte
OSNY	11/11/2014	24 RUE ARISTIDE BRIAND	20	Astreinte

Commune	Date	Adresse	Diamètre	Astreinte
SAINT OUEN L'AUMÔNE	12/11/2014	6 RUE DE L'INDUSTRIE	50	Hors astreinte
PONTOISE	21/11/2014	AV DU GÉNÉRAL SCHMIT	20	Hors astreinte
CERGY	21/11/2014	1 RUE DE LA POMPE	40	
OSNY	26/11/2014	RUE DE L'ABBÉ LÉONARD	100	
PONTOISE	05/12/2014	47 ROUTE D'AUVERS	20	
OSNY	09/12/2014	RUE DU PANAMA ANGLE SENTE DE LA ROBINE	25	
SAINT OUEN L'AUMÔNE	15/12/2014	216 RUE DE PARIS	25	
PONTOISE	15/12/2014	3 CLOS DES IMPRESSIONNISTES	32	
SAINT OUEN L'AUMÔNE	26/12/2014	27 RUE D'EPLUCHE	40	
PONTOISE	29/12/2014	4 RUE DU CLOS DE MARCOUVILLE	32	
OSNY	30/12/2014	3 RUE DE MONTGEROULT	20	

### Liste des fuites sur équipements

Commune	Date	Adresse	Equipement	Diamètre
Pontoise	24/01/2014	Rue Lavoisier	Vanne	60
Pontoise	24/02/2014	Rue Carnot > Parc aux Charettes	Vanne	60
Pontoise	17/03/2014	Rue Pierre Butin < Rue Thiers	Vanne	200
Pontoise	21/05/2014	Chaussée Jules Cesar	Vanne	100
Pontoise	01/07/2014	1 Robert Schuman	Vanne	100
Pontoise	18/08/2014	12 Rue Jean Jaurès	Vanne	100
Boisemont	23/10/2014	Grand rue angle ruelle des heroux	Robinet vanne	60
Jouy le Moutier	25/04/2014	Rue de Maurecourt angle Ravine de Glatigny	Vanne	150
Saint Ouen l'Aumône	02/06/2014	Rue des carrières	Vanne	100
Vauréal	26/05/2014	51 Rue des prés	Vanne	100



Liste des arrêts d'eau non programmés

Commune	Date intervention	Type d'intervention	Linéaire coupé en m	Durée en mn
SAINT OUEN L'AUMÔNE	06/01/2014	INTERVENTION CANALISATION SUR	200	4455
PONTOISE	09/01/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	100	120
PONTOISE	10/01/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	800	60
ERAGNY	14/01/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	30	120
MAURECOURT	15/01/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	100	60
JOUY LE MOUTIER	16/01/2014	INTERVENTION CANALISATION SUR	20	180
SAINT OUEN L'AUMÔNE	16/01/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	370	120
CERGY	17/01/2014	INTERVENTION CANALISATION SUR	110	630
PONTOISE	31/01/2014	INTERVENTION CANALISATION SUR	200	240
PONTOISE	10/02/2014	INTERVENTION CANALISATION SUR	170	150
MENUCOURT	20/02/2014	INTERVENTION CANALISATION SUR	100	120
PONTOISE	24/02/2014	INTERVENTION SUR VANNE	250	60
MAURECOURT	27/02/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	380	60
PONTOISE	06/03/2014	INTERVENTION CANALISATION SUR	700	10080
OSNY	07/03/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	160	360
JOUY LE MOUTIER	13/03/2014	INTERVENTION CANALISATION SUR	200	120
ERAGNY	20/03/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	70	300
CERGY	31/03/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	175	240
JOUY LE MOUTIER	17/04/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	120	60
MAURECOURT	17/04/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	475	120
PONTOISE	18/04/2014	INTERVENTION DOMMAGE SUR	90	240
NEUVILLE	28/04/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	200	60
PONTOISE	13/05/2014	INTERVENTION BRANCHEMENT SUR	200	60

Commune	Date intervention	Type d'intervention	Linéaire coupé en m	Durée en mn
SAINT OUEN L'AUMÔNE	02/06/2014	INTERVENTION SUR VANNE	1600	60
CERGY	12/06/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	120	120
JOUY LE MOUTIER	18/06/2014	INTERVENTION SUR BRANCHEMENT	150	210
PONTOISE	18/06/2014	INTERVENTION SUR BRANCHEMENT	200	3690
NEUVILLE	23/06/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	40	120
ERAGNY	24/06/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	40	120
OSNY	25/06/2014	INTERVENTION SUR VANNE	75	60
MENUCOURT	10/07/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	4000	300
JOUY LE MOUTIER	11/07/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	40	120
JOUY LE MOUTIER	13/07/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	280	90
JOUY LE MOUTIER	13/07/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	800	120
JOUY LE MOUTIER	25/07/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	30	150
CERGY	03/09/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	200	240
JOUY LE MOUTIER	17/09/2014	INTERVENTION SUR BRANCHEMENT	6	360
OSNY	20/09/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	300	300
NEUVILLE	29/09/2014	INTERVENTION SUR BRANCHEMENT	320	240
OSNY	01/10/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	780	60
ERAGNY	02/10/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	100	300
BOISEMONT	02/10/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	50	60
PONTOISE	02/10/2014	INTERVENTION SUR BRANCHEMENT	60	720
SAINT OUEN L'AUMÔNE	03/10/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	1460	120
COURDIMANCHE	03/10/2014	INTERVENTION SUR BRANCHEMENT	50	420
PONTOISE	04/10/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	150	1050
BOISEMONT	07/10/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	200	120
CERGY	07/10/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	250	2880

Commune	Date intervention	Type d'intervention	Linéaire coupé en m	Durée en mn
COURDIMANCHE	14/10/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	340	240
BOISEMONT	23/10/2014	INTERVENTION SUR ROBINET VANNE	600	60
BOISEMONT	03/11/2014	INTERVENTION SUR BRANCHEMENT	110	420
JOUY LE MOUTIER	05/11/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	180	660
CERGY	09/11/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	140	240
OSNY	19/11/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	845	240
PONTOISE	02/12/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	300	420
PONTOISE	05/12/2014	INTERVENTION SUR BRANCHEMENT	460	180
JOUY LE MOUTIER	06/12/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	470	60
CERGY	09/12/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	140	150
CERGY	12/12/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	140	240
PONTOISE	15/12/2014	INTERVENTION SUR BRANCHEMENT	180	480
ERAGNY	19/12/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	300	60
PONTOISE	22/12/2014	INTERVENTION SUR CANALISATION	300	300
PONTOISE	29/12/2014	INTERVENTION SUR BRANCHEMENT	500	300

Liste des arrêts d'eau programmés

Commune	Date réparation	LINEAIRE AE en mètre	Durée d'arrêt d'eau (en min)	Type d'intervention
Cergy	23/01/14	640	360	Raccordement
Cergy	29/01/14	270	120	Raccordement
Jouy le Moutier	11/02/14	300	120	Suppression vanne
Pontoise	12/02/14	160	210	Travaux renouvellement de branchement
Saint ouen l'aumone	10/03/14	100	180	Raccordement
Cergy	19/03/14	545	180	Raccordement
Pontoise	14/05/14	600	660	Raccordement
Pontoise	22/05/14	-	300	Raccordement
Pontoise	26/05/14	120	90	Suppression vanne
Cergy	27/05/14	140	120	Purge
Saint ouen l'aumone	02/06/14	250	480	Dévoisement de conduite
Pontoise	03/06/14	80	120	Raccordement
Pontoise	06/06/14	1325	360	Raccordement
Osny	22/07/14	1700	600	Raccordement
Saint ouen l'aumone	22/07/14	30	N	Réparation
Cergy	30/07/14	1150	240	Raccordement
Saint ouen l'aumone	31/07/14	810	420	Raccordement
Cergy	31/07/14	610	360	Raccordement
Pontoise	07/08/14	240	240	Raccordement
Pontoise	07/08/14	125	240	Raccordement
Pontoise	13/08/14	350	300	Raccordement
Pontoise	18/08/14	130	180	Déplacement vanne
Pontoise	21/08/14	210	180	Raccordement

Commune	Date réparation	LINEAIRE AE en mètre	Durée d'arrêt d'eau (en min)	Type d'intervention
Cergy	12/09/14	540	270	Raccordement
Pontoise	15/09/14	70	180	Raccordement
Pontoise	17/09/14	490	420	Raccordement
Pontoise	17/09/14	490	300	Raccordement
Saint ouen l'aumone	18/09/14	370	120	Supression poteau d'incendie
Saint ouen l'aumone	18/09/14	330	90	Déplacement poteau d'incendie
Pontoise	22/09/14	210	240	Raccordement
Pontoise	23/09/14	230	180	Raccordement
Pontoise	24/09/14	190	300	Raccordement
Pontoise	24/09/14	250	300	Raccordement
Cergy	26/09/14	280	660	Dévoisement de conduite
Maurecourt	26/09/14	250	60	Remplacement ventouse
Pontoise	07/10/14	580	360	Raccordement
Osny	27/10/14	1100	420	Raccordement
Eragny	27/10/14	80	240	Pose vanne
Eragny	27/10/14	150	120	Raccordement
Saint ouen l'aumone	03/11/14	460	120	Pose collier plein
Jouy le Moutier	03/11/14	145	180	Raccordement
Jouy le Moutier	03/11/14	100	180	Raccordement
Pontoise	05/11/14	280	390	Raccordement
Cergy	19/11/14	2400	120	Renouvellement vanne
Saint ouen l'aumone	10/12/14	175	120	Raccordement
Saint ouen l'aumone	15/12/14	1270	-	Raccordement
Saint ouen l'aumone	16/12/14	90	-	Raccordement
Saint ouen l'aumone	17/12/14	210	90	Raccordement

## 6.10.Branchements neufs

Commune	Date	Adresse	Nombre
BOISEMONT	12/08/2014	4 RUE DE MEULAN	1
CERGY	10/01/2014	AVENUE DES GENOTTES	1
CERGY	28/01/2014	RUE DE LA PIERRE MICLARE	1
CERGY	03/02/2014	AVENUE DU NORD	1
CERGY	18/03/2014	RUE DU PAS SAINT CHRISTOPHE	1
CERGY	18/04/2014	PLACE DES PINETS	1
CERGY	18/04/2014	AVENUE DE LA CONSTELLATION	1
CERGY	29/04/2014	BOULEVARD DE L OISE	1
CERGY	01/05/2014	AVENUE DES CLOS BILLES	1
CERGY	22/07/2014	13 LES TOULEUSES POURPRES	1
CERGY	28/07/2014	AVENUE DE LA POSTE	1
CERGY	07/08/2014	BOULEVARD DE LA PAIX	1
CERGY	27/08/2014	CHEMIN DES PATIS	1
CERGY	10/09/2014	6 BOULEVARD DE L OISE	1
CERGY	19/09/2014	94BIS RUE DE VAUREAL	1
CERGY	26/09/2014	BOULEVARD DE LA PAIX	1
CERGY	01/10/2014	RUE DES VERGERS	1
CERGY	12/11/2014	AVENUE DU PARC	1
CERGY	12/11/2014	BOULEVARD D ERKRATH	1
CERGY	21/11/2014	1 RUE DE LA POMPE	1
CERGY	28/11/2014	RUE MICHEL STROGOFF	1
CERGY	08/12/2014	2 RUE DE LA PIERRE MICLARE	1
CERGY	17/12/2014	RUE DU BRULOIR	1
CERGY	23/12/2014	BOULEVARD DE LA PAIX	1
COURDIMANCHE	20/01/2014	54 RUE FLEURY	1
COURDIMANCHE	29/04/2014	35 RUE VIEILLE SAINT MARTIN	1
COURDIMANCHE	30/04/2014	35 RUE VIEILLE SAINT MARTIN	1
COURDIMANCHE	06/05/2014	37 RUE VIEILLE SAINT MARTIN	1
ERAGNY	03/03/2014	8 AVENUE ROGER GUICHARD	1
ERAGNY	13/03/2014	34 AVENUE ROGER GUICHARD	1
ERAGNY	14/03/2014	AVENUE JEAN JAURES	1
ERAGNY	20/03/2014	RUE DU PAPIER COUCHE	1
ERAGNY	31/07/2014	11 AVENUE DU GROS CHENE	1
ERAGNY	05/09/2014	53 AVENUE ROGER GUICHARD	1
ERAGNY	17/11/2014	AVENUE ROGER GUICHARD	1
JOUY LE MOUTIER	30/01/2014	PLACE HECTOR BERLIOZ	1
JOUY LE MOUTIER	21/02/2014	18 RUE DU VAL DE GLATIGNY	1
JOUY LE MOUTIER	19/06/2014	ALLEE DES EGUERETS	1
JOUY LE MOUTIER	25/08/2014	4 RUE DE L EGLISE	1
MAURECOURT	20/02/2014	5 RUE DES ERABLES	1
MAURECOURT	28/07/2014	34 SENTE DES BASSES VIGNES	1
MAURECOURT	21/08/2014	19 RUE DE PONTOISE	1
MAURECOURT	16/12/2014	12 RUE DU MARECHAL LECLERC	1
NEUVILLE SUR OISE	08/04/2014	5 RUE SAVARY	1
NEUVILLE SUR OISE	22/05/2014	CHE DE LA CARRIERE A PEPINS	1
NEUVILLE SUR OISE	01/07/2014	MAIL GAY LUSSAC	1
NEUVILLE SUR OISE	11/08/2014	4 CHEMIN DES DAGNAUDES	1



Commune	Date	Adresse	Nombre
NEUVILLE SUR OISE	09/09/2014	MAIL GAY LUSSAC	1
OSNY	08/01/2014	29 RUE DE BELLEVUE	1
OSNY	10/01/2014	11 RUE DU MUGUET	1
OSNY	10/01/2014	7 RUE DE MOSCOU	1
OSNY	29/01/2014	19 RUE PAUL ROTH	1
OSNY	05/02/2014	6 SENTE DES RELAIS	1
OSNY	11/02/2014	31 RUE DE BELLEVUE	1
OSNY	11/02/2014	43 RUE DE MONTGEROULT	1
OSNY	13/02/2014	57BIS RUE DE BELLEVUE	1
OSNY	25/02/2014	8QUATER AVENUE DU MOULINARD	1
OSNY	25/02/2014	15 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	1
OSNY	27/02/2014	4 RUE DU DOCTEUR CHARCOT	1
OSNY	12/03/2014	2 PLACE DES IMPRESSIONNISTES	1
OSNY	14/03/2014	PLACE DES IMPRESSIONNISTES	1
OSNY	31/03/2014	33BIS CHEMIN DE MONTGEROULT	1
OSNY	15/04/2014	8 SENTE DES RELAIS	1
OSNY	29/04/2014	34 RUE DE GENICOURT	1
OSNY	12/05/2014	24 RUE DE GENCY	1
OSNY	13/05/2014	59 RUE DE MONTGEROULT	1
OSNY	19/05/2014	12 RUE DU PETIT ROBINSON	1
OSNY	20/05/2014	12 RUE DU MUGUET	1
OSNY	10/06/2014	4BIS RUE DE L ESCALIER	1
OSNY	10/06/2014	26 IMPASSE ALBERT CAMUS	1
OSNY	10/06/2014	34TER RUE DU VAUVAROIS	1
OSNY	10/06/2014	1 AVENUE DE LA MUETTE	1
OSNY	23/06/2014	69 RUE ARISTIDE BRIAND	1
OSNY	26/06/2014	55 CHEMIN MONTGEROULT	1
OSNY	08/07/2014	37 RUE DU VAUVAROIS	1
OSNY	15/07/2014	1 AVENUE DE LA MUETTE	1
OSNY	15/07/2014	20 AVENUE DE LA MUETTE	1
OSNY	13/08/2014	1 RUE DE LA FALAISE	1
OSNY	05/09/2014	2 CHEMIN DES COTES BIZIERES	1
OSNY	12/09/2014	39BIS RUE ROBINET	1
OSNY	23/09/2014	34 RUE DE LIVILLIERS	1
OSNY	26/09/2014	46 RUE SAINT JEAN	1
OSNY	06/10/2014	6 RUE DE GENICOURT	1
OSNY	10/10/2014	54 RUE DE LIVILLIERS	1
OSNY	23/10/2014	PLACE DES IMPRESSIONNISTES	1
OSNY	29/10/2014	4 RUE HENRI DUNANT	1
OSNY	25/11/2014	80 RUE DES PATIS	1
OSNY	25/11/2014	4 RUE HENRI DUNANT	1
OSNY	25/11/2014	96 RUE DE GENICOURT	1
OSNY	27/11/2014	RUE DU CLOS FLEURI	1
OSNY	17/12/2014	4 RUE HENRI DUNANT	1
OSNY	30/12/2014	8BIS AVENUE DES BRUYERES	1
OSNY	30/12/2014	4 RUE DE L ESCALIER	1
PONTOISE	28/01/2014	2B ANCIENNE ROUTE DE ROUEN	1
PONTOISE	07/02/2014	1 AVENUE ADOLPHE CHAUVIN	1
PONTOISE	12/02/2014	45 RUE DE GISORS	1
PONTOISE	20/02/2014	97 RUE ADRIEN LEMOINE	1
PONTOISE	21/03/2014	RUE ADRIEN LEMOINE	1

Commune	Date	Adresse	Nombre
PONTOISE	02/04/2014	10 RUE DES NOYERS	1
PONTOISE	14/04/2014	1 BOULEVARD DES CORDELIERS	1
PONTOISE	14/04/2014	32 RUE DES PATIS	1
PONTOISE	25/04/2014	15BIS RUE DES PATIS	1
PONTOISE	28/04/2014	AV MAL D LATTRE DE TASSIGNY	1
PONTOISE	30/04/2014	9 AV MAL D LATTRE DE TASSIGNY	1
PONTOISE	19/05/2014	26 RUE DES PATIS	1
PONTOISE	05/06/2014	RUE PIERRE BUTIN	1
PONTOISE	11/06/2014	PLACE DU JARDIN DE LA VILLE	1
PONTOISE	01/07/2014	AVENUE DE VERDUN	1
PONTOISE	15/07/2014	RUE VICTOR HUGO	1
PONTOISE	22/07/2014	RUE LEMERCIER	1
PONTOISE	29/09/2014	PLACE DE L HOTEL DE VILLE	1
PONTOISE	15/10/2014	45 RUE DE GISORS	1
PONTOISE	16/10/2014	12 RUE CHARLES DAUBIGNY	1
PONTOISE	04/11/2014	QUARTIER BOSSUT	1
PONTOISE	25/11/2014	ALLEE DES ABATTOIRS	1
PONTOISE	10/12/2014	PLACE DU JARDIN DE LA VILLE	1
PONTOISE	16/12/2014	12 RUE CHARLES DAUBIGNY	1
PONTOISE	26/12/2014	41 RUE ADRIEN LEMOINE	1
PUISEUX PONTOISE	11/06/2014	17BIS GRANDE RUE	1
PUISEUX PONTOISE	28/10/2014	RUE DU LAVOIR	1
ST OUEN L AUMONE	10/02/2014	14 HAMEAU DE LIESSE	1
ST OUEN L AUMONE	19/02/2014	18 RUE DE LA GARENNE	1
ST OUEN L AUMONE	04/03/2014	26 RUE ARMAND LECOMTE	1
ST OUEN L AUMONE	07/03/2014	10 RUE PRADINE	1
ST OUEN L AUMONE	17/03/2014	CHAUSSÉE DE MAUBUISSON	1
ST OUEN L AUMONE	21/03/2014	8 RUE DE LA PATELLE	1
ST OUEN L AUMONE	28/03/2014	19 MAIL JOLIOT CURIE	1
ST OUEN L AUMONE	31/03/2014	2 PLACE PIERRE MENDES FRANCE	1
ST OUEN L AUMONE	02/04/2014	3 RUE VOLTAIRE	1
ST OUEN L AUMONE	14/04/2014	32 RUE DE FRANCE	1
ST OUEN L AUMONE	22/04/2014	RUE PRADINE	1
ST OUEN L AUMONE	24/04/2014	7 RUE DE LA PATELLE	1
ST OUEN L AUMONE	05/05/2014	10 RUE DU LANGUEDOC	1
ST OUEN L AUMONE	06/06/2014	32 RUE DES SABLONS	1
ST OUEN L AUMONE	01/07/2014	6 RUE DE LA CITE DU PARC	1
ST OUEN L AUMONE	18/07/2014	RUE D EPLUCHES	1
ST OUEN L AUMONE	29/07/2014	22 RUE DE LIESSE	1
ST OUEN L AUMONE	29/07/2014	RUE SAINTE AGNES	1
ST OUEN L AUMONE	20/08/2014	RUE DE LA GARENNE	1
ST OUEN L AUMONE	22/09/2014	RUE DES 2 GARES	1
ST OUEN L AUMONE	22/09/2014	39 QUAI DE L ECLUSE	1
ST OUEN L AUMONE	25/09/2014	95 RUE DU MAIL	1
ST OUEN L AUMONE	30/09/2014	43 RUE D HERBLAY	1
ST OUEN L AUMONE	08/10/2014	43 RUE D HERBLAY	1
ST OUEN L AUMONE	09/10/2014	103BIS RUE D HERBLAY	1
ST OUEN L AUMONE	09/10/2014	3 PLACE DES TILLEULS	1
ST OUEN L AUMONE	17/10/2014	PI196 AVENUE DU FOND DE VAUX	1
ST OUEN L AUMONE	24/10/2014	44 RESIDENCE DU PARC LE NOTRE	1
ST OUEN L AUMONE	07/11/2014	13 CHEMIN DE FREPILLON	1

Commune	Date	Adresse	Nombre
ST OUEN L AUMONE	25/11/2014	4BIS CHAUSSEE JULES CESAR	1
ST OUEN L AUMONE	28/11/2014	CHEMIN DE LIESSE	1
ST OUEN L AUMONE	11/12/2014	17 RUE D ANJOU	1
ST OUEN L AUMONE	22/12/2014	84BIS RUE D EPLUCHES	1
VAUREAL	28/02/2014	RUE DE LA VARLOPE	1
VAUREAL	14/03/2014	107 RUE NATIONALE	1
VAUREAL	03/04/2014	146 RUE NATIONALE	1
VAUREAL	09/04/2014	97 RUE DU VOYAGE	1
VAUREAL	23/06/2014	138 RUE NATIONALE	1
VAUREAL	11/07/2014	28 RUE DES LONGUES TERRES	1
VAUREAL	06/08/2014	20 RUE PRES AUX MOINES	1
VAUREAL	26/09/2014	HALL DES TOUPETS	1
VAUREAL	30/09/2014	PLACE DES MARCHANDS	1
VAUREAL	24/12/2014	33 AVENUE JACQUES BREL	1



## Ressourcer le monde

Document à usage externe

Crédits photos : © Photothèque Veolia: Lesquare / F. Benausse / A. Desvaux / W. Crozes, Jean Marie Ramès, Samuel Bigot/Andia, Rodolphe Escher, Olivier Guerrin,

Veolia - Compagnie Générale des Eaux - SCA au capital de 2.207.287.340,98 euros - 575008 Paris RCS Paris  
572 025 526 - Tous droits réservés - 2014

---

# RAPPORT ANNUEL 2014

SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC  
DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT





# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>FICHE D'IDENTITE DE L'AGGLOMERATION DE CERGY-PONTOISE.....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>LE CYCLE DE L'EAU A CERGY PONTOISE .....</b>	<b>5</b>
2.1	LES COMPETENCES SUR LE TERRITOIRE .....	5
2.2	LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE .....	6
2.3	LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT.....	6
2.4	L'ORGANISATION DES SERVICES .....	7
<b>3</b>	<b>LE SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE.....</b>	<b>9</b>
3.1	LA GOUVERNANCE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION	10
3.1.1	<i>La compétence sur le territoire .....</i>	<i>10</i>
3.1.2	<i>Les objectifs de la politique publique du service public de l'eau potable.....</i>	<i>10</i>
3.1.3	<i>Les actions menées par les services de l'agglomération.....</i>	<i>11</i>
3.1.4	<i>Le contrat de délégation CYO.....</i>	<i>11</i>
3.1.5	<i>Le contrôle de l'exécution du contrat de délégation .....</i>	<i>12</i>
3.1.6	<i>Relations aux abonnés.....</i>	<i>12</i>
3.2	DONNEES TECHNIQUES DU SERVICE EAU POTABLE .....	16
3.2.1	<i>Production et distribution de l'eau potable.....</i>	<i>16</i>
3.2.2	<i>Qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.....</i>	<i>18</i>
3.2.3	<i>Le contrôle des forages privés.....</i>	<i>21</i>
3.2.4	<i>La sécurisation de l'approvisionnement en eau.....</i>	<i>22</i>
3.2.5	<i>Vente d'eau potable aux abonnés du service.....</i>	<i>23</i>
3.2.6	<i>Evolution du réseau d'eau potable en 2014.....</i>	<i>34</i>
3.3	PERSPECTIVES 2015.....	42
<b>4</b>	<b>LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES .....</b>	<b>44</b>
4.1	LA GOUVERNANCE DE L'ASSAINISSEMENT SUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION .....	44
4.1.1	<i>Les compétences sur le territoire .....</i>	<i>44</i>
4.1.2	<i>Le contrôle de délégation.....</i>	<i>48</i>
4.1.3	<i>Les moyens humains.....</i>	<i>48</i>
4.1.4	<i>Relations aux abonnés.....</i>	<i>50</i>
4.2	DONNEES TECHNIQUES DU SERVICE PUBLIC DES EAUX USEES.....	51
4.2.1	<i>Le patrimoine .....</i>	<i>51</i>
4.2.2	<i>L'exploitation du réseau.....</i>	<i>55</i>
4.2.3	<i>L'exploitation de la station d'épuration.....</i>	<i>67</i>
4.2.4	<i>L'autosurveillance du système d'assainissement .....</i>	<i>75</i>
4.2.5	<i>Les travaux et études.....</i>	<i>90</i>
4.3	LES PERSPECTIVES 2015 .....	92
4.3.1	<i>Sur le réseau.....</i>	<i>92</i>
4.3.2	<i>Sur la station .....</i>	<i>93</i>
<b>5</b>	<b>INDICATEURS DE PERFORMANCE DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>95</b>
5.1	SERVICE DE L'EAU POTABLE .....	95
5.2	SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT .....	103
5.2.1	<i>Service du transport des eaux usées.....</i>	<i>103</i>
5.2.2	<i>Service du traitement des eaux usées .....</i>	<i>109</i>
<b>6</b>	<b>DONNEES FINANCIERES DES SERVICES PUBLICS D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES.....</b>	<b>111</b>
6.1	LE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE.....	112
6.1.1	<i>Fourniture en eau.....</i>	<i>112</i>
6.1.2	<i>Part Eau de la facture d'eau .....</i>	<i>112</i>
6.1.3	<i>Données financières du budget annexe Eau.....</i>	<i>116</i>
6.1.4	<i>Principaux éléments relatifs aux produits et charges du délégataire .....</i>	<i>119</i>

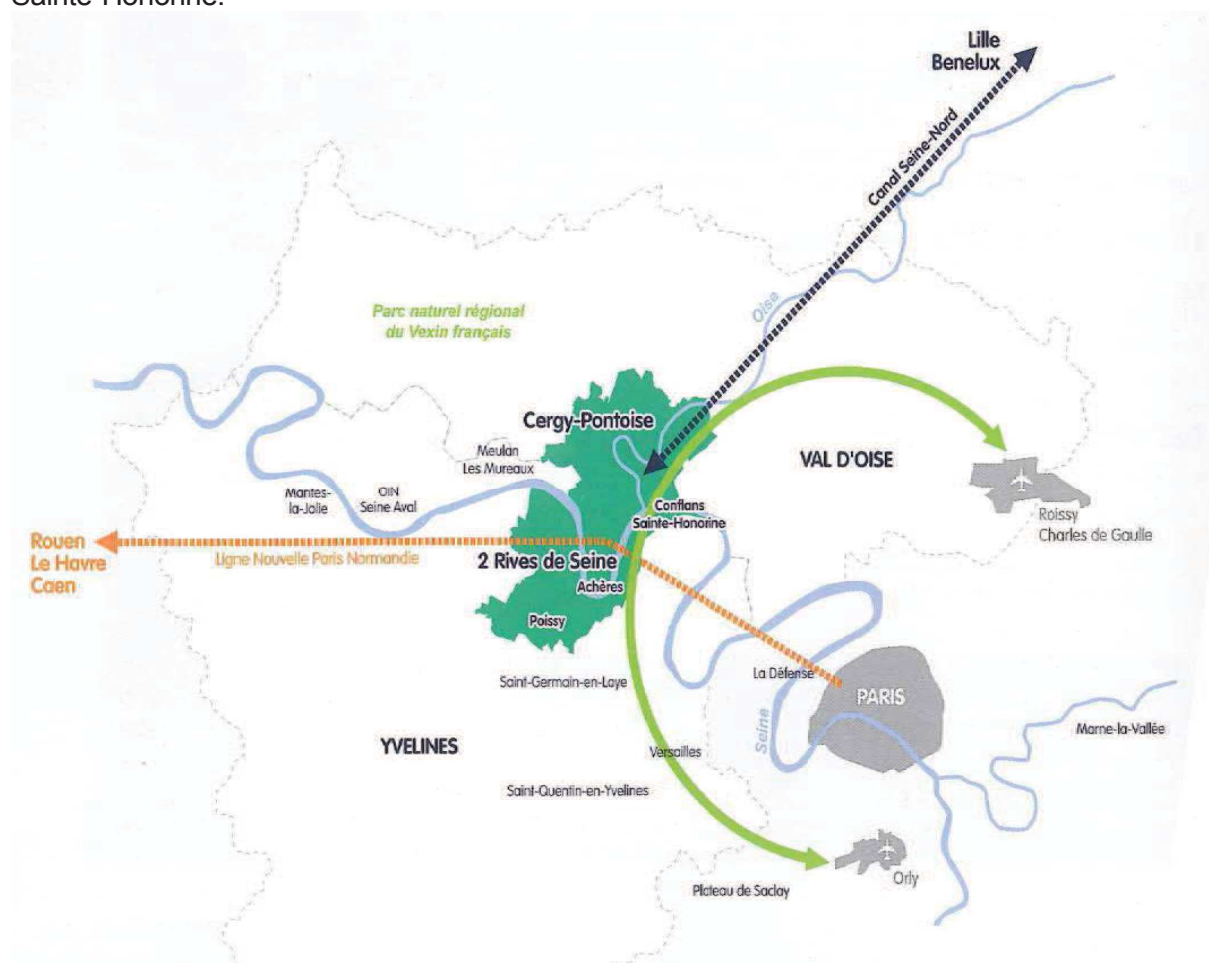
6.2	LE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORT DES EAUX USEES .....	123
6.2.1	<i>La part assainissement de la facture d'eau.....</i>	<i>123</i>
6.2.2	<i>Le service de transport des eaux usées.....</i>	<i>123</i>
6.2.3	<i>Le service public de traitement des eaux usées .....</i>	<i>127</i>
6.2.4	<i>Principaux éléments relatifs aux produits et charges du délégataire .....</i>	<i>132</i>
6.3	LES AUTRES COUTS FIGURANT SUR LA FACTURE D'EAU.....	135
6.4	LA FACTURE D'EAU AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2015, BASE 120 M <sup>3</sup> .....	138
7	<b>ANNEXES .....</b>	<b>142</b>

# 1

## Fiche d'identité de l'agglomération de Cergy-Pontoise

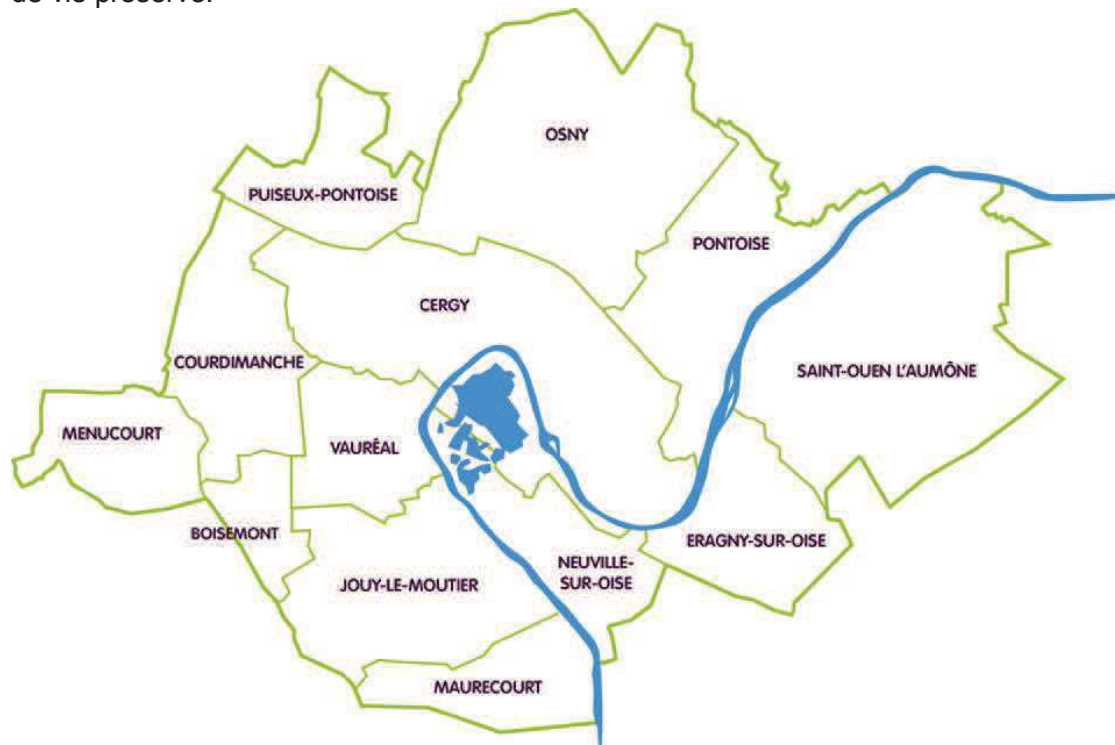
Cergy-Pontoise est une agglomération située à 25 kilomètres de Paris, au cœur de la boucle de l'Oise et aux portes du Vexin français. Composée de treize communes, *Boisemont, Cergy, Courdimanche, Eragny sur Oise, Jouy-Le-Moutier, Maurecourt, Menucourt, Neuville sur Oise, Osny, Pontoise, Puiseux Pontoise, Saint Ouen l'Aumône et Vauréal*, elle s'étend sur plus de 8 000 hectares, soit autant de villages, villes et paysages à découvrir. Cergy-Pontoise est une terre de contrastes, qui permet à chacun de vivre dans le cadre qui lui convient. La commune de Maurecourt a intégré la Communauté d'agglomération au 1<sup>er</sup> juillet 2012.

À l'articulation du Grand Paris et de l'Axe Seine, au cœur de la Confluence Seine-Oise, Cergy-Pontoise occupe une position unique qui confère à l'agglomération un rôle déterminant pour l'attractivité et la compétitivité de la région francilienne et de la vallée de la Seine. Porte d'entrée de la métropole, maillon essentiel de l'espace Paris-Seine-Normandie qui se dessine aujourd'hui, la Confluence Seine-Oise unit les territoires des Communautés d'agglomération de Cergy-Pontoise et des deux Rives de Seine, et des communes de Poissy, Achères et Conflans-Sainte-Honorine.



La Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise est située dans le département du Val d'Oise, au nord-ouest de Paris, sur l'Oise. Elle doit son nom à la Ville Nouvelle de Cergy-

Pontoise, créée en 1972, dont elle est la continuation en tant qu'établissement public de coopération intercommunale. L'agglomération compte 199 272 habitants pour une superficie de 8000 hectares. Ses habitants se nomment les Cergyponains. Le territoire est un bassin de vie équilibré qui concentre un pôle économique dynamique (100 000 emplois et 4 000 entreprises), un campus universitaire en développement (25 000 étudiants), des logements et des commerces, un pôle administratif, de nombreux équipements culturels et de loisirs et un cadre de vie préservé.



Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise – SIG CACP - 2014

La Communauté d'agglomération est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), gérée par le Conseil de la communauté composé des représentants des communes. Elle agit dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées par les communes et en premier lieu : l'aménagement du territoire et le développement économique. La Communauté d'agglomération exerce aussi 16 autres compétences au service des cergyponains, dont le traitement des déchets, le chauffage urbain, l'éclairage public, l'eau potable et le transport et l'épuration des eaux usées.

## 2

# LE CYCLE DE L'EAU A CERGY PONTOISE

### 2.1 Les compétences sur le territoire

La Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise est compétente pour :

- La production de l'eau potable
- La distribution de l'eau potable
- le transport en phase finale des eaux usées
- Le traitement des eaux usées

### LE CYCLE URBAIN DE L'EAU À CERGY-PONTOISE

#### Service public de l'eau potable:

- production
- distribution





La collecte, le transport et le traitement des eaux pluviales relèvent de la compétence de la Communauté d'agglomération, mais ne sont pas concernés par le présent rapport, ce service faisant l'objet des dépenses du Budget Général de la Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise.

La compétence de collecte des eaux usées est assurée par Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Région de Pontoise (SIARP) et ne fait pas partie du présent rapport.

La défense incendie est une compétence communale et ne fait pas partie du présent rapport.

## 2.2 Le service public de l'eau potable

Depuis le 9 décembre 2003, la Communauté d'Agglomération est compétente pour le service public de production et de distribution d'eau potable sur l'ensemble de l'Agglomération de Cergypontoise (hors Maurecourt). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, ce service a été délégué à la société CYO, filiale de Véolia Eau, par contrat de délégation. Ce contrat a été conclu pour une durée de 18 ans jusqu'au 31 décembre 2026.

Par arrêté interpréfectoral en date du 14 juin 2012, les Préfets du Val d'Oise et des Yvelines ont autorisé l'adhésion de la commune de Maurecourt à la CACP à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012, et concomitamment prononcé son retrait de plein droit du Syndicat Intercommunal de Distribution d'Eau du Confluent (SIDEDEC). La sortie de la commune de Maurecourt du SIDEDEC n'a eu aucune conséquence sur le contrat de concession consenti par le Syndicat à la SEFO en Février 1987 qui a continué à s'exécuter dans les conditions antérieures avec ses parties délégantes à savoir, le SIDEDEC pour ses communes membres, et la CACP pour la commune de Maurecourt. Par délibération du Conseil communautaire du 9 avril 2013 et dans l'objectif d'assurer une harmonisation du prix de l'eau sur l'agglomération, la délégation de service de l'eau potable sur la commune de Maurecourt assurée par SEFO a été arrêtée au 30 juin 2013. Le territoire de la commune de Maurecourt est entré au périmètre du contrat CYO au 1<sup>er</sup> juillet 2013.

• Nombre d'habitants desservis :	201 121
<i>Le nombre d'habitants prend en compte les recensements intermédiaires et complémentaires réalisés par l'INSEE.</i>	
• Nombre d'abonnés :	36 747
• Volume vendu en 2014	10 624 408 m <sup>3</sup>
• Nombre de branchement :	35 200
• Nombre de captages :	11
• Nombre de réservoirs :	15
• Longueur de canalisations :	731 km

## 2.3 Le service public de l'assainissement

La Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise répond aux grands objectifs d'un service public de l'assainissement qui sont de :

- **garantir les enjeux de santé publique liés au transport et au traitement des effluents,**
- **préserver les milieux naturels en limitant les rejets polluants,**



La compétence assainissement gérée par la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise comporte deux étapes du service public :

- le transport en phase finale des eaux usées, effectué à partir de 38 kilomètres de réseaux de transport avec 13 postes de pompage, 3 siphons sous l'Oise et une station d'alerte de pollution
- le traitement des eaux usées à la station d'épuration de Neuville, service délégué à la société Cergy Pontoise Assainissement

La collecte des eaux usées urbaines est une compétence assurée par le SIARP.

## 2.4 L'organisation des services

A la Communauté d'agglomération, la gestion du cycle de l'eau est assurée au sein de 2 Directions du pôle développement durable, solidarités et services urbains :

- La Direction de l'Ecologie Urbaine, chargée de la définition et du pilotage des politiques de gestion et d'investissement nécessaires au développement à moyen et long terme des services publics de l'eau et de l'assainissement (schémas directeurs, programmes d'investissement, suivi des délégations de service public, urbanisme, ....).  
Elle est dirigée par une directrice. La thématique cycle de l'eau est suivie par une équipe de 5 personnes.
- La Direction de la Gestion Urbaine Territoriale en charge de la mise en œuvre territoriale des politiques publiques et auxquels sont rattachés les régies (assainissement, espaces verts, voiries, éclairage public, ...) en charge de l'exploitation des équipements et de la gestion des services assurés en Régie sur le territoire. L'exploitation assainissement assure l'entretien des ouvrages et réseaux, les investissements liés aux projets de réhabilitation des postes, bassins et réseaux ainsi que l'entretien de la télésurveillance et le suivi de l'autosurveillance du système de transport des eaux usées.

Les Directions « finances et contrôle de gestion et évaluation », « achats » et « conseil juridique » participent à l'expertise.

En matière de délégation de service public, un rapport annuel relatif à l'exécution du contrat est établi par le délégataire pour chaque exercice, conformément au décret 2005-236 du 14 mars 2005.

La CACP, en charge du service public d'eau potable et d'assainissement, établit quant à elle, le présent Rapport annuel sur le Prix et la Qualité de ce Service (RPQS), conformément à la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et à l'Arrêté du 2 mai 2007.

Ces rapports explicitent l'exécution du service public de l'eau et de l'assainissement dans leur globalité ; ils reprennent notamment les éléments techniques et financiers et les indicateurs de performance de ces services.

Ces deux rapports sont :

- présentés en observatoire de l'eau et de l'assainissement ; cet observatoire constitue une commission technique de la Commission des Services Publics Locaux (CCSPL) et regroupe les élus communaux, le SIARP, des associations locales, les financeurs de la politique publique (Agence de l'Eau Seine-Normandie, Conseil Général 95, Conseil Régional Ile de France), les partenaires institutionnels ;
- soumis à l'avis de la CCSPL, composée d'élus communautaires et d'associations ;
- présentés en Commission Services urbains et Ecologie Urbaine, composée d'élus

- communautaires;
- présentés en Conseil Communautaire ;
- présentés en Conseil Municipal de chaque commune pour le RPQS ;
- téléchargeables sur le site internet de la CACP

Par ailleurs, les différents indicateurs des services publics de l'eau et de l'assainissement sont renseignés dans l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement de l'ONEMA ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

La Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise participe aussi à l'enquête « Service d'eau » sur le prix de l'eau menée par la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et des Régies) et la Métropole de Nantes.

# 3

## LE SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE



Le Pigeonnier – Osny



Les Trois Tours - Marcouville – Osny



Château d'eau de Courdimanche



L'Oseraie - Osny

## 3.1 La gouvernance du service public de l'eau potable sur la Communauté d'agglomération

### 3.1.1 La compétence sur le territoire

La Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise est compétente pour :

- **La production de l'eau potable**
- **La distribution de l'eau potable**

### 3.1.2 Les objectifs de la politique publique du service public de l'eau potable

La Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise, s'inscrit depuis de nombreuses années, dans une dynamique de développement durable.

Pour répondre à cet objectif majeur, la tarification du service public de l'eau mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2009, dans le cadre d'un nouveau contrat de délégation, a été définie afin d'inciter les consommateurs à maîtriser leurs consommations d'eau.

Ce contrat inclut également plusieurs axes de développement et d'amélioration pour :

#### 1. assurer la continuité du service public en s'engageant sur la qualité de l'eau :

- ☐ Diversification et protection de la ressource :
  - Préservation des ressources propres de l'agglomération
  - Aide à la mise en place des périmètres de protection des captages
  - Sécurisation de la distribution
- ☐ Amélioration de la connaissance du réseau :
- ☐ Un programme d'entretien et de renouvellement du patrimoine
  - Remplacement de l'ensemble des branchements en plomb avant décembre 2013
  - Objectif de ratio d'exploitation : 84 % minimum et un gain de 1% tous les 3 ans pendant 9 ans – chaque zone de distribution devra avoir un ratio supérieur à 78%
  - Objectif de renouvellement (équivalent diamètre 100) : 3537 ml/an

#### 2. mettre en place un service client efficace

- ☐ Communication renforcée auprès des usagers (plaquettes, site internet CYO direct, plan de communication)
- ☐ Mise en place d'un dispositif de radio-relevé des compteurs permettant une facturation trimestrielle (contre semestrielle actuellement) sur la base de consommations réelles et une alerte fuite auprès des usagers.

#### 3. inscrire le service public dans une démarche de développement durable

- ☐ Amélioration du rendement des réseaux
- ☐ Mise en place d'un fond de solidarité pour les abonnés en situation de précarité
- ☐ Communication et d'information auprès des usagers afin de les inciter à adopter durablement de bons comportements en matière de consommation d'eau.

#### 4. unifier la tarification sur l'ensemble du territoire

- ☐ Une part fixe (abonnement) établie selon des tranches de consommation dans le but d'inciter les abonnés à maîtriser leur consommation
- ☐ Une part fonction de la consommation

### 3.1.3 Les actions menées par les services de l'agglomération

Les services de l'agglomération assurent la mise en œuvre des politiques publiques, le pilotage et le suivi de la délégation, répondent aux questions des abonnés, informent et travaillent en collaboration avec les services des mairies de l'agglomération, réalisent des études sur la protection de la ressource en eau (mise en place des périmètres de protection de captage – plan d'actions pour les captages prioritaires Grenelle, sensibles aux nitrates et phytosanitaires) et finalisent des travaux d'investissement.

### 3.1.4 Le contrat de délégation CYO

Le contrat de délégation de service public de l'eau potable entre la CACP et la Société Française de Distribution d'Eau (à laquelle s'est substituée la société dédiée CYO) a été conclu le 14 février 2008, pour une durée de 18 ans allant du 01/01/2009 au 31/12/2026 sur les 12 communes de l'agglomération (hors Maurecourt). Maurecourt a été intégrée au périmètre de la délégation au 1<sup>er</sup> juillet 2013.

En 2014, 43 emplois (équivalents-temps-plein) ont été affectés à l'exploitation du réseau d'eau potable de la CACP : production, distribution, facturation et service clientèle.

Le contrat a fait l'objet de trois avenants :

#### Avenant 1

L'avenant 1, signé et enregistré en Sous-Préfecture le 10 décembre 2008, porte sur la substitution de la Société Française de Distribution d'Eau par la société CYO, société dédiée au service public de l'eau potable de l'agglomération de Cergy-Pontoise.

#### Avenant 2

L'avenant n° 2 signé le 24 février 2011 et enregistré en Sous-Préfecture le 1<sup>er</sup> mars 2011 porte sur :

- les modalités d'exercice du contrôle exercé par les agents du service de l'eau sur les bâtiments alimentés en eau par le réseau public d'eau potable et par d'autres sources (puits, forages privés ou récupération d'eau de pluie), dans le but de prévenir tout risque de contamination en s'assurant que des installations privatives de distribution d'eaux de forage ou de récupérateurs d'eaux de pluie ne sont pas connectées au réseau public,

- des précisions apportées à certaines dispositions du règlement de service relatives à la facturation du service aux abonnés (prise en charge du coût de la surconsommation en cas de fuite d'eau avérée, délai de transmission de la carte-relevé).

#### Avenant n°3

L'avenant n°3 signé le 27 mai 2013 et enregistré en Sous-Préfecture le 17 juillet 2013 a pour objet :

- d'encadrer les conditions techniques et financières d'intégration de la commune de Maurecourt au périmètre de la délégation au 1<sup>er</sup> juillet 2013 ;
- d'encadrer les conditions techniques et financières d'intégration du réservoir de l'Oseraie au patrimoine de la délégation ;
- de définir les obligations du délégataire en matière de gestion des fuites après compteur (Dispositif dit « Loi Warsmann »);
- de compléter les obligations du délégataire au titre de la présentation de la partie financière de son rapport annuel afin d'y annexer un tableau de rapprochement entre le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) et le compte annuel de résultat ; et d'amender la présentation de la documentation financière jointe en annexe du Contrat afin d'améliorer la présentation des comptes du délégataire dans le cadre de la remise de son

rapport annuel ;

- de définir les modalités de participation du délégataire à l'obtention et la valorisation des certificats d'économie d'énergie ;
- de prendre acte de la modification des statuts de la société dédiée ;
- de prendre acte de la modification d'un indice de la formule d'actualisation.

### 3.1.5 Le contrôle de l'exécution du contrat de délégation

Le contrôle de la délégation est effectué par la Direction de l'Ecologie Urbaine et les Directions « finances et contrôle de gestion et évaluation » et « conseil juridique » de la CACP.

Le pilotage et le suivi du contrat de délégation se traduit par :

- des réunions mensuelles de suivi du contrat avec le délégataire afin de :
  - o suivre le respect des objectifs,
  - o échanger des informations sur la gestion du service public
  - o étudier les aspects financiers du contrat,
  - o effectuer un suivi opérationnel et de coordination avec le territoire (travaux, suivi des demandes des abonnés/usagers/communes),
  - o élaborer et mettre en œuvre le plan de communication ;
- l'analyse du rapport du délégataire ;
- le suivi des indicateurs techniques et financiers du service ;
- le contact au quotidien avec le délégataire.

Pour l'exercice 2013, la pénalité prévue au contrat pour non-respect de l'objectif sur le ratio d'exploitation des secteurs de «Eragny Nord – ZI de Bellevue» et «Pontoise Bas» a été appliquée en 2014 (elle s'élève à 18 063 €).

### 3.1.6 Relations aux abonnés

#### 3.1.6.1 Accueil des abonnés

La gestion du service public de l'eau potable des habitants des communes de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise est assurée par le personnel de l'Agence Veolia Eau de Cergy, via sa société dédiée CYO située 13, rue de la Pompe à Cergy.



L'Agence est ouverte au public du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 puis de 13h30 à 16h00.

Un Centre Service Clients est joignable au 0969 360 402 (numéro cristal non surtaxé mis en service en avril 2013) de 8h00 à 19h00 du lundi au vendredi et de 9h00 à 12h00 le samedi.

Un service d'astreinte répond 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 aux urgences.



### 3.1.6.1 Service clientèle

	2009	2010	2011	2012 *	2013	2014
Nombre d'abonnés	34030	34338	34880	35289	36647	36747
Nombre de factures émises	97900	139627	138501	141698	142674	151094
Nombre de réclamations écrites	310	331	206		74	52
Taux de réclamations écrites (‰)	9,11	9,64	5,91		2,02	1,42
Nombre de réclamations écrites et orales				281	323	346
Taux de réclamations écrites et orales(‰)	9,13	0,00	0,00	7,96	8,81	9,42
Nombre d'abonnés mensualisés	2744	3101	3201	3433	3901	4273
Nombre d'abonnés en prélèvement bancaire	8828	10106	10583	11630	10582	10716

\* Le taux de réclamations écrites (indicateur P 155.1) de l'année 2012 est surestimé car il intégrait les réclamations orales.

Le taux de réclamations écrites (indicateur P 155.1) est de 1.42 ‰ abonnés, il est en baisse par rapport à 2013.

L'objectif est de maintenir un taux faible en poursuivant l'amélioration la qualité du service et en renforçant la communication afin de devancer les questions ou réclamations des abonnés.

### 3.1.6.2 Fonds de Solidarité Eau

Conformément à l'article 34 du contrat de délégation, le délégataire (CYO) et le délégant (la CACP) ont convenu de la mise en place d'un fonds de solidarité, doté annuellement de 50 000 € (valeur juillet 2007 actualisable). Le dispositif est accessible à tous les habitants de l'agglomération (habitats collectifs ou individuels). Les aides sont attribuées par les Centres Communaux d'Actions Sociales des communes.

Ce fonds de solidarité est destiné aux abonnés en difficulté de paiement de leur facture d'eau. Il a été effectivement mis en œuvre en mai 2010. Par délibération du Conseil communautaire du 18 décembre 2012, il a été décidé d'actualiser tous les 2 ans les données de la clé de répartition du fonds eau entre les CCAS de l'agglomération et de répartir entre les CCAS les sommes non utilisées. Par délibération du Conseil communautaire du 19 février 2013 et suite à une concertation avec les représentants des CCAS, des critères d'éligibilités communs aux CCAS ont été établis.

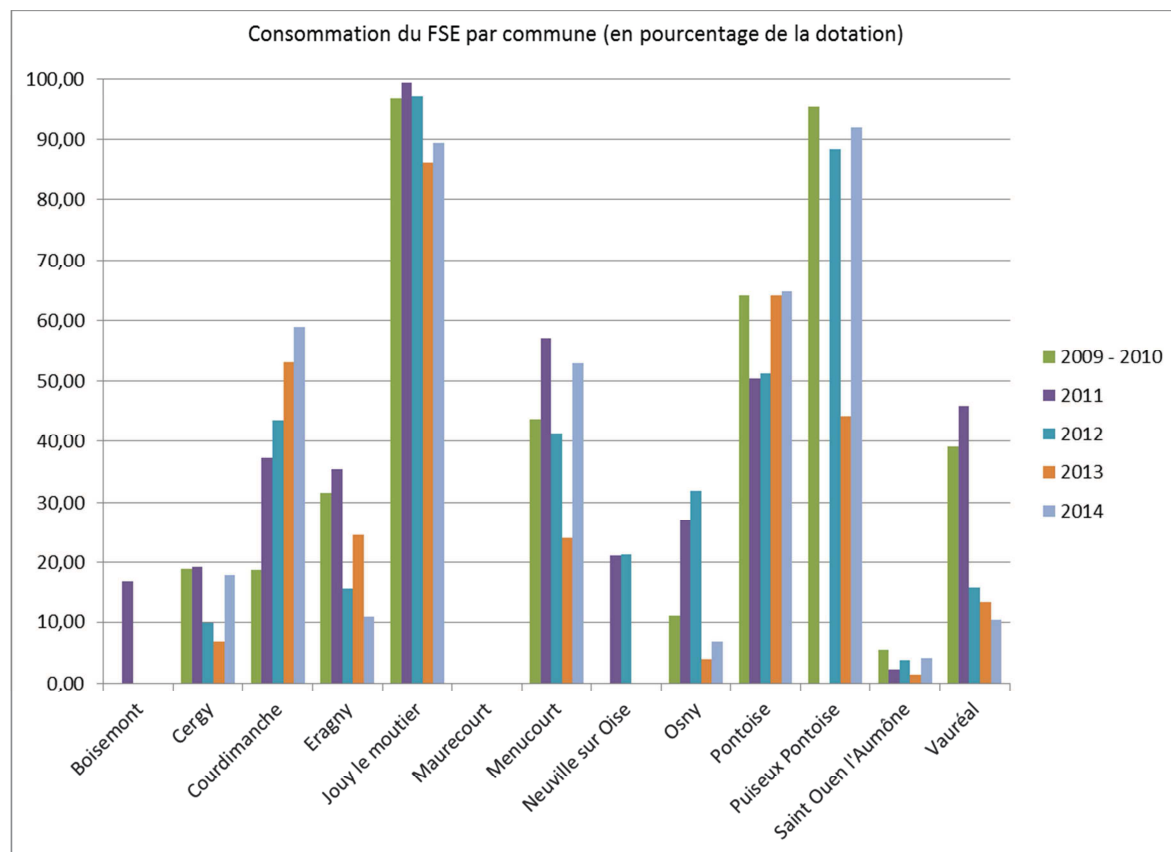
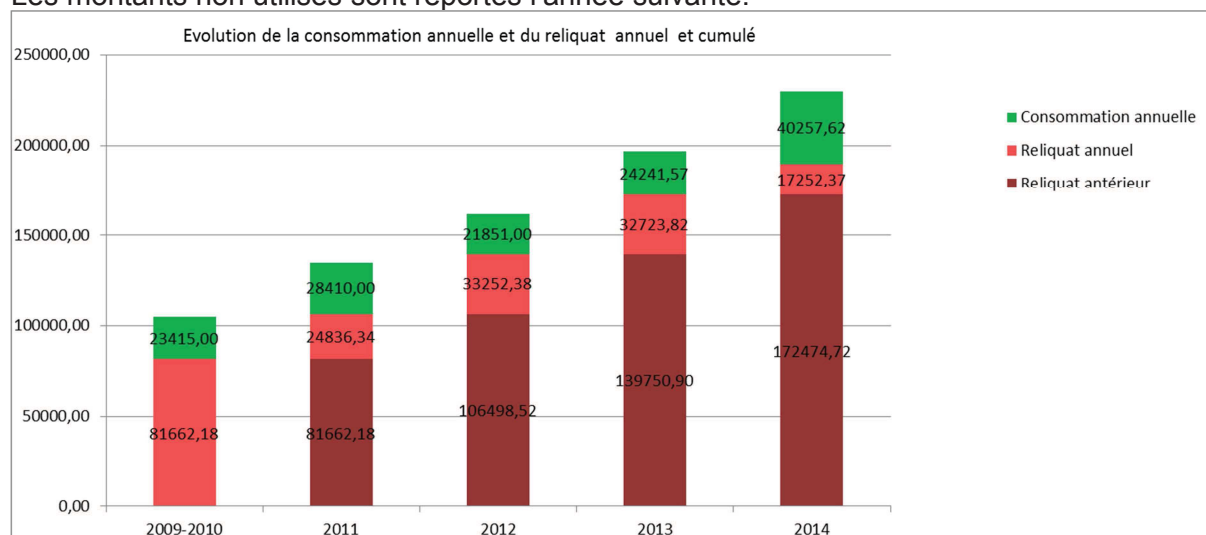
Les difficultés d'utilisation de ce fonds sont principalement liées aux caractéristiques de l'habitat sur Cergy-Pontoise. En effet, une grande part de la population vit en habitat collectif où l'abonné au service de l'eau n'est pas l'utilisateur ; les ménages s'acquittent au travers de leur loyer ou de leurs charges de leur part de la facture d'eau adressée au bailleur ou à la copropriété.

Le travail de concertation qui se mène avec les CCAS et l'AORIF a permis d'identifier et de mettre en œuvre plusieurs adaptations pour permettre un meilleur déploiement. Notamment, à défaut de pouvoir identifier la part « eau froide » sur les charges de l'utilisateur, locataire, la

possibilité d'application d'un forfait est offerte. Par ailleurs, une convention d'adhésion au dispositif a été signée avec les bailleurs sociaux en collaboration avec l'AORIF (Union Sociale du Val d'Oise) fin 2013 et a permis d'enregistrer des progrès cette année, avec une augmentation des dossiers pour les habitants du parc de logements sociaux : 28 dossiers en 2014 contre 14 en 2013.

	2010	2011	2012	2013	2014
Montant utilisé	23 415 €	28 410 €	21 851 €	24 241 €	40 258€
Nombre de bénéficiaires	157	150	128	128	168

Les montants non utilisés sont reportés l'année suivante.



### **3.1.6.3 Disposition de la Loi Warsmann**

Les conditions et modalités selon lesquelles un abonné d'un immeuble à usage d'habitation peut bénéficier d'un écrêtement de sa facture d'eau lorsqu'est constatée une fuite sur une canalisation après compteur sont établies au regard des dispositions du Décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites sur les canalisations d'eau potable après compteur, (codifiées aux articles R 2224-19-2 et R 2224-20-1 du CCGT qui n'entreront en vigueur qu'au 1er juillet 2013), pris en application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, dite « loi Warsmann » (codifiée à l'article L 2224-12-4 III Bis du CGCT).

En application du décret du 24 septembre 2012, CYO a appliqué les modalités d'écrêtement des factures d'eau depuis le 25 septembre 2012. L'ensemble de ces modalités ont nécessité la modification du règlement de service et un avenant au contrat CYO qui ont été mis en œuvre en 2013.

En 2014, les volumes écrêtés au titre de la Loi Warsmann sont de 25 036 m<sup>3</sup> auprès de 84 abonnés.

L'équipement des compteurs en dispositif de radio-relevé permet de relever les compteurs à distance et quatre fois par an. De ce fait, les consommations anormales, liées à des fuites par exemple, sont identifiées plus rapidement. Ainsi, on observe que les volumes écrêtés ont été divisés par deux.

### **3.1.6.4 Individualisation des compteurs d'eau**

Les modalités de mise en œuvre de l'individualisation des contrats de fourniture d'eau au sein de l'habitat collectif résultent des dispositions de l'article 93 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) n°2000-1208 du 13 décembre 2000 et du décret d'application n°2003-408 du 28 avril 2003.

La loi SRU permet la mise en œuvre d'un comptage individuel de l'eau en habitat collectif, par l'installation de compteurs individuels par le distributeur d'eau qui permettent la facturation individuelle pour chaque logement.

Les abonnés sont le responsable de l'immeuble (compteur général maintenu, consommation pour les espaces collectifs) et les occupants de chaque logement (compteurs individuels). Il faut noter que les colonnes montantes privatives restent sous responsabilité du gestionnaire de l'immeuble (avec interruption de responsabilité dans la chaîne du service).

Les bénéfices attendus de ce dispositif sont :

- Une meilleure maîtrise des consommations par responsabilisation des usagers
- Une plus grande équité économique
- Une facilitation de gestion pour les responsables d'immeubles.

La pertinence du déploiement du dispositif SRU doit être appréhendée au regard de la situation de chaque immeuble, dans la mesure où il représente une charge financière supplémentaire notamment due à la répercussion du coût des travaux nécessaires à l'individualisation. La « rentabilité » d'une individualisation s'appréhende sur le long terme dès lors qu'elle dépend aussi d'une meilleure maîtrise des consommations.

Au 31/12/2014, 1210 contrats d'abonnement, établis en application de la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain), étaient mis en œuvre pour 41 résidences (1211 en 2013).

### 3.1.6.5 Communication

#### 1<sup>er</sup> trimestre :

- Envoi de la lettre de l'eau n°2 (annexe 1)
- Information concernant l'augmentation du taux de TVA sur l'assainissement
- Mise en conformité pour l'application de la norme SEPA (insertion par CYO de la RUM sur les factures prélevées)

#### 2<sup>ème</sup> trimestre :

Information par courrier des abonnés concernés par une augmentation ou une baisse de leur part fixe avant l'envoi de la facture du 2<sup>ème</sup> trimestre 2014. Envoi de la plaquette « Maîtrisez votre consommation d'eau » pour ceux dont la tranche de part fixe augmentait.

#### 3<sup>ème</sup> trimestre :

- Envoi par CYO des fiches de synthèse annuelle de la qualité de l'eau de l'ARS (Agence - Régionale de Santé).
- Mise à disposition du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service de l'eau et de l'assainissement ainsi que les rapports annuels des délégataires CYO et CPA sur le site internet de la CACP.

#### 4<sup>ème</sup> trimestre :

Mise en œuvre de la loi Hamon : envoi du dossier d'abonnement pour les nouveaux contrats et information sur la facture.

**En continu**, mise à jour des sites internet de CACP et CYO, notamment sur les tarifs appliqués.

## 3.2 Données techniques du service eau potable

### 3.2.1 Production et distribution de l'eau potable

L'eau potable distribuée aux abonnés provient de plusieurs ressources :

#### **Eau issue de l'usine de traitement d'eau de surface (prélèvement dans la rivière Oise)**

- de l'eau produite par l'usine de Méry-sur-Oise appartenant au Syndicat des Eaux D'Ile-de-France.

#### **Eau d'origine souterraine (eau de nappe) issue de forages propriétés de la CACP**

- le captage de Vauréal
- le puits de Cergy 1
- le puits de Cergy 3
- le forage de Courdimanche
- les deux forages à Sagy-Chardonville et à Condécourt via l'usine de traitement de Menucourt
- les deux forages d'Osny via l'usine de déferrisation de l'Echauguette
- forages à Mongeroult (Vallée Millet, sable craie, stade)

#### **Eau d'origine souterraine (eau de nappe) importée**

- l'usine de traitement d'eau des forages de Meulan
- le forage communal de Courcelles sur Viosne
- le forage communal de Boissy l'Aillerie
- de la commune de Vaux

- de la commune de Triel
- de la commune d'Ennery
- de la commune de Conflans Sainte Honorine (SEFO)

Selon les points de production, les eaux subissent, avant distribution, des traitements de déferri-sation, dénitrification, ou des mélanges. Un traitement de désinfection (chloration) est également effectué.



Plusieurs châteaux d'eau ou réservoirs permettent de stocker l'eau potable produite et de réguler la pression de distribution aux abonnés :

- le réservoir de l'Oseraie à Osny d'une capacité de 2 x 2500 m<sup>3</sup>
- le château d'eau d'Osny - Marcouville d'une capacité de 3000 m<sup>3</sup> (3 x 1000 m<sup>3</sup>)
- les réservoirs de Boisemont – bas d'une capacité de 2 x 4000 m<sup>3</sup>
- les réservoirs de Boisemont - haut d'une capacité de 2 x 2000 m<sup>3</sup>
- le réservoir de Courdimanche – Bois d'Aton d'une capacité de 2500 m<sup>3</sup>
- le réservoir des Clos Billes à Vauréal – 1500 m<sup>3</sup>
- les réservoirs d'Epluches et du Parc à Saint Ouen l'Aumône – capacité de 500 et 1000 m<sup>3</sup> respectivement
- les réservoirs du Pigeonnier et de la Groue à Osny – capacité de 1000 et 350 m<sup>3</sup>
- le réservoir Claude Debussy à Pontoise – 1500m<sup>3</sup>
- le réservoir de Courdimanche village – 250 m<sup>3</sup>

Le réservoir de l'Oseraie sur la commune d'Osny a été mis en service en 2012. Celui-ci a été réceptionné et intégré au patrimoine de la délégation en 2013. D'une capacité de 2 fois 2500 m<sup>3</sup>, il est composé d'une cuve enterrée et d'un réservoir sur tour de 30 m. Il permet :

- une amélioration du niveau de pression sur les secteurs desservis d'Osny et de Pontoise,

- une augmentation de la capacité de stockage sur l'agglomération en cas de difficulté temporaire d'approvisionnement,
- la sécurisation de l'approvisionnement en eau de l'agglomération en secours depuis l'usine de Méry sur Oise par la Boucle Nord.

De plus, il existe plusieurs bâches de reprise (pompage), au niveau des stations de traitement par exemple.

Enfin, **731 kilomètres** de canalisations permettent d'assurer la distribution de l'eau jusqu'aux compteurs des abonnés.

Détail du linéaire de réseau par commune :

Commune	Linéaire 2014 (ml)
Boisemont	12 352
Cergy	145 252
Courdimanche	33 826
Eragny sur Oise	60 645
Jouy le Moutier	68503
Maurecourt	20 781
Menucourt	24 467
Neuville sur Oise	17 034
Osny	89 187
Pontoise	79 284
Puiseux-Pontoise	7 072
Saint Ouen l'Aumône	112 171
Vauréal	54 992
Liaison Courcelles - Courdimanche	4 033
<b>TOTAL</b>	<b>731 652</b>

### 3.2.2 Qualité de l'eau destinée à la consommation humaine

Les eaux « destinées à la consommation humaine », telles que définies dans le décret 2001-1220, doivent remplir 3 conditions cumulatives :

- elles ne doivent pas contenir un nombre ou une concentration de micro-organismes, de parasites ou de toutes autres substances constituant un danger potentiel pour la santé,
- elles doivent être conformes aux limites de qualité définies à l'annexe I.1 du décret, qui sont des valeurs obligatoires
- elles doivent satisfaire à des références de qualité définies à l'annexe I.2 du décret, qui sont des valeurs indicatives.

La qualité de l'eau potable est soumise à un double contrôle :

- un contrôle sanitaire officiel, conformément aux dispositions du décret n°89-3 modifié du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, qui relève de la compétence des pouvoirs publics (Agence Régionale de Santé ARS),
- un autocontrôle à l'initiative du délégataire qui surveille en permanence la qualité de l'eau qu'il produit et distribue.



Elle est appréciée par le suivi des paramètres portant sur :

- la qualité organoleptique (couleur, turbidité, odeur, saveur),
- la qualité physico-chimique (en relation avec la structure naturelle des eaux),
- des substances indésirables (nitrates, nitrites, fer, fluor, etc.),
- des substances toxiques (métaux lourds, plomb, etc.),
- des pesticides et produits apparentés,
- la qualité microbiologique (organismes pathogènes).

Dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine, l'Agence Régionale de Santé a réalisé des analyses d'eau aux points suivants :

#### **POINTS DE PRODUCTION AVANT ET APRES TRAITEMENT ET / OU MELANGE**

Vallet Millet sable, forage stade craie Courcelles, mélange adduction Viosne/CACP, mélange réservoir de Marcouville, forage Osny sade, forage Osny huillet, usine de déferrisation d'Osny, forage de Courdimanche CD22, forage de Sagy-Chardronville, forage de Condécourt, Chloration de Courdimanche, usine de traitement de Menucourt, source de Vauréal et unité de chloration, forages de Cergy 1 et 3.

#### **RESEAU DE DISTRIBUTION**

CACP Boucle Nord, CACP Boucle Sud, CACP centre/Marcouville, Cergy Vauréal Village Clos Bill, Courdimanche Boisemont Village, Jouy le Moutier Eancourt, Menucourt Courdimanche Cergy Boisemont Haut, Osny Pigeonnier, Pontoise, St Ouen l'Aumône Epluches, St Ouen l'Aumône vert Galant.

Une analyse est déclarée non conforme quand un des paramètres dépasse les limites de qualité fixées par le code de santé publique (Art. R 1321-1 à Art. R 1321-66).

Une non-conformité aux limites de qualité ou aux références de qualité, établie par l'ARS dans le cadre du contrôle réglementaire, ou par le délégataire dans le cadre de l'autosurveillance, entraîne l'ouverture d'un dossier non-conformité dans la Base de Données Qualité Eau (BDQE) et la réalisation d'un prélèvement de contrôle sur le point de prélèvement concerné :

- si le prélèvement de contrôle est conforme aux limites de qualité et/ou satisfait aux références de qualité, le « dossier de non-conformité » de BDQE est clôturé et le suivi est terminé.

- si le prélèvement de contrôle n'est pas conforme aux limites de qualité et/ou ne satisfait pas aux références de qualité, un nouveau prélèvement de contrôle est réalisé jusqu'au retour à des valeurs inférieures ou égales aux valeurs limites et références de qualité et une enquête est réalisée dans le but d'identifier les causes à l'origine des non-conformités successives.

Le résultat des analyses effectuées au cours de l'année 2014 sur les points de captage et de production alimentant le périmètre de la Communauté d'Agglomération ainsi que sur le réseau proprement dit est le suivant :

	Contrôle officiel ARS		Autocontrôle CYO	
	Nombre total de résultats d'analyses	Non-conformité aux limites de qualité / respect des références	Nombre total de résultats d'analyses	Non-conformité aux limites de qualité / respect des références
<b>Paramètres soumis à une limite de qualité</b>				
Bactériologique	853	1	166	0
Physico-chimique	2010	2	113	0
<b>Paramètres soumis à une référence de qualité</b>				
Bactériologique	1681	1	285	4
Physico-chimique	3284	4	444	1

#### Indicateurs de conformité par rapport aux limites de qualité : ARS

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire, par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques [indicateur P 101.1] et physico-chimiques [indicateur P 102.1]. Ils sont établis sur la base des prélèvements incluant au moins un paramètre soumis à une limite de qualité, sont les suivants :

<b>Paramètres microbiologiques</b>	<b>2014</b>
<b>Taux de conformité microbiologique P 101.1</b>	<b>99,8 %</b>
<b>Paramètres physico-chimiques</b>	
<b>Taux de conformité physico-chimique P 101.2</b>	<b>99,2 %</b>

#### Non-conformités constatées par rapport aux limites de qualité : ARS et CYO

Sur l'ensemble du territoire de l'agglomération, 3 analyses n'ont pas satisfait aux *limites de qualité* (contre 4 en 2013, 0 en 2012, 1 en 2011, 14 en 2010 et 5 en 2009).

Paramètre	Nombre de non-respect des seuils de références de qualité	Nombre d'analyses	Maximum mesuré	Valeur du seuil et unité
Entérocoques fécaux	1	510	1 n/100ml	0 n/100ml
Fluorures	2	36	1600 µg/l	1500 µg/l

Les dépassements de la limite de qualité sur le paramètre Fluor ont été constatés au point de mélange de forages de Vallée Millet, Montgeroult Stade (Sable & Craie) et Courcelles le 24/07/2014 et le 27/11/2014. Ces dépassements sont liés à l'arrêt du forage de Vallée Millet en raison d'une fuite sur le refoulement. De ce fait, le potentiel de dilution est réduit et peut générer des dépassements si de faibles variations de débits se produisent sur le forage de Courcelles. L'ARS a alors réalisé deux prélèvements de contrôle qui se sont avérés conformes : 1,24 mg/l le 21/08 et 0,3 mg/l le 18/12.

Le dépassement de la limite de qualité sur le Entérocoques Fécaux a été constaté le 15/09/2014 à l'Ecole primaire des Essarts à Cergy par l'ARS (réseau privé - après compteur). Le prélèvement de contrôle réalisé le 25/09/2014 n'a pas confirmé ce résultat.

### Non-conformités constatées par rapport aux références de qualité : ARS et CYO

Sur l'ensemble du territoire de l'agglomération, 14 analyses (contre 10 en 2013, 9 en 2012, 10 en 2011, 23 en 2010 et 44 en 2009) n'ont pas satisfait aux *références de qualité* (valeurs indicatives établies en concertation avec l'ARS à des fins de suivis des installations de production et de distribution d'eau et d'évaluation du risque pour la santé des personnes).

Paramètre	Nombre de non-respect des seuils de références de qualité	Nombre d'analyses	Maximum mesuré	Valeur du seuil et unité
Bactéries coliformes	5	430	8 n/100ml	0 n/100ml
Equ. Calco (0 ;1 ;2 ;3 ;4)	5	19	4	2 Qualitatif
Fer total	1	63	210 µg/l	200 µg/l
Température de l'eau	3	440	27,1 °C	25 °C

Les dépassements de la référence de qualité sur le paramètre température sont dus à des problèmes de réseaux intérieurs (privés) : retour d'eau chaude dans le réseau d'eau froide, proximité du réseau d'eau chaude avec le réseau d'eau froide. La mesure de contrôle réalisée au point de distribution en eau (compteur) est conforme à la référence de qualité.

Suite aux dépassements de la référence de qualité constatés sur le paramètre bactéries coliformes, CYO a réalisé des prélèvements de contrôle qui n'ont pas confirmé ces résultats.

Il a été observé un non-respect du seuil de référence de qualité sur le paramètre "Equilibre Calco Carbonique". Le résultat obtenu est sensible et dépendant de mesures de paramètres sur le terrain lors du prélèvement. Ainsi, le dépassement de la référence de qualité provient d'une erreur de mesure terrain.

Les dépassements de la référence de qualité sur le paramètre Fer a été constaté le 26/05/2014 au point de mélange des forages de Montgeroult Stade Sable et Craie. CYO a alors procédé à une mesure de contrôle qui n'a pas confirmé ce dépassement.

L'eau distribuée sur l'agglomération présente une très bonne qualité bactériologique et physico-chimique.

En décembre 2014, un dysfonctionnement des installations de traitement des nitrates de l'usine de traitement de Menucourt a entraîné une augmentation de la concentration en nitrates de l'eau traitée. La concentration en nitrate a oscillé entre 25mg/l et 40mg/l. Bien que cette concentration reste inférieure à la limite de qualité réglementaire des nitrates dans les eaux destinées à la consommation humaine fixée à 50 mg/L, il a été décidé de réaliser des travaux de fiabilisation de la filière de traitement des nitrates de l'usine de Menucourt : réalisés sous contrôle de l'ARS, ceux-ci se sont achevés en avril 2015.

### 3.2.3 Le contrôle des forages privés

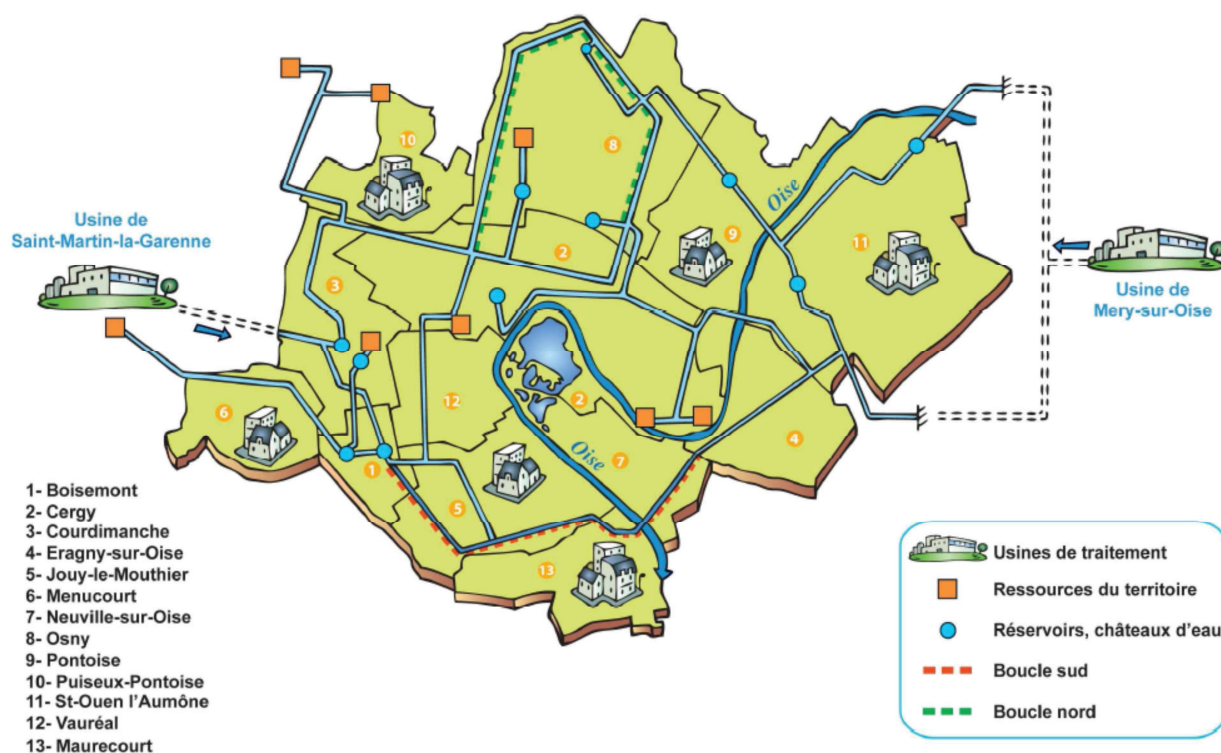
A la connaissance de la Communauté d'agglomération (déclaration auprès de l'Agence de l'eau, Agence Régionale de Santé et base de données du BRGM), 7 établissements abonnés au service public d'eau potable disposent d'un forage privé. Dans le cadre de l'avenant 2 au contrat de délégation, la CACP a demandé à CYO de procéder aux contrôles de ces forages conformément à l'arrêté du 17 décembre 2008 et la circulaire du 9 novembre 2009.

L'ensemble des établissements disposant d'un forage privé connu ont été contrôlés par CYO sur 2011 et 2012. La fréquence de ces contrôles est fixée contractuellement à 5 ans.

### 3.2.4 La sécurisation de l'approvisionnement en eau

La sécurisation de l'approvisionnement en eau de l'Agglomération a commencé en 2006, avec la construction de nouvelles canalisations structurantes. Appelées « Boucle Nord », ces réseaux en fonte renforcent le réseau existant au nord de l'agglomération. Elles permettent d'assurer un approvisionnement en eau potable en cas de casse importante à l'Est de l'agglomération. La construction du château d'eau d'Osny complète le dispositif de sécurisation en augmentant les capacités de stockage et en améliorant la pression desservie.

Dans le cadre de son contrat de délégation de service public CYO a mis en service en 2011 une canalisation de 4,4 km, qui relie la rive droite de l'Oise (Jouy le Moutier) à la rive gauche (Neuville, Eragny et Saint Ouen l'Aumône). Appelée « Boucle Sud », cette canalisation finalise la sécurisation de la distribution en eau potable et permet d'interconnecter l'ensemble des ressources en eau du territoire. En cas d'indisponibilité d'un forage ou de rupture de canalisation, il est désormais possible d'isoler une partie du réseau d'eau potable sans priver pour autant les usagers d'eau, la distribution se poursuivant à partir d'une autre ressource.



Au printemps 2011, ce nouveau fonctionnement du réseau d'eau potable a permis d'augmenter l'approvisionnement en eau en provenance de l'unité de production de Saint Martin la Garenne (champs captant dans la nappe alluviale de la Seine et usine de traitement des pesticides) et de diminuer les achats d'eau en provenance du SEDIF (unité de production de Méry sur Oise), plus coûteux. L'impact financier de ces actions a permis de baisser le prix moyen de la part eau lors de l'établissement du contrat de délégation attribué à CYO.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013, la commune de Maurecourt est intégrée au périmètre de la délégation eau et est alimentée par la « Boucle Sud » par connexion à Jouy-le-Moutier.

Les ressources de l'agglomération sont variées et garantissent une sécurisation de l'approvisionnement en quantité et en qualité. Les ressources propres à la CACP et l'eau provenant de Saint Martin la Garenne couvrent plus de 80% de l'approvisionnement en eau de l'agglomération.

L'eau est naturellement calcaire dans notre région, en raison de la nature géologique des sols qu'elle traverse.

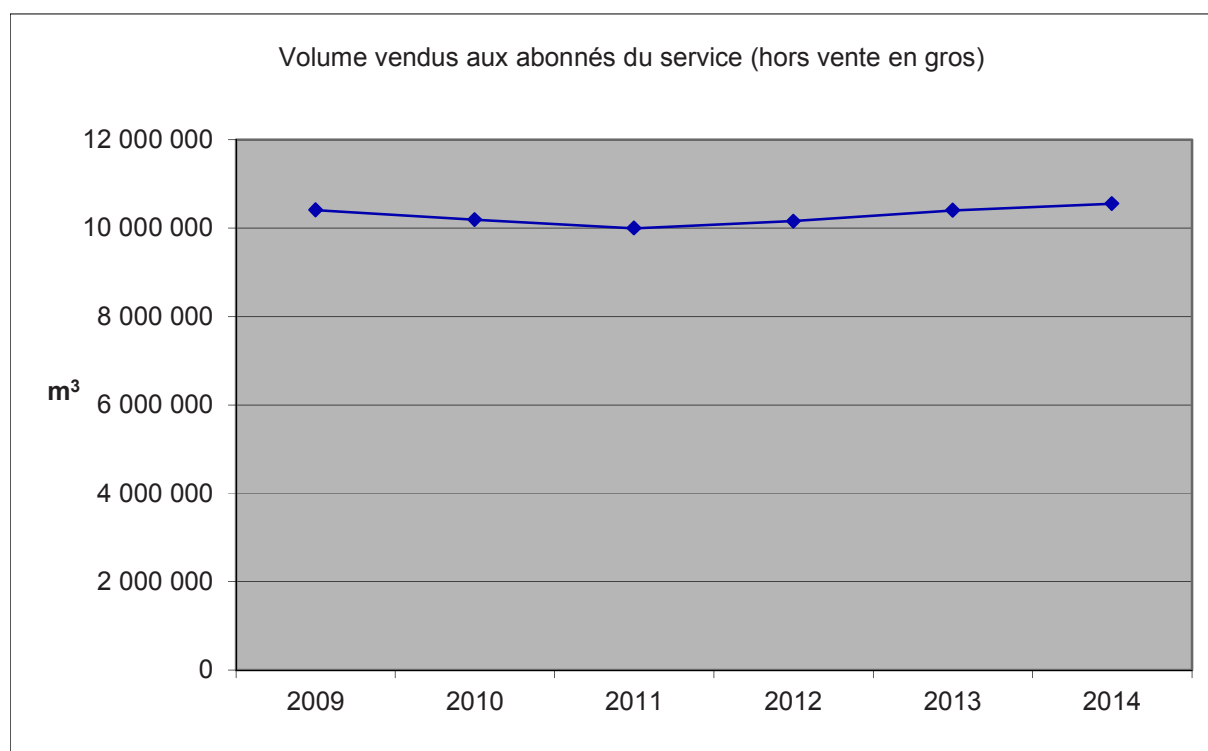
La dureté de l'eau distribuée varie de 30 à 45 °F selon les secteurs de distribution sauf pour la ZI d'Epluches à Saint Ouen l'Aumône alimenté par l'usine de Méry sur Oise avec une dureté de 17°F.

### 3.2.5 Vente d'eau potable aux abonnés du service

Le périmètre de la délégation eau potable de la Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise compte **36 747 abonnés** (en 2013 : 35 647 abonnés, soit une hausse de 0,3 % en 2014).

Le nombre d'habitants desservis est estimé à **201 121** (recensement INSEE).

Le volume vendu (hors vente en gros) sur le périmètre de l'Agglomération en 2014 est de **10 624 408 m<sup>3</sup>**, en hausse de 2,2 % par rapport à 2013, en lien avec la hausse du nombre d'abonnés et l'intégration de Maurecourt au contrat.



## Répartition des abonnés par tranche d'abonnement

TRANCHES (m3)	Nombre d'abonnés 2014 (établi au 01/04/2014 sur la base des volumes consommés 2013)	Répartition des abonnés par tranches
nouveau abonnés (hors tranche)	1068	2,91
0 - 150	27392	74,58
151 - 180	2631	7,16
181- 210	1375	3,74
211 - 240	718	1,95
241 - 270	457	1,24
271 - 300	264	0,72
301 - 330	186	0,51
331 - 360	150	0,41
361 - 390	125	0,34
391 - 420	102	0,28
421 - 450	95	0,26
451 - 480	75	0,20
481 - 510	71	0,19
511 - 540	72	0,20
541 - 570	53	0,14
571 - 600	46	0,13
601 - 1 200	637	1,73
1 201 - 1 800	322	0,88
1 801 - 3 600	395	1,08
3 601 - 9 000	350	0,95
9 001 - 18 000	103	0,28
18 001 - 30 000	25	0,07
30 001 - 45 000	9	0,02
Plus de 45 000	7	0,02
	36728	100

TRANCHES (m3)	Nombre d'abonnés 2015 (établi au 01/04/2015 sur la base des volumes consommés 2014)	Répartition des abonnés par tranches
nouveau abonnés (hors tranche)	1265	3,41
0 - 150	27547	74,35
151 - 180	2633	7,11
181- 210	1334	3,60
211 - 240	765	2,06
241 - 270	409	1,10
271 - 300	237	0,64
301 - 330	185	0,50
331 - 360	156	0,42
361 - 390	111	0,30
391 - 420	96	0,26
421 - 450	91	0,25
451 - 480	64	0,17
481 - 510	75	0,20
511 - 540	70	0,19
541 - 570	69	0,19
571 - 600	52	0,14
601 - 1 200	638	1,72
1 201 - 1 800	354	0,96
1 801 - 3 600	389	1,05
3 601 - 9 000	363	0,98
9 001 - 18 000	102	0,28
18 001 - 30 000	28	0,08
30 001 - 45 000	10	0,03
Plus de 45 000	5	0,01
	37048	100

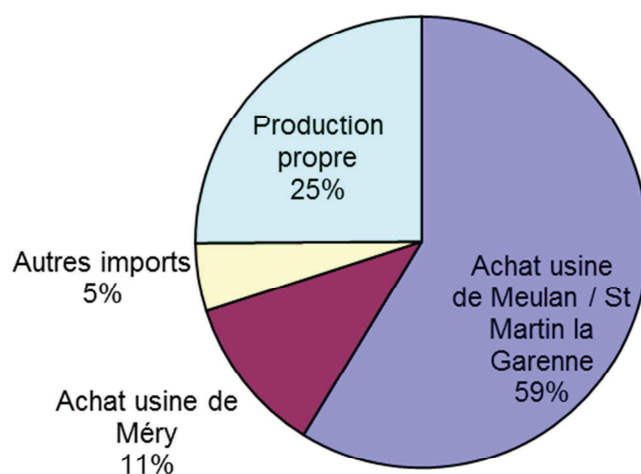
### 3.2.5.1 Production, importation, échanges d'eau potable

Répartition des volumes introduits en 2014 en m3

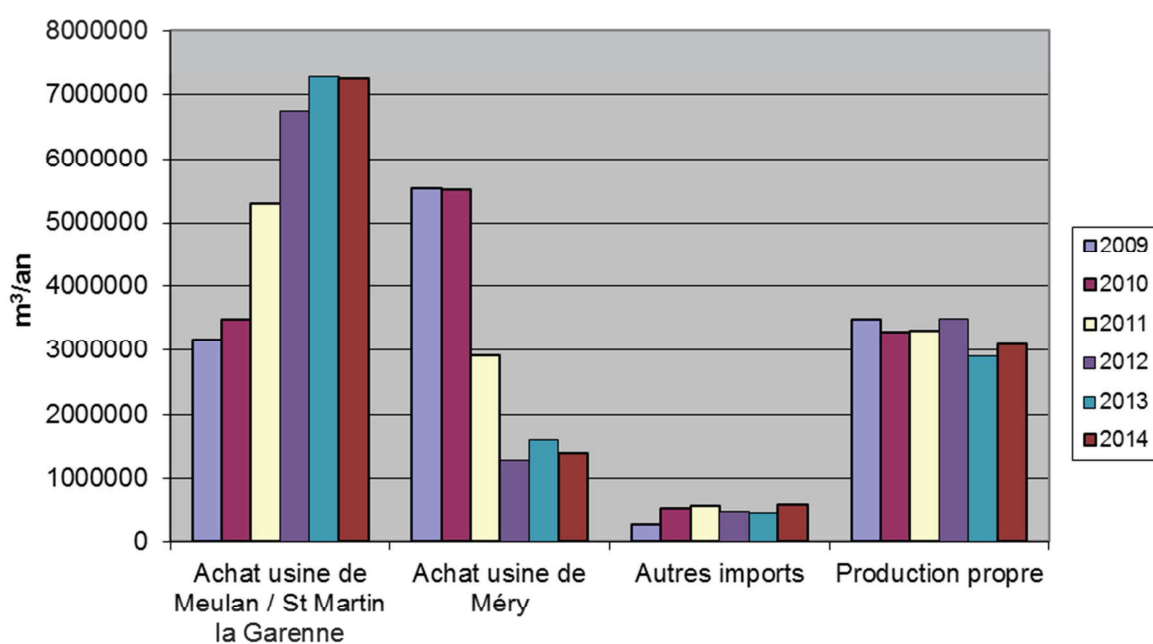
Achat usine de Meulan	Achat usine de Méry	Autres imports	Production propre	Total
7 241 143	1 393 305	596 735	3 093 808	12 324 991



### Approvisionnement en eau de la CACP en 2014



### Evolution de l'approvisionnement en eau



### Import d'eau potable

**1 393 305 m<sup>3</sup>** d'eau en provenance de Méry sur Oise ont été achetés au Syndicat des Eaux d'Ile de France.

**7 241 143 m<sup>3</sup>** ont été achetés à la SFDE depuis l'usine de Saint Martin la Garenne via les réservoirs de Boisemont bas et du Bois d'Aton à Courdimanche.

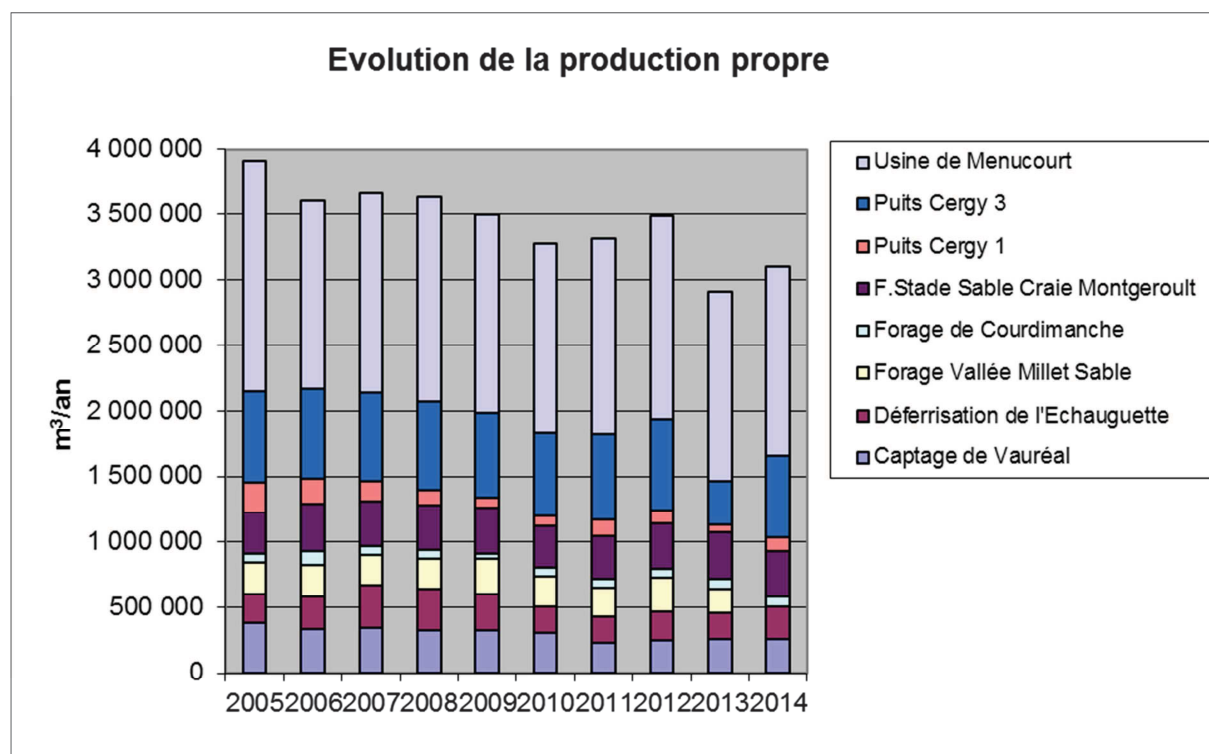
**177 040 m<sup>3</sup>** d'eau sont importés du puits communal de Courcelles Sur Viosne.

**419 695 m<sup>3</sup>** sont importés depuis différentes communes :

- Boissy l'Aillerie
- Vaux
- Triel
- Ennery

### Ressources propres

**3 093 808 m<sup>3</sup>** ont été produits à partir des 11 forages de l'agglomération.



La hausse du volume produit sur le forage de Cergy 3 constitue un retour à une production normale suite à l'achèvement des travaux de génie civil et d'hydraulique sur l'ouvrage.

L'absence de production sur le forage de Vallée Millet est due à la mise à l'arrêt du forage depuis le mois d'octobre 2013 en raison d'une fuite sur le refoulement en domaine privé. CYO et la CACP étudient ensemble les solutions à mettre en œuvre pour la réparation.

### Exports d'eau

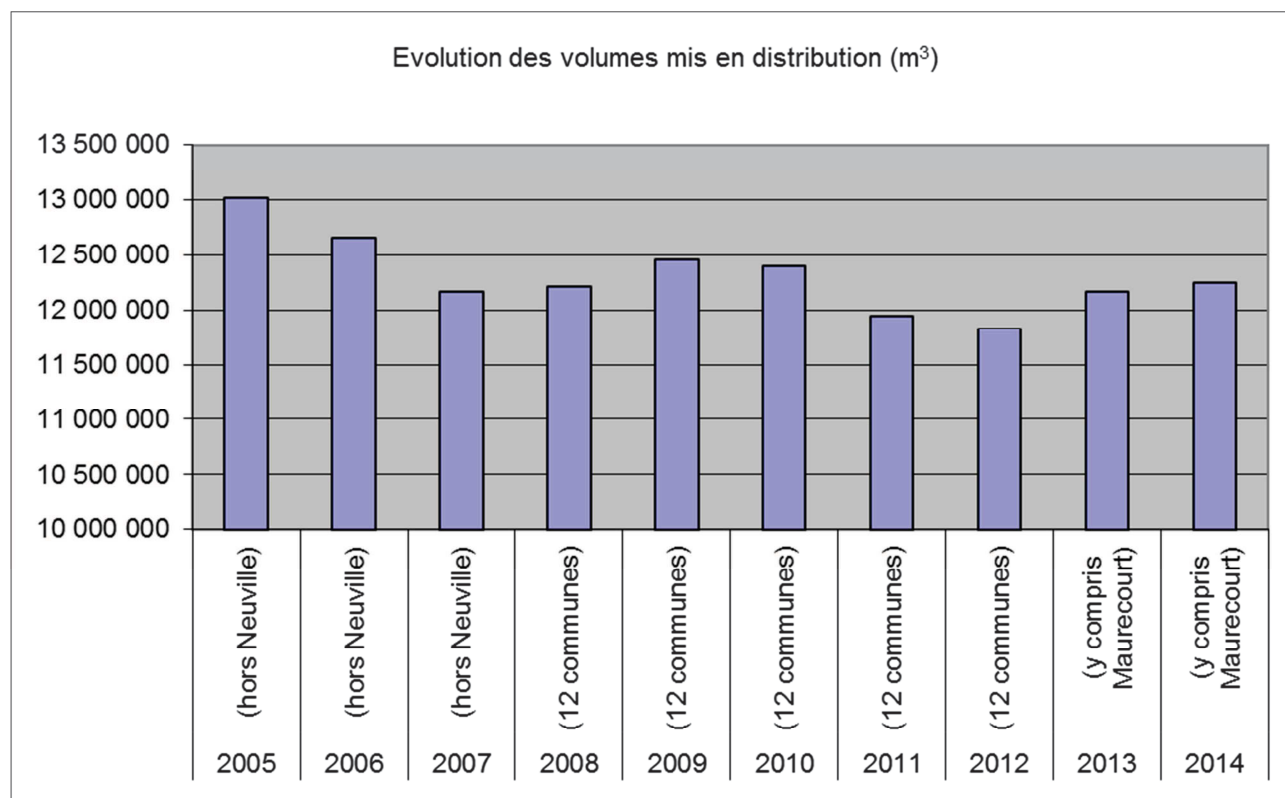
En 2014, **74 264 m<sup>3</sup>** ont été exportés, vendus en gros à d'autres collectivités : Génicourt, Triel sur Seine, Vaux sur Seine, Courcelles sur Viosne, Montgeroult, Ennery, Boissy l'Aillerie, SÎDEC (vers la commune de Conflans Sainte Honorine).

### 3.2.5.2 Volumes d'eau potable mis en distribution

➤ Volume mis en distribution :

**12 250 727 m<sup>3</sup>**

(en 2013 : 12 162 062 m<sup>3</sup>, en 2012 : 11 832 386 m<sup>3</sup>, en 2011 : 11 950 430 m<sup>3</sup>, en 2010 : 12 394 446 m<sup>3</sup> / dont Maurecourt à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013)

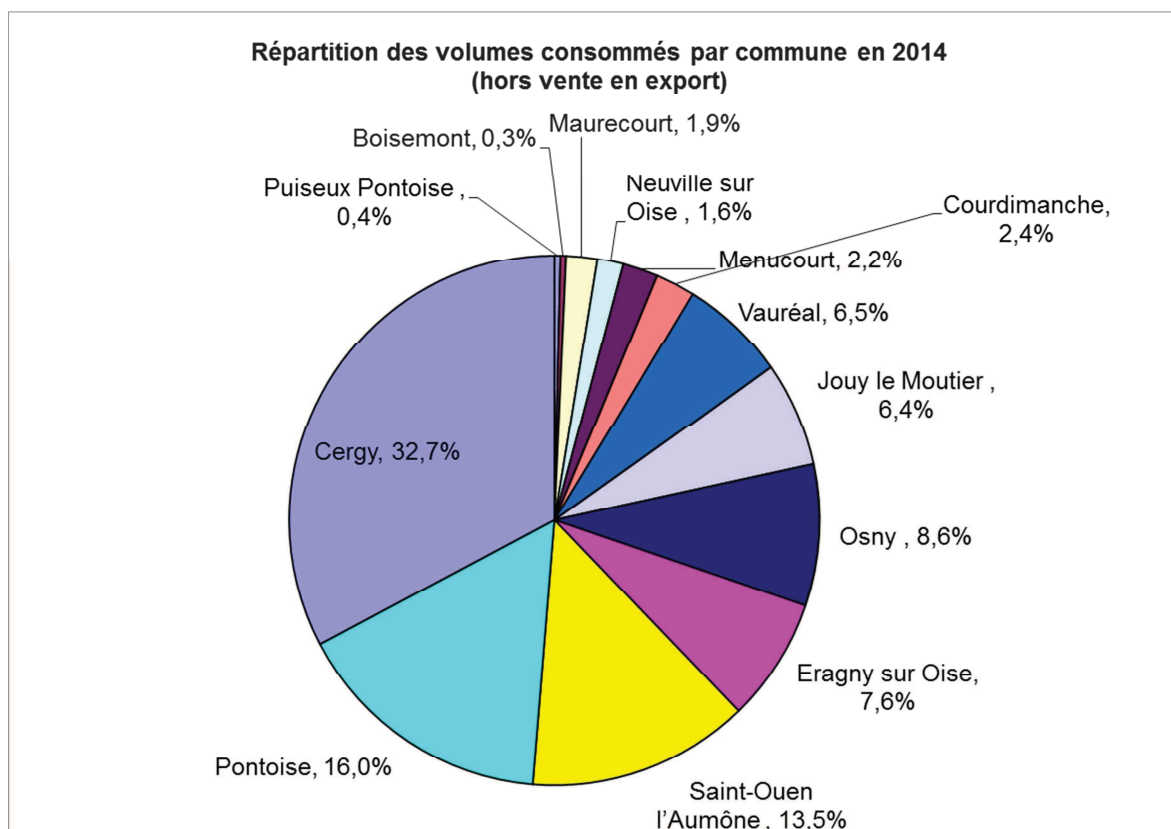
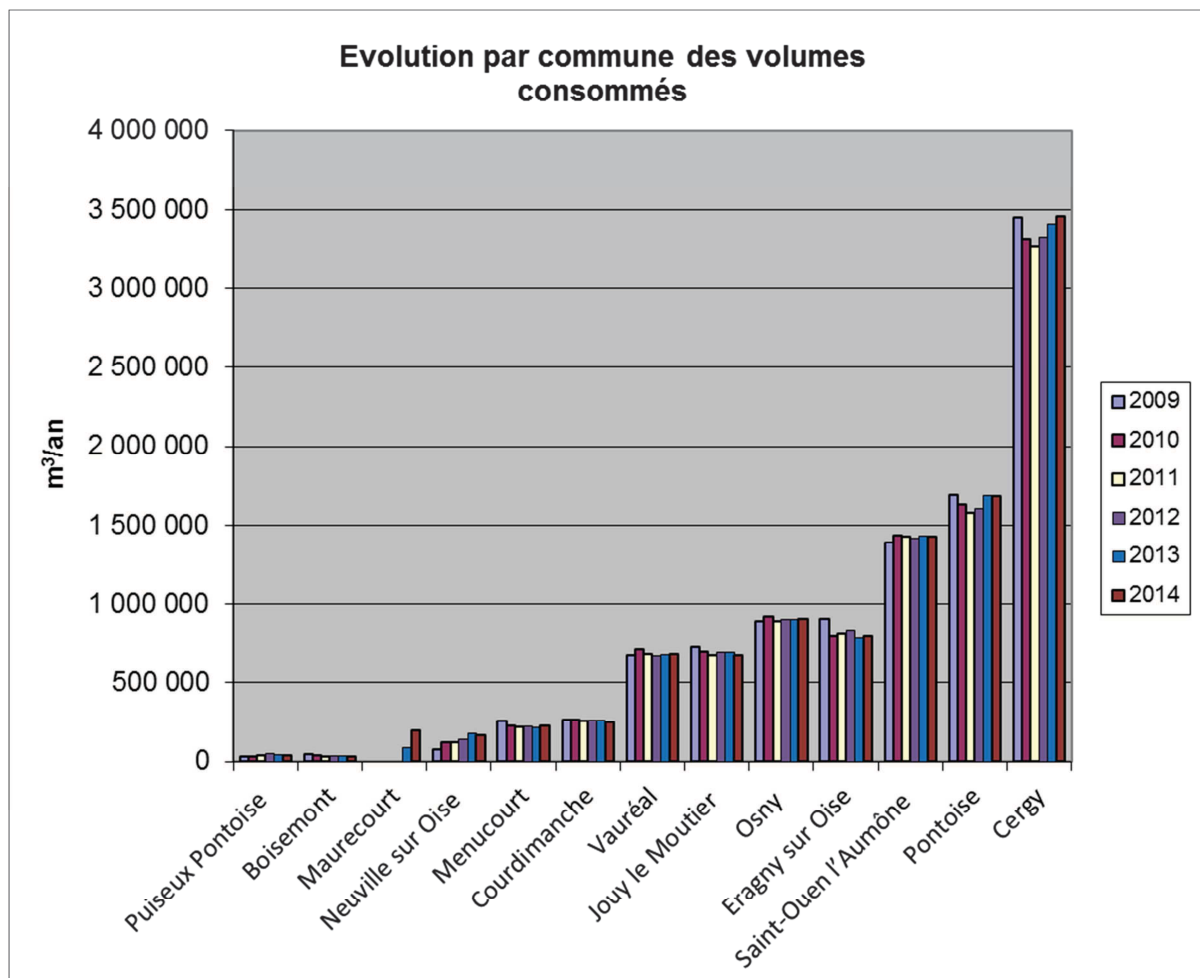


### 3.2.5.3 Volumes consommés

Volume consommé : **10 550 144 m<sup>3</sup>** (en 2013 : **10 402 943 m<sup>3</sup>**), soit une hausse de la consommation de 1,4 % (le volume consommé 2013 intègre la commune de Maurecourt à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013).

Le volume consommé correspond au volume comptabilisé (vendu) sur 365 jours aux abonnés, il ne comprend pas les ventes en export (vente en gros) ni les volumes autorisés sans comptage (défense incendie, eau utilisée pour le service – purges, rinçages de réservoirs, ...).

La hausse de la consommation d'eau est en partie liée à l'urbanisation de nouveaux quartiers et à la consommation de la commune de Maurecourt à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013 (comptabilisation sur 6 mois en 2013 et une année complète en 2014).



Le volume consommé autorisé est de **10 622 633 m<sup>3</sup>**, il correspond au volume consommé auquel on ajoute les volumes sans comptage (48 763 m<sup>3</sup>) (essai de poteaux incendies...) et les volumes consommés pour le service (23 726 m<sup>3</sup>) (lavages des réservoirs, système de chloration, purge...), qui sont estimés selon le référentiel ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement) (fiche en annexe 2).

$$\text{Volume consommé} = \text{volume consommé} + \text{volume sans comptage estimé}$$

La différence entre les volumes mis en distribution et ceux réellement consommés par les abonnés est constituée par l'eau prélevée sur les bornes incendie, les fuites des canalisations ou branchements, l'eau utilisée pour le service, etc....

### 3.2.5.4 Performance du réseau

Le rendement du réseau ([volumes consommés + volumes exportés] / [volumes produits + volumes achetés]) est de **86,8%** en 2014.

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)</b>	<b>83,3 %</b>	<b>84,7 %</b>	<b>86,7 %</b>	<b>86,2 %</b>	<b>86,8 %</b>
A : Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	10 258 867	10 099 867	10 232 225	10 476 087	10 622 633
B : Volume vendu à d'autres services (m3)	419 686	158 236	169 231	92 775	74 264
C : Volume produit (m3)	3 282 989	3 320 385	3 490 022	2 907 533	3 093 808
D : Volume acheté à d'autres services (m3)	9 531 143	8 788 281	8 511 595	9 347 304	9 231 183

Le bon niveau du rendement (et du ratio – cf paragraphe suivant) s'explique par des campagnes de recherches de fuites importantes et ciblées depuis mi-2011 à partir des données de la sectorisation mise en place courant 2010. La politique de renouvellement du réseau et des branchements plomb participe aussi à cette amélioration.

L'indice linéaire de perte (ILP) est de 6,37 en 2014.

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/L/365/1000</b>	<b>8,35</b>	<b>7,22</b>	<b>6,18</b>	<b>6,31</b>	<b>6,37</b>
A : Volume mis en distribution (m3) (Volume introduit – Volume exporté)	12 394 446	11 950 430	11 832 386	12 162 062	12 250 727
B : Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	10 258 867	10 099 867	10 232 225	10 476 087	10 550 144
L : Longueur de canalisation de distribution (ml)	700 966	702 291	709 721	731 892	731 652

### 3.2.5.5 Ratio d'exploitation

Un des premiers objectifs de la CACP est d'inscrire le service public de l'eau dans une démarche de développement durable en améliorant le rendement de réseaux.

Le contrat de délégation CYO impose :

- un ratio d'exploitation du réseau de 84% minimum, avec un gain de 1% tous les 3 ans pendant 9 ans (85% pour 2013) à compter de la prise d'effet du contrat, en assurant par ailleurs que dans aucune zone de distribution ce ratio ne soit inférieur à 78%.

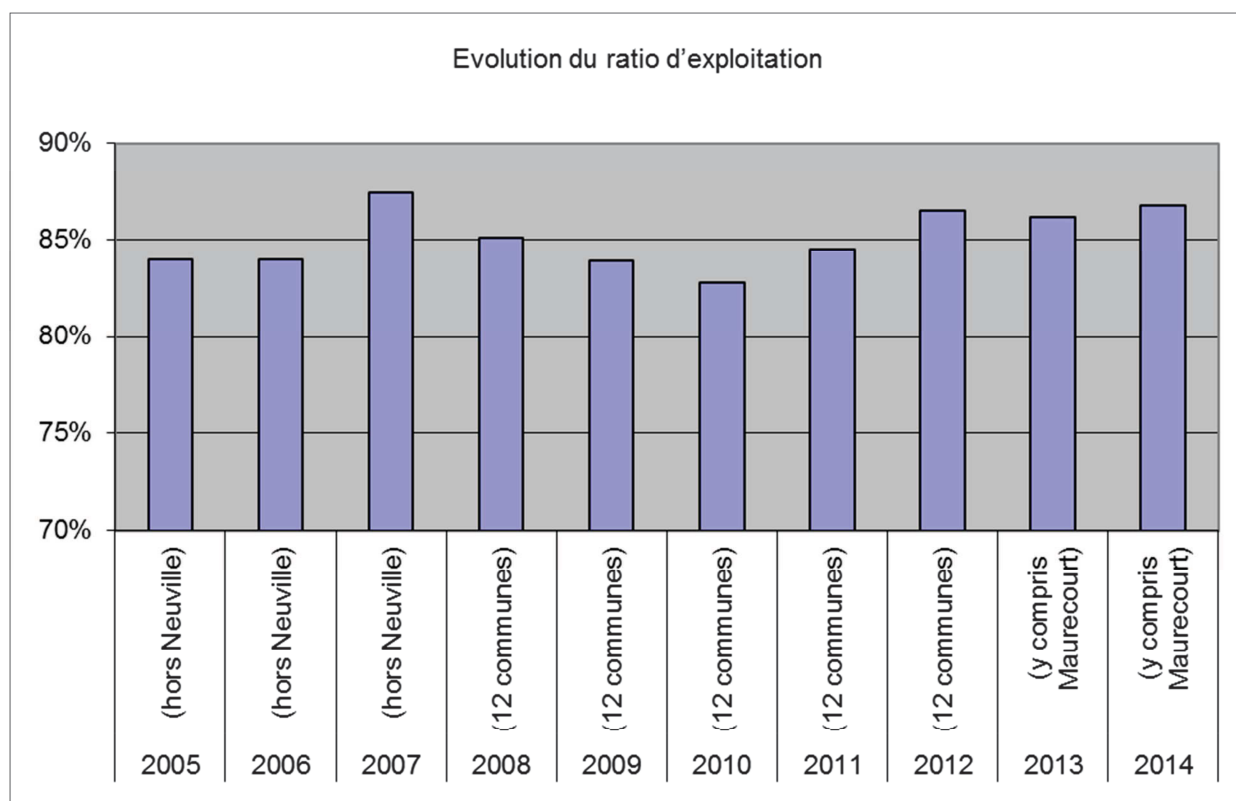
- la mise en place d'un plan de mesures en sectorisation du réseau sur 20 secteurs sous 2 ans (échéance 31/12/2010) afin d'effectuer une analyse plus fine du ratio d'exploitation.

Ces installations de mesures en sectorisation ont été finalisées début 2010. La sectorisation permet de mieux connaître les volumes qui transitent dans les installations de l'agglomération, de surveiller en permanence le réseau, de suivre l'évolution des volumes nocturnes qui permettent de cibler les recherches de fuites, de réduire le temps de réaction avant la réparation d'une fuite.

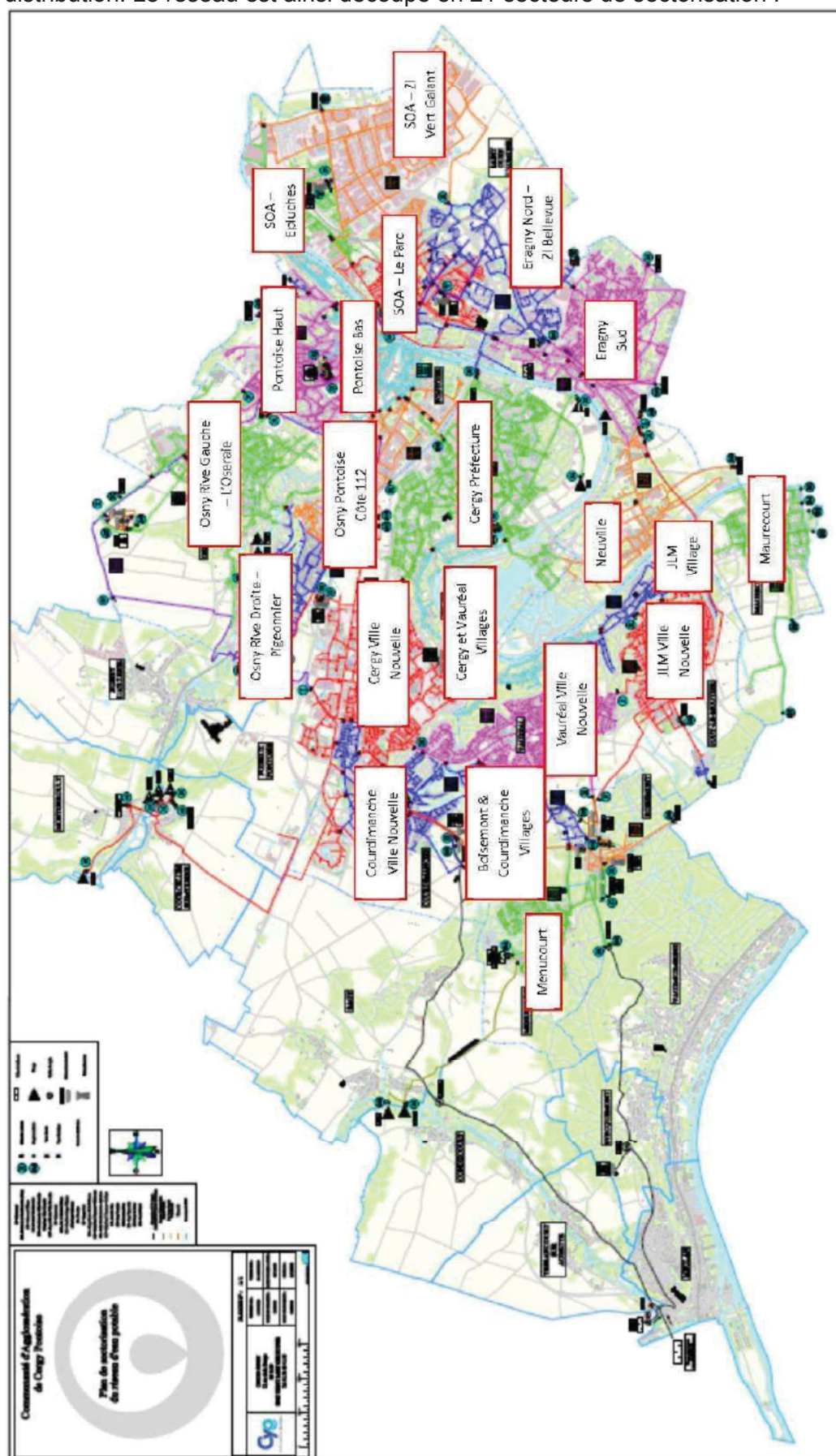
Le ratio d'exploitation (volumes consommés autorisés/ volumes mis en distribution), est de **86,7 %** en 2014 pour l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération (y compris Maurecourt à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013). L'objectif contractuel d'un ratio d'exploitation de 85% en 2014 a été atteint.

Evolution pluriannuelle	2005 (hors Neuville)	2006 (hors Neuville)	2007 (hors Neuville)	2008 (12 communes)	2009 (12 communes)	2010 (12 communes)	2011 (12 communes)	2012 (12 communes)	2013 (y compris Maurecourt)	2014 (y compris Maurecourt)
<b>A : Volumes consommés autorisé (m<sup>3</sup>)</b>	10 944 384	10 631 978	10 520 547	10 394 885	10 455 634	10 258 867	10 099 867	10 232 225	10 476 087	10 622 633
<b>B : Volumes mis en distribution (m<sup>3</sup>)</b>	13 022 621	12 655 657	12 168 083	12 207 781	12 458 454	12 394 446	11 950 430	11 832 386	12 162 062	12 250 727
<b>Ratio d'exploitation (A/B)</b>	84,0%	84,0%	87,4%	85.1%	83.9	82.8	84.5	86.5	86.1	86.7





L'intégration de la commune de Maurecourt a entraîné la création d'un nouveau secteur de distribution. Le réseau est ainsi découpé en 21 secteurs de sectorisation :



Les résultats de la sectorisation permettent à CYO de réaliser d'importante campagne de recherche de fuites. En 2014, 257 km ont été inspectés en pré-localisation acoustique et 69 km inspectées plus précisément en corrélation acoustique.

Au total, ce sont 221 fuites qui ont été réparées en 2014 :

- 139 sur branchements
- 82 sur canalisations
- 13 fuites sur équipements

En ce qui concerne les ratios des secteurs, ceux-ci sont obtenus à partir des données de la sectorisation, exploitables depuis juillet 2010.

Sous réseau	Linéaire 2014 (ml)	Ratio d'exploitation 2012	Ratio d'exploitation 2013	Ratio d'exploitation 2014
Boisemont et Courdimanche village	12 993	97.5 %	95.8 %	97.0 %
Cergy Préfecture Cote 112	63 106	95.3 %	96.8 %	96.3 %
Cergy Ville Nouvelle	77 943	89.8 %	84.1 %	90.6 %
Courdimanche Ville Nlle. Côte170	39 647	88.8 %	87.2 %	87.8 %
Eragny Nord – ZI Bellevue	37 012	76.6 %	71.8 %	76.1 %
Eragny Sud	52 737	86,7%	91.1 %	86.6 %
Jouy le Moutier Ville Nouvelle	45 823	84.2 %	87.9 %	84.3 %
Jouy-le-Moutier Village	16 651	95.2 %	95.1 %	88.3 %
Menucourt	27 412	96.7 %	88.7 %	93.0 %
Neuville	15 464	85.1 %	91.7 %	90.8 %
Osny Pontoise Cote 112	19 050	80.1 %	86.1 %	88.0 %
Osny Rive Gauche / l'Oseraie	41 542	84.9 %	85.5 %	99.5 %
Osny Rive droite / Pigeonnier	22 486	95.4 %	88.4 %	81.0 %
Pontoise bas	24 681	81.6 %	73.6 %	80.0 %
Pontoise Haut	36 106	83.5 %	85.5 %	95.0 %
Saint Ouen l'Aumône - Epluches	13 092	74.7 %	87.0 %	83.6 %
Saint Ouen l'Aumône - Le Parc	25 990	99.8 %	92.6 %	88.6 %
Saint-Ouen l'Aumône ZI du vert Galant	45003	77,5 %	81.0 %	83.3 %
Vauréal et Cergy Villages	18721	82.9 %	79.7 %	71.6 %
Vauréal Ville Nouvelle	56 747	96.0 %	92.8 %	94.5 %

En 2014, deux secteurs n'atteignent pas le ratio minimum contractuel de 78% :

- Eragny Nord – ZI Bellevue (76.1%) où plusieurs fuites dont certaines en domaine privé et des utilisations frauduleuses de poteaux d'incendie ont été constatées. Des propositions ont été faites à plusieurs industriels de mise en conformité de leurs branchements (comptage et protection sanitaire). Depuis la mise en place du plan d'action, 25 branchements ont été mis en conformité. Le ratio est en amélioration de 4.3 points par rapport à celui de 2013.
- Vauréal et Cergy Villages (71.6%) où plusieurs fuites ont été repérées grâce à une campagne de recherche de fuites importante qui sera reconduite en 2015.

La CACP demande à CYO de proposer ou poursuivre un programme d'actions sur ces secteurs et de maintenir des campagnes importantes de recherches de fuites.

Sur le secteur de Pontoise Bas, une hausse importante du ratio est observée en 2014. En effet, une importante campagne de recherche de fuite a été réalisée en début d'année 2014 et a

permis de réparer de nombreuses fuites sur réseau et sur branchement. De plus, 1 197ml de canalisation ont été renouvelées sur ce secteur en 2014.

### 3.2.6 Evolution du réseau d'eau potable en 2014

#### 3.2.6.1 Travaux de renouvellement du réseau réalisés par le délégataire

En 2014, le linéaire total de canalisation renouvelé est de **2 851 ml** tous diamètres confondus. Ces travaux représentent un linéaire équivalent 100 mm de **3 419 ml** conformément aux coefficients d'équivalence inscrits à l'article 40.2.1 du contrat de délégation.

A la demande de la CACP, CYO avait présenté un plan de renouvellement qui atteint l'objectif moyen annuel de 3 537 ml (équivalent diamètre 100) fin 2015. Ce plan de renouvellement est réalisé sur la base du programme prévisionnel contractuel adapté en fonction des travaux de voiries et des nouvelles fuites identifiées. L'avancement de ce programme est régulièrement examiné en réunion d'exploitation.

Après 5 années d'exploitation, CYO a renouvelé 18 008 ml (équivalent diamètre 100) soit en moyenne 3 602 ml annuel pour un objectif moyen annuel de 3 537 ml.

A partir de 2014, suite à l'intégration de Maurecourt, le linéaire de réseau moyen annuel contractuel en diamètre 100 mm à renouveler est de 3 651 ml.

Date de réalisation	Linéaire posé en équivalent 100 mm	Objectif moyen annuel	Différence par rapport à l'objectif annuel	Différence par rapport à l'objectif cumulé depuis le début du contrat
2009	3 283.43	3 537	- 254	- 254
2010	3 426	3 537	- 111	- 365
2011	2 722	3 537	- 815	- 1180
2012	4 455	3 537	918	- 262
2013	4 122	3 537	585	+ 323
2014	3419	3 651	- 232	+ 91

### 3.2.6.2 Travaux d'investissement réalisés par le délégataire en 2014

Les travaux d'investissement prévus au contrat de délégation sont :

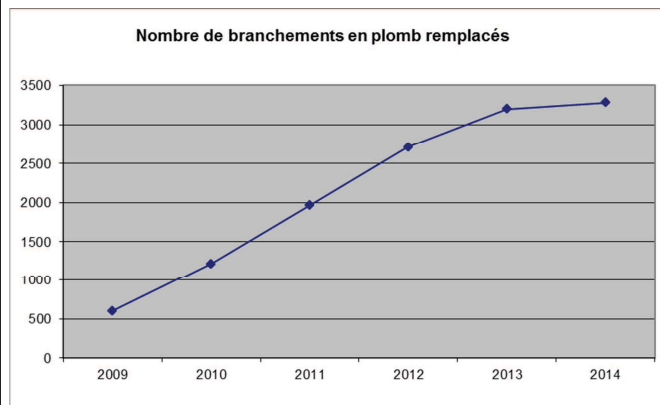
	Échéance contractuelle (sous réserve d'obtention des autorisations nécessaires)	Date de fin de réalisation	commentaires
Sectorisation de la distribution en 20 secteurs	fin 2009	juillet 2010	
Sécurisation de l'alimentation en eau de l'Hôpital de Pontoise	fin 2009	2010	
liaison entre Pontoise et Saint Ouen l'Aumône	fin 2010	2011 (sauf raccordement)	
liaison entre Jouy le Moutier et Eragny sur Oise, boucle sud	fin 2010	2011 (sauf surpresseur)	
Mise en place du radio-relevé des compteurs d'eau	fin 2013	2013	voir b)
Remplacement des branchements en plomb	23/12/2013	2013	voir a)

#### a) Renouvellement des branchements plomb

Les branchements publics en plomb devaient être remplacés par CYO, dans le cadre du contrat de délégation du service, avant le 25 décembre 2013, conformément au décret 2001-1220.

79 suppressions de branchement plomb ont été réalisées en 2014 par le délégataire. Il reste au 31/12/2013, **46 branchements en plomb** répertoriés sur l'agglomération. Le renouvellement de la majorité des branchements restant correspond à des difficultés techniques ou d'accès qui nécessitent des études spécifiques au regard du positionnement de l'ouvrage en domaine privé. Enfin quelques abonnés n'ont pas pris contact avec CYO malgré plusieurs relances.

Répartition par commune du nombre de branchements au 31/12/2014		
Commune	Nombre total de branchements	dont Branchements en Plomb (estimation)
BOISEMONT	290	0
CERGY	6 176	7
COURDIMANCHE	1 537	0
ERAGNY	3 092	1
JOUY LE MOUTIER	4 494	1
MAURECOURT	1 370	0
MENUCOURT	1 676	1
NEUVILLE SUR OISE	623	1
OSNY	4 100	0
PONTOISE	3 835	29
PUISEUX PONTOISE	147	0
SAINT OUEN L'AUMONE	3 898	4
VAUREAL	3 959	2
<b>TOTAL</b>	<b>35197</b>	<b>46</b>



### b) Mise en place du radio-relevé

Dans le cadre du contrat de délégation du service, la totalité des compteurs devait être équipée d'un module de radio-relevé avant le 31 décembre 2013 sur l'ensemble de l'agglomération (hors Maurecourt). L'objectif de radio-équipement des compteurs de la commune de Maurecourt est fixé contractuellement au 30 juin 2014.

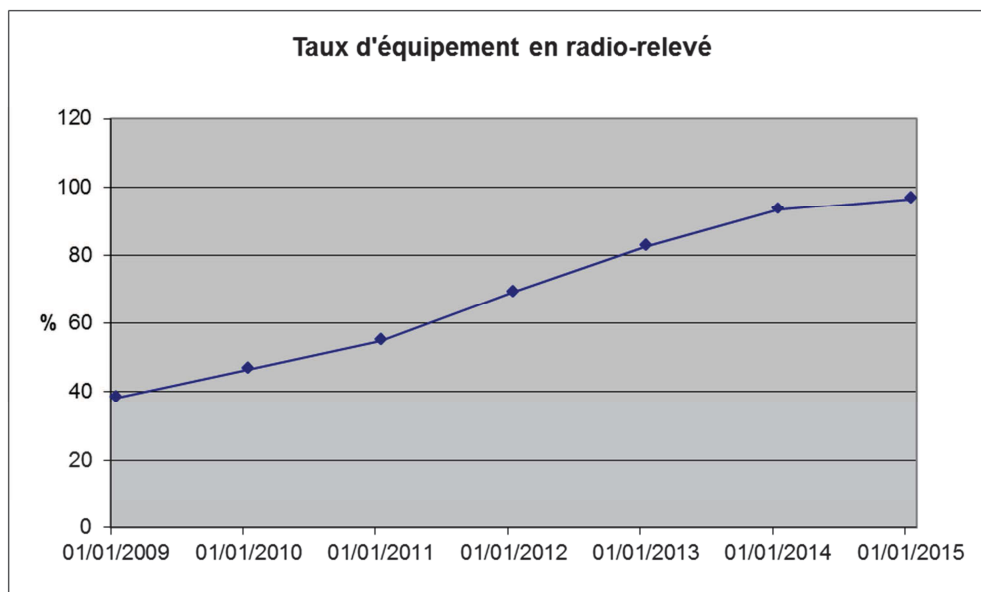
Cette opération permet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 de relever l'ensemble des compteurs équipés 4 fois par an sans que la présence de l'abonné ne soit nécessaire. Les 4 factures annuelles sont basées sur des volumes réellement consommés sans déranger les abonnés. Les consommations anormales, indiquant potentiellement la présence d'une fuite, sont identifiées et communiquées à l'abonné.

Le procédé de radio relevé mis en œuvre contractuellement par CYO est un système de relève à distance qui permet de relever les compteurs d'eau sans avoir besoin d'y accéder directement. Ainsi, dans le cadre de ce procédé de radio relevé, l'agent qui effectue sa tournée est muni d'un terminal de lecture, qui, lorsqu'il passe à proximité du module, le réveille : le module est alors en émission. CYO indique que la fréquence radio émise est alors de 868 Mhz pendant quelques secondes (pour mémoire : les systèmes Wifi ou bluetooth émettent 2400 Mhz).

En 2014, 1305 compteurs ont été équipés du système de radio-relevé, soit 96.7 % des compteurs équipés au 31 décembre 2013 sur l'ensemble de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise.

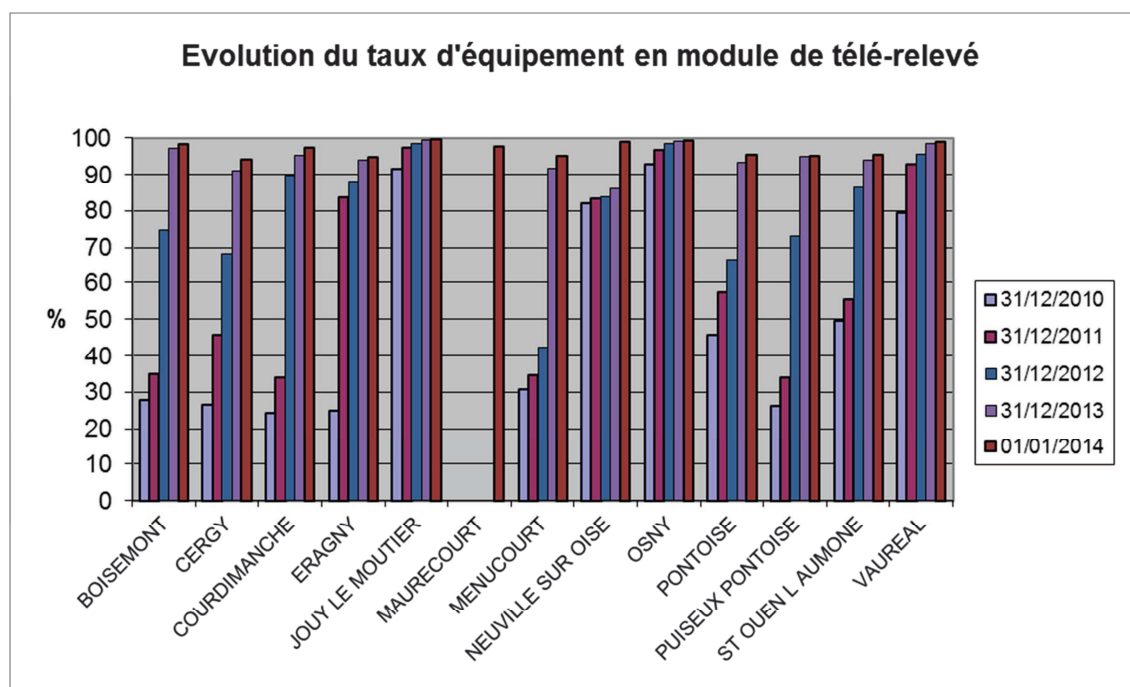
Excepté les difficultés techniques identifiées, les abonnés dont les compteurs n'étaient pas équipés de modules au 31/12/2013 ont été relancés par courrier (554 envois) par CYO, la Communauté d'Agglomération et plusieurs communes pour accéder au compteur mais n'ont pas tous pris contact avec CYO. Sur l'ensemble des communes, des appels téléphoniques vont être mis en œuvre par CYO afin de contacter les abonnés non radio-équipés.





Taux d'équipement par commune en module de radio relevé :

	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	01/01/2014
BOISEMONT	27,7	34,8	74,8	97,3	98,3
CERGY	26,6	45,8	68,2	91	94,2
COURDIMANCHE	24,1	34,1	89,8	95,1	97,4
ERAGNY	24,9	83,8	87,9	93,8	94,8
JOUY LE MOUTIER	91,6	97,2	98,6	99,5	99,5
MAURECOURT					97,5
MENUCOURT	30,8	34,6	42,3	91,5	95
NEUVILLE SUR OISE	82	83,4	83,9	86,2	98,9
OSNY	92,8	96,7	98,3	99,1	99,1
PONTOISE	45,6	57,4	66,7	93,2	95,4
PUISEUX PONTOISE	26,2	34	73	94,9	95
ST OUEN L	49,7	55,4	86,4	93,8	95,5
AUMONE					
VAUREAL	79,3	92,6	95,6	98,6	99



### 3.2.6.3 Opérations réalisées par la Communauté d'Agglomération

#### Travaux de comblement des forages

L'exploitation des 4 forages suivants (Marcouville, Eragny, Vallet Millet 2 (Commune de Courcelle-sur-Viosne) et Cergy 2) a été abandonnée, du fait de :

- ❖ Marcouville : suite à une diminution du débit, une inspection caméra a montré en 2002 la dégradation du tube. Aujourd'hui, le massif filtrant est complètement obturé.
- ❖ Eragny : ce puits était alimenté par une nappe très superficielle. L'eau prélevée présentait des dépassements en atrazine et désthylatrazine (pesticides).
- ❖ Vallet Millet 2 : le débit de ce forage a diminué jusqu'à arrêt complet.
- ❖ Cergy 2 : ce forage très proche de l'Oise présentait des dépassements en fer et ammonium. L'arrêt définitif de ce forage a donc été décidé.

Dans le cadre de sa politique de sécurisation de la qualité de l'eau, la CACP a procédé lors du troisième trimestre 2014 au comblement de ces 4 forages, afin de protéger la nappe des risques de pollution. Ainsi, les travaux ont permis :

- ❖ de garantir l'absence de circulation d'eau et l'absence de transfert de pollution de la surface vers la nappe,
- ❖ d'empêcher que des nappes différentes puissent communiquer entre elles,
- ❖ de prévenir tout risque d'effondrement de l'ouvrage sur le long terme,
- ❖ de faire en sorte que le milieu retrouve autant que possible ses conditions initiales.

#### Etude sur la dureté de l'eau

La présence de calcaire dans les eaux distribuées est liée à la géologie des terrains calcaires ou crayeux, traversés par les nappes servant à l'alimentation en eau potable. Ces terrains rendent l'eau "dure" ou "très calcaire", c'est-à-dire contenant des teneurs fortes en

calcium et en magnésium. La présence de calcium et de magnésium dans l'eau est naturelle et par ailleurs nécessaire à l'alimentation, toutefois, la dureté de l'eau n'est pas sans exercer quelques désagréments sur les équipements collectifs et domestiques (entartrage des appareils ménagers et ballons d'eaux chaudes, entartrage des réseaux de chauffage, coût des éventuels adoucisseurs privés).

Face à ce constat, la CACP a mené une étude comparative des différentes solutions de traitement existantes, portant sur les aspects techniques, économiques et environnementaux (impact sur la santé humaine et sur le milieu naturel).

Afin de développer une solution collective de traitement, il serait nécessaire de traiter chaque source d'approvisionnement en eau de l'agglomération, c'est-à-dire créer 7 sites de traitement.

Plusieurs techniques de traitement seraient possibles (adoucissement sur résines échangeuses d'ions, décarbonatation sur résines échangeuses d'ions, décarbonatation à la chaux ou à la soude, décarbonatation électrochimique). La solution de traitement individuelle par adoucisseurs privés a également été étudiée. Enfin, un nouveau changement d'approvisionnement par recours à un achat d'eau plus conséquent auprès du SEDIF a aussi été évalué.

L'étude a mis en évidence plusieurs impacts techniques et environnementaux du traitement de la dureté. De plus, les solutions techniques qui permettraient de réduire la dureté (changement d'approvisionnement ou traitement) seraient accompagnées inévitablement d'une hausse de prix permettant de couvrir les coûts d'investissement et de fonctionnement de ces nouvelles installations (ou un prix d'achat d'eau supérieur en cas de changement d'approvisionnement).

### Etablissement des périmètres de protection des forages de l'agglomération :

La Communauté d'Agglomération dispose de 11 forages fournissant près du tiers des volumes d'eau potable mis en distribution sur son territoire :

- 2 forages à Osny dispose d'une DUP établie en 1987
- Le forage de Sagy dispose d'une DUP établie en 1972
- 8 forages ne disposent pas de périmètre de protection. Les procédures sont en cours.

Par délibération en date du 26 juin 2007, la CACP a délégué la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des études préalables à l'instauration des périmètres de protection des forages au Conseil Général du Val d'Oise.

Procédure d'établissement des périmètres de protection de captage

Etapas		Forage Sade Osny	Forage Huillet Osny	Courdimanche	Source du Lavoir Cergy	Sagy	Condécourt	Bray 1	Bray 2	Vallée Millet	Cergy 1	Cergy 3
1	Etudes hydrogéologiques et environnementales											
2	Avis de l'hydrogéologue										en cours	en cours
3	Préparation des projets d'arrêtés			transmis en juillet 2012 et modifiés en avril 2013	transmis en juillet 2012 et modifiés en avril 2013	transmis en juillet 2012 et modifiés en avril 2013	transmis en juillet 2012 et modifiés en avril 2013	transmis en juillet 2012 et modifiés en avril 2013	transmis en juillet 2012 et modifiés en avril 2013	transmis en juillet 2012 et modifiés en avril 2013		
	Etude technico-économique des prescriptions			rendu définitif en janvier 2014	rendu définitif en janvier 2014	rendu provisoire en novembre 2013	rendu provisoire en novembre 2013	rendu définitif en juin 2014	rendu définitif en juin 2014	rendu définitif en juin 2014		
4	Validation des propositions de prescriptions de l'ARS par la CACP			délibération du 11/02/14	délibération du 11/02/14			délibération du 25/11/14	délibération du 25/11/14	délibération du 25/11/14		
5	Enquête publique			en cours (dossier de DUP déposé en Préfecture début février 2015)	prévu dès 2015			prévu dès 2015	prévu dès 2015	prévu dès 2015		
6	Arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique	Arrêté datant de 1987	Arrêté datant de 1987									
7	Mises en œuvre des prescriptions des arrêtés	en cours suite à inspection ARS	en cours suite à inspection ARS									

Le Conseil général a confié la réalisation des études préalables au bureau d'études B&R Ingénierie. Les études hydrauliques et environnementales démarrées en juillet 2007 ont été finalisées en 2011.

Les avis de l'hydrogéologue agréé ont été rendus :

- en 2011 pour les forages de Vallée Millet, Mongeroult Sable et Mongeroult Craie,
- en 2012 pour les forages de Source du Lavoir à Cergy, Courdimanche, Sagy et Condécourt.

Les projets d'arrêtés et la version provisoire des études technico-économiques ont été rendus en 2013 sur les forages de Sagy, Condécourt, Vallée Millet, Mongeroult Sable et Craie, Courdimanche et Source du Lavoir.

Sur la base des projets d'arrêtés et du rendu des études technico-économiques des forages de Courdimanche et de la Source du Lavoir à Vauréal, la CACP a validé la poursuite de la procédure sur ces sites par délibération du Conseil en date du 11 février 2014. De même, la CACP a validé la poursuite de la procédure pour les forages de Bray 1, Bray 2 et Vallée Millet par délibération du Conseil en date du 25 novembre 2014.

Suite aux rapports provisoires établis en 2009 et au vu de l'état hydrique de la vallée de l'Aubette et des exploitations existantes de la rivière en amont des forages de Sagy et Condécourt, à la demande de l'hydrogéologue agréé et la police de l'eau, une étude d'incidence de l'impact des forages sur le débit de l'Aubette a été rendue courant 2011.

De même l'hydrogéologue et la police de l'eau ont demandé la réalisation d'une étude d'incidence pour le forage de Cergy III sur la nappe de l'Oise. La modélisation du fonctionnement de la nappe alluviale de l'Oise au niveau du forage de Cergy III a permis d'identifier un impact faible des prélèvements de Cergy 3 sur l'Oise et sa nappe d'accompagnement. L'étude a été rendue en juillet 2012.

### Mise en place d'un plan d'action « Captage Grenelle » pour les forages de Sagy-Chardonville et Condécourt

Les forages de Sagy-Chardonville et de Condécourt alimentent en eau potable la Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise (secteur de Menucourt et des Hauts de Cergy) via la station de traitement située rue Bernard Astruc à Menucourt pour un volume annuel d'environ 1 500 000 m<sup>3</sup>/an.

Lors du Grenelle de l'Environnement, il a été décidé que 500 captages dits prioritaires devaient faire l'objet d'un programme de protection des aires d'alimentation. En raison de teneurs élevées en phytosanitaires et nitrates, les captages d'eau potable de Sagy-Chardonville et de Condécourt ont été retenus comme prioritaires. Une étude spécifique de transfert de la pollution en phytosanitaires et nitrates vers les nappes est nécessaire pour l'élaboration d'un plan d'actions envers les pratiques des particuliers, des collectivités des industriels ainsi que des exploitants agricoles. Cette démarche poursuit les études menées dans le cadre de l'établissement des périmètres de protection de captage.

En tant que maître d'ouvrage de ces captages, la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise a été sollicitée par les services de l'Etat pour réaliser le diagnostic des pressions agricoles et non agricoles et établir, en collaboration avec chacun des acteurs concernés, un programme d'action visant à diminuer les teneurs en nitrates et en pesticides de ces 2 captages conformément au décret 2007-882 du 14 mai 2007.

Le programme comprend :

- la réalisation d'un diagnostic territorial des pressions agricoles et non agricoles pour l'aire d'alimentation du captage. Il doit permettre de :
  - caractériser les pratiques qui peuvent être mises en relation avec les teneurs en nitrates et en pesticides des captages,
  - spatialiser et hiérarchiser les pressions que ces pratiques exercent sur la nappe,
- l'élaboration d'un programme d'actions adaptées aux risques identifiés visant à lutter contre les pollutions en phytosanitaires et nitrates qui affectent la qualité des eaux captées.

La réalisation du diagnostic territorial a été confiée au printemps 2011 au bureau d'étude SCE. Le diagnostic des pressions non agricoles a été réalisé en 2011.

Le diagnostic des pressions agricoles a été provisoirement suspendu à la phase de démarrage ; les diagnostics n'ont pas été réalisés. En effet, les représentants des agriculteurs ont remis en cause le périmètre du bassin d'alimentation des captages. Une révision de la délimitation du bassin d'alimentation est en cours.

### 3.3 Perspectives 2015

#### Sécurisation de l'alimentation en eau

Le programme de sécurisation de l'alimentation en eau potable engagé sera achevé par :

- La construction du surpresseur sur la Boucle Sud afin de sécuriser l'approvisionnement en eau d'Eragny vers les réservoirs de Boisemont,

Le permis de construire nécessite une modification du PLU. Lancement des travaux prévus en septembre 2015.

- Le raccordement de la liaison sous l'Oise entre Pontoise et Saint Ouen l'Aumône.

Le raccordement de la canalisation n'a pas été effectué dans la continuité des travaux de pose de la liaison sous l'Oise car un équipement privé (suppresseur d'un immeuble d'habitation) doit être mis en service par une copropriété au préalable afin de ne pas priver d'eau les étages supérieurs de l'immeuble. Réalisation des travaux programmés en septembre 2015

#### Mise en place de bornes de puisage

Une réflexion est en cours également pour l'implantation de bornes de puisage monétique mettant à disposition des points de prélèvement de l'eau pour les utilisateurs tels que les hydrocureurs et les laveuses de voirie.

#### Démolition du réservoir de la Groue et d'Eragny

Le réservoir de la Groue a été mis hors service en décembre 2012, avec la mise en service du réservoir de l'Oseraie.

Le réservoir D'Eragny est quant à lui hors service depuis 30 ans.

La démolition par CYO de ces deux réservoirs est prévue au contrat et sera réalisée courant 2015.

#### Forages d'Osny - Mise en conformité réglementaire

En 2013, l'ARS a réalisé une inspection de l'usine de Menucourt afin de vérifier le respect des prescriptions contenues dans l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique du 30 novembre 1987 et de la réglementation générale.

Suite à cette visite, la modification des clôtures autour des périmètres de protection immédiats des forages d'Osny et le renouvellement du revêtement des cuves du réservoir le Pigeonnier doivent être réalisés en 2015.

#### Usine de Menucourt - Fiabilisation du traitement des nitrates

Des dysfonctionnements de la filière de traitement en décembre 2014 ont entraînés un arrêt



temporaire du traitement des nitrates. Bien que cette concentration reste inférieure à la limite de qualité de 50mg/L, il a été décidé de réaliser des travaux dès 2015 pour fiabiliser l'installation de traitement.

# 4

## LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES



### 4.1 La gouvernance de l'assainissement sur la Communauté d'Agglomération

#### 4.1.1 Les compétences sur le territoire

*La compétence assainissement gérée par la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise comporte deux types de services publics :*

- ***le transport en phase finale des eaux usées***
- ***le traitement des eaux usées***

**NB :**

*- la compétence de collecte des eaux usées est assurée par le SIARP  
- la collecte, le transport et le traitement des eaux pluviales relèvent de la compétence de la Communauté d'Agglomération, mais ne sont pas concernés par le présent rapport, ce service faisant l'objet des dépenses du Budget Général de la Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise.*

#### 4.1.1.1 Le transport en phase finale des eaux usées

La Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise est compétente pour :

➤ **le transport en phase finale des eaux usées.**

La gestion de ce service est assurée en régie, qui conduit l'exécution du service et assure le financement des investissements.

Le transport en phase finale des eaux usées jusqu'à la station d'épuration est un service exploité en régie par la Communauté d'Agglomération qui comprend :

➤ La relation à l'usager :

Gestion des réclamations, résolution des problèmes d'odeurs, de déversement...

➤ La surveillance des ouvrages :

La tournée des postes, le suivi du système de télésurveillance (analyse des indicateurs de fonctionnement des équipements électromécaniques, des compteurs horaires, du fonctionnement de la station d'alerte...), l'astreinte 24h/24 et 7jrs /7 et le suivi des points du réseau soumis à l'autosurveillance.

➤ La gestion patrimoniale :

La capitalisation des informations et historiques dans une base de données et la mise en place du SIG (patrimoine réseaux et postes mais aussi informations milieux – exutoires, rus, Oise,...)

➤ l'entretien préventif des ouvrages :

L'élaboration et le suivi des programmes d'entretien, de curage et de réhabilitation du patrimoine ainsi qu'une maintenance quotidienne sur le réseau et les postes.

➤ La gestion de crise :

La mise en place de procédures à suivre en cas de crue de l'Oise, de dysfonctionnements et de pollutions sur l'ensemble du système

➤ La sécurité :

La sécurité des agents d'exploitation est un point essentiel de la gestion du service (contrôle sécurité, tournée de l'ACMO...) mais aussi la sécurité des ouvrages sur le domaine public (panneaux de prévention, affichage des arrêtés municipaux...)

➤ Les études et travaux (neufs et/ou de réhabilitation)

La recherche d'une constante fiabilité, le maintien aux normes réglementaires et l'évolution de l'urbanisation engendrent des travaux sur le système d'assainissement.

➤ La communication sur le service public

La transparence du service public et l'inscription dans une démarche de développement durable conduit à une meilleure information des usagers.

L'ensemble de ces actions permet d'assurer la continuité de service et d'améliorer la connaissance du patrimoine et l'exploitation.

#### 4.1.1.2 Le traitement des eaux usées à la Station d'épuration de Neuville sur Oise

La Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise est compétente pour :

➤ **Le traitement des eaux usées.**

Le service public de traitement des eaux usées a été délégué le 1<sup>er</sup> juillet 1992 à la société

C.P.A. (Cergy-Pontoise Assainissement) par un contrat de délégation de service public, qui vient à échéance en juin 2022. C.P.A., filiale de VEOLIA-EAU, a conçu et construit la station d'épuration de l'Agglomération et en assure l'exploitation.

Ce mode de gestion permet à la Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise de confier à C.P.A. l'exécution du service tout en conservant la maîtrise de celui-ci.

**Les documents de la concession** sont les suivants :

- Un avenant n°1 en date du 7 août 1989 précisant l'adoption du procédé BIOSTYR pour la station d'épuration.
- L'avenant n°2 en date du 29 janvier 1990 substituant au Groupement OTV/SFDE, pour l'application du contrat de concession, la Société CERGY-PONTOISE ASSAINISSEMENT.
- L'avenant n°3 en date du 21 décembre 1990 définissant les modalités de prise en charge, par la Collectivité et le Concessionnaire, des intérêts débiteurs du compte spécial à sa clôture.
- L'avenant n°4 en date du 1<sup>er</sup> octobre 1993 précisant les modalités de réalisation d'un site de stockage des boues ainsi que les modalités de transmission à la Collectivité des documents d'information à caractère financier.
- L'avenant n°5 en date du 12 mai 1997 précisant les engagements du Concessionnaire en matière de recyclage agricole des boues.
- L'avenant n°6 en date du 13 juillet 2005 définissant les conditions de révision de la rémunération du Concessionnaire suite à l'arrêt de la publication de certains indices.
- L'avenant n° 7 en date du 28 juin 2007 définissant les conditions de mise en œuvre d'un traitement provisoire du phosphore permettant d'atteindre une concentration moyenne journalière au rejet de 2 mg/l, ou un abattement journalier de 80%.
- L'avenant n°8 du 19/12/2007 qui définit les conditions de la mise aux normes de la station d'épuration.
- L'avenant n°9 du 26/10/2009 prend en compte l'impact technique et financier des opérations relatives à l'archéologie préventive, sur les modalités de mise aux normes de la station d'épuration de Cergy-Neuville telles que confiées au concessionnaire en application notamment de l'avenant n°8.

**L'arrêté préfectoral du 30 mars 1992** donne l'autorisation et les prescriptions de rejet des eaux traitées dans l'Oise à la station de l'agglomération de Cergy-Pontoise.

Le périmètre dit d' « agglomération d'assainissement », défini par **l'arrêté interpréfectoral du 10 décembre 2002**, recouvre la zone de collecte des eaux usées dirigées vers la station d'épuration et est plus étendu que le seul territoire de l'agglomération de Cergy-Pontoise. En effet, ce périmètre comprend 12 des 13 communes de l'agglomération (hors Maurecourt) ainsi que les communes suivantes : Ableiges, Boissy L'Aillierie, Cormeilles en Vexin, Courcelles sur Viosne, Ennery, Epiais Rhus, Frémecourt, Génicourt, Grisy Les Plâtres, Herblay (en partie), Hérouville, Livilliers, Montgeroult, Auvers sur Oise (en partie), Conflans Saint Honorine.

Ces communes sont repérées sur le plan en page suivante.



**L'arrêté interpréfectoral du 8 janvier 2009** et ses avenants encadrent la mise aux normes de la station et donnent les objectifs de qualité des eaux de rejets.  
Le périmètre dit d' « Agglomération d'assainissement » est représenté sur la carte suivante.



## 4.1.2 Le contrôle de délégation

Le contrôle de la délégation est effectué par la Direction de l'Ecologie Urbaine et les Directions « finances et contrôle de gestion et évaluation » et « conseil juridique » de la CACP.

Le pilotage et le suivi du contrat de délégation se traduit par :

- des réunions mensuelles de suivi du contrat avec le délégataire afin de :
  - o suivre le respect des objectifs,
  - o échanger des informations sur la gestion du service public
  - o étudier les aspects financiers du contrat,
  - o effectuer un suivi opérationnel et de coordination avec le territoire (travaux, suivi des demandes des abonnés/usagers/communes),
  - o élaborer et mettre en œuvre le plan de communication ;
- l'analyse du rapport du délégataire ;
- le suivi des indicateurs techniques et financiers du service;
- le contact au quotidien avec le délégataire.

Le pilotage et le suivi du contrat de délégation se traduit par :

- le contact au quotidien avec le délégataire,
- des réunions mensuelles de suivi d'exploitation avec le délégataire afin de veiller au respect des objectifs, d'échanger des informations sur la gestion du service public et d'étudier les aspects financiers du contrat,
- la transmission mensuelle
  - o d'un bilan d'exploitation
  - o des bilans d'autosurveillance sur l'eau et les boues,
- l'analyse du rapport annuel du délégataire,
- le suivi des indicateurs techniques et financiers,
- des réunions de suivi des travaux de mise aux normes.

## 4.1.3 Les moyens humains

### 4.1.3.1 Le transport en phase finale des eaux usées

La gestion du réseau de transport, à la Communauté d'Agglomération est répartie au sein de 2 entités :

- La Direction de l'Ecologie urbaine, chargée de la définition et du pilotage des politiques de gestion et d'investissement nécessaires au développement à moyen et long terme du service public de l'assainissement (schémas directeurs, investissement, suivi de la délégation de service public, urbanisme, ....). La thématique cycle de l'eau (eau potable, assainissement des eaux pluviales et usées, milieux aquatiques) est suivie par une équipe de 5 personnes.
- La Direction de la Gestion Urbaine Territoriale est en charge de la mise en œuvre territoriale des politiques publiques et auxquels sont également rattachées d'autres services (espaces verts, voiries, propreté, espaces publics, ...). Elle prend en charge l'exploitation des équipements et la gestion des services. Le service assainissement assure l'entretien des ouvrages et réseaux, l'entretien de la télésurveillance et le suivi de l'autosurveillance du système de transport des eaux usées, les investissements liés aux projets de réhabilitation des postes, bassins et réseaux d'eaux pluviales, la mise



en place des procédures de maintenance et procédures qualité ainsi que les projets de développement du SIG et des progiciels de maintenance. L'exploitation assainissement se compose d'une équipe de 12 personnes. Le temps de travail des agents se répartit entre ces deux thématiques du cycle de l'eau: eaux pluviales EP et eaux usées EU.

Tableau des effectifs du service assainissement (EU et EP)  
- année 2014

Personnels	nombre
Responsable d'exploitation	1
Chef de projet	1
Technicien automaticien	1
Responsable de régie	1
Chef d'équipe	1
Agents	7
<b>TOTAL</b>	<b>12</b>

#### **NB : Les contrats de prestations de service**

La régie assainissement assure au quotidien l'exploitation, l'entretien et la maintenance des ouvrages et des collecteurs de transport. Même si la régie développe ses compétences et sa capacité à intervenir en direct sur les ouvrages, certaines interventions sont mises en œuvre via des marchés publics pour certaines prestations spécifiques :

- Le groupement ORIAD/ETPL intervient dans les communes de : Pontoise, Osny, Saint Ouen l'Aumône et Eragny pour le curage et les inspections télévisées (marché d'entretien et de curage des canalisations bassins et postes des eaux usées et pluviales 2014-2018 avec une 1ère notification le 29 juillet 2014)
- Le groupement EAV/IFA réalise le curage et les inspections télévisées dans les communes de: Menucourt, Boisemont, Courdimanche, Vauréal, Jouy le Moutier, Neuville sur Oise, Puisseux Pontoise et Cergy (marché d'entretien et de curage des canalisations bassins et postes des eaux usées et pluviales 2014-2018 1ère notification le 28 juillet 2014).
- La Lyonnaise des eaux réalise l'entretien et les réparations des équipements électromécaniques des ouvrages d'assainissement. (marché d'entretien et renouvellement des équipements électromécaniques pour l'assainissement 2013-2017.
- L'entreprise SRBG réalise les travaux liés aux réseaux d'assainissement (« petits » travaux sur réseaux, remplacement/scellement de tampon d'assainissement, création de cheminement d'accès...) Marché de travaux d'entretien en commun avec la voirie.
- La Lyonnaise des eaux réalise la maintenance préventive et curative équipements de télésurveillance et d'auto-surveillance (marché « Exploitation – Maintenance – Traitement des données « Logiciels et Matériels » de mesure sur le réseau d'assainissement de l'Agglomération de Cergy-Pontoise années 2012-2016)
- La société SADE CGTH réalise la réhabilitation par l'intérieur des collecteurs d'eaux usées et d'eaux pluviales. (Marché à bon de commande 2012-2016 1ère notification 3 juillet 2012)
- La société FAUQUET réalise les prestations de métallerie nécessaires à la maintenance des équipements (dégrilleur, gardes corps, motoréducteur...). (Marché à bon de commande 2012-

2016 1ère notification 21 mars 2012) – **Renouvellement en cours**

- La société NC3D (anciennement Daniel Chasles) réalise les campagnes de dératisation des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales. La CACP est en groupement de commande avec le SIARP pour l'utilisation de ce marché. **Marché renouvelé en 2014 via convention CACP/SIARP et renouvellement du marché à bon de commande.**
- La société Ecopur réalise le traitement et la valorisation des déchets issus des curages des réseaux d'eaux pluviales – 1ère notification 8 août 2012.

#### **4.1.3.2 Le traitement des eaux usées à la Station d'épuration de Neuville sur Oise**

Au sein de Véolia Eau (Service Assainissement Est), le personnel consacré à la mise en œuvre du contrat de DSP confié à Cergy Pontoise Assainissement (CPA) est réparti de la façon suivante :

Responsable de Service	1
Responsable d'Unité Exploitation	1
Responsable d'Unité Maintenance	1
Responsable Laboratoire	1
Automaticiens - Instrumentiste	2
Techniciens maintenance	6
Agents d'exploitation	4
Techniciens laboratoire	2
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>

### **4.1.4 Relations aux abonnés**

#### **4.1.4.1 Accueil du public et gestion des demandes d'interventions**

Un « guichet unique », reçoit et affecte à chaque service concerné, toutes les demandes d'intervention formulées par les communes et les usagers.

Un historique de la gestion de chaque intervention est conservé.

Un service d'astreinte répond 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 aux urgences.

Les usagers ou collectivités peuvent également transmettre leur demande soit par courrier ou par téléphone au Guichet Unique (tel : 01.34.41.93.30).

Cette organisation a permis de réduire considérablement les délais de traitement et d'intervention par les agents de la régie assainissement sur des problèmes d'inondation ou de saturation des réseaux.

En 2014, 0 requête relative au service de transport des eaux usées ont été comptabilisées au sein du guichet unique. Cependant, les problèmes d'odeurs au niveau des postes ont été anticipés par des actions préventives sur le système de désodorisation.

## 4.2 Données techniques du service public des eaux usées

Les chiffres clés du service public de l'assainissement

- 38 kilomètres de réseaux,
- 12 432 909 m<sup>3</sup> d'eaux usées en entrée de station pour 2014.

### 4.2.1 Le patrimoine

#### 4.2.1.1 Le réseau de transport

Le synoptique des réseaux de transport des eaux usées est présenté dans le plan général ci-après selon 4 zones de collecte.

Sur la branche Ouest :

- la zone de collecte Siphon de Neuville (branche Ouest).

Sur la branche Nord-Est :

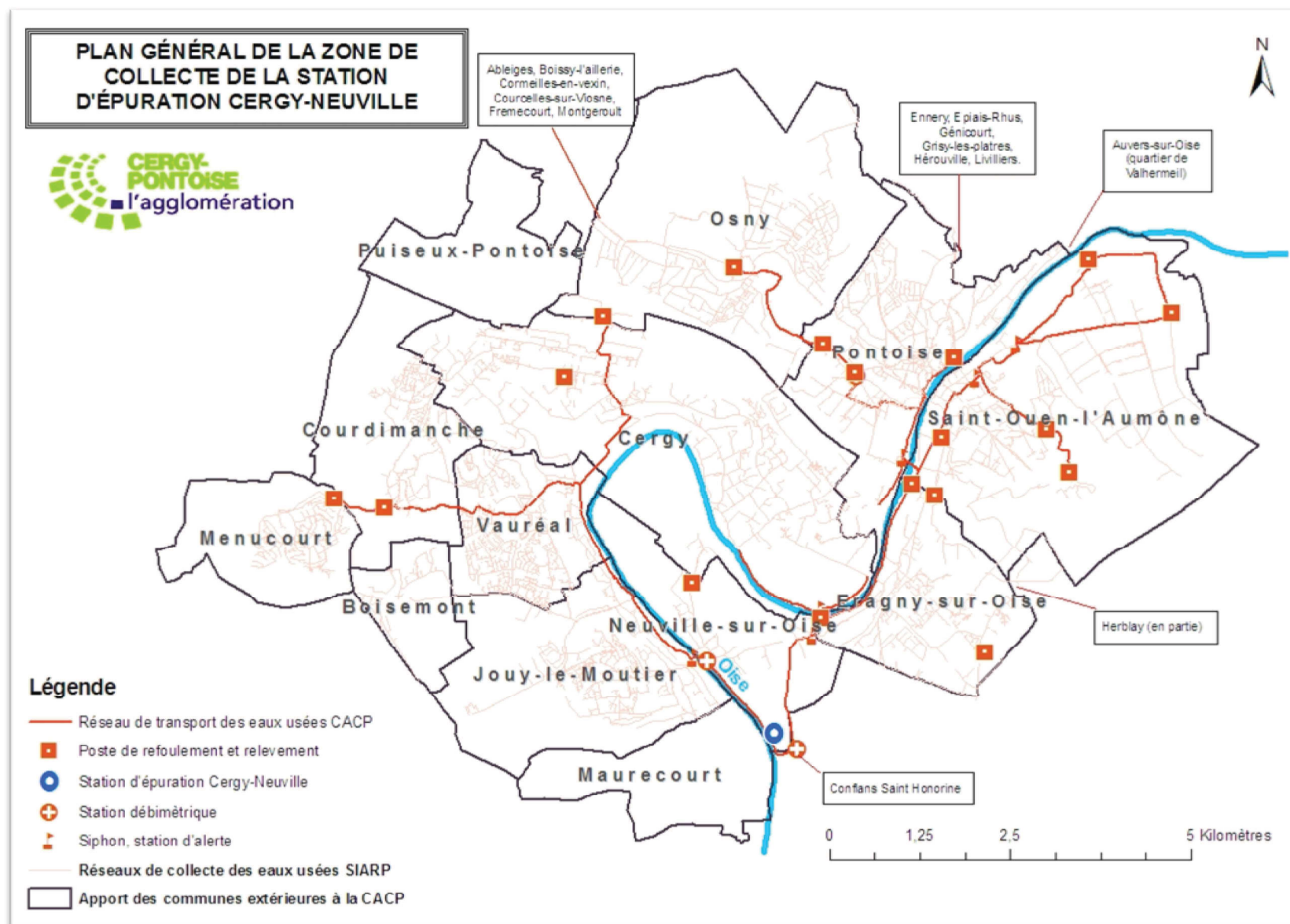
- la zone de collecte du Bas de la Boucle et Conflans. Elle collecte également les eaux usées de communes extérieures : Conflans-Sainte-Honorine et Herblay en partie,
- la zone de collecte du siphon de Cergy,
- la zone de collecte du siphon de Pontoise. Elle collecte également les eaux usées de communes extérieures : Ableiges, Auvers sur Oise (en partie), Boissy L'Aillierie, Cormeilles en Vexin, Courcelles sur Viosne, Ennery, Epiais Rhus, Frémecourt, Génicourt, Grisy Les Plâtres, Hérouville, Livilliers, Montgeroult.

Les ouvrages constitutifs du réseau de transport d'eaux usées sont les suivants :

- **38 kilomètres de canalisations** dont :
  - 5,7 km de conduites de refoulement de Ø 250 mm à Ø 800 mm,
  - 32,3 km de réseau gravitaire de Ø 250 mm à Ø 1400 mm.

Une partie du réseau de collecte notamment sur le centre ancien de Pontoise est en réseau de type unitaire (eaux usées et eaux pluviales rassemblées dans une même canalisation). Le réseau de transport et donc la station d'épuration observent des débits plus importants en temps de pluie. La construction des bassins de stockage restitution sur la commune de Pontoise permet de tamponner les arrivées massives d'eaux de pluie sur ce secteur.

- **13 postes de pompage** servant au refoulement ou au relèvement des eaux usées, soit un total de 40 pompes de différentes marques, 2 vis d'Archimède et 6 dégrilleurs automatiques.
- **3 siphons sous l'Oise** qui permettent le transit des effluents d'une berge à l'autre.
- 2 conduites parallèles de diamètre 800 mm entre Jouy-le-Moutier et Neuville,
- 2 conduites parallèles de diamètre 730 mm et de 300m de long posées sous l'Oise entre Pontoise et St Ouen l'Aumône
- 1 conduite de diamètre 600 mm entre Cergy et le poste du Bas de la Boucle
- En amont des siphons de Jouy le Moutier et de Pontoise, un local technique équipé d'un dégrilleur automatique permet le ramassage de tous déchets solides susceptibles d'obstruer les canalisations.
- Un ensemble d'équipements dédiés à la surveillance du système d'assainissement (autosurveillance réglementaire et diagnostic permanent).



#### 4.2.1.2 La station d'épuration

L'installation a été mise en service en juillet 1992.

Depuis 2009, afin de répondre aux évolutions et exigences réglementaires et atteindre le bon état écologique des ressources en eau pour 2015, d'importants travaux de mise aux normes ont été réalisés à la station d'épuration.

Les travaux permettent de répondre à plusieurs objectifs :

- La prise en charge d'effluents supplémentaires par temps de pluie par la construction d'un bassin tampon de 10 000m<sup>3</sup>
- La fiabilisation du bon fonctionnement de l'usine grâce à de nouveaux ouvrages de traitement
- L'amélioration du traitement des eaux usées par l'ajout d'étape de traitement pour la dégradation de l'azote et le traitement de la pollution phosphatée.

La mise en eau des nouveaux ouvrages de la station a été effectuée le 23 décembre 2011 et le procès-verbal de mise en exploitation a été signé par la CACP le 30 novembre 2012.

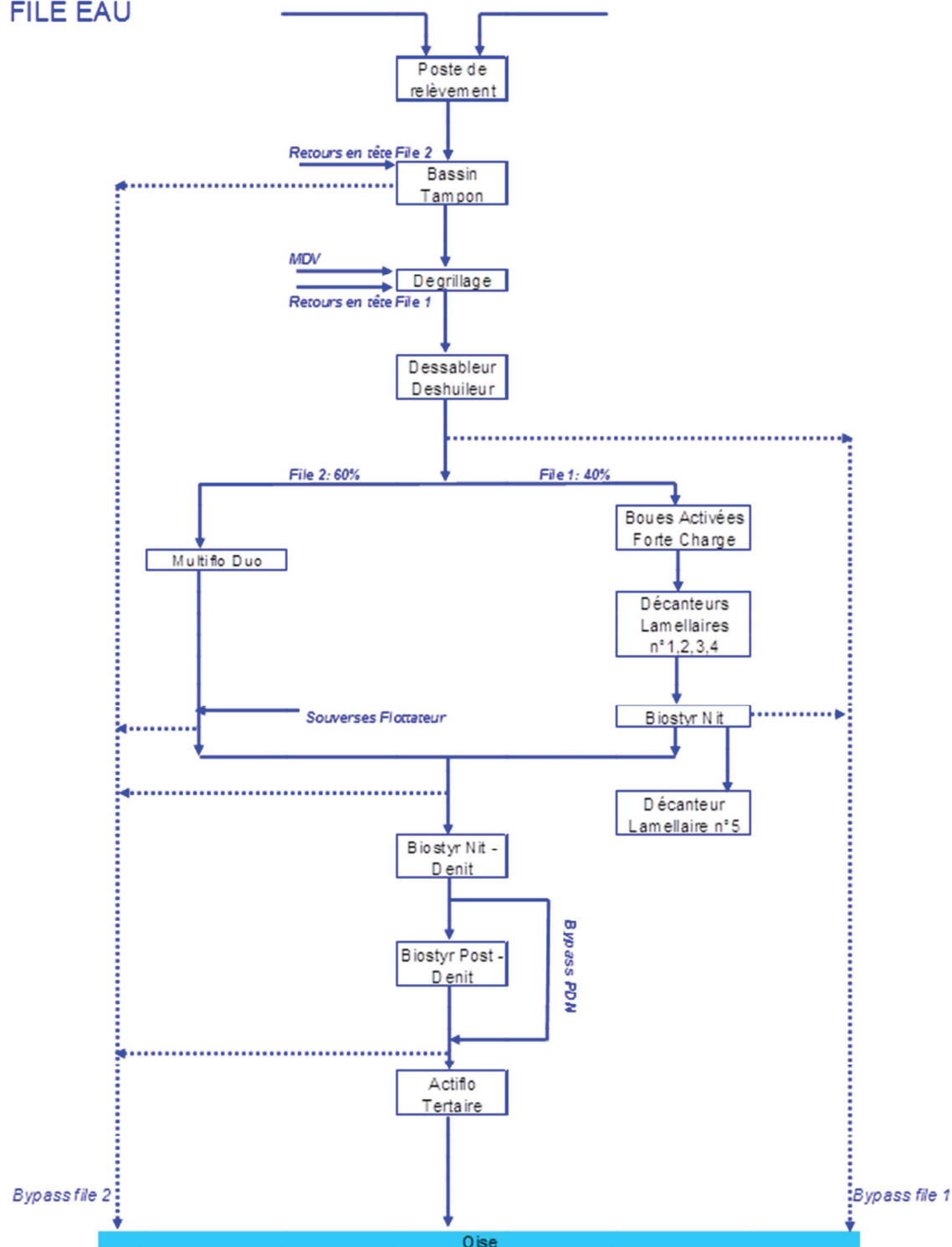
Le 1<sup>er</sup> semestre 2012 ainsi qu'une partie du second ont donc été consacrés à la mise en service des nouveaux équipements et à l'atteinte des objectifs de rejets plus restrictifs fixés par le nouvel arrêté de janvier 2009.

Ainsi, la filière de traitement est organisée de la façon suivante :

##### Traitement des eaux :

- relèvement des eaux brutes
- bassin tampon de 10.000 m<sup>3</sup>
- dégrillage fin
- dessablage-déshuilage
- traitement biologique du carbone et de l'azote (nitrification/dénitrification poussées)
- traitement physico-chimique du phosphore

## FILE EAU



Durant les différentes étapes de traitement de l'eau, les boues sont soutirées des ouvrages et sont regroupées pour être traitées.



### Traitement des boues :

- épaississement des boues biologiques et tertiaires
- digestion anaérobie des boues biologiques
- déshydratation des boues biologiques et tertiaires
- Stabilisation des boues

Voir synoptique du traitement des boues en annexe 3

## 4.2.2 L'exploitation du réseau

L'exploitation des collecteurs de transport d'eaux usées et des ouvrages associés est réalisée quotidiennement en régie directe, par les agents de la CACP.

Les activités des agents de la régie concernant :

1. La surveillance quotidienne sur le terrain
  - la tournée des postes
  - le test de fonctionnement manuel des installations
2. L'entretien
  - l'entretien et le nettoyage des locaux techniques
  - l'entretien et le nettoyage des équipements électromécaniques
  - la manipulation et le graissage des vannes
  - le lavage et le graissage des dégrilleurs
  - le désengorgement des pompes bouchées et des clapets
  - le nettoyage des sondes et poires de niveau
  - le diagnostic et les réparations des petites pannes sur les équipements
  - le remplacement des petites pièces d'usures courantes
3. Le suivi des prestataires
  - Veille à l'application des consignes de sécurité des prestataires lors des interventions
  - Assure les réglages et la manipulation des équipements des postes lors des interventions des prestataires pour limiter les risques d'accident et de déversement (travaux de jour et travaux de nuit)
  - Assure le contrôle de la qualité des prestations réalisées par les entreprises
4. Le suivi 24h/24 et 365j/365 du fonctionnement des installations par le biais de la télésurveillance et de l'astreinte
5. Relationnel avec les usagers
  - le traitement des demandes d'intervention et réclamations des riverains et/ou des communes

#### 4.2.2.1 Programme d'entretien des réseaux

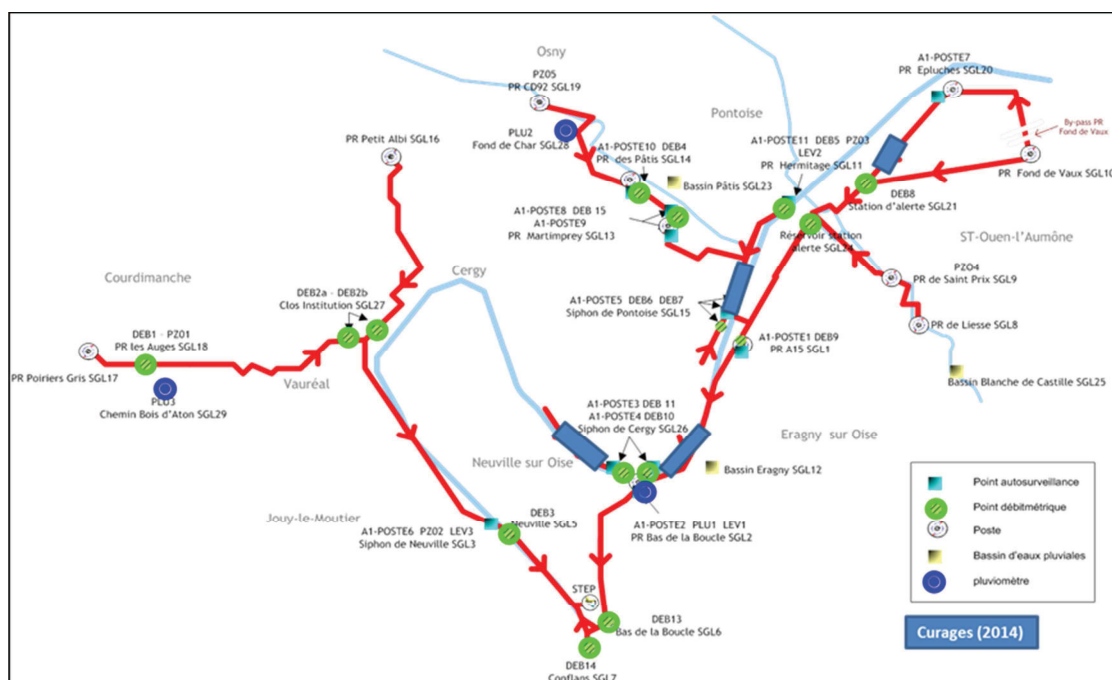
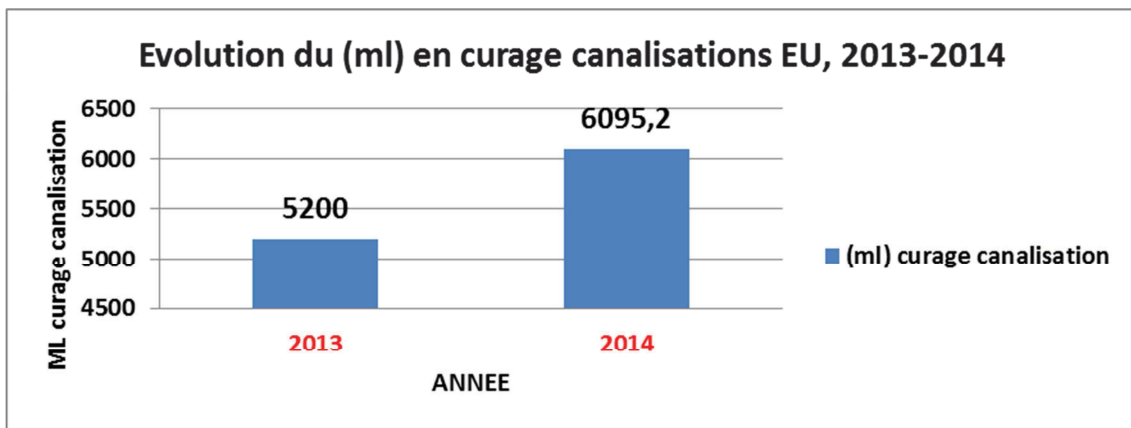
L'entretien préventif des canalisations et des baches des postes de relèvement s'inscrit dans un programme de curage et d'inspections télévisées dont la mise en œuvre s'effectue via un marché.

Le curage et l'inspection des réseaux ont pour objectif principal :

- l'amélioration de l'écoulement hydraulique des collecteurs,
- la réduction des nuisances olfactives, en vue de leur élimination dans l'environnement extérieur,
- un diagnostic de l'état des réseaux et l'aide à l'élaboration du programme de réhabilitation, (chemisage, remplacement...).

De l'ordre de 6 095,2 ml de réseaux de transport EU ont ainsi été curés en 2014 près de 19% des réseaux gravitaires de la CACP (5200,0 ml en 2013 soit 16% des réseaux gravitaires de la CACP).

(Ci-dessous le bilan des curages canalisations réalisés en 2013-2014) :



#### 4.2.2.2 Programme d'entretien des équipements électromécaniques

##### Entretiens préventifs des équipements électromécaniques

En vue de fiabiliser le fonctionnement de la chaîne de transfert, l'ensemble des équipements électromécaniques font l'objet d'un entretien préventif comprenant les révisions des matériels sur site et en atelier selon préconisation constructeur.

Les pièces d'usure sont donc régulièrement remplacées pour prévenir d'éventuels dysfonctionnements. Par ses ressources en interne et ses prestataires, la CACP est également en capacité de prendre en charge les interventions curatives.

Les opérations de maintenance et/ou de contrôle réglementaire plus conséquents sont confiées à un prestataire extérieur au travers d'un marché à bon de commande et sur la base d'un programme préparé par la Régie.

**Trente et une (31) interventions préventives** ont été réalisées en 2014 et sont résumés dans le tableau en annexe 4.

De plus, tout au long de l'année 2014, diverses interventions ont été menées par la régie assainissement dont :

- Maintenance améliorative
- Réamorçage des pompes du Bas de la Boucle
- Lavage et graissage des dégrilleurs
- Graissage des vannes hydrauliques
- Appoint d'huile des centrales hydrauliques

Certains postes importants du réseau d'eaux usées disposent d'un dégrilleur automatique, dont le fonctionnement régulier, permet le ramassage des flottants et encombrants susceptibles de boucher les pompes ou les siphons. Les pièces de rechange de ces dégrilleurs sont, soit remplacées par les agents de la régie, soit via un marché.

La totalité des bâches des postes est curée à minima 2 fois par an.

Pour les postes dont des problèmes de nuisances olfactives ont été signalés (CD 92 à Osny), le nombre de curage est porté à 4 fois par an.

Le poste des Poiriers Gris à Menucourt (problèmes d'arrivées massives de filasses) et le poste de l'Hermitage à Pontoise (problèmes d'arrivées massives de graisse) sont également curés 4 fois par an.

Tous ces travaux de maintenance contribuent au fonctionnement optimal et pérenne des différents équipements, et à l'atteinte des objectifs de rejet fixés.

##### Entretiens curatifs des équipements électromécaniques

**Vingt-quatre (24) interventions curatives** ont été nécessaires sur les différents équipements en 2014, dont la répartition se fait comme suit :

- Interventions liées au débouchage des pompes, de vérification (diagnostic, mesure, contrôle),
- Interventions de modification mineures ou de réglage des équipements réalisées en interne,
- Interventions pour remplacement des pièces divers (mécaniques, électriques, ...)

Ces interventions sont détaillées dans le tableau annexe 4.

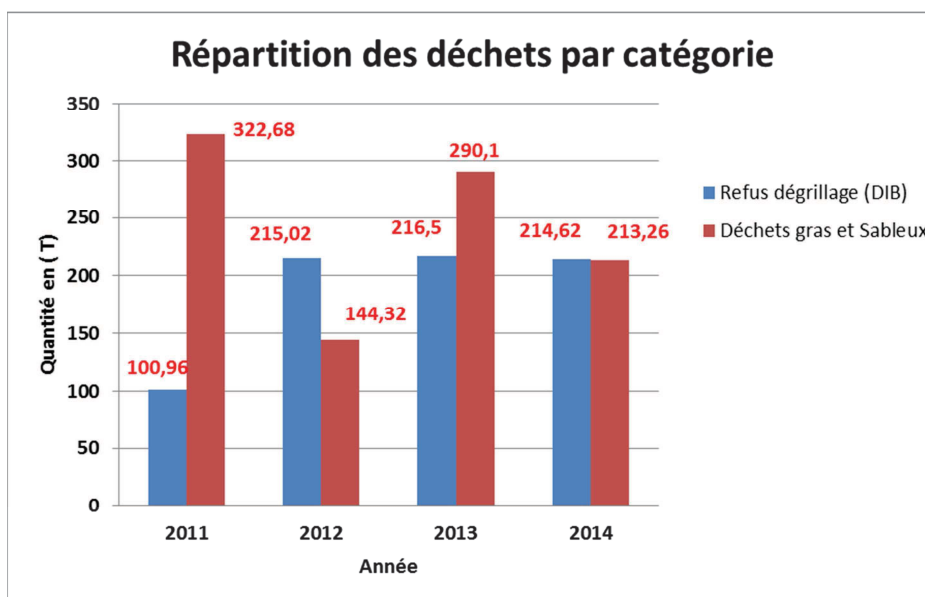
#### 4.2.2.3 Dératisation des réseaux

Afin de lutter contre la prolifération des rats dans les réseaux d'assainissement, il est procédé au traitement de l'ensemble des réseaux ainsi que les locaux techniques. Deux passages annuels sont effectués dans le cadre d'un marché à bon de commande.

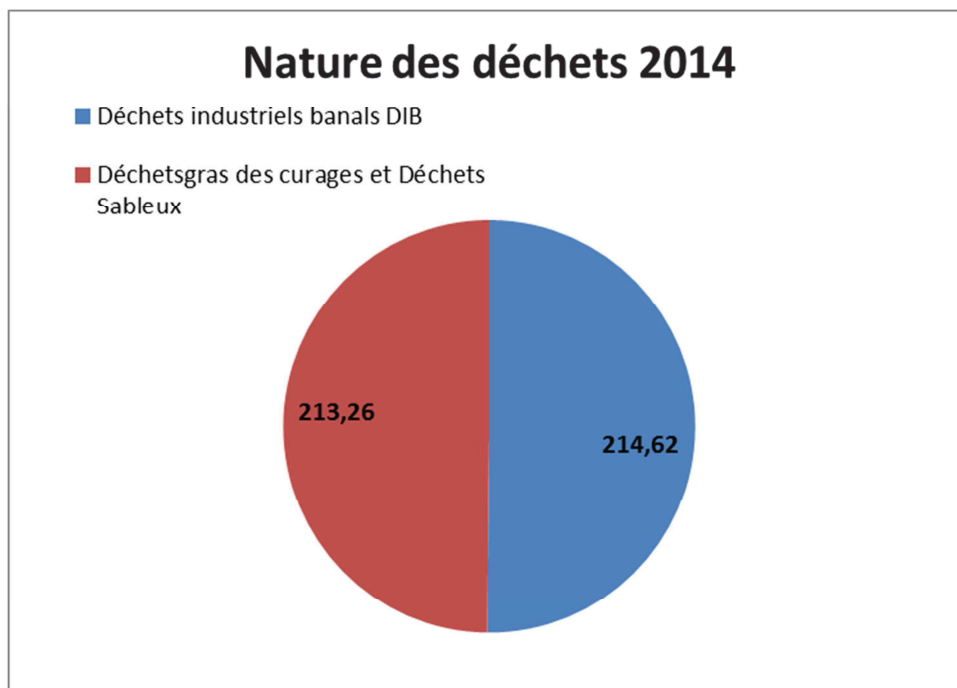
#### 4.2.2.4 Production de déchets sur le réseau de transport

Les déchets collectés sur l'ensemble des réseaux d'eaux usées sont quantifiés dans le tableau ci-dessous.

Sous-produits évacués	Quantité brute (Tonnes T)	Destination(s) En cas de destinations multiples, indiquer la répartition entre les destinations.
Refus de dégrillage	121T86+ 25T02 +31T900 +35.840 <b>=214T62</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• SITA (Breuil en Vexin&amp; Porcheville)</li> <li>• ECOPUR (Ecqueville et Bonneuil)</li> <li>• SITREM (Noisy Le Sec)</li> <li>• Vert Compost</li> </ul>
Matières de curage/sables (réseaux EU et chambres à sable inclus)	134.38 + 3.74+13.900+19.30 0+10.800+10.860 +20.280 <b>=213T26</b>	



427,88 tonnes de déchets ont été envoyées en centre de traitement agréé (avec remise de bordereau de suivi).



La quantité des sous-produits évacués en déchets gras et sableux a baissé de 76,8 T, soit environ -26% par rapport à 2013. Cela peut s'expliquer par les opérations de curage déjà réalisées sur les réseaux en 2013 et au bon fonctionnement des dégrilleurs qui ne constituent pas un frein à l'écoulement.

Bien que stable depuis 2012, la quantité de déchets liés au refus dégrillage a baissé de 2T12, soit -0.86% par rapport 2013. La stabilité s'explique par la maintenance préventive faite sur les dégrilleurs depuis 2012. Cette légère diminution se justifie par l'optimisation des réglages des paramètres de fonctionnement des dégrilleurs en 2014.

#### **4.2.2.5 TELESURVEILLANCE et DIAGNOSTIC PERMANENT : Une surveillance au quotidien**

##### **Télesurveillance**

Le service assainissement de la CACP est doté d'un système de supervision performant décrit ci-dessous.



Le système de supervision assure la surveillance à distance des ouvrages suivants :

- 19 postes de pompage, et 3 bassins de retenues
- 10 points de déversement sur le réseau soumis aux contraintes règlementaires d'autosurveillance (mesure en continu du débit et estimation de la charge polluante)
- 15 points de mesure débitmétrique sur le réseau
- 11 points de mesure hydrologique (pluviométrie, niveau de nappe et niveau de l'Oise)
- 1 station d'alerte (station de détection de pollution).

La supervision assure plusieurs fonctionnalités à savoir :

- gérer les alarmes, en temps réel, transmises par les sites
- reporter les informations de supervision vers les agents
- communication des alarmes aux agents d'astreinte (Messages vocaux et SMS)
- archiver les données de fonctionnement du réseau

La télésurveillance permet le suivi, le rapatriement et le traitement des mesures effectuées sur les postes et le réseau d'assainissement ainsi que la gestion des informations et alarmes. Elle permet de connaître le fonctionnement des sites pour lesquels les informations sont transmises en temps réel (ADSL).

Les autres sites (RTC et GSM) sont appelés automatiquement et cycliquement pour rapatrier les états courants et historiques. Une connexion à distance peut toutefois être établie à la



demande de l'opérateur.

Le serveur de supervision est équipé d'un logiciel TOPKAPI (« Temps réel ») et du logiciel Eve'm et Business Object (« Temps différé »).

L'utilisation de la télésurveillance par les agents de la régie assainissement a renforcé efficacement le suivi quotidien de l'état de fonctionnement des différents équipements, ainsi que l'identification en temps réel d'éventuels dysfonctionnements.

Ainsi, les indicateurs de fonctionnement des équipements électromécaniques principaux (armoires électriques, pompes, dégrilleurs, compacteurs à déchets, vannes hydrauliques ou motorisées) du réseau sont observés en permanence. Les compteurs horaires de fonctionnement sont relevés automatiquement, enregistrés et exploités.

Le système de télésurveillance permet de :

- alerter les agents de tout dysfonctionnement, afin d'y remédier dans les délais les plus brefs
- connaître à distance et en temps réel les caractéristiques de fonctionnement des ouvrages d'assainissement
- analyser le fonctionnement des réseaux d'assainissement
- diminuer la fréquence des tournées in situ des agents de la régie et des entreprises prestataires en période d'astreinte

Le développement de la télésurveillance sur l'ensemble des postes de relèvement et siphons du réseau d'eaux usées de la CACP fiabilise non seulement le suivi en temps réel mais aussi en différé de l'état de fonctionnement des installations. Selon la gravité des dysfonctionnements, les agents sont alertés immédiatement et les interventions de dépannage et de remise en service peuvent être déclenchées.

L'exploitation des données de la télésurveillance est une aide au diagnostic en cas de dysfonctionnement (déversement, arrêt d'un poste, nuisances olfactives....)

Chaque semaine, les problèmes et/ou défauts sur les ouvrages sont analysés plus finement afin de mettre en œuvre des solutions adaptées et d'améliorer la fiabilité du système d'assainissement.

L'analyse des données de fonctionnement depuis 2013 a permis de réduire les déversements sur les postes d'assainissement en ajustant les paramètres de fonctionnement et de stockage dans les bâches y compris réseau (optimisation du fonctionnement inter-sites et gestion du démarrage des pompes).

## Le diagnostic permanent du réseau de transport des eaux usées

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 ainsi que l'arrêté inter préfectoral du 8 janvier 2009, la CACP a mis en place, en 2009, un ensemble d'équipements métrologiques lui permettant de répondre aux obligations d'autosurveillance sur son système d'assainissement. La CACP dispose des équipements suivants :

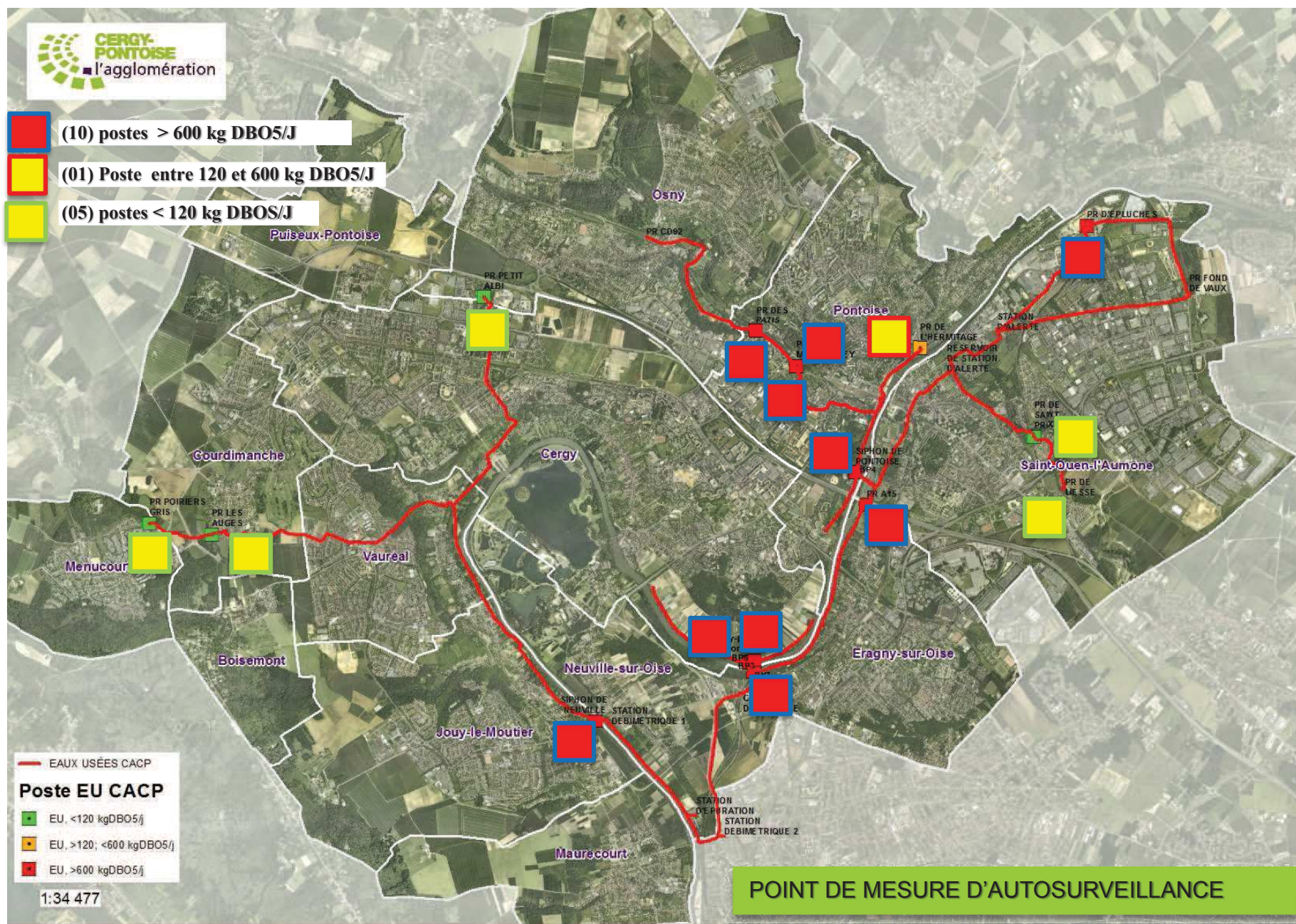
- **Une station d'alerte de pollution**, située en sortie des zones industrielles de St Ouen l'Aumône.
- **Un ensemble de points de mesures d'autosurveillance réglementaire ainsi que des points de mesures de diagnostic permanent dédiés au fonctionnement du réseau d'eaux usées dans le cadre d'une démarche volontariste de la CACP:**
  - 10 points de mesure d'autosurveillance** : des déversements du réseau vers le milieu naturel,
  - 15 points de mesure débitmétrique : voir graphique ci-dessous**  
(dont 3 points de mesures situés sur chaque branche d'amenée à la station d'épuration),
    - 2 points sur la station d'alerte (station de détection de pollution et bassin de stockage),
  - 11 points de mesure hydrologique :**
    - 3 pluviomètres – (Poste du Bas de la Boucle - Fonds de Char à Osny - Courdimanche chemin bois d'Aton sur le réservoir),
    - 3 mesures du niveau d'Oise (Neuville, Jouy le Moutier et Pontoise),
    - 5 du niveau de nappe (**Courdimanche** PR Auges, **Jouy le Moutier** PR Siphon de Neuville, **Pontoise** Rue de l'Hermitage; **Osny** PR CD92, **Saint Ouen l'Aumône** ZAC St-Prix).

Ces points font l'objet d'une maintenance et d'un entretien particulier via un marché, et d'un suivi par les agents de régie.

En 2014, l'exploitation de ces données a permis notamment :

- de déterminer et de quantifier les déversements vers le milieu naturel des points d'autosurveillance.
- d'améliorer le fonctionnement de certains ouvrages en modifiant les paramètres de fonctionnement des équipements électromécaniques afin de répondre au plus juste aux exigences du réseau d'assainissement.

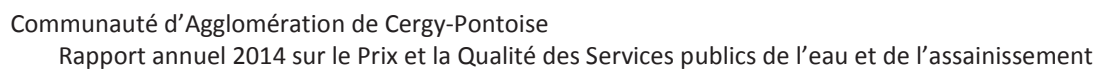












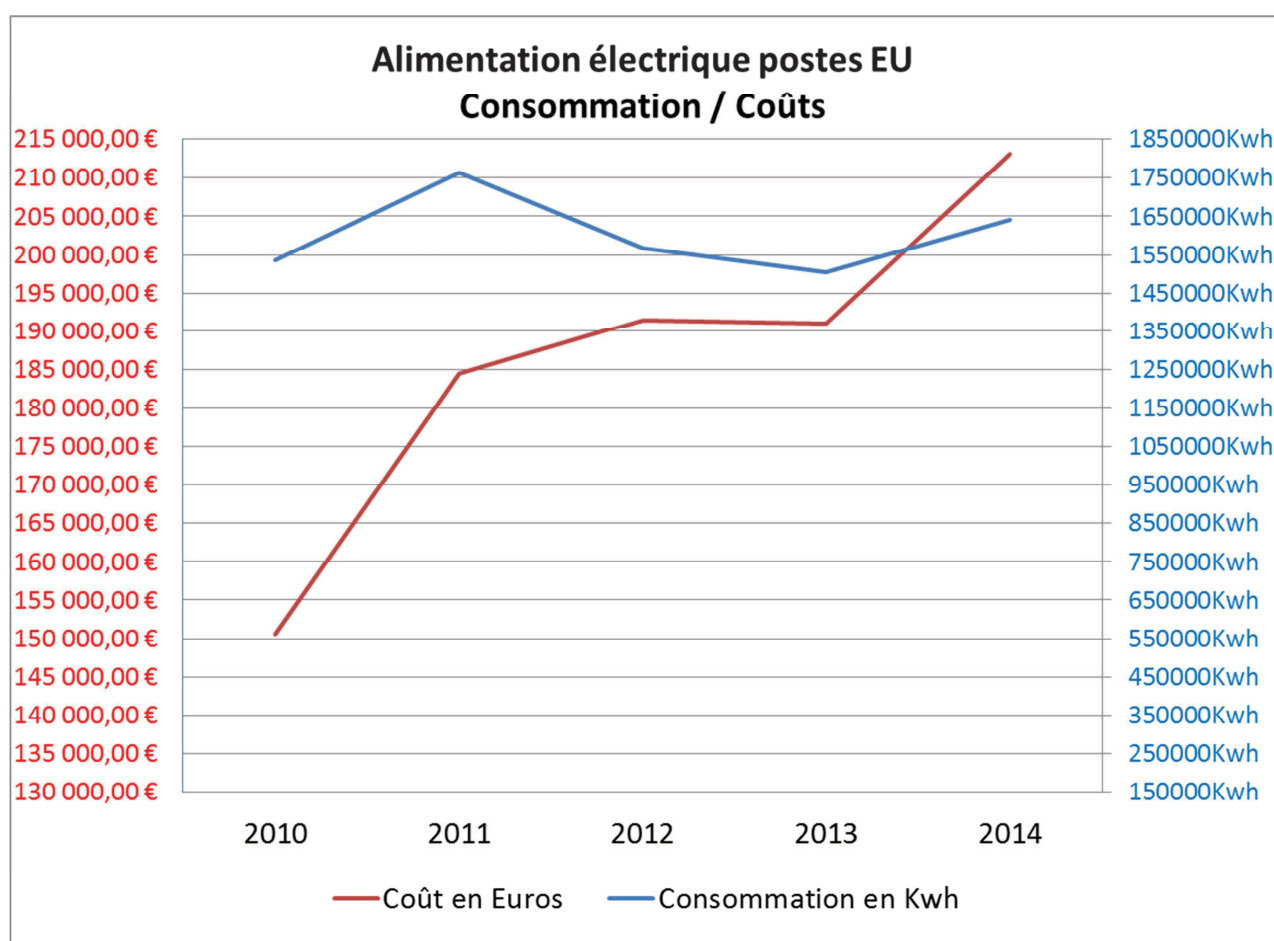


#### 4.2.2.6 Les consommations électriques pour le fonctionnement des ouvrages liés au transport des eaux usées

Le graphique présenté ci-après reprend les consommations électriques et le montant des factures pour les postes de la chaîne de transfert des eaux usées depuis 2010.

Avec la mise en place de l'autosurveillance, la réalisation d'un suivi des consommations des différents postes et l'expertise de la régie assainissement, la CACP s'est engagée dans une démarche de réduction de ses consommations électriques. Les actions réalisées consistent à améliorer les cycles des dégrilleurs, à minimiser le démarrage des pompes, à optimiser l'utilisation de la capacité des postes, à reprogrammer les fonctionnements des postes et de nombreuses autres actions pouvant concourir à limiter les consommations énergétiques.

Cette démarche sera poursuivie sur l'année 2015.



Une augmentation d'environ 11 % de la consommation électrique a été relevée en 2014.

L'augmentation des coûts est la conséquence du dépassement de la puissance souscrite pendant sur des tranches horaires de courte durée et durant lesquelles les coûts sont plus importants ; cette demande instantanée en énergie électrique est nécessaire pour faire face aux événements pluvieux (plus importants par rapport à 2013) et concerne notamment le poste du Bas de la boucle par lequel ¾ des effluents transitent.

D'autre part, l'augmentation du prix de l'énergie d'environ 0.95% a contribué aussi à l'augmentation



du coût global du transport des eaux usées.

Des actions sont prises cette année avec le fournisseur d'énergie électrique afin d'étudier par pertinence de l'augmentation de la puissance souscrite sur certains postes d'assainissement.

#### **4.2.2.7 La gestion des rejets d'eaux usées des industriels aux réseaux**

En 2014, l'action conjointe du SIARP et de la CACP a été poursuivie sur la gestion des rejets d'eaux usées des entreprises situées sur la zone de collecte de la station d'épuration de Cergy-Neuville.

Dans le cadre d'une démarche de maîtrise des flux de pollution d'origine industrielle, une étude menée au cours de l'année 2008 par la CACP, a permis de hiérarchiser les établissements industriels implantés sur les communes de la CACP en fonction de l'importance des désordres que pourraient occasionner par leurs rejets. Il a été constaté que sur les 11 000 établissements raccordés au système de collecte d'eaux usées, 1 500 sont susceptibles de rejeter des effluents à problème, dont environ 500 industriels sont répertoriés en tant que « gros contributeur potentiel ». Afin de réaliser un diagnostic des rejets de ces établissements et mettre en place des autorisations de déversement au réseau public pour les entreprises, le SIARP a réalisé des études dites « études de détail » avec un cofinancement de la CACP, de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et du Conseil Régional Ile de France. La 1ère phase de cette étude, correspondant à l'étude des 100 premiers industriels a été réalisée en 2009 et 2010. La 2ème phase de l'étude de détail, comprenant l'étude des 200 établissements industriels suivants a été réalisée de fin 2010 à 2013.

Parallèlement à ces études, le SIARP a mis en place, à partir de juillet 2010, une cellule d'animation, cofinancée par la CACP et l'AESN, afin de suivre les études en cours, de délivrer les autorisations de déversement et d'accompagner les entreprises dans cette démarche de maîtrise des flux de pollution. Les objectifs et les actions relatives à ces missions d'animation ont été définis dans un contrat d'animation entre le SIARP, la CACP et l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Ce contrat a été reconduit en 2013 pour 3 ans.

En 2014, 6 autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement et 9 droits au raccordement ont été délivrés dans ce cadre (*Source : rapport d'activité 2014 du contrat d'animation*).

Le total cumulé est de 61 autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement et de 112 constats de non déversement et/ou droit au raccordement en vigueur

(*Source : bilan annuel 2014 du service industriels du SIARP*).

### **4.2.3 L'exploitation de la station d'épuration**

La station d'épuration de l'agglomération, située à Neuville-Sur-Oise, traite les eaux usées issues :

- de 12 des 13 communes de la Communauté d'agglomération (hors Maurecourt)
- des 12 communes hors CACP du SIARP (Syndicat Intercommunal de la Région de Pontoise)
- des communes du Syndicat Intercommunal de Conflans-Herblay (commune de Conflans ainsi qu'une partie de la commune d'Herblay)
- de la partie ouest de la commune d'Auvers-sur-Oise (quartier de Valhermeil)

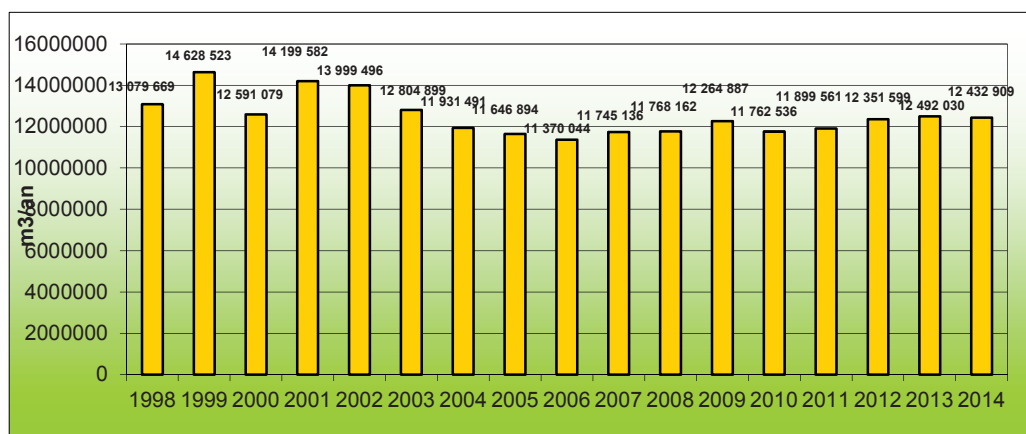
La mise en exploitation, suite aux travaux de mise aux normes, a été faite le 30 novembre 2012, l'année 2014 est donc la seconde année d'exploitation complète.

#### 4.2.3.1 Les volumes et charges en entrée de station d'épuration

Le volume d'eaux brutes en entrée de station au cours de l'année 2014 représente un débit moyen journalier de 34 076 m<sup>3</sup>/j (34 225 m<sup>3</sup>/j reçus en 2013 soit – 0,4 %).

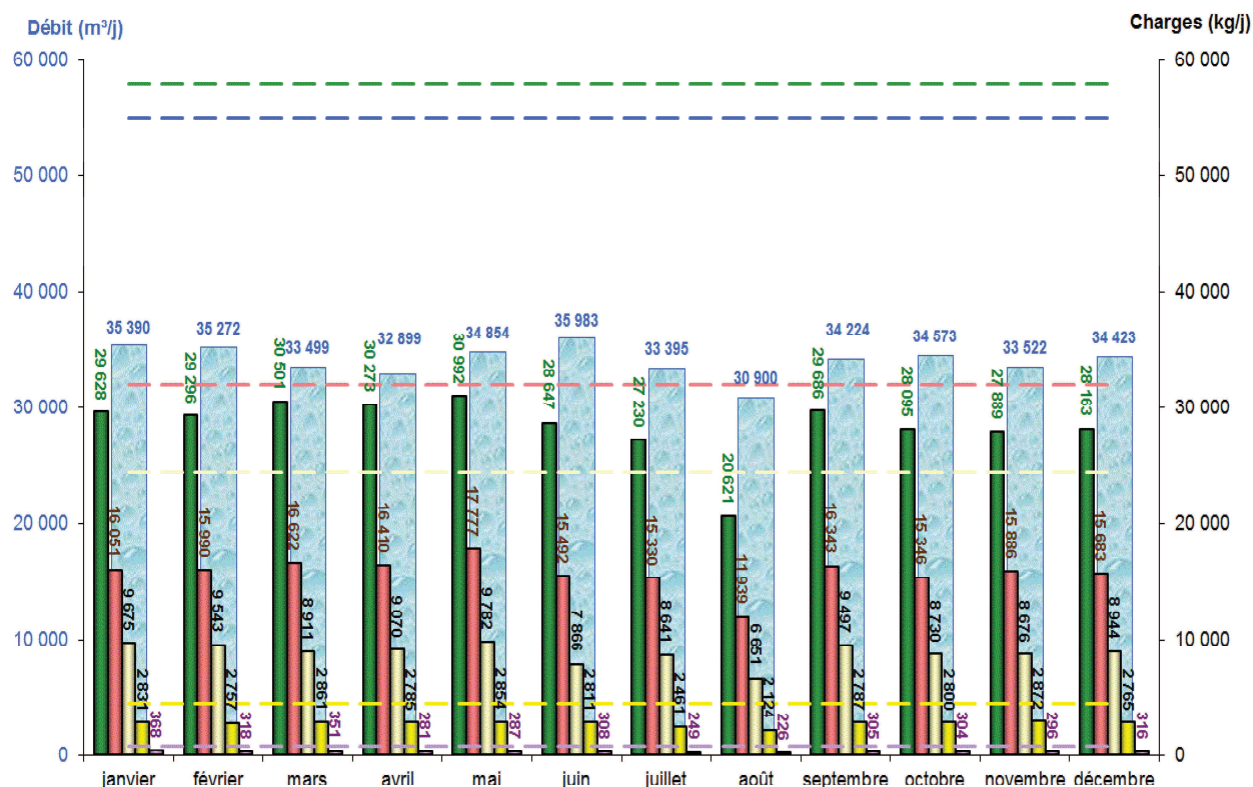
	2013	2014	Evolution
<b>Volume moyen journalier entrant (m<sup>3</sup>/j)</b>	<b>34 225</b>	<b>34 076</b>	- 0,4%
<b>Débit maximum atteint par temps de pluie (m<sup>3</sup>/j)</b>	<b>65 637</b>	<b>51 327</b>	- 28%
<b>Débit de référence (m<sup>3</sup>/j)</b>	<b>55 000</b>	<b>55 000</b>	

Un suivi des volumes annuels depuis 1998 est présenté ci-après :



Les volumes en entrée de station sont stables sur les 3 dernières années.

L'évolution des volumes et des charges entrants, pour l'année 2014, est détaillée mois par mois ci-après :



En pointillé sont données les valeurs de référence de chacun des paramètres (en kg/j) composant les eaux usées pour lesquelles la station a été construite et en dessous desquelles elle est en capacité de traiter.

Les charges en entrée de station en DCO et MES augmentent par rapport à l'exercice 2013,  
+ 2,7 % en charges DCO,  
- 2,7 % en charges DBO5,  
+ 8,3 % en charges MES.

En 2014, le débit de référence d'eaux brutes de 55 000 m³/j n'a pas été dépassé contrairement à l'année 2013 (1 dépassement).

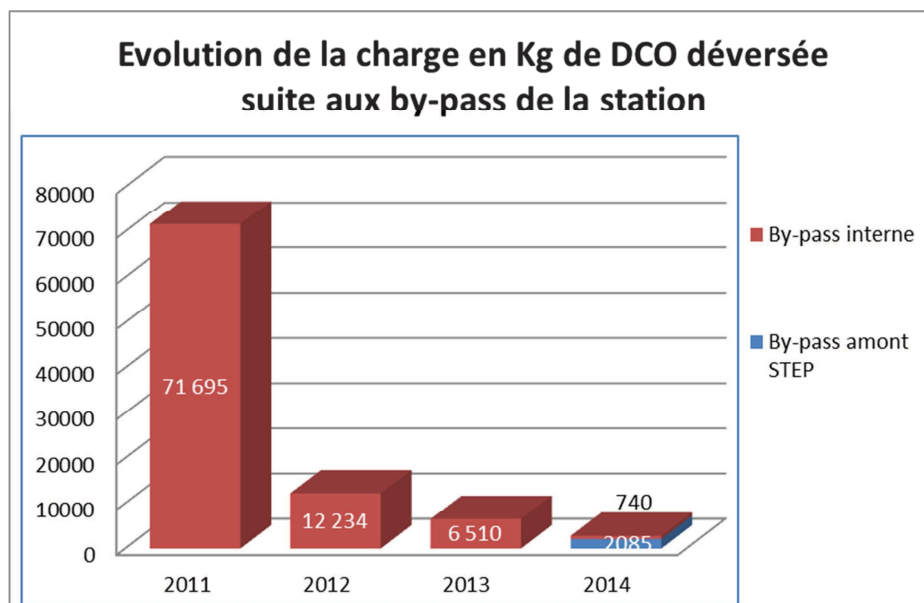
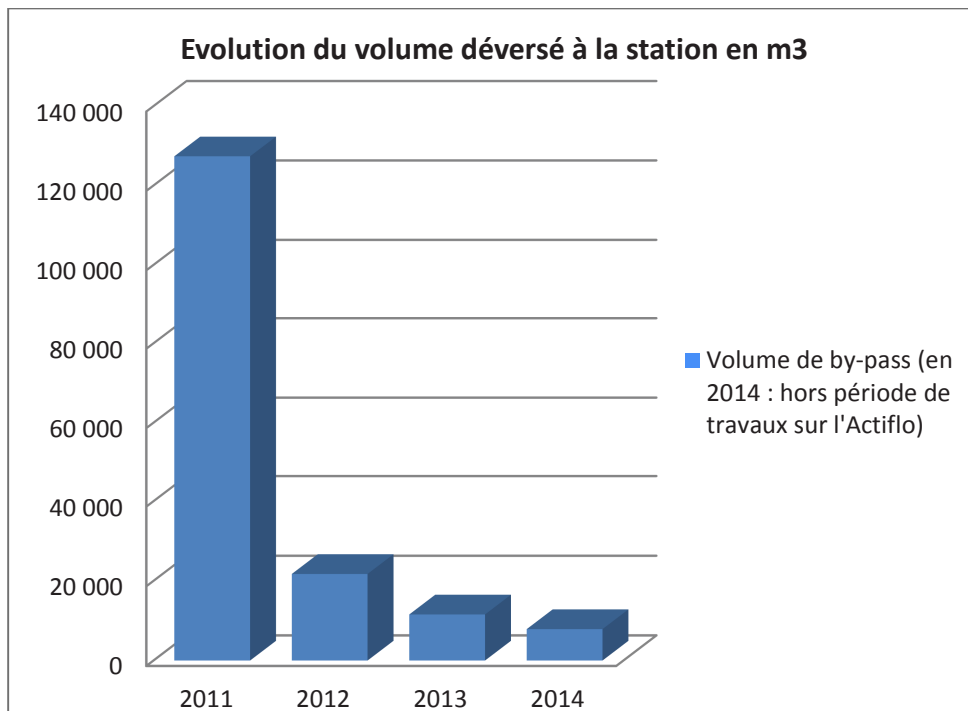
#### 4.2.3.2 Les déversements au milieu naturel à la station (entrée de station et effluents pré-traités)

Le volume de bypass pour 2014 est de :

- 3225 m³ en entrée de station (point A2 situé sur le réseau de transport), En effet, le 7 juin, suite à deux dysfonctionnements simultanés à la remise en route de l'usine après une coupure électrique, la station a été mise à l'arrêt quelques heures le temps de diagnostiquer les pannes et un by-pass en amont sur le réseau de transport a donc été réalisé.
- 4757 m³ de rejets interne à la station et d'une eau partiellement traitée

Les graphiques ci-dessous donnent l'évolution, suite aux travaux de mise aux normes, du rejet au by-pass de la station d'épuration en termes de volumes et de pollution déversées au milieu naturel.

A noter le déversement d'effluents traités à hauteur de 1 694 555 m³ correspondant au by-pass de l'Actiflo pendant la période de dysfonctionnement du traitement tertiaire.



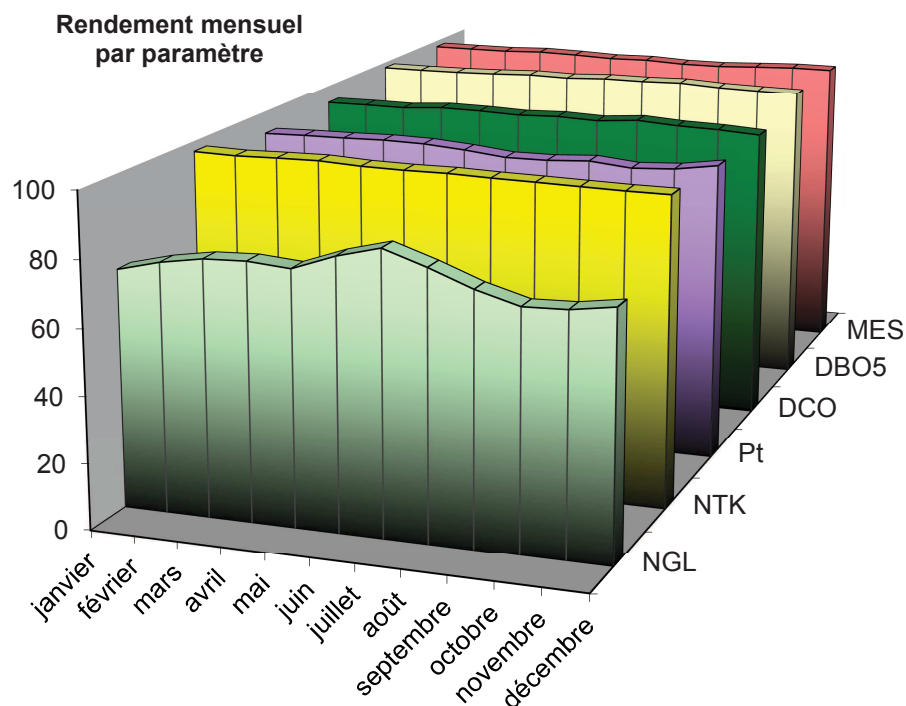
### 4.2.3.3 Bilan de fonctionnement pour l'année 2014

Rendement épuratoire annuel 2014 :

	DCO	DBO5	MES	NK	NGL	Pt
Charge moyenne annuelle entrante (kg/j)	28 342	8 833	15 701	2 725,4	2 739	300,8
Charge moyenne annuelle en sortie (kg/j)	1733	154	414	115,4	660	24,2
Rendement moyen annuel (%)	93,78	98,24	97,26	95,73	76,06	91,76
Prescription de rejet – Rendement min. bilan (%)	93,00	94,00	94,00	90,00		90,00
Prescription de rejet – Rendement min. moyenne annuelle (%)					75,0	80,0
Concentration moyenne annuelle en sortie (mg/l)	49,53	4,38	11,82	3,31	18,67	0,69
Prescription de rejet – Concentration max. bilan (mg/l)	70,00	25,00	30,00	7,00		1,00
Prescription de rejet – Concentration max. moyenne annuelle (mg/l)					10,00	0,9

La prescription de rejet pour les paramètres DCO, DBO5 et MES s'applique bilan par bilan et non en valeur moyenne annuelle ainsi, les valeurs moyennes indiquées sont justes indicatives du fonctionnement de la station sur l'année et ne permettent donc pas de mesurer le respect de la réglementation. L'évaluation réglementaire fait l'objet d'indicateur de conformité présenté dans la suite du rapport.

Le graphique ci-dessous, donne l'évolution, au niveau du rejet, des rendements mensuels pour chacun des paramètres autosurveillés et montre l'évolution des rendements pour l'année 2014.



Les rendements des paramètres MES, DCO, DBO5, NTK et P sont relativement stables sur l'année 2014 et respectent les rendements minimums à atteindre.

Le rendement du paramètre NGL est plus fluctuant (il respecte cependant l'objectif de rendement minimum à atteindre), le travail d'optimisation du process pour ce paramètre s'est poursuivi sur 2014.

#### **4.2.3.4 La gestion et le traitement des boues de la station d'épuration**

La production de boues pour l'exercice 2014 représente :

- 10 483 tonnes de boues brutes à 29 % de siccité moyenne (-8% par rapport à 2013),
- soit 3 004,8 tonnes de matières sèches (- 14% par rapport à 2013).

Cette diminution du tonnage de boues produites est à mettre en relation directe avec les optimisations réalisées sur les dosages en réactifs de traitement (

L'évacuation des boues est le dernier maillon de l'épuration des eaux usées. Afin de préserver les milieux naturels, la mise en œuvre de filières réglementaires et pérennes d'évacuation des boues est requise.

Différentes destinations sont possibles pour l'évacuation des boues, 3 sont mises en œuvre à la station d'épuration :

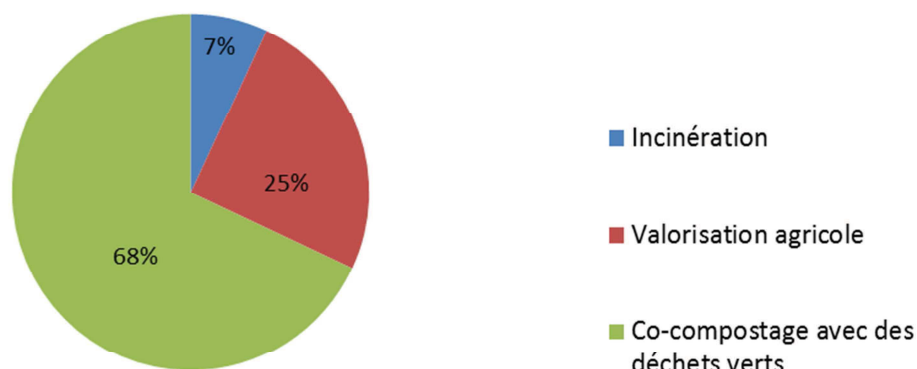
- L'épandage en agriculture sous le statut de déchet en respectant les prescriptions réglementaires sur les épandages de boues (décret du 08/12/1997 et arrêté du 08 janvier 1998). Un dossier de déclaration concernant l'épandage des boues de la station a été déposé au titre du code de l'environnement et après instruction a été déclaré recevable le 1er juillet 2011. Ainsi, l'épandage des boues est réalisé conformément au dossier de déclaration notamment en ce qui concerne les analyses à réaliser et le choix des parcelles.
- La transformation en compost normé ayant un statut de produit. Les boues de bonne qualité peuvent être transformées en compost normé (norme NFU 44-095), utilisé majoritairement en agriculture. La norme impose des objectifs de qualité plus sévères que la réglementation pour l'épandage « déchet », en particulier sur les éléments traces métalliques et la microbiologie. Les boues de la station d'épuration sont acheminées dans plusieurs centres de compostage.
- L'élimination par valorisation thermique en four d'incinération. Elle est réalisée sur le site de la station d'épuration de Rosny qui possède un incinérateur dédié aux boues d'épuration des eaux usées. Cette filière alternative permet de garder une capacité de valorisation des boues en cas de non-conformité sur les analyses sans repartir vers le traitement des déchets ultimes avec l'envoi en centre d'enfouissement technique.

Ainsi sur 2014 :

- 7 576 tonnes ont été acheminées en centre de compostage pour une valorisation agricole. Les sites retenus pour le compostage se situent à Boulay Thierry (28), Ingrandes (86), Velye (51), Reuil sur Brèche (60). Il s'agit de plateformes de compostage mixtes déchets verts/ boues de STEP.
- 2 266 tonnes ont été chaulées puis envoyées en épandage agricole du 11 juin au 23 août. Les boues sont analysées et entreposées en bout de champ. Les épandages ont été réalisés du 16 août au 18 septembre conformément à la législation en vigueur et sur les périmètres d'épandage. Les sites retenus pour le recyclage agricole sont principalement sur des communes du Val d'Oise (Hérouville, Nesles La Vallée, Ennery, Wy Dit Joli Village, Aavernes, Livilliers, Osny, Pontoise et Us). Le plan d'épandage a fait l'objet d'une information concernant sa mise à jour relative à 2 parcelles situées à Wy-dit-joli-village et Chars.
- 641 tonnes de boues biologiques ont été envoyées en incinération sur la Station de Rosny.



## Destination des boues pour 2014



Ainsi, 93% des boues sont valorisées en agriculture et 7% sont incinérées (valorisation thermique sur l'installation de valorisation thermique des boues de station d'épuration de Rosny-sur-Seine). CPA a prévu d'envoyer dès 2015 entre 30 et 40% de la production annuelle en incinération.

### Qualité des boues évacuées en compostage et épandage agricole

Conformément à la réglementation, les boues sont analysées avant valorisation (valeur agronomique, éléments traces métalliques et composés traces organiques), aucune non-conformité n'a été détectée sur l'ensemble de ces paramètres analysés en 2014.

### Biogaz

La digestion des boues issue de l'épuration permet d'en réduire le volume sans utiliser de produits chimiques. Cette étape permet aussi la production de biogaz.

L'installation de cogénération, en fonction depuis fin 2010, permet la valorisation du biogaz sous forme de chaleur et d'énergie électrique.

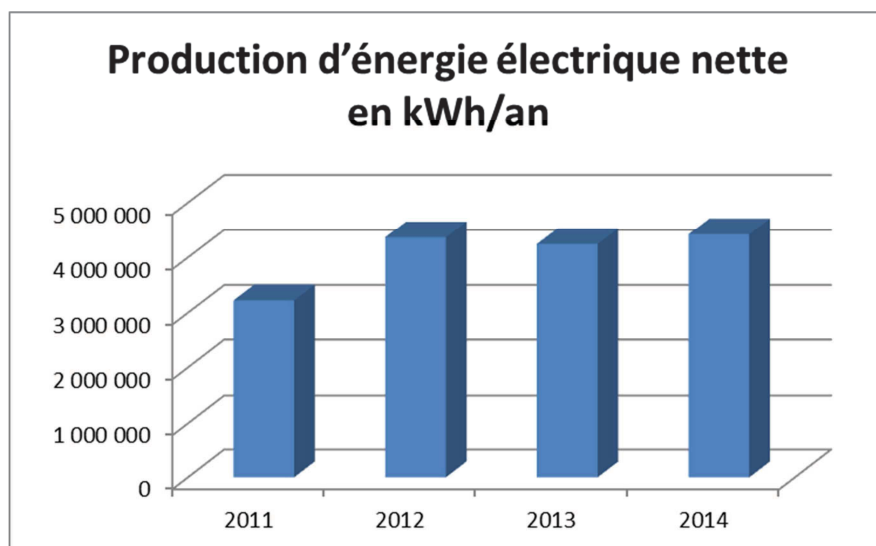


Système de co-génération et gazomètre

Un gazomètre de 2 000 m<sup>3</sup> permet un stockage tampon de près de 10 heures de production de biogaz et ainsi de maximiser la récupération de chaleur et d'énergie même en période de maintenance.

La chaleur est aussi réutilisée pour le chauffage des locaux de l'usine et le maintien en température des digesteurs.

Le biogaz valorisé en cogénération a permis une production d'énergie électrique nette de 4 423 912 kWh/an et de 3 675 700 kWh/an en thermique.

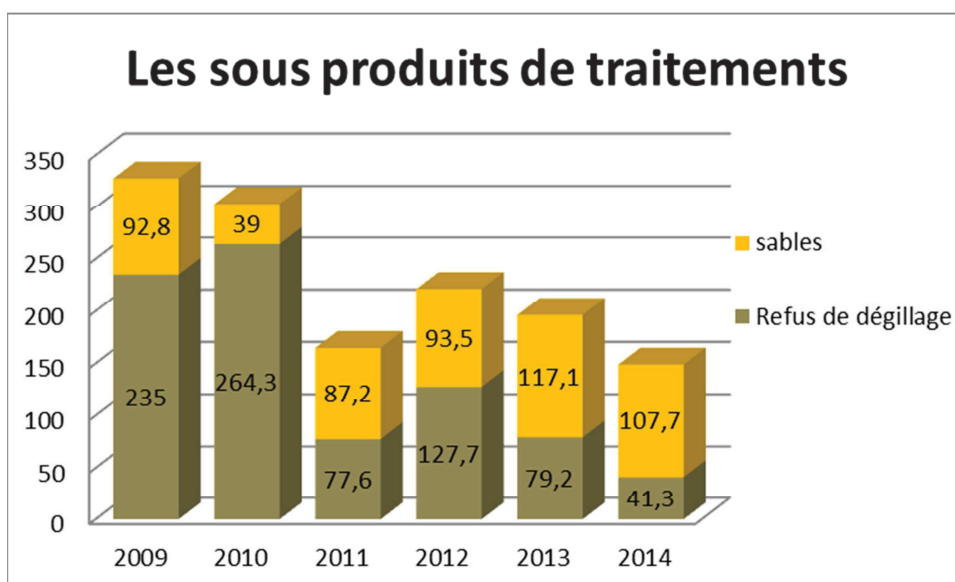


L'énergie produite par la cogénération cette année équivaut à environ 32% de l'énergie consommée sur le site

#### 4.2.3.5 Autres sous-produits de l'épuration

##### Dessablage et dégrillage

Les refus de dégrillage et les sables récupérés sont envoyés en Centre d'Enfouissement Technique de classe 2 (site de la REP à Bouqueval).



Ci-joint le graphique donnant l'évolution des tonnages.

La diminution des apports en sous-produits sur 2011 est due à la mise en place de système de dégrillage en amont des pompages provisoires pendant le chantier de mise aux normes du réseau de transport. A partir de 2012, on revient à la normale avec néanmoins une baisse par rapport aux années précédentes qui peut s'expliquer par la mise en place de dégrillage plus performant sur les

postes situés en amont de la station.

### Graisses

La quantité de graisse produite en 2014 s'élève à 3 689m<sup>3</sup>, (1 331 m<sup>3</sup> en 2013 soit + 177%). Des injections d'eau pour dilution sont réalisées afin de prévenir le colmatage des ouvrages de transfert des graisses. L'augmentation du volume correspond donc à un ajout d'eau de dilution et n'est donc pas représentative d'une augmentation des graisses elles-mêmes.

Les graisses récupérées rejoignent le dispositif de traitement des boues.

## 4.2.4 L'autosurveillance du système d'assainissement

Le principe de l'autosurveillance repose sur la responsabilité des collectivités pour le respect de la réglementation en matière d'assainissement.

Les collectivités doivent mettre en place :

- une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées (réseaux),
- une surveillance des systèmes de traitement des eaux usées (stations d'épuration),
- une surveillance du milieu naturel récepteur du rejet.

Pour la CACP, l'arrêté inter-préfectoral n°08/8704 du 8 Janvier 2009, autorisant la CACP à réaliser les travaux nécessaires à la mise aux normes du système d'assainissement de la station d'épuration de Cergy-Neuville, donne les modalités de l'autosurveillance pour le système d'assainissement (aménagement et équipement des ouvrages, paramètres à surveiller, fréquence, formalisation ...etc.) et celles de la transmission des résultats au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau.

### 4.2.4.1 L'autosurveillance du réseau de transport

Le plan ci-après représente les 11 points réglementaires soumis à autosurveillance sur le réseau de transport des eaux usées.

Les obligations réglementaires de surveillance des ouvrages de décharge du réseau sont les suivantes :

- les déversoirs d'orage ou les dérivations éventuelles situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de temps sec comprise entre 120 kg/j et 600 kg/j de DBO5 doivent faire l'objet d'une surveillance permettant d'estimer les périodes, les volumes d'eau et les charges polluantes déversés au milieu naturel
- les déversoirs d'orage ou les dérivations éventuelles situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de temps sec supérieure à 600 kg/j de DBO5 doivent permettre la mesure en continu du débit et l'estimation de la charge de pollution (MES et DCO) déversée au milieu récepteur par temps de pluie.

Suite aux travaux de mise aux normes effectués sur le réseau de transport d'eaux usées, le réseau possède 11 points de rejets sur 9 postes soumis à autosurveillance, instrumentés de façon à mesurer en continu le débit et d'estimer la charge de pollution.

Il existe 4 points de décharge situés sur des tronçons destinés à collecter une charge inférieure à 120 kg/j de DBO5. Ces points, non soumis à des obligations de surveillance ne sont pas instrumentés.

Les points de déversement du réseau de transport d'eaux usées de la CACP sont regroupés dans le tableau suivant :

Ouvrage concerné	Dénomination	N° point	Exigences d'auto-surveillance
Ouvrages situés sur des tronçons de réseau transportant plus de 600 kg DBO <sub>5</sub> /j			
Poste de l'A15	By pass	A1-POSTE1	Mesure en continu du débit déversé Estimation des flux déversés en MES et DCO
Poste du Bas de la Boucle	Branche Nord Est (BP1)	A1-POSTE2	
Siphon de Cergy	Siphon de Cergy – Amont 1 (BP3)	A1-POSTE3	
	Siphon de Cergy – Amont 2 (BP4)	A1-POSTE4	
Siphon de Pontoise		A1-POSTE5	
Siphon de Neuville		A1-POSTE6	
Poste d'Epluches		A1-POSTE7	
Poste de Martimprey	TP regard amont	A1-POSTE8	
	TP bache (TP7)	A1-POSTE9	
Poste de Pâtis		A1-POSTE10	
Ouvrages situés sur des tronçons de réseau transportant entre 120 kg et 600 kg de DBO <sub>5</sub> /j			
Poste de l'Hermitage		A1-POSTE11	Estimation des périodes, volumes d'eau et charges polluantes en MES et DCO
Ouvrages situés sur des tronçons de réseau transportant moins de 120 kg de DBO <sub>5</sub> /j			
Poste de Liesse		-	-
Poste CD92		-	
Poste de Saint Prix		-	
Poste du Petit Albi		-	
Postes Poirier Gris et Auges		-	

Soit pour les postes de l'agglomération la répartition suivante :

Charge brute de temps sec transitant au niveau de l'ouvrage de déversement	Nombre d'ouvrage (Nombre de point de mesure)
Supérieure à 600 kg/j de DBO <sub>5</sub>	8 (10)
Comprise entre 120 kg/j et 600 kg/j de DBO <sub>5</sub>	1 (1)
Inférieure à 120 kg/j de DBO <sub>5</sub>	5 (0)

### Bilans réglementaires d'autosurveillance

Conformément à l'arrêté inter préfectoral, les données des points de mesures situés sur le réseau doivent être transmises à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, ainsi qu'au service chargé de la police de l'eau au format « SANDRE <sup>1</sup> ».

L'objectif, fixé par l'arrêté inter préfectoral, est de limiter le nombre de d'évènements déversants (sur une période de 24h) à 12 par an.

Le bilan d'autosurveillance de l'année 2014, a été transmis à la Police de l'eau conformément aux exigences de l'arrêté inter préfectoral. L'évaluation de la conformité est réalisée par la Police de l'Eau conformément à l'arrêté d'autorisation du 9 janvier 2009 qui autorise 12 déversements par an. La conformité prend en compte uniquement les événements non programmés en sachant que les événements pluvieux dits exceptionnels peuvent être exclus de l'évaluation de la conformité.

Ci-dessous une synthèse des événements déversants sur l'année 2014 et un rappel des déversements depuis 2011. Un détail est donné en annexe 5.

	Nombre	volume déversé en m3	% par rapport au volume entrant à la STEP de Cergy-Neuville	charge MES déversée en kg	Charge DCO déversée en kg
Déversement année 2011	76	267 516	2.25%	93 330	177 347
Déversement année 2012	23	78 514	0.64%	35 778	59 087
Déversement année 2013	9	15 370	0,1230%	5 109	11 509
Déversement année 2014	12	11 837	0,0952%	4 036	9 292

Bien que le nombre de déversement soit passé de 9 en 2013, à 12 en 2014, en lien avec l'augmentation des pluies caractéristiques, la maintenance préventive et l'amélioration continue des procédures d'intervention d'exploitation ont encore permis de diminuer le volume total déversé au milieu naturel de -21% soit -3 533 m3 déversés.

Sur les réseaux de transport, 12 évènements déversants non programmés (hors opération programmée d'entretien) sont comptabilisés et correspondent à 12 évènements pluvieux :

- 4 évènements ont été occasionnés par des pannes à caractère exceptionnel et imprévisible, non imputables à des défauts de maintenance ; ils représentent près de **10 %** du volume déversé (**1 206,8 m<sup>3</sup>**.)
- 8 évènements ont été occasionnés par saturation hydraulique des ouvrages malgré un fonctionnement optimal des équipements (poste Martimprey, Patis et Siphon de Pontoise) ; ils totalisent, 10 630 m<sup>3</sup> de volume déversé.  
**NB : environ 9 500 m<sup>3</sup> déversés sont liés à 2 évènements pluvieux importants en juillet et août, avec des occurrences rares s'établissant respectivement à 5 ans et 50 ans.**

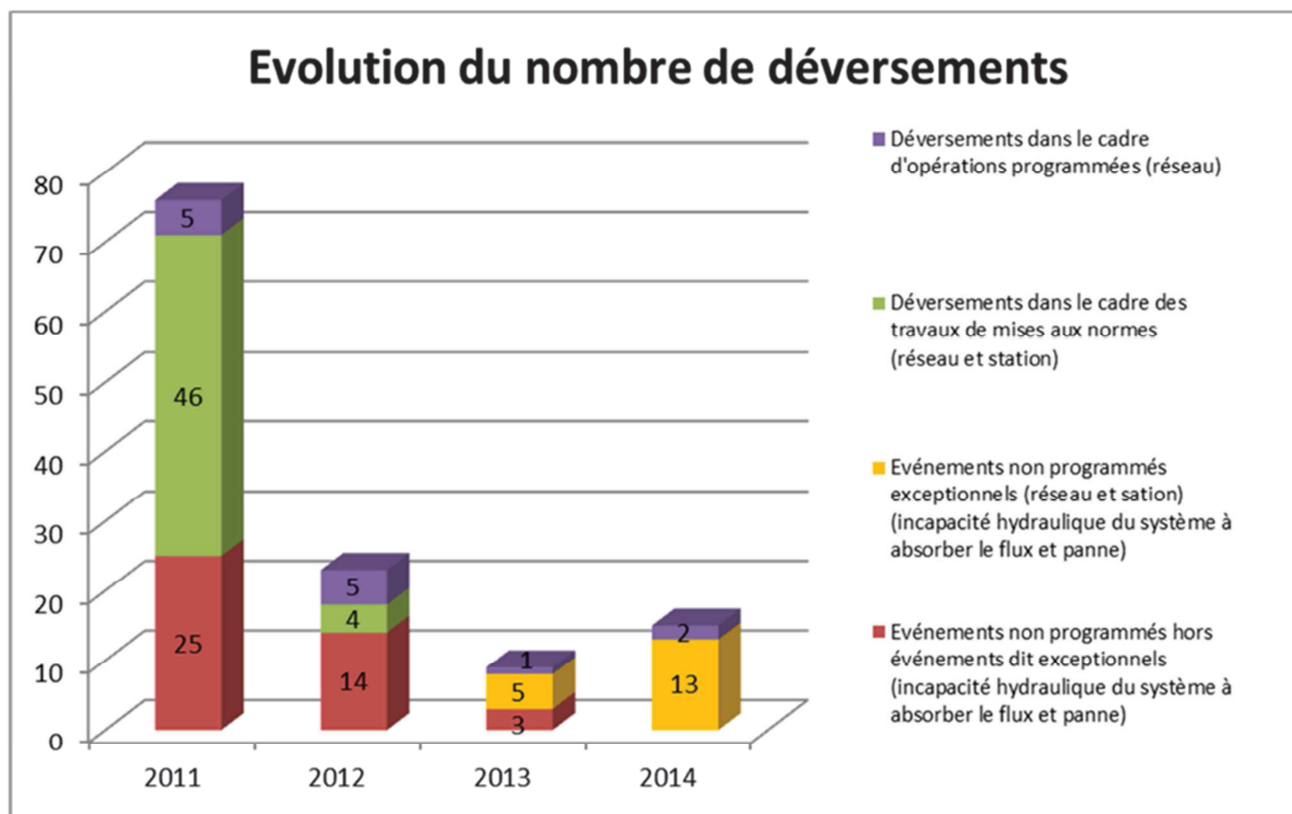
Sur le by-pass d'entrée de la station situé sur les réseaux de transport, 1 évènement déversant non programmé a été comptabilisé.

Du fait de ces circonstances, il a été proposé à la Police de l'eau de n'en retenir aucun au titre de la conformité à l'arrêté inter préfectoral.

Les graphiques ci-dessous synthétisent l'évolution des déversements sur les réseaux de transport et sur le by-pass en entrée de la station (avant traitement) selon la classification réglementaire :

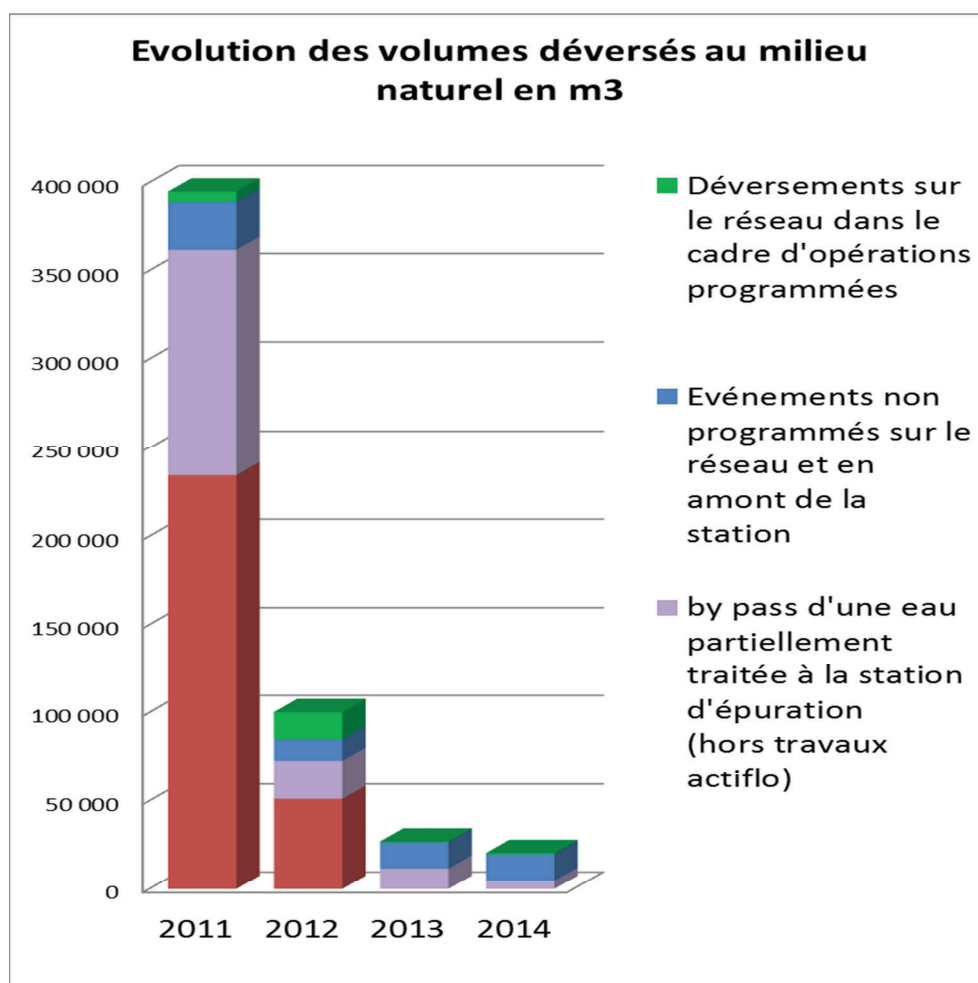
- Les évènements de déversement non programmés : il s'agit par exemple de déversements occasionnés par des pluies ou des incidents d'exploitation. Les évènements à caractère dit exceptionnel pourraient être exclus de l'évaluation de la conformité par la Police de l'eau, notamment ceux où des déversements se produisent bien que le fonctionnement des postes en temps de pluie soit optimum. Les déversements résultant de travaux ou d'opération de maintenance programmée qui ont été au préalable signalés à la Police de l'Eau et ne seront donc pas comptabilisés au titre du jugement de la conformité,

➤ En nombre de déversements au milieu naturel :





➤ **En volume déversé au milieu naturel :**

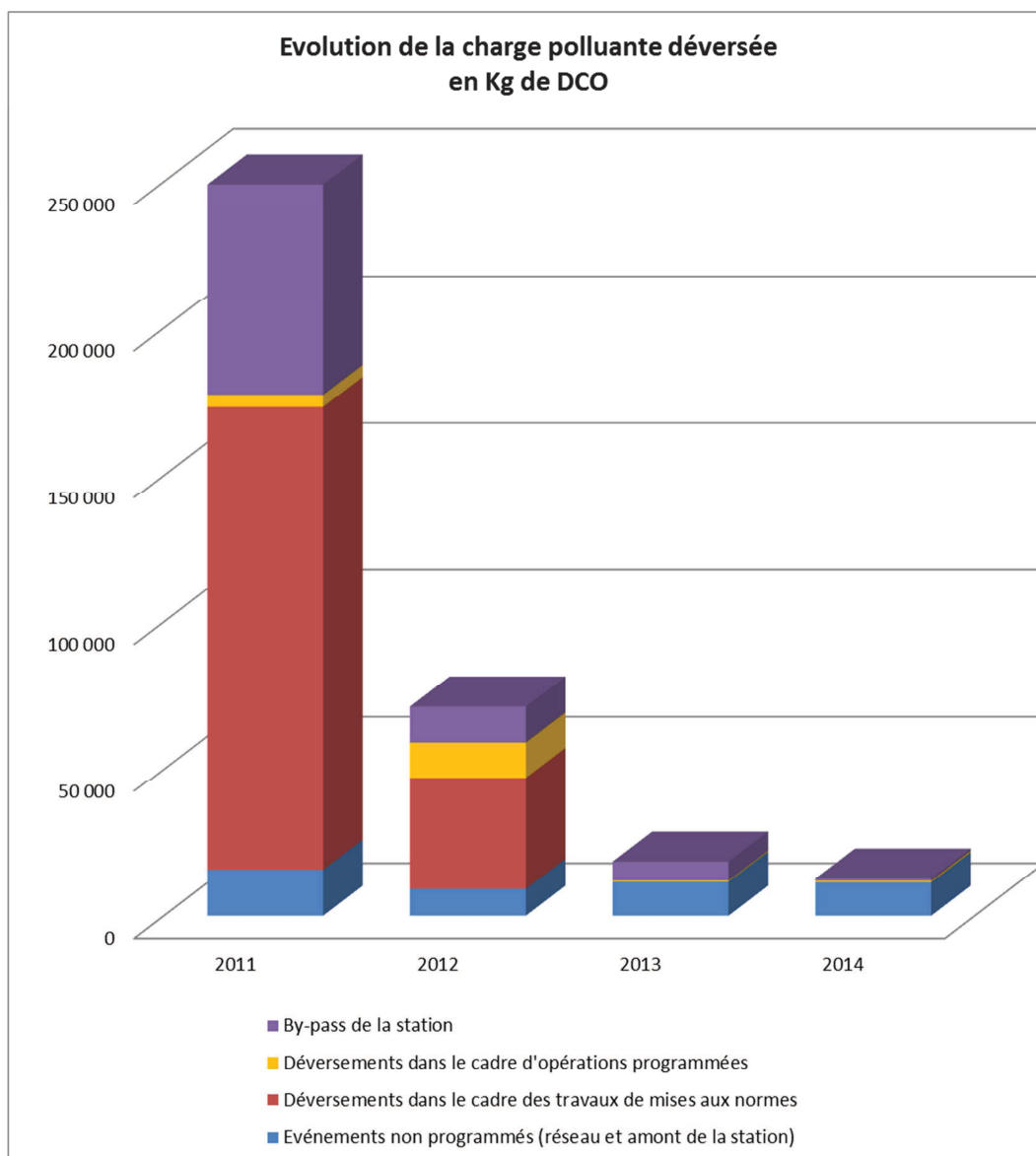


Pour la station, le volume déversé au milieu naturel est de 7.880 m<sup>3</sup> dont 4 655 m<sup>3</sup> d'eau partiellement traitée (Les travaux Actiflo sont exclus du graphique, en effet, pendant les travaux qui ont duré une cinquantaine de jours de novembre à décembre 2014, l'ouvrage a été entièrement by-passé avec un traitement provisoire à l'amont et le flux total est passé par le canal du by-pass soit 1 699 312 m<sup>3</sup> et donc comptabilisé au bilan du bypass)

Pour le réseau, le volume déversé au milieu naturel est de 12 547 m<sup>3</sup> dont 711 m<sup>3</sup> pour 2 opérations programmées (dont 103 m3 imputés au poste du Pointil hors CACP).

Le volume déversé pour l'année 2014, est en diminution de 24% par rapport à 2013. Ainsi, 99.87% des effluents collectés ont été traités à la station.

➤ **En pollution déversée au milieu naturel :**



La baisse des volumes et de la charge polluante, déversés au milieu naturel, résultent de la mise aux normes du système d'assainissement de l'agglomération de Cergy-Pontoise (station d'épuration et réseau de transport des eaux usées) dont les travaux se sont finalisés au second semestre 2012. La pollution déversée pour l'année 2014, a diminuée de 20% par rapport à 2013.

L'année 2014 est la seconde année entière qui peut permettre un réel bilan annuel. Depuis 2011, on comptabilise une diminution de 95 % des volumes déversés soit 94% de pollution évitée au milieu naturel.

#### **4.2.4.2 L'autosurveillance de la station d'épuration**

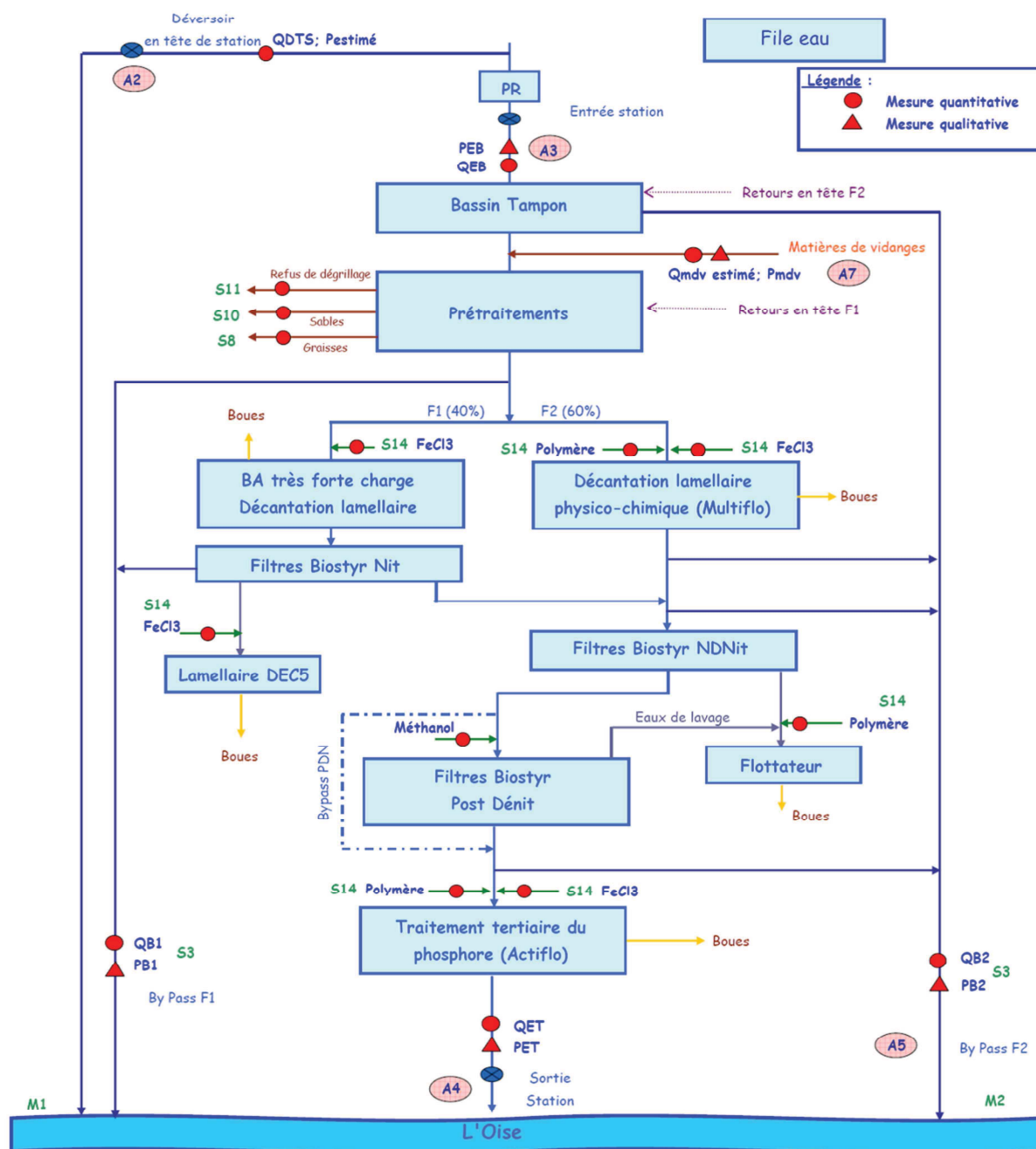
L'autosurveillance de la station d'épuration, est réalisée à partir des différentes analyses transmises à la police de l'eau sur différentes zones de la station.

Ces points sont fixés dans un schéma normalisé appelé format Sandre.

Suite aux travaux de mise aux normes de la station, le format SANDRE de l'usine a été mis à jour.

Nom de la station (code) : Cergy CPA (039545001000)
Date de mise à jour : 20/02/2013

### Schéma des points SANDRE



Les bilans sont réalisés chaque jour en entrée et en sortie de station d'épuration.

La conformité de la station d'épuration pour l'année 2014 est ensuite évaluée en fonction des bilans journaliers d'autosurveillance au regard de :

- L'arrêté inter-préfectoral du 8 janvier 2013 applicable au système d'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise ;
- L'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement [...], en application de la Directive européenne Eau Résiduaire Urbaines (« DERU ») du 21 mai 1991.

## Bilan annuel par rapport à la Directive Cadre sur les Eaux Résiduaires Urbaines (évaluation de la Police de l'Eau)

L'Oise est classée en zone sensible, par arrêté du 23 décembre 2005 ainsi l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2009 donnant autorisation à l'exploitation de la station d'épuration fixe des exigences supérieures aux valeurs données par la Directive Cadre sur les Eaux Résiduaires Urbaines.

L'année 2014 est la seconde année complète de mise en exploitation.

		DCO		DBO5		NGL		PT	
		Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)
Débit journalier de référence (m3/j)		<=55000							
Charge brute de pollution organique (Kg DBO5/j)		24500							
Ensemble des mesures	Nombre réglementaire de mesures par an (1)	365		365		365		365	
	Nombre de mesures réalisées	364		364		364		364	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées	93,78	49,29	98,24	4,37	76,06	23,18	91,76	0,69
Conditions normales d'exploitation (*)	Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation	362		364		364		358	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation	93,80	49,38	98,24	4,38	76,06	18,67	91,83	0,69
	Valeur réhibitoire (1)		>250		>50				
	Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire	0		0					
	Valeurs limites (1) en moyenne journalière	>=75	<=125	>=80	<=25				
	Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)	25		25					
	Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)	0		0					
	Valeurs limites (1) en moyenne annuelle					>=70	<=15	>=80	<=2

Liste des paramètres non Conforme selon l'exploitant :	aucun
Conformité global selon l'exploitant :	Conforme

### Conformité journalière :

Aucun dépassement en DCO et DBO5 n'est dénombré, ces 2 paramètres sont conformes.

### Conformité annuelle :

Le paramètre NGL est conforme en rendement.

Le paramètre Pt est conforme en concentration et en rendement.

Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise

Rapport annuel 2014 sur le Prix et la Qualité des Services publics de l'eau et de l'assainissement

## Conformité par rapport à l'arrêté préfectoral

La conformité de la station d'épuration est appréciée sur toute l'année 2014.

		MES		DCO		DBO5		NGL		NTK		N-NH4	N-NO2	N-NO3	PT		
Débit journalier de référence (m3/j)		<=55000		Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Concentration sortie (mgN/l)	Concentration sortie (mgN/l)	Concentration sortie (mgN/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	
Charge brute de pollution organique (Kg DBO5/j)		24500															
Ensemble des mesures	Nombre réglementaire de mesures par an (1)		365		365		365		365		365		365	365	365	365	
	Nombre de mesures réalisées		364		364		364		364		364		364	364	364	364	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées		97,26	11,82	93,78	49,53	98,24	4,38	76,06	18,67	95,73	3,31	1,21	1,31	14,05	91,76	0,69
Conditions normales d'exploitation (*)	Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation		361		362		364		364		364		353	364	364	358	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation		97,34	11,65	93,80	49,38	98,24	4,38	76,06	18,67	95,73	3,31	1,14	1,31	14,05	91,83	0,69
	Valeur rédhibitoire (1)			>70		>140		>50				>14	>6				>2
	Nombre de résultats non conformes à la valeur rédhibitoire		0		0		0				0		0				0
	Valeurs limites (1) en moyenne journalière		>=94	<=30	>=93	<=70	>=94	<=25								>=90	<=1
	Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)		25		25		25				25		25			25	
	Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)		0		0		0				0		0			1	
	Valeurs limites (1) en moyenne annuelle								>=75	<=10	>=90	<=7	<=3			>=90	<=0,9

Liste des paramètres non Conforme selon l'exploitant :	aucun	
Conformité globale selon l'exploitant :	Conforme	

### Conformité journalière :

Les paramètres MES, DCO, DBO5, NTK, N-NH4 sont conformes par rapport aux normes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 janvier 2009. Nous constatons pour l'année 2014, 1 non-conformité en Pt pour 25 autorisées.

### Conformité annuelle :

Le paramètre NGL est conforme en rendement

Le paramètre Pt est conforme en concentration et en rendement.

La conformité de la station d'épuration est appréciée sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014.

Pour établir la conformité du système de traitement, ne sont pas pris en compte :

- les bilans journaliers effectués lorsque le débit mesuré en entrée de station d'épuration est supérieur au débit de référence (soit 55 000m<sup>3</sup>/j)
- les événements exceptionnels tels que définis par l'arrêté inter-préfectoral et validés par les services de la police de l'eau.

Au titre de l'année 2014 :

- 20 jours sont déclarés au titre d'un dysfonctionnement ou panne non directement liés à un défaut de conception ou d'entretien de l'ouvrage (travaux sur l'Actiflo, défaut d'un préleveur ; arrêt ponctuel d'un étage de traitement ; panne sur un équipement : arrêt des compresseurs d'air de service, vanne régulante défaillante, coupure électrique, etc...) ;

*NB : Les 3 mois nécessaires aux études et travaux de l'Actiflo ont fait l'objet d'une demande de classement en circonstance exceptionnelle mais seul les jours non conformes ont été classés exceptionnels soit 14 jours.*

A noter que sur les 20 jours déclarés en événements exceptionnels, ont été à l'origine d'une dégradation du traitement (non –conformité sur 1 où plusieurs paramètres au niveau du rejet mais sans aucune valeur réductrice).

Ces événements ont fait l'objet d'une demande de classement en circonstance exceptionnelle auprès de la Police de l'eau et n'ont pas été comptabilisés dans l'évaluation de conformité.

L'évaluation de la conformité est donc réalisée sur 345 (365-20 jours), ce qui ramène à 24 le nombre d'échantillons non conformes autorisés.

### Rejets de substances Dangereuses pour l'environnement (RSDE)

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) vise à atteindre d'ici 2015 le bon état écologique des masses d'eau. Cet objectif passe par la réduction des rejets de substances dangereuses.

Le projet RSDE, mené à l'échelle nationale de 2003 à 2007, a permis de conclure à la nécessité d'un programme de mesures, sur l'ensemble du territoire, des flux de certains micropolluants dans les eaux traitées des stations d'épuration urbaines.

La circulaire du 29 septembre 2010 précise les modalités de mise en place de ces mesures : elle fait obligation aux stations de traitement d'eaux usées (STEU) de capacité nominale de plus de 600 kg DBO5/j de mettre en œuvre un programme de recherche de substances dangereuses dans leurs effluents traités.

Cette obligation a été transcrite par la Police de l'Eau dans l'arrêté complémentaire n°11/10255 du 16 mai 2011. Pour la station d'épuration de Cergy-Neuville sur Oise, une campagne initiale comprenant 4 campagnes de mesures la première année vise à quantifier les concentrations rejetées parmi 104 molécules. Une surveillance pérenne, portant sur les micropolluants détectés de façon significative lors de la phase initiale, sera ensuite instaurée en 2012. La liste des paramètres surveillés est actualisée tous les 3 ans.

Il est précisé que l'objectif de ces campagnes est de disposer de mesures régulières ou permettre un suivi de l'évolution de ces substances. Il n'est, à l'heure actuelle, pas imposé de normes de rejet sur ces paramètres.

Une campagne initiale a été effectuée sur 4 différentes périodes de l'année 2011 pour caractériser Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise

Rapport annuel 2014 sur le Prix et la Qualité des Services publics de l'eau et de l'assainissement



au mieux l'effluent de sortie de station.

Au regard de ces 4 bilans, les micropolluants dont la présence est considérée comme significative pour la station d'épuration de Cergy Neuville sont les suivants:

- Sulfates
- Sulfonate de perfluorooctane (SPFO)
- Fer
- Mercure
- Chlorure
- Fluorures

Conformément à la réglementation, la surveillance de ces micropolluants, a donc été réalisée sur 10 campagnes par an depuis, pendant les années 2012 et 2013 sur l'effluent de sortie station.

Les concentrations des 6 micropolluants dont la présence est considérée comme significative au rejet de la station d'épuration de Cergy Neuville, sont fluctuantes. Globalement suite aux analyses, des trois dernières années, les 30 mesures réalisées sur le mercure, sont toutes en dessous ou égales à la limite de quantification. Concernant les sulfates, le flux annuel calculé pour 2014 est en dessous du seuil de déclaration comme pour les 2 années précédentes. Les 4 autres paramètres présentent quant à eux des valeurs au-dessus des seuils nécessitant la poursuite du suivi.

Il est donc proposé de ne plus retenir ces 2 paramètres dans la suite du suivi.

Le détail des campagnes de mesures de la surveillance 2014 est annexé (annexe 6).

Par ailleurs, conformément à la réglementation, en juin 2014, une nouvelle mesure de tous les micropolluants a été réalisée. Au regard de ces analyses, les micropolluants dont la présence est considérée comme significative pour la station d'épuration de Cergy Neuville sont les suivants (en gras les 5 micropolluants qui ne faisaient pas l'objet d'un suivi les années précédentes):

- **Zinc**
- **AOX**
- **Titane**
- **Indice Phénol**
- **Manganèse**
- Sulfonate de perfluorooctane (SPFO)
- Fer
- Chlorure
- Fluorures

Il a donc été proposé à la Police de l'eau de suivre ces 9 substances dans le cadre de la surveillance régulière pour les 3 prochaines années.

## Suivi du milieu naturel

Conformément à l'article 19 de l'arrêté interpréfectoral du 8 janvier 2009, une surveillance de l'Oise au droit du rejet de la station d'épuration doit être mise en place.

Cette surveillance doit être effectuée sur deux points minimum, en amont et en aval du rejet, définis en accord avec les services en charge de la Police de l'eau.

Conformément à la réglementation, les analyses réalisées sont les suivantes :

- analyses hydrobiologiques : IBGA : Indice Biologique Globalisé Adapté aux grands fleuves, en deux points selon la norme de mars 2004 NFT-90350
- analyses hydrobiologiques : IBD : Indice Biologique Diatomée, en deux points selon la norme de décembre 2007 NFT-90354.

Des analyses physico-chimiques ont aussi été mises en place.

### Résultats des analyses des paramètres hydrobiologiques :

- Analyses des peuplements d'invertébrés, dites IBGA, depuis 2012

Le code couleur est le suivant, conformément aux normes définies par l'arrêté du 25 janvier 2010 - exigences européennes pour la détermination de l'état des masses d'eau):

Groupe de paramètres		Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais
IBGN ou IQBP	Notes	≥ 14	12 à 13	9 à 11	5 à 8	≤ 4

Paramètres Biologiques dans l'Oise	2012		2013		2014	
	Amont STEP	Aval STEP	Amont STEP	Aval STEP	Amont STEP	Aval STEP
Nb. d'espèces contributives	21	18	10	15	23	20
Groupe indicateur global	5	2	2	4	4	4
Taxon indicateur	<i>Hydrotellidae</i>	<i>Gammaridae</i>	<i>Hydrobiidae</i>	<i>Polycentropodidae</i>	<i>Polycentropodidae</i>	<i>Polycentropodidae</i>
<b>IBGN, IBGA ou IQBP</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>9</b>
<b>Note / 20</b>						
IBGN de référence	15-14-12]		15-14-12]		15-14-12] 9 - 5	
Ecart à la référence (%)	27	53	67	47	33	40
Degré de trophie	1,57	1,88	1,56	1,71	1,59	1,83
Valeur saprobiale	2,71	2,73	2,66	2,71	2,69	2,7

- Analyses des peuplements diatomées, dites IBD, depuis 2012

Le code couleur est le suivant, conformément aux normes définies par l'arrêté du 25 janvier 2010 -exigences européennes pour la détermination de l'état des masses d'eau):

Groupe de paramètres		Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais
IBD	Notes	≥ 17	14,6 à 16	10,5 à 14,4	6 à 10,4	≤ 6

Paramètres Biologiques dans l'Oise	2012		2013		2014	
	Amont STEP	Aval STEP	Amont STEP	Aval STEP	Amont STEP	Aval STEP
Nb. d'espèces contributives	30	67	57	26	17	33
Note IPS	13,9	13,6	14	13,9	15,2	14,6
<b>IBD (NF T 90-354)</b>	<b>14,7</b>	<b>14,5</b>	<b>14,4</b>	<b>14,7</b>	<b>15,1</b>	<b>14,6</b>
<b>Note / 20</b>						
IBD de référence	18 - ]17-14,5]		18 - ]17-14,5]		18 - ]17-14,5]	
Ecart à la référence (%)	18	19	20	18	16	19

## Résultats des analyses physico-chimiques :

Afin de faciliter l'interprétation, les résultats obtenus sont comparés aux normes définies par l'arrêté du 25 janvier 2010 (exigences européennes pour la détermination de l'état des masses d'eau).

Certains paramètres, comme les MES ou le NTK, ne sont pas pris compte dans cette norme, ils sont comparés aux seuils définis par le SEQ-Eau (système d'évaluation de la qualité des cours d'eau).

Le code couleur est le suivant :

très bon	bon	moyen	médiocre	mauvais
----------	-----	-------	----------	---------

Paramètre		02/07/14		30/07/14		06/08/14		20/08/14	
		Amont	Aval	Amont	Aval	Amont	Aval	Amont	Aval
MEST	mg/l	5,98	12,9	4,23	4,55	4,95	5,07	6,43	6,45
DCO	mg/l	<30	<30	<30	<30	<30	<30	<30	<30
DBO5	mg/l	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2
N_NH4	mg/l	<1	<1	<1	<1	<1	<1	<1	<1
NTK	mg/l	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2
N_NO2	mg/l	0,03	0,03	0,03	0,04	0,02	0,04	0,04	0,04
N_NO3	mg/l	4,9	4,9	8	4,8	4,72	4,6	4,7	4,7
NGL	mg/l	6,93	6,93	10,03	6,84	6,74	6,64	6,74	6,74
Ptot	mg/l	0,19	0,24	0,22	0,22	0,21	0,26	0,27	0,25

Sur l'ensemble de la campagne 2014, la qualité de l'eau est :

- Très bonne pour les paramètres MES, DBO5, N02, NO3, Pt ;
- Bonne pour les paramètres DCO et NTK (inférieure à la limite de quantification) ;
- Moyenne pour le paramètre NH4 (inférieure à la limite de quantification).

Cette année, on ne constate pas de déclassement sur les paramètres physico-chimiques entre l'amont et l'aval de la station d'épuration.

*NB : Pour les paramètres DCO, NH4 et NTK, la méthode d'analyse conditionne les classes de qualité obtenues.*

*Les seuils des classes entre les limites « bonne » et « très bonne » pour DCO, NH4 et NTK sont respectivement à 20 mg/L, 0,5 mg/L, 1 mg/l. Les résultats étant inférieurs aux limites de quantification de l'analyse, la classe de qualité pour ces deux paramètres est potentiellement meilleure.*

Pour mémoire, les résultats des années précédentes :

Paramètre		14/11/12		08/07/13		02/10/13		30/10/13		05/12/13	
		Amont	Aval	Amont	Aval	Amont	Aval	Amont	Aval	Amont	Aval
MEST	mg/l	15,7	13,3	13,3	13	11,6	13,5	19,6	16,95	42,5	22,2
DCO	mg/l	<30	<30	<15	<15	<15	<15	<15	<15	41,15	<30
DBO5	mg/l	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2
N_NH4	mg/l	0,12	0,06	<1	<1	<1	<1	<1	<1	<1	<1
NTK	mg/l	0,98	0,7	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2
N_NO2	mg/l	0,03	0,19	0,03	0,05	<0,01	0,3	0,03	0,12	0,07	0,12
N_NO3	mg/l	4,3	4,2	5	5	4,5	4,6	5,4	5,1	5,9	5,2
NGL	mg/l	5,31	5,09	7,03	7,05	6,51	6,9	7,43	7,22	7,97	7,32
Ptot	mg/l	0,29	0,23	0,26	0,27	0,25	0,21	0,23	0,23	0,27	0,2

Concernant le bilan de décembre 2013, les valeurs en amont et en aval étaient supérieures aux précédentes analyses, avec une qualité médiocre. Ces résultats peuvent s'expliquer par les

conditions météorologiques d'avant le bilan qui ont pu avoir un impact sur les conditions hydro-morphologiques de l'Oise (lessivage des sols, changement de débit, ...).

➤ Conclusions

D'un point de vue physico-chimique, on ne constate pas de dégradation de la qualité de l'eau, en amont et en aval de la station sur les 3 dernières années.

Les résultats pour l'IBD en 2014 sont similaires aux résultats de 2012.

Ces campagnes de mesures doivent s'inscrire sur plusieurs années afin d'observer l'évolution des paramètres de qualité en lien avec le suivi de la morphologie du site.

➤ Conformité à l'arrêté préfectoral ICPE.

Cergy Pontoise Assainissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 8 janvier 2009 pour ses activités de combustion liées à l'exploitation de la station d'épuration. Le 3 décembre 2012, l'installation ayant subi des modifications, CPA a déposé un dossier de mise à jour établi conformément à l'article R 512-33 du code de l'environnement.

L'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire a été publié le 19 juillet 2013 pour le site de CPA. Il porte sur l'actualisation du classement des installations et impose des prescriptions techniques complémentaires, notamment le suivi des rejets atmosphériques des cheminées des 2 chaudières..

➤ Concernant les rejets atmosphériques :

Conformément à l'arrêté sur les Installations Classées au titre de la Protection de l'Environnement, la DRIEE a réalisé un contrôle inopiné des rejets atmosphériques de la cogénération et des chaudières le 26 février 2014 qui s'est avéré conforme pour l'ensemble des rejets.

Suite à un nouveau contrôle réalisé à la demande de la DRIEE le 16 septembre 2014, une non-conformité a été mise en évidence sur le paramètre « COV » sur le rejet de la cogénération.

Des travaux de maintenance et de nouvelles mesures vont être menés sur 2015. Un diagnostic par la Direction Technique de Veolia est en cours.

➤ Visite d'inspection du 3 juillet 2013

La DRIEE a procédé à une visite d'inspection sur le site de la station d'épuration.

Le rapport DRIEE suite à l'inspection permet d'acter :

- Le plan d'actions relatif à la mise en conformité des rejets atmosphériques de la chaudière n°2 comprenant les travaux de maintenance et la programmation de nouvelles analyses de contrôle ;
- Le plan d'actions relatif à la mise en conformité des installations électriques de l'ancienne tranche de la station d'épuration ;
- L'analyse du risque foudre (document réglementaire) et le plan d'actions de mise en conformité des installations de l'ancienne station.
- Le contrôle des dispositions constructives concernant les cuves méthanol ;
- La non application de la thématique vieillissement des installations classées sur le site au titre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

La mise en œuvre des plans d'actions conformément aux validations de la DRIEE, se poursuivent, notamment pour la mise en conformité des installations électriques de l'ancienne tranche de la station CPA ;

En fin d'année 2014, après un lourd travail de mise aux normes électriques, ils restent moins de 30 écarts à lever sur près de 300 initialement.

➤ Permis de construire modificatif

Un permis de construire modificatif a été déposé en mairie le 26 novembre 2013 conformément aux dispositions de l'arrêté complémentaire du 19 juillet 2013 et dont les modifications portent sur les bâtiments (circuits de visite, façades d'ouvrage, aire de dépotage, local de cogénération,...).

La visite actant l'achèvement des travaux et la conformité au PC modificatif déposé a été réalisée avec les services instructeurs le 13 octobre 2014.

#### 4.2.4.3 Bilan de la conformité 2014 du système d'assainissement

Conformément à l'arrêté interpréfectoral, la Police de l'Eau analyse la conformité du système d'assainissement (station et réseau) au regard des données d'autosurveillance transmises.

La CACP a transmis par courrier en date du 27 février 2015, le bilan d'autosurveillance du système d'assainissement au titre de l'année 2014.

La CACP est aussi en attente d'une réponse de la police de l'eau à son courrier du 10 octobre 2014 concernant l'évaluation « non conforme » du système d'assainissement pour l'année 2013, suite à des événements déversants sur le réseau de transport qui se sont produits en deçà du débit de référence de la station. La CACP considère que ce sont des événements exceptionnels car avec des occurrences rares (supérieures à 5 ans et pouvant atteindre 50 ans) mais qui ne font pas dépasser le débit de référence en entrée de station.

Pour 2014, la problématique est la même. En effet, les déversements sur le réseau en 2014, transmis à la Police de l'eau sont inférieurs aux 12 déversements autorisés par l'arrêté mais tous ont eu lieu quand le débit de référence de la station n'était pas atteint.

### 4.2.5 Les travaux et études

#### 4.2.5.1 Travaux et études sur le réseau

Les principaux travaux réalisés en 2014 sur le réseau de transport de la CACP sont listés dans le tableau ci-dessous :

Nature des travaux	Lieu
Divers réparations sur les équipements des postes EU	Postes EU
Divers remplacements/ rescelllements de tampons ou grilles	Divers
Réhabilitation de 1000 ml de réseaux EU (DN 700 et 400)	Chemin du bord de l'eau à Cergy

Des études relatives aux réseaux de transport des eaux usées sont en cours :

- Siphon de Neuville : En raison de la dégradation significative des installations du dégrilleur du siphon de Neuville (sis à Jouy le Moutier), due à l'atmosphère corrosive dans le local technique qui abrite les équipements, la CACP projette de réhabiliter ce poste. Pour mieux comprendre l'origine et les raisons des teneurs significatives d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S), la CACP a souhaité étudier le réseau amont au siphon de Neuville. Les études lancées en 2013 sur l'ensemble de la chaîne de transfert Ouest ont permis de mettre en évidence les lieux et les causes de points de production d'hydrogène sulfuré. La phase conception du projet de travaux de réhabilitation du poste du Siphon de Neuville et de ses équipements a débuté en 2014 et se poursuivra en 2015. Des campagnes de mesures sont menées sur 2014 afin de définir les besoins en termes de mise en place d'unités de traitement de l'H<sub>2</sub>S en amont.



- **Poste de l'Hermitage :** La mise à niveau du poste de l'Hermitage s'inscrit dans l'action déjà engagée de la CACP pour la réduction des rejets au milieu naturel et la sécurisation du transport des effluents collectés sur la branche nord de la station d'épuration. En juin 2002, le SAN a repris en gestion le poste de l'Hermitage. Des travaux conséquents ont été réalisés en 2003 - 2004 pour sécuriser les interventions des agents mais aussi automatiser le fonctionnement du poste de pompage. Dans le cadre de la mise aux normes du système d'assainissement et l'arrêté du 22 juin 2007, un bassin de stockage restitution a été construit par le SIARP en amont du poste afin de gérer au mieux les effluents en temps de pluie (les réseaux amont du poste relèvent de la compétence du SIARP). A ce jour, ce secteur desservi par des réseaux unitaires présente la particularité de générer des arrivées conséquentes de graisses et une gestion non optimisée des volumes lors d'évènements pluvieux qui a conduit le SIARP à mettre à l'arrêt le bassin amont. La CACP et le SIARP ont donc engagé une démarche commune ; le SIARP doit réaliser des investigations sur le réseau amont afin de trouver les sources de ces rejets et la CACP a lancé en 2013, l'étude préliminaire sur le fonctionnement du poste en lien avec ses réseaux amont et aval. Cette étude prévoit la mise en place d'un dégrilleur au niveau du poste et un aménagement des réseaux de collecte en amont du poste. La conception du projet de travaux s'est poursuivie sur 2014 avec la réalisation d'investigations complémentaires (réseaux concessionnaires, reconnaissances géotechniques, reconnaissances de vestiges de la construction existante...).
- **Siphon de Cergy :** Contrairement aux siphons de Pontoise (sécurisé en 2005) et de Neuville (sécurisé dès sa création), le siphon de Cergy n'est pas doublé. Il s'agit d'un point noir dans la fiabilité de l'exploitation du système d'assainissement. En cas de colmatage de cette canalisation, la montée en charge des réseaux peut impliquer des déversements en milieu naturel en amont du siphon. Une étude préliminaire a débuté en fin d'année 2014 afin de proposer une analyse multicritères de scénarii d'aménagement.
- **Chemin de Halage devant la station d'épuration :** en octobre 2014, la présence d'un affaissement et d'un effondrement du chemin de halage à NEUVILLE-SUR-OISE, a été constaté près du regard de raccordement des effluents à la station d'épuration. La CACP, a immédiatement mis en œuvre des mesures destinées à sécuriser la zone ouverte aux promeneurs et aux cyclistes. Une inspection télévisée de la canalisation d'eaux usées située sur la berge, a été réalisée dans la nuit du 22 au 23 octobre 2014 par des plongeurs. Au final, cette inspection met en évidence des désordres dans la canalisation. Compte tenu de la gravité des désordres constatés, de l'urgence de la situation et des risques encourus, et afin de déterminer notamment la nature exacte des désordres, la part de responsabilité de chacun des intervenants, la nature et le coût des travaux à réaliser, la CACP a diligencé une procédure en référé-expertise.

#### **4.2.5.2 Etudes et travaux sur la Station d'épuration**

##### **Mise en œuvre de la mise aux normes de la station d'épuration.**

Les travaux de mise aux normes de la station ont été réceptionnés le 18 mars 2014.

##### **Audit de l'agence de l'eau :**

Par courrier en date du 4 décembre 2014, l'Agence de l'Eau s'est prononcée sur la clôture de l'audit qui a eu lieu les 25 et 26 novembre 2012, avec un avis favorable sur le respect des performances environnementales du rejet de la station d'épuration mise aux normes.

##### **Travaux**

Au-delà des opérations d'entretien courant, le concessionnaire a mené des travaux de renouvellement sur l'année 2014 détaillés dans le rapport annuel du délégataire), dont :

- renouvellement du dégrilleur n°1
- reconditionnement du démarreur « de la cogénération » tous les 3 ans (23 000h),
- rénovation mécanique du groupe électrogène n°2.
- remplacement des lamelles de l'Actiflo  
 L'Actiflo est un ouvrage qui finalise le traitement du phosphore et des matières en suspension (DCO et DBO5). Le 12 septembre 2014, un affaissement des lamelles de l'ouvrage a été constaté, ce qui a fait l'objet d'une déclaration d'incident le jour même à la police de l'eau. Cet affaissement a entraîné une dégradation de la qualité du traitement avec des dépassements de norme de rejet (3 dépassements en MES, 2 en DCO, 8 en NH4, 1 en NTK, 3 en Pt). Mais n'a pas eu d'impact sur le résultat du jugement de conformité de la station.  
 En effet, afin de limiter les risques de dépassements des rejets, des actions palliatives ont été mises en place dès le 12 septembre, notamment l'augmentation des taux de traitement en réactifs en amont de la filière afin de diminuer les charges en phosphore à traiter sur l'Actiflo. Pendant toute la durée des travaux de remplacement des lamelles, l'ouvrage a été by-passé et l'eau traitée est passée par le canal du by-pass de la station.

## 4.3 Les perspectives 2015

### 4.3.1 Sur le réseau

Les études détaillées précédemment concernant le siphon de Neuville, le poste de l'Hermitage, le siphon de Cergy se poursuivent.

Outre la poursuite des études en cours, la CACP projette de réaliser en 2015 :

#### Fiabilisation du fonctionnement des installations

- La poursuite des études visant à améliorer la fiabilité du fonctionnement du système d'assainissement au niveau du siphon de Cergy dans l'objectif la sécurisation du fonctionnement des réseaux de transport des eaux usées et la diminution des déversements au milieu naturel,
- La mise en œuvre d'une gestion de la maintenance assistée par ordinateur (G.M.A.O.) permettant d'améliorer le suivi des équipements, les interventions de maintenance et d'urgence des agents, le suivi de l'activité du service et des prestataires.
- Poursuite de la sécurisation de la chaîne de transfert et de la télésurveillance des ouvrages.

#### Entretien du réseau de transport

Poursuite du programme de curage et d'inspections télévisées en zone d'accès difficile ou avec absence d'accès.

- Réhabilitation d'accès entretien au réseau de transport EU,
- Curage du réseau amont à la station d'épuration,
- Curage du réseau sous le parc communal,
- La refonte du marché de chaudronnerie,
- Poursuite de l'amélioration des démarches qualité du service exploitation assainissement

(Edition des gammes de maintenance, programme pluriannuel de maintenance préventive des équipements, mise à jour des procédures d'intervention, etc...)

- Poursuite des investigations pour la diminution des inversions de branchement (en coordination avec le SIARP)

## 4.3.2 Sur la station

### 4.3.2.1 L'exploitation de la station d'épuration

Pour 2015, le travail d'optimisation des équipements va se poursuivre afin d'améliorer les performances de l'usine : optimiser le traitement de l'azote, le traitement tertiaire de la pollution phosphorée.

Concernant le traitement des boues, le délégataire prévoit que 40% des boues seront évacuées vers l'incinérateur (dédié aux boues de station d'épuration) de Rosny-sur-Seine. Les filières de valorisation agricole restent privilégiées (60%).

La poursuite des plans d'actions relatifs à l'arrêté ICPE, notamment la mise en conformité des installations électriques de l'ancienne tranche afin de lever l'ensemble des remarques de l'Audit DRIEE de 2013

Une première journée « portes ouvertes » est prévue à la station d'épuration en 2015 dans le cadre de la semaine européenne du développement durable.

### 4.3.2.2 Le rejet de substances Dangereuses pour l'environnement

La surveillance pérenne des micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par les stations de traitement des eaux usées (RSDE) conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire n°11/10255 a été mise en place dès 2011 avec 10 campagnes de mesures par an sur la liste des micropolluants considérés comme significatifs.

En 2015, les 10 campagnes seront réalisées, sur la nouvelle liste de 9 molécules prioritaires soumises à la Police de l'eau pour la surveillance pérenne :

- Zinc (métal total)
- AOX
- Titane (métal total)
- Manganèse (métal total)
- Indice phénol
- Fer (métal total)\*
- Fluorures totaux\*
- Chlorures\*
- Sulfonate de perfluorooctane (SPFO)\*

\*4 de ces 9 composés faisaient déjà parties des molécules identifiées lors de la campagne initiale.

#### **4.3.2.3 Les analyses milieu**

Conformément à l'arrêté interpréfectoral du 8 janvier 2009, une surveillance au droit du rejet de la station d'épuration doit être réalisée.

Pour 2015, cette surveillance sera effectuée sur deux points, en amont et en aval du rejet, définis en accord avec les services en charge de la Police de l'eau.

Cette surveillance repose sur un suivi annuel de l'Indice Biologique Diatomée (IBD) et de l'indice Biologique Globalisé Adapté aux grands fleuves (IBGA). Les prélèvements nécessaires à la détermination de ces indices doivent être effectués à la période d'étiage c'est-à-dire entre le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> septembre.

Une surveillance physico-chimique du milieu est aussi mise en place avec 4 analyses par an sur tous les paramètres suivi au niveau du rejet.

Les données de surveillance du milieu récepteur seront ensuite transmises dans le cadre du bilan annuel d'auto-surveillance.

# 5

## INDICATEURS DE PERFORMANCE DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Les services d'eau potable et d'assainissement sont les premiers services publics locaux à s'être dotés d'un système commun d'indicateurs en France.

Ces indicateurs ont fait l'objet d'une concertation approfondie avec les parties intéressées et ont ensuite été rendus obligatoires par la réglementation.

Ainsi, un décret de mai 2007 (Décret du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement, JO du 4 mai 2007) a précisé les indicateurs de performance que les opérateurs publics et privés doivent publier dans le rapport annuel.

L'objectif est double : d'une part, faire progresser la qualité des services avec un suivi par des indicateurs de performance correspondant aux trois dimensions du développement durable - environnementale, économique, sociale - et d'autre part, améliorer l'accès du public à l'information en donnant davantage d'explications sur le prix de l'eau et le service rendu.

### 5.1 Service de l'eau potable

Le service eau potable est décrit par des indicateurs relatifs à la qualité de l'eau, à la gestion du réseau de distribution, à la continuité du service aux consommateurs et à la protection des ressources.

#### 1. Qualité de service à l'utilisateur

- Taux de réclamations
- Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie et les paramètres physico-chimiques
- Taux d'occurrences des interruptions de service non programmées
- Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés.

#### 2. Gestion financière et patrimoniale

- Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable
- Durée d'extinction de la dette de la collectivité
- Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable
- Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente

#### 3. Performance environnementale

- Rendement du réseau de distribution
- Indice linéaire des volumes non comptés
- Indice linéaire de pertes en réseaux
- Indice d'avancement de protection de la ressource en eau

Tous les indicateurs relatifs au service public d'eau potable figurent ci-dessous avec leurs valeurs et leurs descriptions.

## 1. Qualité de service à l'usager

### □ Taux de réclamations (P.155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites (c'est-à-dire reçues sous forme de courrier, mail, fax...) de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix. Elles peuvent porter notamment sur la qualité de l'eau (odeur, couleur, goût), la qualité du service (pression, fuites avant compteur, travaux, mise en service..), la facturation (m<sup>3</sup> facturés, mode de paiement..) à l'exception du niveau de prix

Les réclamations peuvent également correspondre à des écarts ou non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service ou vis-à-vis de la réglementation, en particulier en ce qui concerne l'application du règlement de service. Ces réclamations peuvent être reçues par le délégataire ou directement par la collectivité. Le nombre de réclamations est rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000.

Pour l'année 2014, le taux de réclamation s'élève à **1,42** réclamation pour 1000 abonnés (2,02 pour 2013).

### □ Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (P.101.1)

Ce taux correspond au nombre de prélèvements microbiologiques conformes par rapport au nombre de prélèvements microbiologiques réalisés. Les conformités sont appréciées relativement aux limites de qualité fixées dans les textes réglementaires en vigueur pour le contrôle sanitaire.

Taux de conformité P.101.1 = **99,8 %** (100% pour 2013)

### □ Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (P.102.1)

Ce taux correspond au nombre de prélèvements physico-chimiques conformes par rapport au nombre de prélèvements physico-chimiques réalisés. Les conformités sont appréciées relativement aux limites de qualité fixées dans les textes réglementaires en vigueur pour le contrôle sanitaire.

Taux de conformité P.102.1 = **99,2 %** (99,6% pour 2013)

### □ Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (P.151.1)

Exprimé en nombre de coupures par milliers d'habitants, cet indice reflète le nombre de coupures d'eau liées au fonctionnement du réseau public, dont les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance. Le délai pour lequel il est considéré que les usagers n'ont pas été prévenus d'une intervention programmée entraînant une coupure d'eau, est au minimum de 24 h.

Les coupures d'eau prises en compte sont :

- les coupures consécutives à un incident sur le réseau (ou sur les équipements du réseau), quel que soit le nombre d'abonnés concernés
- les coupures décidées en raison de la non-conformité de l'eau distribuée, quelle que soit la personne qui décide la coupure (opérateur, collectivité, autorité sanitaire...)

Une coupure d'eau est une interruption totale de la fourniture de l'eau à un ou plusieurs abonné(s) (les incidents de pression ou de qualité de l'eau ne constituent donc pas une coupure d'eau s'ils n'entraînent pas l'interruption totale de la fourniture).

La gêne occasionnée par des coupures d'eau, non programmées, est comptabilisée.



Le taux moyen d'occurrence des interruptions de service non programmées pour l'année 2014 est de : **2,94** coupures d'eau pour 1000 abonnés (2,62 pour 2013).

**□ Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service (D.151.0)**

Le délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini à l'article 1-2 du règlement de service, est de **24 heures ou 1 jour** - « l'eau est rétablie au plus tard le jour ouvré suivant l'appel (la demande) ». Ce délai correspond au temps d'attente maximum auquel s'engage le délégataire du service pour la fourniture de l'eau aux nouveaux abonnés dotés d'un branchement fonctionnel.

Le Règlement du Service de l'eau instauré avec le nouveau contrat CYO prévoit :

- dans le cas de l'installation d'un nouveau branchement, une durée de 8 jours pour l'envoi du devis après réception de la demande et de 15 jours pour la réalisation des travaux après acceptation du devis.
- dans le cas d'un emménagement, l'eau sera rétablie au plus tard le jour ouvré qui suit l'appel.

**□ Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service (D.152.1)**

Le taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés est de **100 %** (idem pour 2013).

## **2. Gestion financière et patrimoniale**

**□ Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P.107.2)**

Cet indice complète l'information sur la qualité de la gestion du patrimoine. Il prend en compte le renouvellement du réseau de desserte sur les 5 dernières années (cumul du linéaire de canalisation) par rapport à la longueur actuelle du réseau. Les branchements ne sont pas pris en compte.

En 2014, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est de **0,37 %** (0,38 % pour 2013).

Dans le contrat de délégation, CYO s'est engagé à renouveler un linéaire moyen annuel de 3537 mètres linéaires « d'équivalent diamètre 100 mm » de canalisation d'eau potable. L'« équivalent diamètre 100 mm » a été établi pour prendre en compte les différences de coût entre diamètres. Suite à l'intégration de Maurecourt au périmètre de la délégation, le linéaire de réseau moyen annuel contractuel en diamètre 100 mm à renouveler est passé à 3 651 ml.

**□ Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P.153.2)**

Ce paramètre permet d'apprécier les marges de manœuvre de la collectivité en matière de financement des investissements et d'endettement. Il correspond également à l'anticipation du report de la charge sur les usagers futurs.

Règle de calcul :

*Durée d'extinction = encours total de la dette / épargne brute annuelle*

*L'encours de la dette correspond au montant du capital restant dû au titre des emprunts contractés pour financer le service eau potable.*

*L'épargne brute = recettes réelles – dépenses réelles dont le montant des intérêts des emprunts à l'exclusion du capital remboursé.*

Cette durée est obtenue en considérant que la collectivité affecte au remboursement de dette la totalité de l'autofinancement dégagé par le service.

Pour l'année 2014, la durée d'extinction de la CACP est équivalente à **7 ans et 1 mois** (14 ans et 10 mois pour 2013).

#### **□ Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (P103.2)**

La gestion des réseaux d'eau potable de l'agglomération suppose une bonne connaissance de ce patrimoine. Pour ce faire, un indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable est mis en place. L'arrêté du 2 décembre 2013 (JO du 19 décembre 2013) modifie les critères d'évaluation de l'indice de connaissance patrimoniale des réseaux en introduisant un nouveau barème de 0 à 120 points (précédent barème sur 100 points). L'indice de connaissance patrimoniale ayant été calculé avec ce nouveau barème, cette disposition induit une rupture avec les valeurs des années précédentes.

Pouvant varier de 0 à 120, l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable est attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B, C ci-dessous :

##### Partie A (Plan des réseaux)

0 : absence de plan du réseau ou plans couvrant moins de 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte (quels que soient les autres éléments détenus).

10 : existence d'un plan du réseau couvrant au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte, mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux et des dispositifs généraux de mesures.

+ 5 : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux avec mise à jour du plan au moins annuelle.

##### Partie B (Inventaire des réseaux)

+ 10 : inventaire des réseaux identifiant les tronçons avec mention du linéaire et de la catégorie de l'ouvrage, ainsi que pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution.

+ 1 à 5 : un point supplémentaire attribué chaque fois que sont renseignés (linéaire et catégorie) 10% supplémentaires du linéaire total jusqu'à 90%. Le cinquième point supplémentaire est attribué en atteignant 95%.

+ 10 : connaissance pour chaque tronçon de la date ou période de pose des canalisations pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux.

+ 1 à 5 : un point supplémentaire attribué chaque fois que sont renseignés (date ou période de pose) 10% supplémentaires du linéaire total jusqu'à 90%. Le cinquième point supplémentaire est attribué en atteignant 95%.

*Remarque : Un descriptif détaillé mentionné à l'article D2224-5-1 du CGCT est considéré comme réalisé lorsque le service d'eau potable a obtenu un total de 40 points sur 45, pour la somme des parties A et B.*

##### Partie C (autres éléments de connaissance et de gestion du réseau)

+ 10 : localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, compteurs de sectorisation...) et des servitudes

+ 10 : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromagnétiques existants sur les ouvrages.

+ 10 : localisation des branchements

+ 10 : document mentionnant pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur.

+ 10 : document identifiant les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite.

- + 10 : maintien à jour d'un document mentionnant la localisation et identification des autres interventions (réparations, purges, travaux de renouvellement).
- + 10 : existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans).
- + 5 : existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux.

#### Valeur de l'indice pour l'année 2014

Partie	Paramètre	Valeur
A	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan du réseau couvrant au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte, mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux et des dispositifs généraux de mesures (10 points).</li> <li>- Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux avec mise à jour du plan au moins annuelle (5 points).</li> </ul>	15
B	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inventaire des réseaux identifiant les tronçons avec mention du linéaire et de la catégorie de l'ouvrage, ainsi que pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution (10 + 5 points).</li> <li>- Connaissance pour chaque tronçon de la date ou période de pose des canalisations pour au moins 80% du linéaire total des réseaux (10 + 3 points).</li> </ul>	28
C	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inventaire des pompes et équipements électromagnétiques existants sur les ouvrages (10 points)</li> <li>- Document mentionnant pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau (10 points)</li> <li>- Document identifiant les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite (10 points)</li> <li>- Document précisant la localisation et identification des autres interventions (10 points)</li> <li>- Programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (10 points)</li> <li>- Modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)</li> </ul>	55
<b>TOTAL</b>		<b>98</b>

L'indice P103.2 est de **98 / 120** en 2014 (95 / 120 pour 2013).

### □ Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (P.154.0)

Le taux d'impayés est calculé au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Seuls les services de distribution sont concernés. Les services de transfert ou de production ne sont pas concernés. De même sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. Toute facture non payée (même partiellement) est comptabilisée quel que soit le motif du non-paiement.

Les éléments à prendre en compte sont les montants facturés au titre de l'année N-1, comprenant l'ensemble de la facture « eau »

- Part « eau » de l'opérateur éventuel
- Part « eau » éventuelle de la collectivité
- Redevance prélèvement
- Taxe Voies Navigables de France
- TVA liée

Règle de calcul :

**Taux d'impayé = (Montant d'impayés au titre de l'année N-1, au 31/12/N) / (Chiffre d'affaire TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année N-1 au 31/12/N) X 100**

Le taux d'impayés 2014 sur les factures d'eau de l'année 2013 est de **0,57 %** (0,53% pour 2013).

## 3. Performance environnementale

### □ Rendement du réseau de distribution (P.104.3)

Le rendement moyen du réseau de distribution ([volumes consommés + volumes exportés] / [volumes produits + volumes achetés]) est de **86,8 %** pour l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération en 2014 (86,2 % pour 2013).

### □ Indice linéaire des volumes non comptés (P.105.3)

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

Règle de calcul :

**Indice linéaire des volumes non comptés = (Volume mis en distribution – Volume comptabilisé) / (longueur du réseau de desserte \* 366)**

L'indice linéaire des volumes non comptés est de **6,37 m<sup>3</sup>/jour/km** en 2014 (6,58 pour 2013).

### □ Indice linéaire de pertes en réseau (P.106.3)

Cet indicateur permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

Exprimé en m<sup>3</sup> / km / jour, il est calculé chaque année de la manière suivante :

**Indice = (Volume mis en distribution – Volume consommé autorisé) / Longueur du réseau de desserte / 365 ou 366**

Avec : Volume mis en distribution = volume produit + volume acheté en gros – volume vendu en gros

L'indice linéaire de perte en réseau pour 2014 est de **6,37 m<sup>3</sup>/jour/km** (6,31 pour 2013).

### □ Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (P.108.3)

Cet indice correspond au niveau d'avancement (exprimé en %) de la démarche administrative et opérationnelle de protection du ou des points de prélèvement dans le milieu naturel d'où provient l'eau potable distribuée. Il est déterminé pour chaque point de prélèvement dans le milieu naturel (il est demandé au fournisseur d'eau en cas d'achat en gros). La valeur de l'indicateur est fixée comme suit :

- 0 % Aucune action
- 20 % Études environnementale et hydrogéologique en cours
- 40 % Avis de l'hydrogéologue rendu
- 50 % Dossier déposé en préfecture
- 60 % Arrêté préfectoral
- 80 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) tel que constaté en application de la circulaire DGS-SDA 2005-59 du 31 janvier 2005)
- 100 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

Pour l'année 2014, l'indice moyen de protection de la ressource en eau sur le territoire de l'agglomération est de **37 %** (39% pour 2013).

Le calcul est pondéré par les volumes prélevés par forage, il ne prend pas en compte les volumes achetés à l'extérieur de l'agglomération.

## Tableau récapitulatif des indicateurs

Indicateurs		2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Qualité du service à l'usager</b>							
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	100%	100%	100%	100%	100%	99,8%
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	99%	99%	100%	100%	99,59%	99,2%
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouvertures des branchements	100%	100%	100%	100%	100%	100%
[P155.1]	Taux de réclamations	9,11 (u/1000 abonnés)	9.6 (u/1000 abonnés)	5,9 (u/1000 abonnés)	8,0 (u/1000 abonnés)	8,8 (u/1000 abonnés)	1,42 (u/1000 abonnés)
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	2,65 (u/1000 abonnés)	0.99 (u/1000 abonnés)	1,26 (u/1000 abonnés)	1,45 (u/1000 abonnés)	2,62 (u/1000 abonnés)	2,94 (u/1000 abonnés)
<b>Gestion patrimoniale</b>							
	Linéaire en équivalent 100 renouvelé	3283 ml	3426 ml	2722 ml	4455 ml	4122	3419
	Taux d'équipement en télé-relevé	46,50%	54,90%	69,20%	82,60%	93,40%	96,70%
	taux de branchement plomb restant	6%	4,80%	3,00%	2,00%	0,20%	0,1%
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable		0,29%	0,34%	0,37%	0,36%	0,38%
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	60 (valeur rectifiée)	70 (valeur rectifiée)	70	80	95 (nouveau barème)	98
<b>Gestion financière</b>							
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	-	0.4 %	0,6%	0,6%	0,50%	0,57%
	Taux d'abonnés mensualisés	8%	9%	9,2%	9,7%	10,6%	11,62%
	taux d'abonnés en prélèvement automatique	26%	29,50%	30,34%	32,96%	28,88%	29,16%
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette		9,7 an	5,6 an	6,18 an	14,82 an	7,09 an
[P109.0]	Abandon de créances et versement à un fonds de solidarité	non calculé	non calculé	0.0046 €/m3	0.0025€/m3	0.0034€/m3	0,0047€/m3
	Utilisation du fonds de solidarité Eau	0	22 920 €	27 640 €	21 421 €	24 241 €	40 253 €
<b>Performance environnementale</b>							
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	84,2%	83,3%	84.7%	86,7%	86,2%	86,79%
	Ratio d'exploitation	83,9%	82,8%	84.3%	86,5%	86,1%	86,71%
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	(m3/jour/km)	(m3/jour/km)	7,62 (m3/jour/km)	6,47 (m3/jour/km)	6,58 (m3/jour/km)	6,37 (m3/jour/km)
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	7,9 (m3/jour/km)	8.35 (m3/jour/km)	7,22 (m3/jour/km)	6,18 (m3/jour/km)	6,31 (m3/jour/km)	6,10 (m3/jour/km)
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	27% (sans pondération des volumes)	27% (sans pondération des volumes)	26%	37%	39%	37%



## 5.2 Service de l'assainissement

### 5.2.1 Service du transport des eaux usées

#### IP 202.2 Indice de connaissance et gestion patrimoniale du réseau

Règles de calcul de l'indice

L'arrêté du 2 décembre 2013 (JO du 19 décembre 2013) modifie les critères d'évaluation de l'indice de connaissance patrimoniale des réseaux en introduisant un nouveau barème de 0 à 120 points (précédent barème sur 100 points). L'indice de connaissance patrimoniale ayant été calculé avec ce nouveau barème, cette disposition induit une rupture avec les valeurs des années précédentes.

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant : La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C ci-dessous.

##### Partie A (plan des réseaux)

**Les parties B et C ne sont prises en compte que si les 15 points sont obtenus pour la partie A.**

0 point : absence de plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées ou plan très incomplet ;

+ 10 points : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement ;

+ 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux) ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année

##### Partie B (Inventaire des réseaux)

+ 10 points : existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code et, pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.

Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.

+ 10 points : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié du linéaire total des réseaux étant renseigné.

Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

##### Partie C (informations sur les interventions sur le réseau)

**Un total de 40 points est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D. 2224-5-1 du code général des collectivités locales. Ils doivent être obtenus pour que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants :**

+ 10 points : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.

Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

+ 10 points : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs...).

+ 10 points : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées ;

+ 10 points : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite)

+ 10 points : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement...) ;

+ 10 points : mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.

+ 10 points : mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins trois ans)

## Calcul de l'indice pour l'année 2014

Partie	Paramètre	Valeur
A	- Existence d'un plan des réseaux	10/10
	- Mise à jour du plan au moins annuelle	5/5
B	- <b>Uniquement si 15 points sont obtenus précédemment :</b>	
	-Existence d'un inventaire des réseaux (linéaire, catégorie, information cartographiques, et pour au moins 50% du linéaire total les matériaux et diamètre)	10/10
	+ 1 point supplémentaire si 10% de linéaire supplémentaire renseigné (matériaux, diamètre) jusqu'à 95% (le cinquième point est accordé de 90% à 95%)	5/5
	- l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose pour au moins 50% du linéaire total	0/10
C	+ 1 point supplémentaire si 10% de linéaire supplémentaire renseigné (date ou période de pose) jusqu'à 95% (le cinquième point est accordé de 90% à 95%)	0/5
	- <b>Uniquement si 15 points obtenus en A et 40 points obtenus précédemment :</b>	
	le plan des réseaux comporte une information géographique (altimétrie) pour au moins 50% du linéaire total.	N.A. (uniquement si 40 points obtenus précédemment)
	+ 1 point supplémentaire si 10% de linéaire supplémentaire renseigné (matériaux, diamètre) jusqu'à 95% (le cinquième point est accordé de 90% à 95%)	
C	Localisation des ouvrages annexes	
	Mise à jour annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques	
	Le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements entre deux regards de visite	
	Localisation et identification des interventions	
	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau	
	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement	
<b>TOTAL</b>		<b>30 / 120</b>

**Ainsi, pour l'année 2014 : IP 202.2 = 30**

La FNCCR a publié en janvier 2014 un document à l'attention des collectivités afin de les accompagner dans le calcul de l'indice de connaissance et gestion patrimoniale selon le nouveau barème de notation.

La FNCCR précise notamment que « *le total de 40 points à obtenir pour valider l'existence d'un descriptif détaillé du réseau correspond à un niveau très exigeant en matière de connaissance patrimoniale du réseau (diamètres, matériaux, périodes de pose). (...) Il semble que peu de services d'eau ou d'assainissement sont en capacité, à l'heure actuelle, d'obtenir les 40 points. De plus, le processus d'acquisition, à des coûts raisonnables, des connaissances patrimoniales supplémentaires qui sont nécessaires sera inévitablement assez long puisque les informations sont souvent difficilement accessibles (réseaux enterrés et parfois anciens).* »

## IP 252.2 Nombre de points du réseau de transport nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau

Cet indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de transport des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifiques ou anormalement fréquentes.

Cela concerne tout point structurellement sensible du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit sa nature (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et le type d'intervention requis (curage, lavage, mise en sécurité...).

Les interventions sur la partie publique des branchements ainsi que les interventions dans les parties privatives des usagers dues à un défaut situé sur le réseau public (et seulement dans ce cas là) sont à comptabiliser dans cet indicateur.

**Pour l'année 2014, il concerne 5 points** sur le réseau de transport de la CACP répartis comme suit :

1. rue de la Chapelle à St Ouen l'Aumône (bouchon Ø 250 mm)
2. rue d'Epluches à St Ouen l'Aumône (bouchon Ø 250 mm)
3. Rue de la Prairie à Jouy le Moutier (faible écoulement des effluents et présence H<sub>2</sub>S Ø 1000 mm)
4. Chemin du bord de l'Eau à Cergy (encrassement graisse Ø 400/700 mm)
5. Siphon de Cergy (bouchon conduite Ø 600 mm)

Mode de calcul de l'indicateur :

Nombre de points noirs sur les réseaux de collecte des eaux usées \*100 / Linéaire total des réseaux de collecte des eaux usées

**Ainsi, pour l'année 2014 : IP 252.2 = 13,75**

## IP 251.1 Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers

Cet indicateur mesure un nombre d'évènement ayant un impact direct sur les habitants, de part l'impossibilité de continuer à rejeter les effluents au réseau public et les atteintes portées à l'environnement (nuisances, pollution). Il a pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service dont les habitants ne sont pas responsables à titre individuel.

La fréquence de détermination est annuelle. Sont prises en compte, les demandes d'indemnisation déposées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'année N, quel que soit la date de survenance des dommages.

Les données nécessaires sont la liste des demandes d'indemnisations déposées avec date d'ouverture du dossier, nature du sinistre (inondation, débordement, infiltrations, refoulement) et cause présumée du sinistre et le nombre d'habitants desservis sur le périmètre considéré.

Seuls les sinistres ayant provoqués des dommages dans les locaux des tiers, usagers ou non du service, sont à prendre en compte. Les refoulements par les branchements causés par le non respect par l'abonné du règlement du service ainsi que tous les sinistres pour lesquels, la responsabilité pleine et entière de l'abonné ou d'un tiers est établie, ne sont pas à prendre en compte. A contrario, tous les sinistres pour lesquels la responsabilité de l'abonné ou d'un tiers ne peut être clairement établie sont à retenir pour le calcul de l'indicateur (notamment ceux donnant lieu à contentieux)

Aucune demande n'a été enregistrée en 2014.

Mode de calcul de l'indicateur :

**Nombre de demandes d'indemnisation de tiers ayant subi des dommages dans leurs locaux suite à des débordements d'effluents \* 1000 / Nombre d'habitants desservis**

**Ainsi, pour l'année 2014 : IP 251.1 = 0**

Le taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers **en 2014 est égal à zéro.**

## **IP 253.2 Taux moyen de renouvellement des réseaux de transport des eaux usées**

Ce taux moyen est calculé en faisant le rapport entre d'une part le linéaire moyen du réseau de transport hors branchements renouvelé sur les 5 dernières années (linéaire renouvelé total / 5) et d'autre part la longueur du réseau de transport hors branchements.

Le linéaire considéré comme linéaire renouvelé pour le calcul de l'indicateur est égal au linéaire renouvelé, auquel il convient d'ajouter les linéaires remplacés à l'occasion de renforcement, ainsi que les réhabilitations, si ces opérations sont reconnues avoir pour effet d'en prolonger la durée de vie d'une durée équivalente à celle de la pose d'un réseau neuf.

Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées dans le renouvellement, même si un élément de canalisation a été remplacé. De même les branchements ne sont pas comptabilisés.

### **Calcul de l'indice pour l'année 2014**

<u>Linéaire renouvelé les 5 dernières années</u>	<u>2,3Km</u>
<u>Linéaire total</u>	<u>38 km</u>
<u>Taux de renouvellement</u>	<u>1,2%</u>

**Ainsi, pour l'année 2014 : IP 253.2 = 1,4 %**

A la lecture des inspections télévisées réalisées depuis plus de 5 ans, aucune anomalie n'a nécessité le renouvellement (remplacement) d'une partie du réseau de transport. En effet, le réseau de transport est constitué de canalisations de gros diamètres situées en profondeurs (donc moins impactées par les passages sur les chaussées) qui sont relativement récentes et en bon état.

En 2014, les résultats antérieurs ont été vérifiés et complétés avec le linéaire des réseaux réhabilités comptabilisés dans le calcul de l'indice.

## **IP 255.3 Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées**

Afin d'évaluer la performance environnementale du système d'assainissement de l'Agglomération de Cergy-Pontoise, un indicateur destiné à mesurer le niveau d'investissement du service dans la connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux d'assainissement, en temps sec et en temps de pluie (hors pluies exceptionnelles) est présenté.

Cet indicateur est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

A – Éléments communs à tous les types de réseaux		Si OUI	Si NON
Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...)	20	(0)	
Évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)	10	(0)	
Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement	20	(0)	
Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes	30	(0)	
Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de transport et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes	10	(0)	
Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur	10	(0)	
B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs		OUI	NON
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total	(10)	0	
C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes		OUI	NON
Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage	10	(0)	
TOTAL pour 2014		110	

**Ainsi, pour l'année 2014 : IP 255.3 = 110 (110 en 2013)**



## 5.2.2 Service du traitement des eaux usées

### IP D203.0 : quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur donne le tonnage annuel de boues évacué. Il s'exprime en tonne de matière sèche.  
Mode de calcul de l'indicateur :

<b>T de boues brutes * siccité</b>
------------------------------------

**Ainsi, pour l'année 2014 : IP D203.0 = 3 004 TMS dont 2 058 TMS en compostage  
763 TMS en valorisation agricole  
183 TMS en incinération**

### IP P206.3 : taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation

Cet indicateur, donne le pourcentage des boues évacuées par les stations d'épuration selon une filière conforme à la réglementation. Une filière est dite « conforme » si elle remplit les 2 conditions suivantes :

- le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur,
- la filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

Les sous-produits et les boues de curage ne sont pas pris en compte dans cet indicateur.

Mode de calcul de l'indicateur :

<b>TMS totales admises par une filière conforme / TMS totales des boues évacuées X 100</b>
--

TMS = Tonnes de Matières Sèches

**Ainsi, pour l'année 2014 : IP P206.3 = 100 %**

Il est à noter que, dans l'évaluation de cet indicateur, l'évacuation en co-compostage est considérée comme une filière conforme pour le service.

### IP P254.3 : Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau

Cet indicateur donne le pourcentage de bilans sur 24h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance conformes à la réglementation.

Un bilan est dit conforme lorsqu'il respecte les objectifs de rejet de l'arrêté préfectoral. Un bilan est utilisable lorsque l'effluent arrivant à la station d'épuration est dans les limites de capacité de traitement de la station.

Mode de calcul de l'indicateur :

<b>Nombre de bilans conformes / nombre de bilans réalisés X 100</b>
---

**Ainsi, pour l'année 2013: IP P254.3 = 99,7%**

On peut noter qu'il était de 99,1 % en 2013

**Tableau récapitulatif des indicateurs et de leurs valeurs pour les années 2012/2013/2014**

Indicateurs réglementaires		Valeurs		
		2012	2013	2014
<b>D 202.0</b>	Nombre d'autorisation de déversement d'effluents d'établissement industriels au réseau d'eaux usées	<b>60</b>	<b>63</b>	<b>61<sup>1</sup></b>
<b>P 202.2</b>	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eaux usées	<b>80/100</b>	<b>25/120<sup>2</sup></b>	<b>30/120</b>
<b>D. 203.0</b>	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	<b>2 677TMS</b>	<b>3 423TMS</b>	<b>3 004TMS</b>
<b>P 206.3</b>	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>P251.1</b>	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>
<b>P252.2</b>	Nombre de points du réseau de transport nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	<b>13.75</b>	<b>13.75</b>	<b>13.75</b>
<b>P253.2</b>	Taux moyen de renouvellement des réseaux de transport des eaux usées	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>	<b>1.2%<sup>3</sup></b>
<b>P255.3</b>	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	<b>110/120</b>	<b>110/120</b>	<b>110/120</b>
<b>P254.3</b>	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	<b>87.2%<sup>4</sup></b>	<b>99.1%</b>	<b>99,7%</b>
<b>P256.2</b>	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	<b>1.29 ans</b>	<b>2,66 ans</b>	<b>2.68</b>

*1 Le nombre d'autorisation de déversements a baissé en 2014 car malgré les 16 autorisations délivrées en 2014, 18 anciennes ont été caduques cette même année.*

*2 L'arrêté du 2 décembre 2013 fixe un nouveau barème de notation.*

*3 En 2014, les résultats sont consolidés avec le linéaire de réseaux réhabilités. En 2012 et 2013 le taux à prendre en compte était donc également de 1.4%.*

*4 Les résultats de 2012 portent sur le 2nd semestre 2012. L'indice P 254.3 est calculé sur la base de l'arrêté préfectoral de la station. Les indices de l'année 2011 et 2012 n'ont pas la même base réglementaire. Pour mémoire, l'arrêté préfectoral de 2012 est plus restrictif que celui de 2011.*

# 6

## **DONNEES FINANCIERES DES SERVICES PUBLICS D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES**

Dérogeant au principe d'unité budgétaire (qui veut que la totalité des recettes et des dépenses d'une collectivité soit retracée dans un document unique, permettant ainsi d'avoir une vision d'ensemble et la possibilité de contrôler ce budget), plusieurs textes ont prévu l'établissement de budgets annexes. Les budgets annexes permettent d'isoler dans des comptes spécifiques certaines activités de service public dotées d'une relative autonomie.

Les services de distribution d'eau et d'assainissement étant des « Services Publics à Caractère Industriel et Commercial » (SPIC), l'établissement d'un budget annexe est une obligation réglementaire (instruction comptable M49). Ces budgets annexes permettent d'établir le coût réel des services, et donc de déterminer avec précision le coût de la redevance à verser par les usagers afin de financer ces services (article R 2224-19 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le budget annexe Eau Potable permet à la CACP d'assurer :

- Le pilotage et le suivi du contrat de délégation
- Les études relatives à la question de l'eau (études nécessaires à la mise en place des périmètres de protection des captages et du plan d'action pour les captages prioritaires Grenelle)
- Les travaux portés par la collectivité

Ces compétences assumées directement par la CACP sont financées par la perception d'une redevance payée par l'usager, dont le montant est passé de 0,13€ HT à 0,07 € HT par mètre cube d'eau consommée depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009 (du fait d'une diminution des dépenses de travaux portés par la CACP).

Le budget annexe Assainissement de la CACP concerne :

- La partie « pilotage de la politique publique de l'assainissement » : études et prospectives, mise en œuvre d'actions en faveur d'un meilleur acheminement et traitement des effluents, contrôle de la délégation de service public.
- La partie « gestion et entretien du réseau de transport des eaux usées » : travaux portés par la collectivité (collecteurs et ouvrages)

L'exploitation et la mise aux normes de la station d'épuration sont quant à elles gérées dans le cadre de la Délégation de Service Public.

La CACP perçoit une redevance assainissement pour le service public de transport des eaux usées, au titre des compétences qu'elle assume directement.

Cette redevance, perçue sur la facture d'eau, s'élevait en 2011 à 0,26€ HT par mètre cube d'eau consommée (diminution de 0,30€/m<sup>3</sup> d'eau consommée au 1<sup>er</sup> janvier 2009). Par délibération du conseil communautaire du 13 décembre 2011, cette redevance a été fixée à 0,16€/m<sup>3</sup> d'eau consommée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Cette diminution a été décidée compte-tenu de la fin des investissements portés par la collectivité, depuis la redevance est toujours fixée à 0.16€/m<sup>3</sup>.

## 6.1 Le service public d'eau potable

### 6.1.1 Fourniture en eau

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le prix du m<sup>3</sup> acheté s'élevait à :

- 0,7514 € pour l'eau de l'usine de Méry sur Oise

Ce tarif est établi sur la base d'une convention avec le SEDIF.

- 0,5761 € pour l'eau de l'usine de Saint Martin la Garenne

Ce tarif est établi sur la base d'une convention CACP / VEOLIA, il est révisé tous les 6 mois selon la formule de variation ci-dessous :

$P_n = K \times P_o$ , où  $P_o = 0.43 \text{ €/m}^3$

$$\text{Avec } K = 0.15 + 0.34 \times \frac{Sch}{Sch_0} + 0.06 \frac{EBT}{EBT_0} + 0.45 \frac{PsdD}{PsdD_0}$$

Et

Sch : indice élémentaire de salaire dans les industries du bâtiment et des travaux publics pour la région Ile de France multiplié par le coefficient des charges salariales du Val d'Oise.

EBT : indice mensuel du prix hors taxe de l'électricité distribuée en basse tension.

PsdD : indice des produits et services divers

Pour information, le coût de production moyen des forages de l'agglomération, indiqué par CYO, s'élève à 0,29 €/m<sup>3</sup> pour 2012.

### 6.1.2 Part Eau de la facture d'eau

La part Eau de la facture comprend :

	Mode de financement
Achat d'eau Transport de l'eau Traitement de l'eau Stockage et distribution Exploitation du réseau Service clientèle et facturation Investissement	Abonnement et consommation perçus par CYO
Contrôle de délégation Etudes réalisées par la CACP Finalisation des travaux	Redevance CACP
Taxe préservation de la ressource en eau	Taxe agence de l'Eau

La redevance eau (part « CACP » (Protection de la ressource en eau (CACP)) perçue par la Communauté d'agglomération pour le service production et distribution d'eau potable, est restée inchangée et s'est élevée en 2014 à 0,07 € HTVA par mètre cube d'eau consommée. Elle correspond aux travaux et études réalisés en maîtrise d'ouvrage publique par la CACP ainsi qu'au contrôle exercé sur les activités du délégataire.

La société CYO, délégataire du service d'eau potable, est rémunérée pour le service rendu aux abonnés par la vente d'eau selon un tarif de base et une formule de révision figurant au contrat de délégation de service public qui la lie à la Communauté d'Agglomération. Le tarif du délégataire est composé de deux parts :

- une part fixe trimestrielle (abonnement (PF)) indépendante de la consommation, qui rémunère les charges fixes du service et dépend du niveau de consommation de l'année précédente (tranche de consommation).
- une part variable (consommation (C)) correspond au prix par m<sup>3</sup> d'eau potable consommée

Les parts abonnement et consommation couvrent la majorité des charges liées au service d'eau potable transférée par le contrat de délégation, à savoir :

- Les investissements en neuf et en renouvellement (réseau et équipements associés) effectués par le délégataire,
- Les charges de fonctionnement et d'entretien pour la production, l'achat et la distribution d'eau potable,
- Le service aux usagers et la relation clients

Les rémunérations PF et C du délégataire applicables chaque trimestre sont données par les formules suivantes, résultant de l'application des formules de variation aux rémunérations de base ci-dessous :

$$C_n = C_o * K * (0,7 + 0,3 * \frac{V_o}{V_n})$$

$$PF_n = PF_o * \frac{V_o}{V_n} * K$$

Avec :

C<sub>n</sub> = Part proportionnelle à la consommation

PF<sub>n</sub> = Abonnement

V<sub>n</sub> = Assiette de consommation de l'année N-1 mesurée aux compteurs des abonnés, ramenée à 365 jours. Elle est fixée une fois par an au 1<sup>er</sup> avril de l'année en cours en fonction de la consommation de l'année précédente. Elle s'applique au tarif en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours. Les volumes consommés sur Maurecourt seront inclus à compter de 2015 sur la base des volumes consommés en 2014.

V<sub>o</sub> = Assiette de consommation de référence, soit 10 600 000 m<sup>3</sup> jusqu'en 2014 puis 10 803 000 m<sup>3</sup> à compter de 2015.

K = coefficient d'actualisation économique tel que :

$$K = 0,15 + 0,15 \frac{IDF_x CS1C}{IDF_o x CS1C_o} + 0,14 \frac{TP10a}{TP10a_o} + 0,54 \frac{FSD2}{FSD2_o} + 0,02 \frac{351107}{351107_o}$$

A compter du mois de juin 2012, l'indice 40 – 10 – 10 (électricité moyenne tension, tarif vert) a été substitué par l'indice 351107 (électricité tarif vert A5).

La définition des paramètres entrant dans cette formule est la suivante :

- IDF représente l'indice régional des salaires dans les industries du bâtiment et des Travaux Publics pour la Région Ile de France ;
- CS1C représente le coefficient de l'ensemble des charges salariales pour les entreprises de travaux publics du Val d'Oise ;
- TP10a représente l'indice national de prix « canalisations – égouts – assainissement et addition d'eau » avec fourniture de tuyaux ;
- FSD2 représente frais et services divers – modèle de référence n°2 ;
- 351107 représente l'indice électricité, tarif vert A5 (351107) (ancien 40-10-10).

Les valeurs de base des paramètres indices o sont celles connues au 1<sup>er</sup> juillet 2007 et au 1<sup>er</sup> janvier 2013 :

- IDFo = 414,6 (MTPB n° 5403 du 15/06/2007)
- CS1Co = 1,7852 (MTPB n° 5403 du 15/06/2007)
- TP10.a<sub>o</sub> = 112,7 (MTPB n° 5402 du 08/06/2007)
- FSD2<sub>o</sub> = 111,1 (MTPB n° 5402 du 08/06/2007)
- 351107<sub>o</sub> = 40-10-10<sub>o</sub> / 1,033 (MTPB n° 5692 du 14/12/2012)
- 40-10-10<sub>o</sub> = 105,00 (MTPB n° 5402 du 08/06/2007)

### Actualisation au 1<sup>er</sup> juillet 2010 :

Le volume vendu aux abonnés en 2009 est de 10 410 378 m<sup>3</sup> (rapport annuel 2009).

Le même volume annoncé par CYO pour établir le prix de l'eau au 1<sup>er</sup> juillet 2010 était de 10 635 343 m<sup>3</sup>. Cette valeur surestimée par CYO étant en faveur des abonnés, il a été demandé à CYO de ne pas faire de correctif.

L'impact du « V0/Vn » au 1<sup>er</sup> juillet 2010 a donc engendré une baisse du prix de -0.1% sur la part consommation et de -0.3% sur la part fixe (abonnement).

Nota : suite à une erreur d'application de la formule d'actualisation, la part abonnement du 3<sup>ème</sup> trimestre 2010 (factures envoyées en juillet – août – septembre) avait été légèrement surestimée (quelques centimes). Sur demande de la CACP, CYO a fait un rectificatif des factures au 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

### Actualisation au 1<sup>er</sup> juillet 2011

Le volume vendu aux abonnés en 2010 a été de 10 188 787 m<sup>3</sup>. L'impact du « V0/Vn » au 1<sup>er</sup> juillet 2011 a été de +1.21% sur la part consommation et de +4.04% sur la part fixe (abonnement).

### Actualisation au 1<sup>er</sup> juillet 2012

Le volume vendu aux abonnés en 2011 a été de 9 997 662 m<sup>3</sup>. L'impact du « V0/Vn » au 1<sup>er</sup> juillet 2012 a été de +1.8% sur la part consommation et de +6% sur la part fixe (abonnement).

### Actualisation au 1<sup>er</sup> juillet 2013

Le volume vendu aux abonnés en 2012 a été de 10 155 639 m<sup>3</sup>. L'impact du « V0/Vn » au 1<sup>er</sup> juillet 2013 a été de +1.31% sur la part consommation et de +4.38% sur la part fixe (abonnement).

### Actualisation au 1<sup>er</sup> juillet 2014

Le volume vendu aux abonnés (hors Maurecourt) en 2013 a été de 10 312 758 m<sup>3</sup>. L'impact du « V0/Vn » au 1<sup>er</sup> juillet 2014 a été de +0.84% sur la part consommation et de +2.79% sur la part fixe (abonnement). Calcul sur le V0 de base = 10 600 000 m<sup>3</sup> (hors Maurecourt)

### Actualisation au 1<sup>er</sup> juillet 2015

Le volume vendu aux abonnés en 2014 a été de 10 550 144 m<sup>3</sup>. L'impact du « V0/Vn » au 1<sup>er</sup> juillet 2015 sera de l'ordre de +0.72% sur la part consommation et de +2.40% sur la part fixe (abonnement). Calcul sur le V0 revu avec Maurecourt = 10 803 000 m<sup>3</sup>

Le barème des prix du 1<sup>er</sup> juillet (et le coefficient d'actualisation K) n'est pas connu à la date de réalisation de ce rapport.

### Coefficient d'actualisation trimestriel 2014

2014	T1	T2	T3	T4
coefficient d'actualisation de l'abonnement CYO	1,193367	1,195956	1,177387	1,169179
coefficient d'actualisation de la part variable/consommation CYO	1,158349	1,160862	1,155054	1,147001

### Prix unitaire par trimestre 2014

2014	T1	T2	T3	T4
Abonnement CYO €/trimestre (tranche 0-150 m <sup>3</sup> )	8,9500	8,9700	8,8300	8,7700
Consommation CYO €/m <sup>3</sup>	1,1227	1,1251	1,1193	1,1117



## Tarifs

Les tarifs au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et au 1<sup>er</sup> janvier 2015 sont présentés ci-dessous pour une consommation de référence de **120 m<sup>3</sup> par an et par foyer\***, conformément à la référence INSEE :

Toutes communes	1 <sup>er</sup> janvier 2014			1 <sup>er</sup> janvier 2015			Evolution
	Prix unitaire (€ HT par m <sup>3</sup> )	Montant pour 120 m <sup>3</sup> (€ HT)	Montant pour 120 m <sup>3</sup> (€ TTC)	Prix unitaire (€ HT par m <sup>3</sup> )	Montant pour 120 m <sup>3</sup> (€ HT)	Montant pour 120 m <sup>3</sup> (€ TTC)	
- protection de la ressource en eau (CACP)	0,07	8,4		0,07	8,4		
- Abonnement CYO		35,8	<b>197,5</b>		35,12	<b>195,6</b>	- 0,74 %
- Consommation CYO	1,1227	134,724		1,1136	133,632		
- Préservation des ressources en eau (Agence de l'Eau)	0,0688	8,256		0,0688	8,256		
Prix de l'eau ramené au m3		1,560	1,646		1,545	1,630	

\*la facture 120 m<sup>3</sup> est prise comme base de comparaison nationale, et équivaut à la consommation annuelle d'un foyer de 3 personnes.

Les tarifs d'abonnement au 1<sup>er</sup> janvier 2015 sont présentés ci-dessous :

### Abonnement - Au delà 1<sup>ère</sup> année ( part distributeur ) - Tous Clients (TVA 5.5 %)

Coefficient d'actualisation : 1.171183 (Définitif, indices du 01/10/2014)

Volume forfaitaire	Prix de base	Euro/Trimestre HT
0 à 150 m3	7.50	8.78
151 à 180 m3	11.25	13.18
181 à 210 m3	15.00	17.57
211 à 240 m3	18.75	21.96
241 à 270 m3	22.50	26.35
271 à 300 m3	26.25	30.74
301 à 330 m3	30.00	35.14
331 à 360 m3	33.75	39.53
361 à 390 m3	37.50	43.92
391 à 420 m3	41.25	48.31
421 à 450 m3	45.00	52.70
451 à 480 m3	48.75	57.10
481 à 510 m3	52.50	61.49
511 à 540 m3	56.25	65.88
541 à 570 m3	60.00	70.27
571 à 600 m3	63.75	74.66
601 à 1200 m3	68.75	80.52
1201 à 1800 m3	87.50	102.48
1801 à 3600 m3	100.00	117.12
3601 à 9000 m3	150.00	175.68
9001 à 18000 m3	350.00	409.91
18001 à 30000 m3	875.00	1024.79
30001 à 45000 m3	1187.50	1390.78
Au delà de 45000 m3	1300.00	1522.54

## Abonnement 1ère année ( part distributeur ) - Nouveau Client

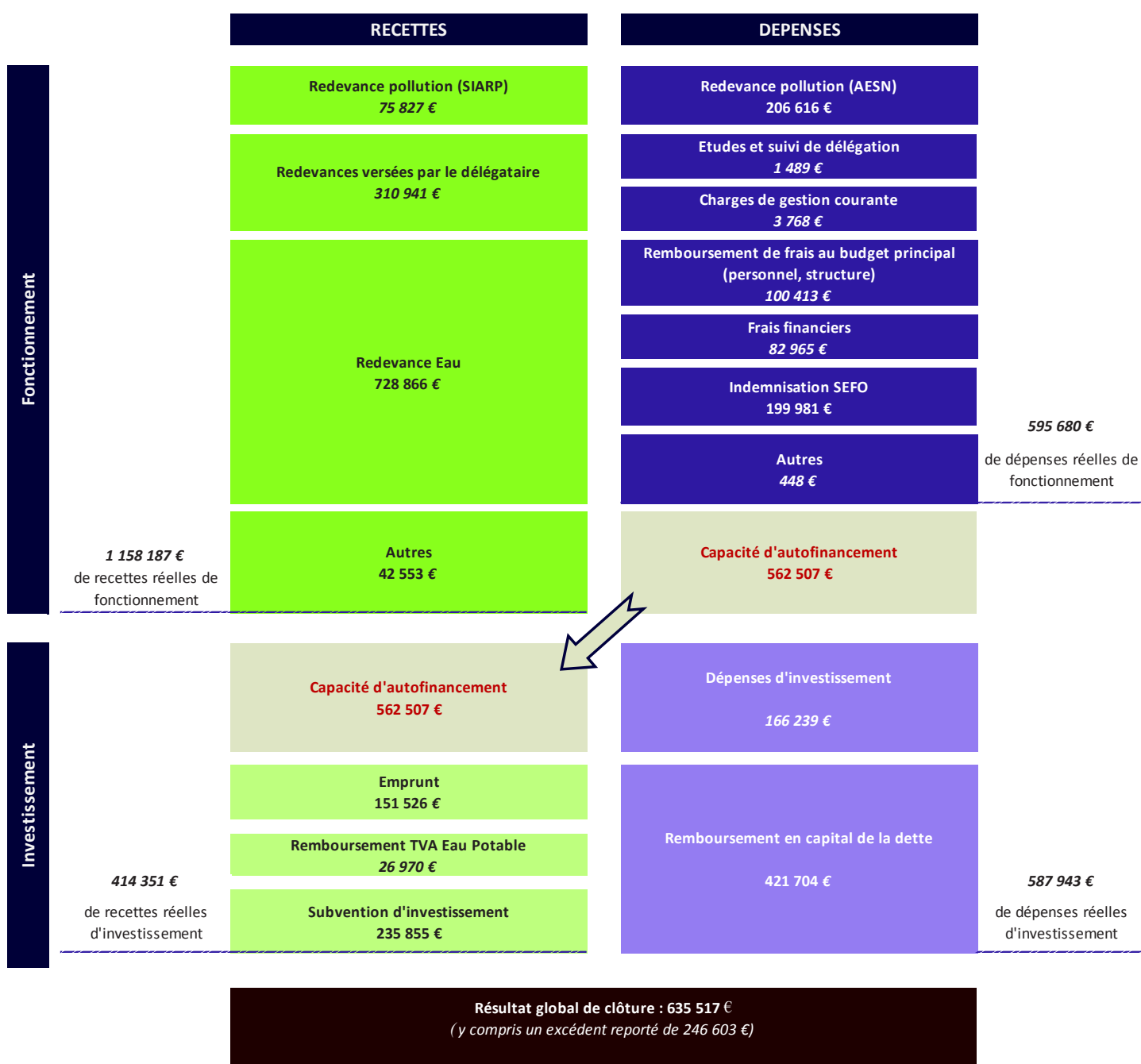
(TVA 5.5 %)

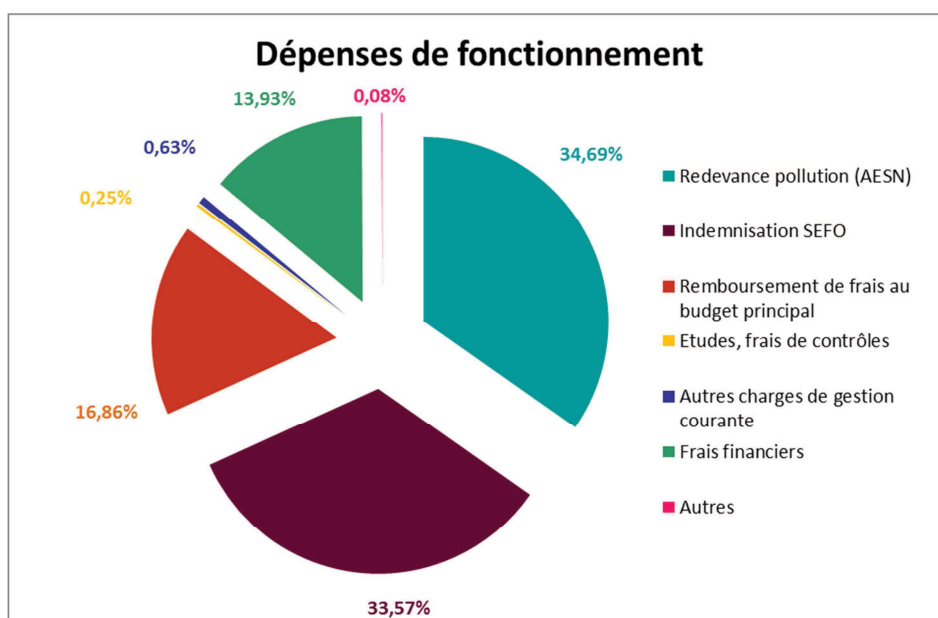
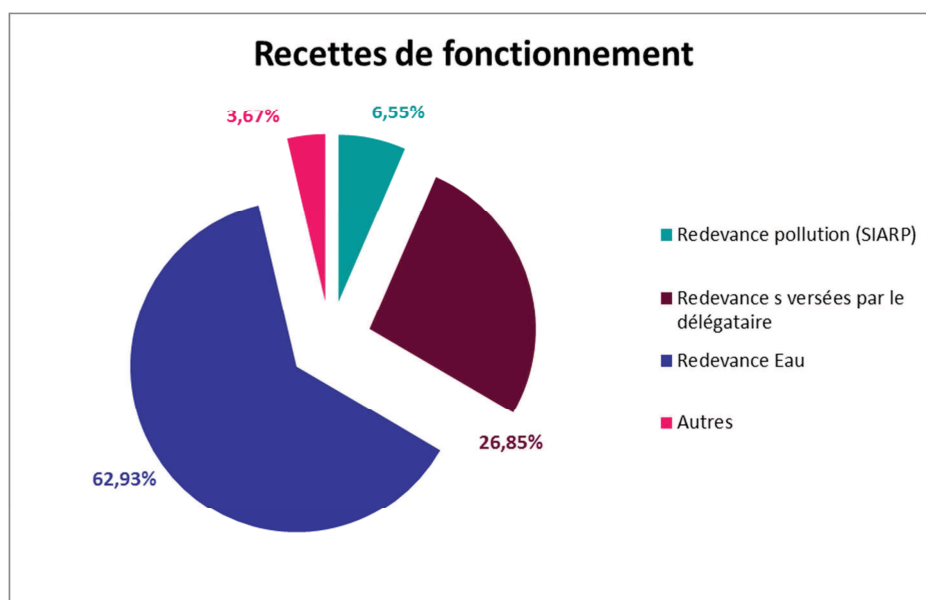
Coefficient d'actualisation : 1.171183 (Définitif, indices du 01/10/2014)

Diamètre Compteur	Prix de base	Euro/Trimestre HT
15-20 mm	7.50	8.78
30 mm	18.75	21.96
40 mm	68.75	80.52
60 mm	87.50	102.48
80 mm	100.00	117.12
100 mm	350.00	409.91

### 6.1.3 Données financières du budget annexe Eau

#### Les grands équilibres financiers du budget annexe Eau Potable





## Section de fonctionnement

FONCTIONNEMENT	CA 2013	Budget prévu 2014	CA 2014	Taux de réalisation 2014	Evolution 2013 - 2014
Dépenses	817 291 €	791 163 €	595 680 €	75,3%	-27,1%
Recettes	1 105 895 €	1 117 827 €	1 158 187 €	103,6%	4,7%

Les recettes de fonctionnement (1 158 187 € hors excédent reporté) sont essentiellement constituées :

- De la redevance perçue sur l'usager (0,07€ HT/m<sup>3</sup>). En 2014, le produit de cette redevance s'élève à 728 866 €.
- Des redevances payées par le délégataire CYO : redevance d'occupation du domaine public, redevance de contrôle et redevance de transit liée aux ventes d'eau (310 941 €).

- De produits divers tels que les pénalités perçues auprès de CYO pour non atteinte de l'objectif de rendement (18 063 €).

Les dépenses de fonctionnement (595 680 €) sont composées comme suit :

- Des charges de personnels et frais de fonctionnement général (« remboursement de frais au budget principal », 100 412 €)
- Des frais liés aux études et au suivi du contrat de délégation (1 489 €)
- Des charges de gestion courante de ce service (3 768 €)
- D'une indemnité de sortie versée à la SEFO, conséquence du retrait de la commune de Maurecourt du syndicat compétent en matière d'eau potable a entraîné la rupture du contrat de concession en cours. Ce retrait de plein droit a permis à Maurecourt d'intégrer le contrat Cyo' (199 981 €),

En 2014, le budget eau potable est également marqué par le deuxième versement du trop-perçu au titre de la redevance pollution à l'Agence de l'Eau (606 615 € échelonné entre 2012 et 2014, dont 50% sont remboursés par le SIARP à la CACP en 4 ans de 2011 à 2014).

## Section d'investissement

INVESTISSEMENT	CA 2013	Budget prévu 2014	CA 2014	Taux de réalisation 2014	Evolution 2013 - 2014
Dépenses	1 185 708 €	885 567 €	587 943 €	66,4%	-50,4%
Recettes	376 523 €	312 300 €	414 351 €	132,7%	10,0%

Les recettes d'investissement (414 351 € résultat d'investissement reporté) sont essentiellement réparties comme suit :

- Des subventions d'investissement : 235 855 € perçus en 2014 pour la réalisation de travaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable (réservoir Osny).
- De l'emprunt : 151 526 €.

Les dépenses d'investissement (587 943 € hors résultat d'investissement reporté) ont essentiellement permis de poursuivre et de solder les opérations de réhabilitation des ouvrages de production afin d'améliorer le service de distribution d'eau potable. Des travaux ont par ailleurs été effectués pour la sécurisation de la qualité de l'eau.

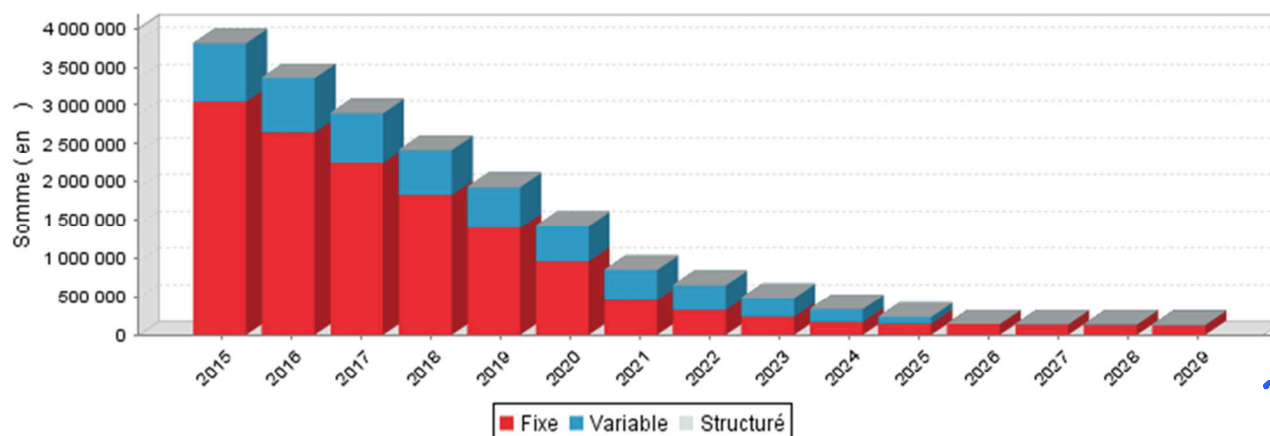
## Les perspectives

Une prospective financière est réalisée chaque année afin de calculer la redevance (et de l'ajuster, le cas échéant).

La prospective réalisée fin 2014 indique que, en l'état des perspectives d'investissement connues, malgré la diminution des investissements portés en maîtrise d'ouvrage par la collectivité, et compte-tenu de la prise en charge de l'indemnité de sortie de la ville de Maurecourt du contrat de délégation avec la SEFO ainsi que du reversement du trop-perçu de la redevance pollution à l'AESN, la Communauté d'Agglomération serait en mesure de maintenir sa redevance à 0,07€ HT/m<sup>3</sup> tout en continuant à faire face au remboursement de sa dette.

Au 31 décembre 2014, l'encours de dette du budget annexe Eau Potable s'élève à 3,99 m€. Sa durée de vie résiduelle est de 14 ans et 8 mois.

### Evolution de l'extinction de la dette en encours au 31/12/14 :



La capacité de désendettement pour le budget annexe eau potable de la collectivité (appelée durée d'extinction de la dette dans les indicateurs réglementaires au 5.1.2), et qui correspond au nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette si l'on y consacrait la totalité de la capacité d'autofinancement, s'établit à 7,09 ans au 31/12/2014.

### 6.1.4 Principaux éléments relatifs aux produits et charges du délégataire

Ces données sont fournies par le délégataire dans son rapport financier.

Le délégataire présente un CARE (Compte Annuel de Résultat d'Exploitation) et un compte de résultat. Le compte de résultat de la société CYO est un document comptable qui doit répondre aux règles applicables en la matière. Le CARE est un document extracomptable qui présente une vision économique du contrat en procédant à un lissage de certaines charges sur la durée du contrat, en particulier celles liées aux investissements et aux renouvellements. Le CARE est établi conformément au décret 2005-236.

➤ Evolution des différents postes du CARE de 2009 à 2014

Evolution du Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de CYO

En K €	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2013 - 2014
<b>PRODUITS</b>	<b>34 827</b>	<b>35 157</b>	<b>19 481</b>	<b>20 643</b>	<b>19 893</b>	<b>19 708</b>	<b>-0,93%</b>
Exploitation du service	12 875	12 777	13 036	14 017	14 674	14 589	-0,6%
Collectivités et autres organismes publics	20 966	21 238	5 491	5 362	4 042	3 846	-4,8%
Travaux attribués à titre exclusif	933	921	636	929	842	951	12,9%
Produits accessoires	53	221	318	335	335	322	-4,1%
<b>CHARGES</b>	<b>34 742</b>	<b>35 061</b>	<b>19 414</b>	<b>19 623</b>	<b>19 040</b>	<b>19 227</b>	<b>0,99%</b>
Personnel	2 564	2 495	2 336	2 303	2 400	2 367	-1,4%
Energie électrique	229	274	271	262	367	369	0,5%
Achats d'eau	5 733	5 775	4 916	5 024	5 592	5 609	0,3%
Produits de traitement	23	26	29	29	26	52	98,2%
Analyses	116	78	70	71	66	65	-2,2%
Sous-traitance, matières et fournitures	1 704	1 541	1 904	1 782	1 897	1 670	-12,0%
Impôts locaux et taxes	76	96	118	137	146	136	-6,7%
Autres dépenses d'exploitation	731	581	697	842	511	960	87,8%
Dont : Télécommunication, poste et télégestion	96	83	131	109	88	74	-16,3%
Engins et véhicules	333	313	311	296	322	370	14,6%
Informatique	152	160	173	183	181	177	-2,0%
Locaux et Assurances	301	326	377	482	385	382	-0,8%
Autres	-152	-303	-296	-227	-466	-43	-90,8%
Frais de contrôle	113	117	119	124	126	126	0,2%
Redevances contractuelles	161	198	182	182	180	183	1,8%
Collectivités et autres organismes publics	20 966	21 238	5 491	5 362	4 042	3 846	-4,8%
Contribution des services centraux et recherche	371	452	436	458	453	440	-3,0%
Charges relatives aux renouvellements Pour garantie de continuité de service		63	221	227	223	236	5,9%
Charges relatives aux renouvellements Fonds Contractuel de Renouvellement	1 400	1 467	1 531	1 579	1 631	1 635	0,2%
Charges relatives aux investissements Programme Contractuel d'Investissement	556	655	1 063	1 200	1 357	1 475	8,7%
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement		6	32	40	23	59	157,0%
<b>RESULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>85</b>	<b>96</b>	<b>66</b>	<b>1 021</b>	<b>854</b>	<b>481</b>	<b>-43,7%</b>
Impôts sur les sociétés (calcul normatif)	28	32	22	340	281	160	-42,99%
<b>RESULTAT NET</b>	<b>57</b>	<b>64</b>	<b>44</b>	<b>680</b>	<b>573</b>	<b>321</b>	<b>-44,0%</b>

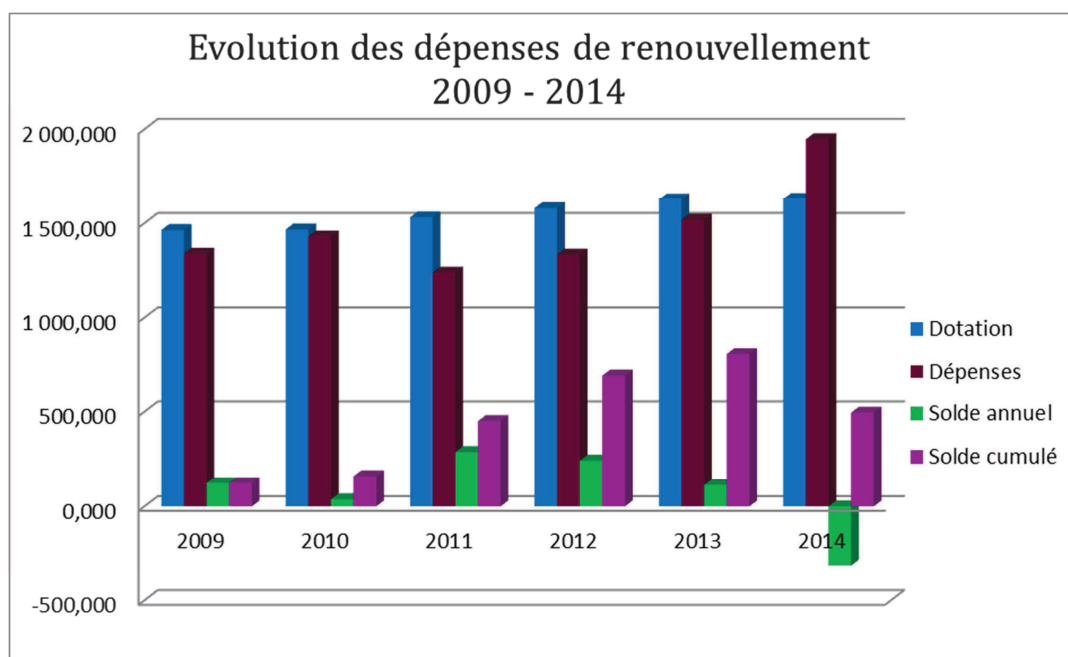


A noter, en ce qui concerne la ligne « Collectivités et autres organismes publics » : depuis 2011, les produits et charges issus des différentes parts assainissement (sauf la redevance Voie Navigable de France) sont imputées sur des comptes de tiers spécifiques et ne sont plus pris en compte dans le CARE.

### ➤ Suivi du compte de renouvellement

En K€

	Dotation	Dépenses	Solde annuel	Solde cumulé
<b>2009</b>	1 463,907	1 339,776	124,131	124,131
<b>2010</b>	1 467,253	1 429,878	37,375	161,506
<b>2011</b>	1 530,662	1 241,627	289,035	450,540
<b>2012</b>	1 579,036	1 335,271	243,765	694,305
<b>2013</b>	1 631,292	1 517,629	113,663	807,968
<b>2014</b>	1 634,629	1 947,528	-312,899	495,070



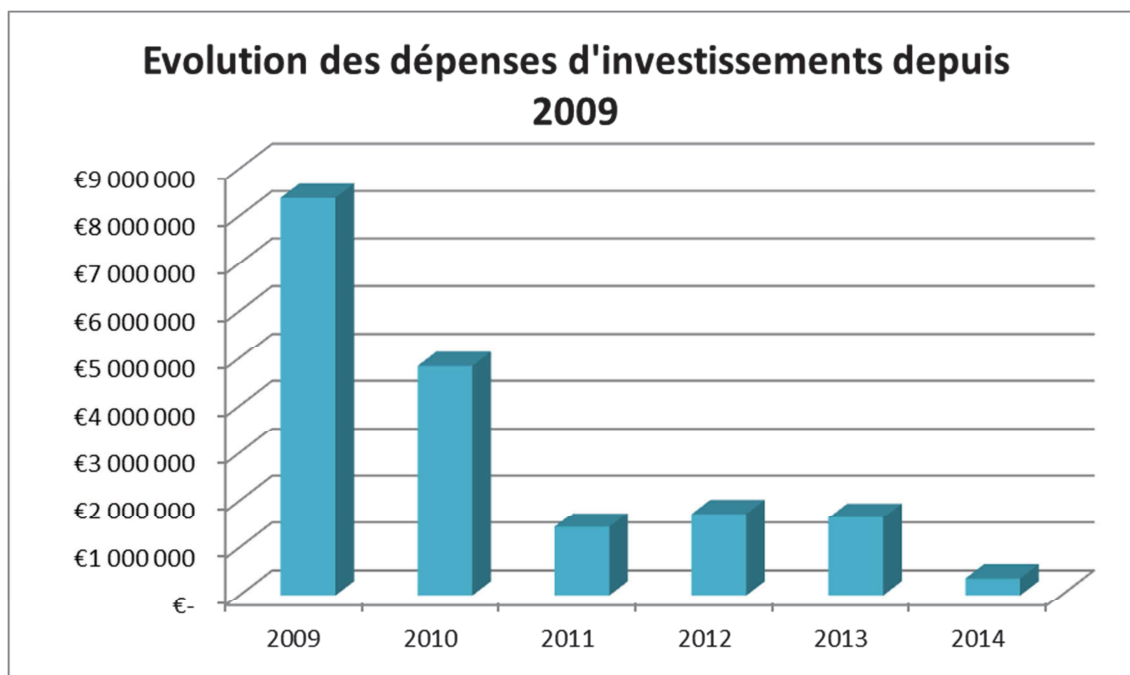
Au 31 décembre 2014, le compte de renouvellement présente un solde cumulé de 495 069 €. Dans son rapport le délégataire présente le détail des opérations de renouvellement réalisé au cours de l'année (pages 125 à 127).

## ➤ Suivi du programme contractuel d'investissement

Le montant des investissements en travaux neufs est de 355 564 € pour 2014.

Le détail des investissements réalisés est présenté à la page 123 du rapport du délégataire.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	TOTAL
<b>Investissements</b>	8 380 347,09 €	4 829 492,88 €	1 431 190,11 €	1 719 103,62 €	1 638 514,93 €	355 564,51 €	<b>18 354 213,14 €</b>



## Comparaison des volumes et montants des achats d'eau par rapport au compte d'exploitation prévisionnel

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Volume acheté au SEDIF - m3						
Compte d'exploitation prévisionnel	4 060 000	4 040 204	2 204 306	2 193 409	2 182 511	2 171 613
Réel	5 528 146	5 511 360	2 915 107	1 280 728	1 598 097	1 393 305

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Volume acheté à Meulan/Saint Martin la Garenne - m3						
Compte d'exploitation prévisionnel	4 380 000	4 358 644	6 153 389	6 123 134	6 092 879	6 062 624
Réel	3 174 746	3 481 060	5 303 131	6 744 581	7 278 797	7 241 143

Les volumes achetés au SEDIF sont en baisse depuis la mise en service de la Boucle Sud au printemps 2011 et ont été compensés par une hausse en 2011 des volumes achetés à l'usine de production de Saint Martin la Garenne.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Montant des achats d'eau (SEDIF + Meulan/Saint Martin la Garenne) - €						
Compte d'exploitation prévisionnel	4 898 818	4 874 932	4 494 545	4 472 406	4 450 266	4 428 127
CARE	5 733 269	5 774 737	4 915 795	5 024 027	5 591 906	5 609 002

Le montant des achats d'eau est supérieur au prévisionnel de 2009 à 2014 ; ce constat n'a pas d'impact sur le tarif payé par l'utilisateur (exploitation aux risques du délégataire).

## 6.2 Le service public de transport des eaux usées

### 6.2.1 La part assainissement de la facture d'eau

Sur le périmètre de l'Agglomération de Cergy-Pontoise, les services permettant la prise en charge puis la restitution d'une eau épurée à la rivière sont :

- La collecte des eaux usées,
- Le transport des eaux usées,
- l'épuration des eaux usées,

La taxe reversée aux Voies Navigables de France, pour le rejet des eaux traitées par la station d'épuration de Cergy-Neuville dans l'Oise.

La part Assainissement de la facture comprend :

Mode de financement		
Collecte	Part SIARP	
Transport	Redevance CACP	Régie Entretien/renouvellement Etudes Travaux
Traitement	station d'épuration	Exploitation Station Travaux de mises aux normes Amortissement des équipements
VNF	Redevance	

### 6.2.2 Le service de transport des eaux usées

La redevance assainissement perçue par la CACP, pour le service public de transport des eaux usées, est restée inchangée et s'est élevée en 2014 à 0,16 € HTVA par mètre cube d'eau consommée, par délibération du conseil de communauté du 16/12/14.

Cette redevance couvre les dépenses relatives au fonctionnement du service d'assainissement, la gestion du réseau par la régie, l'entretien et le renouvellement, les études et travaux sur le réseau de transport.

Les tarifs au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et au 1<sup>er</sup> janvier 2015 sont présentés ci-dessous pour une consommation de référence de **120 m<sup>3</sup> par an et par foyer\***, conformément à la référence INSEE :

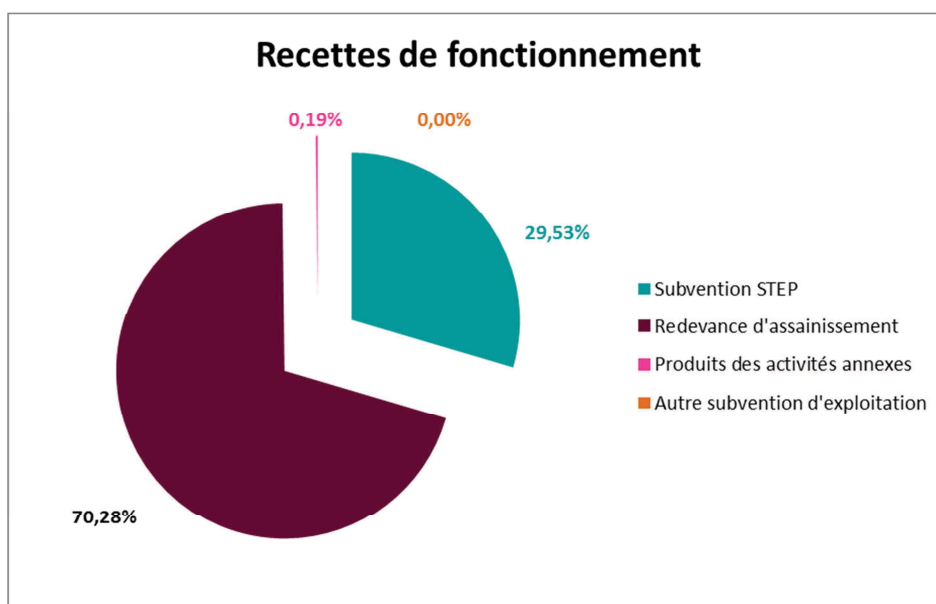
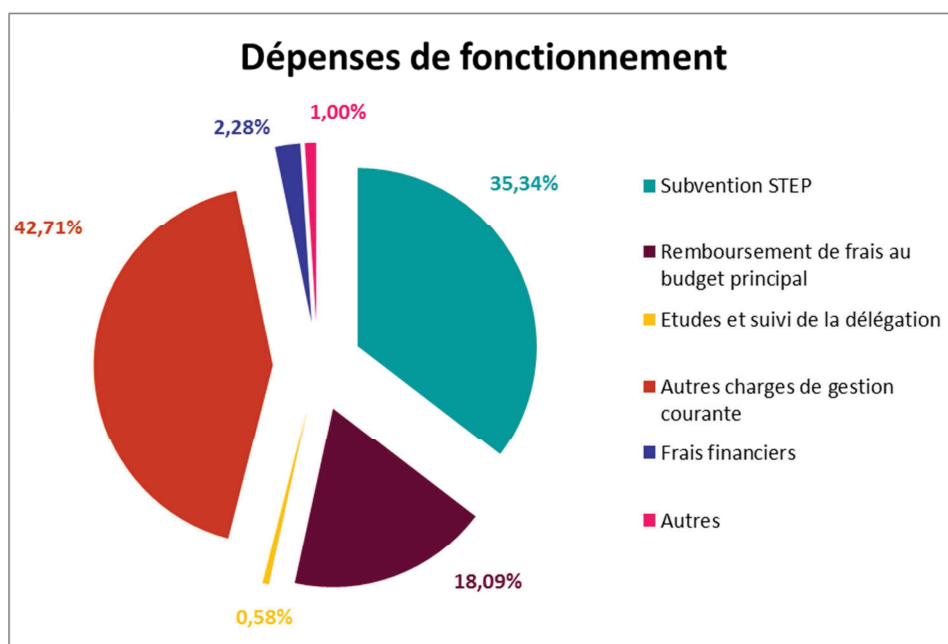
Part collectivités	1 <sup>er</sup> janvier 2014		1 <sup>er</sup> janvier 2015		Evolution
	Prix unitaire (€ HT par m <sup>3</sup> )	Montant pour 120 m <sup>3</sup> (€ HT)	Prix unitaire (€ HT par m <sup>3</sup> )	Montant pour 120 m <sup>3</sup> (€ HT)	
<b>CACP</b>	0,16	<b>19.2</b>	0,16	<b>19.2</b>	0%

\*la facture 120 m<sup>3</sup> est prise comme base de comparaison nationale, et équivaut à la consommation annuelle d'un foyer de 3 personnes.

## Les grands équilibres financiers du budget annexe Assainissement

Le budget annexe assainissement se présente de la manière suivante :

	RECETTES	DEPENSES	
Fonctionnement	Subvention STEP 765 618 €	Subvention STEP 765 618 €	
	Redevance assainissement 1 821 943 €	Remboursement de frais au budget principal (personnel, structure) 391 918 €	
		Etudes et suivi de délégation 34 248 €	
		Autres charges de gestion courante 925 160 €	
	Produits des activités annexes 4 900 €	Frais financiers 49 371 €	2 166 315 € de dépenses réelles de fonctionnement
	Autre subvention d'exploitation 0 €	Capacité d'autofinancement 426 145 €	
	2 592 461 € de recettes réelles de fonctionnement		
Investissement	Capacité d'autofinancement 426 145 €	Dépenses d'investissement 514 277 €	
	FCTVA 64 847 €		
	Subventions d'investissement 0 €		
	Emprunt 0 €	Remboursement en capital de la dette 147 731 €	662 008 € de dépenses réelles d'investissement
	64 847 € de recettes réelles d'investissement		
Résultat global de clôture : 2 926 406 € (y compris un excédent reporté de 3 097 421 €)			



## Section de fonctionnement

FONCTIONNEMENT	CA 2013	Budget prévu 2014	CA 2014	Taux de réalisation 2014	Evolution 2013 - 2014
Dépenses	5 248 574 €	3 137 955 €	2 166 315 €	69,0%	-58,7%
Recettes	4 859 803 €	2 931 900 €	2 592 461 €	88,4%	-46,7%

Les recettes de fonctionnement (2 592 461 € hors excédent reporté) sont essentiellement composées de la redevance assainissement prélevée sur les factures d'eau des usagers (0,16€ HT/m3). Le produit de cette redevance s'élève à 1 821 943 €.

Les dépenses de fonctionnement (2 166 315 €) comprennent notamment les dépenses d'études ainsi que les dépenses liées au suivi du contrat de délégation (34 248 € pour ces deux dépenses), mais aussi les sommes affectées aux charges de gestion courantes (925 160 €) ou encore les frais de personnel et les frais de fonctionnement général (« remboursement de frais au budget

principal », 391 918 €).

A noter également, l'inscription en recettes et en dépense des subventions pour la mise aux normes de la STEP.

Ces subventions exceptionnelles ne font que transiter par les comptes de la CACP et n'impactent pas le budget : la CACP perçoit les subventions et les reverse ensuite au délégataire, conformément au mode de financement des travaux de mise aux normes prévus par le contrat de délégation.

### Section d'investissement

INVESTISSEMENT	CA 2013	Budget prévu 2014	CA 2014	Taux de réalisation 2014	Evolution 2013 - 2014
Dépenses	802 919 €	3 225 867 €	662 008 €	20,5%	-17,5%
Recettes	1 005 704 €	834 623 €	64 847 €	7,8%	-93,6%

Les dépenses d'investissement 662 008 € (hors résultat d'investissement reporté) sont en diminution par rapport à 2013. Le modeste taux de réalisation s'explique essentiellement par le report de certaines opérations importantes et le décalage dans le temps du règlement de certaines opérations. Des travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement ont été réalisés.

A l'image des dépenses, les recettes d'investissements perçues sont en diminution (64 847 €), le report des travaux ayant entraîné le report des subventions qui devaient être versées pour la réalisation de ceux-ci.

Au total, le résultat global de clôture de 2014 (2 926 406 €) sera utilisé pour financer les travaux d'investissement des prochaines années (siphon de Cergy, siphon de Neuville, chaîne de transfert de l'Hautil, réhabilitation du poste de l'Hermitage,...) . Il pourra également, le cas échéant, permettre de rembourser une partie des emprunts, et éventuellement de diminuer le montant de la redevance.

### ➤ Les perspectives

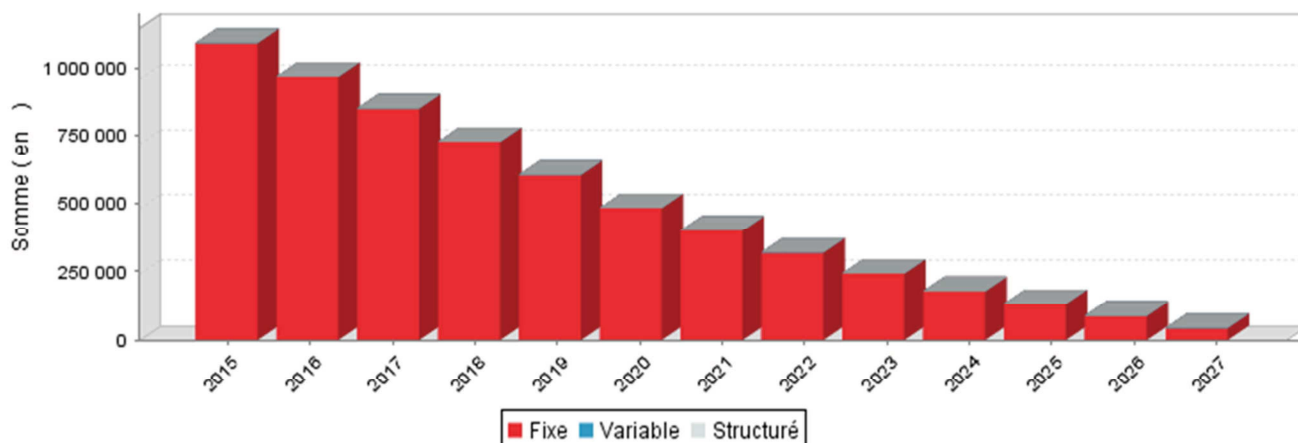
Une prospective financière est réalisée chaque année afin d'établir la redevance (et de l'ajuster, le cas échéant).

La prospective réalisée fin 2014 indique que, en l'état des perspectives d'investissement connues, la Communauté d'Agglomération serait en mesure de maintenir sa redevance à 0,16€ HT/m<sup>3</sup> tout en continuant à faire face au remboursement de sa dette.

Au 31/12/2014, l'encours de dette est de 1,14 m€, pour une durée de vie résiduelle de 12 ans et 1 mois.



### Evolution de l'extinction en encours au 31/12/14 :



La capacité de désendettement pour le budget annexe assainissement de la collectivité (appelée durée d'extinction de la dette dans les indicateurs réglementaires au 5.2.2), et qui correspond au nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette si l'on y consacrait la totalité de la capacité d'autofinancement, s'établit à 2,68 ans au 31/12/2014.

### 6.2.3 Le service public de traitement des eaux usées

La société Cergy Pontoise Assainissement (CPA), délégataire du service de traitement des eaux usées est rémunérée selon un tarif de base révisé semestriellement conformément au contrat de délégation de service public et à ses avenants successifs qui la lient à la Communauté d'Agglomération.

La formule de révision est la suivante :

$$K = 0,15 + 0,32 \frac{SC}{SoCo} + 0,06 \frac{EMT1}{EMT1o} + 0,05 \frac{EMT2}{EMT2o} + 0,34 \frac{FSD2}{FSD2o} + 0,08 \frac{TP10a}{TP10ao}$$

Et, les différents paramètres qui la composent, ont les définitions et valeurs suivantes :

S : représente l'indice régional de salaires dans les industries du bâtiment et des Travaux Publics pour la région Ile de France (Base 100 en octobre 1979) ;

C : représente le coefficient de l'ensemble des charges salariales pour les entreprises de travaux publics pour le département du Val d'Oise ;

FSD2 représente la moyenne arithmétique des 12 derniers mois de l'indice Frais et Services Divers – Modèle de référence n°2 (Référence : site internet du Moniteur, [www.lemoniteur-expert.com](http://www.lemoniteur-expert.com)) ;

TP10.a : représente l'indice des Travaux Publics relatif aux Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux.;

EMT1 : représente l'indice électricité moyenne tension, tarif vert A (indice 40-10-10)

EMT2 sera égale à la moyenne des cours des deuxième, troisième, quatrième et cinquième trimestres précédant la date de changement de tarif des contrats Powernext Futures 1 an de l'électricité de "Base" (0h00 – 24h00) coté sur le marché Powernext Futures™.

*Les parties conviennent que, en cas de création d'un indice Insee représentatif du marché dérégulé de l'électricité, il sera procédé au remplacement de l'indice Powernext, suite à un échange de courrier entre les parties dans les meilleurs délais.*

Les valeurs de So, Co, FSD2o, TP10.ao, EMT1o et EMT2o sont les valeurs connues au 1<sup>er</sup> janvier 2008

La valeur du coefficient K sera calculée à l'aide des indices connus au 1<sup>er</sup> Avril de l'année N pour le calcul des tarifs du Concessionnaire perçus au titre du 2<sup>ème</sup> semestre de l'année N et au

1<sup>er</sup> Octobre de l'année N pour le calcul des tarifs du Concessionnaire perçus au titre du 1<sup>er</sup> semestre de l'année N + 1.

L'évolution du K est la suivante sur les dernières années.

Evolution du K	2011		2012		2013		2014		2015
	1er Sem	2e Sem	1er Sem	2e Sem	1er Sem	2e Sem	1er Sem	2e Sem	1er Sem
K	1,04921	1,075012	1,084519	1,104137	1,122694	1,12315	1,126468	1.128894	1.133806

Outre l'évolution du K, la mise aux normes a un impact important sur l'évolution du prix.  
Les avenants 8 et 9 encadrent la rémunération du concessionnaire avec la prise en compte des travaux.

### ➤ Les travaux mise aux normes de la station d'épuration (avenants 8 et 9 du contrat de DSP)

#### Contexte

La station d'origine étant concernée par l'obligation de mise aux normes des installations (réglementation européenne), la CACP a choisi de confier la réalisation de cette mise aux normes à son délégataire CPA dans le cadre d'un avenant au contrat. Les conditions techniques et financières de mise aux normes ont été formalisées au sein de l'avenant n°8. Par la suite, l'avenant n°9 est venu en complément, afin de tenir compte des charges supplémentaires liées aux travaux d'archéologie préventive.

#### Principes généraux du modèle financier

Le principe général du modèle économique de la concession est de confier la conception, la réalisation, le financement et l'exploitation d'un ouvrage ou d'un service public à une entreprise privée en contrepartie du droit pour cette entreprise d'exploiter cet ouvrage ou ce service public.

Ce modèle économique repose sur un décalage dans le temps entre les dépenses et les recettes. Cela implique, par conséquent, de prendre en compte le coût global de financement constitué autour de la rémunération du délégataire (coût moyen pondéré du capital).

- CPA a financé et réalisé l'ensemble des travaux de mise aux normes de la station d'épuration. En contrepartie de ces nouvelles charges d'investissement, CPA a bénéficié des recettes suivantes pendant la phase de travaux :
  - Des subventions perçues auprès de financeurs (Agence de l'Eau Seine Normandie –AESN-, Région Ile de France, Conseil Général du Val d'Oise, Conseil Général des Yvelines) ;
  - Une subvention de la CACP qui correspond à une partie du Prêt à Taux Zéro (PTZ) dont elle assumera le remboursement à l'issue du contrat ;
  - Des recettes issues du tarif « P<sub>20</sub> » (en Euros par m<sup>3</sup>), tarif spécifique mis en place afin de couvrir le financement de l'investissement de la mise aux normes de la station d'épuration (évolution progressive de la redevance P<sub>20</sub> à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 jusqu'à la date de mise en exploitation : + 0,07€ HT/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2009, + 0,13 € HT/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2010, + 0,19 € HT/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2011. La redevance P<sub>2</sub> définitive, estimée à 0,2519 € HT dans le cadre de l'avenant 9, a définitivement été fixé au moment de la réception des travaux à hauteur de 0,2233 € HT) ;
  - Des produits financiers sur le Prêt à taux O ;
  - La récupération de la TVA sur les travaux.

L'ensemble de ces recettes ne couvre pas la totalité du coût des travaux. CPA supporte donc une partie des coûts de financement, d'une part en raison de l'écart entre le montant total des dépenses d'investissements et les financements disponibles ; d'autre part en raison du décalage dans le temps entre les dépenses engagées et les recettes perçues.

Afin de mieux assurer le suivi durant cette période de préfinancement, un compte conventionnel a été établi (prévu à l'avenant n°8). Ce compte retrace l'ensemble des dépenses (montants des investissements, frais financiers,...) et des recettes (subventions, redevance P2<sub>0</sub>,...). Il a ainsi permis de fixer ensuite le montant net à financer mais aussi la redevance P2 définitive.

- A l'issue de la phase de travaux, CPA a contracté un emprunt pour financer son reste à charge.
- Pendant la phase d'exploitation, CPA perçoit :
  - Les recettes issues des redevances versées par les usagers ;
  - Les recettes accessoires issues des primes d'épurations versées par l'AESN et des ventes d'électricité ;
  - Les produits financiers sur le PTZ.

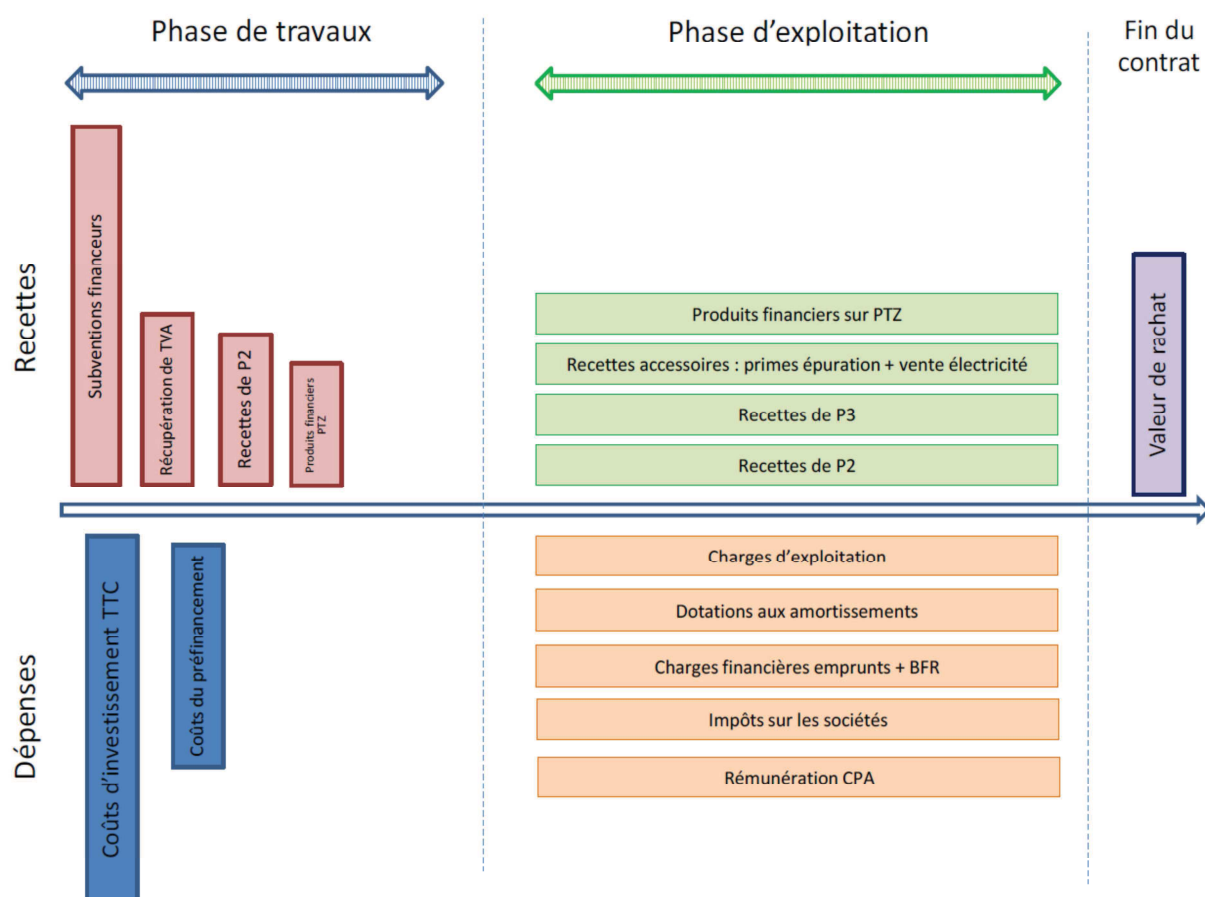
Ces recettes servent à équilibrer les charges d'exploitation, les dotations aux amortissements, les charges financières, les impôts et la rémunération attendue par CPA.

- L'obligation de mise aux normes est apparue à la moitié de la durée du contrat. Au regard du montant des travaux, leur amortissement sur la durée résiduelle du contrat de concession (30 juin 2022) aurait impliqué une augmentation des tarifs trop importante (généralement, 30 ans sont nécessaires pour amortir de tels travaux d'investissement). La CACP a donc décidé de procéder à un amortissement partiel des investissements sur la durée restante du contrat et de poursuivre ensuite cet amortissement dans le cadre du budget assainissement. Cette approche est d'autant plus pertinente que les installations réalisées ont une durée de vie supérieure à l'échéance contractuelle.

Ainsi, à l'échéance du contrat :

- La CACP versera à CPA une valeur de rachat (valeur d'ores et déjà fixée et comptabilisée comme une ressource dans le compte conventionnel). Cette valeur de rachat de 9,6 millions d'€uro correspond à la valeur non amortie des installations.  
Cela revient à prévoir deux emprunts successifs de 10 ans au lieu d'un seul emprunt de 20 ans.
- La CACP poursuivra également le remboursement du Prêt à taux 0 à l'AESN.

Le schéma présenté ci-dessous récapitule l'architecture du financement de la mise aux normes de la station d'épuration.



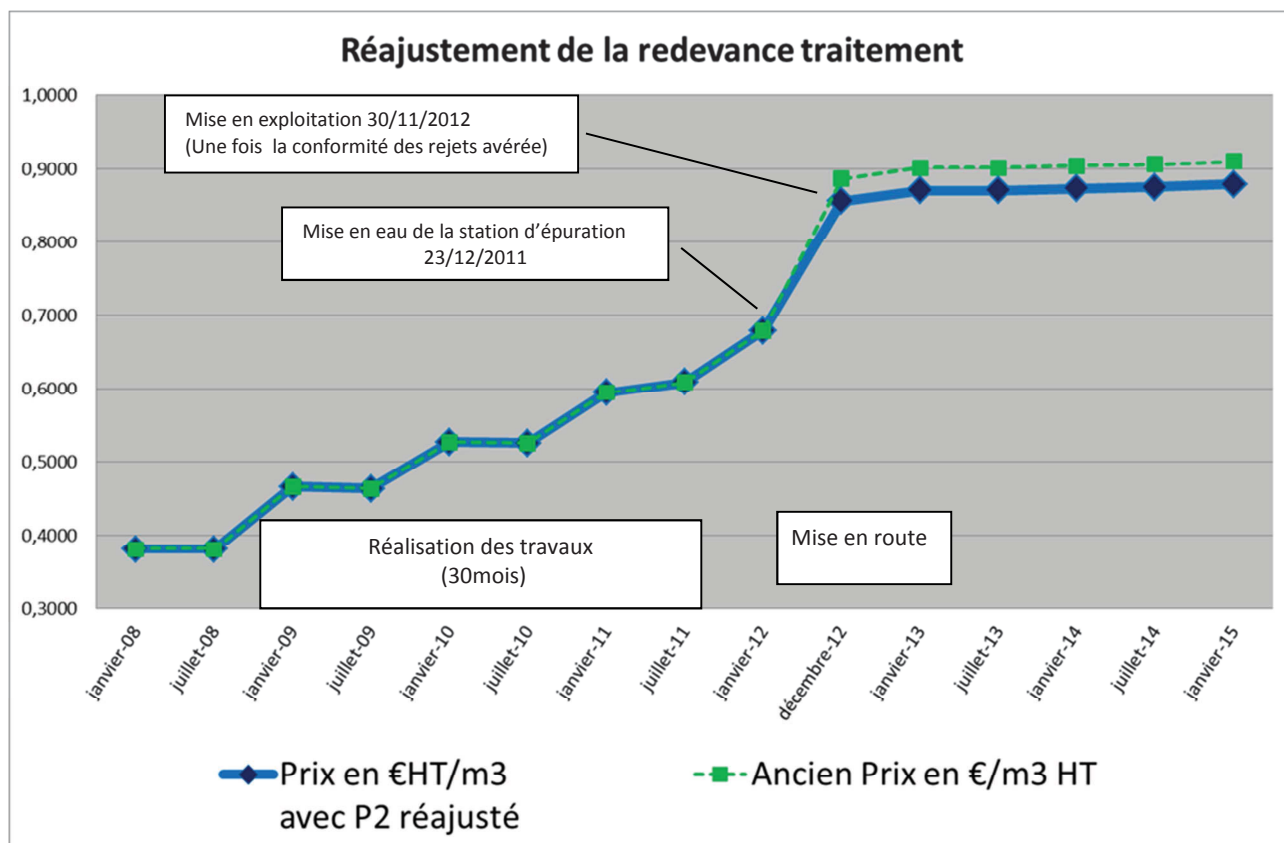
## Fin des travaux

Les travaux de mise aux normes de la station d'épuration étant terminés, un bilan financier de l'opération a été réalisé sur 2013 /2014..

Ce travail a notamment consisté à actualiser le modèle financier permettant de calculer le montant définitif de redevance P2, afin de prendre en compte des événements non-prévus au moment de la signature des avenants 8 et 9.

L'actualisation de ce modèle aboutit à une diminution de la valeur du tarif de redevance P2 définitif de 0,0274 €/m<sup>3</sup>. Par conséquent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ce tarif a été revu à la baisse et est désormais fixé à 0,1959 €/ m<sup>3</sup>. Pour la période allant du 1<sup>er</sup> décembre 2012 au 31 décembre 2014, CPA a procédé au remboursement auprès des usagers du trop-perçu (via la facture d'eau du 1<sup>er</sup> trimestre 2015) .

Le graphique ci-dessous donne l'évolution de la redevance avec et sans réajustement



Les travaux de mise aux normes de la station d'épuration ont eu un impact important sur le coût du service de traitement des eaux usées jusqu'à la mise en exploitation fin 2012, depuis le prix du traitement évolue juste avec la formule de révision mise à jour tous les semestres.

Ainsi l'évolution du prix corrigée (depuis la mise en exploitation du 30 novembre) est la suivante sur les dernières années.

	2012			2013		2014		2015
	1er Semestre	2nd Semestre avant mise en exploitation	2nd Semestre après mise en exploitation	1er Semestre	2nd Semestre	1er Semestre	2nd Semestre	1er Semestre
Prix en €/m3	<b>0,6798</b>	<b>0.6921</b>	<b>0,8566</b>	<b>0,8709</b>	<b>0,8713</b>	<b>0,8739</b>	<b>0,8758</b>	<b>0,8796</b>

Le tarif du délégataire est basé sur un prix au m<sup>3</sup> d'eau potable consommée.

Les tarifs au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et au 1<sup>er</sup> janvier 2015 sont présentés ci-dessous pour une consommation de référence de **120 m<sup>3</sup> par an et par foyer\***, conformément à la référence INSEE :

Part du délégataire	1 <sup>er</sup> janvier 2014			1 <sup>er</sup> janvier 2015			Evolution
	Prix unitaire (€ HT par m3)	Montant pour 120 m3 (€ HT)	Montant pour 120 m3 (€ TTC)	Prix unitaire (€ HT par m3)	Montant pour 120 m3 (€ HT)	Montant pour 120 m3 (€ TTC)	
<b>Redevance traitement des eaux usées (station Cergy Neuville)</b>	0.9047	108.56	119.42	0.8796	105,55	116.11	- 2.77%

\*la facture 120 m<sup>3</sup> est prise comme base de comparaison nationale, et équivaut à la consommation annuelle d'un foyer de 3 personnes.

La TVA est passée le 01/01/14 de 7% à 10% pour la redevance traitement des eaux usées.

## 6.2.4 Principaux éléments relatifs aux produits et charges du délégataire

Ces données sont fournies par le délégataire dans son rapport financier.

L'avis du commissaire aux comptes du délégataire CPA est joint au rapport annuel du délégataire CPA.

### ➤ Evolution des différents postes du CARE de 2007 à 2014

Le délégataire présente un CARE (Compte Annuel de Résultat d'Exploitation) et un compte de résultat. Le compte de résultat de la société CYO est un document comptable qui doit répondre aux règles applicables en la matière. Le CARE est un document extracomptable qui présente une vision économique du contrat en procédant à un lissage de certaines charges sur la durée du contrat, en particulier celles liées aux investissements et aux renouvellements. Le CARE est établi conformément au décret 2005-236.



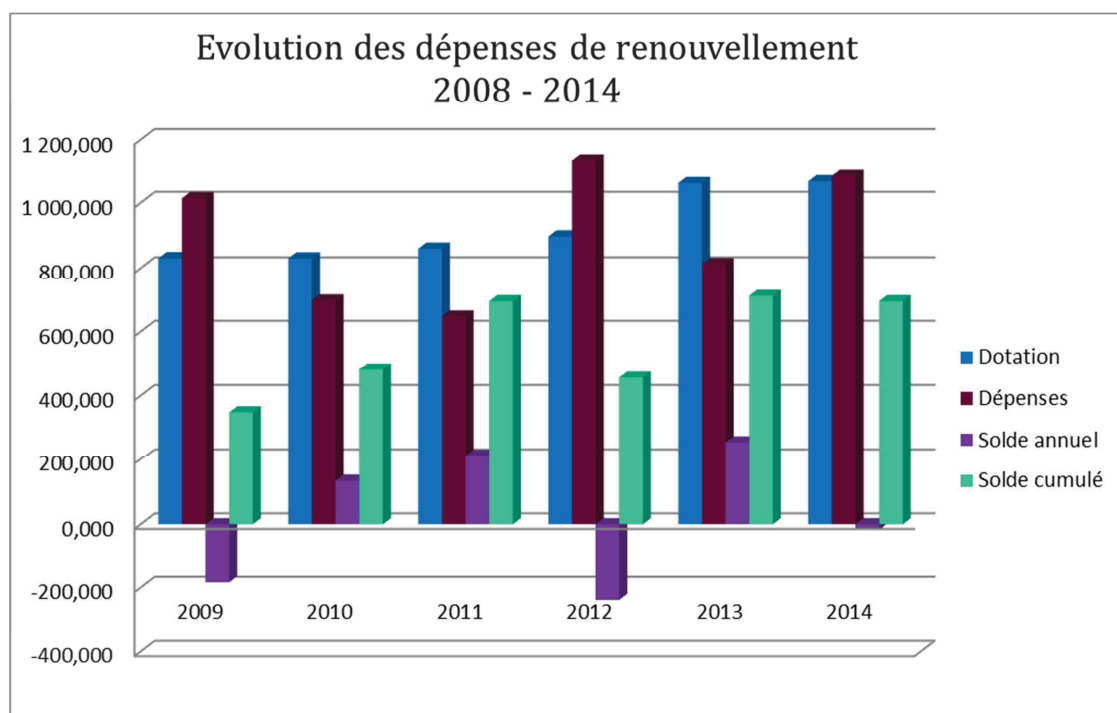
En K€

Libellé	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2013 - 2014
<b>PRODUITS</b>	<b>5 789,555</b>	<b>6 267</b>	<b>5 736</b>	<b>7 450,336</b>	<b>8 649,528</b>	<b>10 026,199</b>	<b>12 820,560</b>	<b>12 948,277</b>	<b>1,0%</b>
Exploitation du service	5 789,555	6 266,742	5 736,311	7 450,336	8 649,528	9 134,943	12 358,333	12 369,409	0,1%
Travaux attribués à titre exclusif						872,947	443,599	564,402	27,2%
Produits accessoires						18,309	18,628	14,466	-22,3%
<b>CHARGES</b>	<b>5 475,873</b>	<b>5 378,524</b>	<b>5 790,078</b>	<b>6 093,151</b>	<b>7 220,745</b>	<b>7 619,402</b>	<b>10 853,042</b>	<b>10 843,840</b>	<b>-0,1%</b>
Personnel	955,235	867,028	992,768	1 205,996	1 573,323	1 528,078	1 942,883	2 100,634	8,1%
Energie électrique	607,032	616,475	533,695	604,368	884,804	903,990	1 038,023	715,236	-31,1%
Produits de traitement	142,590	283,764	287,261	288,053	336,050	972,757	1 380,676	1 158,565	-16,1%
Analyses	62,758	64,821	55,146	70,273	70,713	82,827	104,515	71,969	-31,1%
Sous-traitance, matières et fournitures	732,688	762,972	1 003,150	969,456	1 016,797	1 013,817	1 231,805	1 249,095	1,4%
Impôts locaux et taxes	154,747	150,100	152,912	99,181	188,504	250,872	377,283	441,749	17,1%
Autres dépenses d'exploitation	378,465	295,678	351,762	360,455	502,548	426,322	824,822	772,066	-6,4%
<i>Télécommunication, poste et télégestion</i>	22,508	16,002	20,557	36,497	22,861	50,120	104,079	115,130	10,6%
<i>Engins et véhicules</i>	7,479	9,036	10,493	21,995	31,208	32,952	21,848	23,462	7,4%
<i>Informatique</i>	135,517	80,687	87,110	71,760	103,195	105,065	198,876	231,482	16,4%
<i>Assurances</i>	19,131	6,630	-17,214	31,587	7,090	23,524	61,736	64,395	4,3%
<i>Locaux</i>	102,303	96,943	129,956	140,703	207,938	206,936	370,555	414,037	11,7%
<i>Autres</i>	91,527	86,380	120,860	57,913	130,256	7,725	67,728	-76,440	-212,9%
Contribution des services centraux et recherche	214,323	209,360	249,440	299,079	399,498	234,258	473,431	821,098	73,4%
Charges relatives aux renouvellements <i>Pour garantie de continuité de service</i>	929,342								
Charges relatives aux renouvellements <i>Fonds Contractuel de Renouvellement</i>		808,267	819,154	830,164	860,010	897,111	1 075,791	1 072,012	-0,4%
Charges relatives aux investissements <i>Programme Contractuel d'Investissement</i>	1 298,693	1 319,949	1 344,790	1 366,126	1 388,498	1 309,320	2 403,813	2 441,359	1,6%
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement		0,110				0,050	0,000		
Charges relatives aux investissements du domaine privé								0,057	
<b>RESULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>313,682</b>	<b>888,218</b>	<b>-53,767</b>	<b>1 357,185</b>	<b>1 428,783</b>	<b>2 406,797</b>	<b>1 967,518</b>	<b>2 104,437</b>	<b>6,96%</b>
Impôts sur les sociétés (calcul normatif)	104,550	296,043		452,350	476,213	802,185	655,774	701,409	6,96%
<b>RESULTAT NET</b>	<b>209,132</b>	<b>592,175</b>	<b>-53,767</b>	<b>904,835</b>	<b>952,570</b>	<b>1 604,612</b>	<b>1 311,744</b>	<b>1 403,028</b>	<b>6,96%</b>

## ➤ Suivi du compte de renouvellement

En K€

	Dotation	Dépenses	Solde annuel	Solde cumulé
<b>2009</b>	830,340	1 013,913	-183,573	348,199
<b>2010</b>	830,164	696,848	133,316	481,515
<b>2011</b>	860,010	647,204	212,805	694,321
<b>2012</b>	897,111	1 135,187	-238,076	456,245
<b>2013</b>	1 066,993	811,980	255,012	711,257
<b>2014</b>	1 072,461	1 089,163	-16,702	694,555



Le détail des dépenses de renouvellement réalisées en 2014 est présenté page 88 du rapport du délégataire.

L'année 2014 présente une stabilisation des recettes (+1%) et des charges (-0,08 %)

### Evolution du versement de la prime Agence de l'eau

	Montant de l'acompte	Date de versement de l'acompte	Montant du solde	Date de versement du solde	Commentaires	Montant Provisionné fin 2013	Montant Perçu en 2014
Prime épuration pour l'année 2008	331 829 €	30/11/2009	89 732 €	01/10/2013			
Prime épuration pour l'année 2009	331 829 €	27/04/2012	705 499 €	01/10/2013			
Prime épuration pour l'année 2010	800 000 €	9/12/2011	666 007 €	01/10/2013			
Prime épuration pour l'année 2011	800 000 €	22/06/2012	Non calculé	Inconnue	Versement effectué à CPA.	300 000 €	401 609 €
Prime épuration pour l'année 2012	Non déterminé		Non calculé	Inconnue	Pas d'Acompte versé	1 200 000 €	1 746 161
Prime épuration pour l'année 2013	Non déterminé		Non calculé	Inconnue	Provision 2013	850 000 €	1 718 751
Prime épuration pour l'année 2014	NC	NC	NC	NC	Provision 2014	1 000 000€	

Compte tenu des conditions du Xème programme de l'AESN et des réductions en cours, le revenu issu de la perception de la "Prime pour Epuration" 2014 a été provisionné à hauteur de 1 000 k€. Les primes pour Epuration de 2012 à 2013 ont été soldées.

## 6.3 Les autres coûts figurant sur la facture d'eau

Le SIARP perçoit au titre de sa compétence collecte des eaux usées une redevance, dont le montant est fixé par son Comité Syndical. Le montant de la redevance SIARP est de 0.4839 €HT/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

D'autres organismes publics perçoivent des taxes ou redevance :

### Agence de l'Eau (prélèvement et pollution) :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le système des redevances versées aux Agences de l'eau a été modifié en application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 :

- redevance prélèvement au titre de préservation des ressources en eau, applicable à l'ensemble des abonnés du service des eaux, que les logements soient raccordés à un réseau ou équipés d'un assainissement individuel,
- redevance pollution au titre de la lutte contre la pollution des eaux, applicable à l'ensemble des abonnés du service des eaux, que les logements soient raccordés à un réseau ou équipés d'un assainissement individuel,
- redevance au titre de la modernisation des réseaux de collecte des eaux usées applicable aux seuls abonnés raccordés à un réseau d'égout/

Fiche de détail des redevances AESN en annexe 7

#### 1) La redevance prélèvement

Pour répondre aux enjeux de protection de la santé et de l'environnement, les redevances permettent à l'Agence de l'eau de financer des études, actions et travaux pour satisfaire les besoins en eau en favorisant l'instauration d'un équilibre entre d'une part les ressources, d'autre part l'alimentation en eau potable, les usages industriels et agricoles.

La redevance prélèvement est assise sur le volume d'eau prélevé dans les forages au cours d'une année mesuré par compteur d'eau.

Les taux de redevance varient selon les caractéristiques hydrologiques du bassin, les objectifs à atteindre (zone 1 – redevance de base / zone 2 – redevance majorée pour prélèvement en Zone d'Action Renforcée) et d'origine de l'eau prélevée (nappe ou surface). En outre, pour certaines masses d'eau où il existe un déséquilibre chronique entre les prélèvements et la ressource disponible [Zones de Répartition des Eaux – ZRE (catégorie 2)], la loi permet d'augmenter les taux plafonds.

#### 2) La redevance de pollution

Elle doit être acquittée par tous les abonnés. Elle est assise sur le volume d'eau facturé à toute personne abonnée à un service d'eau potable. Son taux est modulé en fonction des pollutions constatées dans les territoires considérés et des efforts nécessaires pour les réduire, les éliminer et atteindre le bon état écologique des eaux (plafond à 0.5 €/m<sup>3</sup>).

Dans le cadre du 10<sup>ème</sup> programme de l'Agence de l'Eau entré en application au 1<sup>er</sup> janvier 2013, trois zones correspondant à trois taux différents sont définies en fonction de l'état écologique des rivières des 77 unités hydrographiques définies dans le SDAGE « Seine Normandie » :

- zone de base
- zone moyenne
- zone renforcée

L'ensemble des communes de la CACP, sauf Menucourt, est classé en zone de base en raison du bon état de l'Oise. Le taux de la redevance pollution est de 0.22 €/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Menucourt, située sur un bassin versant différent, est classée en zone renforcée en raison du mauvais état écologique de l'Aubette de Meulan. Le taux de la redevance pollution est de 0.41 €HT/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Par courrier en date du 27 février 2013, la CACP a sollicité l'Agence de l'Eau pour que le taux de la redevance pollution sur Menucourt soit revu.

Malgré les différents courriers adressés par la Communauté d'agglomération depuis février 2013, rappelant les efforts financiers fournis par les habitants de Menucourt au titre de la mise aux normes du système d'épuration, et l'absence d'impact des eaux usées de Menucourt sur le bassin versant de l'Aubette de Meulan, l'Agence de l'Eau refuse aujourd'hui de modifier le zonage de sa redevance et d'harmoniser le taux de la redevance pollution sur le territoire des 13 communes.

Dans ce contexte, et au regard de l'attachement de la Communauté d'agglomération au principe de solidarité territoriale et à l'application d'un tarif unique de l'eau pour les usagers de ce service public sur son territoire, il a été décidé de demander au délégataire Cyo (en charge du recouvrement de la redevance), de déroger aux modalités d'application définies par l'Agence de l'Eau, et d'appliquer un taux unique de redevance « pollution » sur l'ensemble des usagers des 13 communes. Cette décision n'aura pas d'impact sur le produit total perçu par l'Agence de l'Eau.

La redevance pour pollution de l'eau est perçue par l'Agence de l'eau auprès de l'exploitant du service d'eau potable.

### **3) La redevance pour modernisation des réseaux de collecte**

Elle est due par toute personne acquittant la redevance précédente et soumise à la taxe d'assainissement. Payée par tout abonné raccordé à un réseau d'assainissement public, elle est assise sur les m<sup>3</sup> soumis à la taxe d'assainissement.

Son taux est unique dans le bassin Seine-Normandie car cette redevance correspond dans son esprit à une mutualisation au niveau du bassin des investissements nécessaires pour maintenir et améliorer le niveau de l'assainissement des eaux usées. Le taux de cette redevance est de 0.3 €HT/m<sup>3</sup>.

La redevance pour modernisation des réseaux de collecte est également perçue par l'Agence de l'eau auprès de l'exploitant du service assurant la facturation de la redevance d'assainissement.

Ces redevances perçues au profit de l'Agence et selon des barèmes fixés par elle, lui permettent de subventionner certains travaux incombant aux collectivités locales, tels que la construction de réseaux d'eau, d'assainissement ou de stations d'épuration.

**Redevance Voies Navigables :** elle est perçue au profit de l'Etablissement Public des Voies Navigables de France pour tout prélèvement ou rejet d'eau dans une rivière ou un canal navigable, afin de participer à l'optimisation et à la modernisation de leur gestion.

Lors de la création de Voies Navigables de France, le gouvernement a prévu par l'article 124 de la loi de Finances pour 1991 (n°90-1168 du 29 décembre 1990), que pour assurer ses missions, le nouvel établissement percevrait à son profit une taxe sur les titulaires d'ouvrages de prise d'eau, rejet d'eau ou autres ouvrages hydrauliques destinés à prélever ou évacuer des volumes d'eau sur le domaine public fluvial qui lui est confié. Sont exclus de cette taxe les ouvrages hydroélectriques concédés et leurs ouvrages et équipements annexes. Cette taxe est communément appelée « taxe hydraulique ».

La taxe a un taux unique par catégorie d'usagers et se compose de deux éléments :

- Un élément égal au produit de la superficie de l'emprise au sol des ouvrages par un taux de base variable suivant le nombre d'habitants de la commune où se situe l'ouvrage,
- Un élément égal au produit du volume d'eau prélevable ou rejetable par un prix de base du mètre cube.

Le taux de base de VNF, défini par décrets (2004-1425 et 2011-797), est de 0.0046 €/m<sup>3</sup> jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2011 puis de 0.0057 €/m<sup>3</sup>.

Le volume assiette pris en compte par VNF (décret n°91-797 du 20 août 1991) est le volume nominal de l'arrêté d'autorisation de la station d'épuration n°08/8704, soit 55 000 m<sup>3</sup>/j et 20 075 000 m<sup>3</sup>/an.

Le tarif appliqué pour la redevance VNF est de 0.0105 €/m<sup>3</sup> HT au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (TVA à 10%).

## 6.4 La facture d'eau au 1<sup>er</sup> janvier 2015, base 120 m<sup>3</sup>

Le décompte de la facture d'eau intègre différentes parts : part « eau potable » (sous divisées en part collectivité et part délégataire), la part « assainissement » (sous divisées en part collectivités et part délégataire), les redevances de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et de Voies Navigables puis les taxes (TVA 5.5% pour l'eau potable et 10% pour l'eau usée). Une facture type est présentée en annexe 7.

**Tous abonnés exceptés ceux de Boisemont versant Hautil, Maurecourt et Menucourt**

Les tarifs au 1<sup>er</sup> janvier 2015 sont présentés ci-dessous pour une consommation de référence de **120 m<sup>3</sup> par an et par foyer\***, conformément à la référence INSEE :

<b>Facture d'eau pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> prix actualisé au 01/01/2015 (hors Boisemont versant hautil, Menucourt et Maurecourt)</b>			
<b>DISTRIBUTION DE L'EAU</b>	<b>TVA</b>	<b>P.U. HT</b>	<b>Montant 120 m<sup>3</sup></b>
Abonnement trimestriel (Cyo')	5,5%	8,7800	35,12
Consommation (Cyo')	5,5%	1,1136	133,63
Protection de la ressource en eau (CACP)	5,5%	0,0700	8,40
Préservation des ressources en eau (AESN)	5,5%	0,0688	8,26
<b>TOTAL 120 m<sup>3</sup> DISTRIBUTION DE L'EAU</b>			<b>185,41</b>
<b>COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES</b>			
Collecte (SIARP)	0	0,4839	58,07
Transport et qualité des rivières (CACP)	0	0,1600	19,20
Traitement (Station Cergy-Neuville)	10%	0,8796	105,55
Voies Navigables de France (VNF)	10%	0,0120	1,44
<b>TOTAL 120 m<sup>3</sup> COLLECTE ET TRAIT DES EAUX USEES</b>			<b>184,26</b>
<b>ORGANISMES PUBLICS</b>			
Redevance Lutte contre la pollution (AESN)	5,5%	0,2200	26,40
Redevance Modernisation des réseaux de collecte (AESN)	0	0,3000	36,00
<b>TOTAL 120 m<sup>3</sup> ORGANISMES PUBLICS</b>			<b>62,40</b>
TVA 5,5%			11,65
TVA 10%			10,70
<b>TOTAL TTC (euros) pour 120 m<sup>3</sup></b>			<b>454,42</b>
<b>Prix TTC du m<sup>3</sup> (euros)</b>			<b>3,79</b>

\*la facture 120 m<sup>3</sup> est prise comme base de comparaison nationale, et équivaut à la consommation annuelle d'un foyer de 3 personnes.



## Abonnés de Boisemont versant Hautil

Ces abonnés sont raccordés à la station d'épuration des Grésillons à Triel sur Seine.

Les tarifs au 1<sup>er</sup> janvier 2015 sont présentés ci-dessous pour une consommation de référence de **120 m<sup>3</sup> par an et par foyer\***, conformément à la référence INSEE :

<b>Facture d'eau pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> prix actualisé au 01/01/2015 Boisemont quartiers du bassin versant de l'Hautil</b>			
<b>DISTRIBUTION DE L'EAU</b>	<b>TVA</b>	<b>P.U. HT</b>	<b>Montant 120 m<sup>3</sup></b>
Abonnement trimestriel (Cyo')	5,5%	8,7800	35,12
Consommation (Cyo')	5,5%	1,1136	133,63
Protection de la ressource en eau (CACP)	5,5%	0,0700	8,40
Préservation des ressources en eau (AESN)	5,5%	0,0688	8,26
<b>TOTAL 120 m<sup>3</sup> DISTRIBUTION DE L'EAU</b>			<b>185,41</b>
<b>COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES</b>			
Collecte (SIARP)	0	0,4839	58,07
Transport et épuration (SIARP)	0	0,6548	78,58
Traitement (SIAAP)	10%	0,5580	66,96
<b>TOTAL 120 m<sup>3</sup> COLLECTE ET TRAIT DES EAUX USEES</b>			<b>203,60</b>
<b>ORGANISMES PUBLICS</b>			
Redevance Lutte contre la pollution (AESN)	5,5%	0,2200	26,40
Redevance Modernisation des réseaux de collecte (AESN)	0	0,3000	36,00
<b>TOTAL 120 m<sup>3</sup> ORGANISMES PUBLICS</b>			<b>62,40</b>
TVA 5,5%			11,65
TVA 10%			6,70
<b>TOTAL TTC (euros) pour 120 m<sup>3</sup></b>			<b>469,76</b>
<b>Prix TTC du m<sup>3</sup> (euros)</b>			<b>3,91</b>

\*la facture 120 m<sup>3</sup> est prise comme base de comparaison nationale, et équivaut à la consommation annuelle d'un foyer de 3 personnes.

## Abonnés de Menucourt

Ces abonnés sont assujettis à une redevance Pollution de l'Agence de l'Eau différente.

Les tarifs au 1<sup>er</sup> janvier 2015 sont présentés ci-dessous pour une consommation de référence de **120 m<sup>3</sup> par an et par foyer\***, conformément à la référence INSEE :

<b>Facture d'eau pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> prix actualisé au 01/01/2015 Menucourt</b>			
<b>DISTRIBUTION DE L'EAU</b>	<b>TVA</b>	<b>P.U. HT</b>	<b>Montant 120 m<sup>3</sup></b>
Abonnement trimestriel (Cyo')	5,5%	8,7800	35,12
Consommation (Cyo')	5,5%	1,1136	133,63
Protection de la ressource en eau (CACP)	5,5%	0,0700	8,40
Préservation des ressources en eau (AESN)	5,5%	0,0688	8,26
<b>TOTAL 120 m<sup>3</sup> DISTRIBUTION DE L'EAU</b>			<b>185,41</b>
<b>COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES</b>			
Collecte (SIARP)	0	0,4839	58,07
Transport et qualité des rivières (CACP)	0	0,1600	19,20
Traitement (Station Cergy-Neuville)	10%	0,8796	105,55
Voies Navigables de France (VNF)	10%	0,0120	1,44
<b>TOTAL 120 m<sup>3</sup> COLLECTE ET TRAIT DES EAUX USEES</b>			<b>184,26</b>
<b>ORGANISMES PUBLICS</b>			
Redevance Lutte contre la pollution (AESN)	5,5%	0,4100	49,20
Redevance Modernisation des réseaux de collecte (AESN)	0	0,3000	36,00
<b>TOTAL 120 m<sup>3</sup> ORGANISMES PUBLICS</b>			<b>85,20</b>
TVA 5,5%			12,90
TVA 10%			10,70
<b>TOTAL TTC (euros) pour 120 m<sup>3</sup></b>			<b>478,47</b>
<b>Prix TTC du m<sup>3</sup> (euros)</b>			<b>3,99</b>

\*la facture 120 m<sup>3</sup> est prise comme base de comparaison nationale, et équivaut à la consommation annuelle d'un foyer de 3 personnes.

## Abonnés de Maurecourt

Sur cette commune, l'exploitation du service de l'eau est déléguée à CYO depuis l'intégration de la commune au périmètre de la délégation au 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Les tarifs au 1<sup>er</sup> janvier 2015 sont présentés ci-dessous pour une consommation de référence de **120 m<sup>3</sup> par an et par foyer\***, conformément à la référence INSEE :

<b>Facture d'eau pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> prix actualisé au 01/01/2015 Maurecourt</b>			
<b>DISTRIBUTION DE L'EAU</b>	<b>TVA</b>	<b>P.U. HT</b>	<b>Montant 120 m<sup>3</sup></b>
Abonnement trimestriel (Cyo')	5,5%	8,7800	35,12
Consommation (Cyo')	5,5%	1,1136	133,63
Protection de la ressource en eau (CACP)	5,5%	0,0700	8,40
Préservation des ressources en eau (AESN)	5,5%	0,0688	8,26
<b>TOTAL 120 m<sup>3</sup> DISTRIBUTION DE L'EAU</b>			<b>185,41</b>
<b>COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES</b>			
Consommation (lyonnaise des eaux)	10%	0,1610	19,32
Redevance communale	0	0,7300	87,60
Redevance syndicale (SIAAP)	10%	0,5580	66,96
Redevance syndicale (SIARH)	10%	0,2031	24,37
<b>TOTAL 120 m<sup>3</sup> COLLECTE ET TRAIT DES EAUX USEES</b>			<b>198,25</b>
<b>ORGANISMES PUBLICS</b>			
Redevance Lutte contre la pollution (AESN)	5,5%	0,2200	26,40
Redevance Modernisation des réseaux de collecte (AESN)	0	0,3000	36,00
<b>TOTAL 120 m<sup>3</sup> ORGANISMES PUBLICS</b>			<b>62,40</b>
TVA 5,5%			11,65
TVA 10%			11,07
<b>TOTAL TTC (euros) pour 120 m<sup>3</sup></b>			<b>468,77</b>
<b>Prix TTC du m<sup>3</sup> (euros)</b>			<b>3,91</b>

\*la facture 120 m<sup>3</sup> est prise comme base de comparaison nationale, et équivaut à la consommation annuelle d'un foyer de 3 personnes.

# 7 ANNEXES

Annexe 1 : Documents de communication sur le service public de l'eau potable et de l'assainissement

Annexe 2 : Fiche ASTEE pour le calcul des volumes non comptés

Annexe 3 : Synoptique du traitement des Boues

Annexe 4 : Entretien du système de transfert des eaux usées

Annexe 5 : Synthèse des événements déversants de l'année 2014

Annexe 6 : Détails sur les campagnes de mesures RSDE

Annexe 7 : Facture type

## Annexe 1 : Documents de communication sur le service public de l'eau potable et de l'assainissement

## VOTRE CONSOMMATION AU QUOTIDIEN

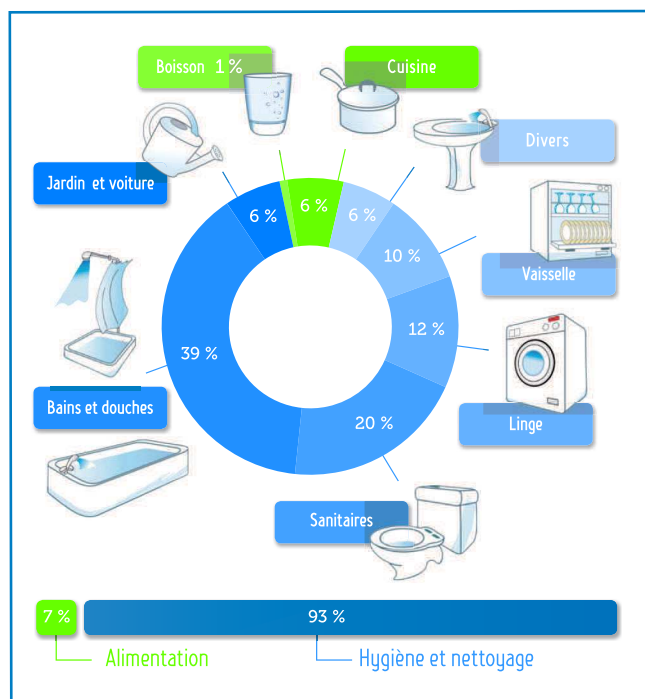
Une personne consomme en moyenne entre 150 et 200 litres d'eau par jour.

Pour une famille de 4 personnes, la consommation moyenne annuelle en eau s'élève à 150 m<sup>3</sup> (soit 150 000 litres/an).

L'eau est une ressource précieuse et fragile.

En étant attentif à nos usages, nous pouvons contribuer à la préserver, et à réduire nos consommations.

Répartition des consommations par usages



## LA SOLIDARITÉ EAU

Parce que chacun peut rencontrer des difficultés pour gérer son budget, la Communauté d'agglomération a créé un Fonds de Solidarité.

Ce dispositif permet de régler une partie de votre facture d'eau (part eau potable). Cette aide est attribuée par les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS).

Pour toute information sur ce dispositif, vous pouvez contacter le CCAS de votre commune.

## Pour contacter les Centres Communaux d'Action Sociale

Boisemont	01 34 42 34 98
Cergy	01 34 33 44 10
Courdimanche	01 30 27 30 95
Eragny	01 34 40 65 43
Jouy-le-Moutier	01 34 43 94 40
Maurecourt	01 39 70 23 20
Menucourt	01 34 42 04 08
Neuville	01 34 24 09 17
Osny	01 34 25 42 24
Pontoise	01 34 35 30 70
Puiseux-Pontoise	01 34 46 10 82
Saint-Ouen-l'Aumône	01 34 21 25 00
Vauréal	01 34 24 53 88



Plus d'information sur [www.cyodirect.fr](http://www.cyodirect.fr)

# LA LETTRE DE L'EAU de Cergy-Pontoise

N° 2 - déc.2013-fév.2014



**TOUT SAVOIR**  
pour maîtriser  
sa consommation !



Cyo est une société de Veolia Eau dédiée à la gestion du service de l'eau de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise.



# LA CHASSE AU GASPILLAGE

## Adoptez les bons réflexes

Voici quelques bons réflexes que nous pouvons adopter au quotidien



Pour la toilette, préférez la douche au bain : c'est 5 fois moins d'eau consommée.

Choisissez des appareils ménagers économes en eau et pensez à faire tourner une machine pleine plutôt que deux à moitié remplies.



Protégez vos tuyaux et votre compteur contre le gel. L'eau qui gèle dans un tuyau peut le faire exploser et créer une fuite importante.

Equipez vos toilettes d'une chasse d'eau à 2 vitesses. Sinon, vous pouvez réduire le volume de stockage en mettant une brique dans la chasse d'eau.



## ATTENTION AUX FUITES

Principales causes de l'augmentation des consommations, les fuites coûtent cher.

Sachez qu'un robinet qui goutte fait gaspiller 120 litres d'eau par jour, soit presque la consommation d'une personne. Une chasse d'eau qui fuit peut représenter jusqu'à 600 litres d'eau perdus par jour : l'équivalent de la consommation d'une famille de 4 personnes.

**Pensez à entretenir et à surveiller régulièrement vos installations, le système de robinetterie, les chasses d'eau.**

### Traquez les fuites

Avant de vous coucher, relevez les chiffres rouges et blancs sur le compteur. Ne consommez pas d'eau la nuit. Relevez à nouveau votre compteur le matin : si les chiffres ont changé, votre installation fuit.

## PROTECTION EN CAS DE FUITES EN PARTIES PRIVATIVES

La « loi Warsmann » est un dispositif permettant un plafonnement des factures suite à une fuite d'eau sur canalisation.

Elle fait obligation au service d'eau d'informer l'abonné lorsque sa consommation habituelle est au moins doublée, au plus tard lors de l'envoi de sa facture. L'abonné a alors un mois pour transmettre à son service d'eau une attestation d'une entreprise de plomberie spécifiant la réparation de la fuite, pour bénéficier du dispositif de plafonnement.

### COMMENT ÇA MARCHE ?

**Pour bénéficier du dispositif, 4 critères doivent être remplis :**

1. Ce dispositif ne concerne que les **locaux d'habitation**, qu'il s'agisse d'habitat individuel ou collectif.
2. Seules sont prises en compte les **fuites sur canalisations après compteurs**, c'est à dire au niveau des tuyaux et accessoires (ex : raccords, coudes, vannes, joints...). Le dispositif ne couvre pas les fuites dues aux appareils ménagers (ex : lave-linge) ou aux équipements sanitaires (chasse d'eau) ou de chauffage (cumulus).
3. Le dispositif s'applique aux « **consommations anormales** » correspondant à **au moins deux fois le niveau de consommation habituelle** : le volume d'eau consommé doit excéder le double du volume d'eau moyen consommé sur une période équivalente au cours des 3 années précédentes.
4. Suite à la réception de la facture, vous devez faire réparer la fuite sous un mois et produire une **attestation** émanant d'une entreprise de plomberie spécifiant **l'existence, la localisation et la réparation de la fuite**.

Dès que ces points sont validés, Cyo applique le principe de plafonnement de la facture d'eau au double de la consommation de référence.

Par ailleurs, les volumes liés aux fuites d'eau n'entrent pas dans le calcul des redevances liées à la part assainissement.

## Annexe 2 : Fiche ASTEE pour le calcul des volumes non comptés

# ESTIMATION DES VOLUMES CONSOMMES AUTORISES NON COMPTES

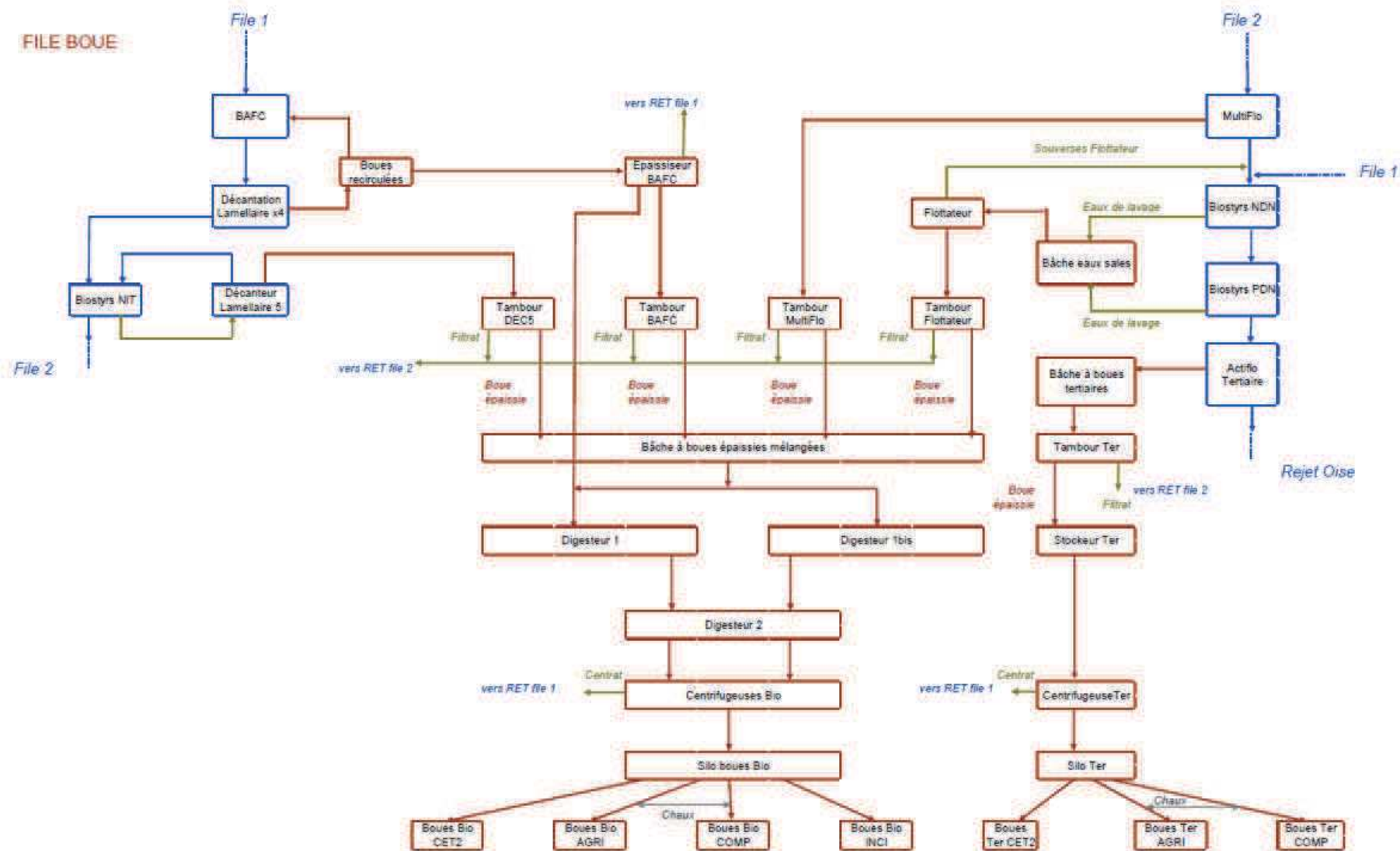
Liste de principe à compléter par le service des eaux

	Volume utilisé par	Méthode d'estimation		Ordres de grandeur
VOLUME CONSOMMATEURS SANS COMPTAGE	Essai PI/BI	Evaluer avec le SDIS le nombre d'essais par an X Durée X 60 m <sup>3</sup> /heure		7 à 10 m <sup>3</sup> /an/unité
	Manœuvres incendie	Evaluer avec le SDIS : Nombre d'ouvertures X Durée X 60 m <sup>3</sup> /heure		
	Espace vert sans compteur	Deux méthodes possibles en collaboration avec Services des Espaces verts :		
		Nombre d'ouvertures des bornes X Durée X débit à estimer	Equipement de 10% des bornes avec des compteurs et extrapolation	
	Fontaines sans compteur	Deux méthodes possibles :		
		Nombre de fontaines par type X consommation à estimer pour chaque type	Equipement de 10% des fontaines avec des compteurs et extrapolation	
	Lavage de la voirie	Avec Engins : Nb de camions x Nb rotations de camion/jour x Nb de jours de travail	Par bouche de lavage : Nombre d'ouvertures X Durée X débit à estimer	2 m <sup>3</sup> /Rotation/ Camion
VOLUME DE SERVICE DU RESEAU	Chasse d'eau sur le réseau d'assainissement	Nombre de réservoirs de chasse X Nombre d'actions X volume d'un réservoir		2 à 5 m <sup>3</sup> par jour et par unité
	Nettoyage des réservoirs	Le volume correspond au volume perdu en vidange plus l'eau de lavage et de rinçage avant remise en service.		
		Calcul précis de l'exploitant	Par défaut : Niveau bas + 10% du volume total utile du réservoir	
	Désinfection après travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 8 volumes de canalisation (soit 1 volume de vidange, 3 pour le rinçage avant désinfection, 1 pour la désinfection et 3 pour le rinçage après désinfection)</li> <li>- pour les branchements : nombre de branchements X 0,20 m<sup>3</sup></li> </ul>		
	Purge et lavage des conduites	Calcul précis de l'exploitant	Par défaut : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nb de purges X Durée X 2,5 m<sup>3</sup>/h</li> <li>- Purges hors gel : 0,3 m<sup>3</sup>/heure X Nb de jours ouverture X Nb d'antennes équipées</li> <li>- Lavage eau-air-eau : 5 volumes de canalisation</li> </ul>	
	Surpresseurs et pissettes	Nombres de pompes X Débit à estimer ou nombre de pissettes X débit à estimer		90m <sup>3</sup> /an/pompe
	Analyseurs de chlore ou tout analyseur en ligne	Nombre d'analyseurs X Débit à estimer		65 à 80 l/h, soit 570 à 700 m <sup>3</sup> /an/Analyseur
	Autres consommations pour raison de service	Normalement marginal, sauf cas particulier à justifier. Exemple : mise en décharge pour problèmes de qualité		

PI/BI : poteaux / bornes incendie ; SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours

MEDAD- fiche détaillée : données et indicateurs des annexes V et VI du CGCT

## Annexe 3 : Synoptique de la file boue de la station d'épuration



## Annexe 4 : Entretien du système de transfert des eaux usées.

### 1) Entretien des équipements électromécaniques

Afin de rendre compte des interventions sur les divers équipements du système de collecte, voici un tableau récapitulatif des actions entreprises par la CACP (via un marché de prestation) sur les équipements électromécaniques **en 2014** :

Site d'intervention	Date d'intervention	Fin intervention	Commentaires	Préventif (P) / Curatif (C)
<b>SGL16 poste Petit Albi</b>	19/06/2014	19/06/2013	Révision dégrilleur	P
<b>SGL13 poste Martimprey</b>	29/08/2014	29/08/2014	Révision pompe P4	P
	14/01/2014	14/01/2014	Révision pompe P3	P
	24/11/2014	24/11/2014	Remplacement socle relais démarrage pompe P3.	P
	09/04/2014	09/04/2014	Remplacement du Sofrel	P
	03/06/2014	03/06/2014	Remplacement charbon actif	P
	21/10/2014	21/10/2014	Remplacement démarreur P3.	P
	15/04/2014	15/04/2014	Remplacement ventilateur armoire.	P
<b>SGL9 poste St Prix</b>	03/06/2014	03/06/2014	Révision pompe P2&P3.	P
<b>SGL14 poste des Patis</b>	09/02/2014	09/02/2014	Remise en service dégrilleur	C
	05/09/2014	05/09/2014	Remplacement ligne d'arbre pompe P2	P
	04/09/2014	04/09/2014	Remise en service dégrilleur	C
	03/06/2014	05/09/2014	Révision pompe 2&3	P
	20/06/2014	20/06/2014	Révision dégrilleur Patis	P
	05/04/2014	05/04/2014	Remplacement charbon actif	P
<b>SGL 3 Poste Siphon de Neuville</b>	21/07/2014	21/07/2014	Changement flexibles centrale hydraulique	C
	08/07/2014	08/07/2014	Changement vérin poche dégrilleur	C
	27/03/2014	27/03/2014	Diagnostic moteur dégrilleur	C
	09/04/2014	09/04/2014	Remplacement charbon actif	P
	02/05/2014	02/05/2014	Remplacement capteur inductif vanne V2	C

	08/07/2014	08/07/2014	Changement vérin compacteur	C
	12/05/2014	12/05/2014	Réalignement canalisation compacteur à déchets	C
	15/05/2014	15/05/2014	Révision partielle dégrilleur	P
SGL 19 Poste CD92	15/09/2014	15/09/2014	Révision pompe P2	P
	17/02/2014	17/02/2014	Remplacement armoire électrique	P
	23/10/2014	23/10/2014	Intervention de nuit pompe P2	C
	27/08/2014	27/08/2014	Révision pompe P3	P
	23/09/2014	23/09/2014	Changement roue pompe P2	P
	22/10/2014	22/10/2014	Remplacement ligne d'arbre pompe P1	P
	22/10/2014	22/10/2014	Remplacement ligne d'arbre pompe P2	P
	31/10/2014	31/10/2014	Révision pompe P1	P
	25/08/2014	25/08/2014	Diagnostic poste	P
SGL 1 poste A15	06/02/2014	06/02/2014	Diagnostic cellule HT	P
SGL 02 Bas de la Boucle	06/02/2014	06/02/2014	Remise en service dégrilleur	C
	14/02/2014	14/02/2014	Révision pompe P2	P
	03/04/2014	03/04/2014	Révision pompe P3	P
	04/09/2014	04/09/2014	Remise en service dégrilleur	C
	26/06/2014	26/06/2014	Débouchage pompe P2&P3	C
	11/06/2014	11/06/2014	Remise en service dégrilleur	C
	13/06/2014	13/06/2014	Changement pallier dégrilleur	P
	15/04/2014	15/04/2014	Débouchage pompe P2	C



	19/03/2014	19/03/2014	Débouchage pompe P2	C
	11/02/2014	11/02/2014	Révision dégrilleur	P
	08/03/2014	08/03/2014	Remise en place chaine dégrilleur	C
	07/04/2014	07/04/2014	Remplacement sonde cls30 pompe P3	P
SGL15 Dégrilleur Siphon de Pontoise	04/09/2014	04/09/2014	Remplacement câble dégrilleur	P
	05/09/2014	05/09/2014	Révision dégrilleur	P
	04/11/2014	04/11/2014	Remplacement flexibles compacteur	C
SGL 11 Poste Hermitage	11/07/2014	11/07/2014	Débouchage pompe P2&P3	C
	08/08/2014	08/08/2014	Débouchage pompe P1&P3	C
	26/06/2014	26/06/2014	Débouchage pompe P1	C
	19/05/2014	19/05/2014	Débouchage pompe P2	C
	14/02/2014	14/02/2014	Changement moteur désodorisation	C
	13/02/2014	13/02/2014	Révision pompe P3	P
	13/02/2014	13/02/2014	Remplacement pompe vide cave	P
	20/03/2014	20/03/2014	Révision pompe P2	P
	28/03/2014	28/03/2014	Révision pompe P1	P
	28/04/2014	28/04/2014	Débouchage pompe P1	C
SGL 20 Poste Epluche	10/06/2014	10/06/2014	Remplacement canalisation pompe P2	C
	13/02/2014	13/02/2014	Remplacement pompe P2	P
	07/05/2014	07/05/2014	Diagnostic canalisation pompe P2	P
	07/05/2014	07/05/2014	Débouchage pompe P2	C

SGL18 poste Auges	04/09/2014	04/09/2014	Diagnostic pompe P2	P
	12/09/2014	12/09/2014	Révision pompe 1&2	P
SGL 17 Poste Poirier Gris	05/09/2014	05/09/2014	Révision pompe 1&2	P
	05/09/2014	05/09/2014	Rechargement ligne d'arbre pompe P1	P

De plus, tout au long de l'année, diverses interventions ont été menées par la régie assainissement dont :

- Décolmatage des pompes de Liesse et Hermitage
- Réamorçage des pompes du Bas de la Boucle
- Lavage et graissage des dégrilleurs
- Graissage des vannes hydrauliques
- Appoint d'huile des centrales hydrauliques

#### Entretien des réseaux (et bâches) du système de transfert des eaux usées :

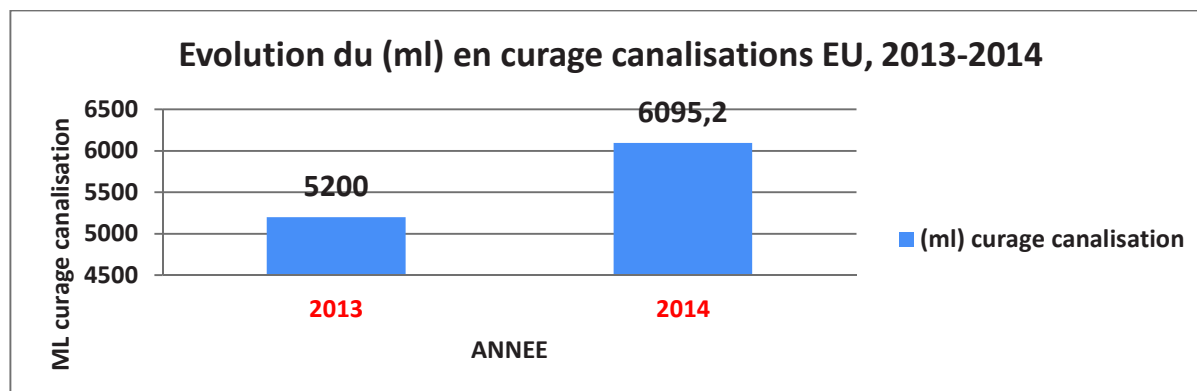
Afin d'assurer la continuité du service, la CACP réalise différentes interventions sur le réseau de transport des eaux usées (via divers marchés publics) :

- Curages de canalisations (seuls les curages des réseaux EU sont reportés dans le tableau ci-dessous),
- Curages des bâches des postes EU et évacuation des refus de dégrillage (postes : Hermitage, Liesse, Patis, Saint Prix, Fond de Vaux, Epluche, Siphon de Pontoise, Bas de la Boucle, Siphon de Neuville, Petit Albi)

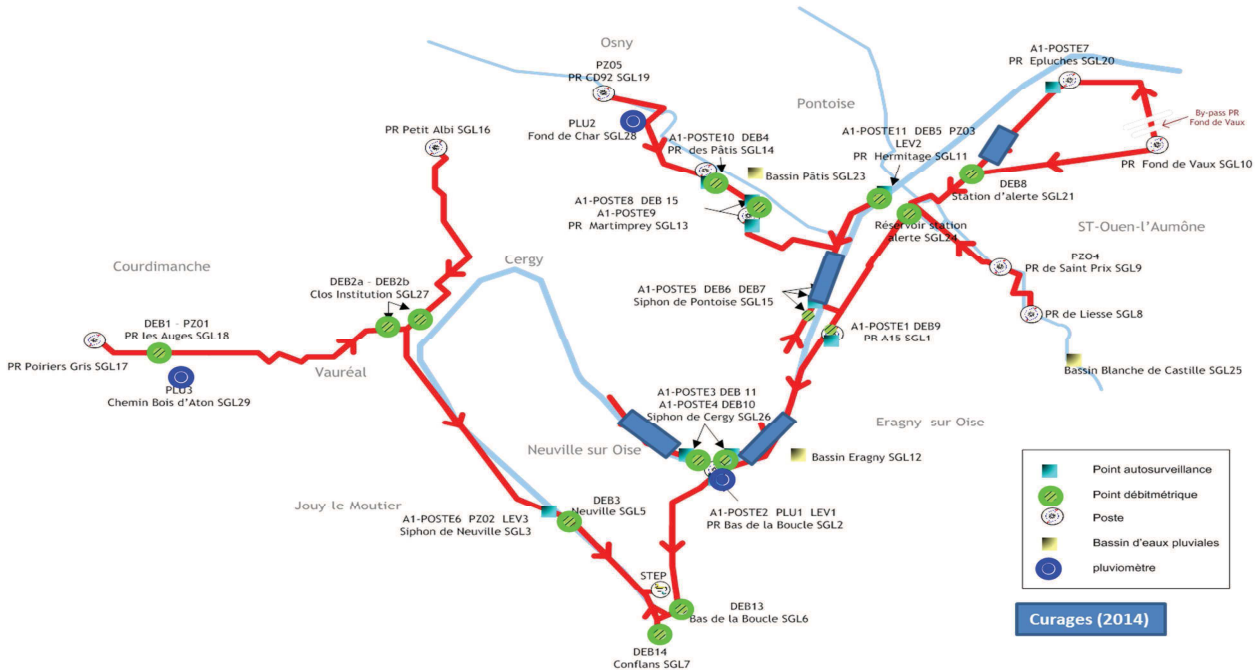
DATE	ADRESSE CHANTIER	VILLE	TYPE DE RESEAU	DIAMETRE	MÉTRÉ de CURAGE (ml)
01/02/2014	Entre le 15/17 rue de la Chapelle et le Calvaire	Saint Ouen l'Aumône	EU	Ø300	Curage collecteur EU sur 250ml
12/03/2014	Chemin des Larris	Pontoise	EU	Ø800	500ml
02/04/2014	Rue d'Epluche	Saint Ouen l'Aumône	EU		Curage et dégorgement du collecteur EU sur 180ml
Du 03 au 10/06/2014	Rue de la Chapelle / Rue d'Epluches	Saint Ouen l'Aumône	EU	Ø300 à 500	1800ml

09/07/2014	Chemin de la Pelouse	Pontoise	EU	Ø1000	Curage collecteur EU Ø1000 en amont du poste sur 2 tronçons (chantier de nuit)
Septembre 2014	Chemin de la Pelouse / Chemin des Larris	Pontoise	EU	Ø100	100ml
09/10/2014	Siphon de Pontoise	Pontoise	EU	Ø800	Curage collecteur EU pour nettoyage de la sonde jusqu'à la chambre sur 90ml
19/11/2014	Résidence Fleuriane	Osny	EU	Ø800	120ml
22/12/2014	Institut Stanislas	Osny	EU	Ø800	270ml.
23/12/2014	Institut Stanislas	Osny	EU	Ø800	320ml
29/12/2014	Institut Stanislas	Osny	EU	Ø800	125ml
10/07/2014	Bd Ducher	SOA	EU	Ø1000	83.2ml
08/12/2014	Rue du Parc	SOA	EU	Ø1000	7ml
/12/2014	Siphon de Cergy	Cergy	EU	Ø700	1400ml
				Ø400	850
TOTAL 2014 :					6095.2

De l'ordre de 6095.2 ml de réseaux de transport EU ont ainsi été curés en 2014 près de 20% des réseaux gravitaires de la CACP contre 17% soit 5200 ml par rapport à 2013.  
(Ci-dessous le bilan des curages canalisations réalisés en 2013-2014) :



**Localisation des tronçons curés sur le réseau de transport via le schéma ci-dessous :**



*-Entretien des bâches des postes EU :*

Postes	Dates	Opérations
<b>SGL1 – PR A15</b>	02/10/2014 23/06/2014	Pompage et nettoyage de la bêche EU
<b>SGL8 – PR Liesse</b>	06/03/2014 30/09/2014	Pompage et nettoyage des 2 bêches EU
<b>SGL9 – PR Saint Prix</b>	17/03/2014 01/10/2014	Pompage et nettoyage de la bêche EU
<b>SGL10 – PR Fond de Vaux</b>	17/03/2014 29/09/2014	Pompage et nettoyage de la bêche EU
<b>SGL11 – PR Hermitage</b>	20/01/2014 15/05/2014 07/08/2014 22/12/2014	Pompage et nettoyage de la bêche EU (chantier de nuit).
	17/01/2014	Enlèvement de la filasse + dégorgement.

	21/01/2014 20/06/2014 16/07/2014	Pompage et nettoyage de la salle des pompes.
	03/01/2014 10/01/2014 17/01/2014 24/01/2014 31/01/2014 07/02/2014 14/02/2014 21/02/2014 28/02/2014 07/03/2014 14/03/2014 12/09/2014 19/09/2014	Curage arrivée de la bache EU
<b>SGL13 – PR Martimprey</b>	13/01/2014 10/06/2014	Pompage et nettoyage de la bache EU
	17/12/2014	Nettoyage à la HP du poste + pompage pied d'assise (assistance Lyonnaise des Eaux)
<b>SGL14 – PR Pâtis</b>	10/06/2014 07/10/2014	Pompage et nettoyage des 2 bâches EU
	16/07/2014 20/08/2014 26/08/2014 21/10/2014	Décolmatage des 2 grilles du dégrilleur, curage entre vanne entrée poste et grilles + pompage pains de graisse, sable et cailloux
	02/09/2014	Curage de la bache dégrilleur + nettoyage à la HP de la grille du dégrilleur
	04/09/2014 14/12/2014	Intervention suite au dysfonctionnement du dégrilleur. Nettoyage du dégrilleur.
<b>SGL15 – Siphon de Pontoise</b>	06/03/2014	Pompage et nettoyage du regard sonde
	29/08/2014	Nettoyage à la HP de la dalle dégrilleur et de la grille dégrilleur
	14/02/2014	Vidange évacuation des déchets + nettoyage
	04/11/2014	Vidange de la trémie + nettoyage de la dalle et du dégrilleur
<b>SGL19 – PR CD 92</b>	14/02/2014 26/06/2014 31/10/2014	Pompage et nettoyage de la bache EU (chantier de nuit).

	17/02/2014	Mise en place d'un camion pour pompage provisoire
<b>SGL20 – PR Epluches</b>	23/01/2014 20/05/2014 29/09/2014	Pompage et nettoyage de la bache EU
<b>SGL2 – PR Bas de la Boucle</b>	17/12/2014 23/12/2014	Pompage et nettoyage
<b>SGL3 – Siphon de Neuville</b>	Diverses interventions	Pompage de la trémie & Décolmatage et pompage du dégrilleur
<b>SGL16 – PR Petit Albi</b>	19/12/2014	Curage bache
<b>SGL17 – PR Poirier Gris</b>	25/02/2013 05/06/2014 04/09/2014	Curage pompage et nettoyage bache
<b>SGL18 – PR Côte des Auges</b>	25/02/2014 05/06/2014 04/09/2014	Curage pompage et nettoyage bache

*Tableau - Bilan des principales interventions d'entretien sur les postes EU de la CACP*



## Annexe 5 Synthèse des déversements annuels 2014

Date	Poste	Volume déversé temps sec (m³)	Volume déversé temps de pluie (m³)	Volume total déversé (m³)	Durée déversement (h)	Max débit déversé (m³/h)	Pluviométrie moyenne	Cause du déversement
07/06/2014	PR Siphon de Neuville A2-POSTE 6	3 223	0	3 223	3,3	1 400	0,7	Dysfonctionnement de la station d'épuration déversement non comptabilisé
08/06/2014	Siphon de Pontoise A1-POSTE5	0	4	4	0,1	12	16,8	Evènement pluvieux
10/06/2014	PR Martimprey A1-POSTE8	0	608	608	2,7	228	8,6	Déversement suite au pompage du poste concomitant avec un événement pluvieux
06/07/2014	PR Martimprey A1-POSTE9	0	61	61	1,2	82	14,3	Evènement pluvieux
07/07/2014	PR Martimprey A1-POSTE9	0	11	11	0,3	53	12,9	Evènement pluvieux
08/07/2014	PR Martimprey A1-POSTE9	0	55	55	1,3	53	5,1	
	PR Patis A1-POSTE10	0	5 171	5 171	0,8	7 479		
07/08/2014	PR Martimprey A1-POSTE9	0	205	205	3,2	114	33,2	Evènement pluvieux
	PR Patis A1-POSTE10	0	4 239	4 239	0,5	9 020		
09/08/2014	PR Hermitage A1-POSTE11	0	371	371	1,8	228	5,1	Dysfonctionnement du poste concomitant à un évènement pluvieux
10/08/2014	PR Hermitage A1-POSTE11	0	644	644	1,7	228	7,7	Dysfonctionnement du poste concomitant à un évènement pluvieux
26/08/2015	PR Martimprey A1-POSTE9	0	26	26	0,6	82	9,8	Evènement pluvieux
07/10/2014	Siphon de Pontoise A1-POSTE5	0	25	25	0,1	114	5,3	Dysfonctionnement du dégrilleur suite à un évènement pluvieux
08/10/2014	PR Martimprey A1-POSTE9	0	160	160	1,4	114	17,7	Evènement pluvieux
03/11/2014	PR Martimprey A1-POSTE9	0	91	91	0,8	114	16,3	Evènement pluvieux
17/12/2014	PR Martimprey A1-POSTE8	0	72	72	0,8	228	13,4	Dysfonctionnement du poste concomitant à un évènement pluvieux
	PR Martimprey A1-POSTE9	0	95	95	0,4	114		
TOTAL		3 223	11 837	15 060	Lignes en jaune = déversement non comptabilisé (demande préalable à la police de l'eau)			
TOTAL DES DEVERSEMENTS PRIS EN COMPTE		0	11 837	11 837				

Lignes en jaune = déversement non comptabilisé  
(demande préalable à la police de l'eau)

## V. 90122014

V. 90122014

Année :	1900	REJET EN EAUX DOUCES
---------	------	----------------------

Année :	1900	REJET EN EAUX DOUCES
---------	------	----------------------

[illegible]

Année :	1900	REJET EN EAUX DOUCES
---------	------	----------------------

suivi habituel de la station											
Paramètre de suivi	MES (mg/l): flux journalier (g/j): flux annuel (t/an)	1305							8,00	251 968,64	
Paramètre de suivi	CO3 (mgO2/l): flux jour (gO2/j): flux an (tO2/an)	1314							109,00	3 433 072,72	
Paramètre de suivi	DBO5 (mgO2/l): flux jour (gO2/j): flux an (tO2/an)	1313							6,00	188 976,48	
Paramètre de suivi	COT (mg C/l) : flux jour (gC/j): flux an (tC/an)	1841							17,00	535 433,36	
Paramètre de suivi	NH4+ (mgN/l) : flux jour (gN/j): flux an (tN/an)	1335							1,50	47 244,12	
Paramètre de suivi	NO3- (mgN/l) : flux jour (gN/j): flux an (tN/an)	1340							5,80	182 677,26	
Paramètre de suivi	PO4 (mgP/l) : flux jour (gP/j): flux (tP/an)	1433							<300.0	0	

**Annexe 6 : Surveillance régulière de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par les stations de traitement des eaux usées**

Année :		1900		REJET EN EAUX DOUCES														
STEP		Station d'Épuration de Cergy Pontoise																
Capacité nominale de traitement (Kg DBO <sub>5</sub> /j)		24 500																
Nbre de campagnes régulières / an		10																
Débit d'étiage de référence de la ressource (m3/j)		2 877 120																
Volume total annuel du rejet (m3/an)		12 819 512																
															Date Sième mesure :		20/05/2014	
FAMILLE		SUBSTANCES		CODE SANDRE	N° DCE	N° 76/464 (4)	LQ à atteindre par les laboratoires en µg/l (civ. 29/09/2010 + compléments)	NQE [µg/l] Normes de qualité environnementale définies dans l'arrêté du 25/01/2010 ou, pour celles qui n'y figurent pas , dans l'arrêté du 30 avril 2005	Seuils de déclaration de l'arrêté du 31/01/2008 en kg/an (si absence de NQE)	10°NQE en µg/l	Flux journalier théorique admissible (Débit de référence * NQE) en mg/j	10% du Flux journalier théorique admissible en mg/j	Concentration moyenne journalière en µg/l	Débit journalier en m3/j	Flux journalier en mg/j	Significatif ou non		
e l'état chimique DCE – Arrêté du 25 janvier 2010 (dangereuses prioritaires DCE – et liste I de la directive no 2006/11/CE)																		
HAP		Benzo (a) Pyrène		1115	28	3	0,01	0,1		1	28771,2	28771,2		39 999,32				
HAP		Benzo (b) Fluoranthène		1116	28		0,005	0,05		0,5	143856	14385,6						
HAP		Benzo (k) Fluoranthène		1117	28		0,005	0,03		0,3	86313,6	14385,6						
HAP		Benzo (g, h, i) Pénylène		1118	28		0,005			0,002	5 754,24	14 385,60						
Métaux		Mercure (métal total)		1387	21	92	0,5	0,05		0,5	143 856,00	14 385,60	<0,2		0			
Autres		Chlorobenzènes C10-C13		1955	7		5	0,4		4	1 150 848,00	115 084,80						
Pesticides		Endosulfan		1743	14		0,02	0,005		0,05	14 385,60	1 438,56						
Pesticides		HCH (somme des Hexachlorocyclohexanes)		5537	18		0,02	0,02		0,2	57 542,40	5 754,24						
Chlorobenzénés		Hexachlorobenzène		1199	16	83	0,01	0,01		0,1	28 771,20	2 877,12						
COHV		Hexachlorobutadiène		1652	17	84	0,5	0,1		1	287 712,00	28 771,20						
Métaux		Cadmium (Métal total)		1388	6	12	2	0,15		1,5	431 568,00	43 156,80						
Alkyphénols		Nonylphénols		6474	24		0,3	0,3		3	863 136,00	86 313,60						
Alkyphénols		NP1OE		6366			0,3	Pas de NQE	Pas de seuil									
Alkyphénols		NP2OE		6369			0,3	Pas de NQE	Pas de seuil									
Chlorobenzénés		Pentachlorobenzène		1888	26		0,01	0,007		0,07	20 139,84	2 013,98						
COHV		Tétrachlorure de carbone		1276	13		0,5	12		120	34 525 440	3 452 544						
COHV		Tétrachloroéthylène		1272	111		0,5	10		100	28 771 200	2 877 120						
Chlorobenzénés		Trichloroéthylène		1286	121		0,5	10		100	28 771 200	2 877 120						
Pesticides		Erdrine		1181			0,05				28 771,20	2 877,12						
Pesticides		Iodrine		1207			0,05				0,00							
Pesticides		Aldrine		1103			0,05	0,01		0,1	0,00							
Pesticides		Dieldrine		1173			0,05				0,00							
Pesticides		DDT 2,4'		1147			0,05				71 928,00	7 192,80						
Pesticides		DDE 4,4'		1146			0,05	0,025		0,25								
Pesticides		DDD 4,4'		1144			0,05											
Pesticides		DDT 4,4'		1148			0,05			0,1	28 771,20	2 877,12						
Pesticides		DDE 2,4'		1145			0,05		Pas de seuil									
Pesticides		DDD 2,4'		1143			0,05		Pas de NQE									
e l'état chimique DCE – Arrêté du 25 janvier 2010 (substances prioritaires DCE)																		
COHV		1, 2 dichlorométhane		1161	10	59	2	10		100	28 771 200	2 877 120						
Chlorobenzénés		1, 2, 3 trichlorobenzène		1630	31	117	0,2				1150848							
Chlorobenzénés		1, 2, 4 trichlorobenzène		1283	31	118	0,2			4	0	115084,8						
Chlorobenzénés		1, 3, 5 trichlorobenzène		1629	117		0,3				0							
Pesticides		Alachlore		1101	1		0,02	0,3		3	863 136	86 313,60						
Pesticides		Atrazine		1107	3		0,03	0,6		6	1 726 272	172 627,20						
BTEx		Benzène		1114	4	7	1	10		100	28 771 200	2 877 120,00						
Pesticides		Chlorfenvinphos		1464	8		0,05	0,1		1	287 712	28 771,20						
COHV		Trichlorométhane ou chloroforme		1135	32	23	1	2,5		25	7 192 800	719 280,00						
Pesticides		Chlorpyrifos		1083	9		0,02	0,03		0,3	86 314	8 631,36						
COHV		Dichlorométhane		1168	11	62	5	20		200	57 542 400	5 754 240,00						
Pesticides		Duron		1177	13		0,05	0,2		2	575 424	57 542,40						
HAP		Fluoranthène		1191	15		0,01	0,1		1	287 712	28 771,20						
Pesticides		Isoproturon		1208	19		0,1	0,3		3	863 136	86 313,60						
Pesticides		Naphthalène		1517	22	96	0,05	2,4		24	6 905 088	690 508,80						
Métaux		Nickel (métal total)		1386	23		10	20		200	57 542 400	5 754 240,00						
Alkyphénols		Ocylphénols		1959	25		0,1	0,1		1	287 712	28 771,20						
Alkyphénols		OP1OE		6370			0,1	Pas de NQE	Pas de seuil									
Alkyphénols		OP2OE		6371			0,1	Pas de NQE	Pas de seuil									
Chlorophénols		Pentachlorophénol		1235	27	102	0,1	0,4		4	1 150 848	115 084,8						
Métaux		Plomb (métal total)		1382	20		2	7,2		72	20 715 264	2 071 526,4						
Pesticides		Simazine		1263	29		0,03	1		10	2 877 120	287 712,0						
Pesticides		Trifluraline		1289	33		0,01	0,03		0,3	86 314	8 631,4						
Autres		Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP)		6616	12		1	1,3		13	3 740 256	374 025,6						
pécifiques de l'état écologique DCE – Arrêté du 25 janvier 2010																		
Pesticides		2,4 D		1210			0,1	1,41		15	4 315 680	431 568,0						
Pesticides		2,4 MCPA		1212			0,05	0,1		1	287 712	28 771,2						
Métaux		Arsenic (métal total)		1369		4	5	4,2		42	12 083 904	1 208 390,4						
Pesticides		Chlortoluron		1136			0,05	5		50	14 385 600	1 438 560,0						
Métaux		Chrome (métal total)		1389		136	5	3,4		34	9 782 208	978 220,8						
Métaux		Cuivre (métal total)		1392		134	5	1,4		14	4 027 968	402 796,8						
Pesticides		Linuron		1209			0,05	1		10	2 877 120	287 712,0						
Pesticides		Oxadiazon		1687			0,03	0,75		7,5	2 157 840	215 784,0						
Métaux		Zinc (métal total)		1383		133	10	7,8		78	22 441 536	2 244 153,6						
nces – Arrêté du 31 janvier 2008																		
Anilines		Aniline		2605			50	Pas de NQE	3000									
Autres		AOX		1106			79	10	Pas de NQE	1000								
BTEx		Éthylbenzène		1497		79	1	20		200	57 542 400	5 754 240,0						
BTEx		Toluène		1278		112	1	74		740	212 906 880	21 290 688,0						
BTEx		Xylènes (Somme o, m, p)		1170		129	2	10		100	28 771 200	2 877 120,0						
COHV		Chlorure de vinyl		1753		128	5	0,5		5	1 438 560	143 856,0						
Autres		Titane (métal total)		1373			10	Pas de NQE	100									
Métaux		Chrome hexavalent et composés (exprimé en tant que Cr VI)		1371			10		30									
Métaux		Fer (métal total)		1393			25	Pas de NQE	3000				2 700,00		107 998 164,00	Juste sur flux annuel		
Métaux		Étain (métal total)		1380			5	Pas de NQE	200									
Métaux		Manganèse (métal total)		1394			5	Pas de NQE	500									
Métaux		Aluminium (métal total)		1370			20	Pas de NQE	2000									
Métaux		Antimoine (métal total)		1376			5	Pas de NQE	Pas de seuil									
Métaux		Cobalt (métal total)		1379			3	Pas de NQE	40									
Organonéitars		Dibutylétain cation		7074		49.50.51	0,02	Pas de NQE										
Organonéitars		Monobutylétain cation		2542			0,02	Pas de NQE	1500000									
Organonéitars		Triphénylétain cation		6372			0,02	Pas de NQE	50									
Organonéitars		Tributylétain cation (liste subst Arr 25/01/10)		2879		30	115	0,02	0,0002		0,002	575,424	57,5424					
PCB		PCB 28		1239		101	0,005											
PCB		PCB 52		1241			0,005											
PCB		PCB 101		1242			0,005											
PCB		PCB 118		1243			0,005	0,001		0,01	2877,12	287,712						
PCB		PCB 138		1244			0,005											
PCB		PCB 153		1245			0,005											
PCB		PCB 180		1246			0,005											
Pesticides		Chlordane		1132			0,01	Pas de NQE	1									
Pesticides		Chlordécone		1866			0,15	0,1 uniquement Matinique et Guadeloupe	1									
Pesticides		Heptachlore		1197			0,02	Pas de NQE	1									
Pesticides		Mirex		5438			0,05	Pas de NQE	1									
Pesticides		Toxaphène		1279			0,05	Pas de NQE	1									
Autres		Hexabromobiphényle		1922			0,02	Pas de NQE	0,1									
Autres		Hydrazine		6323			100	Pas de NQE	70									
Autres		Hydrocarbures		7009			50	Pas de NQE	10000									
Autres		Méthanol		2052			10000	Pas de NQE	5000									
Autres		Indice phénol		1440			25	Pas de NQE	20									
Autres		Sulfates		1338			170	Pas de NQE	10000				93 160,00		3 728 336 651	Juste sur flux annuel		
Autres		Fluorures totaux		7073			170	Pas de NQE	2000				320,00		12 799 782,40	Juste sur flux annuel		
Autres		Cyanures		1390			50	Pas de NQE	50									
Autres		Chlorures		1337			10000	Pas de NQE	2000000				210 000,00		8 399 857 200	Juste sur flux annuel		
Pesticides		Lindane		1203			0,02	Pas de NQE	0									
Autres		Sulfonate de perfluorooctane (SPFO)		6560			0,05	Pas de NQE	0				0,44		17 519,70	Juste sur flux annuel		
suivi habituel de la station																		
Paramètre de suivi		MES [mg/l] ; flux journalier [g/j] ; flux annuel [t/an]		1305									35,50		1 419 975,86			
Paramètre de suivi																		



**Annexe 6 : Surveillance régulière de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par les stations de traitement des eaux usées**

Année :		1900		REJET EN EAUX DOUCES																											
STEP		Station d'Épuration de Cergy Pontoise																													
Capacité nominale de traitement (Kg DBO <sub>5</sub> /j)		24 500																													
Nbre de campagnes régulières / an		10																													
Débit d'étiage de référence de la ressource (m3/j)		2 877 120																													
Volume total annuel du rejet (m3/an)		12 819 512																													
														Date 6 <sup>ème</sup> mesure :		17/06/2014															
FAMILLE		SUBSTANCES		CODE SANDRE		N° DCE		N° 76/464 (4)		LQ à atteindre par les laboratoires en µg/l (circ. 29/09/2012 + compléments)		NQE [µg/l] Normes de qualité environnementale définies dans l'arrêté du 25/01/2010 ou, pour celles qui n'y figurent pas, dans l'arrêté du 20 avril 2006		Seuils de déclaration de l'arrêté du 31/01/2008 en kg/an (si absence de NQE)		10°NQE en µg/l		Flux journalier théorique admissible (Débit de référence ° NQE) en mg/j		10% du Flux journalier théorique admissible en mg/j		Concentration moyenne journalière en µg/l		Débit journalier en m3/j		Flux journalier en mg/j		Significatif ou non			
e l'état chimique DCE – Arrêté du 25 janvier 2010 (dangereuses prioritaires DCE – et liste I de la directive no 2006/11/CE)																															
HAP		Acrénitrile		1458		2		3		0,02		0,1				1		28771,2		28771,2		0,04		35 594,40		1 245,80		NS			
HAP		Benzo (a) Pyrène		1115		28				0,01		0,05				0,5		143856		14385,6		<0,01		0		0		NS			
HAP		Benzo (b) Fluoranthène		1116		28				0,005		0,03				0,3		86313,6		14385,6		<0,0050		0		0		NS			
HAP		Benzo (k) Fluoranthène		1117		28				0,005		0,03				0,3		86313,6		14385,6		<0,0050		0		0		NS			
HAP		Benzo (g, h, i) Pérylène		1118		28				0,005		0,002				0,02		5 754,24		14 385,60		<0,0050		0		0		NS			
HAP		Indeno (1, 2, 3-cd) Pyrène		1204		28				0,005		0,005				0,05		14 385,60		14 385,60		<0,0050		0		0		NS			
Métaux		Mercure (métal total)		1387		21		92		0,5		0,05				0,5		143 856,00		14 385,60		<0,2		0		0		NS			
Autres		Chlorobenzènes C10-C13		1955		7				5		0,4				4		1 150 848,00		115 084,80		<5,0		0		0		NS			
Pesticides		Endosulfan		1743		14				0,02		0,005				0,05		14 385,60		1 438,56		<0,02		0		0		NS			
Pesticides		HCH (somme des Hexachlorocyclohexanes)		5537		18				0,02		0,02				0,2		57 542,40		5 754,24		<0,01		0		0		NS			
Chlorobenzénés		Hexachlorobenzène		1109		16		83		0,01		0,01				0,1		28 771,20		2 877,12		<0,01		0		0		NS			
COHV		Hexachlorobutadiène		1652		17		84		0,5		0,1				1		28 771,20		28 771,20		<1,0		0		0		NS			
Métaux		Cadmium (Métal total)		1388		6		12		2		0,15				1,5		431 568,00		43 156,80		<1,0		0		0		NS			
Alkylphénols		Nonylphénols		5474		24				0,3		0,3				3		863 136,00		86 313,60		<0,1		0		0		NS			
Alkylphénols		NP1OE		6366						0,3		Pas de NQE		Pas de seuil								<0,1		0		0		NS			
Alkylphénols		NP2OE		6369						0,3		Pas de NQE		Pas de seuil								<0,1		0		0		NS			
Chlorobenzénés		Pentachlorobenzène		1888		26				0,01		0,007				0,07		20 139,84		2 013,98		<0,01		0		0		NS			
COHV		Tétrachlorure de carbone		1276		13		0,5		12		12				120		34 525 440		3 452 544		<0,1		0		0		NS			
COHV		Tétrachloroéthylène		1272		111		0,5		10		10				100		28 771 200		2 877 120		<0,3		0		0		NS			
COHV		Trichloroéthylène		1286		121		0,5		10		10				100		28 771 200		2 877 120		<0,3		0		0		NS			
Pesticides		Endrine		1181						0,05		0,01						28 771,20		2 877,12		<0,02		0		0		NS			
Pesticides		Isodrine		1207						0,05		0,01						0,00				<0,05		0		0		NS			
Pesticides		Aldrine		1103						0,05		0,01				0,1		0,00				<0,05		0		0		NS			
Pesticides		Dieldrine		1173						0,05		0,025						0,00				<0,05		0		0		NS			
Pesticides		DDT 2,4'		1147						0,05		0,025						71 928,00		7 192,80		<0,05		0		0		NS			
Pesticides		DDE 4,4'		1146						0,05		0,025				0,25						<0,05		0		0		NS			
Pesticides		DDD 4,4'		1144						0,05		0,01										<0,05		0		0		NS			
Pesticides		DDT 4,4'		1148						0,05		0,01				0,1		28 771,20		2 877,12		<0,05		0		0		NS			
Pesticides		DDE 2,4'		1145						0,05		Pas de NQE		Pas de seuil								<0,05		0		0		NS			
Pesticides		DDD 2,4'		1143						0,05		Pas de NQE		Pas de seuil								<0,05		0		0		NS			
e l'état chimique DCE – Arrêté du 25 janvier 2010 (substances prioritaires DCE)																															
COHV		1,2 dichloroéthane		1161		10		59		2		10				100		28 771 200		2 877 120		<0,3		0		0		NS			
Chlorobenzénés		1,2,3 trichlorobenzène		1630		31		117		0,2		0,4				4		1150848		115084,8		<0,1		0		0		NS			
Chlorobenzénés		1,2,4 trichlorobenzène		1283		31		118		0,2		0,4				4		1150848		115084,8		<0,1		0		0		NS			
Chlorobenzénés		1,3,5 trichlorobenzène		1629		117		0,2		0,1		0,4				4		1150848		115084,8		<0,1		0		0		NS			
Pesticides		Alachlore		1101		1				0,02		0,3				3		863 136		86 313,60		<0,02		0		0		NS			
Pesticides		Atrazine		1107		3		0,03		0,6		0,6				6		1 726 272		172 627,20		<0,02		0		0		NS			
BTEx		Benzène		1114		4		7		1		10				100		28 771 200		2 877 120,00		<0,3		0		0		NS			
Pesticides		Chlorfenvinphos		1464		8				0,05		0,1				1		287 712		28 771,20		<0,02		0		0		NS			
COHV		Trichlorométhane ou chloroforme		1135		32		23		1		2,5				25		7 192 800		719 280,00		<0,3		0		0		NS			
Pesticides		Chlorpyrifos		1083		9				0,02		0,03				0,3		86 314		8 631,36		<0,02		0		0		NS			
COHV		Dichlorométhane		1168		11		62		5		20				200		57 542 400		5 754 240,00		<5,0		0		0		NS			
Pesticides		Duron		1177		13				0,05		0,2				2		575 424		57 542,40		0,08		2 811,96		0		NS			
HAP		Fluoranthène		1191		15				0,01		0,1				1		287 712		28 771,20		0,02		783,08		0		NS			
Pesticides		Isoproturon		1208		19				0,1		0,3				3		863 136		86 313,60		<0,02		0		0		NS			
HAP		Naphthalène		1517		22		98		0,05		2,4				24		6 905 088		690 508,80		0,16		5 552,73		0		NS			
Métaux		Nickel (métal total)		1386		23				10		20				200		57 542 400		5 754 240,00		12,00		427 132,80		0		NS			
Alkylphénols		Octylphénols		1959		25				0,1		0,1				1		287 712		28 771,20		<0,03		0		0		NS			
Alkylphénols		OP1OE		6370						0,1		Pas de NQE		Pas de seuil								<0,1		0		0		NS			
Alkylphénols		OP2OE		6371						0,1		Pas de NQE		Pas de seuil								<0,1		0		0		NS			
Chlorophénols		Pentachlorophénol		1235		27		102		0,1		0,4				4		1 150 848		115 084,8		<0,02		0		0		NS			
Métaux		Plomb (métal total)		1382		20				2		7,2				72		20 715 264		2 071 526,4		2,10		74 748,24		0		NS			
Pesticides		Simazine		1263		28				0,03		0,3				10		2 877 120		287 712,0		<0,02		0		0		NS			
Pesticides		Triallurane		1289		33				0,01		0,03				0,3		86 314		8 631,4		<0,01		0		0		NS			
Autres		Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP)		8616		12		1		1		1,3				13		3 740 256		374 025,6		0,70		24 916,08		0		NS			
pécifiques de l'état écologique DCE – Arrêté du 25 janvier 2010																															
Pesticides		2,4 D		1210		1		1		0,1		1,5				15		4 315 680		431 568,0		0,08		2 705,17		0		NS			
Pesticides		2,4 MCPA		1212		1				0,05		0,1				1		287 712		28 771,2		0,04		1 245,80		0		NS			
Métaux		Arsenic (métal total)		1369		4		5		4,2		4,2				42		12 083 904		1 208 390,4		21,00		747 482,40		0		NS			
Pesticides		Chlortoluron		1136						0,05		5				50		14 385 600		1 438 560,0		<0,02		0		0		NS			
Métaux		Chrome (métal total)		1389				136		5		3,4				34		9 782 208		978 220,8		<1,0		0		0		NS			
Métaux		Cuivre (métal total)		1392				134		5		1,4				14		4 027 968		402 796,8		5,50		195 769,20		0		NS			
Pesticides		Linuron		1209						0,05		0,05				10		2 877 120		287 712,0		<0,02		0		0		NS			
Métaux		Oxalodione		1607						0,03		0,75				7,5		2 187 840		215 784,0		<0,02		0		0		NS			
Métaux		Zinc (métal total)		1383		133		10		7,8		7,8				78		22 441 636		2 244 153,6		82,00		2 918 740,80		0		NS			
nces – Arrêté du 31 janvier 2008																															
Anilines		Aniline		2605				50				Pas de NQE		3000								<0,1		0		0		NS			
Autres		AOX		1106								Pas de NQE		1000								230,00		8 186 712,00		Juge sur flux annuel		NS			
BTEx		Éthylbenzène		1497				79		1		20				200		57 542 400		5 754 240,0		<0,3		0		0		NS			
BTEx		Toluène		1788				112		1		74				740		212 908 880		21 290 688,0		<0,3		0		0		NS			
BTEx		Xylènes (Somme o, m, p)		1780				129		2		10				100															

Année :	1900	REJET EN EAUX DOUCES
---------	------	----------------------

suivi habituel de la station										
Paramètre de suivi	MES [mg/l] flux journalier [g/j] flux annuel [t/an]	1305						16,40	513 573,05	
Paramètre de suivi	POO [mgO <sub>2</sub> /l] flux jour [gO <sub>2</sub> ] flux an [tO <sub>2</sub> /an]	1314						35,00	1 096 040,05	
Paramètre de suivi	DBO <sub>5</sub> [mgO <sub>2</sub> /l] flux jour [gO <sub>2</sub> ] flux an [tO <sub>2</sub> /an]	1313						3,00	93 846,29	
Paramètre de suivi	COT [mg Cl <sub>2</sub> /l] flux jour [gCl <sub>2</sub> ] flux an [tCl <sub>2</sub> /an]	1841						14,00	438 416,02	
Paramètre de suivi	NH4+ [mgN/l] / flux jour [gN/l] flux an [tN/an]	1335						2,60	81 420,12	
Paramètre de suivi	NO3- [mgN/l] / flux jour [gN/l] flux an [tN/an]	1340						2,20	68 893,95	
Paramètre de suivi	PO4 [mgP/l] / flux jour [gP/l] flux an [tP/an]	1433						<600.0	0	

Année :	1900	REJET EN EAUX DOUCES
---------	------	----------------------

suivi habituel de la station

Paramètre de suivi	MES [mg/l]; flux journalier [g/j]; flux annuel [t/an]	1305							13,00	370 156,41
Paramètre de suivi	CO <sub>2</sub> [mgO <sub>2</sub> /l]; flux jour [gCO <sub>2</sub> /l; flux an [tCO <sub>2</sub> /an]	1314						<3000.0	0	
Paramètre de suivi	DBO <sub>5</sub> [mgO <sub>2</sub> /l]; flux jour [gO <sub>2</sub> /l; flux an [tCO <sub>2</sub> /an]	1313						3,00	85 420,71	
Paramètre de suivi	COT [mg C/l] ; flux jour [gC]/l; flux an [tC/an]	1841						14,00	398 629,98	
Paramètre de suivi	NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> [mgN/l] ; flux jour [gN]/l; flux an [tN/an]	1335						2,00	56 947,14	
Paramètre de suivi	NO <sub>3</sub> <sup>-</sup> [mgN/l] ; flux jour [gN]/l; flux an [tN/an]	1340						2,60	74 031,28	
Paramètre de suivi	PO <sub>4</sub> <sup>-</sup> [mgP/l] ; flux jour [gP]/l; flux an [tP/an]	1433						<600.0	0	

**Annexe 6 : Surveillance régulière de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par les stations de traitement des eaux usées**

Année :		2000		REJET EN EAUX DOUCES											
STEP		Station d'Épuration de Cergy Pontoise													
Capacité nominale de traitement (Kg DBO <sub>5</sub> /j)		24 500													
Nbre de campagnes régulières / an		10													
Débit d'étiage de référence de la ressource (m <sup>3</sup> /j)		2 877 120													
Volume total annuel du rejet (m <sup>3</sup> /an)		12 819 512													
											Date 9ième mesure :		02/09/2014		
FAMILLE	SUBSTANCES	CODE SANDRE	N° DCE	N° 76464 (4)	LQ à atteindre par les laboratoires en µg/l (cfr. 28/09/2010 + compléments)	NQE [µg/l] Normes de qualité environnementale définies dans l'arrêté du 28/09/2010 ou, pour celles qui n'y figurent pas, l'arrêté du 20 avril 2005	Seuils de déclaration de l'arrêté du 31/01/2008 en kg/an (si absence de NQE)	10°NQE en µg/l	Flux journalier théorique admissible (Débit de référence * NQE) en mg/j	10% du Flux journalier théorique admissible en mg/j	Concentration moyenne journalière en µg/l	Débit journalier en m <sup>3</sup> /j	Flux journalier en mg/j	Significatif ou non	
e l'état chimique DCE – Arrêté du 25 janvier 2010 (dangereuses prioritaires DCE – et liste I de la directive no 2006/11/CE)															
HAP	Anthracène	1458	2	3	0,02	0,01		1	287712	28771,2		35 321,00			
HAP	Benzo (a) Pyrène	1115	28		0,01	0,05		0,5	143856	14385,6					
HAP	Benzo (b) Fluoranthène	1116	28		0,005										
HAP	Benzo (k) Fluoranthène	1117	28		0,005	0,03		0,3	86313,6	14385,6					
HAP	Benzo (g, h, i) Pérylène	1118	28		0,005			0,002	5 754,24	14 385,60					
HAP	Indeno (1, 2, 3-cd) Pyrène	1204	28		0,005										
Métaux	Mercurio (métal total)	1387	21	92	0,5	0,05		0,5	143 856,00	14 385,60	<0.2		0		
Autres	Chlorocarbènes ClO-C13	1955	7			0,4		4	1150 846,00	115 084,60					
Pesticides	Endosulfan	1743	14		0,02	0,005		0,05	14 385,60	1 438,56					
Pesticides	HCH (somme des Hexachlorocyclohexanes)	5537	18		0,02	0,01		0,2	57 542,40	5 754,24					
Chlorobenzénés	Hexachlorobenzène	1199	16	83	0,01	0,02		0,1	28 771,20	2 877,12					
COHV	Hexachlorobutadiène	1652	17	84	0,5	0,1		1	287 712,00	28 771,20					
Métaux	Cadmium (Métal total)	1388	6	12	2	0,15		1,5	431 568,00	43 156,80					
Alkylphénols	Nonylphénols	5474	24		0,3	0,3		3	863 136,00	86 313,60					
Alkylphénols	NP1OE	6366			0,3	Pas de NQE	Pas de seuil								
Alkylphénols	NP2OE	6369			0,3	Pas de NQE	Pas de seuil								
Chlorobenzénés	Pentachlorobenzène	1888	26		0,01	0,007		0,07	20 139,84	2 013,98					
COHV	Tétrachlorure de carbone	1276		13	0,5	12		120	34 525,440	3 452,544					
COHV	Tétrachloroéthylène	1272		111	0,5	10		100	28 771,200	2 877,120					
COHV	Trichloroéthylène	1286		121	0,5	10		100	28 771,200	2 877,120					
Pesticides	Endrine	1181			0,05				28 771,20	2 877,12					
Pesticides	Isochrine	1207			0,05				0,00						
Pesticides	Aldrine	1103			0,05			0,1	0,00						
Pesticides	Dieldrine	1173			0,05				0,00						
Pesticides	DDT 2,4'	1147			0,05				71 928,00	7 192,80					
Pesticides	DDT 4,4'	1146			0,05	0,025									
Pesticides	DDD 4,4'	1144			0,05										
Pesticides	DDT 4,4'	1148			0,05	0,01 (0,0147) (0,0102) (0,12-1,2) (0,0111) (0,0111) (0,12-1,2)		0,25							
Pesticides	DDE 2,4'	1145			0,05	Pas de NQE	Pas de seuil								
Pesticides	DDD 2,4'	1143			0,05	Pas de NQE	Pas de seuil								
e l'état chimique DCE – Arrêté du 25 janvier 2010 (substances prioritaires DCE)															
COHV	1, 2 dichlorométhane	1161	10	59	2	10		100	28 771 200	2 877 120					
Chlorobenzénés	1, 2, 3 trichlorobenzène	1630	31	117	0,2	0,4		4	1150848	0					
Chlorobenzénés	1, 2, 4 trichlorobenzène	1283	31	118	0,2				0	115084,8					
Chlorobenzénés	1, 3, 5 trichlorobenzène	1629	117	0,2											
Pesticides	Alachlore	1101	1		0,02	0,3		3	863 136	86 313,60					
Pesticides	Atrazine	1107	3		0,03	0,6		6	1 726 272	172 627,20					
BTEX	Benzène	1114	4	7	1	10		100	28 771 200	2 877 120,00					
Pesticides	Chlorfenvinphos	1464	8		0,05	0,1		1	287 712	28 771,20					
COHV	Trichlorométhane ou chloroforme	1135	32	23	1	2,5		25	7 192 800	719 280,00					
Pesticides	Chlorpyrifos	1083	9		0,02	0,03		0,3	86 314	8 631,36					
COHV	Dichlorométhane	1168	11	62	5	20		200	57 542 400	5 754 240,00					
Pesticides	Diuron	1177	13		0,05	0,2		2	575 424	57 542,40					
HAP	Fluoranthène	1191	15		0,01	0,1		1	287 712	28 771,20					
Pesticides	Isoproturon	1208	19		0,1	0,3		3	863 136	86 313,60					
HAP	Naphtalène	1517	22	96	0,05	2,4		24	6 905 088	690 508,80					
Métaux	Nickel (métal total)	1386	23		10	20		200	57 542 400	5 754 240,00					
Alkylphénols	Octylphénols	1959	25		0,1	0,1		1	287 712	28 771,20					
Alkylphénols	OP1OE	6370			0,1	Pas de NQE	Pas de seuil								
Alkylphénols	OP2OE	6371			0,1	Pas de NQE	Pas de seuil								
Chlorophénols	Pentachlorophénol	1235	27	102	0,1	0,4		4	1 150 848	115 084,8					
Métaux	Plomb (métal total)	1382	20		2	7,2		72	20 715 264	2 071 526,4					
Pesticides	Simazine	1263	29		0,03	1		10	2 877 120	287 712,0					
Pesticides	Trifluraline	1289	33		0,01	0,03		0,3	86 314	8 631,4					
Autres	Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP)	6616	12		1	1,3		13	3 740 256	374 025,6					
pécifiques de l'état écologique DCE – Arrêté du 25 janvier 2010															
Pesticides	2,4 D	1141			0,1	1,5		15	4 315 680	431 568,0					
Pesticides	2,4 MCPA	1212			0,05	0,1		1	287 712	28 771,2					
Métaux	Arsenic (métal total)	1369		4	5	4,2		42	12 083 904	1 208 390,4					
Pesticides	Chlortoluron	1136			0,05	5		50	14 385 600	1 438 560,0					
Métaux	Chrome (métal total)	1389		136	5	3,4		34	9 782 208	978 220,8					
Métaux	Cuivre (métal total)	1392		134	5	1,4		14	4 027 968	402 796,8					
Pesticides	Lisuron	1209			0,05	1		10	2 877 120	287 712,0					
Pesticides	Oxadiazon	1667			0,03	0,75		7,5	2 157 840	215 784,0					
Métaux	Zinc (métal total)	1383		133	10	7,8		78	22 441 536	2 244 153,6					
nces – Arrêté du 31 janvier 2008															
Anilines	Aniline	2605			50	Pas de NQE	3000								
Autres	AOX	1106			10	Pas de NQE	1000								
BTEX	Ethylbenzène	1407		79	1	20		200	57 842 400	5 754 240,0					
BTEX	Toluène	1278		112	1	74		740	212 906 880	21 290 688,0					
BTEX	Xylènes (Somme o, m, p)	1780		129	2	10		100	28 771 200	2 877 120,0					
COHV	Chlorure de vinyl	1753		128	5	0,5		5	1 438 560	143 856,0					
Autres	Titane (métal total)	1373			10	Pas de NQE	100								
	Chrome hexavalent et composés (exprimé en tant que Cr VI)	1371			10		30				4 300,00	151 880 300,0	Jaune sur flux annuel		
Métaux	Fer (métal total)	1393			25	Pas de NQE	3000								
Métaux	Etain (métal total)	1380			5	Pas de NQE	200								
Métaux	Manganèse (métal total)	1394			5	Pas de NQE	500								
Métaux	Aluminium (métal total)	1370			20	Pas de NQE	2000								
Métaux	Antimoine (métal total)	1376			5	Pas de NQE	Pas de seuil								
Métaux	Cobalt (métal total)	1379			2	Pas de NQE	40								
Organotéiers	Obutylétain cation	7074		49,50,51	0,02	Pas de NQE									
Organotéiers	Monobutylétain cation	2542			0,02	Pas de NQE									
Organotéiers	Triphénylétaïn cation	6372		123, 124, 125	0,02	Pas de NQE	50								
Organotéiers	Tributylétain cation (liste subst Arr 25/01/10)	2879	30	115	0,02	0,0002		0,002	575,424	57,5424					
PCB	PCB 28	1239		101	0,005										
PCB	PCB 52	1241			0,005										
PCB	PCB 101	1242			0,005	0,001		0,01	2877,12	287,712					
PCB	PCB 118	1243			0,005										
PCB	PCB 138	1244			0,005										
PCB	PCB 153	1245			0,005										
PCB	PCB 180	1246			0,005										
Pesticides	Chlordane	1132			0,01	Pas de NQE	1								
Pesticides	Chlordécone	1866			0,15	0,1 uniquement Martinique et Guadeloupe	1								
Pesticides	Heptachlore	1197			0,02	Pas de NQE	1								
Pesticides	Méxat	5438			0,05	Pas de NQE	1								
Pesticides	Toxaphène	1279			0,05	Pas de NQE	1								
Autres	Hexabromobiphényle	1922			0,02	Pas de NQE	0,1								
Autres	Hydrazine	6323			100	Pas de NQE	70								
Autres	Hydrocarbures	7009			50	Pas de NQE	10000								
Autres	Méthanol	2052			10000	Pas de NQE	5000								
Autres	Indice phénol	1440			25	Pas de NQE	20								
Autres	Sulfates	1338			10000	Pas de NQE	1500000				93 100,00	3 288 385 100,0	Jaune sur flux annuel		
Autres	Fluorures totaux	7073			170	Pas de NQE	2000				300,00	10 596 300,00	Jaune sur flux annuel		
Autres	Cyanures	1390			50	Pas de NQE	50								
Autres	Chlorures	1337			10000	Pas de NQE	2000000				230 000,00	8 123 830 000,0	Jaune sur flux annuel		
Pesticides	Lindane	1203			0,02	Pas de NQE	0								
Autres	Sulfonate de perfluorooctane (SPFO)	6560			0,05	Pas de NQE	0				<0.05	0			
suivi habituel de la station															
Paramètre de suivi	MES [mg/l]: flux journalier [g/j]: flux annuel [t/an]	1305									8,40		296 696,40		
Paramètre de suivi	DOO [mgO <sub>2</sub> /l]: flux jour [gO <sub>2</sub> /j]: flux an [tO <sub>2</sub> /an]	1314									42,00		1 483 482,00		
Paramètre de suivi	DBO <sub>5</sub> [mgO <sub>2</sub> /l]: flux jour [gO <sub>2</sub> /j]: flux an [tO <sub>2</sub> /an]	1313									4,00		141 284,00		
Paramètre de suivi	COT [mg C/l] : flux jour [gC/j]: flux an [tC/an]	1841									14,00		494 494,00		
Paramètre de suivi	NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> [mgN/l] : flux jour [gN/j]: flux an [tN/an]	1335									4,30		151 880,30		
Paramètre de suivi	NO <sub>3</sub> <sup>-</sup> [mgN/l] : flux jour [gN/j]: flux an [tN/an]	1340													

Année :	1900	REJET EN EAUX DOUCES
---------	------	----------------------

suivi habituel de la station									
Paramètre de suivi	MES [mg/l]; flux journalier [g/j]; flux annuel [t/an]	1305				7,60	263 773,20	1 645,61	21 095,89
Paramètre de suivi	DO2 [mgO2/l]; flux jour [gO2/j]; flux an [tO2/an]	1314				<30000.0	0	2 760,90	35 393,33
Paramètre de suivi	DBO5 [mgO2/l]; flux jour [gO2/j]; flux an [tO2/an]	1313				2,00	69 414,00	5,79	74,25
Paramètre de suivi	COT [mg C/l] ; flux jour [gC/j]; flux an [tC/an]	1841				15,00	520 605,00	15,10	193,55
Paramètre de suivi	NH4+ [mgN/l] ; flux jour [gN/j]; flux an [tN/an]	1335				2,20	76 355,40	52,67	675,21
Paramètre de suivi	NO3- [mgN/l] ; flux jour [gN/j]; flux an [tN/an]	1340				9,00	312 363,00	7,96	102,00
Paramètre de suivi	PO4 [mgP/l] ; flux jour [gP/j]; flux an [tP/an]	1433				<300.0	0	238,42	3 056,49

## Annexe 7 : Facture type







## Index et Volumes

N° de compteur	Nouvel Index			Index Précédent			Volume
D18MA029991-0-15	734	Relevé	16/04/2015	704	Relevé	14/01/2015	30 m3
Consommation totale de la période							30 m3

Historique	Conso.	Montant *
1 Trim 15	27 m3	96,00 €
4 Trim 14	37 m3	139,00 €
3 Trim 14	33 m3	126,00 €
2 Trim 14	26 m3	101,00 €

\* à l'Euro près

## Détail de votre Facture

	Quantité	Unité	Prix unitaire	Montant Hors Taxes	Sous-total Hors Taxes	Taux de TVA
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE L'EAU</b>						
Abonnement (CYO) 2 Trim. 15 Tr: 0/150	1	u.	8,7900	8,79 €	46,36 €	5,50 %
Consommation (CYO) du 14/01/15 au 31/03/15	24	m3	1,1136	26,73 €		5,50 %
Consommation (CYO) du 01/04/15 au 16/04/15	6	m3	1,1138	6,68 €		5,50 %
Protection de la ressource en eau (CACP)	30	m3	0,0700	2,10 €		5,50 %
Préservation des ressources en eau (AESN)	30	m3	0,0688	2,06 €		5,50 %
<b>COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES</b>						
Collecte (SIARP)	30	m3	0,4839	14,52 €	46,07 €	0,00 %
Transport et qualité des rivières (CACP)	30	m3	0,1600	4,80 €		0,00 %
Traitement (Station Cergy-Neuville)	30	m3	0,8796	26,39 €		10,00 %
Voies Navigables de France (VNF)	30	m3	0,0120	0,36 €		10,00 %
<b>ORGANISMES PUBLICS</b>						
Lutte contre la pollution (AESN)	30	m3	0,2200	6,60 €	15,60 €	5,50 %
Modernisation des réseaux de collecte (AESN)	30	m3	0,3000	9,00 €		0,00 %

## Récapitulatif par taux de T.V.A.

Montant H.T.	Taux T.V.A.	Montant T.V.A.
52,96 €	5,50 %	2,91 €
28,32 €	0,00 %	0,00 €
26,75 €	10,00 %	2,68 €

T.V.A acquittée sur les débits

Total Trimestre	108,03 €
Total TVA	5,59 €
<b>TOTAL</b>	<b>113,62 €</b>
Solde Antérieur	0,00 €
<b>Montant Net à Payer</b>	<b>113,62 €</b>
Prix au litre TTC hors abonnement 0,0035 euro	

## COMMENTAIRES

**EAU :** Les parts « Abonnement » et « Consommation » couvrent l'approvisionnement en eau, les investissements et la relation clientèle, service public délégué par la Communauté d'agglomération (CACP) à CYO. La part « Protection de la ressource en eau » permet à la CACP d'agir pour la protection de ses captages d'eau. La part « Préservation des ressources en eau » est versée à l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) pour financer des actions en la matière.

**EAUX USEES :** La part « Collecte » est versée au SIARP (Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région de Pontoise) pour la collecte des eaux usées. La part « Transport et qualité des rivières »

permet à la CACP d'assurer en régie le transport des eaux usées et le contrôle de la délégation de leur traitement effectué à la station d'épuration de Cergy-Neuville par CPA (Cergy-Pontoise Assainissement) qui perçoit la part « traitement ». Une redevance est versée à Voies Navigables de France pour le rejet dans l'Oise des eaux traitées.

**ORGANISMES PUBLICS :** Les parts « lutte contre la pollution » et « modernisation des réseaux de collecte » sont versées à l'AESN.

Les prix sont révisés trimestriellement pour CYO, semestriellement pour CPA et annuellement pour les autres.

Le règlement de service est disponible sur simple demande. Pour assurer un service de qualité, vos appels téléphoniques sont susceptibles d'être enregistrés. Il ne sera pas appliqué d'escompte. Tout retard de paiement expose à des pénalités : pour les professionnels au moins égales à trois fois le taux d'intérêt légal, avec un minimum de perception de 12,00 euros TTC, pour les particuliers seule une pénalité de 12,00 euros TTC sera appliquée. Indépendamment de cette pénalité peuvent s'ajouter les frais de commission de rejet de paiements impayés qui seraient facturés par les établissements bancaires au distributeur d'eau. La durée de conservation des factures est de 4 ans minimum.

Tout abonné ayant obtenu une aide pour le paiement de sa facture d'eau ou d'assainissement, de la part du fonds de solidarité pour le logement ou de son centre communal d'action sociale, au cours des douze derniers mois précédant la date limite de paiement d'une facture ayant généré des frais de rejet de paiement, doit en informer le service d'eau et lui transmettre une copie des éléments justificatifs afin d'obtenir l'exonération de ces frais.

## Moyens de paiement à votre disposition

**Le Prélèvement Mensuel ou Trimestriel** supprime toute formalité d'envoi, en toute sécurité puisqu'il est toujours possible, sur simple appel, à nos services ou à votre banque, d'arrêter le prélèvement avant le débit de votre compte. En savoir plus, [www.cyodirect.fr](http://www.cyodirect.fr) ou par téléphone au 0969 360 402

**Le Virement** sur notre compte bancaire : Société Générale N° 30003 03175 00020243744 31 en précisant la référence « N° de client » de votre facture

**Le Paiement par Carte Bancaire** directement à partir de votre espace client sur [www.cyodirect.fr](http://www.cyodirect.fr) ou par téléphone au 0969 360 402

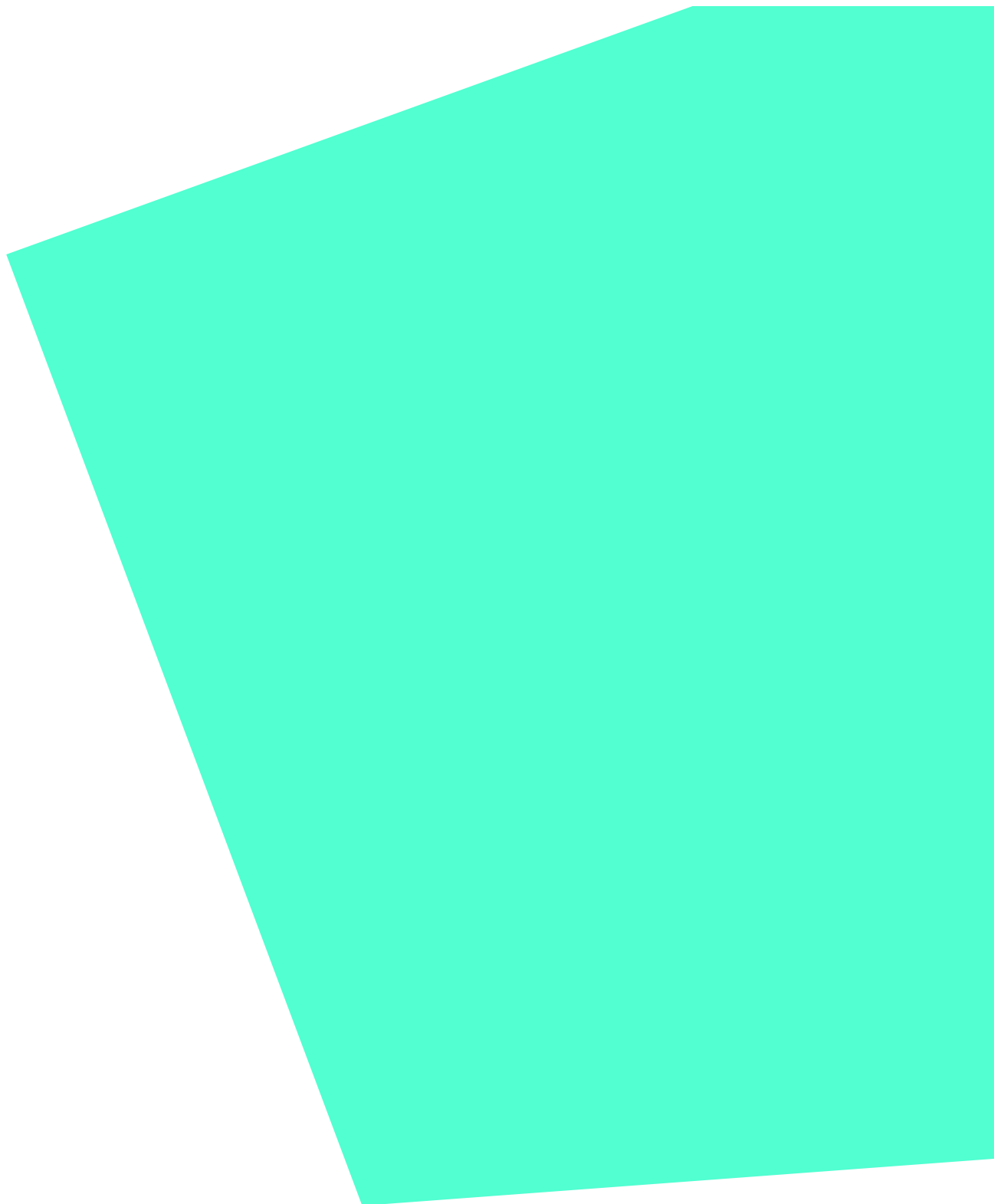
**Le Chèque :** A établir à l'ordre de CYO et à expédier dans l'enveloppe jointe, accompagné du TIP sans l'agrafer et sans rien inscrire sur le TIP.

**Le TIP** (Titre Interbancaire de Paiement). Il ne constitue en aucun cas une autorisation de prélèvement automatique.

Vos coordonnées bancaires sur le TIP sont exactes : Datez et signez le TIP puis expédiez-le dans l'enveloppe jointe affranchie au tarif en vigueur.

Vos coordonnées bancaires sur le TIP sont erronées : Datez et signez le TIP, joignez un RIB et expédiez le tout dans l'enveloppe jointe affranchie au tarif en vigueur.

**En espèces à la Poste :** Utilisez le mandat-compte (formulaire SF34) et verser vos espèces sur le compte CCP N° 5751937L020 en précisant la référence « N° de client » de votre facture, formule de paiement sans frais de transactions



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DE CERGY-PONTOISE  
**Hôtel d'agglomération**  
Parvis de la Préfecture - BP 80309  
95027 Cergy-Pontoise Cedex  
T 01 34 41 42 43 F 01 34 41 42 44  
[courrier@cergypontoise.fr](mailto:courrier@cergypontoise.fr)

# — RÈGLEMENT D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF



## PRÉAMBULE

« L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels sont d'intérêt général. » (Article L 210-1 du Code de l'environnement)

Protéger et restaurer la qualité de l'eau nécessite de prendre en compte le cycle de l'eau dans sa globalité. Seule une gestion équilibrée et durable de cette précieuse ressource permet de préserver la santé, le bien-être de la population et son environnement.

Appliqué à l'assainissement des eaux usées, le cycle de l'eau comporte les étapes de la collecte au rejet vers le milieu naturel via le transport et le traitement à la station d'épuration de Cergy-Neuville, où les eaux usées sont traitées puis rejetées à l'Oise.

En matière de gestion des eaux pluviales, les objectifs sont axés sur la protection des personnes et des biens par la maîtrise du risque inondation tout en veillant à préserver la qualité de la ressource en eau et la biodiversité et à contribuer à la recharge naturelle des nappes phréatiques.

Intégrés dans le cycle naturel de l'eau (Sol, rivière, évaporation, nuages, pluie, etc...), les rejets d'eaux usées et les ruissellements des eaux pluviales ne doivent pas déséquilibrer notre environnement tant du point de vue de leur qualité que de leur gestion par tout un chacun.

C'est dans cet esprit que la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (C.A.C.P.) et le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Région de Pontoise (S.I.A.R.P.) coordonnent leurs actions afin de mettre en œuvre une gestion cohérente de l'assainissement collectif.

Ces actions visent à optimiser la collecte et le transport des eaux usées et en améliorer le traitement avant restitution à l'Oise, à sensibiliser la population à une gestion raisonnée de l'eau et à prévenir les risques d'inondation et de dégradation du milieu naturel.

Le présent règlement d'assainissement, qui répond aux évolutions législatives et réglementaires dans le domaine de l'Eau, est adopté conformément à l'article L.2224-12 du Code Général des Collectivités Locales et se substitue au règlement précédent adopté en 2003.

## « les mots pour se comprendre »

### L'USAGER

désigne toute personne occupant un immeuble ou un établissement raccordé aux réseaux publics d'assainissement afin que les eaux (usées et/ou pluviales) qui en sont issues soient collectées, transportées et traitées par les services publics de l'assainissement.

L'usager peut avoir, ou non, la qualité de propriétaire de l'immeuble ou de l'établissement raccordé. c'est-à-dire toute personne physique ou morale, propriétaire d'un logement individuel, d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logements. Il peut avoir, ou non, celle de titulaire de l'autorisation de raccordement.

### C.A.C.P

désigne la **Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise** qui assure à l'intérieur de son périmètre d'agglomération (cf. carte en annexe 1) :

- le transport en phase finale et le traitement des eaux usées avant rejet compatible avec la qualité des eaux de l'Oise.
- la gestion des eaux pluviales

### S.I.A.R.P

désigne le **Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Région de Pontoise** qui assure :

- à l'intérieur de son périmètre (cf. carte en annexe 1) : le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte et le transport intermédiaire des eaux usées en direction des grands réseaux de transport;
- à l'extérieur du périmètre de la C.A.C.P. : la gestion des eaux pluviales

En outre, afin de faciliter l'exercice des services publics de l'assainissement et notamment les démarches de leurs usagers, la C.A.C.P. et le S.I.A.R.P. ont convenu que ce dernier serait leur « interlocuteur unique » pour l'instruction et le contrôle des raccordements aux réseaux publics de collecte des eaux usées et des eaux pluviales.

**Lorsqu'il intervient dans ce cadre, un astérisque \* le signalera.**

S.I.A.R.P.

73 rue de Gisors 95300 Pontoise

Tél. : 01 30 32 74 28

site internet : [www.siarp.fr](http://www.siarp.fr)

### Le RÉGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

désigne le présent document approuvé par délibérations de la C.A.C.P. et du S.I.A.R.P. en date du 20/03/2012 et du 14/12/2011.



Avertissement au lecteur :

Les paragraphes rédigés en bleu et précédés d'une « bulle » ne constituent que des aides à la lecture et n'ont pas, en tant que tel, de valeur juridique.

Enfin, tous les textes législatifs ou réglementaires cités en référence dans le présent règlement peuvent être communiqués sur simple demande auprès du S.I.A.R.P. et de la C.A.C.P. Les textes de portée nationale sont également disponibles sur le site [www.legifrance.fr](http://www.legifrance.fr).



# SOMMAIRE

<b>PRÉAMBULE</b>	<b>2</b>
<b>SOMMAIRE</b>	<b>4</b>
<b>TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>7</b>
<b>CHAPITRE I - CHAMPS D'APPLICATION</b>	<b>8</b>
Article 1 - Objet du règlement	8
Article 2 - Définition des services publics d'assainissement des eaux usées et eaux pluviales	8
Article 3 - Réglementation applicable	9
<b>CHAPITRE II - RÈGLES GÉNÉRALES D'ASSAINISSEMENT</b>	<b>10</b>
Article 4 - Définition des eaux usées et des eaux pluviales	10
Article 5 - Séparativité des eaux et systèmes d'assainissement	10
Article 6 - Déversements interdits	11
Article 7 - Eaux admises de droit	12
Article 8 - Eaux dont le déversement vers le réseau public est soumis à autorisation	12
Article 9 - Accès aux réseaux et ouvrages d'assainissement	13
Article 10 - Obligation d'alerte et d'information	13
<b>TITRE II - DISPOSITIONS TECHNIQUES</b>	<b>15</b>
<b>CHAPITRE III - INSTALLATIONS PRIVATIVES</b>	<b>18</b>
Article 11 - Dispositions générales	18
Article 12 - Séparativité des réseaux privatifs	18
Article 13 - Accessibilité aux réseaux privatifs d'assainissement	18
Article 14 - Conception et réalisation des ouvrages et canalisations – dispositions générales	18
Article 15 - Conception et réalisation des ouvrages et canalisations Dispositions particulières applicables aux eaux usées « assimilées » domestiques	19
Article 16 - Conception et réalisation des ouvrages et canalisations Dispositions particulières applicables aux eaux usées « non domestiques »	19
Article 17 - Conception et réalisation des ouvrages et canalisations Dispositions particulières applicables aux eaux pluviales	20
Article 18 - Ouvrages en copropriété	21
Article 19 - Équipements	21
Article 20 - Éanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux	23
Article 21 - Suppression des installations d'assainissement non collectif	23
Article 22 - Obligation d'entretien et de maintien en bon état de fonctionnement	24
<b>CHAPITRE IV - BRANCHEMENTS AUX RÉSEAUX PUBLICS</b>	<b>25</b>
Article 23 - Définition du branchement	25
Article 24 - Exécution des parties de branchement eaux usées sous domaine public	25
Article 25 - Nombre de branchements	26
Article 26 - Caractéristiques techniques du branchement	26
Article 27 - Caractéristiques techniques du branchement – Dispositions particulières relatives au branchement des eaux usées autres que domestiques	28
Article 28 - Caractéristiques techniques du branchement Dispositions particulières relatives au branchement « eaux pluviales »	28
Article 29 - Surveillance, entretien, réparation et renouvellement des branchements sur domaine public	28
<b>TITRE III - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES</b>	<b>29</b>
<b>CHAPITRE V - LE RACCORDEMENT AUX RÉSEAUX PUBLICS</b>	<b>30</b>
Article 30 - Définition du raccordement	30
Article 31 - Demande de raccordement	30

Article 32 - Demande d'exécution des travaux de branchement sous domaine public	31
Article 33 - Demande de suppression ou de modification des branchements	32
Article 34 - Instruction de la demande de raccordement	32
Article 35 - Raccordement des eaux usées domestiques	33
Article 36 - Raccordement des eaux usées assimilées domestiques	34
Article 37 - Raccordement des eaux usées non domestiques	35
Article 38 - Raccordement des eaux pluviales	38
Article 39 - Autres autorisations de déversement dans le réseau eaux pluviales	39
Article 40 - Modification des conditions de déversement	39
<b>CHAPITRE VI - LES CONTRÔLES</b>	<b>40</b>
Article 41 - Accès aux propriétés privées	40
Article 42 - Contrôle des installations existantes en domaine privé – attestation de raccordement	40
Article 43 - Attestation de raccordement sur demande	40
Article 44 - Contrôle des travaux de branchements dûment autorisés – certificat de conformité	41
Article 45 - Dispositions particulières relatives au contrôle des installations d'assainissement des eaux pluviales et eaux usées autres que domestiques	41
Article 46 - Intégration des ouvrages privés d'assainissement dans le domaine public ou de reprise en gestion par la personne publique compétente	42
<b>TITRE IV - DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET D'APPLICATION</b>	<b>43</b>
<b>CHAPITRE VII - REDEVANCES ET PARTICIPATIONS</b>	<b>44</b>
Article 47 - Redevance d'assainissement collectif des eaux usées domestiques	44
Article 48 - Redevance applicables aux eaux usées autres que domestiques	44
Article 49 - Financement du service public de l'assainissement des eaux pluviales	45
Article 50 - Participations financières dues au titre du raccordement	45
Article 51 - Participation financière aux dépenses d'investissement engendrées par le déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau public	45
Article 52 - Remboursement des dépenses engagées pour l'exécution de la partie du branchement situées sous domaine public	45
Article 53 - Participation aux frais d'attestation de raccordement	46
<b>CHAPITRE VIII - SANCTIONS ET VOIES DE RECOURS</b>	<b>47</b>
Article 54 - Dispositions générales	47
Article 55 - Cas des dommages causés par des ouvrages souterrains	47
Article 56 - Sanction financière	48
Article 57 - Exécution d'office des travaux par le service gestionnaire	48
Article 58 - Sanction au titre de la non conformité des raccordements eaux pluviales et des eaux usées non domestiques	49
Article 59 - Mesures de sauvegarde	49
Article 60 - Exclusions de responsabilité	49
Article 61 - Sanctions pénales	49
Article 62 - Voies de recours	50
<b>CHAPITRE IX - DISPOSITIONS FINALES</b>	<b>51</b>
Article 63 - Date d'application	51
Article 64 - Modifications du règlement	51
Article 65 - Clauses d'exécution	51
<b>GLOSSAIRE</b>	<b>52</b>
ANNEXE N°1 La zone de collecte	55
ANNEXE N°2 Les assimilés domestiques	57
ANNEXE N°3 Les prescriptions applicables aux assimilés domestiques	59



# **TITRE I**

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## Chapitre I - CHAMPS D'APPLICATION

### Article 1 - Objet du règlement

Le présent règlement définit les prestations assurées par les services publics d'assainissement - collecte, transport et traitement des eaux usées et pluviales -, ainsi que les droits et obligations respectifs des personnes publiques en charge de ces services (C.A.C.P., S.I.A.R.P.) de leurs usagers, des propriétaires – et plus généralement des maîtres d'ouvrage des opérations de construction ou d'aménagement - des immeubles ou des établissements qui sont et qui seront raccordés aux réseaux publics d'assainissement.

Il définit en particulier les conditions et modalités auxquelles sont soumises toutes interventions sur les réseaux publics d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales situés à l'intérieur des périmètres de la C.A.C.P. et du S.I.A.R.P. et notamment le branchement, le raccordement et le déversement des eaux usées et des eaux pluviales.

Conformément aux dispositions de l'article 54 du présent règlement, il appartient au propriétaire de faire respecter les obligations qui lui incombent par les personnes autorisées à occuper l'immeuble.

Enfin, le présent règlement ne traite pas du service public d'assainissement non collectif.



Par « assainissement non-collectif », on désigne tout système d'assainissement effectuant, sur la parcelle, la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques épurées des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement. L'assainissement non collectif fait l'objet d'un règlement de service particulier. Ce service est assuré par le S.I.A.R.P.

### Article 2 - Définition des services publics d'assainissement des eaux usées et eaux pluviales

#### Article 2.1 - Service public de l'assainissement des Eaux Usées

Le service public de l'assainissement des eaux usées a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées, dans des conditions permettant d'assurer la sécurité, l'hygiène, la salubrité publiques et la protection de l'environnement. Il présente un caractère obligatoire pour les propriétaires et occupants des immeubles d'habitation, qui doivent procéder aux rejets de leurs eaux usées domestiques vers le réseau d'assainissement public des eaux usées.

Le recours au service public d'assainissement collectif des eaux usées n'est pas obligatoire pour les propriétaires ou occupants d'immeubles ou d'établissements produisant des eaux usées autres que domestiques.

#### Article 2.2 - Service public des Eaux Pluviales

Le service public des eaux pluviales a pour objet la collecte, le stockage, le transport et, le cas échéant, le traitement des eaux pluviales, dans des conditions permettant d'assurer la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Il ne présente pas un caractère obligatoire. En effet, le service public des eaux pluviales n'est pas tenu d'accepter les rejets qui par leur quantité, leur qualité, leur nature ou leurs modalités de raccordement, ne répondraient pas aux prescriptions du présent règlement.

Ainsi, les propriétaires doivent si possible conserver les eaux pluviales sur leur parcelle.



Au titre de l'article 640 du Code Civil, seuls les écoulements strictement naturels en provenance d'une parcelle doivent être reçus et admis sur une parcelle voisine plus basse. L'urbanisation étant une modification de l'état naturel des parcelles, par accroissement de l'imperméabilisation des sols, les terrains en contrebas n'ont pas vocation à recevoir les surplus d'eaux, notamment pluviales, en provenance des terrains d'altitude supérieure.

La conservation des eaux pluviales sur la parcelle permet de limiter les ruissellements qui entraînent des éléments polluants qui se déversent dans les cours d'eau. La rétention de ces eaux au plus proche de leur origine, facilite la décantation, la filtration ou encore l'épuration naturelle. L'infiltration permet aussi la recharge des nappes souterraines.

Infiltration, rétention et stockage permettent à chacun de gérer durablement les eaux de pluie sur son terrain. Par exemple, la gestion de l'eau pluviale couplée à une unité de stockage permet de disposer des volumes d'eau, qu'il est possible de réutiliser, notamment pour l'arrosage des jardins, voire dans les chasses d'eau, occasionnant des économies d'eau potable.

### Article 3 - Réglementation applicable

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur, notamment du Code de la Santé Publique, du Code Général des Collectivités Territoriales, du Code de l'Urbanisme, du Code de l'Environnement et du Règlement Sanitaire Départemental.



Toute modification de la réglementation nationale ou préfectorale intervenue après l'approbation du présent règlement s'appliquera dès son entrée en vigueur. Les dispositions du présent règlement devenues contraires à cette nouvelle réglementation seront de ce fait caduques.

Le présent règlement tient compte des prescriptions des zonages « assainissement eaux usées et eaux pluviales » arrêtés par les communes.



Les zonages « assainissement » sont des documents d'orientations de la politique générale des communes en matière de gestion des eaux usées et des eaux pluviales. Ils sont opposables à tous après enquête publique. Ils s'intègrent dans les documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sol ou Plan Local d'Urbanisme).



## Chapitre II - RÈGLES GÉNÉRALES D'ASSAINISSEMENT

### Article 4 - Définition des eaux usées et des eaux pluviales

Au sens du présent règlement :

1. Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (cuisines, salles de bain, lavage du linge, ...) et les eaux-vannes (urines et matières fécales). Elles sont exclusivement issues d'un immeuble à usage d'habitation.
2. Les eaux usées résultant d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique sont celles affectées exclusivement à la satisfaction de besoins d'alimentation humaine, de lavage et de soins d'hygiène des personnes physiques utilisant les locaux d'entreprises ou d'administrations ainsi qu'au nettoyage et au confort de ces locaux. La liste des activités correspondantes visées à l'article L.1331-7-1 du code de la Santé Publique est joint en annexe 2 du présent règlement. Elles sont ci-après dénommées « eaux usées assimilées domestiques ».
3. Les eaux usées « non domestiques » sont issues des activités artisanales, commerciales ou industrielles, non décrites aux deux alinéas précédents.
4. Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées aux eaux pluviales, celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage de voies publiques et privées, de jardins, de cours d'immeubles, etc.... Les eaux ayant ruisselé sur des surfaces imperméables polluées, telles que aires de manœuvres, aires de parking de poids lourds ou d'engins, aires de chargement-déchargement, aires de stockage et toutes autres surfaces de même nature ne sont pas assimilables à des eaux pluviales, tant qu'elles n'ont pas subi de traitement approprié tel que défini par l'autorisation de raccordement (articles 17 et 38 du présent règlement).



**Ruissellement** : écoulement instantané et temporaire des eaux de pluie sur une surface (chaussée, toiture, terrasse, jardin, ...), à la suite d'une averse.

Les eaux ruisselant sur des surfaces polluées entraînent des pollutions et les dirigent vers le milieu naturel. La protection de celui-ci nécessite que cette pollution soit captée le plus tôt possible, afin d'éviter la dispersion des flux polluants.

### Article 5 - Séparativité des eaux et systèmes d'assainissement

La séparativité des eaux et des systèmes d'assainissement, tant sur le domaine privé que public, signifie qu'il est obligatoire de séparer au moins :

- le réseau d'eau potable de l'ensemble des autres réseaux (comme stipulé au règlement du service de l'eau potable)
- le réseau d'eaux pluviales des réseaux d'eaux usées.

Les réseaux publics d'assainissement sont classés en deux systèmes principaux :

1. Le système d'assainissement collectif dit « séparatif » dont la mise en œuvre est assurée par une canalisation qui reçoit strictement les eaux usées et éventuellement, une seconde canalisation qui reçoit strictement les eaux pluviales. L'évacuation des eaux pluviales qui ne sont pas conservées sur les parcelles peut également être réalisée par tout autre moyen (ruissellement, caniveau, fossé, ...).
2. Le système d'assainissement collectif dit « unitaire » dont la mise en œuvre est assurée par une seule canalisation susceptible de recevoir les eaux usées et tout ou partie des eaux pluviales.

Dans les zones desservies par un réseau collectif unitaire, le mélange des eaux usées et des eaux pluviales (lorsque ces dernières sont admises au réseau) n'est possible, qu'à partir du domaine public.



Afin de connaître le mode de desserte de leur propriété, les usagers doivent se renseigner auprès du S.I.A.R.P.

Seule une partie de la commune de Pontoise est assainie en mode « unitaire ». Toutes les autres communes sont assainies en mode dit séparatif.

## Article 6 - Déversements interdits

Quelle que soit la nature des eaux rejetées et du type de réseau d'assainissement, il est formellement interdit de déverser, tout corps solide ou non, susceptible de nuire :

- à la santé et à la sécurité du personnel d'exploitation des ouvrages d'assainissement et d'eaux pluviales,
- au bon état ou au bon fonctionnement du réseau d'assainissement et des ouvrages d'épuration,
- à la qualité des sous-produits du système d'assainissement, notamment les boues de la station d'épuration, en les rendant impropres à la valorisation organique,
- à la flore et la faune aquatiques en aval des points de rejets des collecteurs publics,

et notamment :

- le contenu des fosses d'accumulation, les matières de vidange et plus généralement tous effluents issus des installations d'assainissement non collectif,
- les boues et sables issus des curages des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales,
- des ordures ménagères, même après broyage, et les lingettes, même celles portant la mention « biodégradable » (ou similaire),
- toute substance pouvant dégager, soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques ou inflammables,
- des liquides ou solides inflammables ou toxiques, (hydrocarbures et leurs dérivés halogénés, hydroxydes d'acides et bases concentrées, résidus de peintures, acides, des bases, cyanures, sulfures,...),
- des produits encrassants (boues, sables, gravats, mortier, cendres, cellulose, colles, goudrons, huiles usagées, graisses, etc.),
- des substances susceptibles de colorer anormalement les effluents collectés,
- des effluents issus d'élevage agricole (lisier, purin...),
- des effluents radioactifs,
- des effluents de type bactéricide, phytosanitaires,
- des effluents dont la température dépasse 30°C au droit du branchement,
- les effluents issus des toilettes chimiques,
- des eaux de nappes, exhaure.

En outre, il est interdit, sous réserve des dispositions de l'article 8 du présent règlement de déverser au réseau d'eaux usées :

- les eaux de vidange des bassins de natation,
- Le détournement permanent de la nappe phréatique ou des sources souterraines, directement ou via le drainage des parcelles ou des habitations.

Quelle que soit la nature des eaux rejetées et du type de réseau d'assainissement, les effluents ne doivent pas contenir les produits, composés et substances visés par les articles R.211-11-1 et suivants du Code de l'Environnement et ceux listés dans les arrêtés autorisant le fonctionnement et le rejet de la station d'épuration. L'absence impérative de ces produits correspond à une teneur inférieure à la limite de détection de la norme analytique en vigueur la plus précise.



Les objets solides, comme les lingettes (même biodégradables), provoquent souvent le blocage des pompes d'assainissement, ce qui entraîne des pannes et donc le déversement des eaux usées vers le milieu naturel.

Les huiles encrassent le réseau et dégradent le rendement épuratoire de la station d'épuration

Les peintures et solvants sont des toxiques pour la vie aquatique. Ils peuvent aussi présenter des dangers pour le personnel d'exploitation des systèmes d'assainissement et perturber gravement le fonctionnement de la station d'épuration.

La plupart des déchets solides ou liquides des particuliers, listés dans les interdictions ci-dessus, peuvent être apportés dans les déchèteries de l'agglomération (se renseigner auprès de la C.A.C.P. ou de la mairie). Les industriels doivent, quant à eux, se rapprocher de centres spécialisés.

Le S.I.A.R.P. tient à disposition, sur simple demande, la liste des produits, composés et substances dont le déversement est interdit dans les réseaux publics.

#### **Article 7 - Eaux admises de droit**

Sont admises de droit au réseau d'assainissement collectif séparatif ou unitaire :

- les eaux usées domestiques sous réserve notamment du respect de l'article 35 du présent règlement
- les eaux usées assimilées domestiques sous réserve notamment du respect de l'article 36 du présent règlement

#### **Article 8 - Eaux dont le déversement vers le réseau public est soumis à autorisation**

Sont soumis à autorisation préalable écrite du S.I.A.R.P.\* et sous son contrôle, conformément aux règles et prescriptions techniques notamment de débit et de qualité fixées par le présent règlement, les déversements suivants :

##### **Article 8.1 - Dans le réseau d'assainissement d'eaux usées**

- Selon leur typologie, les eaux usées non domestiques,
- Par dérogation aux articles 6 et 8.2, les eaux de vidange des bassins de natation. Ces eaux peuvent être admises dans le réseau d'eaux usées sous réserve de l'obtention de l'autorisation visée à l'article 37.

##### **Article 8.2 - Dans le réseau d'eaux pluviales**

- un rejet partiel des eaux pluviales, conformément aux dispositions de l'article 38.

Dans ce cadre, conformément au zonage des eaux pluviales, seul l'excès de ruissellement peut être rejeté au réseau public. Dans ce cas, un débit maximum est fixé par la C.A.C.P. ou le S.I.A.R.P. conformément aux dispositions du zonage des eaux pluviales en vigueur sur la commune et en fonction d'une part des caractéristiques de la parcelle à drainer et d'autre part de la capacité des installations publiques.



L'excès de ruissellement se définit par les débit et volume d'eaux pluviales évalués après mise en œuvre de toutes les solutions susceptibles de favoriser le stockage, l'infiltration des eaux et, d'une manière générale, la maîtrise et la gestion des eaux pluviales sur la parcelle, en domaine privé. Cet excès de ruissellement peut alors être admis dans les réseaux publics après autorisation expresse.

- Les eaux usées non domestiques après traitement complet encadré par les dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement conformément à l'article 38 du présent règlement,
- Les eaux usées issues d'une installation d'assainissement non collectif après traitement complet, conformément à l'article 38 du présent règlement
- Les eaux de vidange des bassins de natation, conformément aux dispositions de l'article 39,
- Les eaux « claires » (conformément aux dispositions de l'article 39) telles que :
  - Les eaux des fontaines, bassins d'ornement, ...,
  - Les eaux de sources ou de drainage de nappes, sous réserve qu'elles ne puissent pas être rejetées au milieu récepteur et que leur persistance sur les terrains concernés soit la source d'insécurité ou d'insalubrité,
  - Les eaux de rabattement de nappe lors des phases provisoires de construction, si ces rejets n'apportent aucune pollution bactériologique, physico-chimique dans les ouvrages et/ou dans le milieu récepteur et si les effluents rejetés ne créent pas de dégradation aux ouvrages d'assainissement, ni de gêne dans leur fonctionnement.
  - Les eaux issues des chantiers de construction ayant subi un prétraitement adapté, après autorisation et sous le contrôle de la C.A.C.P ou du S.I.A.R.P.
  - Toutes autres eaux claires.

#### Article 8.3 - Dans le réseau d'assainissement unitaire

- L'ensemble des eaux énumérées à l'article 8.1 ci-avant,
- L'ensemble des eaux énumérées à l'article 8.2 ci-avant, s'il n'existe aucune autre solution pour leur évacuation.

### Article 9 - Accès aux réseaux et ouvrages d'assainissement

Le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P. doivent pouvoir accéder à tous les réseaux et ouvrages d'assainissement qui relèvent de leur compétence afin d'effectuer les interventions nécessaires au bon fonctionnement du service public.

Aucune intervention ne peut avoir lieu sur les réseaux et ouvrages publics d'assainissement des eaux usées sans l'autorisation préalable expresse du S.I.A.R.P. et de la C.A.C.P.

Les conditions d'accès à ces équipements lorsqu'ils sont situés en domaine privé sont définies par les dispositions de l'article 41 du présent règlement.

### Article 10 - Obligation d'alerte et d'information

#### Article 10.1 - Obligation d'alerte

Dans le cas où un incident ou une anomalie de fonctionnement viendrait à se produire en domaine privé ou lors d'une intervention autorisée ou non sur domaine public, le gestionnaire d'ouvrage, le propriétaire ou l'utilisateur est tenu d'en informer le S.I.A.R.P. ou la C.A.C.P. dans les meilleurs délais.



Un incident ou une anomalie est par exemple un déversement de produits dangereux au réseau public, la casse d'une canalisation, la dégradation d'un ouvrage,...

Prévenir rapidement les services gestionnaires ou les services de secours leur permet d'intervenir rapidement et de circonscrire l'éventuelle pollution transportée dans les réseaux publics avant qu'elle n'atteigne les cours d'eau ou des ouvrages sensibles.

Les services à prévenir sont le S.I.A.R.P., la C.A.C.P., la mairie, les services de secours et de police.

Le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P. ont mis en place des services d'astreinte **7J/7 – 24 h/24** permettant d'intervenir sur tous types de dysfonctionnement du réseau d'assainissement public (engorgement, débordement, odeurs, pollution accidentelle...)

**N° d'appel d'urgence S.I.A.R.P. : 06 08 04 85 44 ou 06 77 53 64 05**

**N° d'appel d'urgence C.A.C.P. : 01 34 41 42 43**

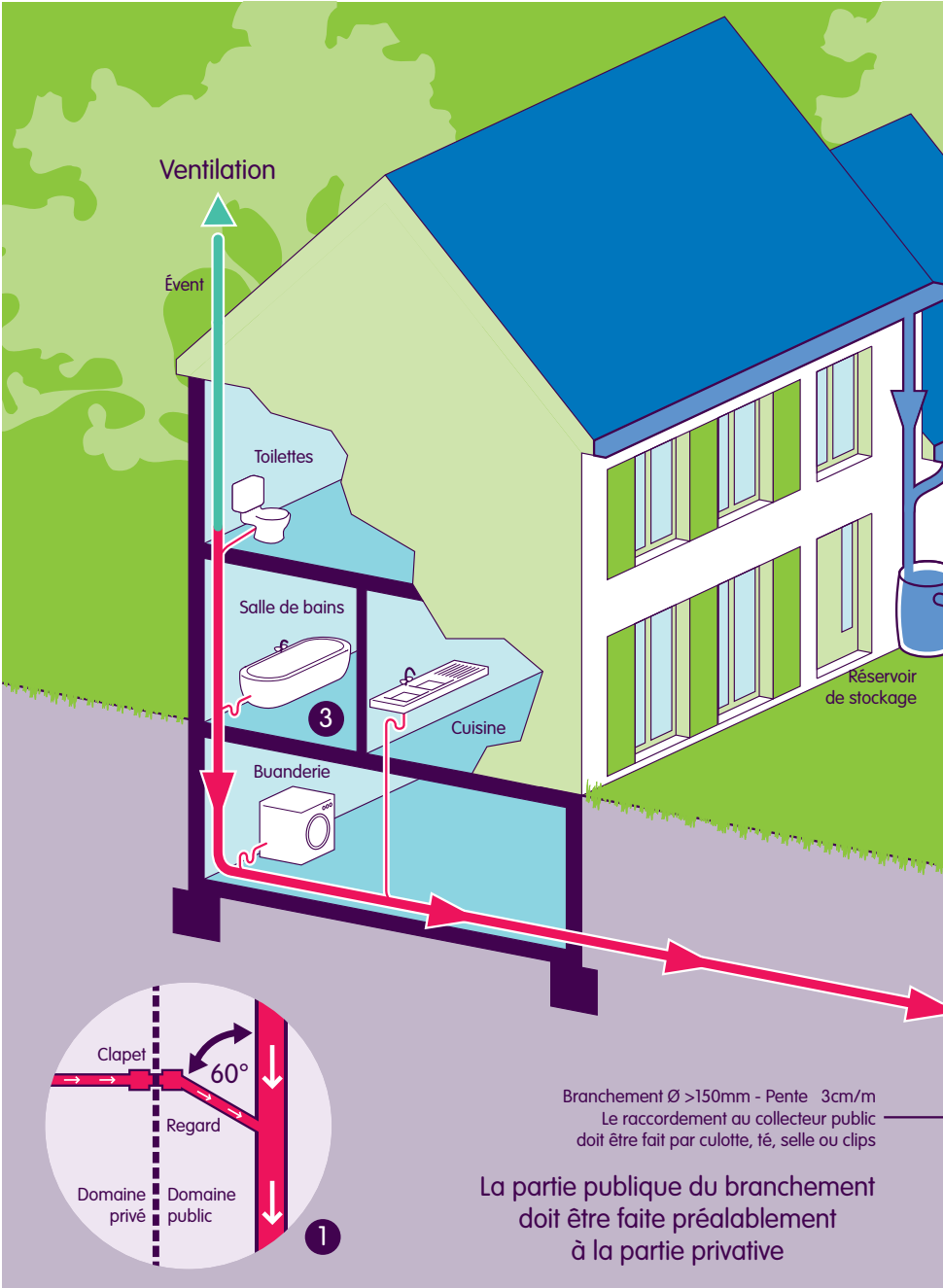
#### **Article 10.2 - Obligation d'information**

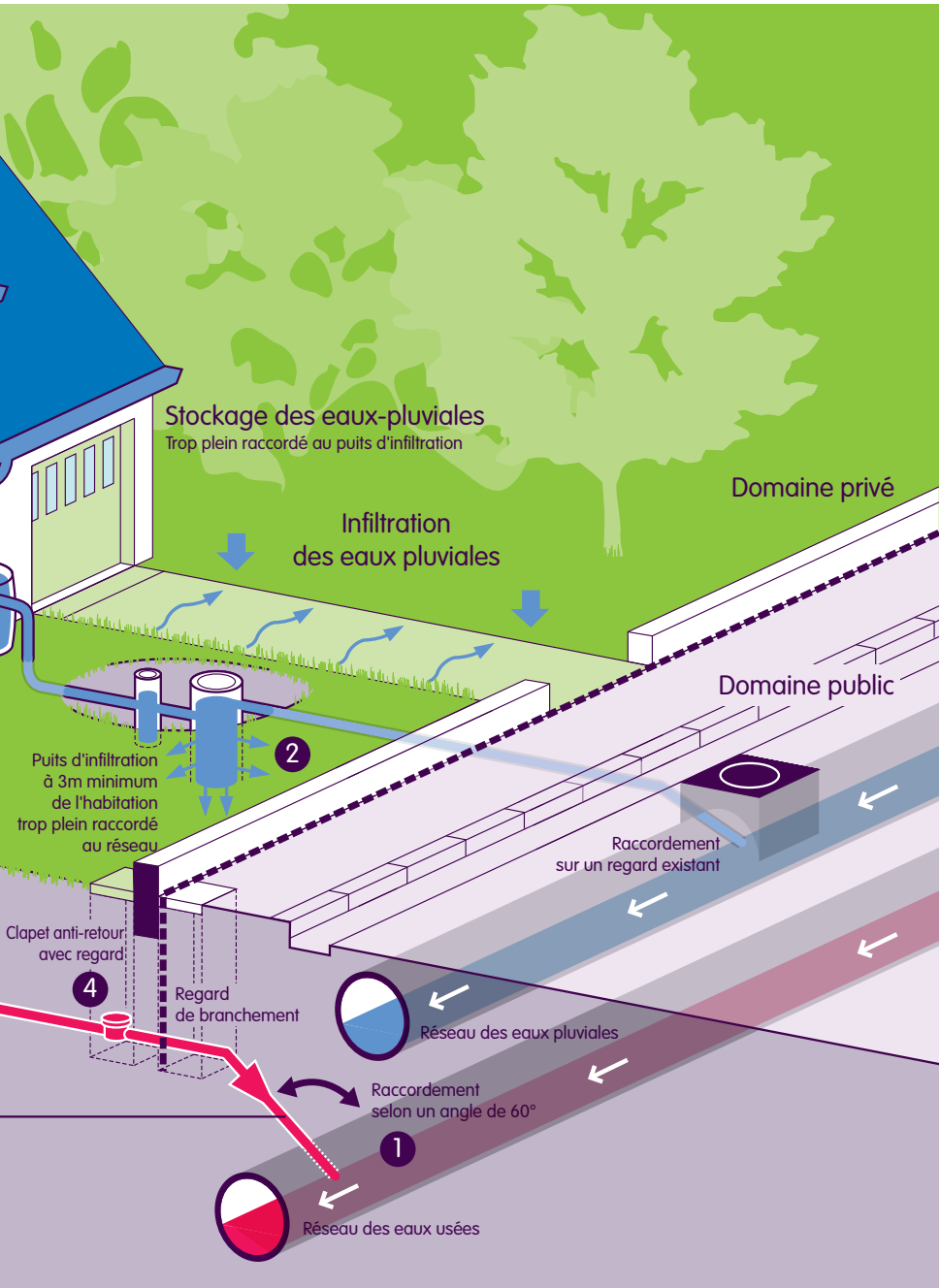
Toute modification des conditions de déversement, de qualité ou de quantité des eaux rejetées dans le réseau public ou tout autre élément d'information susceptible d'avoir un impact sur l'exécution des services d'assainissement doit faire l'objet d'une information adressée au S.I.A.R.P. ou à la C.A.C.P.

## **TITRE II**

# DISPOSITIONS TECHNIQUES







## Chapitre III - INSTALLATIONS PRIVATIVES

### Article 11 - Dispositions générales

L'ensemble des ouvrages en domaine privé doit respecter les dispositions du présent règlement.

Les installations privées sont conçues, réalisées et entretenues, à la charge et sous la responsabilité du propriétaire ou de l'utilisateur conformément aux dispositions du présent règlement et plus généralement suivant la réglementation sanitaire en vigueur, notamment les dispositions techniques des Documents Techniques Unifiés (DTU) relatifs à l'assainissement des bâtiments et de leurs abords.

Elles devront en outre respecter les prescriptions particulières énoncées notamment par les autorisations délivrées au titre du droit des sols (permis de construire, déclaration de travaux...) ou de toute autre demande d'autorisation administrative.



Le respect du présent règlement passe par la mise en place, en domaine privé, d'ouvrages, équipements et installations permettant, notamment :

- de protéger les logements et immeubles ;
- de limiter, voire de supprimer, les rejets d'eaux pluviales vers les réseaux publics ;
- de contrôler les rejets d'eaux usées non domestiques.

### Article 12 - Séparativité des réseaux privatifs

Indépendamment du système public de collecte, chaque catégorie d'eaux définie à l'article 4 est collectée par le biais d'un réseau distinct, en propriété privée.

La desserte intérieure de la propriété privée sera constituée au minimum d'un réseau d'eaux usées et, le cas échéant, d'un réseau d'eaux pluviales distincts jusqu'au regard de branchement situé en limite de propriété sur le domaine public.

La séparativité des réseaux privatifs doit être respectée lors de tous travaux de construction ou de mise en conformité portant sur un bâtiment existant, neuf, en reconstruction ou en réhabilitation.

Sont interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées ou les eaux pluviales pénétrer dans une conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression.

### Article 13 - Accessibilité aux réseaux privatifs d'assainissement

Conformément aux dispositions de l'article 41, l'ensemble des équipements du dispositif d'assainissement situés en domaine privé doit être visible et accessible en toutes circonstances aux agents des services d'assainissement et en particulier les regards de façade situés en propriété privée.

### Article 14 - Conception et réalisation des ouvrages et canalisations – dispositions générales

Tous les ouvrages appelés à recevoir des eaux usées ou des eaux pluviales doivent être construits en matériaux appropriés. Ils doivent être proportionnés aux quantités et qualités des effluents à recevoir.

Les pentes des canalisations, les rayons des parties courbes, les angles de raccordement sont choisis pour éviter toute stagnation et tout engorgement.

Les joints ne doivent pas être noyés dans la maçonnerie.

Des regards facilement accessibles doivent être établis en nombre suffisant, disposés obligatoirement à chaque changement de direction. Ils sont fermés par des tampons hermétiques.

L'ensemble des installations doit être réalisé et maintenu en parfait état d'étanchéité.

Leurs parois intérieures doivent être lisses et imperméables. Les joints doivent être hermétiques.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les effets du gel dans toutes les canalisations d'évacuation.

#### **Article 15 - Conception et réalisation des ouvrages et canalisations - Dispositions particulières applicables aux eaux usées « assimilées » domestiques**

Conformément aux dispositions de l'article L. 1331-7-1 du Code de la santé publique, le raccordement des immeubles ou des établissements produisant des eaux usées « assimilées » domestiques est assorti de prescriptions techniques particulières, en fonction des risques résultant des activités exercées dans les immeubles et établissements concernés, ainsi que de la nature des eaux usées qu'ils produisent. Ces prescriptions techniques sont regroupées en annexe 3 au présent règlement.

#### **Article 16 - Conception et réalisation des ouvrages et canalisations - Dispositions particulières applicables aux eaux usées « non domestiques »**

Conformément aux dispositions de l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique, le raccordement des immeubles ou des établissements produisant des eaux usées « non domestiques » est assorti de prescriptions particulières définies par l'autorisation de déversement visée à l'article 37 du présent règlement.

Tout établissement générant des eaux usées « non domestiques » conçoit, construit et exploite des installations spécifiques lui permettant de rejeter ses eaux usées vers le réseau public, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, le présent règlement et l'autorisation de déversement.

En domaine privé, les eaux usées « non domestiques » et les eaux « assimilées domestiques » produites par un même établissement sont collectées par le biais de réseaux distincts. Chaque évacuation d'eaux non strictement domestiques d'un immeuble est matérialisée par un regard de visite.

La réunion des réseaux privatifs est réalisée au plus proche de la limite de propriété, sous le domaine public, grâce au regard de branchement décrit à l'article 23 du présent règlement.

Un dispositif de traitement ou de prétraitement des eaux usées non domestiques peut être imposé afin de respecter les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 37 du présent règlement. Il est placé au plus proche de la source de pollution et une canalisation dédiée doit acheminer spécifiquement les eaux concernées jusqu'à l'ouvrage de prétraitement.

Un dispositif de mesure de débit et/ou de prélèvement des eaux rejetées peut être imposé à un emplacement adéquat et accessible à tout moment par le S.I.A.R.P. ou ses représentants dûment autorisés dans les conditions de l'article 41.

Un dispositif d'obturation permettant d'isoler le réseau public du réseau privatif peut être imposé afin d'effectuer la fermeture temporaire en cas d'incidents ou de pollution particulière. De fait, des moyens de confinement (vannes, bassins, ...) sont mis en œuvre, entretenus, testés régulièrement et activés en tant que de besoin par l'utilisateur, à sa charge et sous sa responsabilité.

Ces eaux confinées, de qualité ou de quantité différente de celles décrites dans l'autorisation de déversement, ne doivent pas, sans accord formel du S.I.A.R.P., rejoindre le réseau public. Dans le cas contraire, et sans préjudice de la mise en œuvre par le S.I.A.R.P. et/ou la C.A.C.P. des sanctions au titre des manquements au présent règlement, l'utilisateur sera également chargé d'assurer à ses frais et sous sa responsabilité l'évacuation en centre de traitement ou de destruction de ces eaux.

Tout autre dispositif peut être imposé dans le cadre de l'arrêté d'autorisation de déversement susvisé afin d'assurer un rejet conforme à la réglementation et au présent règlement.

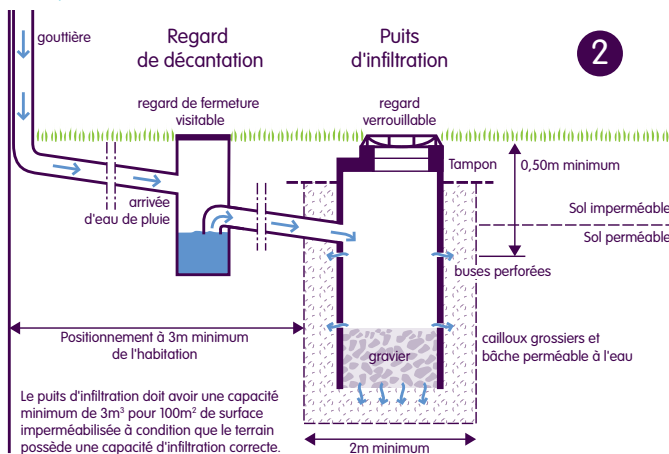
## Article 17 - Conception et réalisation des ouvrages et canalisations - Dispositions particulières applicables aux eaux pluviales

Toute construction ou opération d'aménagement au sens du Code de l'Urbanisme doit prévoir la mise en œuvre des solutions techniques permettant de supprimer ou de réduire ses rejets d'eaux pluviales vers le réseau public conformément aux dispositions du zonage eaux pluviales de la commune concernée et, si possible, de les conserver sur la parcelle.

Les méthodes de conservation des eaux pluviales sur la parcelle doivent privilégier l'infiltration et être adaptées aux caractéristiques des sols et de leur occupation. Les équipements et ouvrages sont implantés dans des conditions permettant le contrôle et l'entretien. Ils peuvent comprendre un trop plein vers le réseau public, pour évacuer l'excès de ruissellement, dans les conditions du présent règlement.



Dans le cas d'une maison individuelle, la gestion des eaux pluviales à la parcelle est généralement réalisée à l'aide d'un puits d'infiltration, dont le trop plein peut être raccordé, dans les conditions du présent règlement, sur le réseau public « eaux pluviales » ;



Dans le cas d'un lotissement, la gestion des eaux pluviales à la parcelle pour chaque lot est réalisée comme pour une maison individuelle ; pour les voiries et autres surfaces imperméabilisées communes, la gestion des ruissellements doit privilégier les techniques alternatives, selon le contexte ; seul l'excès de ruissellement peut être rejeté au réseau public.

Dans le cas d'immeubles de logements collectifs, la gestion des eaux pluviales est effectuée en privilégiant l'infiltration ou le ré-emploi des eaux issues des toitures et les techniques

alternatives pour les surfaces imperméables (voies, parkings, allées, ...). Seul l'excès de ruissellement peut être rejeté au réseau public.

Dans le cas d'immeubles abritant des activités, les principes ci-dessus sont les mêmes, mais les moyens de maîtrise des risques de pollution des eaux pluviales, qu'elles soient infiltrées ou dirigées vers le réseau public, doivent être mis en place.

Selon le type de surfaces imperméables et l'activité qui s'y exerce, des moyens de traitement des eaux pluviales peuvent être imposés pour respecter les exigences de la réglementation nationale en vigueur ou termes du présent règlement.

## Article 18 - Ouvrages en copropriété

Les branchements, ouvrages et réseaux communs à plusieurs unités foncières devront être accompagnés d'une convention, définissant les modalités d'entretien et de réparation des branchements, des réseaux et des ouvrages, pour les eaux usées comme pour les eaux pluviales.

Conformément aux dispositions de l'article 22 du présent règlement, l'ensemble des ouvrages et réseaux d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales appartenant à la copropriété sont maintenus en bon état de fonctionnement par la copropriété, à ses frais et sous sa responsabilité.



Une copropriété peut être un immeuble ou un ensemble d'immeubles comprenant des parties privatives (appartements, ateliers, ... ou similaires) et des parties communes (escaliers, parkings, ouvrages, réseaux, espaces verts, ...).

De manière générale, les modalités d'entretien des parties communes doivent être prévues par l'organisme chargé d'administrer la copropriété (syndic, ASL, etc...).

## Article 19 - Équipements

### Article 19.1 - Toilettes

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée par une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

Les toilettes et cabinets d'aisance comportant un dispositif de désagrégation électromécanique ou de broyage des matières fécales, sont interdits dans tout immeuble neuf, quelle que soit son affectation.

Les immeubles bénéficiant d'une opération de rénovation ou réhabilitation, seront équipés de toilettes à effet de chasse, en lieu et place de ces dispositifs à broyer ; les autorisations qui se rapportent à ces dispositifs seront alors supprimées.

Toutefois, à titre exceptionnel, en vue de faciliter l'aménagement de toilettes dans les logements anciens qui en sont totalement démunis, des autorisations pourront être accordées par le S.I.A.R.P., dans les conditions techniques du règlement sanitaire départemental, en ayant notamment la garantie que :

- toutes les précautions ont été prises pour que l'installation ne provoque aucun reflux d'eaux-vannes dans les appareils branchés sur le même réseau ;
- l'appareil soit conçu pour que son démontage en cas d'entretien ne puisse causer aucun dommage, ni inconvénient d'un point de vue sanitaire ;
- le raccordement ne soit en aucun cas effectué sur une canalisation réservée aux eaux pluviales ;



Les rejets au réseau d'assainissement collectif d'effluents issus de toilettes chimiques sont interdits.

### Article 19.2 - Siphons

- Pour les eaux usées :

Tous les appareils sanitaires raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant des réseaux publics et évitant l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons devront être conformes aux normes en vigueur.

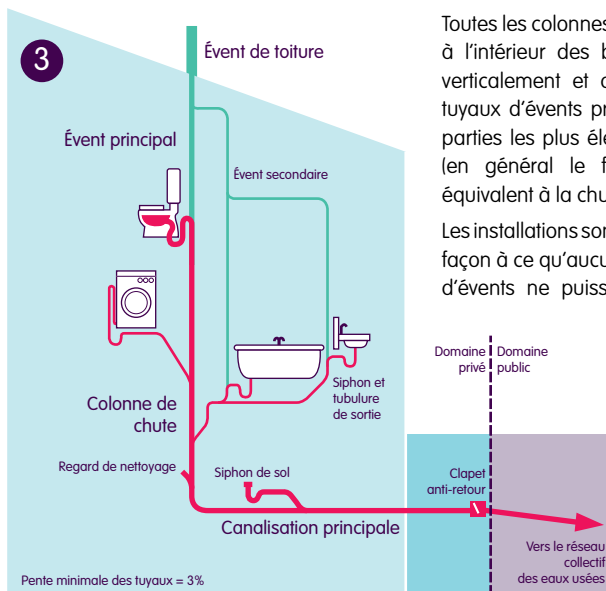
Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

- Pour les eaux pluviales :

Dans le cas d'une desserte publique par un réseau unitaire, tous les organes recueillant des eaux pluviales seront de type siphonide et régulièrement entretenus. Cet entretien comprend au moins le nettoyage et le réamorçage régulier du siphon.

### Article 19.3 - Colonnes de chutes d'eaux usées - événements de décompression



Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées à l'intérieur des bâtiments sont à poser verticalement et doivent être munies de tuyaux d'évents prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction (en général le faîtage), d'un diamètre équivalent à la chute d'eaux usées.

Les installations sont conçues et réalisées de façon à ce qu'aucun siphonage des tuyaux d'évents ne puisse se produire, afin de ne pas permettre l'introduction de mauvaises odeurs à l'intérieur des habitations.

### Article 19.4 - Descente de gouttières

Les descentes de gouttières ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Au cas où elles se trouveraient à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment, en étant munies de dispositifs adaptés.

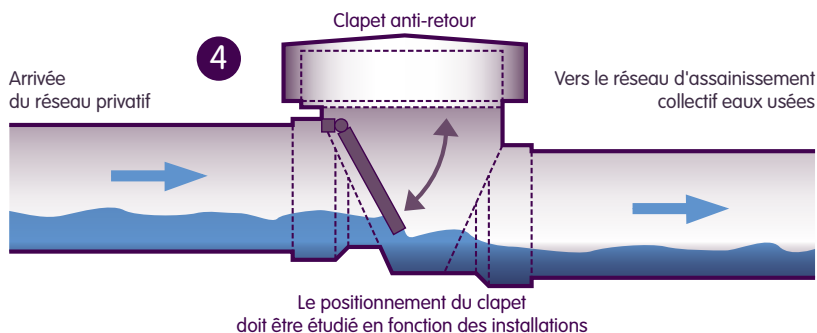
## Article 20 - Étanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux

En vue d'éviter le reflux des eaux usées et pluviales dans les caves, sous-sols et cours lors de l'élévation exceptionnelle de leur niveau jusqu'à celui de la voie publique desservie, les réseaux privatifs en communication avec les réseaux publics - et notamment leurs joints - sont établis de manière à résister à la pression correspondante.

De même, tous les regards situés sur des canalisations à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression.

Lorsque des appareils d'utilisation sont installés à un niveau tel que leur orifice d'évacuation se trouve à un niveau inférieur à celui de la voie, toutes dispositions doivent être prises pour s'opposer à tout reflux d'eaux usées ou d'eaux pluviales provenant des réseaux publics en cas de mise en charge de celui-ci.

En toute circonstance, le propriétaire de l'immeuble est responsable du choix, de l'entretien et du bon fonctionnement des dispositifs de protection de ses installations (vannes, clapets anti-retour, relevage ou autres).



La mise en place d'un clapet anti-retour est un gage de protection de votre habitation, notamment des pièces en dessous du niveau de la voirie, contre l'intrusion d'eaux en provenance des réseaux publics.

## Article 21 - Suppression des installations d'assainissement non collectif

En cas de raccordement d'un immeuble au réseau public d'eaux usées, l'installation d'assainissement non collectif existante est mise hors d'état de servir à cet usage, vidangée, désinfectée, puis comblée, démolie ou affectée à un autre usage par les soins et aux frais du propriétaire et ce dès l'établissement du branchement.

Dans l'hypothèse où le propriétaire ne respecte cette obligation, le S.I.A.R.P. se réserve le droit de mettre en œuvre les sanctions prévues au chapitre VIII du présent règlement



Par exemple, une fois correctement nettoyées et désinfectées, ces fosses peuvent servir à stocker des eaux pluviales pour limiter les rejets vers le domaine public et permettre d'arroser les jardins, réduisant ainsi votre consommation d'eau potable.

## Article 22 - Obligation d'entretien et de maintien en bon état de fonctionnement

L'ensemble des ouvrages sous domaine privé nécessaires pour amener les eaux usées et le cas échéant les eaux pluviales à la partie publique du branchement doit être entretenu, maintenu en bon état de fonctionnement jusqu'au regard de branchement aux frais du propriétaire.

Lorsque la desserte d'une construction exige la mise en place d'un système de relevage, les coûts de fonctionnement et d'entretien sont à la charge du propriétaire.

Lorsque les ouvrages privatifs comprennent des équipements nécessitant des modalités particulières d'entretien, de réparation ou de renouvellement, elles doivent être mises en œuvre à une fréquence permettant de garantir leur fonctionnement optimal et l'absence d'atteinte à la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement. Outre l'application des prescriptions techniques des fabricants, des fréquences minimales d'entretien pourront être fixées par le S.I.A.R.P. dans le cadre des autorisations accordées.

Dans l'hypothèse où un manquement à la présente obligation serait constatée, le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P. se réservent le droit de mettre en œuvre les sanctions prévues au chapitre VIII du présent règlement.



Il revient toujours au propriétaire d'assurer la mise en œuvre et le renouvellement des équipements de gestion des eaux usées domestiques ; l'usager (par exemple le locataire) doit en assurer l'entretien et le maintien en bon fonctionnement.

Pour les autres types d'eaux (pluviales, non domestiques, assimilés domestiques), les modalités de création, de renouvellement et d'entretien sont réparties entre propriétaire et usager, dans des conditions contractuelles (souvent un bail).

## Chapitre IV - BRANCHEMENTS AUX RÉSEAUX PUBLICS

### Article 23 - Définition du branchement

Au sens du présent règlement, le branchement désigne l'ouvrage technique qui relie le réseau privatif d'assainissement au réseau public. Cette définition est indépendante de la nature des eaux rejetées.

Le branchement comprend de l'amont vers l'aval :

1. un ouvrage dit « regard de branchement », construit en limite de propriété sous le domaine public, avec des dimensions minimales imposées.

Cet ouvrage permet le contrôle et l'entretien du branchement. Il doit être visible et accessible.

En cas de nécessité technique absolue, et après accord express du S.I.A.R.P., pour le branchement « eaux usées » ce regard pourra être placé sous domaine privé, le plus proche possible des limites du domaine public et dans les mêmes conditions d'implantation et d'accessibilité.

En revanche, le branchement « eaux pluviales » doit être placé en domaine public.

2. une canalisation de branchement, reliant le regard de branchement de l'immeuble au réseau public ;
3. un dispositif permettant le raccordement au réseau public, dans le respect des prescriptions techniques précisées aux articles 26, 27 et 28 ;

Le branchement ainsi constitué est réalisé de manière à assurer une étanchéité totale et pérenne.

La partie du branchement construite sous la voie publique est incorporée au réseau public dès lors que le raccordement est dûment autorisé ou régularisé et contrôlé dans les conditions du présent règlement.

L'autre partie du branchement relève de la propriété privée.

### Article 24 - Exécution des parties de branchement eaux usées sous domaine public

24.1 Le propriétaire d'un immeuble ou d'un établissement à raccorder peut réaliser les travaux de branchement en faisant intervenir :

- soit l'entreprise mandatée par le S.I.A.R.P.,
- soit une entreprise de son choix.

Il exprime son choix lors de sa demande de raccordement, conformément aux modalités prévues par l'article 32 du présent règlement.

24.2 En cas de construction d'un nouveau réseau, le S.I.A.R.P. exécute les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Il demande au propriétaire une participation aux frais de branchement dans les conditions définies au chapitre VII



Le demandeur, qui fait intervenir une entreprise de son choix, doit obtenir les autorisations nécessaires pour l'exécution des travaux sur voirie publique. Il s'agit pour le demandeur :

- de faire les déclarations d'intention de commencer des travaux (DICT),
- de contacter le service gestionnaire de la voirie pour organiser le stationnement, la circulation et la signalisation du chantier et obtenir l'arrêté de voirie correspondant.

## Article 25 - Nombre de branchements

Les réseaux privatifs réalisés en séparatif doivent être raccordés à chaque regard de branchement correspondant aux types d'eaux à admettre.

- En présence d'un système d'assainissement séparatif, la desserte est effectuée par :
  - un branchement pour les eaux usées sur le réseau public d'eaux usées et,
  - un unique branchement pour les eaux pluviales sur le réseau public d'eaux pluviales, dans le cas où la gestion totale à la parcelle des eaux pluviales est impossible.
- En présence d'un système d'assainissement unitaire, la desserte est effectuée par un branchement au réseau public pouvant accueillir les eaux usées et, dans le cas où la gestion totale à la parcelle des eaux pluviales est impossible, les eaux pluviales ; les réseaux privatifs, réalisés en séparatif, se réuniront dans le regard de branchement.

Le S.I.A.R.P. fixe le nombre de branchements d'eaux usées à installer par habitation, bâtiment, parcelle cadastrale ou unité foncière. Ce nombre est conditionné par les caractéristiques techniques spécifiques à l'opération de construction ou à l'aménagement de la parcelle.

Dans le cas d'immeubles collectifs ou de constructions importantes, plusieurs branchements peuvent être accordés à titre dérogatoire. Le nombre, l'emplacement et le diamètre des branchements font l'objet d'un accord formel du S.I.A.R.P. et/ou de la C.A.C.P.

En cas de construction après division de terrain déjà construit, chaque nouvelle construction devra disposer d'un branchement distinct, sauf dérogation expressément accordée par le S.I.A.R.P. ou la C.A.C.P.

A titre dérogatoire, en cas de nécessité technique laissée à son appréciation, le S.I.A.R.P.\*. peut autoriser le raccordement d'un immeuble sur un regard de branchement existant sur domaine public, si toutefois celui-ci présente les caractéristiques suffisantes.

Dans le cas de constructions ou immeubles à usage mixte (habitation, commerce, artisanat), les locaux à usage d'activités et produisant des eaux usées non domestiques ou assimilées domestiques peuvent être dotés, à la demande du S.I.A.R.P., d'un branchement distinct du branchement sanitaire de l'immeuble, ceci en fonction de la nature et de la quantité des eaux rejetées.

## Article 26 - Caractéristiques techniques du branchement

### Article 26.1 - Dispositions générales

Les branchements seront réalisés conformément à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art et comprendront au minimum les dispositifs cités à l'article 23.



Il est fortement recommandé de se référer au fascicule n°70 qui est le document de référence en matière de travaux relatifs aux ouvrages d'assainissement ; cette norme s'impose à tous travaux publics. (consultable sur le site [www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)) ou lien sur le site [www.siarp.fr](http://www.siarp.fr)

Ils seront constitués plus précisément d'une série de tuyaux cylindriques rectilignes, normalisés selon la nature des matériaux les constituant, capables de résister à la pression correspondant à la dénivellation mesurée depuis le niveau de la voie publique vers laquelle se fait l'écoulement, et agréés par l'Etat. Les tuyaux seront imputrescibles et leur surface sera absolument lisse et unie. Ils devront également pouvoir résister aux pressions extérieures susceptibles de s'exercer.

Les joints et canalisations seront étanches.

Le diamètre intérieur devra être inférieur au diamètre de la canalisation publique. Pour la desserte d'un seul logement et pour les parties sous le domaine public, il ne sera pas inférieur à 150 mm pour les eaux usées et 200 mm pour les eaux pluviales.

La pente de la canalisation de branchement est au minimum de 3 %, sauf impossibilité technique, sur laquelle l'accord du S.I.A.R.P. est requis.

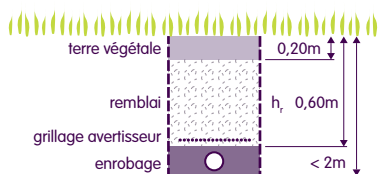
Chaque fois que cela est possible, le raccordement sur le réseau public doit s'opérer sous une obliquité convenable (60° au plus) de façon à ne pas troubler le régime d'écoulement des eaux de ce réseau.

En cas d'arrivée dans un regard de visite, en chute sur une hauteur de plus de 0,70 m, un système d'accompagnement de l'écoulement doit être installé.

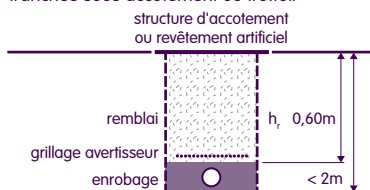
Un dispositif avertisseur conforme aux normes en vigueur est mis en place au droit des canalisations de branchement.

Les matériaux de remblaiement de la fouille et leur mise en œuvre sont adaptés à la nature du sol, à la qualité de la voie (nature du trafic, revêtement de surface...), à la présence de réseaux concessionnaires en sous-sol et toutes autres contraintes locales.

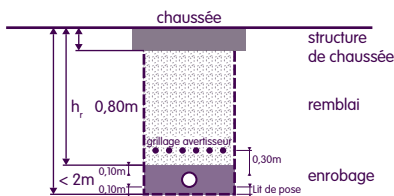
Tranchée sous espace vert



Tranchée sous accotement ou trottoir



Tranchée sous chaussée



$h_r$  = hauteur de recouvrement

Pour plus de détails, se reporter au guide "Remblayage des tranchées et réfection de chaussées" édité par le SETRA sur le site [www.setra.developpement-durable.gouv.fr](http://www.setra.developpement-durable.gouv.fr)

L'autorisation de raccordement fixera les prescriptions (nombre et localisation des branchements, dimensions, qualité des matériaux des canalisations, des remblais) et tout autre élément nécessaire à la pérennité et au bon fonctionnement du service public d'assainissement.

Tous les travaux de branchement seront contrôlés par le S.I.A.R.P. conformément aux dispositions du chapitre VI du présent règlement.

## Article 26.2 - Ouvrages neufs construits par un aménageur

L'ensemble des dispositions de l'article 26.1 ci-dessus s'applique aux branchements et ouvrages d'assainissement réalisés dans le cadre d'un aménagement. Les branchements et autres ouvrages d'assainissement réalisés par un aménageur sont contrôlés par le S.I.A.R.P. et/ou la C.A.C.P. au fur et à mesure de leur exécution. Les modalités de leur réception définitive sont prévues à l'article 46 du présent règlement.



Lorsqu'un aménageur prévoit de demander l'intégration dans le domaine public d'ouvrages d'assainissement qu'il construit, notamment dans le cas de construction d'ensembles immobiliers, de lotissements, d'extensions urbaines ou de tous autres aménagements similaires, il communique au S.I.A.R.P. et/ou à la C.A.C.P. :

- les plans cotés mentionnant :
  - les constructions projetées,
  - les ouvrages d'assainissement projetés,
- les relevés topographiques,
- tous autres documents permettant d'apprécier le projet.

Le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P. donnent leurs prescriptions techniques en termes de choix des matériaux des éléments constituant les ouvrages en fonction de l'implantation et du fonctionnement de ces derniers.

L'aménageur devra démontrer la conformité au présent règlement des installations privatives des immeubles desservis.

Les ouvrages nouvellement créés ne pourront être intégrés dans le domaine public que si ces prescriptions ont été intégralement respectées.



Il est fortement recommandé aux aménageurs de prendre contact avec le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P. dès la conception de leur projet.

#### **Article 27 - Caractéristiques techniques du branchement – Dispositions particulières relatives au branchement des eaux usées autres que domestiques**

Les caractéristiques et dimensions des regards de branchement créés pour les eaux usées « assimilées domestiques » et « non domestiques » doivent permettre la réalisation de toute mesure de débit ou de prélèvement des eaux provenant de chaque réseau privatif.

Dans certains cas et sous réserve de respecter les prescriptions particulières de l'autorisation de déversement visée à l'article 37, le réseau privatif créé pour les eaux usées « non domestiques » pourra être assujéti à un branchement spécifique vers le réseau public.

#### **Article 28 - Caractéristiques techniques du branchement – Dispositions particulières relatives au branchement « eaux pluviales »**

Un dispositif de branchement, tel que défini à l'article 23, est destiné spécifiquement aux eaux pluviales. Il comprend un regard adapté situé en domaine public permettant d'effectuer tout prélèvement d'eaux ou mesure de débit, ponctuel ou continu.

Sauf dérogation expresse figurant dans l'autorisation de raccordement visée à l'article 38, les dispositifs permettant le raccordement au réseau public d'eaux pluviales sont réalisés obligatoirement sur regard de visite et ne peuvent être effectués sur des grilles, avaloirs ou tout autre système d'engouffrement.

Enfin, selon les caractéristiques du terrain à desservir et les activités qui s'y déroulent, un dispositif d'obturation rapide permettant d'isoler les rejets d'eaux pluviales du réseau public peut être mis en place dans un regard de branchement situé en domaine privé.

#### **Article 29 - Surveillance, entretien, réparation et renouvellement des branchements sur domaine public**

Conformément aux dispositions de l'article 23, la partie du branchement construite sous la voie publique relève du domaine public, sous réserve qu'elle ait été réalisée dans le cadre d'un raccordement dûment autorisé ou régularisé conformément aux dispositions du présent règlement. A ce titre, la C.A.C.P. et/ou le S.I.A.R.P. en assurent la surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement.

## **TITRE III**

# DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

## Chapitre V - LE RACCORDEMENT AUX RÉSEAUX PUBLICS

### Article 30 - Définition du raccordement

Au sens du présent règlement, le raccordement désigne l'acte permettant de bénéficier du Service public de l'assainissement collectif des Eaux Usées ou du Service public des Eaux Pluviales.

Ce raccordement aux réseaux publics peut-être soit direct soit indirect (via un réseau privé).

Le raccordement devient effectif lorsque les travaux de branchement ont été exécutés, et contrôlés conformes par le S.I.A.R.P. ou la C.A.C.P.

### Article 31 - Demande de raccordement

Avant tout commencement de travaux de raccordement direct ou indirect aux réseaux publics d'eaux usées et d'eaux pluviales, le propriétaire de l'immeuble à raccorder ou s'il est différent, le maître d'ouvrage de l'opération de construction ou d'aménagement, adresse au S.I.A.R.P.\* une demande unique de raccordement aux réseaux publics.

Cette demande est signée par le demandeur dûment habilité.



Le S.I.A.R.P. (Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Région de Pontoise) est l'interlocuteur unique des usagers pour la gestion de leur raccordement aux réseaux publics d'assainissement « eaux usées » et « eaux pluviales ».

S.I.A.R.P. 73 rue de Gisors 95300 Pontoise

Tél. : 01 30 32 74 28

site internet : [www.siarp.fr](http://www.siarp.fr)

Les imprimés de demandes de raccordement sont téléchargeables sur le site du S.I.A.R.P.

La demande de raccordement comprend :

- un plan masse de la parcelle privée et de la construction en faisant apparaître les réseaux et ouvrages existants et à créer ;
- un plan coté des installations d'assainissement faisant apparaître :
  - la délimitation des domaines privé et public,
  - le nombre de branchements
  - la position du(les) branchement(s), du(les) regard(s) de branchement et du(les) dispositif(s) de raccordement au(x) réseau(x) public(s),
  - la pente, les diamètres du(les) branchement(s),
  - le type de matériaux utilisés,
  - si nécessaire, les caractéristiques du système de pompage et de tout autre ouvrage,
  - éventuellement l'emplacement des arbres de haute tige
  - et tout élément nécessaire à la bonne compréhension du projet.

En outre,

- si le raccordement se fait par l'intermédiaire d'une servitude, la demande comprend l'engagement du propriétaire de disposer de ladite servitude.
- pour les ensembles immobiliers commerciaux, industriels, ou à usage d'habitations collectives ou individuelles, la demande de raccordement des réseaux réalisés par les aménageurs comprend tous les éléments propres aux réseaux et ouvrages qui pourraient être intégrés, à terme, au domaine public.

- pour les eaux usées autres que domestiques (assimilées domestiques et non domestiques), la demande comprend :
  - une note décrivant le dimensionnement de chaque dispositif particulier existant ou envisagé ;
  - la notice technique de chacun de ces dispositifs ;
  - une note décrivant l'entretien prévu ou réalisé sur ces dispositifs ;
  - une description des activités et procédés industriels ou artisanaux utilisés dans l'établissement.
- pour les eaux pluviales, la demande comprend :
  - une description des surfaces, de leur imperméabilisation et des types d'utilisation du sol ;
  - une note de calcul hydraulique justifiant les débits pour la situation existante et celle après aménagement ;
  - les justifications techniques permettant de juger des capacités d'infiltration sur la parcelle ;
  - une note décrivant le dimensionnement des dispositifs particuliers existants ou envisagés pour gérer les eaux dans la parcelle et en rejeter, le cas échéant, l'excès de ruissellement vers les réseaux publics ;
  - la notice technique de chacun de ces dispositifs ;
  - une note décrivant l'entretien prévu ou réalisé sur ces dispositifs.

### Article 32 - Demande d'exécution des travaux de branchement sous domaine public

La demande de raccordement visée à l'article 31 précise si le propriétaire souhaite faire réaliser les travaux de branchement par l'entreprise mandatée par le S.I.A.R.P. ou par une entreprise de son choix conformément aux dispositions de l'article 24.

#### Article 32.1 - Entreprise mandatée par le S.I.A.R.P.

**Si le demandeur décide de faire appel à l'entreprise mandatée par le S.I.A.R.P.**, le S.I.A.R.P. lui adresse un devis du coût des travaux. Le prix indiqué sur le devis est valable 6 mois.

S'il l'accepte, les travaux sont réalisés conformément au devis. Si des travaux supplémentaires sont rendus nécessaires, un devis supplémentaire pourra être soumis au demandeur.

Le remboursement des travaux sera effectué auprès du S.I.A.R.P., conformément à l'article 52.

S'il refuse le devis initial, le demandeur en informe le S.I.A.R.P. par écrit et fait appel à l'entreprise de son choix selon les modalités déterminées à l'article ci-après.

#### Article 32.2 - Entreprise choisie par le demandeur

**Si le demandeur décide de faire appel à une entreprise de son choix, la demande de raccordement** précise les coordonnées et qualifications de l'entreprise sélectionnée. Cette dernière doit apporter la preuve qu'elle possède les capacités techniques et références dans le domaine des travaux d'assainissement.

Le demandeur devra également présenter un engagement écrit de cette entreprise à se conformer aux prescriptions techniques formulées par le S.I.A.R.P. En tout état de cause, le demandeur reste seul responsable de la réalisation des travaux de raccordement conformément à ces prescriptions techniques.

L'ensemble de ces éléments, ainsi que les coordonnées de ladite entreprise, doivent être transmis, par courrier au S.I.A.R.P., par le demandeur, au plus tard quinze (15) jours avant la date prévisionnelle de démarrage des travaux. A défaut, aucun certificat de conformité tel que prévu à l'article 44 ne sera délivré.



Le demandeur, qui fait intervenir une entreprise de son choix, doit obtenir les autorisations nécessaires pour l'exécution des travaux sur voirie publique. Il s'agit pour le demandeur :

de faire les déclarations d'intention de commencer des travaux (DICT),

de contacter le service gestionnaire de la voirie pour organiser le stationnement, la circulation et la signalisation du chantier et obtenir les arrêtés de voirie correspondants.

### Article 33 - Demande de suppression ou de modification des branchements

Dans le cas de la suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble ou de son utilisation, le propriétaire adresse au S.I.A.R.P.\* une demande. Cette demande est formulée et instruite dans les conditions définies aux articles 30, 31 et 34.

Plus particulièrement, lors d'opérations de requalification urbaine (opérations de démolition et reconstruction d'immeubles, d'aménagement de quartiers), les branchements existants pourront éventuellement être réutilisés, après avis du S.I.A.R.P. ou la C.A.C.P. Si ces branchements s'avèrent en mauvais état, leur reprise ou réhabilitation devront être réalisées.

### Article 34 - Instruction de la demande de raccordement

Le S.I.A.R.P.\* enregistre la demande de raccordement et l'instruit ou la transmet, le cas échéant, pour instruction ou avis à la C.A.C.P.

Dans ce cadre, le S.I.A.R.P.\* vérifie les données du dossier transmis au vu des éléments visés à l'article 31 et peut le cas échéant demander communication de tout autre document ou information jugé nécessaire pour instruire la demande. Une visite sur place pourra être organisée le cas échéant en présence et avec l'accord du demandeur.

Dans le cas d'une demande de raccordement d'eaux usées autre que domestiques, le S.I.A.R.P. détermine, sur la base des éléments fournis dans la demande mentionnée ci-dessus, si le demandeur relève du régime des eaux usées « assimilées domestiques » ou du régime des eaux usées « non domestiques ».

A l'issue de l'instruction, le S.I.A.R.P.\* notifie au demandeur par courrier :

- son acceptation de la demande de raccordement, avec ou sans réserves

ou

- son rejet de la demande de raccordement. Dans ce cas, la notification précisera les motivations de cette décision ainsi que les délais et voies de recours pouvant être mis en œuvre par le demandeur conformément à la réglementation en vigueur et l'article 62 du présent règlement.

Le demandeur ne peut commencer les travaux que si la demande est acceptée.

En cas d'acceptation, la notification comprend un exemplaire du présent règlement et fixe les prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements.

Aussi, dans l'hypothèse où le demandeur ne réalise pas les travaux préalables susvisés, le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P. se réservent le droit de mettre en œuvre les sanctions prévues au chapitre VIII du présent règlement.

En outre, si le demandeur relève du régime des eaux usées « assimilées domestiques », cette demande fait valoir son droit au raccordement conformément aux dispositions de l'article 7 du présent règlement sous réserve du respect des dispositions de l'article 36.

Si le demandeur relève du régime des eaux usées « non domestiques », le S.I.A.R.P. l'autorisera à se raccorder et à déverser ses eaux usées dans les conditions prévues à l'article 37 du présent règlement.

La bonne exécution des travaux de branchement ainsi que la prise en compte des réserves et des prescriptions techniques font l'objet d'un contrôle dans les conditions prévues à l'article 44.

## Article 35 - Raccordement des eaux usées domestiques

### Article 35.1 - Obligation de raccordement

Conformément aux dispositions de l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique, le raccordement des immeubles aux réseaux publics destinés à recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

Les immeubles construits après la mise en service des réseaux publics doivent être raccordés sans délai. Il en est de même pour tout immeuble modifié suite à autorisation ou déclaration au titre du code de l'urbanisme.

Pour un immeuble riverain de plusieurs voies, l'obligation de se raccorder est effective lorsque l'une de ces voies est pourvue d'un réseau public.

En cas de manquement à cette obligation le S.I.A.R.P. se réserve le droit de mettre en œuvre les sanctions prévues au chapitre VII du présent règlement

### Article 35.2 - Dérogations à l'obligation de raccordement

#### a. Prolongation du délai de raccordement

Le délai de deux (2) ans, laissé au propriétaire des immeubles édifiés avant la construction du réseau public d'assainissement pour se raccorder, peut être prolongé pour les immeubles ayant fait l'objet d'un permis de construire datant de moins de dix (10) ans, lorsque ces immeubles sont pourvus d'une installation d'assainissement non collectif autorisée par le permis de construire.

L'installation d'assainissement non collectif doit alors recevoir l'ensemble des eaux usées domestiques de l'immeuble concerné et être conforme à la réglementation en vigueur et en bon état de fonctionnement.

La prolongation de délai est de dix ans maximum.

#### b. Exonération de l'obligation de raccordement

Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement des eaux usées domestiques, les propriétaires des immeubles édifiés avant la construction du réseau public d'assainissement et qui relèvent des catégories suivantes :

- Les immeubles faisant l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, en application des articles L. 1331-26 et suivants du code de la santé publique ;
- Les immeubles régis par l'article L. 1331-17 du code de la santé publique, et dont l'acquisition, au besoin par voie d'expropriation, a été déclarée d'utilité publique ;
- Les immeubles frappés d'un arrêté de péril prescrivant leur démolition, en application des articles L.511-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;
- Les immeubles dont la démolition doit être entreprise en exécution des plans d'urbanisme définissant les modalités d'aménagement des secteurs à rénover, en application du décret n° 58-1465 du 31 décembre 1958 relatif à la rénovation urbaine



- Les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome recevant l'ensemble des eaux usées domestiques et conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel n° du 7 septembre 2009. La difficulté de se raccorder s'entend par la présence d'éléments techniques impliquant un coût disproportionné de travaux.

#### c. Délivrance de l'arrêté de prolongation ou d'exonération

La dérogation à l'obligation de raccordement doit être demandée par le propriétaire de l'immeuble ou s'il est différent, le maître d'ouvrage de l'opération de construction ou d'aménagement au S.I.A.R.P.

Le S.I.A.R.P. étudie la demande, et effectue, éventuellement, une visite des installations.

Après que le S.I.A.R.P. ait constaté que les conditions prévues en la matière sont réunies, un arrêté de prolongation ou d'exonération de l'obligation de raccordement sera accordé au demandeur dans les conditions prescrites par la réglementation en vigueur.

La décision de prolongation ou d'exonération est précaire et révocable. Cela signifie qu'elle est délivrée au regard de conditions techniques justifiant la dérogation. Aussi, en cas de modification importante de l'immeuble (notamment extension), une nouvelle demande de dérogation devra être déposée.

En cas de vente, le propriétaire d'un immeuble bénéficiant d'une dérogation est tenu d'en informer l'acquéreur.

## Article 36 - Raccordement des eaux usées assimilées domestiques

### Article 36.1 - Droit au raccordement

Sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur, le raccordement au réseau public d'assainissement des immeubles ci-après n'est pas obligatoire.

Néanmoins, conformément aux dispositions de l'article L. 1331-7-1 du Code de la santé publique, les propriétaires d'immeubles ou d'établissements produisant des eaux usées assimilées domestiques, ont droit, s'ils en formulent la demande, au raccordement au réseau public de collecte, dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation.

Cette demande est formulée et instruite dans les conditions définies aux articles 30, 31 et 34 du présent règlement.

Ainsi, elle doit être déposée pour chaque immeuble ou établissement produisant des eaux usées « assimilées domestiques » et souhaitant se raccorder au réseau public de collecte soit directement soit indirectement (via un réseau privé).

Ce raccordement est réalisé dans les conditions fixées par le présent règlement et notamment l'article 36.2 ci-après.

### Article 36.2 - Conditions d'admissibilité des eaux usées

Pour rappel, l'article 6 du présent règlement s'applique également aux rejets d'eaux usées assimilées domestiques.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1331-7-1 du Code de la santé publique susvisés, le raccordement des eaux usées « assimilées domestiques » est assorti de prescriptions techniques spécifiques, en fonction des risques résultant des activités exercées dans les immeubles et établissements concernés, ainsi que de la nature des eaux usées qu'ils produisent. Ces prescriptions techniques sont regroupées en annexe 3 au présent règlement.

S'il est nécessaire de fixer des prescriptions particulières non prévues à cette annexe 3, la signature d'un contrat de déversement entre le demandeur, le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P. pourra être exigée par le S.I.A.R.P., avant tout rejet effectif dans les réseaux publics.

#### **Article 36.3 - Régularisation des immeubles et établissements raccordés sans autorisation**

Le propriétaire d'un immeuble ou d'un établissement produisant des eaux usées assimilées domestiques, raccordé au réseau public de collecte des eaux usées sans autorisation, présente au S.I.A.R.P. une demande de régularisation.

Cette demande est formulée et instruite dans les conditions définies aux articles 30, 31 et 34 du présent règlement.

L'acceptation du déversement des eaux usées « assimilées domestiques » dans le réseau public ne prendra effet, le cas échéant, qu'après la mise en œuvre d'ouvrages ou d'installations permettant de satisfaire aux obligations du présent règlement.

### **Article 37 - Raccordement des eaux usées non domestiques**

#### **Article 37.1 - Autorisation et convention de déversement**

Sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur, le raccordement au réseau public d'assainissement des immeubles ou établissements produisant des eaux usées non domestiques, n'est pas obligatoire.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique, les exploitants d'établissements produisant des eaux non domestiques et souhaitant se raccorder au réseau public doivent être préalablement autorisés à déverser ces eaux par arrêté du Président du S.I.A.R.P. adopté dans les conditions prescrites par la réglementation en vigueur.

La demande de raccordement est formulée et instruite dans les conditions définies aux articles 30, 31 et 34 du présent règlement.

Ainsi, elle doit être déposée pour chaque immeuble ou établissement produisant des eaux usées « non domestiques » et souhaitant se raccorder au réseau public de collecte soit directement soit indirectement (via un réseau privé).

L'arrêté d'autorisation définit les conditions administratives, techniques et financières d'admissibilité des eaux usées non domestiques.

L'arrêté autorise le raccordement et le déversement des eaux usées non domestiques et, le cas échéant, des eaux usées assimilées domestiques et d'eaux pluviales produites par l'établissement, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

En complément de l'autorisation, le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P. peuvent décider de conclure une convention spéciale de déversement lorsqu'il s'avère nécessaire de préciser des modalités d'application particulières aux obligations figurant dans l'arrêté d'autorisation.

#### **Article 37.2 - Durée de l'autorisation**

L'arrêté d'autorisation est délivré pour une durée de 10 ans. Toutefois, elle peut être accordée pour une durée inférieure si la nature et les caractéristiques des rejets ou les activités exercées le rendent nécessaire.

#### **Article 37.3 - Conditions d'admissibilité des eaux usées non domestiques**

Pour rappel, l'article 6 du présent règlement s'applique également aux rejets d'eaux usées non domestiques.

Ces rejets doivent en outre respecter à minima les principales caractéristiques suivantes (liste non exhaustive) :

Paramètres	Valeur limite d'émission
Demande Chimique Organique (DCO)	2 000 mg/l
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	800 mg/l
Rapport DCO/DBO5	3*
Azote global (NGL)	150 mg/l
Ammonium (NH4+)	120 mg/l
Phosphore total (PT)	50 mg/l
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 < pH < 8,5
Matières En Suspension (MES)	600 mg/l
Cadmium (Cd)	0,2 mg/l
Chrome (Cr)	0,5 mg/l
Cuivre (Cu)	0,5 mg/l
Mercuré (Hg)	0,05 mg/l
Nickel (Ni)	0,5 mg/l
Plomb (Pb)	0,5 mg/l
Zinc (Zn)	2 mg/l
Indices hydrocarbures	10 mg/l
Graisse (Substances Extractibles à l'Hexane)	150 mg/l
Chlorures	500 mg/l
Sulfates	400 mg/l

*\*si la concentration en DCO est supérieure à 500 mg/l*

Toutefois, le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P. peuvent décider d'imposer des conditions de déversement différentes si :

- la nature et les caractéristiques des rejets,
- les contraintes imposées par les procédés industriels et artisanaux,
- les caractéristiques des ouvrages du réseau d'assainissement,
- d'autres réglementations,

le permettent ou le justifient. Le S.I.A.R.P. motive cette décision dans l'arrêté d'autorisation.



Ces différences peuvent porter sur des paramètres à respecter ou à analyser, des valeurs limites (en concentration ou en flux), des périodes horaires ou encore des débits maximum de rejet.

L'autorisation de déversement peut prescrire un programme d'autosurveillance (mesures de la quantité et de la qualité des effluents déversés).

La dilution des eaux usées est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation et le présent règlement.

#### Article 37.4 - Délivrance de l'autorisation

L'autorisation de raccordement et de déversement est accordée à titre personnel, précaire et révoquant sans indemnité.

Par dérogation à l'article 62, et conformément à l'article L 1331-10 du code de la Santé publique, l'absence de réponse du S.I.A.R.P. dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception par le S.I.A.R.P. de la demande d'autorisation de déversement, vaut rejet de celle-ci.

Le demandeur ne peut commencer à déverser ses eaux usées non domestiques que si l'autorisation lui a été expressément notifiée.

Conformément à l'obligation d'information prévue à l'article 10.2, toute modification des conditions décrites dans la demande ayant permis la délivrance de l'autorisation ayant un impact sur la quantité ou la qualité des eaux usées rejetées devra être signalée et pourra entraîner la délivrance d'une éventuelle nouvelle autorisation qui prescrira, si nécessaire, la modification des installations privatives.

Lorsque la signature d'une convention spéciale de déversement est prévue par l'arrêté d'autorisation de déversement, elle constitue une condition suspensive à la prise d'effet de l'arrêté d'autorisation.

En outre, il est précisé que les dispositions de l'arrêté d'autorisation peuvent être modifiées de manière temporaire ou définitive, notamment si les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées.

#### Article 37.5 - Autorisation des ensembles immobiliers



Un ensemble immobilier est un groupe de bâtiments unis entre par des installations ou ouvrages collectifs tels que escaliers, parkings, ouvrages, réseaux, espaces verts, ...

Lorsque la demande de raccordement porte sur un ensemble immobilier (zone artisanale, commerciale, etc...) ayant vocation à accueillir des établissements soumis aux régimes des eaux non domestiques, l'autorisation est délivrée sous réserve du respect par ces établissements des dispositions du présent règlement.

L'autorisation de déversement délivrée au propriétaire ou gestionnaire de l'ensemble immobilier pourra prévoir un partage de responsabilités en cas de non respect de la réglementation par les établissements présents dans cet ensemble.

Chaque établissement déversant des eaux usées non domestiques dans le réseau privé d'un ensemble immobilier raccordé au réseau public de collecte doit effectuer la demande prévue à l'article 31 du présent règlement en vue d'obtenir une autorisation de déversement individuelle.

#### Article 37.6 - Régularisation des immeubles et établissements raccordés sans autorisation

L'exploitant d'un établissement produisant des eaux usées non domestiques, raccordé au réseau public de collecte des eaux usées sans autorisation, présente au S.I.A.R.P. une demande de régularisation.

Cette demande est formulée et instruite dans les conditions définies aux articles 30, 31 et 34 du présent règlement.

L'acceptation des eaux usées non domestiques dans le réseau public peut alors être totale ou partielle ; le cas échéant, la régularisation de ces raccordement et déversement ne prendra effet que sous réserve de mise en œuvre d'ouvrages ou d'installations permettant de satisfaire aux obligations du présent règlement.

Si l'exploitant de l'établissement demande la régularisation de son déversement dans le réseau public et que ce dernier est réalisé via des réseaux privatifs appartenant à un ensemble immobilier lui-même raccordé aux réseaux publics de collecte sans autorisation, le S.I.A.R.P. engage également une procédure de régularisation de l'ensemble immobilier.

#### **Article 37.7 - Cession et transfert de l'autorisation de déversement**

L'autorisation ne peut être cédée, ni transférée au bénéfice d'un autre usager ou d'un autre établissement.

En cas de modification du statut juridique, de cession ou de fusion totale ou partielle de la société exploitant l'établissement, l'établissement en informe le S.I.A.R.P. par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 38 - Raccordement des eaux pluviales**

#### **Article 38.1 - Conditions de raccordement**

Conformément à la réglementation en vigueur, le raccordement des immeubles au réseau public des eaux pluviales n'est pas obligatoire. Il n'est admis que de manière dérogatoire, sous réserve d'une autorisation expresse, délivrée par la C.A.C.P. ou le S.I.A.R.P. dans les conditions définies ci-après.

Il est rappelé que les propriétaires doivent toujours maîtriser et, si possible, conserver les eaux pluviales sur leur parcelle.

La demande de raccordement est formulée et instruite dans les conditions définies aux articles 30, 31 et 34 du présent règlement.

Ainsi, elle doit être déposée pour chaque immeuble ou établissement produisant des eaux pluviales et souhaitant se raccorder au réseau public de collecte soit directement soit indirectement (via un réseau privé).

#### **Article 38.2 - Conditions d'admissibilité des eaux pluviales**

La C.A.C.P. ou le S.I.A.R.P. ne sont pas tenus d'accepter les rejets qui par leur quantité, leur qualité, leur nature ou leurs modalités de raccordement, ne répondraient pas aux prescriptions du présent règlement.

Au vu des éléments fournis par le demandeur conformément à l'article 31, le raccordement de ces eaux ne pourra être autorisé dans les conditions prévues aux articles 8 et 17 que si :

- le demandeur démontre l'impossibilité technique de conserver les eaux pluviales sur la parcelle,
- le demandeur respecte les prescriptions techniques imposées par la commune au titre du zonage « assainissement » en vigueur et du présent règlement,
- les caractéristiques du réseau public récepteur permettent d'assurer le service de façon satisfaisante.

#### **Article 38.3 - Régularisation des immeubles et établissements raccordés sans autorisation**

Le propriétaire ou occupant d'un immeuble ou d'un établissement raccordé au réseau public de collecte des eaux pluviales sans autorisation, doit présenter au S.I.A.R.P.\* une demande de régularisation.

Cette demande est formulée et instruite dans les conditions définies aux articles 30, 31 et 34 du présent règlement.

L'acceptation des eaux pluviales dans le réseau public peut alors être totale ou partielle ; le cas échéant, l'autorisation ne prendra effet que sous réserve de mise en œuvre d'ouvrages ou d'installations permettant de satisfaire aux obligations du présent règlement.

### Article 39 - Autres autorisations de déversement dans le réseau eaux pluviales

Le déversement des eaux de vidange de bassins de natation et des eaux claires définies à l'article 8.2 est soumis à autorisation du S.I.A.R.P. ou de la C.A.C.P. La demande de raccordement est formulée et instruite dans les conditions définies aux articles 30, 31 et 34.



Il est rappelé que la réinjection au milieu naturel doit être privilégiée avant toute décision de rejet de ces eaux aux réseaux publics de collecte.

L'autorisation spécifique délivrée fixe les conditions d'admissibilité de ces eaux aux réseaux publics et peut notamment prévoir :

- la mise en place d'un bac de décantation
- la mise en place d'un dispositif de comptage des volumes rejetés
- des modalités de prise en charge par le demandeur des éventuelles dégradations constatées sur le collecteur en aval du point de rejet.

### Article 40 - Modification des conditions de déversement

Conformément aux dispositions de l'article 10, quelque soit le type d'eaux rejetées vers les réseaux publics, les propriétaires des immeubles ou établissements dont le raccordement a été accepté ou autorisé s'engagent à signaler au S.I.A.R.P\* tous :

- travaux,
- changement de destination,
- extension de surfaces bâties ou non bâties,
- changement de raison sociale
- modification de l'activité,

ayant ou risquant d'avoir un impact sur la quantité ou la qualité des eaux rejetées. La C.A.C.P. ou le S.I.A.R.P. procéderont au réexamen des conditions d'acceptation des eaux suivant les modalités fixées au présent règlement.



## Chapitre VI - LES CONTRÔLES

### Article 41 - Accès aux propriétés privées

Conformément aux dispositions de l'article L.1331-11 du Code de la Santé Publique, les agents des services d'assainissement peuvent accéder aux propriétés privées pour :

1. fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales et en contrôler l'application ;
2. contrôler la qualité d'exécution et le maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement ;
3. vérifier une fois le branchement réalisé, que les installations d'assainissement non collectif sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir conformément aux dispositions de l'article 21
4. procéder d'office, aux frais du propriétaire défaillant, aux travaux indispensables de mise en conformité, conformément aux dispositions de l'article 57,
5. assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques et des utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique.

En dehors des interventions d'urgence, un avis préalable de visite précisant le nom de l'agent du service est signifié à l'utilisateur.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions visées aux 1° à 4° du présent article, l'occupant est astreint au paiement de la somme définie à l'article 56.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement de la mission visée au 5° du présent article, le S.I.A.R.P. se réserve le droit, après une mise en demeure restée sans effet, de mettre fin à l'autorisation accordée et de procéder à l'obturation du branchement en application de l'article 58.

### Article 42 - Contrôle des installations existantes en domaine privé – attestation de raccordement

Le S.I.A.R.P.\*. procède aux contrôles des installations existantes.

Ces contrôles pourront être effectués à tout moment dans les regards de branchement ou en domaine privé dans les conditions prévues à l'article 41 ci-avant, afin de vérifier si les effluents déversés dans les réseaux publics sont en permanence conformes aux prescriptions du présent règlement ou le cas échéant, des autorisations de déversement accordées

En cas de non-conformité des installations, le S.I.A.R.P.\*. adresse au propriétaire par écrit ses observations ou le cas échéant, celles de la C.A.C.P., assorties d'un délai pour assurer la mise en conformité.

Dans l'hypothèse où le propriétaire ne réalise pas les travaux dans le délai imparti ou que les travaux ne sont pas réalisés conformément aux prescriptions fixées par le S.I.A.R.P. ou la C.A.C.P., le S.I.A.R.P. et/ou la C.A.C.P. adressent par écrit une mise en demeure au propriétaire défaillant de procéder aux travaux de mise en conformité de ses installations. Si cette mise en demeure n'est pas satisfaite dans le délai imparti, la mise en conformité sera effectuée d'office par le S.I.A.R.P. ou la C.A.C.P. aux frais du propriétaire conformément aux dispositions de l'article 57 du présent règlement.

### Article 43 - Attestation de raccordement sur demande

A tout moment, notamment en cas de cession immobilière le S.I.A.R.P. peut assurer, à la demande du propriétaire rejetant des eaux usées domestiques, un diagnostic du raccordement.

Il est formalisé par une attestation de raccordement remis par le S.I.A.R.P., dont la validité ne peut excéder trois années.

Il donne lieu au paiement par le propriétaire de la somme prévue à l'article 53 du présent règlement.

#### **Article 44 - Contrôle des travaux de branchements dûment autorisés – certificat de conformité**

Conformément à l'article 34 du présent règlement, le S.I.A.R.P. contrôle les travaux de raccordement aux réseaux publics durant leur exécution et vérifie les essais préalables à leur réception. Le propriétaire (ou s'il est différent, le titulaire de l'autorisation de raccordement) ou l'entreprise qu'il mandate prend rendez-vous avec le S.I.A.R.P. avant le début du remblaiement de la fouille, à défaut la conformité ne pourra pas être constatée.

Dans le cas où des désordres ou des anomalies seraient constatés sur les travaux en cours, le S.I.A.R.P. informe le propriétaire (ou s'il est différent, le titulaire de l'autorisation de raccordement) qu'il doit assurer les modifications nécessaires à la mise en conformité à ses frais.

Dans le cas où des désordres ou des anomalies seraient constatés par le S.I.A.R.P., ce dernier adresse par écrit une mise en demeure au propriétaire de procéder aux travaux de modifications demandés. Si cette mise en demeure n'est pas satisfaite dans le délai imparti, la mise en conformité sera effectuée d'office par le S.I.A.R.P. aux frais du propriétaire conformément aux dispositions de l'article 56 du présent règlement.

Dans un délai d'un mois après la fin des travaux, le propriétaire devra fournir au S.I.A.R.P. un plan de récolement des travaux réalisés conformément aux prescriptions notifiées lors de l'acceptation du raccordement.

A l'issue de ce contrôle, un certificat de conformité est délivré si le raccordement respecte les prescriptions de l'autorisation de raccordement susvisée.

En l'absence de contrôle et/ou de récolement, il ne peut pas être délivré de certificat de conformité des travaux.



Si les contrôles ont pu être faits avant le remblaiement des tranchées, et que les installations sont conformes au présent règlement, alors un certificat de conformité est délivré par le S.I.A.R.P.

Si les contrôles n'ont pas pu être faits avant le remblaiement des tranchées, et que les raccordements sont conformes au présent règlement, alors seule une attestation de raccordement est délivrée par le S.I.A.R.P.

#### **Article 45 - Dispositions particulières relatives au contrôle des installations d'assainissement des eaux pluviales et eaux usées autres que domestiques**

Dans le cadre des contrôles, mentionnés aux articles 42 et 44, réalisés sur les immeubles raccordés aux réseaux publics afin de déverser leurs eaux pluviales, leurs eaux usées assimilées domestiques ou leurs eaux usées non domestiques, il peut aussi être demandé la mise à disposition d'éléments relatifs à l'entretien et au fonctionnement des installations spécifiques en place.



Ces documents peuvent être des consignes d'exploitation du fournisseur des installations, des récépissés de vidange ou d'entretien, des bordereaux d'évacuation de sous-produits et toutes pièces attestant d'un suivi et d'un renouvellement régulier.

Indépendamment de l'autosurveillance effectuée sur les rejets par l'usager au titre des autorisations de déversement, des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par les services d'assainissement dans les regards de façade ou en domaine privé, afin de vérifier si les effluents déversés dans les réseaux publics sont en permanence conformes aux prescriptions du présent règlement ou des autorisations de déversement.

#### **Article 46 - Intégration des ouvrages privés d'assainissement dans le domaine public ou de reprise en gestion par la personne publique compétente**

##### **Article 46.1 - Intégration d'ouvrages existants**

Les procédures d'intégration des ouvrages privés d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales dans le domaine public ou de reprise en gestion par la personne publique compétente sont encadrées par les dispositions adoptées par le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P.

##### **Article 46.2 - Intégration d'ouvrages neufs**

Dans les cas prévus à l'article 26.2, le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P. contrôlent les travaux réalisés par les aménageurs au fur et à mesure de leur exécution et lors de la réception des ouvrages, à intégrer au domaine public.

A ce stade, le demandeur transmet au S.I.A.R.P. et à la C.A.C.P. l'ensemble des résultats des contrôles des réseaux publics effectués par des organismes compétents et notamment :

- les plans de récolement,
- les inspections télévisées sur collecteurs et branchements préalablement curés de façon adéquate,
- les tests d'étanchéité, tests de compactage, effectués au niveau qu'il convient,
- les documents techniques et autres notices sur les ouvrages particuliers.

L'intégration au domaine public ne sera effective qu'une fois toutes les réserves levées par l'aménageur.

## **TITRE IV**

# DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET D'APPLICATION

## Chapitre VII - REDEVANCES ET PARTICIPATIONS

### Article 47 - Redevance d'assainissement collectif des eaux usées – Dispositions générales

En application de l'article R.2224-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, et en contrepartie des services d'assainissement qui lui sont rendus (collecte, transport et traitement des eaux usées), l'utilisateur raccordé à un réseau public pour l'évacuation des eaux usées est soumis au paiement des redevances assainissement collectif.

La facturation des sommes dues par l'utilisateur est faite au nom du titulaire de l'abonnement à l'eau potable ou à défaut au propriétaire de l'immeuble.

Le tarif unitaire de chaque redevance assainissement collectif est déterminé par délibérations du S.I.A.R.P. et de la C.A.C.P. Il en est de même pour les conditions dans lesquelles un dégrèvement sur les redevances d'assainissement peut être consenti à l'utilisateur en cas de fuite après compteur d'eau.

Ce tarif s'applique au volume d'eau prélevé par l'utilisateur sur le réseau public de distribution d'eau potable et/ou sur toute autre source, dont l'usage génère le rejet d'eaux usées.

Ce volume est calculé conformément à la réglementation en vigueur et en particulier conformément aux dispositions de l'article R 2224-19-4 du Code Général des collectivités territoriales.

Les moyens de comptage peuvent être contrôlés par le S.I.A.R.P.

Enfin, il est rappelé que toute personne soumise à l'obligation de raccordement visée à l'article 35 et qui s'alimente en eau en tout ou partie par le biais d'une autre source que le réseau public d'eau potable, doit en faire la déclaration en Mairie et au S.I.A.R.P.



Une redevance est le produit d'une assiette (communément le volume d'eau potable consommée – exprimé en m<sup>3</sup>) et d'un taux (montant unitaire – en € par m<sup>3</sup>).

Les montants respectifs figurent en détail sur la facture d'eau.

Les redevances d'assainissement collectif sont destinées à couvrir l'ensemble des charges (entretien, investissement, amortissement,...) nécessaires aux services d'assainissement de collecte, transport et l'épuration des eaux usées avant leur restitution à la rivière ; elles sont la contrepartie d'un service rendu :

- redevance collecte : facturée pour le compte du S.I.A.R.P. afin de couvrir les dépenses liées à la collecte des eaux usées et au transport intermédiaire ;
- redevance transport : facturée pour le compte de la C.A.C.P. afin de couvrir les dépenses liées au service de transport en phase finale des eaux usées ;
- redevance traitement des eaux usées : facturée pour le compte de CPA, Cergy-Pontoise Assainissement, délégataire de la C.A.C.P., afin de couvrir les dépenses liées à l'épuration des eaux usées à la station d'épuration de Cergy-Neuville.

### Article 48 - Redevance applicables aux eaux usées autres que domestiques

#### Article 48.1 - Les eaux usées assimilées domestiques

L'utilisateur raccordé à un réseau public pour l'évacuation des eaux usées assimilées domestiques est soumis au paiement des redevances d'assainissement collectif visées à l'article 47.

#### Article 48.2 - Les eaux usées non domestiques

Les établissements autorisés à déverser des eaux usées non domestiques dans un réseau public d'assainissement sont astreints au paiement des redevances d'assainissement collectif dans les conditions déterminées par les délibérations du S.I.A.R.P. et de la C.A.C.P.

## **Article 49 - Financement du service public de l'assainissement des eaux pluviales**

Le financement du service public de l'assainissement des eaux pluviales est assuré par le biais des produits issus de la fiscalité publique locale.

## **Article 50 - Participations financières dues au titre du raccordement**

**Article 50.1 - Participation financière due au titre de l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique**

Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles construits postérieurement à la mise en service des réseaux d'assainissement auxquels ces immeubles doivent être raccordés, peuvent être astreints à verser une participation financière. Cette participation est également due en cas d'extension, de changement de destination, d'aménagement, de reconstruction après démolition volontaire ou après sinistre de nature à induire un supplément d'évacuation des eaux usées.

Le montant et les conditions de perception de cette participation financière sont déterminés par délibération du S.I.A.R.P.

Pour être exigible, le montant de cette participation doit figurer expressément dans le permis de construire ou d'aménager afférent à l'opération.

**Article 50.2 - Participation financière due au titre de l'article L.1331-7-1 du Code de la Santé Publique**

Conformément à l'article L.1331-7-1 du Code de la Santé Publique, le propriétaire d'un immeuble ou d'un établissement dont les eaux usées résultent d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique peut être astreint à verser une participation financière.

Le montant et les conditions de perception de cette participation sont déterminés par délibération du S.I.A.R.P.

## **Article 51 - Participation financière aux dépenses d'investissement engendrées par le déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau public**

Conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique, si le rejet d'eaux non domestiques entraîne pour le réseau, les équipements du réseau ou la station d'épuration, des dépenses d'investissement, l'autorisation de déversement peut être subordonnée à la participation financière de l'utilisateur à ces dépenses.

Le montant de cette participation sera fixé dans chaque autorisation de déversement ; les modalités de paiement pouvant le cas échéant être précisées au sein de la convention spéciale de déversement afférente.

## **Article 52 - Remboursement des dépenses engagées pour l'exécution de la partie du branchement situées sous domaine public**

**Article 52.1 - Travaux réalisés lors de la construction d'un nouveau réseau**

Conformément à l'article L.1331-2 alinéa 1 du Code de la Santé Publique, le S.I.A.R.P. demande aux propriétaires le remboursement des dépenses entraînées par les travaux sur la partie des branchements située sous la voie publique, dans les conditions fixées par délibération du S.I.A.R.P.

Les propriétaires en sont informés au préalable.

Travaux réalisés par le S.I.A.R.P. à la demande du propriétaire dans le cas d'immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau

Conformément à l'article L.1331-2 alinéa 2 du Code de la santé publique et à l'article 24 du



présent règlement, le S.I.A.R.P. demande au propriétaire le remboursement des dépenses entraînées par les travaux sur la partie du branchement située sous la voie publique, effectués à sa demande, dans les conditions fixées par délibération du S.I.A.R.P.

### **Article 53 - Participation aux frais d'attestation de raccordement**

En contrepartie de la mission de contrôle de conformité exercée par le S.I.A.R.P. au titre de l'article 43 du présent règlement, le demandeur est astreint à payer une participation financière fixée dans les conditions prévues par délibération du S.I.A.R.P.

En outre, en cas d'absence du demandeur au rendez-vous fixé d'un commun accord, un dédommagement financier forfaitaire sera imposé au demandeur, dans les conditions prévues par la délibération du S.I.A.R.P.



Toutes les participations et remboursements prévus ci-avant font l'objet d'un titre de recettes émis par le S.I.A.R.P., dont le recouvrement est assuré par les services du Trésor public.

## Chapitre VIII - SANCTIONS ET VOIES DE RECOURS

### Article 54 - Dispositions générales

Dans le cadre de l'application du présent règlement, les propriétaires seront tenus responsables du manquement aux obligations qui leur incombent même si ces manquements sont le fait de leurs locataires ou de manière générale des occupants de l'immeuble ou d'un tiers intervenant.

Les établissements titulaires d'une autorisation de déversement, qu'ils soient propriétaires ou locataires, sont responsables, à leurs frais, des manquements aux obligations imposées par cette autorisation et la convention spéciale de déversement qui, le cas échéant, la complète.

Par ailleurs, sous réserve des conditions prévues par la réglementation en vigueur les sanctions mises en œuvre au titre du présent règlement peuvent être cumulatives. Sauf dispositions contraires, elles sont précédées d'une mise en demeure adressée par écrit en recommandé avec accusé de réception à la personne concernée.

En tout état de cause, leur application ne fait pas obstacle, le cas échéant, à l'engagement de procédure contentieuse par la C.A.C.P. et/ou le S.I.A.R.P.

Enfin, en cas de manquements au présent règlement et, en particulier, en cas de détériorations ou de dommages faits sur les réseaux et ouvrages publics, la C.A.C.P. et le S.I.A.R.P. se réservent le droit de mettre en œuvre tous les moyens à leur disposition pour déterminer l'origine du dommage et le cas échéant faire cesser les faits à l'origine de ce manquement, conformément aux dispositions des articles 56, 57 et 58 du présent règlement.

La C.A.C.P. et le S.I.A.R.P. se réservent le droit de demander à ce que soit mis à la charge du contrevenant les dépenses de toutes natures, qu'ils auront été amenés à supporter.

Les sommes comprendront, le cas échéant, notamment :

- les frais d'analyses, de contrôles et de recherche du responsable.
- les frais de remise en état des ouvrages, de déplacements, de personnel.

En outre, s'il est prouvé que les dommages, y compris ceux causés aux tiers, sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, la C.A.C.P. et le S.I.A.R.P. se réservent le droit de demander la prise en charge du coût des interventions publiques qui ont été nécessaires au titre de la réparation du dommage.

### Article 55 - Cas des dommages causés par des ouvrages souterrains

En cas de dommages causés aux réseaux et équipements associés d'assainissement ou d'eaux pluviales, par toute intervention d'un gestionnaire d'ouvrages tels que définis aux articles R554-1 et R554 2 du Code de l'Environnement, ce dernier est mis en demeure de faire cesser le dommage. Il en est de même lorsqu'un incident sur un ouvrage entraîne un risque pour les réseaux et équipements associés d'assainissement ou d'eaux pluviales.

La mise en demeure est accompagnée du rapport dressé par les services gestionnaires de l'assainissement constatant la présence desdits ouvrages dans l'emprise des réseaux d'assainissement ou la détérioration de ces derniers suite à une intervention quelconque liée auxdits ouvrages.

Le gestionnaire des ouvrages en cause est invité à constater le dommage. Les travaux de remise en état ou de déplacement des ouvrages en cause sont effectués par celui-ci à ses frais.

La remise en état des ouvrages d'assainissement endommagés est effectuée par le S.I.A.R.P. ou la C.A.C.P., aux frais du gestionnaire des ouvrages en cause. Ces frais font l'objet d'un titre de recettes émis par le Trésor Public.

## Article 56 - Sanction financière

Conformément aux dispositions de l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique, et sans préjudice des autres dispositions du présent règlement, le propriétaire qui ne s'est pas conformé aux obligations définies ci-dessous est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement visée à l'article 47.

Cette somme peut être majorée dans une proportion fixée et dans la limite de 100%, par délibérations du S.I.A.R.P. et de la C.A.C.P., pour la ou les compétences qu'ils exercent sur leur territoire respectif.

Cette sanction financière est appliquée dans les cas suivants :

- en cas de non respect de l'obligation de raccordement visée à l'article 35.1 du présent règlement ;
- en cas de non respect des prescriptions techniques fixées pour la réalisation des raccordements des eaux usées domestiques,
- en cas de non respect des prescriptions applicables aux eaux usées assimilés domestiques annexées au présent règlement,
- en cas de non conformité aux conditions définies dans l'autorisation de raccordement d'eaux usées non domestiques prévue à l'article 37 du présent règlement ;
- en cas de non respect de l'obligation de mettre hors service les anciennes fosses prévues à l'article 21 du présent règlement ;
- en cas de défaut d'entretien des ouvrages d'assainissement des eaux usées visée à l'article 22



Cette majoration fait l'objet d'un titre de recettes émis par le S.I.A.R.P. et/ou la C.A.C.P., dont le recouvrement est assuré par les services du Trésor public. Le montant de cette sanction financière est équivalent au montant des redevances transport et traitement des eaux usées, calculées sur le prorata temporis du Volume Assiette entre la date du constat de l'infraction et celle de la mise en conformité.

## Article 57 - Exécution d'office des travaux par le service gestionnaire

Conformément aux dispositions de l'article L.1331-6 du Code de la Santé Publique, et sans préjudice des autres dispositions du présent règlement, si le S.I.A.R.P. constate l'un des manquements suivants :

- non respect de l'obligation de raccordement des eaux usées domestiques visée à l'article 35.1 du présent règlement ;
- non respect des prescriptions techniques fixées par le S.I.A.R.P. ou la C.A.C.P. pour le raccordement des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales
- non respect de l'obligation de mettre hors service les anciennes fosses visée à l'article 21 du présent règlement.
- défaut d'entretien des ouvrages d'assainissement des eaux usées visée à l'article 22,

Il adressera par écrit au propriétaire de l'immeuble concerné une mise en demeure de procéder, dans un délai déterminé, aux travaux indispensables de mise en conformité.

En cas de mise en demeure restée infructueuse, le S.I.A.R.P. pourra procéder d'office et aux frais du propriétaire aux travaux susvisés.

Le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P., se font rembourser l'ensemble des dépenses engagées par l'émission d'un titre de recettes.

### Article 58 - Sanction au titre de la non conformité des raccordements eaux pluviales et des eaux usées non domestiques

En cas de manquement aux conditions définies dans le présent règlement au titre du déversement des eaux pluviales et des eaux usées non domestiques dans le réseau public, la C.A.C.P. ou le S.I.A.R.P. se réservent le droit de procéder à l'obturation du branchement après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence, le branchement peut être fermé sans préavis.

### Article 59 - Mesures de sauvegarde

En cas de non respect des conditions définies dans le présent règlement, portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, troublant gravement soit l'évacuation des eaux usées et/ou pluviales, soit l'état et/ou le fonctionnement des ouvrages, la C.A.C.P. ou le S.I.A.R.P. pourra mettre en demeure l'usager par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser immédiatement tout déversement irrégulier.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur-le-champ sur constat d'un agent du S.I.A.R.P. et aux frais du contrevenant ; l'usager en sera tenu informé.

### Article 60 - Exclusions de responsabilité

En cas de dommages en propriété privée, tels que le reflux d'eaux usées, survenus notamment lors d'interventions d'entretien (par exemple curage), le S.I.A.R.P. ou ses représentants dûment habilités ne pourront être tenus pour responsables, si les installations privatives ne sont pas conformes aux prescriptions du présent règlement, (en particulier à l'article 20) ou de l'autorisation de déversement.

En outre, en cas d'événements exceptionnels ayant les caractéristiques de la force majeure, le S.I.A.R.P. et la C.A.C.P. ne peuvent être tenus pour responsable des dommages qui en résulteront.



Par exemple, une crue de l'Oise s'élevant au dessus des sécurités normales mises en place peut être un cas de force majeure.

### Article 61 - Sanctions pénales

Les manquements au titre du présent règlement constitutifs d'une infraction pénale sont recherchés et constatés conformément à la réglementation en vigueur et pourront le cas échéant, donner lieu à des poursuites devant les juridictions compétentes.



Rappel des principales sanctions pénales :

Au titre de l'article L1337-2 du Code de la Santé Publique, le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L1331-10 de ce même code ou en violation des prescriptions de celle-ci est puni de 10 000 euros d'amende.

Au titre de l'article R 116-2 du code de la voirie routière, seront punis d'une contravention de cinquième classe ceux qui auront laissé écouler ou auront répandu ou jeté sur les voies publiques des substances susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publiques ou d'incommoder le public ;

Au titre de l'article L216-6 du Code de l'Environnement, le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines [...], directement ou indirectement, une ou

des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés aux articles L. 218-73 et L. 432-2 de ce même code, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende.

Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions ci-dessous ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées.

Au titre de l'article L 432-2 du Code de l'environnement, le fait de jeter, déverser ou laisser écouler dans les eaux mentionnées à l'article L. 431-3 de ce même code, directement ou indirectement, des substances quelconques dont l'action ou les réactions ont détruit le poisson ou nui à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 18 000 euros d'amende.

### **Article 62 - Voies de recours**

Toute décision prise en application du présent règlement peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant la juridiction compétente. Préalablement à la saisine de cette juridiction, un recours gracieux peut être adressé au Président du S.I.A.R.P. ou de la C.A.C.P.

Sauf disposition contraire, toute demande adressée à l'administration n'ayant donné lieu à aucune réponse expresse dans le délai de deux mois à compter de sa réception, est réputée avoir fait l'objet d'une décision implicite de rejet susceptible d'être contestée selon les délais et voies de recours précités.

## Chapitre IX - DISPOSITIONS FINALES

### Article 63 - Date d'application

Les dispositions du présent règlement annulent et remplacent tout règlement antérieur, et sont applicables à l'intérieur des périmètres de la C.A.C.P. et du S.I.A.R.P. à partir du 1<sup>er</sup> Juillet 2012.

### Article 64 - Modifications du règlement

Les modifications qui seront éventuellement apportées au présent règlement seront approuvées dans les mêmes conditions que le règlement initial.

### Article 65 - Clauses d'exécution

Les Présidents respectifs de la C.A.C.P. et du S.I.A.R.P., les Maires, ainsi que leurs agents et représentants habilités à cet effet et les comptables du Trésor Public, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.



## GLOSSAIRE

- **Assemblée délibérante** : composée des élus de la collectivité, il s'agit du conseil municipal d'une Commune, du conseil syndical d'un Syndicat Intercommunal, du conseil communautaire d'une Communauté d'Agglomération.
- **Autorisation de raccordement** : acte autorisant le déversement des eaux usées voire pluviales d'une parcelle privée vers le réseau d'assainissement, dans un cadre conforme au présent règlement.
- **Bassin versant** : portion de territoire délimitée par des lignes de partage des eaux, dont les eaux alimentent une même ligne d'écoulement (collecteur, cours d'eau).
- **Bon état écologique des masses d'eaux** : état satisfaisant d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau, ce qui permet d'assurer la pérennité de ses fonctions et de ces usages.
- **Cabinet d'aisance** : toilettes, WC.
- **Collecteur** : tuyau recueillant les eaux issues des propriétés ou de la voirie pour les véhiculer d'un point à un autre. Synonymes : réseau, canalisation.
  - **Collecteur EP** : canalisation reprenant exclusivement des eaux pluviales en provenance du domaine public et, après régulation et éventuellement du domaine privé.
  - **Collecteur EU** : canalisation d'assainissement reprenant exclusivement des eaux usées.
- **Colonne de chute** : canalisation verticale, à l'intérieur d'un immeuble.
- **Débit de fuite** : débit régulé, sortant d'un ouvrage de rétention ou d'un dispositif de maîtrise du ruissellement.
- **Débit de pointe** : Débit maximal instantané.
- **Dispositif de maîtrise du ruissellement** : il s'agit d'un ouvrage ou d'un équipement permettant de limiter les apports brutaux du ruissellement vers un exutoire et d'étaler l'écoulement dans le temps.
- **Eaux claires parasites** : eaux non polluées (d'où le terme « claires ») provenant du drainage du sol, de sources, de fuites d'eau potable, etc ... admis par accident ou erreur dans un réseau d'assainissement des eaux usées et venant saturer, par leur présence, des ouvrages non destinés à les prendre en compte (d'où le terme « parasite »).
- **Eaux usées « assimilées » domestiques** : eaux usées de caractéristiques similaires à celles d'une eau usée « domestique », mais produites par un immeuble à usage autre que l'habitation.
- **Eaux usées « domestiques »** : eau usée en provenance d'immeuble à usage d'habitation, d'origine est la satisfaction des besoins d'alimentation humaine, de lavage et de soins d'hygiène des personnes physiques.
- **Eaux usées « non domestiques »** : eaux usées issues d'une activité industrielle, artisanale ou commerciale, dont les caractéristiques diffèrent d'une eau usée provenant de l'usage domestique de l'eau.
- **Essais de compactage** : tests normalisés réalisés pendant les travaux, sur les remblaiements effectués autour des ouvrages, pour savoir si ceux-ci présentent les garanties de pérennité attendues.
- **Exutoire** : point commun, le plus bas du système d'assainissement ou du système des eaux superficielles, où s'évacuent les eaux soumises à un écoulement.
- **Gravitaire** : qui utilise la pente du tuyau pour écouler les eaux.
- **Matières de vidange** : boues présentes dans les fosses septiques, fosses toutes eaux et autres installations de même nature.

- **Milieu récepteur (ou milieu naturel)** : espace naturel recevant des eaux dues à l'activité humaine, qu'il s'agisse du milieu hydraulique superficiel (fossé, cours d'eau, plan d'eau, ...) ou souterrain (sol, nappe phréatique, ...).
- **Obturation** : dispositif technique permettant de stopper tout déversement dans le réseau public.
- **Opération d'aménagement** : opération soumise à permis d'aménager, à permis de construire ou à déclaration préalable concernant la modification ou l'augmentation de la superficie imperméable d'une parcelle.
- **Ouvrage de pré-traitement** : équipement permettant de retirer les plus grosses matières en suspension (sables, feuilles, détritiques, grosses poussières, ...) et les produits flottants en surface (hydrocarbures, huiles, ...).
- **Période de retour** : ou occurrence : temps statistique pour retrouver un événement N tel qu'il est défini selon une chance 1/N. Par exemple, une pluie décennale (période de retour de 10 ans) a une chance sur dix (1/10) de se produire dans l'année.
- **Plan de récolement** : relevé exact sur plan coté des travaux réalisés.
- **Pluie centennale** : une pluie centennale (période de retour de 100 ans) a une chance sur 100 de se produire dans l'année (voir pluie décennale ci-dessous).
- **Pluie de référence** : événement pluvieux d'une durée et d'une intensité définie, générant donc, par ruissellement un débit maximum et un volume spécifique pour chaque zone imperméabilisée.
- **Pluie décennale** : une pluie décennale d'une durée d'une heure (période de retour de 10 ans) a une chance sur 10 de se produire dans l'année. De même, une pluie décennale d'une durée de deux heures a une chance sur 10 de se produire dans la même année ; et ainsi de suite. Ainsi, il peut y avoir plusieurs pluies décennales (de durée différente) se produisant dans la même année. Pour faire les calculs, on doit donc prendre en compte la pluie dont la durée est la plus dommageable sur le bassin versant considéré.
- **Produits phytosanitaires** : produits de traitement des végétaux, tels que les engrais, les herbicides et autres pesticides. Souvent utilisés dans les jardins, il convient d'être prudent quant aux lavages et rinçages des récipients les contenant.
- **Regard de branchement** : Le regard de branchement est un ouvrage technique qui permet de relier le réseau privatif d'assainissement au réseau public.
- **Regard de visite** : ouvrage permettant l'accès au réseau pour l'observation et l'entretien
- **Rejet direct** : Rejet d'eau effectué dans le milieu naturel sans traitement préalable.
- **Rétrocession** : Intégration d'un espace ou d'un ouvrage privé dans le domaine public, moyennant des conditions financières, juridiques et techniques particulières.
- **Ruissellement** : écoulement instantané et temporaire des eaux de pluie sur une surface (chaussée, toiture, terrasse, jardin, ...), à la suite d'une averse.
- **Séparatif** : Système d'assainissement séparatif constitué pour une collecte distincte des eaux usées et des eaux pluviales, ces dernières devant si possible être conservées sur la parcelle de terrain ; on trouve donc dans la rue au moins un réseau spécifiquement établi pour les eaux usées et le cas échéant, un autre réseau exclusivement pour les eaux pluviales.
- **Surface active** : surface d'apport de ruissellement, dont l'importance va dépendre de son niveau d'imperméabilisation.
- **Système d'assainissement** : ensemble des réseaux de collecte des eaux, des ouvrages associés de pompage, de transport et de traitement.

• **Zonage d'assainissement** : Délimitation réglementaire :

- pour les eaux usées, des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif,
- Pour les eaux pluviales, des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et des zones pour lesquelles il est nécessaire de prévoir des installations de collecte, de stockage éventuel et de traitement des eaux pluviales et de ruissellement.

Le zonage « assainissement » est un document délibéré par le Conseil Municipal, arrêté par le Maire et adossé au Plan Local d'Urbanisme ; il s'impose à toute opération d'aménagement.

## ANNEXE N°1 LA ZONE DE COLLECTE

Au sein du périmètre de « l'agglomération d'assainissement »<sup>1</sup> tel que défini par arrêté préfectoral en date du 10/12/2002, le périmètre identifié sous le vocable « zone de collecte » par l'arrêté inter préfectoral du 8 janvier 2009 autorisant les travaux de mise aux normes du système d'assainissement de la station d'épuration de Cergy-Neuville est le suivant :

- Communauté d'agglomération : Boisemont (partie), Cergy, Courdimanche, Eragny-sur-Oise, Jouy-Le-Moutier, Menucourt, Neuville-sur-Oise, Osny, Pontoise, Puiseux-Pontoise, Saint-Ouen-l'Aumône, Vauréal
- Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région de Pontoise : Boissy-l'Aillerie, Ennery, Hérouville, Livilliers, Epiais-Rhus, Génicourt, Grisy-Les-Plâtres
- Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région de Courcelles-Montgeroult (SIAC-RCM) : Cormeilles-en-Vexin, Frémecourt, Montgeroult, Courcelles-sur-Viosne, Ableiges
- Auvers-sur-Oise : le quartier de Valhermeil
- Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Conflans Herblay : Conflans-Sainte-Honorine, Herblay (partie)

*1) Art R 2224—6 du CGCT définit l' « agglomération d'assainissement » comme « une zone dans laquelle la population et les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées pour les acheminer vers une station d'épuration ou un point de rejet final ; »*



## ANNEXE N°2 LES ASSIMILES DOMESTIQUES

Arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte

NOR: DEVO0770380A

Version consolidée au 03 avril 2011

### ANNEXE I : DÉFINITION DES ACTIVITÉS IMPLIQUANT DES UTILISATIONS DE L'EAU ASSIMILABLES AUX UTILISATIONS À DES FINS DOMESTIQUES

Les personnes abonnées au service d'eau potable ou disposant d'un forage pour leur alimentation en eau dont les activités impliquent des utilisations de l'eau assimilables aux utilisations de l'eau à des fins domestiques sont celles dont les locaux où a lieu la livraison d'eau permettent l'exercice des activités suivantes :

- des activités de commerce de détail, c'est-à-dire de vente au public de biens neufs ou d'occasion essentiellement destinés à la consommation des particuliers ou des ménages ;
- des activités de services contribuant aux soins d'hygiène des personnes, laveries automatiques, nettoyage à sec de vêtements, coiffure, établissements de bains-douches ;
- des activités d'hôtellerie, résidences de tourisme, camping et caravannage, parcs résidentiels de loisirs, centres de soins médicaux ou sociaux pour de courts ou de longs séjours, congrégations religieuses, hébergement de militaires, hébergement d'étudiants ou de travailleurs pour de longs séjours, centres pénitenciers ;
- des activités de services et d'administration pour lesquelles les pollutions de l'eau résultent principalement des besoins visés à l'article R. 213-48-1 du code de l'environnement ;
- activités de restauration, qu'il s'agisse de restaurants traditionnels, de self-services ou d'établissements proposant des plats à emporter ;
- activités d'édition à l'exclusion de la réalisation des supports ;
- activités de production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, d'enregistrement sonore et d'édition musicale, de production et de diffusion de radio et de télévision, de télédiffusion, de traitement, d'hébergement et de recherche de données ;
- activités de programmation et de conseil en informatique et autres services professionnels et techniques de nature informatique ;
- activités administratives et financières de commerce de gros, de poste et de courrier, de services financiers et d'assurances, de services de caisses de retraite, de services juridiques et comptables, activités immobilières ;
- activités de sièges sociaux ;
- activités de services au public ou aux industries comme les activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et d'analyses techniques, activités de publicité et d'études de marché, activités de fournitures de contrats de location et de location bail, activités de service dans le domaine de l'emploi, activités des agences de voyage et des services de réservation ;
- activités d'enseignement ;
- activités de services d'action sociale, d'administrations publiques et de sécurité sociale, ainsi que les activités administratives d'organisations associatives et d'organisations ou d'organismes extraterritoriaux ;
- activités pour la santé humaine, à l'exclusion des hôpitaux généraux et spécialisés en médecine ou chirurgie ;

- activités de services en matière de culture et de divertissement, y compris les bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles ;
- activités d'exploitation d'installations de jeux de hasard ;
- activités sportives, récréatives et de loisirs ;
- activités des locaux permettant l'accueil de voyageurs.



## ANNEXE N°3 LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ASSIMILES DOMESTIQUES

Prescriptions spécifiques applicables aux établissements ayant des activités impliquant des utilisations de l'eau assimilables à des fins domestiques

### 1) Responsabilité de l'établissement

L'établissement, même s'il est locataire des locaux dans lesquels il exerce ses activités, est responsable à ses frais de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent règlement.

### 2) Respect des valeurs limites d'émissions

Les eaux usées provenant d'usages assimilées domestiques doivent notamment respecter les valeurs limites d'émission imposées ci-dessous pour être admises au réseau d'eaux usées :

Paramètres	Valeur limite d'émission
Demande Chimique Organique (DCO)	2 000 mg/l
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO <sub>5</sub> )	800 mg/l
Rapport DCO/DBO <sub>5</sub>	3*
Azote global (NGL)	150 mg/l
Ammonium (NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> )	120 mg/l
Phosphore total (PT)	50 mg/l
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 < pH < 8,5
Matières En Suspension (MES)	600 mg/l
Cadmium (Cd)	0,2 mg/l
Chrome (Cr)	0,5 mg/l
Cuivre (Cu)	0,5 mg/l
Mercuré (Hg)	0,05 mg/l
Nickel (Ni)	0,5 mg/l
Plomb (Pb)	0,5 mg/l
Zinc (Zn)	2 mg/l
Indices hydrocarbures	10 mg/l
Graisse (Substances Extractibles à l'Hexane)	150 mg/l
Chlorures (Cl <sup>-</sup> )	500 mg/l
Sulfates (SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup> )	400 mg/l

*\*si la concentration en DCO est supérieure à 500 mg/l*

Cette liste n'est pas exhaustive. Le gestionnaire du service public des eaux usées se réserve le droit de modifier les paramètres et les valeurs limite d'émission ou d'en ajouter.

En fonction de la capacité des ouvrages d'eaux usées, le gestionnaire du service public des eaux usées peut limiter les débits d'eaux rejetées.

**3) Mise en place d'ouvrage de prétraitement**

Les eaux usées assimilées domestiques doivent être si nécessaire prétraitées afin de respecter les valeurs limites d'émission avant rejet au réseau public des eaux usées.

Si un prétraitement est nécessaire, une canalisation dédiée doit acheminer uniquement les eaux concernées jusqu'à l'ouvrage de prétraitement.

Les ouvrages de prétraitement sont dimensionnés en fonction du débit entrant, du temps nécessaire pour prétraiter les eaux et selon les normes en vigueur le cas échéant. Ces dispositifs doivent être installés au plus près de la source de pollution.

Par exemple, les ouvrages de prétraitement ci-dessous sont préconisés dans le cas des rejets d'eaux usées suivants :

Activité	Rejets	Polluants à maîtriser	Prétraitement
Activités de restauration, qu'il s'agisse de restaurants traditionnels, de self-services ou d'établissements proposant des plats à emporter (Concerne également les cuisines collectives ou d'entreprise, les restaurants rapides, traiteurs, charcuteries,...)	Eaux de lavage (eaux grasses issues des éviers, des machines à laver, des siphons de sol de la cuisine et de la plonge...)	Graisses (SEH), DCO, DBO5, MES, pH, T°C	Séparateur à graisses
	Eaux de lavage issues des épluches de légumes	Matière en suspension (fécules)	Séparateur à fécules
Activités de type Laverie, nettoyage à sec des vêtements, dégraissage des vêtements	Eaux de nettoyage issues des machines à laver traditionnels à l'eau	pH (produits nettoyant), matières en suspension (peluches), T°C élevée	Décantation Dégrillage Dispositif de refroidissement ou tout autre solution de prétraitement existant
	Eaux de contact issues des machines de nettoyage à sec	Solvant	Double séparateur à solvant de façon à garantir aucun rejet de solvant
Laboratoire d'analyses médicales	Eaux de nettoyage du matériel de laboratoire et des ustensiles	Effluents chimiques et biologiques	Désinfection Décantation Neutralisation ou tout autre solution de prétraitement existant
		Effluents radioactifs dont la période de décroissance est inférieure à 71 jours	Cuve de décroissance de façon à respecter une radioactivité maximum de 7 bq/l à chaque vidange de cuves
Cabinet dentaire	Effluents liquides contenant des résidus d'amalgames dentaires	Mercure	Séparateur d'amalgame de façon à retenir 95 % au moins, en poids, de l'amalgame contenu dans les eaux usées

Cette liste n'est pas exhaustive.

L'exploitant doit communiquer et tenir à la disposition du gestionnaire du service public des eaux usées les informations techniques des ouvrages de prétraitement.

#### **4) Mise en place d'autres ouvrages**

Le gestionnaire du service public des eaux usées se réserve le droit de demander tout autre ouvrage nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission et les débits de rejet imposés.

#### **5) Mise en place d'autosurveillance**

En règle générale, il n'est pas demandé de réaliser des analyses d'eau et des mesures de débit si les ouvrages de prétraitement garantissent le respect des valeurs limites d'émission.

Le gestionnaire du service public des eaux usées se réserve le droit de demander une autosurveillance notamment lorsque le débit de rejet est limité.

Dans tous les cas, les regards sont accessibles et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons d'eau et l'installation de dispositif de mesure de débit.

#### **6) Obligation d'entretien et d'étalonnage**

Tous les ouvrages d'eaux usées imposés à l'établissement doivent être surveillés, exploités et entretenus de façon à ne pas entraîner de dysfonctionnement et à respecter les valeurs limites d'émission et débits de rejet imposés.

En particulier, les dispositifs de mesure et de prélèvement devront être étalonnés selon les normes en vigueur afin d'assurer la fiabilité des résultats.

#### **7) Gestion des déchets**

Les déchets produits par l'établissement doivent être collectés et éliminés par un prestataire compétent.

Les déchets dangereux et gras doivent être stockés dans des récipients étanches et adaptés (caisse palette, fût, bidon), à l'abri de la pluie et sur un sol étanche. Ces stockages doivent être éloignés des réseaux d'eaux afin d'éviter tout dispersement des substances dangereuses en cas d'égouttures ou déversements accidentels.

La traçabilité d'enlèvement et d'élimination de ces déchets doit être assurée à l'aide d'un Bordereau de Suivi de Déchet Dangereux (BSDD) ou attestations qui doivent être conservés dans l'entreprise pendant au moins cinq ans.

#### **8) Déversements accidentels et égouttures**

Les produits et déchets dangereux, notamment liquides, doivent être stockés et manipulés de façon à éviter tout dispersement des substances dangereuses dans le réseau d'assainissement et le milieu naturel en cas d'égouttures ou déversements accidentels (à l'abri de la pluie, éloignés des équipements permettant le rejet dans les réseaux assainissement et si besoin sur rétention).

Le gestionnaire du service public des eaux usées se réserve le droit de demander la mise en place d'ouvrages nécessaires pour limiter le risque de déversement accidentel (tel que des obturateurs).

De plus, il peut être demandé à l'établissement de mettre en place une procédure de gestion des déversements accidentels.

#### **9) Obligation d'alerte et d'information**

L'exploitant devra alerter immédiatement le service d'astreinte (24h/24, 7jours/7) du gestionnaire du service public des eaux usées notamment en cas de rejet accidentel dans les réseaux d'assainissement de produits/déchets dangereux ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux :

Astreinte du S.I.A.R.P. - Téléphone : 06.08.04.85.44 ou 06.77.53.64.05

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation aux installations, aux modes d'exploitation, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du gestionnaire du service public des eaux usées, qui peut exiger une nouvelle demande de raccordement.

L'exploitant devra aussi informer le gestionnaire du service public des eaux usées en cas changement d'exploitant ou de cessation d'activité

#### **10) Documents**

L'exploitant doit tenir à disposition du gestionnaire du service public des eaux usées tous documents relatifs aux installations privatives d'eaux usées et pluviales ou à la gestion des déchets (notamment plans des réseaux et des bâtiments, documentations techniques des ouvrages de prétraitement, justificatifs attestant le bon état d'entretien de ces installations, justificatifs d'élimination des déchets issus des opérations de vidange).

#### **11) Contrat de déversement**

En fonction de la nature de l'activité et des rejets de l'établissement, le gestionnaire du service public des eaux usées peut être amené à demander à l'établissement la signature d'un contrat de déversement. Ce dernier précise les modalités techniques, administratives et financières liées au rejet d'eaux usées assimilées domestiques. Ces modalités viennent compléter les dispositions réglementaires, ainsi que celles du règlement d'assainissement et de la présente annexe.





COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DE CERGY-PONTOISE  
**Hôtel d'agglomération**  
Parvis de la Préfecture - BP 80309  
95027 Cergy-Pontoise Cedex  
[www.cergypontoise.fr](http://www.cergypontoise.fr)



S.I.A.R.P.  
73 rue de Gisors  
95300 Pontoise  
[www.siarp.fr](http://www.siarp.fr)



**REGLEMENT  
D'ASSAINISSEMENT  
NON COLLECTIF**





## PREAMBULE

L'Eau fait partie du patrimoine commun de la Nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

Les dispositions légales et réglementaires ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau et visent à assurer :

- la préservation des écosystèmes aquatiques,
- la protection contre toute pollution,
- la préservation et la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines,
- le développement et la protection de la ressource en eau,
- la valorisation de l'eau comme ressource économique,
- la répartition équitable des ressources entre les usages domestiques, industriels et agricoles.

L'objectif du traitement des eaux usées est d'éviter le risque de contamination ou de pollution des eaux superficielles et souterraines dans une volonté de préservation du cadre de vie, de la santé publique et des eaux destinées à la consommation humaine.

Dans cette optique et pour répondre à l'obligation réglementaire, le SIARP a mis en place, fin 2005, un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ayant pour mission le contrôle des installations d'Assainissement Non Collectif (ANC) et le conseil auprès des usagers.

Par installation d'ANC, on désigne toute installation assurant la collecte, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

Un règlement d'assainissement collectif (consultable sur le site Internet [www.siarp.fr](http://www.siarp.fr)) précise les droits et obligations des usagers des immeubles raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. Les dispositions relatives aux eaux pluviales y sont également traitées.

Le présent règlement d'assainissement non collectif précise les modalités de mise en œuvre sur le territoire du SIARP de la réglementation nationale en vigueur en matière d'ANC.

Pour aider l'utilisateur dans sa lecture, les principaux termes employés sont définis dans un glossaire en annexe 4. Le SIARP se tient à la disposition de l'utilisateur qui souhaiterait obtenir des informations complémentaires.

Les dispositions de l'ensemble des annexes font partie du présent règlement.

## SOMMAIRE

Chapitre 1 : Dispositions générales.....	4
Article 1 : Objet du règlement.....	4
Article 2 : Champ d'application du règlement .....	4
2-1 : Territoire .....	4
2-2 : Immeubles.....	4
2-3 : Usagers.....	5
Article 3 : Obligation d'assainissement des eaux usées.....	6
3-1 : Obligation de traitement des eaux usées domestiques ou assimilées.....	6
3-2 : Obligation de traitement des eaux usées non domestiques .....	6
Article 4 : Interdictions .....	6
4-1 Nature des effluents à ne pas rejeter dans les installations d'ANC.....	6
4-2 Insuffisance de traitement .....	7
Article 5 : Droit d'accès du SPANC et avis préalable à la visite .....	7
5-1 Organisation de l'accès .....	7
5-2 Présence du propriétaire .....	8
5-3 Accessibilité des ouvrages.....	8
5-4 Refus.....	8
Chapitre 2 : Missions et obligations du SPANC .....	9
Article 6 : Mission d'information et de conseil auprès des usagers .....	9
Article 7 : Mission de contrôle du SPANC .....	9
Article 8 : Contrôle de la conception.....	9
8-1 : Objet du contrôle de la conception .....	9
8-2 : Dossier remis au propriétaire .....	9
8-3 : Examen du dossier « Projet ».....	10
8-4 : Visite sur site - Examen de la conception .....	12
8-5 : Emission de l'avis du SPANC – Rapport d'examen de la conception.....	12
Article 9 : Contrôle de l'exécution.....	13
9-1 : Objet du contrôle de l'exécution .....	13
9-2 : Visite sur site - Vérification de l'exécution .....	13
9-3 : Emission de l'avis du SPANC – Rapport de vérification de l'exécution.....	14
9-4 : Délais de mise en conformité – Propositions de travaux .....	14
9-5 : Contre-visite sur site .....	15
Article 10 : Contrôle du fonctionnement et de l'entretien.....	15
10-1 : Objet du contrôle du fonctionnement et de l'entretien .....	15
10-2 : Préparation du contrôle du fonctionnement et de l'entretien .....	16
10-3 : Visite sur site - Vérification du fonctionnement et de l'entretien.....	16
10-4 : Motifs de non-conformité d'une installation .....	17
10-5 : Emission de l'avis du SPANC – Rapport de vérification du fonctionnement et de l'entretien .....	18
10-6 : Délais de mise en conformité .....	19
Article 11 : Autres contrôles.....	19
11-1 : Contrôle dans le cadre des ventes .....	19
11-2 : Contrôle exceptionnel.....	20

Article 12 : Périodicité des contrôles .....	20
Article 13 : Entretien des installations par le SPANC .....	21
Article 14 : Etudes et travaux sur les installations par le SPANC dans le cas d'opérations groupées.....	22
Chapitre 3 : Responsabilités et obligations des usagers .....	23
Article 15 : Responsabilités et obligations du propriétaire ayant un projet de construction, réhabilitation ou modification importante d'une installation d'ANC.....	23
Article 16 : Responsabilités et obligations du propriétaire qui exécute des travaux d'ANC	23
Article 17 : Responsabilités et obligations de l'utilisateur qui utilise une installation d'ANC...	24
Article 18 : Responsabilités et obligations du vendeur et de l'acquéreur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier .....	26
Chapitre 4 : Obligations financières et redevances .....	27
Article 19 : Objet des redevances .....	27
Article 20 : Type et montant des redevances - Redevables.....	27
Article 21 : Frais d'analyses des eaux usées.....	27
Article 22 : Financement et mode de réalisation des études et travaux d'assainissement	28
Article 23 : Financement et mode de réalisation de l'entretien des installations.....	28
Chapitre 5 : Sanctions et voies de recours .....	29
Article 24 : Cas impliquant des sanctions.....	29
24-1 : Obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle .....	29
24-2 : Autres cas .....	29
Article 25 : Montant des sanctions .....	29
Article 26 : Mesures de police générale en cas de pollution des eaux ou d'atteinte à la salubrité publique .....	29
Article 27 : Constats d'infractions pénales.....	30
Article 28 : Travaux d'office.....	30
Article 29 : Règlement amiable des litiges .....	30
Article 30 : Voies de recours externe .....	31
Chapitre 6 : Dispositions d'application du règlement.....	32
Article 31 : Modalités de communication du règlement .....	32
Article 32 : Modification du règlement .....	32
Article 33 : Date d'entrée en vigueur du règlement .....	32
Article 34 : Exécution du règlement.....	32
Annexe 1 – Textes applicables en matière de SPANC.....	33
Annexe 2 – Schéma de principe d'une installation d'ANC .....	35
Annexe 3 – Points à vérifier lors des contrôles du SPANC .....	36
Annexe 4 – Définitions .....	38
Annexe 5 – Tarifs .....	40
Annexe 6 – Liens utiles.....	44
Annexe 7 – Délibération d'approbation du règlement .....	45

Le présent règlement de service concerne la compétence Assainissement Non Collectif (ANC).

Le service public d'ANC (SPANC) est un service public à caractère industriel et commercial qui a pour mission les contrôles mentionnés dans l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et précisés dans le présent règlement. Il est assuré par le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Région de Pontoise (SIARP).

### Article 1 : Objet du règlement

Conformément à l'article L2224-12 du CGCT, le présent règlement de service précise :

- les prestations assurées par le SPANC,
- les droits et obligations respectives du SPANC et de ses usagers,
- les relations entre les usagers du SPANC et le SIARP assurant ce service public.

Les usagers sont soumis à l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière d'ANC, notamment les textes législatifs et réglementaires adoptés au niveau national ainsi que le règlement sanitaire départemental.

Le présent règlement n'ajoute pas de contrainte supplémentaire par rapport à ces textes, mais il en précise les modalités de mise en œuvre sur son territoire d'application.

Toute modification de la réglementation nationale intervenue après l'approbation du présent règlement s'appliquera dès son entrée en vigueur.

### Article 2 : Champ d'application du règlement

#### 2-1 : Territoire

Le présent règlement s'applique sur le territoire de l'ensemble des communes qui ont transféré la compétence ANC au SIARP.

#### 2-2 : Immeubles

Le présent règlement s'applique à tout immeuble non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées du fait que cet immeuble :

- est situé dans une zone d'ANC définie au zonage d'assainissement,
- est situé dans une zone d'assainissement collectif définie au zonage d'assainissement mais :
  - ne dispose pas d'un accès direct au réseau au droit de la parcelle ou par l'intermédiaire de voies ou réseaux privées ou de servitudes de passage,
  - dispose d'une dérogation à l'obligation de raccordement ou d'une prolongation de délai, délivrée par l'autorité compétente en matière d'assainissement collectif selon les dispositions du règlement d'assainissement collectif,

- est desservi par un réseau récemment créé et dispose d'un délai de deux ans pour se raccorder ; le présent règlement est applicable à ces immeubles jusqu'au raccordement effectif,
  - n'est pas raccordé pour quelque raison que ce soit.
- Les dispositions du présent règlement s'appliquent même en l'absence de zonage assainissement.

Les eaux usées d'un immeuble construit sur une parcelle desservie par un réseau d'eaux usées doivent être raccordées sans délai à ce réseau. Lors de la création d'un réseau d'eaux usées dans une rue, les propriétaires des immeubles existant disposent cependant de 2 ans pour s'y raccorder.

Une dérogation peut être accordée si :

- l'immeuble dispose d'une installation d'ANC âgée de moins de 10 ans, sous réserve que l'installation soit conforme ; il s'agira d'une prolongation du délai de raccordement,
- l'immeuble est difficilement raccordable, sous réserve que l'installation d'ANC soit conforme ; il s'agira soit d'une prolongation du délai de raccordement, soit d'une exonération à l'obligation de raccordement.

La demande de dérogation est à formuler auprès du SIARP. Elle sera traitée selon la procédure établie à l'article 35 (raccordement des eaux usées domestiques) du règlement d'assainissement collectif.

Ce règlement n'est pas applicable aux immeubles :

- raccordés au réseau de collecte des eaux usées du SIARP ; ceux-ci dépendent du service d'assainissement collectif et sont soumis au règlement d'assainissement collectif (consultable sur le site Internet [www.siarp.fr](http://www.siarp.fr)),
- raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve de modalités spécifiques fixées par le SIARP et du respect de l'article 3-2 (obligation de traitement des eaux usées non domestiques).
- abandonnés ou qui doivent, en application de la réglementation, cesser d'être utilisés,

Doivent cesser d'être utilisés notamment les immeubles faisant l'objet d'une interdiction d'habiter, en voie d'expropriation, insalubres, frappés d'un arrêté de péril ou voués à être démolis.

## 2-3 : Usagers

L'utilisateur du SPANC est le bénéficiaire des prestations individualisées de ce service.

L'utilisateur du SPANC est soit le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'un dispositif d'ANC, soit celui qui occupe cet immeuble, à quelque titre que ce soit.

## **Article 3 : Obligation d'assainissement des eaux usées**

### **3-1 : Obligation de traitement des eaux usées domestiques ou assimilées**

Conformément à l'article L1331-1-1 du code de la santé publique, les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'ANC dont l'utilisateur assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'État dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

### **3-2 : Obligation de traitement des eaux usées non domestiques**

Les propriétaires ou exploitants d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées et produisant des eaux usées non assimilées à des eaux usées domestiques sont tenus de dépolluer ces eaux usées, selon la réglementation en vigueur, sous contrôle du SIARP et éventuellement des services de Police de l'Eau ou du service chargé des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **Article 4 : Interdictions**

### **4-1 Nature des effluents à ne pas rejeter dans les installations d'ANC**

Il est interdit de déverser ou d'introduire dans une installation d'ANC tout fluide ou solide susceptible d'entraîner des détériorations ou des dysfonctionnements de cette installation, de présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes ou de polluer le milieu naturel.

Les fluides et solides interdits à ce titre sont notamment :

- les eaux pluviales,
- les eaux de piscine, provenant de la vidange d'un ou plusieurs bassin(s) ou du nettoyage des filtres,
- les ordures ménagères même après broyage,
- les effluents d'origine agricole,
- les matières de vidange provenant d'une autre installation d'ANC ou d'une fosse étanche,
- les huiles usagées même alimentaires,
- les hydrocarbures,
- les liquides corrosifs, des acides, des produits radioactifs,
- les peintures ou solvants,
- les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

Le rejet de papier toilette très épais ou de lingettes dans les évacuations d'eaux usées est vivement déconseillé. Il peut impliquer une détérioration importante ou un engorgement de l'installation d'ANC et en définitive son dysfonctionnement.

Le rejet d'eau de javel et de produits de débouchage dans les évacuations d'eaux usées est vivement déconseillé. Il peut impliquer une dégradation des bactéries présentes dans votre fosse septique, fosse toutes eaux, micro station,... et en définitive son dysfonctionnement.

#### **4-2 Insuffisance de traitement**

Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. L'utilisation d'un dispositif de traitement primaire (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées.

Le rejet d'eaux usées, même traitées, est interdit dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

#### **Article 5 : Droit d'accès du SPANC et avis préalable à la visite**

Outre les obligations définies lors des contrôles, les usagers doivent respecter le libre accès aux agents du SPANC et mettre tout en œuvre pour faciliter les contrôles. A défaut, la sanction prévue à l'article 25 (montant des sanctions) pourra être mise en application.

Conformément à l'article L1331-11 du code de la santé publique, les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées :

- pour procéder au contrôle des installations d'ANC dans les conditions prévues par le présent règlement ;
- pour effectuer des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation, dans le cas où une convention relative à de tels travaux a été conclue entre le propriétaire et le SPANC ;
- pour procéder à des travaux d'office en application de l'article L 1331-6 du code de la santé publique.

#### **5-1 Organisation de l'accès**

Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite transmis au propriétaire des ouvrages ou, en cas d'impossibilité de localiser le propriétaire, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins sept jours ouvrés avant la date de la visite. Toutefois l'avis préalable n'est pas nécessaire pour une visite à la demande du propriétaire, ou son mandataire, dont le rendez-vous est fixé dans un délai moindre.

Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à sa demande, sans pouvoir être reportée de plus de soixante jours.

Le destinataire de l'avis préalable de visite est informé de cette possibilité de déplacer le rendez-vous dans la convocation adressée par le SPANC.



Le propriétaire devra informer le SPANC en temps utile, au moins un jour entier (hors samedis, dimanches et jours fériés) avant le rendez-vous pour que le SPANC puisse en prendre connaissance et annuler la date et l'horaire proposés.

### **5-2 Présence du propriétaire**

Le propriétaire doit être présent ou dûment représenté lors de toute intervention du SPANC. Lorsqu'il n'est pas lui-même l'occupant de l'immeuble, il appartient au propriétaire de s'assurer auprès de cet occupant qu'il ne fera pas obstacle au droit d'accès des agents du SPANC.

### **5-3 Accessibilité des ouvrages**

Il incombe au propriétaire de faciliter aux agents du SPANC l'accès aux différents ouvrages de l'installation d'ANC, en particulier, en dégageant tous les regards de visite de ces ouvrages. L'ouverture et la fermeture des regards de visite n'incombent pas aux agents du SPANC. Si l'utilisateur fait appel à eux pour réaliser ces opérations, le SIARP ne pourra pas être tenu pour responsable des éventuelles détériorations ou conséquences en résultant.

### **5-4 Refus**

Tout refus explicite ou implicite d'accepter un rendez-vous à la suite d'un avis préalable de visite adressé par le SPANC, lorsque celui-ci intervient dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, ainsi que l'absence répétée aux rendez-vous fixés, constitue un obstacle mis à l'accomplissement de la mission du SPANC. Dans ce cas, les agents du SPANC constatent l'impossibilité matérielle les empêchant d'effectuer l'intervention prévue. Ce constat est transmis au propriétaire.

En cas de danger avéré pour la santé publique ou de risque avéré de pollution de l'environnement, une copie du constat est adressée au maire.

### Article 6 : Mission d'information et de conseil auprès des usagers

Le SPANC assure une mission d'information et de conseil auprès des usagers afin d'optimiser la réalisation et le fonctionnement de leur installation d'ANC.

Le SPANC peut donc :

- informer l'utilisateur sur les dispositions légales et techniques qu'il devra respecter à l'occasion de la conception, de la réalisation et de l'entretien de son installation d'assainissement,
- lui fournir une documentation appropriée en vue de l'aider dans l'élaboration de son projet.

### Article 7 : Mission de contrôle du SPANC

La mission du SPANC comprend :

- pour les installations à créer ou à réhabiliter :
  - le contrôle de la conception de l'installation d'ANC,
  - le contrôle de l'exécution des travaux,
- pour les installations existantes :
  - le contrôle du fonctionnement et de l'entretien de l'installation d'ANC.

Les points à contrôler lors des contrôles sont détaillés à l'annexe 3.

### Article 8 : Contrôle de la conception

#### 8-1 : Objet du contrôle de la conception

Le contrôle de la conception consiste en une étude du dossier fourni par le propriétaire de l'immeuble afin notamment de vérifier :

- l'adaptation du projet d'installation d'ANC au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi,
- la conformité de l'installation d'ANC aux dispositions réglementaires en vigueur et aux règles de l'art en matière d'ANC.

#### 8-2 : Dossier remis au propriétaire

Pour permettre la présentation des projets d'ANC et faciliter leur examen, le SPANC fournit un dossier «Projet » destiné au propriétaire demandeur, constitué des documents suivants :

- un formulaire d'informations administratives et générales sur le projet destinées à préciser notamment :
  - l'identité du demandeur et ses coordonnées,
  - les caractéristiques de l'immeuble (nombre de pièces principales, nombre de chambres, capacité d'accueil,...),

- les caractéristiques du terrain (surface du terrain, surface disponible pour l'ANC, pente du terrain,...),
- le type d'installation prévue et le lieu de son implantation (photographies, plans,...),
- les études déjà réalisées,
- une note d'information composée d'un guide d'accompagnement des usagers dans le choix de la filière, de la liste des pièces à fournir au dossier « Projet » et d'une information sur les coûts des différents contrôles,
- le présent règlement d'ANC.

Le dossier « Projet » est tenu à disposition des personnes qui en font la demande. Il peut être retiré dans les bureaux du SIARP, adressé par courrier ou téléchargé sur le site Internet du SIARP ([www.siapr.fr](http://www.siapr.fr)).

### **8-3 : Examen du dossier « Projet »**

Le SPANC examine le dossier complet remis par le demandeur.

En cas de dossier incomplet, le SPANC transmet au demandeur la liste des pièces ou informations manquantes. L'examen du projet est différé jusqu'à leur réception par le SPANC.

#### **8-3-1 : Complément d'informations et étude de sol**

En cas de contrainte particulière pour la réalisation du projet (nature de sol défavorable, contrainte de terrain, puits déclaré en mairie utilisé pour l'alimentation en eau potable situé à proximité), le SPANC peut demander au propriétaire une étude de sol et/ou des compléments d'information sur la conception de l'installation, à l'exclusion du descriptif de la mise en œuvre.

#### **8-3-2 : Etude de filière**

Le SPANC peut exiger une étude de filière dans les cas suivants :

- projet concernant un immeuble comportant plusieurs logements ou locaux commerciaux,
- projet concernant une installation commune à plusieurs immeubles,
- cas définis par la réglementation (notamment projet prévoyant un rejet vers le milieu hydraulique superficiel pour justifier que l'évacuation par le sol est impossible).

Les études de filières sont à la charge du propriétaire.

#### **8-3-3 : Autorisation de rejet en milieu hydraulique superficiel et étude de sol**

Dans le cas où la nature du sol ne permet pas l'infiltration des eaux usées traitées, le projet peut prévoir un rejet de ces eaux :

- directement dans le milieu hydraulique superficiel ; ce rejet ne pourra être possible qu'après autorisation du propriétaire ou gestionnaire de ce milieu,

- indirectement dans le milieu hydraulique superficiel via un ouvrage public ou privé de collecte d'eaux pluviales ; ce rejet ne pourra être possible qu'après autorisation du propriétaire ou gestionnaire de cet ouvrage.

Au stade de la conception, le SPANC exigera une étude de sol démontrant que l'infiltration des eaux par le sol est impossible ainsi qu'une copie de la demande d'autorisation de rejet transmise au propriétaire ou gestionnaire concerné.

Selon les cas, une demande d'autorisation de rejet est à formuler auprès de l'un des gestionnaires suivants :

- pour un rejet dans l'Oise : au Service Navigation de la Seine,
- pour un rejet dans la Viosne ou ses affluents : au Service de la Police de l'Eau (préfecture du Val d'Oise),
- pour un rejet dans le Sausseron ou ses affluents : au Service de la Police de l'Eau (préfecture du Val d'Oise),
- pour un rejet dans le ru de l'Hermitage : au SIARP,
- pour un rejet dans le ru de Liesse : à la mairie de Saint-Ouen-l'Aumône,
- pour un rejet dans un réseau public d'eaux pluviales sur les communes de l'agglomération : à la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise,
- pour le rejet dans un réseau public sur les autres communes : à la mairie concernée.

Le SPANC est à votre disposition pour vous aider à trouver le propriétaire ou gestionnaire concerné.

#### **8-3-4 : Autorisation de rejet en puits d'infiltration et étude hydrogéologique**

Dans le cas où la nature du sol ne permet pas l'infiltration des eaux usées traitées et où le milieu hydraulique superficiel n'est pas situé à proximité, le projet peut prévoir un rejet de ces eaux dans un puits d'infiltration.

Le SPANC exigera une étude de sol démontrant que l'infiltration des eaux par le sol est impossible. De plus, l'utilisateur devra fournir une étude hydrogéologique démontrant notamment :

- la capacité d'infiltration du sous-sol,
- l'absence d'impact sur les captages d'eau publics utilisés pour la consommation humaine.

Afin de protéger la ressource en eau souterraine, l'évacuation des eaux usées traitées par un puits d'infiltration est la solution de dernier recours.

L'utilisateur devra démontrer au SPANC que toute autre solution est impossible.

#### **8-4 : Visite sur site - Examen de la conception**

Au moment de l'examen du projet, le SPANC peut réaliser une visite sur site, s'il l'estime nécessaire. Cette visite a pour but de constater le contexte environnemental et déterminer la nécessité de réaliser une étude de filière.

L'organisation et le déroulement de la visite s'effectuent dans les conditions prévues à l'article 5 (droit d'accès). Le SPANC propose une date de visite pouvant avoir lieu dans un délai inférieur à 30 jours à compter de la remise au SPANC du dossier complet.

#### **8-5 : Emission de l'avis du SPANC – Rapport d'examen de la conception**

A l'issue du contrôle de la conception, le SPANC formule un avis dans un rapport d'examen comportant :

- la liste des points contrôlés,
- la liste des éventuels manques et anomalies du projet engendrant une non-conformité au regard des prescriptions réglementaires,
- la liste des éléments conformes à la réglementation.

Le rapport d'examen est adressé au propriétaire dans un délai qui ne peut pas excéder 30 jours à compter de la remise au SPANC du dossier complet ou de l'étude de filière ou de sol ou hydrogéologique (si elle a été exigée).

La transmission du rapport d'examen rend exigible la redevance mentionnée à l'article 20 (type et montant des redevances - Redevables).

En cas d'avis :

- conforme : le propriétaire peut réaliser les travaux,
- conforme avec réserve(s) : le propriétaire doit prendre en compte ces réserves au stade de l'exécution des ouvrages,
- non-conforme : le propriétaire doit proposer un projet modifié jusqu'à l'obtention d'un avis conforme du SPANC ; le dépôt d'un nouveau dossier « Projet » implique un nouveau contrôle de la conception, à la charge du propriétaire.

Un nouveau contrôle de la conception peut être mis à la charge du propriétaire pour tout projet notablement différent du projet initial et notamment lorsque :

- le dimensionnement des dispositifs est modifié,
- le nouveau projet nécessite une étude de filière ou de sol,
- l'implantation du dispositif de traitement secondaire est modifiée.

Cette liste n'est pas limitative.

#### **Cas des permis de construire ou d'aménager**

Il est rappelé que toute autorisation de construire n'est délivrée qu'à condition que l'installation d'ANC prévue soit conforme à la réglementation en vigueur.

En cas de conformité du projet, le rapport d'examen de la conception sera accompagné d'une attestation de conformité. Le propriétaire intègre cette attestation au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager à transmettre au service de l'urbanisme concerné.

Les articles R. 431-16 et 441-6 du code de l'urbanisme rendent obligatoire la production, avec le dossier de demande de permis de construire, du « document attestant de la conformité du projet d'installation d'ANC » dans le cas où le projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une telle installation.

A défaut de production de ce document, le dossier de demande de permis de construire sera déclaré incomplet.

## **Article 9 : Contrôle de l'exécution**

### **9-1 : Objet du contrôle de l'exécution**

Le contrôle de l'exécution consiste, sur la base de l'examen préalable de la conception de l'installation, notamment à :

- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation et repérer leur accessibilité,
- vérifier le respect des prescriptions techniques et réglementaires en vigueur.

Le contrôle de l'exécution a pour objet de vérifier la conformité des travaux réalisés par rapport au projet d'ANC préalablement validé par le SPANC, ainsi que la prise en compte des éventuelles réserves formulées dans le rapport d'examen remis au propriétaire.

### **9-2 : Visite sur site - Vérification de l'exécution**

La vérification de l'exécution se réalise au cours d'une visite sur site avant remblayage.

Le SPANC est informé par le propriétaire du démarrage des travaux d'assainissement puis de l'avancement des travaux. Le SPANC et le propriétaire s'accordent pour fixer un rendez-vous dans le respect des dispositions de l'article 5 (droit d'accès). Sans accord, un rendez-vous est imposé par le SPANC.

Tous les dispositifs doivent être visibles et accessibles. Au cas où le contrôle de l'exécution ne peut pas être réalisé, le SPANC pourra appliquer la sanction prévue à l'article 25 (montant des sanctions). Le SPANC pourra exiger que les dispositifs soient rendus visibles et accessibles. Si le propriétaire ne peut pas faire le nécessaire immédiatement, une nouvelle visite de contrôle sera organisée.

#### Cas de modifications apportées au projet d'ANC

Les modifications apportées par le propriétaire à son projet d'ANC devront être conformes aux prescriptions réglementaires.

Si la visite sur place ne permet pas d'évaluer les conséquences de ces modifications, le SPANC peut prescrire une ou plusieurs des études définies à l'article 8 (contrôle de la conception), à la charge du propriétaire.

### **9-3 : Emission de l'avis du SPANC – Rapport de vérification de l'exécution**

A l'issue du contrôle de l'exécution, le SPANC formule un avis dans un rapport de vérification comportant :

- la date de réalisation du contrôle,
- la liste des points contrôlés,
- la liste des éventuels manques et anomalies par rapport au projet et engendrant une non-conformité au regard des prescriptions réglementaires,
- s'il y a lieu, les aménagements ou travaux obligatoires classés par ordre de priorité à réaliser par le propriétaire pour rendre l'installation conforme à la réglementation en vigueur,
- la nécessité de réaliser l'(les)étude(s) nécessaire(s) en cas d'exécution non concordante avec le projet d'ANC et les motifs justifiant cette étude,
- les délais imposés au propriétaire en cas d'aménagements, travaux ou études obligatoires,
- la fréquence de contrôle qui sera appliquée à l'installation conformément aux dispositions de l'article 12 (périodicité des contrôles).

Le rapport de vérification est adressé au propriétaire dans un délai qui ne peut pas excéder 20 jours à compter de la visite du SPANC.

La transmission du rapport de vérification rend exigible la redevance mentionnée à l'article 20 (type et montant des redevances - Redevables).

En cas d'avis :

- conforme : le propriétaire peut utiliser son installation d'ANC,
- non-conforme : le propriétaire ne pourra utiliser son installation qu'après avoir réalisé les aménagements, travaux ou études nécessaires.

Dans le cas d'une installation d'ANC impliquant un rejet vers le milieu hydraulique superficiel, le propriétaire devra fournir au SPANC une autorisation de rejet. A défaut, l'installation d'ANC sera non-conforme.

### **9-4 : Délais de mise en conformité – Propositions de travaux**

Le propriétaire dispose d'un délai pour la réalisation des aménagements ou travaux exigés par le SPANC. Le délai court à compter de la date de transmission du rapport de vérification de l'exécution.

Le délai de mise en conformité est déterminé par le SPANC en fonction de l'importance des aménagements ou travaux exigés. Il sera compris entre un et quatre mois.



Le propriétaire soumet au SPANC ses propositions d'aménagements ou travaux. Leur vérification fera l'objet d'une visite selon les dispositions de l'article 9-5 (contre-visite sur site).

#### **9-5 : Contre-visite sur site**

Le SPANC réalise une contre-visite sur site avant remblayage pour vérifier la bonne exécution des aménagements ou travaux exigés.

Le SPANC est informé par le propriétaire du démarrage des aménagements ou travaux puis de leur avancement. Le SPANC et le propriétaire s'accordent pour fixer un rendez-vous dans le respect des dispositions de l'article 5 (droit d'accès). Sans nouvelles du propriétaire ou sans accord au terme du délai imparti, un rendez-vous est imposé par le SPANC.

A l'issue de la contre-visite, le SPANC formule un avis dans un rapport de contre-visite comportant :

- la date de réalisation du contrôle,
- la liste des points contrôlés,
- la liste des éventuels manques et anomalies par rapport aux aménagements ou travaux exigés,
- s'il y a lieu, un rappel des aménagements ou travaux obligatoires,
- les délais imposés au propriétaire en cas d'aménagements ou travaux.

Le rapport de contre-visite est adressé au propriétaire dans un délai qui ne peut pas excéder 20 jours à compter de la visite du SPANC.

La transmission du rapport de contre-visite rend exigible la redevance mentionnée à l'article 20 (type et montant des redevances - Redevables).

En cas d'avis :

- conforme : le propriétaire peut utiliser son installation d'ANC,
- non-conforme : le propriétaire ne pourra utiliser son installation qu'après avoir réalisé les aménagements ou travaux nécessaires ; la vérification de ces aménagements ou travaux fera l'objet d'une nouvelle contre-visite.

### **Article 10 : Contrôle du fonctionnement et de l'entretien**

#### **10-1 : Objet du contrôle du fonctionnement et de l'entretien**

Le contrôle du fonctionnement et de l'entretien consiste notamment à :

- vérifier l'existence d'une installation,
- vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de l'installation,
- évaluer les dangers pour la santé des personnes ou les risques avérés de pollution de l'environnement,
- évaluer une éventuelle non-conformité de l'installation,
- vérifier la réalisation périodique des vidanges et l'entretien périodique des dispositifs notamment grâce aux documents tels que les bordereaux de suivi des matières de vidange.

Dans le cas des installations d'ANC qui ne fonctionnent pas de manière entièrement gravitaire ou qui comportent des dispositifs d'épuration autres que le traitement par le sol, le contrôle du fonctionnement et de l'entretien consiste à examiner visuellement l'état général des ouvrages et des équipements et à s'assurer qu'ils sont en état de marche apparent.

Le contrôle ne comprend pas le diagnostic des organes mécaniques, électriques, électroniques et pneumatiques ; ce diagnostic doit être réalisé par une entreprise compétente au moment des opérations d'entretien dont la fréquence est prescrite par l'installateur ou le constructeur. Le contrôle consiste dans ce cas à vérifier que le diagnostic est réalisé à la fréquence prescrite par l'installateur ou le constructeur.

Dans le cas des installations d'ANC avec rejet en milieu hydraulique superficiel, l'agent du SPANC procède à un examen visuel et olfactif de ce rejet. Si le résultat de cet examen paraît anormal par rapport au rejet d'une installation en bon état de fonctionnement et si l'installation se situe dans une zone à enjeu sanitaire ou environnemental, le SPANC peut exiger une analyse de la qualité du rejet selon les méthodes normalisées, et en fonction du contexte local (cours d'eau, captage d'eau,...).

Lorsque le résultat de l'analyse révèle un dépassement des seuils de référence, les frais d'analyses sont à la charge du propriétaire. Dans les autres cas, ils sont à la charge du SPANC.

Dans le cas d'un contrôle du fonctionnement et de l'entretien d'une installation d'ANC dont la bonne exécution des travaux n'a pas été antérieurement soumise au contrôle du SPANC, celui-ci effectuée a posteriori les vérifications définies à l'article 9 (contrôle de l'exécution). Cette disposition est applicable à toute installation :

- dont la conception a été vérifiée par le SIARP avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006,
- réalisée après le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

L'avis donné sur l'exécution est intégré, dans ce cas particulier, dans le rapport du contrôle du fonctionnement et de l'entretien.

## **10-2 : Préparation du contrôle du fonctionnement et de l'entretien**

Le SPANC demande, dans l'avis préalable de visite, les documents relatifs à l'installation d'ANC que le propriétaire ou son représentant doit communiquer avant ou lors de la visite et notamment :

- les documents permettant de vérifier l'existence d'une installation d'ANC (plan de récolement, avis donné sur l'exécution des travaux, photographies,...),
- les documents attestant l'entretien des dispositifs (contrat d'entretien, bons d'intervention, bordereaux de suivi des matières de vidange,...).

## **10-3 : Visite sur site - Vérification du fonctionnement et de l'entretien**

La vérification du fonctionnement et de l'entretien se réalise au cours d'une visite sur site.

L'organisation et le déroulement de la visite s'effectuent selon les modalités prévues à l'article 5 (droit d'accès).

Tous les dispositifs doivent être visibles et accessibles. Au cas où le contrôle de l'exécution ne peut pas être réalisé, le SPANC pourra appliquer la sanction prévue à l'article 25 (montant des sanctions).

Le SPANC pourra exiger que les dispositifs soient rendus visibles et accessibles. Si le propriétaire ne peut pas faire le nécessaire immédiatement, une nouvelle visite de contrôle sera organisée.

#### **10-4 : Motifs de non-conformité d'une installation**

Une installation d'ANC est considérée non-conforme dans les cas suivants :

- installation absente (dispositifs de traitement primaire et de traitement secondaire manquant),
- installation incomplète notamment dans le cas de :
  - dispositifs de traitement primaire ou de traitement secondaire manquant,
  - rejet d'eaux usées ayant subi un traitement primaire partiel ou non dans le milieu naturel (puisard, mare, cours d'eau,...) par l'intermédiaire ou pas d'un ouvrage public ou privé de collecte d'eaux pluviales,
  - fosse étanche munie d'un trop-plein,
  - rejet d'eaux usées brutes à l'air libre ou dans le milieu naturel (puisard, mare, cours d'eau,...) par l'intermédiaire ou pas d'un ouvrage public ou privé de collecte d'eaux pluviales,
  - rejet d'eaux usées traitées dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde,
  - pour les installations agréées par les ministères en charge de l'environnement et de la santé, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation qui ne répond pas aux modalités prévues par l'agrément délivré,
  - pour les toilettes sèches, une installation pour laquelle il manque soit une cuve étanche pour recevoir les fèces et les urines, soit une installation dimensionnée pour le traitement des eaux ménagères,
- installation significativement sous-dimensionnée notamment dans le cas de :
  - flux de pollution à traiter au moins deux fois supérieure à la capacité de l'installation,
  - drain d'épandage unique,
  - fosse septique utilisée comme fosse toutes eaux,
  - fosse débordant systématiquement,
  - partie significative des eaux ménagères non traitée,
- installation présentant un dysfonctionnement majeur (éléments ne remplissant pas sa mission) notamment dans le cas de :
  - traitement primaire fortement dégradé et ayant perdu son étanchéité,
  - réseau de drains d'épandage totalement engorgés conduisant à la remontée en surface d'eaux usées,
  - micro-station avec un moteur hors service,
  - micro-station sur laquelle des départs de boues sont constatés,
- installation présentant un danger pour la santé des personnes c'est-à-dire une installation :
  - présentant un défaut de sécurité sanitaire tel que :

- une possibilité de contact direct avec des eaux usées ayant subi un traitement primaire ou non, à l'intérieur ou hors de la parcelle,
- un risque de transmission de maladies par vecteurs (moustiques) : installation dans une zone de lutte contre les moustiques et présentant à ses abords une prolifération d'insectes,
- des nuisances olfactives constatées le jour du contrôle ou faisant l'objet de plaintes de tiers,
- présentant un défaut de structure ou de fermeture tel que :
  - une absence de dispositif de sécurisation ou de fermeture,
  - une résistance structurelle du dispositif de fermeture non adaptée à l'utilisation de l'espace (stationnement, circulation de véhicule ou de piétons),
  - un dispositif électrique défectueux,
- située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution,
- située dans une zone à enjeu sanitaire et incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs,
- installation présentant un risque avéré de pollution de l'environnement c'est-à-dire située dans une zone à enjeu environnemental et incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs.

#### **10-5 : Emission de l'avis du SPANC – Rapport de vérification du fonctionnement et de l'entretien**

A l'issue du contrôle de fonctionnement et de l'entretien, le SPANC formule un avis dans un rapport de vérification comportant :

- la date de réalisation du contrôle,
- la liste des points contrôlés,
- l'évaluation des dangers pour la santé des personnes et des risques avérés de pollution de l'environnement générés par l'installation,
- l'évaluation de la non-conformité au regard des critères précisés dans l'article 10-4 (motifs de non-conformité),
- s'il y a lieu, la liste des recommandations sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications,
- en cas de recommandations, si celles-ci sont susceptibles d'engendrer une non-conformité au prochain contrôle du fonctionnement et de l'entretien,
- s'il y a lieu, la liste des travaux obligatoires, classés par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire,
- en cas de travaux obligatoires, les délais imposés au propriétaire pour leur réalisation ainsi que la nécessité de les vérifier au travers du contrôle défini à l'article 8 (contrôle de la conception) et/ou du contrôle défini à l'article 9-5 (contre-visite sur site),
- la fréquence de contrôle qui sera appliquée à l'installation conformément aux dispositions de l'article 12 (périodicité des contrôles).

Le rapport de vérification est adressé au propriétaire dans un délai qui ne peut pas excéder 20 jours à compter de la visite du SPANC.

La transmission du rapport de vérification rend exigible la redevance mentionnée à l'article 20 (type et montant des redevances - Redevables).

En cas d'avis :

- conforme : le propriétaire peut utiliser son installation d'ANC,
- conforme avec recommandations : le propriétaire peut utiliser son installation mais suit les recommandations du SPANC afin d'éviter, au prochain contrôle, une non-conformité,
- non-conforme : le propriétaire ne pourra utiliser son installation qu'après avoir réalisé les travaux nécessaires ; la vérification de ces travaux fera l'objet du contrôle défini à l'article 8 (contrôle de la conception) et/ou du contrôle défini à l'article 9-5 (contre-visite sur site).

#### **10-6 : Délais de mise en conformité**

Le propriétaire dispose d'un délai pour la réalisation des travaux exigés par le SPANC. Le délai court à compter de la date de transmission du rapport de vérification du fonctionnement et de l'entretien.

La mise en conformité doit être réalisée :

- dans les meilleurs délais, au maximum dans les quatre mois, en cas d'absence d'installation,
- dans un délai de quatre ans maximum en cas d'installation non-conforme et de danger pour la santé des personnes ou de risque environnemental avéré,
- dans un délai de un an maximum en cas de vente d'un immeuble disposant de l'installation non-conforme (délai courant à compter de la signature de l'acte de vente).

Le délai peut être raccourci selon le degré d'importance du risque.

### **Article 11 : Autres contrôles**

#### **11-1 : Contrôle dans le cadre des ventes**

Au moment de la vente d'un immeuble, le vendeur ou son représentant contacte le SPANC afin qu'un contrôle de l'installation existante soit effectué. La demande est réalisée au moyen d'un formulaire comportant :

- les nom et prénom du vendeur,
- l'adresse de l'immeuble,
- les références cadastrales de la parcelle,
- la date prévisionnelle de la vente,
- le nom et les coordonnées de la personne qui sera présente lors du contrôle,
- le nom et l'adresse de la personne s'engageant à payer la redevance mentionnée à l'article 20 (type et montant des redevances - Redevables),
- le nom et l'adresse de la personne à qui le SPANC doit transmettre le rapport de vérification.

Suite à la demande, dans un délai de trois jours ouvrés à compter de sa réception, le SPANC vérifie qu'il n'existe pas de rapport en cours de validité issu d'un contrôle précédemment

réalisé (c'est-à-dire datant de moins de trois ans à compter de la date de réalisation du dernier contrôle).

En cas d'absence de rapport en cours de validité, le SPANC prend contact avec le demandeur afin de fixer une date de visite selon leurs disponibilités et dans un délai inférieur à trente jours.

Les modalités décrites à l'article 5 (droit d'accès) s'appliquent. Le contrôle est réalisé selon les dispositions de l'article 10 (contrôle du fonctionnement et de l'entretien).

Lorsqu'un rapport est en cours de validité, une copie de ce rapport est transmise au demandeur dans un délai de dix jours à compter de la réception de la demande.

Il est rappelé que ces contrôles ne peuvent en aucun cas être réalisés par d'autres entités que le SIARP (entreprises de diagnostics immobiliers etc...).

### **11-2 : Contrôle exceptionnel**

Un contrôle exceptionnel peut être réalisé par le SPANC, avant la date normale du prochain contrôle du fonctionnement et de l'entretien, dans les cas suivants :

- lorsque le SPANC, sans avoir eu accès à la propriété privée et à l'installation d'ANC, suspecte une des non-conformités mentionnées à l'article 10-4 (motifs de non-conformité d'une installation) ; les suspicions permettant au SPANC de déclencher un contrôle sont, notamment, des plaintes écrites pour nuisances causées par l'installation, des constats visuels au niveau du milieu naturel ou depuis le domaine public,...
- sur demande du maire au titre de son pouvoir de police,
- sur demande de l'utilisateur.

Le contrôle est réalisé selon les dispositions de l'article 10 (contrôle du fonctionnement et de l'entretien). Les contrôles exceptionnels rendent exigibles la redevance mentionnée à l'article 20 (type et montant des redevances - Redevables) uniquement lorsqu'une non-conformité, nouvelle par rapport au précédent contrôle, est constatée. Dans le cas d'un contrôle exceptionnel sur demande de l'utilisateur, cette redevance est exigible quel que soit le résultat du contrôle.

### **Article 12 : Périodicité des contrôles**

En cas d'installation conforme, le contrôle du fonctionnement et de l'entretien des installations d'ANC est réalisé selon la périodicité déterminée dans le tableau suivant.

		Type de filière de traitement		
		Filière avec évacuation par le sol ou puits d'infiltration	Filière avec rejet vers le milieu hydraulique superficiel	Filière soumise à agrément ministériel
Conclusion du rapport du précédent contrôle	Conforme	10 ans	8 ans	6 ans
	Conforme avec recommandations	8 ans	6 ans	4 ans

Pour l'application des périodicités ci-dessus, l'intervalle entre deux contrôles est décompté à partir de la date du dernier contrôle effectué par le SPANC, qu'il s'agisse d'un contrôle de l'exécution, d'un contrôle du fonctionnement et de l'entretien, d'une contre-visite, d'un contrôle dans le cadre de vente ou d'un contrôle exceptionnel.

Dans le cas où un organe électrique, mécanique, électronique ou pneumatique est présent, la périodicité est réduite de deux ans.

En cas d'installation non-conforme, le propriétaire doit réaliser les travaux dans le délai imposé et mentionné dans le rapport de vérification. Le prochain contrôle du fonctionnement et de l'entretien est prévu au terme de ce délai et au maximum dans un délai de deux ans pour les filières soumises à agrément ministériel et quatre ans pour les autres filières.

### Article 13 : Entretien des installations par le SPANC

Le SPANC peut assurer l'entretien des installations d'ANC à la demande de l'utilisateur. L'entretien pourra être réalisé par le SPANC qu'à condition que l'installation d'ANC ait déjà fait l'objet d'un contrôle. La prestation proposée est le pompage et nettoyage des dispositifs de traitement primaire et le suivi de l'intervention.

La demande est réalisée au moyen d'un formulaire comportant :

- les nom et prénom de l'utilisateur,
- l'adresse de l'immeuble,
- les références cadastrales de la parcelle,
- le nom et l'adresse de la personne s'engageant à payer la prestation d'entretien,
- le nom et les coordonnées de la personne qui sera présente lors de l'entretien.

Une convention préalable signée entre le SPANC et le propriétaire fixe les modalités techniques et financières de la prestation. Elle prévoit notamment la fréquence d'entretien déterminée en fonction de la capacité des dispositifs et le flux de pollution à traiter. Cette fréquence peut être revue si nécessaire.

Avant chaque intervention, le SPANC et le propriétaire s'accordent pour fixer un rendez-vous dans le respect des dispositions de l'article 5 (droit d'accès).

A l'issue de la prestation d'entretien, un bordereau de suivi des déchets est transmis à l'utilisateur. Cette transmission s'accompagne de la mise en recouvrement du coût de la prestation.



## **Article 14 : Etudes et travaux sur les installations par le SPANC dans le cas d'opérations groupées**

Le SPANC peut assurer à la demande de l'utilisateur au choix :

- les études et travaux de réalisation des installations d'ANC,
- les études et travaux de mise aux normes des installations d'ANC prescrits dans le rapport mentionné à l'article 10-5 (rapport de vérification du fonctionnement et de l'entretien).

L'intervention du SPANC ne se fait que dans le cadre d'opérations groupées, mise en place en collaboration avec la commune, concernant des installations d'ANC sélectionnées.

Les opérations groupées sont montées uniquement pour un nombre pertinent d'installations d'ANC, situées dans les zones d'ANC définies dans les zonages d'assainissement et :

- soit situées dans une zone à enjeux sanitaires ou environnementaux,
- soit présentant des contraintes importantes de sol, de surface ou d'accès.

Dans le cadre de ces opérations, le SIARP pourra solliciter des aides financières auprès des organismes publics pour le compte du propriétaire et avec son accord.

Les travaux pourront être réalisés par le SPANC qu'à condition que l'installation d'ANC ait déjà fait l'objet d'un contrôle. La prestation proposée comporte la conception, la réalisation des travaux, le suivi et contrôle des travaux, les plans de récolement et la réception des travaux.

La demande est réalisée au moyen d'un formulaire comportant :

- les nom et prénom du propriétaire,
- l'adresse de l'immeuble,
- les références cadastrales de la parcelle,
- le nom et l'adresse de la personne s'engageant à payer la prestation d'études et travaux,
- le nom et les coordonnées de la personne qui sera présente lors des travaux.

Une convention préalable signée entre le SPANC et le propriétaire fixe les modalités techniques et financières de la prestation.

A l'issue de la prestation d'études et travaux, un procès-verbal de fin de travaux sera rédigé et transmis à l'utilisateur. Cette transmission s'accompagne de la mise en recouvrement du coût de la prestation.

### **Article 15 : Responsabilités et obligations du propriétaire ayant un projet de construction, réhabilitation ou modification importante d'une installation d'ANC**

Tout propriétaire qui équipe son immeuble d'une installation d'ANC ou qui la réhabilite est responsable de sa conception et de son implantation y compris dans le cadre d'une opération groupée.

Il en est de même en cas de modification de son installation notamment pour :

- un changement durable et significatif des quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'ANC existante, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble,
- un aménagement réalisé sur le terrain, y compris lorsque le terrain d'implantation de l'installation d'ANC fait l'objet d'une division.

Les installations d'ANC doivent être adaptées aux contraintes sanitaires et environnementales, au flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où elles sont implantées, et aux exigences et à la sensibilité du milieu récepteur.

Les installations d'ANC réglementaires qui ne sont pas soumises à agrément ministériel doivent être mises en œuvre de préférence selon les règles de l'art de la norme AFNOR NF DTU 64.1 de mars 2007

Le propriétaire doit soumettre au SPANC son projet d'ANC conformément à l'article 8 (contrôle de la conception). Ce projet doit être en cohérence avec les prescriptions techniques réglementaires en vigueur et les règles de l'art en matière d'ANC.

Pour permettre l'examen de son projet, le propriétaire doit retirer le dossier mentionné à l'article 8-2 (dossier remis au propriétaire) puis le transmettre au SPANC accompagné des pièces justificatives demandées.

Le propriétaire doit fournir au SPANC les compléments d'information et études demandés en application de l'article 8-3 (examen du projet).

Le propriétaire ne doit pas commencer l'exécution des travaux avant d'avoir reçu un avis conforme du SPANC sur son projet d'ANC.

### **Article 16 : Responsabilités et obligations du propriétaire qui exécute des travaux d'ANC**

Le propriétaire, qui a obtenu un avis conforme du SPANC sur un projet d'ANC reste responsable de la réalisation des travaux correspondants.

S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge de les exécuter. Le propriétaire doit fournir au SPANC, au plus tard quinze jours avant la date prévisionnelle de démarrage des travaux :

- les coordonnées de l'entreprise,
- un engagement écrit de cette entreprise à se conformer à la réglementation en vigueur, aux règles de l'art en matière d'ANC et aux prescriptions techniques formulées par le SPANC,

Il est vivement recommandé au propriétaire de vérifier que l'entreprise possède les capacités techniques et références dans le domaine des travaux d'ANC.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux par tout moyen qu'il jugera utile (téléphone, courrier, courriel...), afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblayage dans les conditions prévues à l'article 9 (contrôle de l'exécution).

Si les travaux ne sont pas achevés à la date de la visite du SPANC, le propriétaire doit en informer le SPANC selon les modalités de l'article 5-1 (organisation de l'accès) afin d'éviter tout déplacement inutile.

Le propriétaire ne peut pas faire remblayer les dispositifs tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation exceptionnelle du SPANC. Si les installations ne sont pas visibles au moment de la visite du SPANC, le contrôle de l'exécution ne peut pas être réalisé, le SPANC pourra appliquer la sanction prévue à l'article 25 (montant des sanctions). Le SPANC pourra exiger que les dispositifs soient rendus visibles et accessibles aux frais du propriétaire.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC, tout document nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles (factures, plans, ...).

Il est vivement recommandé au propriétaire :

- d'attendre l'avis de conformité du SPANC avant d'accepter sans réserve les travaux d'ANC réalisés par une entreprise (avant de payer l'entreprise),
- de demander un guide technique sur l'entretien de ses ouvrages et de s'informer des garanties dont bénéficient ou peuvent bénéficier ceux-ci,
- de demander un plan de récolement de son installation à l'entreprise ayant réalisé les travaux.

#### **Article 17 : Responsabilités et obligations de l'usager qui utilise une installation d'ANC**

L'occupant de l'immeuble, qu'il soit propriétaire ou locataire, ne doit pas déverser dans l'installation d'ANC de corps solides, liquides ou gazeux, pouvant entraîner des détériorations ou des dysfonctionnements de cette installation, de présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes ou de polluer le milieu naturel.

L'occupant, et le propriétaire en cas de location, doivent, chacun en ce qui les concerne :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le bon fonctionnement, l'entretien, la vidange, l'accessibilité et la pérennité de l'installation d'ANC,
- tenir à la disposition du SPANC tout document, concernant directement ou indirectement l'installation d'ANC, nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles (plan, factures, rapport de visite, bons d'intervention, bordereaux de suivi des matières de vidange,...).

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, doit entretenir l'installation d'ANC aussi souvent que nécessaire et notamment la faire vidanger régulièrement de manière à maintenir :

- son bon fonctionnement et son bon état,
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux,
- l'accumulation normale des boues ; la hauteur de boues ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

L'entretien doit porter sur tous les organes de l'installation. L'utilisateur doit notamment (liste non exhaustive) :

- pomper et nettoyer les regards de collecte, de répartition, de bouclage,...
- vidanger et remettre en eau la fosse septique, la fosse toutes eaux,...
- vidanger et nettoyer le bac à graisses,
- pomper et nettoyer le puits d'infiltration,
- remplacer les matériaux des divers filtres.

La périodicité de l'entretien doit être adaptée à l'installation.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, doit s'assurer que l'entreprise assurant la vidange est agréée par le préfet. Après chaque intervention, il doit demander à cette entreprise le bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires, qu'elle est tenue de remettre.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'utilisateur :

- de ne pas faire circuler ou stocker des charges lourdes sur l'installation d'ANC,
- de ne pas cultiver ou planter d'arbres à moins de 3 mètres de l'installation d'ANC sauf autorisation particulière du SPANC,
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs notamment la zone de traitement.

## **Article 18 : Responsabilités et obligations du vendeur et de l'acquéreur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier**

Le vendeur d'un bien immobilier doit transmettre au moment de la vente tous les documents relatifs à la mise en place, à l'entretien et aux différents contrôles du dispositif d'assainissement.

Si l'installation d'ANC n'a jamais été contrôlée ou si le propriétaire ne possède pas de rapport de visite en cours de validité, le vendeur doit prendre contact avec le SPANC afin que celui-ci réalise un contrôle et lui transmette un rapport de visite. Le vendeur doit joindre ce rapport de visite au dossier de diagnostic technique rendu obligatoire par le code de la construction et de l'habitation.

Lorsque le rapport de visite précise des travaux obligatoires, l'acquéreur doit faire procéder aux travaux dans les conditions qui y sont mentionnés (délais, contrôles nécessaires,...).

### Article 19 : Objet des redevances

Les redevances versées par ses usagers sont la contrepartie des prestations fournies. Elles sont exclusivement destinées à financer les charges du SPANC et doivent assurer l'équilibre budgétaire.

Les installations d'ANC raccordables au réseau d'assainissement collectif et bénéficiant d'une dérogation temporaire pour ce raccordement, seront assujetties pendant la durée de cette dérogation aux redevances du présent règlement.

### Article 20 : Type et montant des redevances - Redevables

La rémunération des contrôles se fait par le biais de :

- une redevance pour le contrôle de la conception,
- une redevance pour le contrôle de l'exécution,
- une redevance pour le contrôle initial du fonctionnement et de l'entretien,
- une redevance pour le contrôle périodique du fonctionnement et de l'entretien,
- une redevance pour la contre-visite,
- une redevance pour le déplacement sans intervention.

La redevance pour le déplacement sans intervention est perçue lorsque le SPANC se déplace et qu'il ne peut pas réaliser l'intervention prévue, du fait de l'absence au rendez-vous fixé du propriétaire ou de son représentant, sans qu'il ait prévenu le SPANC au préalable.

Les redevances sont à la charge du propriétaire de l'installation d'ANC. Dans le cas d'une vente, le redevable est le propriétaire vendeur ou son mandataire.

En cas de décès d'un redevable, ses héritiers ou ayants-droit lui sont substitués pour le paiement des redevances.

Les tarifs, présentés en annexe 5, sont fixés par délibération du Comité Syndical du SIARP. Les tarifs applicables sont ceux en vigueur à la date du service rendu (tarifs actualisés disponibles sur [www.siarp.fr](http://www.siarp.fr)).

Le recouvrement des redevances est assuré par la Trésorerie de Cergy-Pontoise.

### Article 21 : Frais d'analyses des eaux usées

En cas de risque de pollution décelé lors d'une visite, une analyse des rejets pourra être demandée ou réalisée par le SPANC, aux frais du propriétaire en cas de résultats confirmant une pollution.

## **Article 22 : Financement et mode de réalisation des études et travaux d'assainissement**

Les études et travaux nécessités par la mise en place, la réparation ou la réhabilitation d'une installation d'ANC sont réalisés aux frais du propriétaire et sous sa responsabilité.

Les travaux sont réalisés par une entreprise compétente au choix du propriétaire conformément au projet ayant reçu l'accord du SPANC, et vérifiés par celui-ci.

Dans le cas où les études et travaux sont réalisés par le SPANC, une convention signée entre le SPANC et le propriétaire fixe les modalités techniques et financières de la prestation.

## **Article 23 : Financement et mode de réalisation de l'entretien des installations**

L'entretien des installations d'ANC est réalisé aux frais de l'utilisateur et sous sa responsabilité.

L'entretien est réalisé par une entreprise compétente au choix de l'utilisateur.

Dans le cas où l'entretien est réalisé par le SPANC, une convention signée entre le SPANC et le propriétaire fixe les modalités techniques et financières de la prestation.



### Article 24 : Cas impliquant des sanctions

#### 24-1 : Obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle

Le propriétaire est sanctionné en cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, à savoir toute action du propriétaire, ou de son locataire éventuel, ayant pour effet de rendre impossible la réalisation du contrôle du SPANC, en particulier :

- refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif,
- absences aux rendez-vous fixés par le SPANC à partir du 2<sup>ème</sup> rendez-vous sans justification,
- report abusif des rendez-vous fixés par le SPANC à compter du 4<sup>ème</sup> report, ou du 3<sup>ème</sup> report si une visite a donné lieu à une absence non justifiée,
- non accessibilité de l'installation ou d'une partie de l'installation à compter du 2<sup>ème</sup> rendez-vous sans accès.

#### 24-2 : Autres cas

Le propriétaire est sanctionné en cas :

- de dysfonctionnement majeur de l'installation ou d'absence d'installation d'ANC,
- d'entretien insuffisant pour garantir le bon fonctionnement de l'installation d'ANC ou en cas de recours à une personne non agréée pour la vidange de l'installation,
- de non réalisation des travaux prescrits dans les délais impartis.

### Article 25 : Montant des sanctions

En cas de sanction, le propriétaire est astreint au paiement de la somme définie par délibération du Comité Syndical. Cette somme résulte du doublement de la redevance due au titre du contrôle prévu.

Le propriétaire est astreint au paiement de cette somme tant qu'il ne s'est pas conformé à ses obligations, et ce jusqu'à vérification de la fin de l'infraction par le SPANC.

### Article 26 : Mesures de police générale en cas de pollution des eaux ou d'atteinte à la salubrité publique

Pour prévenir ou faire cesser une pollution des eaux ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'ANC, le maire peut, en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle notamment en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le préfet.

## **Article 27 : Constats d'infractions pénales**

En cas de pollution grave ou d'atteinte à la salubrité publique, les infractions pénales au présent règlement sont constatées, notamment sur la base des rapports de contrôle du SPANC :

- soit par les agents et officiers de police judiciaire,
- soit par des agents assermentés.

Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents. Les sanctions peuvent aller jusqu'à 75 000 € d'amende et 2 ans d'emprisonnement.

## **Article 28 : Travaux d'office**

Le SPANC peut, après mise en demeure laissée sans réponse dans le délai fixé, faire procéder d'office et aux frais du propriétaire, aux travaux indispensables pour faire cesser le désordre.

Dans ce cas, le SPANC adresse au propriétaire l'estimation des travaux qui doivent être impérativement réalisés. Si dans un délai de 15 jours, aucune action sérieuse n'est entreprise par le propriétaire, le SIARP fait réaliser les travaux.

Il demande alors le remboursement des travaux réellement exécutés y compris les frais d'étude, de maîtrise d'œuvre et de contrôle par émission d'un titre de recette à l'encontre du propriétaire. Le recouvrement de ce titre est assuré par la Trésorerie de Cergy-Pontoise.

Les travaux d'office seront ordonnés notamment dans les cas suivants :

- risque pour l'alimentation en eau potable et pour la santé publique (notamment, captage d'eau dans un rayon de 35 mètres, rejet dans le milieu naturel d'eaux usées n'ayant pas subi de traitement secondaire,...),
- risque pour la salubrité publique (notamment, suintement au travers d'un mur d'habitation d'eaux usées n'ayant pas subi de traitement secondaire, débordement sur la parcelle ou sur celle voisine d'eaux usées n'ayant pas subi de traitement secondaire,...).

## **Article 29 : Règlement amiable des litiges**

L'utilisateur, contestant une décision du SPANC, peut effectuer un recours gracieux. Le SPANC utilisera tous les moyens pour trouver un accord avec le propriétaire.

Le recours gracieux doit être adressé au Président du SIARP par courrier recommandé avec accusé de réception dans les deux mois suivant la transmission de la décision contestée. Cette demande doit être justifiée par des arguments factuels et juridiques, et accompagnée de la décision contestée. Le Président du SIARP transmet sa réponse dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande. A défaut de réponse dans ce délai, le recours gracieux est réputé rejeté.

### **Article 30 : Voies de recours externe**

Le règlement amiable des litiges mentionné à l'article 29 (règlement amiable des litiges) est facultatif. L'utilisateur peut à tout moment saisir les tribunaux compétents.

Les litiges individuels entre usagers du service public d'ANC et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, etc.) relève de la compétence exclusive du juge administratif.

### Article 31 : Modalités de communication du règlement

Le présent règlement approuvé sera publié dans le respect de la réglementation en vigueur. Il fera l'objet d'un envoi par courrier ou d'une remise en main propre à chacun des usagers d'une installation d'ANC. Il sera tenu en permanence à la disposition du public dans toutes les mairies des communes du SIARP, dans les locaux du SIARP et sur son site internet.

### Article 32 : Modification du règlement

Les modifications au présent règlement seront effectuées selon les mêmes règles que son adoption.

Les annexes, à l'exception de l'annexe 5 (Tarifs), seront modifiées sans délibération du Comité Syndical. Les nouvelles annexes sont mises à jour sur le site Internet du SIARP et remises à l'utilisateur à l'occasion d'un contrôle.

### Article 33 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement sera exécutoire après accomplissement de toutes les formalités de transmission et de publicité, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

### Article 34 : Exécution du règlement

Le président du SIARP, les maires des communes adhérentes au SIARP et leurs services, les agents du SPANC et le comptable public du SIARP sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Approuvé par délibération du Comité Syndical, le 12 juin 2013

## Annexe 1 – Textes applicables en matière de SPANC

### Réglementation locale

Schéma Directeur d'Assainissement et Zonage d'Assainissement applicables sur chaque commune (documents consultables dans les locaux du SIARP et en mairie).

Règlement Sanitaire Départemental du Val d'Oise (document consultable dans les locaux du SIARP)

### Textes réglementaires applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif

Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif

Arrêtés interministériels du 7 septembre 2009 relatifs aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>, aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle exercée par les communes et à l'agrément des personnes réalisant les vidanges.

Arrêté du 22 juin 2007 relative aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>.

### Code de la Santé Publique

Article L.1311-2 : fondement légal des arrêtés préfectoraux ou municipaux pouvant être pris en matière de protection de la santé publique,

Article L.1312-1 : constatation des infractions pénales aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article L.1311-2,

Article L.1312-2 : délit d'obstacle au constat des infractions pénales par les agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales,

Article L.1331-1 : obligation pour les immeubles d'être équipés d'un ANC quand non raccordés à un réseau de collecte public des eaux usées

Article L.1331-1-1 : immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement non collectif,

Article L.1331-5 : mise hors services des fosses dès raccordement au réseau public de collecte.

Article L.1331-8 : pénalité financière applicable aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public, ou dont l'installation n'est pas régulièrement entretenue ou en bon état de fonctionnement ou encore pour refus d'accès des agents du SPANC aux propriétés privées,

Article L.1331-11 : accès des agents du SPANC aux propriétés privées.

Article L.1331-11-1 : ventes des immeubles à usage d'habitation et contrôle de l'ANC

### Code Général des Collectivités Territoriales

Article L.2224-8 : mission de contrôle obligatoire en matière d'assainissement non collectif,

Article L.2212-2 : pouvoir de police général du maire pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique,

Article L.2212-4 : pouvoir de police général du maire en cas d'urgence,

Article L.2215-1 : pouvoir de police générale du Préfet,

Article L.2224-12 : règlement de service

Article R.2224-19 concernant les redevances d'assainissement.

### Code de la Construction et de l'Habitation

Article L.152-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables aux installations d'assainissement non collectif des bâtiments d'habitation,

Article L.152-2 à L.152-10 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement autonome d'un bâtiment d'habitation, lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou de travaux concernant cette installation, réalisés en violation des prescriptions techniques prévues par la réglementation en vigueur.

Article L.271-4 : dossier de diagnostic technique au moment des ventes d'immeubles

### **Code de l'Urbanisme**

Articles L.160-4 et L.480-1: constats d'infraction pénale aux dispositions pris en application du Code de l'urbanisme, qui concerne les installations d'assainissement non collectif,  
Articles L.160-1, L.480-1 à L.480-9 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme ou de travaux réalisés en méconnaissance des règles de ce code.

### **Code de l'Environnement**

Article L.432-2 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau portant atteinte à la faune piscicole,  
Article L.437-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.432-2,  
Article L.216-6 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau n'entraînant pas de dommages prévus par les deux articles précédents.

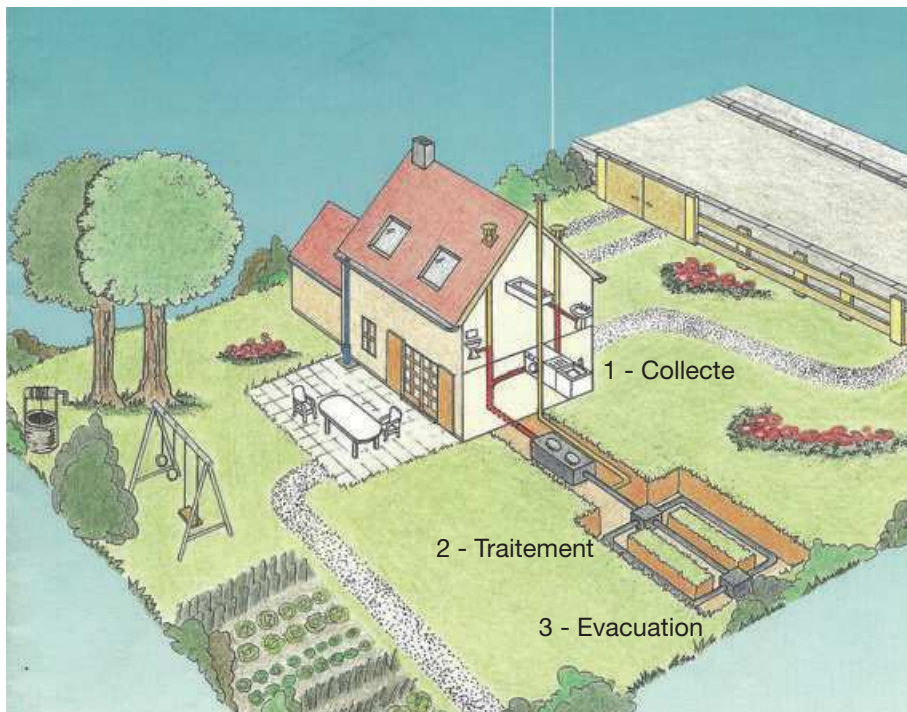
### **Textes non codifiés**

Arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.  
Arrêté du 19 juillet 1960 modifié le 14 mars 1986 relatif au raccordement des immeubles au réseau de collecte public des eaux usées

### **Normes**

Norme XP DTU 64.1 Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif (dit autonome) – Maisons d'habitation individuelle jusqu'à 10 pièces principales

## Annexe 2 – Schéma de principe d'une installation d'ANC



1. Les eaux usées en sortie d'habitation sont collectées par des canalisations. Des regards sont disposés à chaque jonction ou changement de direction.
2. Les eaux usées sont traitées en une ou plusieurs étapes. Les installations classiques en deux étapes (voir schéma ci-dessus) permettent un traitement primaire dans une fosse toutes eaux puis un traitement secondaire par le sol en place.
3. Les eaux usées traitées sont évacuées, par ordre de préférence, par infiltration dans le sol (voir schéma ci-dessus), par rejet dans le milieu hydraulique superficiel, par infiltration dans le sous-sol (puits d'infiltration).



### Annexe 3 – Points à vérifier lors des contrôles du SPANC

		Installations neuves ou à réhabiliter		Autres installations
Points à contrôler à minima		Vérification de la conception	Vérification de l'exécution	Vérification du fonctionnement et de l'entretien
1 - Modifications de l'installation suite à la dernière visite du SPANC	Constater l'éventuel réaménagement du terrain sur et aux abords de l'installation d'assainissement			X
	Constater la réalisation de travaux conformément aux indications du rapport de vérification de l'exécution établi par le SPANC		X	
	Constater la réalisation de travaux conformément aux indications du rapport de visite établi par le SPANC			X
2 - Présence de dangers pour la santé des personnes et/ou de risques avérés de pollution de l'environnement	Vérifier l'absence de contact direct possible avec des eaux usées n'ayant pas subi de traitement secondaire			X
	Vérifier l'absence de risque de transmission de maladies par des vecteurs pour les zones de lutte contre les moustiques			X
	Vérifier l'absence de nuisances olfactives			X
	Vérifier la sécurité des installations (notamment structure et fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes)			X
	Vérifier la localisation éventuelle de l'installation en zone à enjeux sanitaires	X		X
	Vérifier la localisation éventuelle de l'installation en zone à enjeu environnemental	X		X
	Vérifier l'existence d'une installation complète	X	X	X
	Vérifier que le dimensionnement des installations est adapté, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux prescriptions techniques	X	X	
	Vérifier que le dimensionnement des installations est adapté, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux prescriptions techniques			X
	Vérifier que les installations ne subissent pas de dysfonctionnement majeur		X	X

3 - Adaptation de l'installation aux contraintes sanitaires et environnementales, au type d'usage, à l'habitation desservies et au milieu	Vérifier la bonne implantation de l'installation (distance minimale de 35 mètres par rapport aux puits privés, respect des servitudes liées aux périmètres de protection des captages d'eau, ...)	X	X	X
	Vérifier que les caractéristiques techniques des installations sont adaptées, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux prescriptions techniques	X	X	
	Vérifier que les caractéristiques techniques des installations sont adaptées, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux prescriptions techniques			X
	Vérifier la mise en œuvre des dispositifs de l'installation conformément aux conditions d'emploi mentionnées par le fabricant (guide d'utilisation, fiches techniques)		X	X
	Vérifier que l'ensemble des eaux usées pour lesquelles l'installation est prévue est collecté, à l'exclusion de toutes autres et que les autres eaux, notamment les eaux pluviales et les eaux de vidange de piscines, n'y sont pas dirigées		X	X
4 - Bon fonctionnement de l'installation	Vérifier le bon écoulement des eaux usées collectées jusqu'au dispositif d'épuration et jusqu'à leur évacuation, l'absence d'eau stagnante en surface et l'absence d'écoulement superficiel et de ruissellement vers des terrains voisins		X	X
	Vérifier l'état de fonctionnement des dispositifs et l'entretien régulier sur la base des documents attestant de celui-ci conformément aux conditions d'emploi mentionnées par le fabricant (guide d'utilisation, fiches techniques)		X	X
5 - Défauts d'accessibilité, d'entretien et d'usure	Vérifier l'entretien régulier des installations conformément aux textes en vigueur : accumulation des graisses et des flottants dans les installations, niveau de boues, nettoyage des bacs dégraisseurs et des pré-filtres			X
	Vérifier la réalisation de la vidange par une personne agréée, la fréquence d'évacuation par rapport aux guides d'utilisation des matières de vidange et la destination de ces dernières avec présentation de justificatifs			X
	Vérifier le curage des canalisations (hors épandage souterrain) et des dispositifs le cas échéant		X	X
	Vérifier l'accessibilité et le dégagement des regards		X	X
	Vérifier l'état des dispositifs : défauts liés à l'usure (fissures, corrosion, déformation)		X	X
6 – Points à vérifier dans le cas particulier des toilettes sèches	Vérifier l'adaptation de l'installation retenue au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi	X	X	X
	Constater l'étanchéité de la cuve recevant les fèces et/ou les urines		X	X
	Vérifier le respect des règles d'épandage et de valorisation des déchets des toilettes sèches			X
	Constater l'absence de nuisance pour le voisinage et de pollution visible			X
	Vérifier de la présence d'une installation de traitement des eaux ménagères	X	X	X

## Annexe 4 – Définitions

### Bordereau de suivi des matières de vidange

Document visant à tracer la provenance et le devenir des matières de vidange prises en charge par une entreprise agréée ; le volet remis à l'utilisateur doit porter l'ensemble des informations listées dans l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges (notamment, sur l'entreprise agréée, l'installation vidangée, les matières prises en charge et le lieu d'élimination de ces matières).

### Eaux ménagères

Eaux usées provenant des cuisines et des salles d'eau ou salles de bain.

### Eaux pluviales

Eaux issues des surfaces imperméables (toits, cours, balcons,...).

### Eaux usées domestiques ou assimilées

Ensemble des eaux usées destinées exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes (alimentation humaine, soins d'hygiène, lavage et productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale) ; elles comprennent les eaux ménagères et les eaux vannes.

### Eaux vannes

Eaux usées provenant des WC.

### Etude de filière

Etude permettant de définir l'installation d'ANC la mieux adaptée au contexte local (type d'usage, immeuble desservi, flux de pollution à traiter, caractéristiques du terrain, capacité d'infiltration du sol, contraintes sanitaires et environnementales, exigences et sensibilité du milieu).

### Etude de sol

Etude permettant de définir la capacité d'infiltration naturelle du sol prévu pour le traitement secondaire des eaux usées ; la capacité d'infiltration est déterminée par un essai de type Porchet.

### Etude hydrogéologique

Etude permettant de démontrer l'absence d'impact sur les captages publics utilisés pour la consommation humaine ; la démonstration se fondera notamment sur le fonctionnement hydraulique des nappes d'eaux souterraines alimentant les captages.

### Immeuble

Tout type de constructions produisant ou susceptibles de produire des eaux usées.

### Milieu hydraulique superficiel

Dans le présent règlement, tout élément ouvert, naturel ou artificiel, contenant ou susceptible de contenir de l'eau (cours d'eau, plans d'eau, fossés,...).

### Pièces principales

Pièces destinées au séjour (salon, salle, bureau,...) ou au sommeil (chambre, chambre palière,...).

### Plan de récolement

Plan présentant la localisation réelle et les caractéristiques des ouvrages réalisés et constatés après travaux.

### Traitement primaire

Première étape du traitement ; le dispositif de traitement primaire peut être une fosse septique, une fosse toutes eaux, un décanteur,...

### Puits d'infiltration

Dispositif d'évacuation des eaux usées traitées dans le sous-sol ; un puits d'infiltration doit être conçu puis réalisé selon les dispositions de l'Annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif.

### Réserve

Dans le cadre d'un contrôle de la conception, une réserve est une condition à respecter pour rendre le projet d'assainissement non collectif pleinement conforme à la réglementation et qui doit être levée au moment du contrôle de l'exécution.

### Servitude de passage

Document permettant un droit d'accès à la voie publique au profit du propriétaire d'une parcelle enclavée.

### Zonage d'assainissement

Document consistant à définir pour l'ensemble des zones bâties ou à bâtir le mode d'assainissement que chacune a vocation à recevoir ; ces zones seront dites d'assainissement collectif ou d'assainissement non collectif.

### Zone à enjeu sanitaire

Zone qui appartient à l'une des catégories suivantes :

- périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'ANC,
- zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'ANC parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'ANC dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs,
- zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'ANC a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de creviculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.

### Zone à enjeu environnemental

Zone identifiée par un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'ANC sur les têtes de bassin et les masses d'eau.



SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE PONTOISE  
73, rue de Gisors - 95300 PONTOISE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 12 JUIN 2013

Date de Convocation : 29 mai 2013  
Date d'Affichage : 14 juin 2013  
Nombre de délégués : En exercice : 60  
Présents : 38  
Votants : 52

L'an deux mille treize le 12 juin à dix huit heures trente minutes, le Comité Syndical légalement convoqué, s'est réuni au siège administratif du Syndicat, 73 rue de Gisors à Pontoise, sous la présidence de Monsieur Emmanuel PEZET,

#### ETAIENT PRESENTS :

MM Jean ABONDANCE, Hubert BARTELOUS, Olivier BENARD, Jean-Pierre BORGES, Lucien BRUNEAU, Gérard BURN, Philippe CHAUVIN, Mme Catherine COSSON, MM Xavier COSTIL, Maurice CZARNECKI, Mme Martine DAINE, MM Gérard DALLEMAGNE, Claude DASSE, Erwan DECRAMP, Maurice DESCAMPS, Jean-Claude DUPONT, Mmes Michèle GANGLOFF, Christiane GAUDINOT, Mireille GONON, Véronique LAVERT, MM René LECOMTE, Max LEVESQUE, Alain MATEOS, Pierre MATHEVET, Brahim MOHA, Mme Pascale PECQUEUX, MM Patrick PELLETIER, Albert RAULT, Jean-Marie RUFFIANDIS, Mme Laure SCHUEHMACHER, MM Christian SORET, Paul STEIN, Jean-Pierre STALMACH, Roger TESSIER, Joël VANDAMME, Jacques VERGNAUD, Mme Valérie ZWILLING.

Mme Valérie ZWILLING et M. Xavier COSTIL sont arrivés à 19 h 30 et ont pris part au vote des dossiers 1 à 7.

#### ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE POUVOIRS :

Mme. Sylvette AMESTOY, pouvoir à Mme. Valérie ZWILLING  
M. Bernard AUBIN, pouvoir à Mme. Martine DAINE  
M. Daniel BOUSSON, pouvoir à Mme Mireille GONON  
Mme. Monique COURTIN, pouvoir à M. Alain MATEOS  
M. Daniel CREPLET, pouvoir à M. Hubert BARTELOUS  
Mme. Sylvaine DROT, pouvoir à M. Brahim MOHA  
Mme Murielle DUFLOS, pouvoir à M. Maurice CZARNECKI  
M. Michel GUIARD, pouvoir à M. Jean-Pierre STALMACH  
M. Eric LE FALHER, pouvoir à M. Gérard DALLEMAGNE  
M. Derry METAIS, pouvoir à M. Olivier BENARD  
M. Alain SINGEOT, pouvoir à M. Philippe CHAUVIN  
M. Gérard SOULIER, pouvoir à M. Lucien BRUNEAU  
M. Samir TAMINE, pouvoir à Mme Pascale PECQUEUX  
Mme Maryse TURC, pouvoir à M. Xavier COSTIL



### 7 - OBJET : REDEVANCES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) : INSTAURATION DES NOUVELLES REDEVANCES ET TARIFS

L'article L2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que les budgets des services publics à caractère industriel ou commercial, tel que le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) doivent être équilibrés en dépenses et en recettes.

De la même manière que les usagers raccordés à l'assainissement collectif paient, sur leur facture d'eau, des redevances d'assainissement, les usagers d'une installation d'assainissement non collectif doivent s'acquitter d'une redevance pour service rendu destinée à financer les charges du SPANC (art. R 2224-19 et suivants du CGCT).

Les redevances d'assainissement non collectif appliquées par le SIARP depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 jusqu'à ce jour n'ont fait l'objet d'aucune modification; elles sont les suivantes :

- Pour un contrôle d'une installation à créer ou à réhabiliter : 127 €,
- Pour un contrôle diagnostic d'une installation existante : 95 €,
- Pour un contrôle diagnostic d'une installation existante dans le cadre d'une vente : 95 €,
- Pour un contrôle périodique d'une installation déjà contrôlée : 39 €.

Or, depuis 2005, de nombreuses évolutions législatives et réglementaires sont intervenues. Ces évolutions, comme l'adoption du nouveau règlement du SPANC, induisent une nécessaire adaptation des redevances correspondantes.

Aussi, il est proposé d'instituer les redevances suivantes :

1. La redevance pour le contrôle d'une installation à créer ou à réhabiliter est décomposée en deux nouvelles redevances :
  - 1.1) Redevance pour le contrôle de la conception (visant à vérifier sur dossier qu'un projet d'ANC est conforme aux normes en vigueur),
  - 1.2) Redevance pour le contrôle de l'exécution (visant à vérifier sur le terrain que l'installation d'ANC a été réalisée conformément au projet et aux éventuelles prescriptions du SIARP).

Un délai de 2 ans peut exister entre la présentation d'un projet par un usager et la fin des travaux. Cette décomposition permet de rendre exigible chaque redevance dès que le service est rendu.

2. Les textes impliquent la création d'un nouveau contrôle : la contre-visite suite au contrôle d'une installation qui s'est avérée non conforme et qui nécessite des travaux.
3. Une redevance spécifique est créée pour un déplacement qui ne serait pas suivi d'un contrôle, du fait de l'usager.

## COMITE SYNDICAL DU 12 JUN 2013

Sont proposés les montants de redevances suivants :

Redevances	Tarifs	Observations
Contrôle de la conception (1.1)	70 €	Décomposition de la redevance perçue précédemment pour le contrôle de création et de réhabilitation
Contrôle de l'exécution (1.2)	90 €	
Contre-visite (2)	80 €	Redevance créée suite à l'évolution réglementaire
Déplacement sans intervention (3)	50 €	Redevance proposée pour payer un déplacement non suivi de contrôle (du fait de l'utilisateur)
Contrôle initial du fonctionnement et de l'entretien	135 €	Y compris dans le cadre d'une vente
Contrôle périodique du fonctionnement et de l'entretien	100 €	Y compris dans le cadre d'une vente

L'augmentation du montant des redevances est expliquée par :

- l'évolution du coût global du SPANC (salaires, charges, veille juridique,...),
- la modification par les textes de lois de l'organisation, du contenu et du rendu des contrôles impliquant des temps de travail plus importants,
- l'apparition de nouveaux dispositifs d'assainissement non collectif impliquant une veille technique supplémentaire et une formation adéquate du personnel.

### LE COMITE,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

A L'UNANIMITE,

INSTITUE les redevances ci-après :

Redevances SPANC	Tarifs
Contrôle de la conception (1.1)	70 €
Contrôle de l'exécution (1.2)	90 €
Contre-visite (2)	80 €
Déplacement sans intervention (3)	50 €
Contrôle initial du fonctionnement et de l'entretien (y compris dans le cadre d'une vente)	135 €
Contrôle périodique du fonctionnement et de l'entretien (y compris dans le cadre d'une vente)	100 €





## COMITE SYNDICAL DU 12 JUIN 2013

DECIDE que les tarifs seront révisés automatiquement au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application de l'indice INSEE du coût de la construction (dernier indice connu ; valeur de référence au jour de la délibération soit 1 639 (4<sup>ème</sup> trimestre 2012). La première révision interviendra le 1<sup>er</sup> janvier 2015


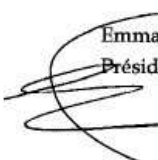
DIT que la liste des redevances est annexée au règlement d'assainissement non collectif,

PRECISE que ces nouvelles redevances et nouveaux tarifs sont applicables aux contrôles réalisés postérieurement à la date d'entrée en vigueur du règlement d'assainissement non collectif, soit dès le 1<sup>er</sup> septembre 2013.

ET DIT que cette délibération annule et remplace la délibération du 7 décembre 2005 pour les contrôles réalisés après le 1<sup>er</sup> septembre 2013

Pour extrait conforme,

Emmanuel PEZET  
Président.



## Annexe 6 – Liens utiles

[www.siarp.fr](http://www.siarp.fr)

[www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)

[www.val-doise.pref.gouv.fr/Politiques-publiques/Alimentation-consommation-et-commerce/Securite-sanitaire/Le-reglement-sanitaire-departemental-RSD](http://www.val-doise.pref.gouv.fr/Politiques-publiques/Alimentation-consommation-et-commerce/Securite-sanitaire/Le-reglement-sanitaire-departemental-RSD)

[www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr](http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr)

## Annexe 7 – Délibération d'approbation du règlement



SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE PONTOISE  
73, rue de Gisors - 95300 PONTOISE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 12 JUIN 2013

Date de Convocation : 29 mai 2013

Date d'affichage : 14 juin 2013

Nombre de délégués : En exercice : 60

Présents : 38

Votants : 52

L'an deux mille treize le 12 juin à dix huit heures trente minutes, le Comité Syndical légalement convoqué, s'est réuni au siège administratif du Syndicat, 73 rue de Gisors à Pontoise, sous la présidence de Monsieur Emmanuel PEZET,

#### ETAIENT PRESENTS :

MM Jean ABONDANCE, Hubert BARTELOUS, Olivier BENARD, Jean-Pierre BORGES, Lucien BRUNEVAL, Gérard BURN, Philippe CHAUVIN, Mme Catherine COSSON, MM Xavier COSTIL, Maurice CZARNECKI, Mme Martine DAINÉ, MM Gérard DALLEMAGNE, Claude DASSE, Erwan DECAMP, Maurice DESCAMPS, Jean-Claude DUPONT, Mmes Michèle GANCHOFF, Christiane GAUDINOT, Mireille GONON, Véronique LAVERT, MM René LECOMTE, Max LEVESQUE, Alain MATEOS, Pierre MATHEVET, Brahim MOHA, Mme Pascale PECQUEUX, MM Patrick PELLETIER, Albert RAULT, Jean-Marie RUFFIANDIS, Mme Laure SCHUEHMACHER, MM Chrishar SORET, Paul STEIN, Jean-Pierre STALMACH, Roger TESSIER, Joël VANDAMME, Jacques VERGNAUD, Mme Valérie ZWILLING.

Mme Valérie ZWILLING et M. Xavier COSTIL, sont arrivés à 19 h 30 et ont pris part au vote des dossiers 1 à 7.

#### ABSENTS EXCUSEES AYANT DONNE POUVOIRS :

Mme. Sylvette AMESTOY, pouvoir à Mme. Valérie ZWILLING  
M. Bernard AUBIN, pouvoir à Mme. Martine DAINÉ  
M. Daniel BOUSSON, pouvoir à Mme Mireille GONON  
Mme. Monique COURTIN, pouvoir à M. Alain MATEOS  
M. Daniel CREPIET, pouvoir à M. Hubert BARTELOUS  
Mme. Sylvaine DROT, pouvoir à M. Brahim MOHA  
Mme Murielle DUFLOS, pouvoir à M. Maurice CZARNECKI  
M. Michel GILIARD, pouvoir à M. Jean-Pierre STALMACH  
M. Eric LE FALHER, pouvoir à M. Gérard DALLEMAGNE  
M. Dery METAIS, pouvoir à M. Olivier BENARD  
M. Alain SINGBOI, pouvoir à M. Philippe CHAUVIN  
M. Gérard SOULIER, pouvoir à M. Lucien BRUNEVAL  
M. Samir TAMINE, pouvoir à Mme Pascale PECQUEUX  
Mme Maryse TURC, pouvoir à M. Xavier COSTIL



A 20 h 30, départ de M. Maurice DESCAMPS, qui n'a pas pris part au vote des dossiers 4 à 7.

A 20 h 35, départ de Mme Pascale PECQUEUX, qui a donné pouvoir à M. Jacques VERGNAUD, pour le vote des dossiers n° 5 à 7, et départ de Minc. Martine DAINE, qui n'a pas pris part au vote des dossiers 5 à 7.

A 20 h 45, départ de MM Lucien BRUNEVAL, Gérard BURN et Jean-Claude DUPONT, qui n'ont pas pris part au vote des dossiers 6 et 7.

A 21 h 00, départ de Mmes. Valérie ZWILLING et Michèle GANGLOFF qui n'ont pas pris part au vote des dossiers 6 et 7.

**ABSENT EXCUSE :** Mme Dominique RAMSI

**ABSENTS :** MM Armand CHAUSSEMY, Bernard GARDIN, Jean-François LE GUERN, Kassime MASTIAN, Bernard POTAILLON, Bruno STARY.

Al. Hubert BARTELOUS a été désigné SECRETAIRE DE SEANCE.



## COMITE SYNDICAL DU 12 JUIN 2013

### **6- OBJET : ADOPTION DU NOUVEAU REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)**

L'article L. 2221-12 du Code général des Collectivités territoriales dispose que les groupements de collectivités territoriales établissent, pour chaque service d'eau ou d'assainissement dont ils sont responsables, un règlement de service définissant, en fonction des conditions locales, les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires.

Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2012, des dispositions relatives à l'assainissement non collectif étaient intégrées au règlement d'assainissement collectif.

Le SIARP et la Communauté d'Agglomération de Cergy Pontoise ont adopté un nouveau règlement d'assainissement collectif qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2012. Ce dernier n'aborde plus l'assainissement non collectif.

Le SIARP a donc élaboré un règlement propre au service d'assainissement non collectif (ANC), au titre de la compétence optionnelle que ses communes membres lui ont transférée. Ce règlement permet d'intégrer les nombreuses évolutions législatives et réglementaires intervenues ces dernières années.

Les lois « Grenelle » ont introduit de nouvelles conditions concernant les modalités d'exercice de la mission de contrôle qui revient aux SPANC. De nombreuses collectivités ont exprimé leur difficulté à interpréter et mettre en œuvre ces nouvelles dispositions. C'est pourquoi les textes d'application, parus en 2009, ont été revus en 2012. Afin d'intégrer ces nouveaux éléments, l'adoption du règlement de service d'ANC n'a pas été concomitante de celle du règlement d'assainissement collectif.

Le règlement d'assainissement non collectif se substitue, pour les dispositions qui concernent l'assainissement non collectif, au règlement précédent adopté en 2003.

Ce règlement détermine les modalités d'exercice des droits et obligations :

- des usagers, propriétaires ou occupants d'immubles existants ou projetés sur le territoire,
- des entreprises disposant d'installations d'assainissement non collectif,
- du SIARP et des autres collectivités et administrations compétentes en matière d'assainissement.

Le règlement organise également les relations de ces différents intervenants.

Il a été soumis à l'avis de la commission consultative des services publics locaux du 28 mai 2013 qui a émis un avis favorable.

## COMITE SYNDICAL DU 12 JUIN 2013

### LE COMITE,

APRES EN AVOIR DELIBERE,


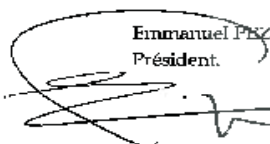
A L'UNANIMITE,

ADOpte le règlement du service public d'assainissement non collectif,

ET PRECISE qu'il sera applicable, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2013, après accomplissement des formalités de publicité prévues par la réglementation.

Pour extrait conforme,

Emmanuel PESZ  
Président.





## LES 24 COMMUNES ADHERENTES

ABLEIGES BOISEMONT  
BOISSY-L'AILLERIE CERGY CORMEILLES EN VEXIN  
COURCELLES SUR VIOSNE COURDIMANCHE ENNERY  
EPIAIS RHUS ERAGNY-SUR-OISE FREMECOURT  
GRISY-LES-PLATRES GENICOURT HEROUVILLE  
JOUY-LE-MOUTIER LIVILLIERS MENUCOURT  
MONTGEROULT NEUVILLE-SUR-OISE  
OSNY PONTOISE PUISEUX-PONTOISE  
SAINT-OUEN L'AUMONE  
VAUREAL

### INFOS PRATIQUES

SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ASSAINISSEMENT  
DE LA REGION DE PONTOISE

73, rue de Gisors  
95300 Pontoise



Courriel  
[contact@siarp.fr](mailto:contact@siarp.fr)



Régie technique  
01 30 32 74 28



Urgence 7j/7 - 24h/24  
06 08 04 85 44



Pour connaître le réseau d'assainissement ou les travaux près de chez vous, réaliser vos branchements, consulter les règlements d'assainissement, télécharger les formulaires... Consultez le site :

**[www.siarp.fr](http://www.siarp.fr)**



**ARRETE PORTANT APPLICATION DU REGLEMENT DU SERVICE DE  
COLLECTE DES DECHETS DES MENAGES ET DECHETS ASSIMILES  
SUR LE TERRITOIRE DE CERGY-PONTOISE**

**Le Président de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2224-13 et suivants, R. 2224-23 et suivants, L. 5211-9-2,

**VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 541-1 et suivants,

**VU** le Code de la Santé Publique,

**VU** le Code Pénal,

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 août 1979 portant règlement sanitaire départemental modifié par les arrêtés préfectoraux du 25 janvier 1985, du 22 janvier 1992 et du 7 février 1996,

**VU** les statuts de la Communauté d'agglomération modifiés par l'arrêté inter préfectoral du Val d'Oise et des Yvelines en date du 14 mars 2016 constatant le transfert au 1<sup>er</sup> juillet 2016 de la compétence collecte au profit de la Communauté d'agglomération,

**VU** l'avis favorable au Règlement du service de collecte des déchets des ménages et déchets assimilés donné par délibération n° 02 du Conseil Communautaire du 28 mars 2017,

**VU** l'absence d'opposition des maires des communes membres de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise au transfert de leurs pouvoirs de police de réglementation de la collecte en matière de déchets en application des articles L. 5211-9-2 et L. 2224-16 du CGCT,

**ARRETE**

**Article 1 :** La Communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place de ses communes membres la compétence en matière de collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

Il appartient au Président de la Communauté d'agglomération de régler, sur le territoire de l'agglomération, la présentation et les conditions de la remise des déchets en fonction de leurs caractéristiques.

Par le présent arrêté, le règlement du service de collecte des déchets des ménages et des déchets assimilés, ci-annexé, est applicable sur l'ensemble du territoire de l'agglomération.

**Article 2 :** Toute infraction au présent arrêté et de fait au règlement du service de collecte sera sanctionnée conformément aux textes en vigueur.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à dater de sa publication.

**Article 4 :** Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération, Mesdames et Messieurs les maires des communes membres de la Communauté d'agglomération sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après publication au Recueil des Actes Administratifs et transmission au représentant de l'État dans le département et aux Maires des communes membres de la Communauté d'agglomération.

Fait à l'Hôtel d'agglomération, à Cergy le 03 AVR. 2017

Le Président

**Dominique LEFEBVRE**

Le Président de la Communauté d'agglomération certifie que le présent arrêté a été transmis en Préfecture le

**03 AVR. 2017**

Publié au Recueil des Actes Administratifs n° 03/2017

Et notifié aux destinataires le **03 AVR. 2017**

Le Président

**Dominique LEFEBVRE**





# **REGLEMENT DU SERVICE DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES**



# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>TEXTES REGLEMENTAIRES DE REFERENCE.....</b>	<b>6</b>
<b>DISPOSITION GENERALE DU REGLEMENT DE COLLECTE.....</b>	<b>7</b>
<b>1. Objet et champ d'application du règlement de collecte.....</b>	<b>7</b>
1.1 Objet du règlement .....	7
1.2 Champ d'application géographique du règlement.....	7
1.3 Producteurs concernés par le règlement .....	7
<b>CHAMP DE COMPETENCE DE LA CACP .....</b>	<b>8</b>
<b>2. Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés .....</b>	<b>8</b>
2.1 Déchets des ménages.....	8
2.1.1 <i>Les ordures ménagères résiduelles</i> .....	8
2.1.2 <i>Les déchets ménagers recyclables</i> .....	9
2.1.3 <i>Les déchets verts et épluchures</i> .....	10
2.1.4 <i>Les déchets ménagers volumineux dits « encombrants »</i> .....	10
2.1.5 <i>Les gravats</i> .....	11
2.1.6 <i>Les déchets dangereux des ménages</i> .....	11
2.1.7 <i>Les déchets textiles</i> .....	11
2.1.8 <i>Les autres déchets</i> .....	12
2.2 Déchets assimilés aux déchets ménagers .....	12
2.2.1 <i>La responsabilité du producteur de déchets (hors ménages)</i> .....	12
2.2.2 <i>Les déchets assimilés aux déchets ménagers</i> .....	12
2.3 Déchets exclus .....	13
2.3.1 <i>Les déchets d'activités de soin à risque infectieux (DASRI)</i> .....	13
2.3.2 <i>Les déchets industriels banals</i> .....	13
2.3.3 <i>Les déchets spéciaux</i> .....	14
<b>3. Les pouvoirs de police .....</b>	<b>14</b>
<b>ORGANISATION DE LA COLLECTE .....</b>	<b>15</b>
<b>4. Collecte en porte à porte .....</b>	<b>15</b>
4.1 Définition .....	15
4.2 Types de déchets collectés en porte à porte .....	15
4.2.1 <i>Déchets produits par les ménages</i> .....	15
4.2.2 <i>Déchets assimilés aux déchets ménagers</i> .....	15
4.3 Modalités de collecte des déchets en porte à porte en sacs .....	16
4.3.1 <i>Conditions générales</i> .....	16
4.3.2 <i>Règles et modalités de fourniture de sacs</i> .....	16
4.3.3 <i>Règles d'utilisation des sacs</i> .....	16
4.3.4 <i>Règles de présentation des sacs à la collecte</i> .....	16
4.4 Modalités de collecte des déchets en porte à porte en bioseaux et bacs individuels .....	17
4.4.1 <i>Conditions générales</i> .....	17
4.4.2 <i>Règles et modalités de fourniture de bacs et bioseaux</i> .....	17

4.4.3	<i>Règles d'utilisation et d'entretien des bacs et bioseaux</i>	17
4.4.4	<i>Règles de présentation des bacs à la collecte</i>	18
4.5	Modalités de collecte des déchets en porte à porte en bacs collectifs	19
4.5.1	<i>Conditions générales</i>	19
4.5.2	<i>Règles et modalités de fourniture des bacs collectifs</i>	19
4.5.3	<i>Règles d'utilisation et d'entretien des bacs collectifs</i>	20
4.5.4	<i>Règles de présentation des bacs à la collecte</i>	21
4.6	Modalités de collecte des déchets en porte-à-porte en bornes enterrées ou semi-enterrées sur domaine privé	22
4.6.1	<i>Définition</i>	22
4.6.2	<i>Règles et modalités de fourniture des bornes</i>	22
4.6.3	<i>Fréquences de collecte</i>	23
4.6.4	<i>Règles de présentation des déchets à la collecte</i>	23
4.6.5	<i>Utilisation</i>	23
4.6.6	<i>Lavage</i>	23
4.6.7	<i>Maintenance</i>	23
4.7	Modalités de collecte des déchets en points de regroupement sur domaine privé	23
4.7.1	<i>Définition</i>	23
4.7.2	<i>Règles et modalités de mise en place, d'utilisation et d'entretien des points de regroupement</i>	24
4.7.3	<i>Règles et modalités de fourniture des bacs</i>	24
4.7.4	<i>Règles d'utilisation et d'entretien des bacs communs</i>	24
4.7.5	<i>Règles de présentation des bacs à la collecte</i>	25
4.8	Modalités de collecte en porte-à-porte des encombrants	26
4.8.1	<i>Conditions générales</i>	26
4.8.2	<i>Calendrier et modalités de prise de rendez-vous</i>	26
4.8.3	<i>Règles et modalités de fonctionnement en stockage par local</i>	26
4.8.4	<i>Règles et modalités de fonctionnement en stockage par points de regroupement</i>	27
4.8.5	<i>Volumes acceptés et règles de présentation</i>	27
<b>5.</b>	<b>Collecte en apport volontaire</b>	<b>28</b>
5.1	Définition	28
5.2	Types de déchets collectés en apport volontaire	28
5.3	Modalités de collecte en points de regroupement	28
5.3.1	<i>Conditions générales</i>	28
5.3.2	<i>Règles et modalités de mise en place, d'utilisation et d'entretien des points de regroupement</i>	28
5.3.3	<i>Règles et modalités de fourniture des bacs</i>	29
5.3.4	<i>Règles d'utilisation et d'entretien des bacs collectifs</i>	29
5.4	Modalités de collecte en bornes aériennes, semi-enterrées ou enterrées hors bornes textiles	30
5.4.1	<i>Définition</i>	30
5.4.2	<i>Règles et modalités de fourniture des bornes</i>	30
5.4.3	<i>Fréquences de collecte</i>	30
5.4.4	<i>Règles de présentation des déchets à la collecte</i>	30
5.4.5	<i>Modalités spécifiques aux bornes enterrées ou semi-enterrées</i>	31
5.5	Modalités de collecte des bornes textiles	31
<b>6.</b>	<b>Collecte en déchèteries</b>	<b>32</b>



6.1	Définition .....	32
6.2	Situation des déchèteries .....	32
6.3	Modalités d'accès .....	33
<b>7.</b>	<b>Conditions de circulation des véhicules de collecte .....</b>	<b>33</b>
7.1	Facilitation de la circulation des véhicules de collecte .....	33
7.2	Chantier limitant l'accès .....	33
7.3	Circulation sur voies privées .....	34
	<b>LE CONTROLE DE LA QUALITE DES DECHETS PRESENTES .....</b>	<b>35</b>
	<b>COMPOSTAGE .....</b>	<b>35</b>
<b>8.</b>	<b>Généralités .....</b>	<b>35</b>
<b>9.</b>	<b>Règles de fourniture .....</b>	<b>35</b>
	<b>DISPOSITIONS D'AMENAGEMENT PERMETTANT LA COLLECTE .....</b>	<b>36</b>
<b>10.</b>	<b>Principes généraux .....</b>	<b>36</b>
<b>11.</b>	<b>Projet d'installation de bornes enterrées ou semi-enterrées .....</b>	<b>36</b>
<b>12.</b>	<b>Financement .....</b>	<b>36</b>
12.1	Aménagements nouveaux .....	36
12.2	Réhabilitation urbaine .....	37
12.3	Requalification des espaces publics .....	37
	<b>REGLES DE SAVOIR-VIVRE .....</b>	<b>38</b>
	<b>ACTIONS DE COMMUNICATION .....</b>	<b>39</b>
	<b>FINANCEMENT DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES .....</b>	<b>40</b>
<b>13.</b>	<b>La TEOM - Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères .....</b>	<b>40</b>
<b>14.</b>	<b>La REOM - Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères .....</b>	<b>41</b>
	<b>SANCTIONS .....</b>	<b>42</b>
<b>15.</b>	<b>Non respect des modalités de collecte .....</b>	<b>42</b>
<b>16.</b>	<b>Dépôts sauvages .....</b>	<b>42</b>
<b>17.</b>	<b>Brûlage des déchets .....</b>	<b>42</b>
<b>18.</b>	<b>Contentieux .....</b>	<b>42</b>
	<b>CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	<b>43</b>
<b>19.</b>	<b>Application .....</b>	<b>43</b>
<b>20.</b>	<b>Modifications .....</b>	<b>43</b>
<b>21.</b>	<b>Exécution .....</b>	<b>43</b>
	<b>ANNEXES .....</b>	<b>44</b>

## PREAMBULE

Désormais, la communauté d'agglomération est responsable de l'ensemble de la vie des déchets, de la prévention au traitement en passant par le tri.

Il s'agit d'un choix pris à l'unanimité de nos 13 communes avec un objectif aussi simple qu'ambitieux : respecter nos engagements en termes de développement durable tout en maîtrisant le coût de ce service public.

Premier levier : une meilleure organisation pour un service public de qualité. Les collectes ont été repensées à l'échelle de Cergy-Pontoise afin de les rendre plus efficaces.

Second levier : l'amélioration du tri. Nous avons développé des outils et des équipements plus performants, comme le nouveau centre de traitement et de valorisation des déchets ou encore la déchèterie des Linandes.

Mais au fond, il s'agit d'un enjeu partagé avec chacun : notre réussite collective dépend de nos engagements individuels. A nous de jeter mieux et de jeter moins !



## TEXTES REGLEMENTAIRES DE REFERENCE

- Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2224-13 et suivants, R. 2224-23 et suivants, L. 5211-9-2,
- Code de l'environnement,
- Code de santé publique,
- Code pénal,
- Arrêté préfectoral du 29 août 1979 portant règlement sanitaire départemental modifié par les arrêtés préfectoraux du 25 janvier 1985, du 22 janvier 1992 et du 7 février 1996,
- Statuts de la Communauté d'agglomération modifiés par l'arrêté inter préfectoral du Val d'Oise et des Yvelines en date du 14 mars 2016 constatant le transfert de la compétence collecte au profit de la Communauté d'agglomération.

# DISPOSITION GENERALE DU REGLEMENT DE COLLECTE

## 1. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT DE COLLECTE

### 1.1 OBJET DU REGLEMENT

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (CACP) exerce, en lieu et place des communes membres, la compétence « collecte et traitement des déchets des ménages et des déchets assimilés ».

Le présent règlement fixe les règles et modalités d'exécution du service public de collecte des déchets ménagers et assimilés et s'adresse à tous les usagers dudit service sur le territoire de la communauté d'agglomération de Cergy Pontoise (dénommée également CACP dans le présent document).

### 1.2 CHAMP D'APPLICATION GEOGRAPHIQUE DU REGLEMENT

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à toute personne physique ou morale résidant, séjournant ou implantée sur le territoire des communes membres de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, à savoir : Boismont, Cergy, Courdimanche, Eragny-sur-Oise, Jouy-Le-Moutier, Maurecourt, Menucourt, Neuville-sur-Oise, Osny, Pontoise, Puisseux-Pontoise, Saint-Ouen-l'Aumône et Vauréal.

Ce périmètre géographique pourra être amené à être modifié en cas d'adhésion d'une nouvelle commune ou de retrait d'une commune de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise.

### 1.3 PRODUCTEURS CONCERNES PAR LE REGLEMENT

Sont concernés par les dispositions du présent règlement :

- les ménages, qu'ils occupent une propriété en qualité de propriétaire, locataire, usufruitier ou mandataire, ainsi que toutes personnes itinérantes séjournant sur le territoire de la CACP.
- les administrations, les collectivités, les commerçants, les professions libérales, les artisans, les entreprises privées et les associations dès lors que les quantités et natures des déchets produits ne nécessitent pas de sujétions techniques particulières pour les collecter et sont donc assimilables aux déchets ménagers (voir précisions au chapitre 2.2.2 ).

Ceux-ci seront désignés par le terme « usagers » dans le présent règlement.

# CHAMP DE COMPETENCE DE LA CACP

## 2. COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Est considéré comme un déchet toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire (Article L 541-1-1 du Code de l'Environnement).

La Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise est compétente pour collecter et traiter les déchets suivants :

### 2.1 DECHETS DES MENAGES

Les déchets ménagers regroupent l'ensemble des déchets produits par l'activité domestique des ménages.

A l'intérieur des déchets ménagers, il faut distinguer les catégories suivantes, selon les spécificités de nature et leurs destinations possibles :

- les ordures ménagères non recyclables ou résiduelles,
- les déchets ménagers recyclables,
- les déchets verts et les épluchures (Fraction Fermentescible des Ordures Ménagères ou FFOM),
- les déchets ménagers volumineux dits « encombrants »,
- les gravats,
- les déchets dangereux des ménages,
- les déchets textiles,
- les autres déchets.

#### 2.1.1 LES ORDURES MENAGERES RESIDUELLES

Est comprise dans la dénomination « ordures ménagères résiduelles », la fraction des déchets ménagers ne pouvant faire l'objet d'une valorisation ni organique comme les déchets verts, ni matière comme les déchets recyclables. Il s'agit des déchets ordinaires provenant par exemple des repas (emballages non recyclables, restes de repas, ...), de l'hygiène (couches, cotons usagés, emballages non recyclables, ...) ou du nettoyage normal des habitations (balayures, résidus divers, ...).

Ne rentrent pas dans cette catégorie :

- les déchets recyclables faisant l'objet de collectes sélectives tels que les emballages ménagers, les papiers et le verre,
- les cartons d'emballages,
- les déchets volumineux qui, du fait de leurs dimensions ou leurs poids, ne peuvent être collectés avec les ordures ménagères,
- les déblais, gravats, décombres et débris provenant des travaux de bricolage des particuliers ;
- les déchets verts (tontes de pelouse, feuilles, branches, ...),
- les carcasses et épaves d'automobiles, motos, bicyclettes, éléments de carrosserie, pneumatiques,
- les déchets dangereux des ménages,
- les médicaments,
- les déchets d'activités de soins des patients en automédication,
- les cadavres d'animaux, etc.



## 2.1.2 LES DECHETS MENAGERS RECYCLABLES

Il s'agit des déchets pouvant faire l'objet d'une valorisation matière, c'est-à-dire être recyclés s'ils sont séparés des ordures ménagères résiduelles.

Sur le territoire de la CACP, on distingue deux types de déchets recyclables :

- Les emballages ménagers recyclables et les papiers collectés ensemble.
- Le verre.

### 2.1.2.1 Les emballages ménagers recyclables et les papiers

Sur le territoire de la CACP, les emballages ménagers recyclables et les papiers comprennent :

- les bouteilles et flacons en plastique (bouteilles transparentes ou opaques d'eau, de lait, de jus de fruit, de vin, de soupe, de shampoing, de produits d'entretien, de combustible de chauffage type pétrole....) avec leur bouchon,
- les emballages métalliques (boîtes de conserve vides, canettes de boisson, barquettes en aluminium, bouteilles métalliques, aérosols, capsules de café, bouchons métalliques, papier aluminium...) vidés de leur contenu (sans leurs bouchons en plastique).
- les cartonnettes (petits cartons, tels que paquets de biscuits, paquets de céréales, cartons entourant les yaourts et les desserts, paquets de biscottes ou de pâtes, paquets de lentilles, boîtes de chaussures, boîtes à œufs, boîtes distribuant des mouchoirs en papiers, etc).
- les briques alimentaires (briques de lait, de jus de fruits, de soupe, ...),
- tous les types de papiers comme papier bureautique, cahiers, livres, papier cadeau, journaux, magazines, revues, prospectus publicitaires, gratuits, catalogues, annuaires, etc.

Ne rentrent pas dans cette catégorie :

- tout emballage en plastique autre que les bouteilles et flacons, à savoir les sacs et films en plastique (sacs de supermarchés, films entourant les packs de bouteilles, ...), les pots en plastique (de fleurs, de yaourt, de crème fraîche, ...), les boîtes en plastique (de charcuterie, de viennoiserie, de fruit, ...), les barquettes de beurre, les suremballages en plastique,
- tout emballage en polystyrène<sup>1</sup>,
- les papiers spécifiques : teintés dans la masse, alimentaires, autocopiants, carbone et calques, résistants à l'humidité (papiers peints, affiches publicitaires, tirages de plans, photos, cartes postales, ...), radiographies<sup>1</sup>
- les papiers souillés, mouillés, brûlés ou anciens, ...
- les mouchoirs en papiers, les lingettes, ...
- les emballages en verre

### **Réduisons nos déchets !**

*Certains emballages et papiers peuvent également être évités, par exemple en achetant des produits en vrac au supermarché ou en apposant un autocollant « stop pub » sur sa boîte aux lettres.*

### 2.1.2.2 Le verre

Les déchets d'emballages en verre comprennent les bouteilles, les bocaux et les pots sans bouchons ni couvercles (bocaux de confiture, pots de yaourts ...) exempts de produits toxiques.

---

<sup>1</sup> Ces déchets peuvent être apportés en déchèterie

Ne rentrent pas dans cette catégorie :

- les bouchons et capsules des récipients cités ci-dessus,
- les ampoules électriques,
- les vitres<sup>2</sup>,
- la vaisselle en verre ou autre matériau, la faïence,
- les seringues,
- les pare brises, etc.

#### ***Réduisons nos déchets !***

*Les bocaux et autres récipients en verre peuvent être réutilisés à la maison, par exemple pour la préparation de yaourts, confitures ou d'autres desserts maison.*

### **2.1.3 LES DECHETS VERTS ET EPLUCHURES**

Il s'agit des déchets végétaux (fermentescibles) liés à l'entretien des espaces verts et des jardins tels que les tontes de gazons, les déchets de taille de haies et arbustes, d'élagage d'arbres, les feuilles mortes, ...

Les épluchures de préparation des repas, sachets de thé, marc et filtres à café, pain, coquilles d'œufs, papiers absorbants, sciure, paille peuvent être ajoutées aux déchets verts puisqu'ils peuvent également être valorisés organiquement.

#### ***Réduisons nos déchets !***

*Les déchets verts comme les épluchures peuvent également, pour tout ou partie, être traités via du compostage à domicile ou collectif en pied d'immeuble. Le broyage des tailles de haies ou d'élagage peut être utilisé en paillis des plantations et haies.*

### **2.1.4 LES DECHETS MENAGERS VOLUMINEUX DITS « ENCOMBRANTS »**

Il s'agit des déchets provenant de l'activité domestique des ménages qui, en raison de leur volume ou de leur poids, de leur nature, ne peuvent être pris en compte par la collecte usuelle des ordures ménagères et nécessitent un mode de gestion particulier.

Ils comprennent notamment les biens d'équipement ménagers usagés tels que les appareils électroménagers, la literie, les meubles, les vieilles ferrailles, les appareils sanitaires et de plomberie au rebut, les rebuts ménagers de menuiserie, les cartons bruns d'emballages volumineux tels que les cartons d'emballages d'appareils électroménagers ou de mobiliers, les cartons de déménagement<sup>2</sup>, ...

Leur dimension ou leur poids doit permettre d'être chargés dans le véhicule de collecte par deux hommes, sans effort excessif (soit maximum 50 kg par déchet).

Ne rentrent pas dans cette catégorie :

- Les carcasses ou pièces détachées de véhicules motorisés,
- Les pneus<sup>2</sup>,
- Les bidons et récipients ayant contenu ou contenant des produits spéciaux<sup>2</sup> tels que définis ci-après au paragraphe 2.1.6 « Les déchets dangereux des ménages »,
- Les déblais, gravats décombres et débris, provenant d'un chantier d'habitation<sup>2</sup>,
- Les grands éléments en verre (porte, fenêtre, table, ...)².

---

<sup>2</sup> Ces déchets peuvent être apportés en déchèterie



### ***Réduisons nos déchets !***

*Les meubles ou objets en bon état peuvent être donnés à des associations, déposés à l'espace réemploi de la déchèterie des Linandes ou encore revendus. Ils pourront alors débuter leur seconde vie.*

#### **2.1.5 LES GRAVATS**

Il s'agit des déchets inertes issus de travaux de bricolage des particuliers tels que les déchets de démolition<sup>3</sup>, les déblais<sup>3</sup>, les briques<sup>3</sup>, les parpaings<sup>3</sup>, les gravats...<sup>3</sup>

L'amiante et le plâtre<sup>3</sup> n'entrent pas dans cette catégorie, car non inertes.

#### **2.1.6 LES DECHETS DANGEREUX DES MENAGES**

Il s'agit des déchets diffus spécifiques des ménages qui en raison de leur inflammabilité, de leur toxicité, de leur pouvoir corrosif, de leur caractère explosif ou d'autres propriétés ne peuvent être mélangés aux ordures ménagères sans créer de risques pour les personnes et l'environnement.

Les déchets dangereux des ménages comprennent :

- les piles,
- les batteries,
- les déchets d'équipements électriques et électroniques,
- les huiles de vidange et de friture,
- les acides et les bases,
- les peintures, colorants, laques et vernis,
- les colles, solvants et diluants,
- les détergents et les produits d'entretien,
- les éléments nutritifs pour végétaux (engrais...) et les produits phytosanitaires,
- les radiographies,
- les tubes fluorescents, halogènes et ampoules,
- etc.

Tous ces déchets peuvent être apportés en déchèterie.

### ***Réduisons nos déchets !***

*Les piles classiques utilisées par les appareils électriques peuvent être remplacées par des piles rechargeables. Elles sont certes plus chères à l'achat, mais leur durée de vie est 10 fois plus longue.*

*Les appareils électriques ou électroniques qui ne fonctionnent plus peuvent être réparés. Certaines associations peuvent vous aider à le faire. A défaut, vous pouvez les ramener directement chez le professionnel qui vous l'a vendu ou chez qui vous en achetez un nouveau, celui-ci a l'obligation de les reprendre.*

#### **2.1.7 LES DECHETS TEXTILES**

Les déchets textiles sont les déchets issus des produits textiles d'habillement, des chaussures et du linge de maison, à l'exclusion des textiles sanitaires.

---

<sup>3</sup> Ces déchets peuvent être apportés en déchèterie

### **Réduisons nos déchets !**

*Les vêtements peuvent être donnés à des proches ou des associations, vendus, ou encore déposés dans les différentes bornes prévues à cet effet présentes sur tout le territoire. Ces derniers seront alors réemployés ou recyclés, par exemple en chiffon d'essuyage ou en isolant.*

#### **2.1.8 LES AUTRES DECHETS**

Il s'agit des autres déchets que les usagers peuvent apporter en déchèteries.

- les pneus,
- le plâtre,
- le polystyrène.

## **2.2 DECHETS ASSIMILES AUX DECHETS MENAGERS**

### **2.2.1 LA RESPONSABILITE DU PRODUCTEUR DE DECHETS (HORS MENAGES)**

Le principe de la responsabilité du producteur est posé par l'article L. 541-2 du code de l'environnement :

*« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. ».*

Chaque producteur de déchets (hormis les ménages) est ainsi responsable de l'élimination de ses déchets. Il doit, en conséquence, s'assurer que leur élimination est conforme à la réglementation. Les entreprises, commerces, artisans, associations, etc. sont donc responsables de tous les déchets générés par leur activité.

### **2.2.2 LES DECHETS ASSIMILES AUX DECHETS MENAGERS**

La Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise n'a aucune obligation de collecte vis à vis des déchets non ménagers, quels qu'ils soient. Cependant, bien qu'elle n'y soit pas réglementairement obligée, elle prend en charge l'élimination de certains déchets non ménagers dans la mesure où ces déchets sont assimilables aux déchets ménagers.

Les déchets assimilés aux déchets ménagers sont les déchets qui ne proviennent pas des ménages et qui peuvent, eu égard à leurs caractéristiques (nature, quantités produites), être collectés et traités sans sujétions techniques particulières avec les déchets ménagers sans risques pour les personnes ou l'environnement.

En pratique, il s'agit des déchets courants provenant des activités économiques de l'artisanat, des commerces, des bureaux et petites industries, ou d'administrations et d'établissements collectifs (éducatifs, socioculturels, militaires, pénitentiaires, etc.), pouvant utiliser les mêmes circuits d'élimination que les déchets non dangereux des ménages.

A l'inverse, les déchets non ménagers très spécifiques (déchets carnés, documents confidentiels, gravats, déchets amiantés, industriels, dangereux, toxiques, etc.) ou produits en grande quantité ne sont pas gérés par le service public. L'annexe 7 fournit la liste indicative des déchèteries et sites pouvant accueillir les professionnels.

Sur le territoire de l'agglomération de Cergy-Pontoise, les déchèteries ne sont pas accessibles aux professionnels. Sur ce territoire, il est défini que les déchets assimilés aux déchets ménagers, sont, en termes de flux, tels que décrits à l'article 2.1, à l'exception donc de ceux qui peuvent être collectés en



déchèterie et, en termes de volumes, ceux qui équivalent à un volume hebdomadaire de déchets inférieur ou égal à 1100 litres collectés en mélange avec les déchets ménagers, tous flux confondus.

A noter toutefois que la possibilité de recourir au service public de gestion des déchets ménagers et assimilés ne dispense en aucun cas les acteurs concernés de leurs obligations réglementaires. Ils sont notamment tenus de :

- Prévenir et réduire la production et la nocivité de leurs déchets en priorité.
- Trier à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois (séparés ou en mélange) pour permettre leur valorisation s'ils produisent ou prennent possession de plus de 1 100 litres de déchets par semaine<sup>4</sup>.
- Trier à la source les déchets de papier depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016 pour les sites des entreprises regroupant plus de 100 personnes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour ceux de plus de 50 personnes et à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour ceux de plus de 20 personnes<sup>4</sup>.
- Trier à la source les biodéchets et organiser leur valorisation organique pour les personnes qui produisent plus de 10 tonnes/an<sup>5</sup>.
- Trier à la source les déchets d'huiles alimentaires et organiser leur valorisation pour les personnes qui produisent plus de 60 litres/an<sup>5</sup>.

### ***Réduisons nos déchets !***

*Dans la restauration, les bouteilles en verre peuvent être consignées en choisissant le fournisseur adéquat.*

## **2.3 DECHETS EXCLUS**

La CACP n'a pas compétence pour traiter les déchets suivants :

### **2.3.1 LES DECHETS D'ACTIVITES DE SOIN A RISQUE INFECTIEUX (DASRI)**

Les déchets d'activités de soin à risque infectieux (DASRI) ne relèvent pas de la compétence de la CACP et doivent faire l'objet d'une attention particulière en raison des risques qu'ils représentent pour la santé et des accidents qu'ils peuvent occasionner au cours de leur élimination (manipulation par les opérateurs de collecte, usine de traitement, centre de tri, ...). Il est strictement interdit de jeter ces déchets avec les ordures ménagères résiduelles ou dans les déchets ménagers recyclables (par exemple, ne jamais les mettre dans les bouteilles ou flacons). Une filière nationale spécifique a été créée pour permettre aux patients en auto-traitement de se débarrasser de ces déchets (plus d'information auprès de l'éco-organisme DASTRI ou sur [www.dastri.fr](http://www.dastri.fr)).

### **2.3.2 LES DECHETS INDUSTRIELS BANALS**

Les déchets des entreprises, commerces, professions libérales, artisans et administrations identiques aux déchets des ménages précédemment énumérés, excédant les limites du service définies par l'agglomération de Cergy Pontoise (voir article 2.2.2) et/ou nécessitant des sujétions techniques particulières.

---

<sup>4</sup> Décret n° 2016-288 du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets

<sup>5</sup> Circulaire du 10 janvier 2012 relative aux modalités d'application de l'obligation de tri à la source des biodéchets par les gros producteurs (article L 541-21-1 du code de l'environnement) et Arrêté du 12 juillet 2011 fixant les seuils définis à l'article R. 543-225 du code de l'environnement

### 2.3.3 LES DECHETS SPECIAUX

Ce sont tous les déchets potentiellement polluants et/ou dangereux pour l'environnement et la santé dont l'élimination relève de réglementations spécifiques :

- les déchets animaux (cadavres, carcasses, graisses ...),
- les médicaments,
- les véhicules hors d'usage (VHU),
- les déchets des hôpitaux,
- les déchets radioactifs,
- les déchets explosifs,
- les déblais et matériaux de construction (dont l'amiante),
- ...

## 3. LES POUVOIRS DE POLICE

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, le transfert de la compétence collecte s'accompagne du transfert des pouvoirs de police définis à l'article L. 2224-16, permettant alors au Président de la Communauté d'agglomération d'établir le règlement de collecte.

Le transfert du pouvoir de réglementer la collecte au profit du Président de l'EPCI n'emporte pas transfert des pouvoirs de police générale des maires, ni transfert du pouvoir de police spéciale issu de l'application de l'article L. 541-3 du code de l'environnement et relatif à l'abandon, au dépôt ou à la gestion des déchets contrairement aux prescriptions légales ou réglementaires.

Ainsi, si le Président fixe les modalités de la collecte des déchets des ménages et des déchets assimilés, l'application du règlement de collecte incombe aux maires de chaque commune membre de la Communauté d'agglomération au titre de leurs pouvoirs de police générale, tels que définis à l'article L. 2212-2 du CGCT, pour garantir notamment la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques, et au titre de leur pouvoir de police spéciale de l'article L. 541-3 du code de l'environnement.

Compte tenu de ce qui précède, un étroit partenariat est nécessaire entre le Président de la Communauté d'Agglomération et chaque Maire afin de veiller à la qualité de vie des cergyponains autour de la compétence collecte, des traitements des déchets ménagers et assimilés, et à la cohérence des interventions de chacun dans l'élaboration et la mise en œuvre du règlement de la collecte.

Le Président de la Communauté d'Agglomération, dans l'hypothèse d'une modification du règlement de la collecte, tel que prévu à l'article L. 2224-16, s'engage à ne pas modifier les modalités de collecte sans recueillir au préalable l'accord des maires concernés.



# ORGANISATION DE LA COLLECTE

La collecte des déchets sur le territoire de l'agglomération de Cergy-Pontoise est réalisée selon 3 modes d'organisation en fonction des types de déchets et des lieux :

- En porte-à-porte,
- En apport volontaire,
- En déchèteries.

Les règles applicables à ces différents modes de collecte sont décrites ci-dessous. Les jours et horaires de collecte sont décrits en annexe 5.

## 4. COLLECTE EN PORTE A PORTE

### 4.1 DEFINITION

La collecte en porte à porte est un mode d'organisation de la collecte qui prévoit un point d'enlèvement situé à proximité du domicile de l'utilisateur ou du lieu de production des déchets , point où un contenant agréé est généralement affecté à un usager ou un groupe d'utilisateurs identifiés.

Elle comprend :

- la collecte en sacs
- la collecte en bioseaux et en bacs individuels
- la collecte en bacs collectifs
- la collecte en bornes (enterrées ou semi-enterrées) sur domaine privé
- la collecte en point de regroupement sur domaine privé
- la collecte des encombrants

### 4.2 TYPES DE DECHETS COLLECTES EN PORTE A PORTE

#### 4.2.1 DECHETS PRODUITS PAR LES MENAGES

Parmi les déchets produits par les ménages définis à l'article 2.1, sont collectés en porte-à-porte :

- Les ordures ménagères résiduelles (définies à l'article 2.1.1)
- Les emballages ménagers recyclables et les papiers (définis à l'article 2.1.2.1)
- Les déchets verts et épluchures (définis à l'article 2.1.3) pour l'habitat individuel
- Les déchets ménagers volumineux dits « encombrants » (définis à l'article 2.1.4)

A contrario, les autres déchets des ménages, tels que définis à l'article 2.1, sont exclus de la collecte en porte à porte (voir annexe 8 pour les dispositions spécifiques).

#### 4.2.2 DECHETS ASSIMILES AUX DECHETS MENAGERS

Les déchets dits assimilés aux déchets ménagers tels que définis à l'article 2.2 du présent règlement et correspondant aux flux de déchets cités à l'article 4.2.1 sont également collectés en porte-à-porte.

## 4.3 MODALITES DE COLLECTE DES DECHETS EN PORTE A PORTE EN SACS

### 4.3.1 CONDITIONS GENERALES

Dans les secteurs encore non équipés ni de bacs, ni de bornes, les collectes des ordures ménagères résiduelles et des emballages ménagers recyclables et papiers des habitats individuels s'effectuent en sacs.

Et sur l'ensemble du territoire, les usagers d'habitats individuels peuvent disposer de sacs papiers pour les déchets verts et les épluchures en mélange (ou de bioseaux sur demande, uniquement pour les épluchures, voir article 4.4).

### 4.3.2 REGLES ET MODALITES DE FOURNITURE DE SACS

La Communauté d'Agglomération met à disposition de l'ensemble des usagers d'habitats individuels des secteurs non équipés en bacs, des sacs jaunes pour les emballages ménagers recyclables et papiers.

Et sur l'ensemble du territoire, des sacs papiers sont fournis aux usagers d'habitats individuels pour les déchets verts et les épluchures (pour les rez-de-jardin, voir annexe 8 pour les dispositions spécifiques). Une présentation en fagot est aussi possible. En revanche, les branchages dont le diamètre sera supérieur à 8cm et la longueur est supérieure à 150 cm ne seront pas collectés en porte à porte et devront être déposés en déchèterie.

Les sacs noirs pour les ordures ménagères résiduelles sont à la charge des usagers, hormis dans les configurations d'habitat spécifique, notamment lorsque la conteneurisation ne pourra être déployée (voir annexe 8 pour les dispositions spécifiques).

Les deux types de sacs sont fournis selon des règles de dotation annuelles (voir annexe 3 du présent règlement) et distribués lors de distributions annuelles (voir annexe 8 pour les dispositions spécifiques).

Les dates des distributions de sacs sont communiquées aux usagers concernés en amont par la Communauté d'agglomération ou la commune. Pour les usagers n'ayant pu en bénéficier ou se trouvant en pénurie de sacs entre deux distributions, des dispositifs de réassort ponctuel sont mis en place dont les modalités sont disponibles auprès de chaque mairie ou du service de gestion des déchets de l'agglomération (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergyponoise.fr](mailto:contactdechets@cergyponoise.fr)).

### 4.3.3 REGLES D'UTILISATION DES SACS

Par mesure d'hygiène et de sécurité, les sacs d'ordures ménagères résiduelles et d'emballages ménagers recyclables et papiers doivent disposer de liens permettant de les fermer hermétiquement et être suffisamment solides pour ne pas se déchirer lors de la collecte.

Ils doivent être dépourvus de tout jus et avoir un poids raisonnable afin d'être facilement manutentionnés par un agent.

Tout objet coupant ou piquant (verre brisé, couteau...) jeté dans un sac pour ordures ménagères résiduelles sera enveloppé avant d'être mis dans un sac de manière à éviter tout accident.

Les emballages recyclables et papiers (tels que définis à l'article 2.1.2.1), doivent être déposés en vrac dans les sacs mis à disposition, vidés de leur contenu et non imbriqués les uns dans les autres. Il est inutile de les laver. Ils ne doivent pas être mis au préalable dans des sacs du type sacs de supermarché.

### 4.3.4 REGLES DE PRESENTATION DES SACS A LA COLLECTE

Par principe, le point de présentation des sacs se trouve sur le domaine public devant le foyer concerné. En cas de difficultés techniques ou sécuritaires, un lieu de présentation sera proposé par la



Communauté d'agglomération en accord avec l'utilisateur et la commune; celui-ci pourra être commun à plusieurs usagers. Dans ce cas, il s'agira d'un point de présentation commun.

Les sacs doivent être sortis :

- Pour les collectes effectuées le matin, avant 6h le jour de collecte, ou au plus tôt, la veille après 20h
- Pour les collectes effectuées en journée de 9h à 16h, avant 9h le jour de collecte. Ils ne doivent pas être sortis la veille.
- Pour les collectes effectuées l'après-midi, avant 14h le jour de collecte. Ils ne doivent pas être sortis la veille.

## 4.4 MODALITES DE COLLECTE DES DECHETS EN PORTE A PORTE EN BIOSEAUX ET BACS INDIVIDUELS

### 4.4.1 CONDITIONS GENERALES

Dans les secteurs équipés de bacs individuels, la collecte est effectuée en bacs gris pour les ordures ménagères résiduelles et en bacs à couvercle jaune pour les emballages ménagers recyclables et papiers (hors spécificités communales décrites à l'annexe 8).

Sur l'ensemble du territoire, la collecte des épluchures des usagers d'habitats individuels peut être effectuée par bioseau et présentée concomitamment à la collecte des déchets verts.

### 4.4.2 REGLES ET MODALITES DE FOURNITURE DE BACS ET BIOSEAUX

Les bacs et bioseaux sont fournis selon des règles de dotation tenant compte de la composition des foyers pour les ménages (voir annexe 4 du présent règlement) et des besoins pour les producteurs non ménagers.

Ils sont fournis sur demande auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergyponoise.fr](mailto:contactdechets@cergyponoise.fr)), livrés à domicile et mis gratuitement à disposition des usagers qui en ont la garde juridique. Toutefois :

- les bioseaux et les bacs demeurent la propriété de la CACP,
- les bioseaux et les bacs sont rattachés au logement ou au bâtiment et restent en place en cas de changement de propriétaire ou de locataire.

En cas de modification du mode de collecte (mise en place de bornes d'apport volontaire, etc.), les usagers doivent restituer leurs bacs à la CACP.

Il est formellement interdit d'utiliser les bacs fournis par la CACP sur d'autres territoires ou à d'autres fins que le stockage et la collecte des déchets.

### 4.4.3 REGLES D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN DES BACS ET BIOSEAUX

#### 4.4.3.1 Utilisation

Par mesure d'hygiène, les ordures ménagères résiduelles (telles que définies à l'article 2.1.1) doivent être mises dans des sacs fermés puis déposées dans les bacs de collecte mis à disposition.

Il est interdit de déposer dans les bacs des déchets liquides, des cendres chaudes, tout déchet ayant un pouvoir corrosif ou susceptible d'exploser ou d'enflammer son contenu ; il en est de même des déchets exclus du service de collecte (tels que définis à l'article 2.3).

Tout objet coupant ou piquant (verre brisé, couteau...) jeté dans un sac pour ordures ménagères résiduelles sera enveloppé avant d'être mis dans un sac de manière à éviter tout accident.

Les emballages ménagers recyclables et papiers sont disposés directement dans les bacs à couvercles jaunes dédiés, vidés de leur contenu et non imbriqués les uns dans les autres. Il est inutile de les laver. Ils ne doivent pas être mis au préalable dans des sacs du type sacs de supermarché. Les cartons devront être pliés et/ou coupés, et les bouteilles vidées et bouchées pour éviter tout écoulement. Le contenu des bacs ne doit pas être tassé par pression, damage ou mouillage.

Les épluchures sont déposées directement en vrac dans le bioseau. Elles ne doivent pas être mises dans un sac plastique au préalable. Eventuellement, une feuille de papier journal peut être mise au fond du bioseau pour le protéger.

#### *4.4.3.2 Lavage*

La désinfection et le lavage des bioseaux et des bacs devront être effectués par l'utilisateur de façon à ce que les bacs soient maintenus en permanence en état de propreté extérieure et intérieure (voir annexe 8 pour les dispositions spécifiques). Ce nettoyage ne doit pas être effectué sur la voie publique. Toutes les précautions devront être prises pour que les eaux usées issues de ce nettoyage ne soient pas évacuées dans le réseau d'eau pluviale.

En cas de défaut d'entretien du bac, le service de collecte pourra en refuser le ramassage.

#### *4.4.3.3 Maintenance*

L'utilisateur doit veiller à ce que les autocollants d'identification du conteneur restent en bon état. Les autocollants d'identification du bac peuvent être remplacés gratuitement par la CACP.

La maintenance des bacs est assurée par la CACP. Par maintenance sont entendus :

- La fourniture et le remplacement par du matériel neuf des bacs dont l'état n'en permettrait plus une utilisation normale par l'utilisateur ou par le collecteur,
- La fourniture et le remplacement par du matériel en bon état (neuf ou non) des parties de bacs détériorées,
- Le maintien en bon état mécanique (roulettes, couvercle ...) de l'ensemble des bacs.

Le remplacement des bacs volés ou vandalisés sera effectué par la CACP contre le récépissé de déclaration auprès des services de police concernés ou d'une déclaration sur l'honneur.

L'ensemble de ces actions peut être effectué sur simple demande de l'utilisateur auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cerypontoise.fr](mailto:contactdechets@cerypontoise.fr)).

#### **4.4.4 REGLES DE PRESENTATION DES BACS A LA COLLECTE**

Par principe, le point de présentation des bacs se trouve sur le domaine public devant le foyer concerné. En cas de difficultés techniques ou sécuritaires, un lieu et/ou des modalités spécifiques de présentation pourront être proposés par échange entre la Communauté d'agglomération, l'(les) usager(s) et la commune ; celui-ci pourra être commun à plusieurs usagers. Dans ce cas, il s'agira d'un point de présentation commun.

Les bacs doivent être sortis préalablement à l'heure de début de collecte puis enlevés du domaine public le plus rapidement possible après le passage du véhicule de collecte :

- Pour les collectes effectuées le matin, les bacs doivent être sortis avant 6h le jour de collecte, ou, au plus tôt, la veille après 20h, et rentrés au plus tard le jour de collecte avant 20h.
- Pour les collectes effectuées en journée de 9h à 16h, les bacs doivent être sortis avant 9h le jour de collecte, et rentrés au plus tard le jour de collecte avant 20h. Ils ne doivent pas être sortis la veille.



- Pour les collectes effectuées l'après-midi, les bacs doivent être sortis avant 14h le jour de collecte, et rentrés le jour de collecte après celle-ci, ou au plus tard le lendemain matin avant 8h. Ils ne doivent pas être sortis la veille.

Les bacs ne doivent en aucun cas rester en permanence sur le domaine public.

Les usagers qui assurent la garde juridique du bac sont chargés de la sortie et de la rentrée des bacs avant et après la collecte.

Le couvercle des bacs devra obligatoirement être fermé afin de permettre la bonne exécution des opérations de levage et vidage. L'utilisateur ne doit pas tasser le contenu des bacs de manière excessive et ne pas laisser déborder les déchets.

Les bacs doivent être présentés en bordure de voie sur le circuit de collecte et accessibles depuis cette voie sans entraver la libre circulation.

La manutention d'un bac doit pouvoir se faire aisément (pas de marche, ni de pente raide). Les bacs doivent être présentés en position verticale, poignées dirigées vers la rue. Les bacs à quatre roues devront être présentés les deux freins appliqués pour assurer leur immobilisation.

En cas d'interruption du service prolongée répondant à une situation exceptionnelle s'imposant à la CACP et communiquée par voie de presse, des sacs en plastique pourront être utilisés, en plus des bacs, par les usagers pour accroître leur capacité de stockage. Les sacs et poches fermés hermétiquement et provenant des commerces peuvent également être utilisés.

## 4.5 MODALITES DE COLLECTE DES DECHETS EN PORTE A PORTE EN BACS COLLECTIFS

### 4.5.1 CONDITIONS GENERALES

Dans la majorité des habitats collectifs, la collecte est effectuée en bacs collectifs gris pour les ordures ménagères résiduelles et en bacs collectifs à couvercle jaunes pour les emballages ménagers recyclables et papiers (voir annexe 8 pour les dispositions spécifiques).

### 4.5.2 REGLES ET MODALITES DE FOURNITURE DES BACS COLLECTIFS

Les bacs sont fournis selon des règles de dotation tenant compte du nombre et de la composition des foyers pour les ménages (voir annexe 4 du présent règlement) et des besoins pour les producteurs non ménagers

Ils sont fournis sur demande auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergyponoise.fr](mailto:contactdechets@cergyponoise.fr)), livrés à domicile et mis gratuitement à disposition des gestionnaires des immeubles qui en ont la garde juridique. Toutefois :

- les bacs demeurent la propriété de la CACP,
- les bacs sont rattachés au bâtiment et restent en place en cas de changement de propriétaire ou de gestionnaire.

En cas de modification du mode de collecte (mise en place de bornes d'apport volontaire, etc.), les gestionnaires doivent restituer leurs bacs à la CACP.

Il est formellement interdit d'utiliser les bacs fournis par la CACP sur d'autres territoires ou à d'autres fins que le stockage et la collecte des déchets.



### **4.5.3 REGLES D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN DES BACS COLLECTIFS**

#### *4.5.3.1 Local de stockage des déchets*

Conformément à l'article 76 du Règlement Sanitaire Départemental (annexe 2), les bacs des immeubles collectifs doivent être placés à l'intérieur de locaux spéciaux respectant les préconisations suivantes (voir annexe 1) :

- les locaux doivent être clos et ventilés
- le sol et les parois de ces locaux doivent être constitués par des matériaux imperméables et imputrescibles ou revêtus de tels matériaux ou enduits ;
- toutes dispositions doivent être prises pour empêcher l'intrusion de rongeurs, insectes ou tous autres animaux ;
- les portes de ces locaux doivent fermer hermétiquement ;
- un poste de lavage et un système d'évacuation des eaux doivent être établis dans chacun de ces locaux pour faciliter l'entretien dans des conditions telles que ni odeur, ni émanation gênante, ne puissent pénétrer à l'intérieur des habitations.

Ces locaux ne doivent pas avoir de communications directes avec des locaux affectés à l'habitation, au travail ou au remisage de voitures d'enfants, à la restauration et à la vente de produits alimentaires.

Ceux-ci doivent avoir une taille suffisante pour accueillir la totalité des bacs et disposer d'une signalétique claire indiquant aux usagers comment trier leurs déchets (voir annexe 1).

Si dans certains bâtiments anciens, la disposition des lieux ne permet pas la création de tels locaux, les mesures suivantes doivent être adoptées selon les volumes disponibles :

- soit l'établissement de locaux pour le seul remisage des récipients vides en dehors des heures de mise à disposition des usagers et présentant les mêmes caractéristiques que les locaux décrits ci-dessus.
- soit le remisage des récipients vides correctement nettoyés aux emplacements où ils gênent le moins les occupants de l'immeuble.

En l'absence de local, ou en cas de local non adapté, des dispositifs alternatifs pourront être proposés, tels que des bornes (paragraphe 4.6) ou des points de regroupements, sous forme, par exemple, de logette extérieure ou d'abris-bacs (paragraphe 4.7).

Les locaux doivent également prévoir le stockage des encombrants (voir paragraphe 4.8)

#### *4.5.3.2 Utilisation*

Des bacs doivent être mis chaque jour à la disposition des habitants même si la collecte n'est pas quotidienne.

Les habitants déposent les déchets eux-mêmes dans les bacs en suivant les consignes de tri qui doivent être affichées dans le local par le gestionnaire. Des outils de communication spécifiques sont disponibles sur simple demande auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cerypontoise.fr](mailto:contactdechets@cerypontoise.fr)).

Les règles d'utilisation des bacs sont équivalentes à celles des bacs individuels, à savoir :

Par mesure d'hygiène, les ordures ménagères résiduelles (telles que définies à l'article 2.1.1) doivent être mises dans des sacs fermés puis déposées dans les bacs de collecte mis à disposition.

Il est interdit de déposer dans les bacs des déchets liquides, des cendres chaudes, tout déchet ayant un pouvoir corrosif ou susceptible d'exploser ou d'enflammer son contenu ; il en est de même des déchets exclus du service de collecte (tels que définis à l'article 2.3).

Tout objet coupant ou piquant (verre brisé, couteau...) jeté dans un sac pour ordures ménagères résiduelles sera enveloppé avant d'être mis dans un sac de manière à éviter tout accident.



Les emballages ménagers recyclables et papiers sont disposés directement dans les bacs à couvercles jaunes dédiés, vidés de leur contenu et non imbriqués les uns dans les autres. Il est inutile de les laver. Ils ne doivent pas être mis au préalable dans des sacs du type sacs de supermarché. Les cartons devront être vidés, pliés et/ou coupés, et les bouteilles vidées et bouchées pour éviter tout écoulement. Le contenu des bacs ne doit pas être tassé par pression, damage ou mouillage.

#### *4.5.3.3 Lavage*

La désinfection et le lavage des bacs devront être effectués par le gestionnaire de l'immeuble et/ou les professionnels dans le cas de locaux partagés ou réservés aux professionnels. Conformément au Règlement Sanitaire Départemental (annexe 2), les bacs, leurs emplacements ainsi que les locaux où ils sont remisés doivent être maintenus en constant état de propreté ; en particulier, un nettoyage et lavage quotidien des sols et parois doivent être assurés, ils devront être désinfectés et désinsectisés aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois par an.

Le nettoyage des bacs est effectué après chaque vidage ; ce nettoyage ne doit pas être effectué sur la voie publique. Toutes les précautions devront être prises pour que les eaux usées issues de ce nettoyage ne soient pas évacuées dans le réseau d'eau pluviale.

En cas de défaut d'entretien du bac, le service de collecte pourra en refuser le ramassage.

En complément des lavages réguliers effectués par le gestionnaire de l'immeuble, des campagnes de lavages des bacs seront proposées par la CACP pour les habitats collectifs (voir annexe 8 pour les dispositions spécifiques), à raison de un par an pour les bacs OMR et les bacs d'emballages recyclables. En cas de nécessité et sur demande, un lavage supplémentaire par an pour les bacs OMR pourra être proposé.

#### *4.5.3.4 Maintenance*

La maintenance des bacs est assurée par la CACP. Par maintenance sont entendus :

- La fourniture et le remplacement par du matériel neuf des bacs dont l'état n'en permettrait plus une utilisation normale par l'utilisateur ou par le collecteur,
- La fourniture et le remplacement par du matériel en bon état (neuf ou non) des parties de bacs détériorées,
- Le maintien en bon état mécanique (roulettes, couvercle ...) de l'ensemble des bacs.

Le remplacement des bacs volés ou vandalisés sera effectué par la CACP contre le récépissé de déclaration auprès des services de police concernés ou d'une déclaration sur l'honneur.

L'ensemble de ces actions peut être effectué sur simple demande du gestionnaire de l'immeuble auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergyponoise.fr](mailto:contactdechets@cergyponoise.fr)).

### **4.5.4 REGLES DE PRESENTATION DES BACS A LA COLLECTE**

Par principe, le point de présentation des bacs se trouve sur le domaine public devant l'immeuble et/ou l'activité professionnelle concerné(es). Il est interdit de déposer les déchets devant les activités professionnelles/commerces voisins, pavillons ou immeubles voisins. En cas de difficultés techniques ou sécuritaires, un lieu et/ou des modalités spécifiques de présentation pourront être proposés par échange entre la Communauté d'agglomération, l'utilisateur ou le(s) gestionnaire(s) d'immeuble et la commune ; celui-ci pourra être commun à plusieurs usagers. Dans ce cas, il s'agira d'un point de présentation commun.

Les bacs doivent être sortis préalablement à l'heure de début de collecte puis enlevés du domaine public le plus rapidement possible après le passage du véhicule de collecte :

- Pour les collectes effectuées le matin, les bacs doivent être sortis avant 6h le jour de collecte, ou, au plus tôt, la veille après 20h, et rentrés au plus tard le jour de collecte avant 20h.



- Pour les collectes effectuées en journée de 9h à 16h, les bacs doivent être sortis avant 9h le jour de collecte, et rentrés au plus tard le jour de collecte avant 20h. Ils ne doivent pas être sortis la veille.
- Pour les collectes effectuées l'après-midi, les bacs doivent être sortis avant 14h le jour de collecte, et rentrés le jour de collecte après celle-ci, ou au plus tard le lendemain matin avant 8h. Ils ne doivent pas être sortis la veille.

Les bacs ne doivent en aucun cas rester en permanence sur le domaine public.

Les gestionnaires sont chargés de la sortie et de la rentrée des bacs avant et après la collecte (voir annexe 8 pour les dispositions spécifiques).

Le couvercle des bacs devra obligatoirement être fermé afin de permettre la bonne exécution des opérations de levage et vidage. L'utilisateur ne doit pas tasser le contenu des bacs de manière excessive et ne pas laisser déborder les déchets.

Les bacs doivent être présentés en bordure de voie sur le circuit de collecte et accessibles depuis cette voie sans entraver la libre circulation.

La manutention d'un bac doit pouvoir se faire aisément (pas de marche, ni de pente raide). Ils doivent être en position verticale, poignées dirigées vers la rue. Les bacs à quatre roues devront être présentés les deux freins appliqués pour assurer leur immobilisation.

En cas d'interruption prolongée du service répondant à une situation exceptionnelle s'imposant à la CACP et communiquée par voie de presse, des sacs en plastique pourront être utilisés, en plus des bacs, par les usagers pour accroître leur capacité de stockage. Les sacs et poches fermés hermétiquement et provenant des commerces peuvent également être utilisés.

## 4.6 MODALITES DE COLLECTE DES DECHETS EN PORTE-A-PORTE EN BORNES ENTERREES OU SEMI-ENTERREES SUR DOMAINE PRIVE

### 4.6.1 DEFINITION

Lorsque la présentation des bacs sur le domaine public devant l'immeuble concerné présente des difficultés techniques ou sécuritaires, un lieu et/ou des modalités spécifiques de présentation pourront être proposés par échange entre la Communauté d'agglomération, l'utilisateur ou le(s) gestionnaire(s) d'immeuble et la commune.

Dans certains cas, des bornes enterrées ou semi-enterrées situées sur domaine privé pourront être mises en œuvre, affectées à un ou plusieurs gestionnaires en particulier ; elles sont alors considérées comme un système de collecte en porte-à-porte.

Ce mode de collecte est conditionné par l'autorisation d'intervention en domaine privé mentionné à l'article 7.3.

### 4.6.2 REGLES ET MODALITES DE FOURNITURE DES BORNES

Au même titre que les bacs (voir paragraphe 4.5.2), les cuves amovibles des bornes sont fournies par la CACP selon des règles de dotation tenant compte du nombre de foyers pour les ménagers (voir annexe 1 du présent règlement) et des besoins pour les producteurs non ménagers. Au même titre que les bacs :

- Les bornes demeurent la propriété de la CACP
- Les bornes sont rattachées au bâtiment

Au même titre que le gestionnaire fournit le local de stockage des déchets, ici celui-ci a la charge du génie civil. Il fournit donc la cuve béton.

Ces modalités ne s'appliquent pas dans le cadre d'aménagements nouveaux (voir l'article 12.1 du règlement).

#### **4.6.3 FREQUENCES DE COLLECTE**

La fréquence de collecte des bornes relève de la responsabilité de la CACP et est appréciée selon les flux et les taux de remplissage. La CACP implante sur les bornes d'apport volontaire des sondes permettant de suivre le taux de remplissage et d'adapter au mieux les fréquences de collecte.

#### **4.6.4 REGLES DE PRESENTATION DES DECHETS A LA COLLECTE**

Les déchets doivent être déposés dans les bornes qui leur sont destinées dans le respect des consignes de tri indiquées sur lesdites bornes.

Les déchets doivent être exempts d'éléments indésirables, à savoir, ceux ne correspondant pas aux définitions des déchets données à l'article 2.1 du présent règlement.

Par mesure d'hygiène, les ordures ménagères résiduelles (telles que définies à l'article 2.1.1) doivent être mises dans des sacs fermés puis déposées dans les conteneurs enterrés ou semi enterrés.

Les déchets recyclables (tels que définis à l'article 2.1.2.1, hors gros cartons), doivent être déposés en vrac dans les conteneurs enterrés ou semi enterrés, vidés de leur contenu et non imbriqués les uns dans les autres. Il est inutile de les laver. Ils ne doivent pas être mis au préalable dans des sacs du type sacs de supermarché.

Tout dépôt de déchets, d'encombrants ou autres à proximité et sur les plateformes des points d'apport volontaire est strictement interdit.

#### **4.6.5 UTILISATION**

Au même titre que les gestionnaires d'immeuble entretiennent leurs locaux de stockage des déchets, ici, ils sont responsables de la propreté aux abords des bornes. Ils doivent être vigilants et s'assurer du bon usage des équipements, du respect des consignes de tri et d'utilisation des bornes.

En fonction des cas, différentes conventions peuvent être établies entre les différentes parties prenantes.

#### **4.6.6 LAVAGE**

La CACP réalise des campagnes de lavage des bornes.

#### **4.6.7 MAINTENANCE**

La CACP est responsable de la maintenance des bornes (voir annexe 1).

## **4.7 MODALITES DE COLLECTE DES DECHETS EN POINTS DE REGROUPEMENT SUR DOMAINE PRIVE**

#### **4.7.1 DEFINITION**

Lorsque la présentation des bacs sur le domaine public devant l'immeuble concerné présente des difficultés techniques et/ou sécuritaires, un lieu et/ou des modalités spécifiques de présentation pourront être proposés par échange entre la Communauté d'agglomération, l'utilisateur ou le(s) gestionnaire(s) d'immeuble et la commune.

Dans certains cas, des points de regroupement situés sur domaine privé pourront être mis en œuvre, affectés à un ou plusieurs gestionnaires en particulier ; ils seront implantés de préférence au droit du domaine public ou d'un accès possible par les véhicules de collecte et sont considérés comme un système de collecte en porte-à-porte.

Les points de regroupement sur domaine privé sont aménagés pour recevoir, de façon permanente, des bacs correspondants aux besoins des usagers désignés. Elles peuvent faire l'objet d'aménagements spécifiques (logettes, abris bacs, etc.)



#### **4.7.2 REGLES ET MODALITES DE MISE EN PLACE, D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN DES POINTS DE REGROUPEMENT**

##### *4.7.2.1 Mise en place et aménagement*

Les aménagements spécifiques sont à la charge des copropriétaires ou des gestionnaires.

Les points de regroupement doivent avoir une taille suffisante pour accueillir la totalité des bacs et/ou des encombrants.

Des bacs doivent être mis chaque jour à la disposition des habitants même si la collecte n'est pas quotidienne.

Le point peut être mutualisé avec un point de regroupement d'encombrants (voir paragraphe 4.8.4). Dans ce cas, le point doit être dimensionné pour accueillir les deux types de flux. Une attention particulière devra être portée au dépôt des encombrants qui ne peuvent être laissés à ciel ouvert.

L'accès aux conteneurs ne doit pas être obstrué, notamment par des dépôts d'encombrants, faute de quoi ils ne seront pas collectés.

Les points de regroupement doivent disposer d'une signalétique claire indiquant aux usagers comment trier leurs déchets.

##### *4.7.2.2 Entretien*

Le nettoyage et la maintenance des points de regroupement sont réalisés par le(s) gestionnaire(s) ou les copropriétaires. Ils assurent une vigilance et une information auprès du service de gestion des déchets en cas de dysfonctionnement. Ils s'assurent que les bacs sont bien remisés, propres et accessibles.

Le point de regroupement sera maintenu en constant état de propreté; en particulier, un nettoyage et un lavage fréquents et réguliers des aménagements (abri-bacs, logettes, etc.) doivent être assurés. Ils devront être désinfectés et désinsectisés aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois par an.

#### **4.7.3 REGLES ET MODALITES DE FOURNITURE DES BACS**

Les bacs sont fournis selon des règles de dotation tenant compte du nombre et de la composition des foyers pour les ménages (voir annexe 4 du présent règlement) et des besoins pour les producteurs non ménagers et placés dans les points de regroupement par la CACP.

Ils sont fournis sur demande auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergyponoise.fr](mailto:contactdechets@cergyponoise.fr)), placés dans les points de regroupement et mis gratuitement à disposition des gestionnaires et/ou copropriétaires qui en ont la garde juridique. Toutefois :

- les bacs demeurent la propriété de la CACP,
- les bacs sont rattachés au point de regroupement et restent en place en continu.

Il est formellement interdit d'utiliser les bacs fournis par la CACP sur d'autres territoires ou à d'autres fins que le stockage et la collecte des déchets.

#### **4.7.4 REGLES D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN DES BACS COMMUNS**

##### *4.7.4.1 Utilisation*

Mêmes dispositions qu'au paragraphe 4.5.3.2.

##### *4.7.4.2 Lavage*

La désinfection et le lavage des bacs sont effectués par le(s) gestionnaire(s) ou les copropriétaires.

Le nettoyage des bacs est effectué fréquemment et régulièrement ; ce nettoyage ne doit pas être effectué sur la voie publique. Toutes les précautions devront être prises pour que les eaux usées issues de ce nettoyage ne soient pas évacuées dans le réseau d'eau pluviale.

En cas de défaut d'entretien du bac, le service de collecte pourra en refuser le ramassage.

Des campagnes de lavages des bacs peuvent être proposées par la CACP.

#### **4.7.4.3 Maintenance**

La maintenance des bacs est assurée par la CACP. Par maintenance sont entendus :

- La fourniture et le remplacement par du matériel neuf des bacs dont l'état n'en permettrait plus une utilisation normale par l'utilisateur ou par le collecteur,
- La fourniture et le remplacement par du matériel en bon état (neuf ou non) des parties de bacs détériorées,
- Le maintien en bon état mécanique (roulettes, couvercle ...) de l'ensemble des bacs.

Le remplacement des bacs volés ou vandalisés sera effectué par la CACP contre le récépissé de déclaration auprès des services de police concernés ou d'une déclaration sur l'honneur par le(s) gestionnaire(s) et/ou les copropriétaires.

L'ensemble de ces actions peut être effectué sur simple demande du(es) gestionnaire(s) et/ou des copropriétaires auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergyponoise.fr](mailto:contactdechets@cergyponoise.fr)).

#### **4.7.5 REGLES DE PRESENTATION DES BACS A LA COLLECTE**

Si les points de regroupement situés sur domaine privé ne sont pas implantés au droit du domaine public ou d'un accès possible par les véhicules de collecte, les gestionnaires et/ou copropriétaires sont chargés de la sortie et de la rentrée des bacs sur la voie publique aux heures et jours de collecte suivant les conditions définies aux paragraphes 6.4.4 pour les points de regroupement contenant des bacs issus de pavillons ou 6.5.4 pour les points de regroupement contenant des bacs issus de collectifs (voir annexe 8 pour les dispositions spécifiques). Dans le cas d'aires mixtes (bacs issus de pavillons et de collectifs), les jours et horaires de collecte ainsi que les règles de présentation des bacs seront ceux des collectifs.

Les bacs ne doivent en aucun cas rester en permanence sur le domaine public.

Le couvercle des bacs devra obligatoirement être fermé afin de permettre la bonne exécution des opérations de levage et vidage. L'utilisateur ne doit pas tasser le contenu des bacs de manière excessive et ne pas laisser déborder les déchets.

Les bacs doivent être présentés en bordure de voie sur le circuit de collecte et accessibles depuis cette voie sans entraver la libre circulation.

La manutention d'un bac doit pouvoir se faire aisément (pas de marche, ni de pente raide). Ils doivent être en position verticale, poignées dirigées vers la rue. Les bacs à quatre roues devront être présentés les deux freins appliqués pour assurer leur immobilisation.

En cas d'interruption prolongée du service répondant à une situation exceptionnelle s'imposant à la CACP et communiquée par voie de presse, des sacs en plastique pourront être utilisés, en plus des bacs, par les usagers pour accroître leur capacité de stockage. Les sacs et poches fermés hermétiquement et provenant des commerces peuvent également être utilisés.



## 4.8 MODALITES DE COLLECTE EN PORTE-A-PORTE DES ENCOMBRANTS

### 4.8.1 CONDITIONS GENERALES

Les déchets ménagers volumineux des ménages dits « encombrants » définis à l'article 2.1.4 doivent être prioritairement apportés dans une déchèterie (selon les modalités définies à l'article 4). Ils peuvent également être pris en charge dans le cadre d'un service de collecte spécifique en porte-à-porte.

### 4.8.2 CALENDRIER ET MODALITES DE PRISE DE RENDEZ-VOUS

#### 4.8.2.1 Dispositions générales

La collecte des encombrants est effectuée en porte-à-porte :

- à dates régulières pour les habitats collectifs
- sur rendez-vous après appel téléphonique ou demande en ligne auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergyponoise.fr](mailto:contactdechets@cergyponoise.fr)). pour les habitats individuels des communes concernées dont la liste est fixée à l'annexe 5 »
- à dates régulières pour les habitats individuels des autres communes (cf. annexe 5))

Les habitants sont informés des dates régulières par la CACP et peuvent se renseigner sur le site Internet [www.cergyponoise.fr](http://www.cergyponoise.fr) ou auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergyponoise.fr](mailto:contactdechets@cergyponoise.fr)).

En dehors de ces dispositions, tout dépôt de déchets encombrants est strictement interdit et assimilé à un abandon sur la voie publique.

#### 4.8.2.2 Dispositions spécifiques aux habitats collectifs

Conformément au Règlement Sanitaire Départemental, dans les immeubles collectifs, si la disposition des lieux le permet, un local de stockage des déchets encombrants en vue de leur enlèvement doit être aménagé. La CACP en préconise un à partir de 10 logements (cf. annexe 1).

### 4.8.3 REGLES ET MODALITES DE FONCTIONNEMENT EN STOCKAGE PAR LOCAL

La CACP préconise les caractéristiques suivantes pour les locaux encombrants (voir annexe 1) :

- être clos et ventilés ;
- des dispositions sont prises pour empêcher l'intrusion de rongeurs, insectes ou tous autres animaux ;
- être équipés de portes qui ferment hermétiquement ;
- dont le sol et les parois sont constitués par des matériaux imperméables et imputrescibles ou revêtus de tels matériaux ou enduits ;
- être équipés d'un point d'eau, d'un poste de lavage et d'un système d'évacuation des eaux pour faciliter l'entretien dans des conditions telles que ni odeur, ni émanation gênante, ne puissent pénétrer à l'intérieur des habitations.

Il est préconisé que ces locaux n'aient pas de communications directes avec des locaux affectés à l'habitation, au travail ou au remisage de voitures d'enfants, à la restauration et à la vente de produits alimentaires.

Ceux-ci doivent avoir une taille suffisante pour accueillir la totalité des encombrants et disposer d'une signalétique claire indiquant aux usagers comment trier leurs déchets.



Il peut être mutualisé avec le local de stockage des déchets. Dans ce cas, les dimensions de celui-ci doivent être adaptées pour accueillir à la fois les contenants de collecte et les encombrants. Dans ce cas, l'accès aux conteneurs ne doit pas être obstrué, notamment par le dépôt d'encombrants, faute de quoi, ils ne pourront être collectés.

En l'absence de local, ou en cas de local non adapté, des dispositifs alternatifs pourront être proposés, tels que des points de regroupements, sous forme, par exemple, de logette extérieure ou d'abris-bacs (paragraphe 4.7).

Ces locaux doivent être maintenus en constant état de propreté ; en particulier, un nettoyage et lavage fréquents et réguliers des sols et parois doivent être assurés, ils devront être désinfectés et désinsectisés aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois par an.

#### **4.8.4 REGLES ET MODALITES DE FONCTIONNEMENT EN STOCKAGE PAR POINTS DE REGROUPEMENT**

Les points de regroupement doivent avoir une taille suffisante pour accueillir la totalité des encombrants.

Le point peut être mutualisé avec un point de regroupement de bacs. Dans ce cas, le point doit être dimensionné pour accueillir les deux types de flux.

Dans ce cas, l'accès aux conteneurs ne doit pas être obstrué, notamment par le dépôt d'encombrants, faute de quoi, ils ne pourront être collectés.

Une attention particulière devra être portée au dépôt des encombrants qui ne peuvent être laissés à ciel ouvert.

Les points de regroupement doivent disposer d'une signalétique claire concernant la gestion des déchets et en particulier des encombrants.

Le nettoyage et la maintenance des points de regroupement sont réalisés par le(s) gestionnaire(s) ou les copropriétaires. Ils assurent une vigilance et une information auprès du service de gestion des déchets en cas de dysfonctionnement.

#### **4.8.5 VOLUMES ACCEPTES ET REGLES DE PRESENTATION**

Les objets destinés à cette collecte tels que définis à l'article 2.1.4 doivent être conditionnés correctement de manière à permettre une manipulation et un chargement aisés et sans danger pour le personnel chargé de la collecte. Les propriétaires de ces objets doivent prendre toutes les dispositions pour ne pas entraver la circulation des piétons et des véhicules, et pour prévenir tout incident qui pourrait être provoqué par la forme, la nature et le contenu de l'objet.

Les encombrants doivent être présentés à la collecte avant 6h le jour de collecte fixé, ou, au plus tôt, la veille au soir du jour de collecte, à partir de 20h.

Par principe, le point de présentation des encombrants se trouve sur le domaine public devant le foyer ou l'immeuble concerné. En habitat collectif, les gestionnaires des immeubles sont en charge de la sortie des encombrants, notamment ceux stockés dans le local encombrants.

Pour les collectes réalisées sur rendez-vous, un numéro est assigné à chaque demande d'enlèvement et doit être affiché (feuille de papier scotchée) sur les encombrants correspondants.

## 5. COLLECTE EN APPORT VOLONTAIRE

### 5.1 DEFINITION

La collecte en apport volontaire est un mode d'organisation de la collecte via un dispositif implanté sur le domaine public et mis librement à la disposition des usagers, notamment ceux ne pouvant disposer de bacs individuels ou collectifs de collecte ou pour lesquels la collecte en porte à porte s'avère inappropriée.

Sur le territoire de la CACP, ces dispositifs peuvent être :

- les points de regroupement sur domaine public,
- les points d'apport volontaire de verre, implantées sur l'ensemble du territoire par la CACP.
- les bornes enterrées ou semi-enterrées sur domaine public
- Les bornes d'apport volontaire de textiles, linge et chaussures mises en place par des acteurs de la filière TLC (textile, linge de maison et chaussures) sur le domaine public en accord avec les communes et la CACP.

Les lieux d'implantation des bornes sont accessibles sur le site Internet de la CACP [www.cergypontoise.fr](http://www.cergypontoise.fr).

### 5.2 TYPES DE DECHETS COLLECTES EN APPORT VOLONTAIRE

Les déchets collectés en apport volontaire, en des points identifiés, sont exclusivement les suivants :

- Le verre (définis à l'article 2.1.2.2) (voir annexe 8 pour les dispositions spécifiques).
- Les ordures ménagères résiduelles (définies à l'article 2.1.1)
- Les emballages recyclables et papiers (définis à l'article 2.1.2.1).
- Les textiles (définis à l'article 2.1.7).

### 5.3 MODALITES DE COLLECTE EN POINTS DE REGROUPEMENT

#### 5.3.1 CONDITIONS GENERALES

Lorsque la présentation des bacs sur le domaine public devant l'immeuble concerné présente des difficultés techniques ou sécuritaires, un lieu et/ou des modalités spécifiques de présentation pourront être proposés par échange entre la Communauté d'agglomération, l'utilisateur ou le(s) gestionnaire(s) d'immeuble et la commune.

Dans certains cas, des points de regroupement situés sur domaine public pourront être mis en œuvre, affectés principalement à un ou plusieurs gestionnaires en particulier ; ils sont considérés comme un système de collecte en apport volontaire.

Les points de regroupement sur domaine public sont aménagés pour recevoir, de façon permanente, des bacs correspondants aux besoins des usagers désignés. Elles peuvent faire l'objet d'aménagements spécifiques (logettes, abris bacs, etc.).

#### 5.3.2 REGLES ET MODALITES DE MISE EN PLACE, D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN DES POINTS DE REGROUPEMENT

##### 5.3.2.1 Mise en place

Les points de regroupement sont mises en place à l'initiative de la CACP.

Les aménagements spécifiques sont à la charge de la CACP.

Les points de regroupement doivent avoir une taille suffisante pour accueillir la totalité des bacs et/ou des encombrants.

Des bacs doivent être mis chaque jour à la disposition des habitants même si la collecte n'est pas quotidienne.

Le point peut être mutualisé avec un point de regroupement d'encombrants (voir paragraphe 4.8.4). Dans ce cas, le point doit être dimensionné pour accueillir les deux types de flux.

Une attention particulière devra être portée au dépôt des encombrants qui ne peuvent être laissés à ciel ouvert.

Les points de regroupement doivent disposer d'une signalétique claire indiquant aux usagers comment trier leurs déchets.

L'accès aux conteneurs ne doit pas être obstrué, notamment par des dépôts d'encombrants, faute de quoi ils ne seront pas collectés.

#### *5.3.2.2 Utilisation*

Une convention de bonne utilisation du point de regroupement peut être signée entre la CACP et chaque usager utilisant le point de regroupement.

#### *5.3.2.3 Entretien*

Le nettoyage, la désinfection et la maintenance des points de regroupement sont réalisés par la CACP.

### **5.3.3 REGLES ET MODALITES DE FOURNITURE DES BACS**

Mêmes dispositions qu'au paragraphe 4.7.3.

### **5.3.4 REGLES D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN DES BACS COLLECTIFS**

#### *5.3.4.1 Utilisation*

Les habitants déposent les déchets eux-mêmes dans les bacs en suivant les consignes de tri qui doivent être affichées dans le point de regroupement. Des outils de communication spécifiques sont disponibles sur simple demande auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergyponoise.fr](mailto:contactdechets@cergyponoise.fr)).

Les règles d'utilisation des bacs sont équivalentes à celles des bacs individuels, à savoir :

Par mesure d'hygiène, les ordures ménagères résiduelles (telles que définies à l'article 2.1.1) doivent être mises dans des sacs fermés puis déposées dans les bacs de collecte mis à disposition.

Il est interdit de déposer dans les bacs des déchets liquides, des cendres chaudes, tout déchet ayant un pouvoir corrosif ou susceptible d'exploser ou d'enflammer son contenu ; il en est de même des déchets exclus du service de collecte (tels que définis à l'article 2.3).

Tout objet coupant ou piquant (verre brisé, couteau...) jeté dans un sac pour ordures ménagères résiduelles sera enveloppé avant d'être mis dans un sac de manière à éviter tout accident.

Les emballages ménagers recyclables et papiers sont disposés directement dans les bacs à couvercles jaunes dédiés, vidés de leur contenu et non imbriqués les uns dans les autres. Il est inutile de les laver. Ils ne doivent pas être mis au préalable dans des sacs du type sacs de supermarché. Les cartons devront être pliés et/ou coupés, et les bouteilles vidées et bouchées pour éviter tout écoulement. Le contenu des bacs ne doit pas être tassé par pression, damage ou mouillage.

En cas d'interruption prolongée du service répondant à une situation exceptionnelle s'imposant à la CACP et communiquée par voie de presse, des sacs en plastique pourront être utilisés, en plus des bacs, par les usagers pour accroître leur capacité de stockage. Les sacs et poches provenant des commerces peuvent également être autorisés.

#### *5.3.4.2 Lavage*

La désinfection et le lavage des bacs sont effectués par la CACP.



#### 5.3.4.3 Maintenance

La maintenance des bacs est assurée par la CACP. Par maintenance sont entendus :

- La fourniture et le remplacement par du matériel neuf des bacs dont l'état n'en permettrait plus une utilisation normale par l'utilisateur ou par le collecteur,
- La fourniture et le remplacement par du matériel en bon état (neuf ou non) des parties de bacs détériorées,
- Le maintien en bon état mécanique (roulettes, couvercle ...) de l'ensemble des bacs.

Le remplacement des bacs volés ou vandalisés sera effectué par la CACP.

## 5.4 MODALITES DE COLLECTE EN BORNES AERIENNES, SEMI-ENTERREES OU ENTERREES HORS BORNES TEXTILES

### 5.4.1 DEFINITION

Les bornes aériennes, enterrées ou semi-enterrées situées sur domaine public sont des dispositifs publics, aménagées pour recevoir, de façon permanente, les déchets correspondant aux besoins des usagers, notamment ceux ne pouvant disposer de bacs individuels ou collectifs de collecte ou pour lesquels la collecte en porte à porte s'avère inappropriée.

### 5.4.2 REGLES ET MODALITES DE FOURNITURE DES BORNES

Au même titre que les bacs (voir paragraphe 4.5.2), les cuves amovibles des bornes sont fournies par la CACP selon des règles de dotation tenant compte du nombre et de la composition des foyers pour les ménagers (voir annexe 1 du présent règlement) et des besoins pour les producteurs non ménagers. Au même titre, les PAV aériens sont également fournis par la CACP. Au même titre que les bacs, les bornes et les PAV aériens demeurent la propriété de la CACP.

Au même titre que les points de regroupement sur domaine public (voir paragraphe 5.3.2.1), la CACP a en charge les aménagements spécifiques dû à ce mode de collecte, c'est-à-dire, dans ce cas présent, le génie civil. La CACP fournit donc la cuve béton pour les bornes et les éventuels aménagements de génie civil nécessaires pour la pose d'un PAV aérien.

Ces modalités ne s'appliquent pas dans le cadre d'aménagements nouveaux (voir paragraphe 12.1 du règlement)

### 5.4.3 FREQUENCES DE COLLECTE

Mêmes dispositions qu'au paragraphe 4.6.3.

### 5.4.4 REGLES DE PRESENTATION DES DECHETS A LA COLLECTE

Les déchets doivent être déposés dans les bornes qui leur sont destinées dans le respect des consignes de tri indiquées sur lesdites bornes.

Les déchets doivent être exempts d'éléments indésirables, à savoir, ceux ne correspondant pas aux définitions des déchets données à l'article 2.1 du présent règlement.

Par mesure d'hygiène, les ordures ménagères résiduelles (telles que définies à l'article 2.1.1) doivent être mises dans des sacs fermés puis déposées dans les conteneurs enterrés ou semi enterrés.

Les déchets recyclables (tels que définis à l'article 2.1.2.1, hors gros cartons), doivent être déposés en vrac dans les conteneurs enterrés ou semi enterrés, vidés de leur contenu et non imbriqués les uns dans les autres.

Le verre (tel que défini à l'article 2.1.2.2) doit être déposé en vrac dans les points d'apport volontaire aériens ou les bornes d'apport volontaires enterrées prévus à cet effet, entre 8h et 22h.

Tout dépôt de déchets, d'encombrants ou autres à proximité des points d'apport volontaire est strictement interdit et assimilé à un dépôt sur la voie publique pouvant faire l'objet de sanctions (cf. chapitre « Sanctions »).

#### **5.4.5 MODALITES SPECIFIQUES AUX BORNES ENTERREES OU SEMI-ENTERREES**

##### *5.4.5.1 Utilisation*

La propreté aux abords des bornes est à la charge de la CACP qui doit veiller au bon fonctionnement des équipements et à l'information des usagers.

Toutefois, une convention de bonne utilisation des bornes peut être signée entre les différentes parties prenantes, dans le but de veiller au bon usage des bornes, signaler les dysfonctionnements et alerter en cas d'incivilités.

##### *5.4.5.2 Lavage- Maintenance*

La CACP réalise des campagnes de lavage des bornes.

La CACP est responsable de la maintenance des bornes (voir annexe 1).

## **5.5 MODALITES DE COLLECTE DES BORNES TEXTILES**

Les bornes d'apport volontaire de textiles, linge et chaussures sont mises en place par des acteurs de la filière « Textile, Linge de Maison et Chaussures (TLC) » via des conventions avec la CACP (voir d'autres tiers selon les modalités de leur implantation).

Les déchets textiles doivent y être déposés propres et secs, conditionnés dans des sacs fermés, de préférence inférieurs ou égaux à 50 litres et les chaussures doivent être attachées par paire pour éviter qu'elles ne se séparent au moment du tri.

Elles sont collectées selon les modalités prévues dans les conventions directement par les acteurs en question, à des fins de réemploi et de recyclage.

En cas de dysfonctionnement, les usagers sont invités à informer le service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergyponoise.fr](mailto:contactdechets@cergyponoise.fr)).



## 6. COLLECTE EN DECHETERIES

### 6.1 DEFINITION

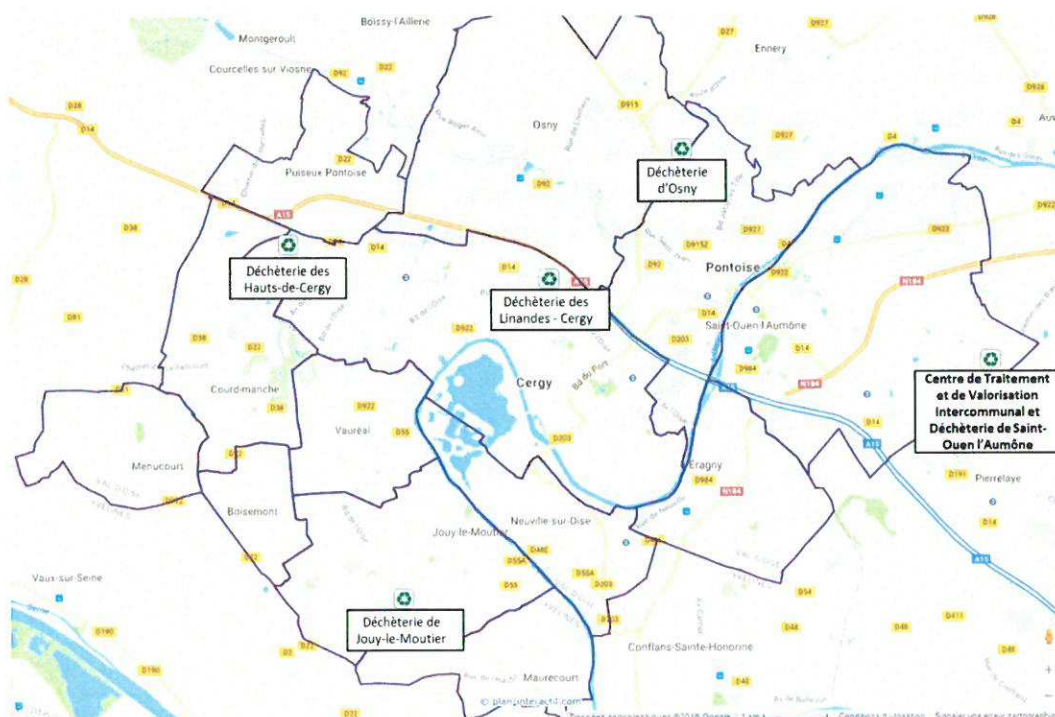
Les déchèteries sont des espaces aménagés, gardiennés et clôturés où les usagers peuvent venir déposer des déchets qui ne peuvent pas être collectés dans les circuits habituels de ramassage des ordures ménagères.

Un tri effectué par l'utilisateur lui-même sous l'autorité du gardien permet la valorisation des matériaux.

### 6.2 SITUATION DES DECHETERIES

L'agglomération de Cergy-Pontoise compte cinq déchèteries réparties sur l'ensemble du territoire, aux adresses suivantes :

- Déchèterie des Linandes - Cergy (avec Espace réemploi) Boulevard de la Paix / rue du Palet A15 - Sortie 11, Cergy, Tél. : 01 30 73 48 29
- Déchèterie des Hauts-de-Cergy, Rue des Abysses, Cergy, Tél. : 01 34 46 09 74
- Déchèterie d'Osny, Chemin des Hayettes (derrière le Centre Leclerc), Osny, Tél. : 01 30 31 22 51
- Déchèterie de Jouy-le-Moutier, Rue Denis Papin, Parc d'activités des Forboeufs, Jouy-le-Moutier, Tél. : 01 34 30 98 67
- Déchèterie de Saint-Ouen l'Aumône, Z.I. des Béthunes, Avenue du Fief (suivre fléchage "déchèterie"), A15 - Sortie 7, N 184 direction Beauvais, Saint-Ouen l'Aumône, Tél. : 01 34 30 01 18





## 6.3 MODALITES D'ACCES

L'ensemble des modalités d'apport des déchets et d'accès aux déchèteries sont définies dans le Règlement intérieur à destination des usagers des déchèteries de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (annexe 6).

## 7. CONDITIONS DE CIRCULATION DES VEHICULES DE COLLECTE

### 7.1 FACILITATION DE LA CIRCULATION DES VEHICULES DE COLLECTE

Les usagers, les riverains et les aménageurs doivent respecter le règlement de voirie de la CACP.

En particulier, les aménageurs et les communes doivent veiller à ce que les voies de circulation soient adaptées aux véhicules de collecte (portance et gabarit) (voir annexe 1 pour plus de détails).

Dans le cas où les voies existantes sont trop étroites pour que le camion de collecte classique circule, il est utilisé un véhicule de collecte adapté.

Les usagers et riverains des voies empruntées par les véhicules de collectes ont l'obligation de respecter les conditions de stationnement des véhicules sur ces voies et d'entretenir l'ensemble de leurs biens (arbres, haies, clôtures) afin qu'ils ne constituent en aucun cas une entrave à la collecte, ou un risque pour le personnel qui en est chargé.

Les collectivités prendront les dispositions nécessaires au travers des pouvoirs de police pour assurer le bon ordre du stationnement et la commodité de passage.

En cas de chute de neige ou de verglas, les collectivités pour les voies publiques et les riverains pour les voies privées et les trottoirs, ont la responsabilité d'assurer un déneigement suffisant pour permettre la circulation des véhicules de collecte, le déplacement des bacs et la circulation des personnels chargés de la collecte.

Si cette prestation n'a pas pu être effectuée, le service de collecte peut être suspendu momentanément, jusqu'à ce que la situation redevienne compatible avec la circulation des véhicules de collecte et la sécurité du personnel.

### 7.2 CHANTIER LIMITANT L'ACCES

La CACP doit être informée le plus en amont possible de tous les travaux pouvant affecter la collecte des déchets.

En cas de travaux, le maître d'ouvrage effectuant les travaux est tenu, en fonction de la durée et du type de chantier, soit de maintenir l'accès aux dispositifs de collecte existants aux jours et heures de collecte, soit de présenter les bacs à la collecte en bout de chantier aux jours et heures de collecte, soit d'aménager un ou des points de regroupement provisoire(s), implanté(s) de préférence au droit du domaine public ou d'un accès possible par les véhicules de collecte aux jours et heures de collecte et aménagés pour recevoir des bacs correspondants aux besoins des usagers désignés. Ils pourront faire l'objet d'aménagements spécifiques (logettes, abris bacs, etc.). Si des bacs existants ne peuvent

être utilisés, l'aménageur prendra à sa charge la mise en œuvre des bacs sur le point de regroupement provisoire.

## 7.3 CIRCULATION SUR VOIES PRIVEES

Par principe, les interventions de collecte s'effectuent sur le domaine public.

Dans le cas où techniquement la collecte des déchets ménagers nécessite l'intervention sur le domaine privé, une autorisation expresse du propriétaire devra être formalisée pour assurer ce service. En l'absence d'autorisation la CACP et ses prestataires ne pourront intervenir.

Les gestionnaires et usagers concernés garantissent à la collectivité la faisabilité technique de la circulation de véhicules de collecte préconisés par le service de gestion des déchets ou son prestataire sur les voies privées.

# LE CONTROLE DE LA QUALITE DES DECHETS PRESENTES

La CACP et son prestataire de collecte effectuent des contrôles, afin de mesurer la participation des usagers à la collecte sélective. Dans le cas où la présentation des déchets n'est pas conforme aux prescriptions du présent règlement, le bac correspondant pourra ne pas être collecté, afin que la collecte ne soit pas souillée et que les déchets recyclables soient bien valorisés ; l'usager en sera informé par la mise en place d'un sticker qui lui indiquera les modalités de gestion de cet incident.

## COMPOSTAGE

### 8. GENERALITES

Le compostage des déchets organiques permet de limiter la quantité d'ordures ménagères à éliminer et de produire un amendement organique permettant d'améliorer la fertilité de la terre. Il s'agit d'un axe fort de la politique de prévention des déchets de la CACP (voir annexe 1 pour plus d'informations)

### 9. REGLES DE FOURNITURE

Tout usager d'habitat pavillonnaire peut obtenir gratuitement un composteur individuel pour la gestion de ses déchets verts et épluchures sur simple demande auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergyponoise.fr](mailto:contactdechets@cergyponoise.fr)). Une formation à l'utilisation du composteur, vivement conseillée, lui sera alors proposée.

Tout usager d'habitat collectif intéressé par le compostage peut solliciter le gestionnaire de son immeuble afin que celui-ci contacte le service de gestion des déchets de la CACP. Après une étude évaluant la pertinence du projet, un composteur collectif pourra être mis gratuitement à disposition de l'ensemble de son bâtiment.

Les composteurs sont mis gratuitement à disposition des usagers qui en ont la garde juridique. Toutefois :

- Les composteurs demeurent la propriété de la CACP
- Les composteurs sont rattachés au pavillon ou au bâtiment et restent en place en cas de changement de propriétaire ou de gestionnaire.

Il est formellement interdit d'utiliser les composteurs fournis par la CACP sur d'autres territoires ou à d'autres fins que le compostage.



# DISPOSITIONS D'AMENAGEMENT PERMETTANT LA COLLECTE

## 10. PRINCIPES GENERAUX

Pour tout projet d'aménagement urbain nouveau, toute réhabilitation ou toute requalification de l'espace public, les maîtres d'ouvrage et leurs prestataires doivent consulter, le plus en amont possible, le service de gestion des déchets de la CACP et respecter l'annexe 1 du présent Règlement afin de garantir que le service public ne soit pas interrompu et puisse être assuré dans les meilleures conditions le temps des travaux et de façon pérenne.

Ce document présente les dispositifs de collecte à mettre en place et regroupe les préconisations relatives :

- Aux lieux de stockage des déchets pour les immeubles collectifs et les producteurs de déchets assimilés
- Aux voies et à leur accessibilité aux véhicules de collecte
- A l'installation de bornes enterrées ou semi-enterrées, points d'apport volontaires, points de regroupement, points de présentation communs.

## 11. PROJET D'INSTALLATION DE BORNES ENTERREES OU SEMI-ENTERREES

Il peut être envisagé, sous certaines conditions, d'implanter des conteneurs enterrés ou semi-enterrés pour le stockage et la collecte des déchets ménagers et assimilés.

Pour tout projet d'aménagement urbain nouveau, toute réhabilitation ou toute requalification de l'espace public, le service de gestion des déchets de la CACP doit être consulté et associé au projet, le plus en amont possible, afin qu'il étudie l'opportunité d'installer ou non des bornes pour le stockage et la collecte des déchets ménagers et assimilés, au regard de plusieurs éléments :

- le nombre de logements / foyers à desservir.
- la localisation du projet eu égard à l'organisation du service public de collecte des déchets.
- les conditions techniques d'accessibilité du site à desservir.

Les bornes enterrées ou semi enterrées seront installées dans les conditions décrites aux paragraphes 4.6 et 5.4.

## 12. FINANCEMENT

### 12.1 AMENAGEMENTS NOUVEAUX

Dans le cadre d'une opération d'aménagement, les équipements publics nécessaires à l'accueil des populations nouvelles sont financés par l'aménageur ou le constructeur ; c'est le cas des locaux,

points de regroupement, points de présentation, bornes enterrées ou semi enterrées (génie civil et cuve), bacs.

Les équipements de gestion des déchets seront remis à la CACP.

## 12.2 REHABILITATION URBAINE

Si, dans le cadre d'un projet de réhabilitation urbaine, une modification de la gestion des déchets est rendue nécessaire, une convention régissant les modalités de mise en œuvre et de financement des modifications pourra être établie entre les différentes parties prenantes.

L'ensemble des dispositifs nouveaux seront mis en œuvre dans le cadre du présent règlement et en particulier, les bornes enterrées ou semi enterrées seront installées dans les conditions décrites aux paragraphes 4.6 et 5.4.

## 12.3 REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS

Si, dans le cadre d'un projet de requalification d'espace public, une modification de la gestion des déchets est rendue nécessaire, une convention régissant les modalités de mise en œuvre et de financement des modifications pourra être établie entre les différents parties prenantes. Il pourra être notamment prévu, dans le cadre de la coordination de leurs travaux, la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage désignée entre la CACP et le responsable du projet de requalification.

L'ensemble des dispositifs nouveaux seront mis en œuvre dans le cadre du présent règlement et en particulier, les bornes enterrées ou semi enterrées seront installées dans les conditions décrites aux paragraphes 4.6 et 5.4.

## REGLES DE SAVOIR-VIVRE

Chaque usager et riverain est tenu de respecter, outre les règles du présent règlement, certaines règles de savoir-vivre lors de la collecte, sous peine d'engager leur responsabilité civile, voire pénale en cas de survenance d'un dommage :

- être vigilant vis-à-vis des agents chargés de la collecte qui circulent sur les voies. Tout conducteur d'un véhicule circulant à proximité d'un camion de collecte doit porter une attention particulière à la sécurité des agents chargés de la collecte situés sur les trottoirs ou circulant aux abords du camion.
- être vigilant vis-à-vis des manœuvres des véhicules de collecte (redémarrage ...),
- entretenir les arbres susceptibles de gêner le passage des véhicules de collecte (élagage),
- garantir l'accès aux voies privées pour lesquelles une autorisation a été accordée à la CACP.



## ACTIONS DE COMMUNICATION

La CACP a pour rôle d'informer les cergyponains sur le thème de la gestion et de la prévention des déchets et de mener des actions de communication.

Pour ce faire, les habitants ont directement accès à toutes les informations nécessaires selon plusieurs supports :

- le centre d'appels, qui apporte des réponses par téléphone mais aussi par voie électronique,
- toutes les plateformes internet dédiées de la CACP : site de la CACP [www.cergypontoise.fr](http://www.cergypontoise.fr)) et page facebook « réduisons nos déchets à Cergy-pontoise »,
- la carte interactive des dispositifs de collecte existants sur le territoire,
- des supports de communication tels que des affiches, des guides, des calendriers ou encore des panneaux sur les véhicules de collecte, ...

Le service de gestion des déchets comprend également une équipe d'Eco-ambassadeurs, dont la mission est d'assurer une communication de proximité à la rencontre des habitants ou plus générale lors de différents événements, manifestations ou animations spécifiques aux déchets. Ils peuvent également avoir un rôle de médiation.

Afin de diffuser l'information le plus largement possible, le service de gestion des déchets mobilise également tous les partenaires relais (gardiens, syndics, associations, etc.).

Chaque usager peut, sur simple demande auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergypontoise.fr](mailto:contactdechets@cergypontoise.fr)), s'enquérir d'une information ou demander une action de communication.

# FINANCEMENT DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Sur le territoire de Cergy-Pontoise, le coût du service public de gestion par la Communauté d'agglomération des déchets des ménages et des déchets assimilés est financé par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (la TEOM), à l'exception du territoire de la commune de Saint-Ouen-l'Aumône sur lequel le service public demeure financé par la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères (la REOM).

En effet, lors du transfert de la compétence au profit de la Communauté d'agglomération, il a été décidé de maintenir les principes de financement du service public retenus précédemment par les communes, et, ainsi que la loi le permet, de maintenir la REOM concernant le territoire de Saint-Ouen-l'Aumône.

## 13. LA TEOM - TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

Conformément aux dispositions des articles 1520 et suivants du code général des impôts, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est une taxe destinée à pourvoir aux dépenses du service public de collecte et de traitement des déchets ménagers et des déchets assimilés.

La TEOM est un impôt dû par tout propriétaire ou usufruitier d'une propriété soumise à la taxe foncière sur les propriétés bâties, ou qui en est temporairement exonérée.

La TEOM ne s'applique pas aux propriétés exonérées de taxe foncière de manière permanente, ni aux cas d'exonérations décidées par l'organe délibérant de la collectivité en application des dispositions de l'article 1521 du code général des impôts.

Le montant de la TEOM à payer est indiqué sur l'avis d'imposition de la taxe foncière, et peut être récupéré sur les charges locatives si le bien est loué.

Le montant de la TEOM est calculé par référence à la valeur locative cadastrale multipliée par le taux de TEOM fixé librement par la collectivité. Ce montant intègre et les frais de gestion de la fiscalité locale.

La collectivité compétente fixe les taux de TEOM par délibération de son organe délibérant chaque année avant le 15 avril.

En 2017, les taux ont été votés par délibération du Conseil Communautaire du 28 mars.

## **14. LA REOM - REDEVANCE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES**

Lors du transfert de la compétence au profit de la Communauté d'agglomération, et comme la loi le permet, il a été décidé de maintenir le principe du financement du service public de gestion des déchets par la REOM sur le territoire de Saint-Ouen-l'Aumône.

Cette redevance est ainsi régie par les dispositions des articles L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales.

La redevance est due par les usagers du service public d'enlèvement des ordures ménagères et perçue directement par la Communauté d'agglomération.

Son principe et ses tarifs sont fixés par l'organe délibérant de la Communauté d'agglomération en fonction de l'importance du service rendu.

Les modalités de facturation et de recouvrement de la REOM sont définies dans le Règlement de facturation de la REOM validé par le conseil communautaire du 13 décembre 2016.

Ce document est accessible sur le site de la Ville de Saint-Ouen-L'aumône et celui de la CACP.



# **SANCTIONS**

## **15. NON RESPECT DES MODALITES DE COLLECTE**

En vertu de l'article R 610-5 du Code Pénal, la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent règlement seront punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1<sup>ère</sup> classe.

En cas de non-respect des modalités de collecte, il pourra être procédé d'office, conformément à l'article L 541-3 du Code de l'Environnement, aux frais du contrevenant, à l'enlèvement des déchets concernés, selon les modalités fixées par délibération du Conseil Communautaire.

## **16. DEPOTS SAUVAGES**

Le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par la CACP, soit une épave de véhicule, soit des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, lorsque ceux-ci ont été transportés avec l'aide d'un véhicule, si ces faits ne sont pas accomplis par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec son autorisation est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe (art R635-8 du code pénal).

## **17. BRULAGE DES DECHETS**

En application de l'article 84 du Règlement Sanitaire du Val d'Oise, compte-tenu des risques et désagréments occasionnés par le brûlage des déchets, celui-ci est interdit sur tout le territoire de la CACP.

## **18. CONTENTIEUX**

Les litiges relatifs à l'organisation du service public de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés relèvent de la compétence du juge administratif.

# CONDITIONS D'EXECUTION

## 19. APPLICATION

Le présent règlement est applicable à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

## 20. MODIFICATIONS

Les modifications du présent règlement peuvent être décidées par la collectivité, dans les dispositions prévues par le paragraphe 3, et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement.

## 21. EXECUTION

Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, Mesdames et Messieurs les Maires de chacune des communes membres de la CACP, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent règlement.

## **ANNEXES**

**Annexe 1 : Guide méthodologique et technique relatif à l'aménagement en matière de gestion des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise**

**Annexe 2 : Règlement Sanitaire Départemental**

**Annexe 3 : Règle de dotation en sacs pour la collecte des ordures ménagères résiduelles et/ou des emballages**

**Annexe 4 : Règle de dotation de bacs roulants**

**Annexe 5 : Jours et horaires de collecte des déchets en porte à porte et des encombrants (à dates fixes et liste des communes concernées par les collectes sur rendez-vous)**

**Annexe 6 : Règlement des Déchèteries**

**Annexe 7 : Liste indicative des déchèteries et/sites pouvant accueillir les professionnels**

**Annexe 8 : Dispositions Spécifiques**





**Service de gestion des déchets**

Adresse : Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Hôtel d'agglomération

Parvis de la Préfecture - CS 80309

95027 Cergy-Pontoise cedex

Téléphone : 01 34 41 90 00

Courriel : [contactdechets@cergypontoise.fr](mailto:contactdechets@cergypontoise.fr)

**Dominique LEFEBVRE**

Président

Député du Val d'Oise

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "DL", written over the printed name and title.





## **ANNEXE N°1 AU REGLEMENT DE COLLECTE :**

### **GUIDE METHODOLOGIQUE ET TECHNIQUE A DESTINATION DES AMENAGEURS RELATIF A LA GESTION DES DECHETS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY- PONTOISE**

# SOMMAIRE

<b>AVANT PROPOS .....</b>	<b>4</b>
<b>PRESENTATION DU SERVICE DE GESTION DES DECHETS DE LA CACP .....</b>	<b>5</b>
<b>PRINCIPES D'AMENAGEMENT .....</b>	<b>7</b>
<b>1. Voies de circulation et accessibilité de celles-ci aux véhicules de collecte.....</b>	<b>7</b>
1.1 Caractéristiques des voies de circulation des véhicules de collecte .....	7
1.2 Spécificités appliquées aux impasses .....	7
<b>2 Immeubles collectifs .....</b>	<b>8</b>
2.1 Locaux de stockage des déchets.....	8
2.1.1 Généralités.....	8
2.1.2 Localisation et accessibilité.....	8
2.1.3 Dimensions/surface/ Caractéristiques.....	9
2.2 Locaux de stockage des encombrants .....	11
2.2.1 Généralités.....	11
2.2.2 Localisation et accessibilité.....	11
2.2.3 Dimensions/surface/caractéristiques .....	11
2.3 Compostage collectif.....	12
2.4 Aménagement intérieur des appartements .....	13
2.4.1 Aménagement de la cuisine .....	13
2.4.2 Lombricompostage .....	13
2.5 Point de regroupement .....	13
2.5.1 Généralités.....	13
2.5.2 Localisation et accessibilité.....	13
2.5.3 Dimensions/surface/caractéristiques .....	14
<b>3 Locaux de stockage des déchets des producteurs non ménagers (professionnels) ..</b>	<b>14</b>
3.1 Généralités.....	14
3.2 Localisation et accessibilité.....	14
3.3 Dimensions/surface/caractéristiques .....	15
<b>4 Habitat pavillonnaire .....</b>	<b>15</b>
4.1 Stockage des contenants de collecte.....	15
4.2 Compostage.....	15
<b>5 Points d'Apport Volontaire aériens pour le verre .....</b>	<b>16</b>
5.1 Généralités.....	16
5.2 Implantation et accessibilité .....	16
5.3 Dimensions/surface/ Caractéristiques.....	16
5.4 Caractéristiques des voies de circulations des véhicules de collecte.....	16
<b>6 Bornes enterrées .....</b>	<b>17</b>
6.1 Généralités.....	17
6.2 Implantation et accessibilité .....	18
6.3 Dimensions/surface/Caractéristiques.....	18
6.4 Caractéristiques des voies de circulations des véhicules de collecte.....	22

<b>7</b>	<b>Bornes semi enterrées.....</b>	<b>23</b>
7.1	Généralités.....	23
7.2	Implantation et accessibilité.....	23
7.3	Dimensions/surface/Caractéristiques.....	23
7.4	Caractéristiques des voies de circulations des véhicules de collecte.....	26



# AVANT PROPOS

Ce guide s'adresse à tous les maitres d'ouvrage et leurs prestataires pour leurs projets d'aménagement urbain.

On entend par projet d'aménagement, de façon non exhaustive :

- La création de nouvelles zones d'aménagement urbain (ZAC, PUP, lotissement, immeubles),
- La réhabilitation urbaine,
- La requalification de l'espace public,
- La création/modification de locaux existants, notamment lorsque l'activité qui y est hébergée peut avoir un impact sur la nature et la quantité des déchets à gérer

Les structures à l'origine du projet d'aménagement, peuvent être, de façon non exhaustive :

- L'aménageur
- Le promoteur
- Le constructeur
- Le gestionnaire de l'espace public
- Leurs prestataires et en particulier l'architecte et le maître d'œuvre

Dans la suite du document, le terme « aménageur » reprendra l'ensemble de ces structures.

Ce guide constitue un outil à destination des aménageurs, réalisé avec la volonté de faciliter la prise en compte des différentes déclinaisons techniques de la politique de gestion des déchets dans leurs projets d'aménagement nouveaux ou de réhabilitation.

Celui-ci n'a pas vocation à imposer un système de gestion des déchets en particulier, mais à donner tous les éléments nécessaires à la mise en place du mode de gestion des déchets le plus approprié à la configuration du projet d'aménagement. Celui-ci peut également servir à l'instruction des permis de construire.

Pour tout projet d'aménagement, les maitres d'ouvrage et leurs prestataires devront, le plus en amont possible, consulter le service de gestion des déchets de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise afin de prévoir, dès la conception, toutes dispositions nécessaires à la bonne gestion du service de collecte des déchets.

La CACP devra également être consultée pour tout projet de création/modification de commerce.

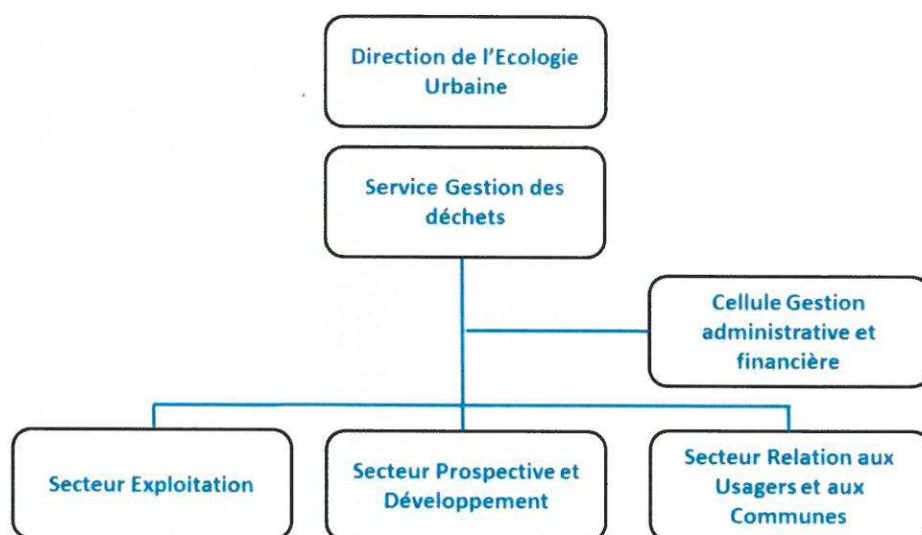
Les éléments concernant la gestion des déchets de tout projet d'aménagement doivent être validés par le service des déchets de la CACP.

# PRESENTATION DU SERVICE DE GESTION DES DECHETS DE LA CACP

La Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise est compétente en matière de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés sur l'ensemble de son territoire.

Ce service comprend, pour les 200 000 habitants du territoire, la pré collecte, la collecte, les opérations de transport et de tri, de valorisation, de traitement et de mise en décharge des déchets ultimes se rapportant aux déchets ménagers.

Voici l'organigramme général du service :



La collecte est effectuée, majoritairement :

- En porte-à-porte :
  - Pour les ordures ménagères résiduelles
  - Pour les emballages et papiers en mélange
  - Pour les déchets verts
  - Pour les encombrants
- En point d'apport volontaire (aériens ou enterrés) :
  - Pour le verre
- En déchèterie :
  - Pour les encombrants
  - Les DEEE
  - Les gravats,
  - Les déchets verts
  - Etc.

Dans certains quartiers qui s'y prêtaient, la collecte en porte à porte des ordures ménagères résiduelles et des emballages a été remplacée par une collecte en bornes d'apport volontaire enterrée.

Les opérations de fourniture et maintenance des équipements de collecte et de collecte sont effectuées par le service de gestion des déchets, principalement via des marchés publics.

L'ensemble des déchets ménagers et assimilés sont ensuite traités sur le centre de traitement et de valorisation intercommunal situé à Saint-Ouen l'Aumône, composé d'une unité d'incinération, d'une unité de compostage, d'un centre de tri des déchets industriels banals et encombrants et d'un centre de tri des déchets ménagers. La gestion de ces équipements et des déchèteries a été confiée via un



contrat de délégation de service public à la Compagnie Générale d'Environnement de Cergy-Pontoise  
(CGECP, filiale du groupe Veolia).

# PRINCIPES D'AMENAGEMENT

## 1. VOIES DE CIRCULATION ET ACCESSIBILITE DE CELLES-CI AUX VEHICULES DE COLLECTE

### 1.1 CARACTERISTIQUES DES VOIES DE CIRCULATION DES VEHICULES DE COLLECTE

Lorsque les voies de circulation, publiques ou privées, doivent permettre le passage des véhicules de collecte, elles sont conçues pour leur permettre de circuler suivant le code de la route et les normes de sécurité stipulées dans la recommandation R.437 de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés. En tout point de la voie de circulation, la collecte doit pouvoir être effectuée en marche avant.

La voie de circulation doit ainsi remplir les conditions suivantes :

- Par principe, l'entrée de la voie n'est fermée par aucun obstacle (portail, barrière, borne). Si celle-ci est fermée, un dispositif doit pouvoir l'ouvrir facilement (code, bip, etc.) et celui-ci doit être transmis au service de gestion des déchets,
- la largeur de la voie utilisable est suffisante (au minimum de 3,5 mètres pour les voies classiques et de 4 mètres pour les impasses) et hors obstacles (trottoirs, bacs à fleurs, bornes...),
- les obstacles aériens sont placés hors gabarit routier, soit à une hauteur supérieure ou égale à 4,20 mètres,
- les arbres, les haies implantées, les candélabres sur le domaine public ou les parcelles privées sont positionnées de façon à permettre le passage du véhicule de collecte,
- la structure de la chaussée est adaptée au passage (gabarit et portance) d'un véhicule poids lourd d'un PTAC de 26 tonnes,
- la chaussée ne présente pas de forte rupture de pente ou d'escaliers,
- la chaussée ne présente pas de virage trop prononcé ne permettant pas au véhicule de tourner (les rayons des virages doivent être suffisants),
- le stationnement sauvage doit être interdit par des éléments de signalisation,
- les impasses doivent être équipées d'une aire de retournement libre de stationnement,
- la chaussée est en bon état (sans nid de poule ni déformation),

Si les conditions ci-dessus rappelées ne peuvent être remplies, un mode de collecte par points de regroupement, points de présentation communs ou en apport volontaire sera envisagé.

### 1.2 SPECIFICITES APPLIQUEES AUX IMPASSES

Dans la mesure du possible, et afin de simplifier la circulation des véhicules de collecte, les impasses sont à éviter.

Dans le cas contraire, elles doivent obligatoirement être équipées à leur extrémité :

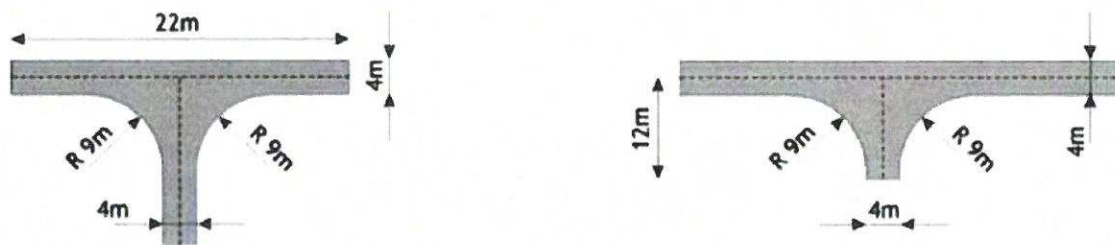
- par principe, d'une aire de retournement (conforme aux prescriptions ci-dessous),
- si ce n'est pas possible, d'une aire de manœuvre en « T » (conforme aux prescriptions ci-dessous).

Les aires de retournement doivent être libres de tout obstacle, y compris de stationnement, de façon à ce que le véhicule de collecte puisse effectuer un demi-tour sans manœuvre spécifique.

Les caractéristiques minimales des aires de manœuvres sont les suivantes :



Les aires de manœuvre en « T » doivent également être libres de tout obstacle, y compris de stationnement. Leurs caractéristiques sont les suivantes :



Si les conditions ci-dessus rappelées ne peuvent être remplies, un mode de collecte par points de regroupement, points de présentation communs ou points/bornes en apport volontaire sera envisagé. (voir paragraphe 2.5).

Les modalités d'aménagement de ces points doivent être prévues par l'aménageur.

## 2 IMMEUBLES COLLECTIFS

### 2.1 LOCAUX DE STOCKAGE DES DECHETS

#### 2.1.1 GENERALITES

L'article 77 du Règlement Sanitaire Départemental du Val d'Oise (annexe 3 du règlement de collecte) stipule que les immeubles collectifs doivent être équipés de locaux spéciaux pour le stockage des récipients destinés à la réception des déchets produits par les occupants.

Conformément à cet article et à l'article R\* 111-3 du code de la construction et de l'habitation, pour chaque immeuble collectif, un local pour le stockage des déchets doit être prévu.

#### 2.1.2 LOCALISATION ET ACCESSIBILITE

Pour une manutention aisée des bacs, les locaux de remisage des bacs, de préférence intégrés au bâtiment, doivent être accessibles directement à partir de la voie publique.

Cela implique de proscrire l'implantation des locaux en sous-sol, les ascenseurs, le franchissement de marches ou de pente supérieure à 10%.

Afin d'éviter de trop longs parcours, le nombre suffisant de locaux déchets doit être prévu.

Si ceux-ci sont situés à l'extérieur du bâtiment, leur emplacement doit être prévu sur le parcours habituel des habitants et à une distance inférieure à 50 mètres de l'entrée de l'immeuble.

Dans tous les cas, les accès aux locaux doivent être aménagés de façon à ce que les bacs puissent être présentés en bordure de voie sur le circuit de collecte et accessibles depuis cette voie sans entraver la libre circulation.

Entre le lieu de stockage et le lieu de présentation des bacs :

- Le parcours des bacs ne coupe pas ou n'utilise pas le parcours habituel des habitants (halls et couloir)
- les pentes supérieures à 4% doivent être évitées en tout point du parcours (en cas de traction mécanique des bacs, celles-ci doivent être inférieures à 10%)
- les couloirs doivent être de 1,50 mètres minimum et 2 mètres de préférence dans le cas de traction manuelle des bacs, de 2 mètres minimum dans le cas de traction mécanique
- les marches doivent être proscrites
- Les changements de directions doivent être supérieurs à 90°

Au droit du lieu de présentation des bacs :

- une dépression sur le trottoir doit être réalisée
- l'interdiction de stationner doit être matérialisée

### **2.1.3 DIMENSIONS/SURFACE/ CARACTERISTIQUES**

Le nombre de conteneurs nécessaires dans chaque local déchets dépend du nombre de logements à desservir et tient compte d'éventuelles évolutions de la collecte.

La surface de chaque local dépend de ce nombre de conteneurs. L'espace doit être suffisant à la fois pour stocker les conteneurs dédiés à la collecte des ordures ménagères résiduelles, ceux destinés à la collecte des emballages ménagers recyclables et à la fois pour laisser une zone libre permettant une manipulation aisée de ces bacs roulants.

Les locaux devront être accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Une hauteur minimum sous plafond de 2,20 mètres est demandée.

Le service de gestion des déchets de la CACP doit être consulté pour le dimensionnement de chaque local déchets.

A titre indicatif, dans l'hypothèse d'un nombre moyen d'habitants par logement de 2,6, la CACP préconise les volumes de stockage suivants pour les logements collectifs :

- emballages : 70 litres/logement/semaine (avec une collecte une fois par semaine)
- OMR : 180 litres/ logement/semaine (avec une collecte deux fois par semaine)

Ces critères d'attribution de bac peuvent être ajustés exceptionnellement avec l'accord de la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, en cas de besoins particuliers (résidence étudiante, résidence seniors, etc.) examinés par le service de gestion des déchets.

La capacité des bacs implantés dépend du nombre de logements. Toutefois, à titre indicatif, les bacs fournis usuellement pour l'habitat collectif sont des bacs à 4 roues, généralement des 660 litres ou 750 litres. Dans certains collectifs, il peut arriver que de grands conteneurs à 2 roues soient fournis, des 340 ou 360 litres. Les conteneurs d'une capacité plus petite (120 à 240 litres) sont généralement réservés à l'habitat pavillonnaire.



A titre d'indication, voici les dimensions des conteneurs et leur emprise au sol:

Capacité (Litres)	Largeur (mm)	Longueur (mm)	Emprise au sol en m <sup>2</sup>
120	485	553	0,27
180	485	725	0,35
240	583	730	0,43
340	660	870	0,57
500	688	1360	0,94
660	795	1360	1,08
750	795	1360	1,08

La taille du local doit prendre en compte l'emprise au sol des bacs ainsi qu'un espace supplémentaire pour leur manipulation.

Les locaux de stockage doivent être équipés :

- d'une porte d'accès préférentiellement à double battant avec une largeur d'au moins 1,4 mètre; les battants doivent ouvrir vers l'extérieur. Elle doit toujours être ouvrable de l'intérieur (même lorsque la serrure est verrouillée de l'extérieur).
- d'un point d'éclairage dont l'éclairement lumineux est suffisant et respecte les normes en vigueur (notamment PMR);
- d'un revêtement permettant une résistance au roulement des bacs correcte sur la totalité du sol
- d'une signalétique claire indiquant aux habitants comment trier leurs déchets. Des affiches correspondantes sont disponibles sur demande auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergyponoise.fr](mailto:contactdechets@cergyponoise.fr)).

Conformément à l'article 77 du Règlement Sanitaire Départemental du Val d'Oise (annexe 3 du Règlement de collecte) :

- ces locaux doivent être clos et ventilés
- le sol et les parois de ces locaux doivent être constitués par des matériaux imperméables et imputrescibles ou revêtus de tels matériaux ou enduits ;
- toutes dispositions doivent être prises pour empêcher l'intrusion de rongeurs, insectes ou tous autres animaux ;
- les portes de ces locaux doivent fermer hermétiquement ;
- un point d'eau, un poste de lavage et un système d'évacuation des eaux doivent être établis dans chacun de ces locaux pour faciliter l'entretien dans des conditions telles que ni odeur, ni émanation gênante, ne puissent pénétrer à l'intérieur des habitations.

Ces locaux ne doivent pas avoir de communications directes avec des locaux affectés à l'habitation, au travail ou au remisage de voitures d'enfants, à la restauration et à la vente de produits alimentaires.

Ces locaux doivent respecter la réglementation en vigueur concernant la sécurité incendie applicable à ce type de local.

## 2.2 LOCAUX DE STOCKAGE DES ENCOMBRANTS

### 2.2.1 GENERALITES

Conformément à l'article 85 du Règlement Sanitaire Départemental du Val d'Oise (annexe 3 du Règlement de collecte), dans les immeubles collectifs, si la disposition des lieux le permet, un local de stockage des déchets encombrants en vue de leur enlèvement doit être aménagé.

Il est préconisé de prévoir un local encombrants dans le cas de projets d'aménagements nouveaux de plus de 10 logements.

Le local encombrants peut être mutualisé avec le local de stockage des déchets. Dans ce cas, les dimensions de celui-ci doivent être adaptées pour accueillir à la fois les contenants de collecte et les encombrants. Dans ce cas, l'accès aux conteneurs ne doit pas être obstrué, notamment par le dépôt d'encombrants, faute de quoi, ils ne pourront être collectés.

#### **Prévention :**

*Le local de stockage des encombrants peut intégrer un petit espace dédié au réemploi, au troc ou au don.*

*Un espace spécifique peut également être créé pour les Déchets d'équipements Electriques et Electroniques (D3E), afin que ceux-ci puissent être enlevés directement par les éco-organismes en charge de leur gestion.*

### 2.2.2 LOCALISATION ET ACCESSIBILITE

Pour une manutention aisée des objets encombrants, les locaux, de préférence intégrés au bâtiment, doivent être accessibles directement à partir de la voie publique.

Cela implique de proscrire l'implantation des locaux en sous-sol, les ascenseurs, le franchissement de marches ou de pente supérieure à 10%.

Afin d'éviter de trop longs parcours, le nombre suffisant de locaux doit être prévu.

Si ceux-ci sont situés à l'extérieur du bâtiment, leur emplacement doit être prévu sur le parcours habituel des habitants et à une distance inférieure à 50 mètres de l'entrée de l'immeuble.

Dans tous les cas, les accès aux locaux doivent être aménagés de façon à ce que les encombrants puissent être présentés en bordure de voie sur le circuit de collecte et accessibles depuis cette voie sans entraver la libre circulation.

Entre le lieu de stockage et le lieu de présentation des encombrants à la collecte :

- Le parcours ne coupe pas ou n'utilise pas le parcours habituel des habitants (halls et couloir)
- les pentes supérieures à 4% doivent être évitées en tout point du parcours
- les couloirs doivent être de 1,50 mètres minimum et 2 mètres de préférence
- les marches doivent être proscrites
- Les changements de directions doivent être supérieurs à 90°

Au droit du lieu de présentation des encombrants :

- l'interdiction de stationner doit être matérialisée

### 2.2.3 DIMENSIONS/SURFACE/CARACTERISTIQUES

Les locaux devront être accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Une hauteur minimum sous plafond de 2,20 mètres est demandée.



Le service de gestion des déchets de la CACP doit être consulté pour le dimensionnement de chaque local de stockage des encombrants.

A titre indicatif, de 10 à 50 logements, la CACP préconise 5m<sup>2</sup> pour 10 logements. A partir de 50 logements, ce local sera augmenté d'1m<sup>2</sup> par tranche de 5 logements supplémentaires.

Ces critères de dimensionnement peuvent être ajustés exceptionnellement avec l'accord de la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, en cas de besoin particuliers examinés par le service de gestion des déchets.

La CACP préconise les caractéristiques suivantes pour les locaux encombrants :

- être clos et ventilés ;
- des dispositions sont prises pour empêcher l'intrusion de rongeurs, insectes ou tous autres animaux ;
- être équipés de portes qui ferment hermétiquement ;
- dont le sol et les parois sont constitués par des matériaux imperméables et imputrescibles ou revêtus de tels matériaux ou enduits ;
- être équipés d'un point d'eau, d'un poste de lavage et d'un système d'évacuation des eaux pour faciliter l'entretien dans des conditions telles que ni odeur, ni émanation gênante, ne puissent pénétrer à l'intérieur des habitations.
- être équipés d'une porte d'accès préférentiellement à double battant avec une largeur d'au moins 1,4 mètre ; les battants ouvrant vers l'extérieur ; Elle doit toujours être ouvrable de l'intérieur (même lorsque la serrure est verrouillée de l'extérieur).
- être équipés d'un point d'éclairage dont l'éclairage lumineux est suffisant et respecte les normes en vigueur (notamment PMR) ;
- être équipés d'une signalétique claire concernant la gestion des déchets et en particuliers des encombrants. Des affiches correspondantes sont disponibles sur demande auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@ceryypontoise.fr](mailto:contactdechets@ceryypontoise.fr)).

Il est préconisé que ces locaux n'aient pas de communications directes avec des locaux affectés à l'habitation, au travail ou au remisage de voitures d'enfants, à la restauration et à la vente de produits alimentaires.

Ces locaux doivent respecter la réglementation en vigueur concernant la sécurité incendie applicable à ce type de local.

## 2.3 COMPOSTAGE COLLECTIF

Le compostage des déchets organiques permet de limiter la quantité d'ordures ménagères à éliminer et de produire un amendement permettant d'améliorer la fertilité de la terre. Il s'agit d'un axe fort de la politique de prévention des déchets de la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise qui encourage les habitants dans la pratique du compostage, qu'il soit individuel ou collectif.

Le compostage collectif consiste à installer des composteurs, en pied d'immeuble, dans les espaces verts communs. Les foyers désireux de composter y apportent leurs déchets organiques. Plusieurs référents formés et volontaires au sein de l'immeuble suivent le bon déroulement du processus de compostage et interviennent en tant que de besoin pour ajouter du structurant, brasser et transvaser le compost.

Le compostage collectif nécessite un espace extérieur, dans les espaces verts communs, pour l'installation des composteurs. Cette pratique nécessite également un site permettant le stockage du structurant (copeaux de bois par exemple).

Le nombre de composteurs à installer est fonction du nombre de foyers et de personnes volontaires.

Le site de compostage doit être facile d'accès, intégré, sur un terrain relativement plat, et ne doit pas occasionner de nuisances pour le voisinage.

L'installation de composteurs collectifs doit faire l'objet d'une déclaration préalable au service de l'urbanisme de la commune concernée si la surface est supérieure à 5 m<sup>2</sup>.

Les immeubles collectifs pourront être équipés d'un espace extérieur permettant la réalisation de compostage collectif.

## 2.4 AMENAGEMENT INTERIEUR DES APPARTEMENTS

### 2.4.1 AMENAGEMENT DE LA CUISINE

Il est préconisé que la cuisine de chaque appartement soit suffisamment grande et aménageable de façon à ce que ses occupants puissent y faire le tri sélectif (emballages recyclables, verre, déchets organiques et OMR).

### 2.4.2 LOMBRICOMPOSTAGE

Le compostage des déchets organiques permet de limiter la quantité d'ordures ménagères à éliminer et de produire un amendement permettant d'améliorer la fertilité de la terre. Il s'agit d'un axe fort de la politique de prévention des déchets de la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise qui encourage les habitants dans la pratique du compostage, qu'il soit individuel ou collectif.

Le lombricompostage permet la valorisation des déchets biodégradables. Cette technique particulière s'adresse aux foyers les plus motivés.

Les déchets organiques sont placés dans le lombricomposteur dans lequel est reconstitué un milieu favorable aux vers de compost que l'on y introduit.

Chaque appartement pourra comporter un espace dans lequel il est possible de faire du lombricompostage (à l'intérieur de la cuisine, sur un balcon abrité de la pluie, etc.).

## 2.5 POINT DE REGROUPEMENT

### 2.5.1 GENERALITES

Lorsque la présentation des bacs sur le domaine public devant l'immeuble concerné présente des difficultés techniques et/ou sécuritaires, un lieu et/ou des modalités spécifiques de présentation pourront être proposés par échange entre la Communauté d'agglomération et l'aménageur.

Dans ce cadre, un point de regroupement extérieur au bâtiment pourra être envisagé, pour le stockage des conteneurs et/ou des encombrants (voir paragraphes 4.7 et 5.3 du règlement de collecte).

### 2.5.2 LOCALISATION ET ACCESSIBILITE

Le point de regroupement doit être accessible par la voie roulante. Il ne doit pas gêner la circulation ni des piétons, ni des véhicules. Sur domaine privé quand le point ne peut pas être accessible par la voie roulante, les gestionnaires ou copropriétaires seront en charge de la présentation des conteneurs sur domaine public (voir paragraphe 4.7.5. du règlement de collecte).

Il doit être accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Au droit du point de regroupement, une dépression sur le trottoir doit être réalisée, ou, si il n'est pas accessible par la voie roulante, au droit du lieu de présentation des bacs.



### **2.5.3 DIMENSIONS/SURFACE/CARACTERISTIQUES**

Le service de gestion des déchets doit être consulté pour le dimensionnement de tout point de regroupement.

En tout état de cause, un point de regroupement pour le stockage des déchets doit pouvoir accueillir tous les conteneurs destinés à la collecte des ordures ménagères et des emballages, suivant les fréquences de collecte prévues. Un point de regroupement pour le stockage des encombrants doit pouvoir accueillir les encombrants en cohérence avec le nombre d'utilisateurs.

Les encombrants ne peuvent pas être laissés à ciel ouvert.

Ce point de regroupement doit être délimité et signalé. Son revêtement au sol doit être praticable et facilement nettoyable ; à cet effet, un point d'eau et une évacuation seront disponibles à proximité.

Dans la mesure du possible, un point de regroupement est associé à un gestionnaire unique.

## **3 LOCAUX DE STOCKAGE DES DECHETS DES PRODUCTEURS NON MENAGERS (PROFESSIONNELS)**

### **3.1 GENERALITES**

Les déchets des professionnels peuvent, sous certaines conditions, être assimilés à des ordures ménagères. Pour rappel, ces éléments sont précisés dans le règlement de collecte à l'article 2.2.

Que leurs déchets soient ou non collectés par le service public, un local pour leur stockage doit être prévu.

Chaque local doit être aménagé pour permettre le stockage adapté à la production de déchets liée à l'activité du professionnel qui l'utilise et être conforme à la réglementation concernant la gestion des déchets de cette activité.

Ce local est de préférence individuel pour chaque professionnel. A défaut, il pourra être envisagé un local commun à plusieurs d'entre eux.

Dans le cas d'immeubles mixtes (habitations et professionnels), il est recommandé de créer des locaux séparés.

Dans tous les cas, les bacs de chaque professionnel devront être différenciés.

Dans l'habitat ancien, s'il n'y a pas suffisamment de place pour stocker dans les parties communes un conteneur dédié au professionnel, ce stockage devra être fait à l'intérieur du commerce dans le respect des règlements et principes en vigueur (notamment ceux liés à la sécurité sanitaire). Le stockage sur la voie publique n'est pas autorisé.

### **3.2 LOCALISATION ET ACCESSIBILITE**

Pour une manutention aisée des bacs, les locaux de remisage des bacs, de préférence intégrés au bâtiment, doivent être accessibles directement à partir de la voie publique.

Cela implique de proscrire l'implantation des locaux en sous-sol, les ascenseurs, le franchissement de marches ou de pente supérieure à 10%.

Afin d'éviter de trop longs parcours, le nombre suffisant de locaux déchets doit être prévu.

Si ceux-ci sont situés à l'extérieur du bâtiment, leur emplacement doit être prévu sur le parcours habituel des professionnels et à une distance inférieure à 50 mètres de l'entrée du bâtiment.

Dans tous les cas, les accès aux locaux doivent être aménagés de façon à ce que les bacs puissent être présentés en bordure de voie sur le circuit de collecte et accessibles depuis cette voie sans entraver la libre circulation.

Entre le lieu de stockage et le lieu de présentation des bacs :

- Le parcours des bacs ne coupe pas ou n'utilise pas le parcours habituel des habitants (halls et couloir)
- les pentes supérieures à 4% doivent être évitées en tout point du parcours (en cas de traction mécanique des bacs, celles-ci doivent être inférieures à 10%)
- les couloirs doivent être de 1,50 mètres minimum et 2 mètres de préférence dans le cas de traction manuelle des bacs, de 2 mètres minimum dans le cas de traction mécanique
- les marches doivent être proscrites
- Les changements de directions doivent être supérieurs à 90°

Au droit du lieu de présentation des bacs :

- une dépression sur le trottoir doit être réalisée
- l'interdiction de stationner doit être matérialisée

### 3.3 DIMENSIONS/SURFACE/CARACTERISTIQUES

Les locaux devront être accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Le nombre de conteneurs nécessaires dans chaque local déchets dépend de la production de déchets des professionnels qui utilisent ce local.

La surface de chaque local dépend de ce nombre de conteneurs. L'espace doit être suffisant à la fois pour stocker les conteneurs dédiés à la collecte des ordures ménagères résiduelles, ceux destinés à la collecte des emballages ménagers recyclables et à la fois pour laisser une zone libre permettant une manipulation aisée de ces bacs roulants.

Une hauteur minimum sous plafond de 2,20 mètres est demandée.

Le service de gestion des déchets de la CACP doit impérativement être consulté pour le dimensionnement de chaque local déchets.

## 4 HABITAT PAVILLONNAIRE

### 4.1 STOCKAGE DES CONTENANTS DE COLLECTE

Chaque parcelle privée de pavillon doit être aménagée afin d'y stocker les contenants de collecte, à l'extérieur ou à l'intérieur du logement (par exemple dans un garage). Les bacs doivent être présentés en bordure de voie sur le circuit de collecte sans entraver la libre circulation. Pour ce faire, entre le lieu de stockage et le lieu de présentation des bacs :

- le logement ne doit pas être traversé,
- les pentes supérieures à 4% doivent être évitées en tout point du parcours,
- les marches doivent être proscrites.

### 4.2 COMPOSTAGE

Le compostage des déchets organiques permet de limiter la quantité d'ordures ménagères à éliminer et de produire un amendement permettant d'améliorer la fertilité de la terre. Il s'agit d'un axe fort de la politique de prévention des déchets de la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise qui encourage les habitants dans la pratique du compostage, qu'il soit individuel ou collectif.

La parcelle de chaque pavillon pourra comporter un espace extérieur, situé dans le jardin, sur lequel il est possible de faire du compostage.



Le composteur doit être installé sur un site facile d'accès, sur un terrain relativement plat et de façon à ne pas occasionner de nuisances pour le voisinage.

## 5 POINTS D'APPORT VOLONTAIRE AERIENS POUR LE VERRE

### 5.1 GENERALITES

Dans le cadre de nouveaux aménagements ou de réhabilitation, il peut être envisagé la mise en place Points d'Apport Volontaire aériens pour le verre dont la localisation sur l'espace public doit être prévue le plus en amont du projet d'aménagement.

Dans ce cas, le service de gestion des déchets de la CACP doit être contacté.

Chaque PAV verre sera fourni et mis en place directement par la CACP.

### 5.2 IMPLANTATION ET ACCESSIBILITE

Chaque PAV sera implanté sur le domaine public. Il est préconisé que l'aménageur prévoie les lieux d'implantation des PAV dès la conception du nouveau quartier. Il veillera à :

- Ce que ces lieux soient situés sur des cheminements piétons, le long du parcours quotidien de l'habitant (parking, travail, école, loisirs, courses...), à proximité d'axes routiers ou de lieux fréquentés.
- Ce qu'ils ne soient pas sous les fenêtres de riverains.
- Prévoir des stationnements à proximité.

En tout état de cause, la CACP validera les emplacements avant tout implantation de PAV.

### 5.3 DIMENSIONS/SURFACE/ CARACTERISTIQUES

La CACP préconise l'implantation d'une borne pour 400 habitants, soit environ une borne pour 150 logements.

L'emprise au sol d'un PAV verre aérien est d'environ 2,6 m<sup>2</sup>.

Ces critères de dimensionnement peuvent être ajustés exceptionnellement avec l'accord de la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, en cas de besoin particuliers examinés par le service de gestion des déchets.

Chaque PAV verre aérien sera équipé d'un système de télé-relève. Celui-ci permettra de connaître le taux de remplissage du PAV et d'optimiser les tournées des camions de collecte tout en évitant les débordements de PAV.

### 5.4 CARACTERISTIQUES DES VOIES DE CIRCULATIONS DES VEHICULES DE COLLECTE

Les voies de circulation doivent permettre le passage des camions de collecte et la collecte des PAV aériens. Pour cela, les dimensions du véhicule sont à prendre en compte :

- en mode normal (circulation hors vidage)
  - longueur : 10,15 m
  - largeur : 2,50 m

- hauteur : 4,00 m
- en mode vidage
  - longueur : 10,15 m
  - largeur : 3,60 m
  - hauteur : 12,50 m max

Les règles suivantes doivent également être respectées :

- Par principe, l'entrée de la voie n'est fermée par aucun obstacle (portail, barrière, borne). Si celle-ci est fermée, ou si le PAV est sur domaine privée, le collecteur doit pouvoir accéder à la borne (code, bip, etc.),
- les voies d'accès et de manœuvre doivent être conçues et structurées (portance et gabarit) pour supporter la circulation et le stationnement du camion de collecte d'un PTAC de 26 tonnes ;
- la voie d'accès aux PAV doit être conçue de façon à ce que le camion puisse les collecter en marche avant et dans le sens de circulation ;
- dans le cas d'une voie sans issue, une raquette de retournement permettant au camion de repartir doit être aménagée ;
- une aire de stationnement réservée au camion est créée devant les PAV ; a minima, une zone d'arrêt est aménagée devant ;
- les stationnements de véhicules devant les PAV et sur les aires de giration réservées aux manœuvres des camions de collecte doivent être interdits et des éléments de signalisation sont apposés à cet effet ;
- aucune circulation (trottoir ou piste cyclable) ne doit être placées entre la zone d'arrêt du véhicule et le PAV ;
- aucun obstacle aérien (réseaux, arbres, candélabres, balcons, devantures, ...) ne doit être placé au-dessus et aux abords des PAV ; il est conseillé de prévoir un espace libre horizontal de 2 mètres autour des PAV ;
- la distance maximale entre l'axe de la grue de levage du camion et le crochet de préhension du PAV doit être de 4 mètres (contrainte de levage) ;
- le PAV doit être éloigné de tout ce qui peut entraver la sécurité et la visibilité des piétons et des véhicules : sorties/entrées de virage, sommets de côtes en dehors des trottoirs, pistes cyclables, voies réservées aux bus (respecter 6 mètres au minimum), ronds-points, passages piétons et carrefours.
- la voirie ne doit pas avoir une pente de plus 4% afin de permettre la collecte

## 6 BORNES ENTERREES

### 6.1 GENERALITES

Lorsque la présentation des bacs sur le domaine public devant l'immeuble concerné présente des difficultés techniques et/ou sécuritaires, un lieu et/ou des modalités spécifiques de présentation pourront être proposés par échange entre la Communauté d'agglomération et l'aménageur. Dans ce



cadre, des bornes enterrées pourront être mises en œuvre, affectées de préférence à un seul gestionnaire d'immeuble.

L'aménageur doit alors soumettre, le plus en amont possible, à l'avis du service de gestion des déchets de la CACP son projet d'implantation de bornes enterrées, afin de :

- Valider techniquement le projet (pertinence du projet, possibilité de collecte...),
- Statuer sur le choix des équipements,
- Définir les modalités de suivi du chantier d'implantation
- Eventuellement, mettre en place une convention d'utilisation et de gestion
- Valider les modalités de réception et d'éventuelles remises des bornes
- Convenir de la date de mise en service effective des bornes (au minimum deux semaines avant celle-ci)

## 6.2 IMPLANTATION ET ACCESSIBILITE

Pour une bonne appropriation par les habitants de ce dispositif de collecte, il est préconisé de :

- Implanter les bornes enterrées jusqu'à 30 mètres des sorties d'habitations (pouvant aller jusqu'à 50 mètres maximum si la borne enterrée se trouve sur le trajet quotidien des habitants).
- Placer les bornes sur des cheminements piétons, le long du parcours quotidien de l'habitant (parking, travail, école, loisirs, courses...), à proximité d'axes routiers ou de lieux fréquentés.
- Proscrire l'implantation sous les fenêtres de riverains.
- Eviter toute contrainte d'accès : pas de traversée de rue même équipée d'un passage piétons, proscrire les pentes importantes ou les marches, prévoir un cheminement continu.
- Prévoir des stationnements à proximité.
- Le rendre accessible aux personnes à mobilité réduite.

Le service de gestion des déchets de la CACP devra impérativement être consulté au préalable afin de valider les emplacements des bornes enterrées.

## 6.3 DIMENSIONS/SURFACE/CARACTERISTIQUES

Le dimensionnement du nombre de bornes enterrées à prévoir dépend du nombre de logements et/ou de professionnels à desservir ainsi que de la typologie d'habitat.

La CACP se base sur les hypothèses suivantes :

- 2,6 personnes par logement
- une collecte d'emballages/papiers toutes les deux semaines
- une collecte d'OMR chaque semaine
- Borne de 5 m<sup>3</sup> pour les OMR et les emballages – 4 m<sup>3</sup> pour le verre

Suivant ces hypothèses, la CACP préconise les ratios suivants :

- Borne enterrée pour les ordures ménagères résiduelles (OMR) : 1 pour 40 logements
- Borne enterrée pour les Recyclables Secs Hors Verre (RSHV) : 1 pour 40 logements
- Borne enterrée pour le Verre : 1 pour 400 habitants soit environ 1 pour 150 logements

Ces critères de dimensionnement peuvent être ajustés exceptionnellement avec l'accord de la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, en cas de besoin particuliers examinés par le service de gestion des déchets.

Les bornes enterrées devront respecter les objectifs techniques suivants :

Général :

- Les conteneurs doivent correspondre aux normes en vigueur et aux réglementations applicables et présenter toutes les garanties de durabilité. Pour cela, ils doivent être solides et pouvoir résister notamment :
  - Aux chocs et aux déformations
  - A la corrosion, aux rayons UV, aux intempéries, aux variations de températures, aux agents agressifs
  - Aux flammes, aux départs de feux,
  - Aux graffitis, à l'affichage
- Ils doivent respecter les conditions d'hygiène et de sécurité
- Ne pas présenter de risques ni pour l'Homme (angles saillants, parties tranchantes, ...), ni pour l'environnement
- Être conçus de façon à éviter les accidents (éviter les risques de chute, etc.)
- Être accessibles aux personnes à mobilité réduite et aux enfants de 7 ans
- Être étanches (cuves béton et conteneur de collecte)
- Disposer de systèmes pour la collecte, la rétention des jus éventuels et l'évacuation des eaux
- Être homogènes et s'intégrer dans le paysage urbain
- Présenter une trappe « gros producteurs » équipée d'une serrure
- Être équipés d'une pédale au pied et d'une barre manuelle permettant l'ouverture de la borne pour les bornes OMR
- Ne pas présenter de doubles tambours (préférer un système à trappe)
- Ne pas présenter de systèmes d'ouverture par badges
- Ils devront être conçus de façon à limiter l'affichage, faciliter leur nettoyage, leur entretien et leur maintenance
- Être galvanisés à chaud

Éléments constitutifs de la borne enterrée :

- Une cuve béton
- Un dispositif de sécurité lors du vidage
- Un conteneur équipé de trappe de vidage
- Une plate-forme piétonnière antidérapante
- Une borne de remplissage
- Un système de préhension

Système de levage et dispositif de sécurité :

- Les bornes doivent être équipées d'un système de préhension de type Kinshofer
- Lors des opérations de levage, la sécurité des passants et du personnel du collecteur doit être assurée par un système obstruant automatiquement la fosse lors des opérations de collecte (respect de la norme française en vigueur (n°13071))

#### Taille de la cuve :

	Taille de la cuve	
	Possibles	Préconisations CACP
<b>OMR</b>	3,4 et 5 m <sup>3</sup> environ	5 m <sup>3</sup>
<b>RSHV</b>	3,4 et 5 m <sup>3</sup> environ	5 m <sup>3</sup>
<b>Verre</b>	3 et 4 m <sup>3</sup> environ	4 m <sup>3</sup>
<b>Cartons</b>	3,4 et 5 m <sup>3</sup> environ	5 m <sup>3</sup>

#### Signalétique :

- Un emplacement doit être réservé pour la pose d'une signalétique qui devra résister aux mêmes éléments que les bornes elles-mêmes (intempéries, chocs, agents chimiques et UV, etc.)
- L'indication « DECHETS MENAGERS », « EMBALLAGES – PAPIERS », « VERRE » ou « CARTON » ainsi qu'un pictogramme devra apparaître sur la borne

Le visuel de la signalétique sera fourni par la CACP.

#### Insonorisation :

- Le conteneur verre devra être muni d'un dispositif d'insonorisation
- Les conteneurs de remplissage devront être équipés d'un système limitant la résonance et la réverbération
- Si clapet, le retour de celui-ci doit se traduire par un niveau phonique aussi faible que possible

#### Nuisances olfactives

- Un système permettant de limiter les nuisances olfactives doit être prévu

#### Taille des orifices :

	Taille des orifices	
	Objectifs techniques	Préconisations CACP
<b>OMR</b>	Accepte les sacs de 60 litres	Ouverture par trappe
<b>RSHV</b>	Ouverture réduite obligeant les dépôts en vrac	Accepte les flacons de 5 litres – dans l'idéal d'une hauteur de 150 mm et d'une largeur de 320 mm environ
<b>Verre</b>	Ouverture adaptée au flux	ouverture cylindrique d'un diamètre compris entre 170 et 200 mm
<b>Cartons</b>	Dispositif spécifique permettant un dépôt facilité	ouverture type "trappe gros producteur"

Il est préconisé que ceux-ci soient placés à une hauteur d'environ 800 mm.

#### Couleurs :

- Goulotte de RAL 7016 (gris)

Autres principales caractéristiques des différents éléments constitutifs de la borne :

- Cuve béton :
  - Avec système d'ancrage dans le sous-sol si la nature de celui-ci le nécessite
  - Garantie contre toute poussée liée à la nappe phréatique
- Dispositif de sécurité :
  - Avec trappe de visite ou facilement démontable
- Conteneur de collecte :
  - Equipé d'une cuve rigide
- Orifices de remplissage
  - Permet le passage aisé des matériaux et sacs
  - Pourvu de clapet de sûreté ou de tout autre moyen adapté destiné à assurer la sécurité des usagers et à améliorer les conditions d'utilisation
  - Si possible, aucun système mécanique d'assemblage ne devra être visible
  - L'intérieur des conteneurs d'introduction ne doit présenter aucun obstacle lors de la descente des déchets
  - Un moyen d'accès possible pour procéder au débouchage doit être présent
- Plateforme piétonnière :
  - Equipée d'un revêtement en tôle larmée ainsi que d'autres revêtements durables, antidérapants, facile d'entretien et permettant la circulation de tout usager des trottoirs
  - Elle peut supporter la charge d'un véhicule automobile
  - La plateforme piétonnière assure un recouvrement complet de la cuve en béton afin d'empêcher toute infiltration d'eau de pluie entre le revêtement de la chaussée, la cuve béton et la cuve acier
  - Les pentes des surfaces d'appui du conteneur sur la plateforme doit être suffisante
- Système de vidage :
  - La cinématique d'ouverture et de fermeture des trappes ne doit pas nuire à l'efficacité du remplissage, de vidage et à la capacité utile des conteneurs

L'aménageur devra s'assurer de la coordination des travaux de génie civil ceux de la pose du matériel.

Chaque borne enterrée sera équipée d'un système de télé-relève. Celui-ci permettra de connaître le taux de remplissage de la borne enterrée et d'optimiser les tournées des camions de collecte tout en évitant les débordements de bornes enterrées.



## 6.4 CARACTERISTIQUES DES VOIES DE CIRCULATIONS DES VEHICULES DE COLLECTE

Les conteneurs enterrés sont collectés avec un camion équipé d'une grue de levage (véhicule d'un PTAC d'environ 26 tonnes, de longueur hors tout d'environ 10 mètres, hauteur de levage des conteneurs d'environ 9 mètres, rayon de braquage extérieur de 11 mètres, etc.), ce qui impose des règles d'implantation particulières :

- Par principe, l'entrée de la voie n'est fermée par aucun obstacle (portail, barrière, borne). Si celle-ci est fermée, ou si la borne est sur domaine privée, le collecteur doit pouvoir accéder à la borne (code, bip, etc.),
- les voies d'accès et de manœuvre doivent être conçues et structurées (portance et gabarit) pour supporter la circulation et le stationnement du camion de collecte d'un PTAC de 26 tonnes ;
- la voie d'accès aux bornes enterrées doit être conçue de façon à ce que le camion puisse les collecter en marche avant et dans le sens de circulation
- dans le cas d'une voie sans issue, une raquette de retournement permettant au camion de repartir doit être aménagée
- de préférence une zone d'arrêt est aménagée devant les bornes enterrées ; il est fortement conseillé de prévoir une aire de stationnement réservée au camion devant les bornes enterrées ;
- les stationnements de véhicules devant et aux abords immédiats des bornes enterrées et sur les aires de giration réservées aux manœuvres des camions de collecte doivent être interdits ; le stationnement sauvage doit être interdit par des éléments de signalisation
- aucun trottoir ou piste cyclable ne doivent être placés entre la zone d'arrêt du véhicule et la borne enterrée ;
- aucun obstacle au sol ou aérien (réseaux, arbres, candélabres, balcons, devantures, ...) ne doit être placé au-dessus et aux abords des bornes enterrées ; il est conseillé de prévoir un espace libre horizontal de 1,50 mètres autour des bornes enterrées ;
- la distance maximale entre l'axe de la grue de levage du camion et le crochet de préhension du conteneur doit être de 4 mètres (contrainte de levage) ;
- il est recommandé de laisser un espace de 20 à 50 cm entre chaque cuvelage ;
- la borne enterrée doit être éloignée de tout ce qui peut entraver la sécurité et la visibilité des piétons et des véhicules : sorties/entrées de virage, sommets de côtes en dehors des trottoirs, pistes cyclables, voies réservées aux bus (respecter 6m au minimum), ronds-points, passages piétons et carrefours.
- la voirie ne doit pas avoir une pente de plus 4% afin de permettre la collecte
- les voiries doivent permettre le déploiement des béquilles de stabilisation des camions (terrain stabilisé)

## 7 BORNES SEMI ENTERREES

### 7.1 GENERALITES

Lorsque la présentation des bacs sur le domaine public devant l'immeuble concerné présente des difficultés techniques et/ou sécuritaires, un lieu et/ou des modalités spécifiques de présentation pourront être proposés par échange entre la Communauté d'agglomération et l'aménageur. Dans ce cadre, des bornes semi enterrées pourront être mises en œuvre, affectées de préférence à un seul gestionnaire d'immeuble.

L'aménageur doit alors soumettre, le plus en amont possible, à l'avis le service de gestion des déchets de la CACP son projet d'implantation de bornes semi enterrées, afin de :

- Valider techniquement le projet (pertinence du projet, possibilité de collecte...),
- Statuer sur le choix des équipements,
- Définir les modalités de suivi du chantier d'implantation
- Eventuellement, mettre en place une convention d'utilisation et de gestion
- Valider les modalités de réception et d'éventuelles remises des bornes
- Convenir de la date de mise en service effective des bornes (au minimum deux semaines avant celle-ci)

### 7.2 IMPLANTATION ET ACCESSIBILITE

Pour une bonne appropriation par les habitants de ce dispositif de collecte, il est préconisé de :

- Implanter les bornes semi enterrées jusqu'à 30 mètres des sorties d'habitations (pouvant aller jusqu'à 50 mètres maximum si la borne enterrée se trouve sur le trajet quotidien des habitants)
- Placer les bornes sur des cheminements piétons, le long du parcours quotidien de l'habitant (parking, travail, école, loisirs, courses...), à proximité d'axes routiers ou de lieux fréquentés.
- Proscrire l'implantation sous les fenêtres de riverains.
- Eviter toute contrainte d'accès : pas de traversée de rue même équipée d'un passage piétons, proscrire les pentes importantes ou les marches, prévoir un cheminement continu.
- Prévoir des stationnements à proximité.
- Le rendre accessible aux personnes à mobilité réduite.

### 7.3 DIMENSIONS/SURFACE/CARACTERISTIQUES

Le dimensionnement du nombre de bornes enterrées à prévoir dépend du nombre de logements et/ou de professionnels à desservir ainsi que de la typologie d'habitat.

La CACP se base sur les hypothèses suivantes :

- 2,6 personnes par logement
- une collecte d'emballages/papiers toutes les deux semaines



- une collecte d'OMR chaque semaine
- Borne de 5 m<sup>3</sup> pour les OMR et les emballages – 4 m<sup>3</sup> pour le verre

Suivant ces hypothèses, la CACP préconise les ratios suivants :

- Borne semi enterrée pour les ordures ménagères résiduelles (OMR) : 1 pour 40 logements
- Borne semi enterrée pour les Recyclables Secs Hors Verre (RSHV) : 1 pour 40 logements
- Borne semi enterrée pour le Verre : 1 pour 400 habitants soit environ 1 pour 150 logements

Ces critères de dimensionnement peuvent être ajustés exceptionnellement avec l'accord de la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, en cas de besoin particuliers examinés par le service de gestion des déchets.

Les bornes semi enterrées devront respecter les objectifs techniques suivants :

#### Général :

- Les conteneurs doivent correspondre aux normes en vigueur et aux réglementations applicables et présenter toutes les garanties de durabilité. Pour cela ils doivent être solides et pouvoir résister :
  - Aux chocs, aux déformations et aux agents agressifs
  - A la corrosion, aux rayons UV, aux intempéries, aux variations de températures
  - Aux flammes, aux départs de feux,
  - Aux graffitis, à l'affichage
- Être conçues de façon à limiter l'affichage, faciliter leur nettoyage, leur entretien et leur maintenance
- Ne pas présenter de risques, ni pour l'Homme (angles saillants, parties tranchantes, ...), ni pour l'environnement
- Être conçues de telle sorte à éviter tout problème de sécurité (dont le basculement des personnes à l'intérieur de la cuve)
- Être étanches
- Disposer de systèmes pour la collecte, la rétention des jus éventuels et l'évacuation des eaux
- Être galvanisés à chaud
- Respect des normes d'accessibilité à personnes handicapées

#### Éléments constitutifs de la borne semi enterrée :

- Une cuve étanche
- Un dispositif de sécurité lors du vidage
- Une borne d'introduction
- Un dispositif de levage

#### Système de préhension et de vidage :

- De type Kinshofer
- Système de vidage rapide : la cuve à vider doit être solidaire du couvercle et levée en même temps que celui-ci
- L'ouverture doit pouvoir être déclenchée par une seule personne au sol
- Les systèmes doivent pouvoir fonctionner en tout temps

Taille de la cuve :

	Taille de la cuve	
	Possibles	Préconisation CACP
<b>OMR</b>	3,4 et 5 m <sup>3</sup> environ	5 m <sup>3</sup>
<b>RSHV</b>	3,4 et 5 m <sup>3</sup> environ	5 m <sup>3</sup>
<b>Verre</b>	3 et 4 m <sup>3</sup> environ	4 m <sup>3</sup>
<b>Cartons</b>	3,4 et 5 m <sup>3</sup> environ	5 m <sup>3</sup>

Signalétique :

- Un emplacement doit être réservé pour la pose d'une signalétique qui devra résister aux mêmes éléments que les bornes elles-mêmes (intempéries, chocs, agents chimiques et UV, actions du nettoyage à haute pression, etc.)
- L'indication « DECHETS MENAGERS », « EMBALLAGES – PAPIERS », « VERRE » ou « CARTON » ainsi qu'un pictogramme devra apparaître sur la borne

Le visuel de la signalétique sera fourni par la CACP.

Insonorisation :

- Le conteneur verre devra être muni d'un dispositif d'insonorisation
- Les conteneurs de remplissage devront être équipés d'un système limitant la résonance et la réverbération

Nuisances olfactives :

- Un système permettant de limiter les nuisances olfactives doit être prévu

Autres principales caractéristiques des éléments constitutifs de la borne :

Partie semi-enterrée :

- La partie enterrée devra comprendre un système de lestage permettant de contrer la poussée d'Archimède et retenant le conteneur au sol sans se soulever

Ouvertures :

- Elles ne doivent pas rester ouvertes après la dépose des déchets
- Ne doivent pas permettre l'entrée de la pluie

L'aménageur devra s'assurer de la coordination des travaux de génie civil avec ceux de la pose du matériel.

Chaque borne sera équipée d'un système de télé-relève. Celui-ci permettra de connaître le taux de remplissage de la borne et d'optimiser les tournées des camions de collecte tout en évitant les débordements de bornes.

## 7.4 CARACTERISTIQUES DES VOIES DE CIRCULATIONS DES VEHICULES DE COLLECTE

Les conteneurs sont enterrés sont collectés avec un camion équipé d'une grue de levage (véhicule d'un PTAC d'environ 26 tonnes, de longueur hors tout d'environ 10 mètres, hauteur de levage des conteneurs d'environ 9 mètres, rayon de braquage extérieur de 11 mètres, etc.), ce qui impose des règles d'implantation particulières :

- l'entrée de la voie n'est fermée par aucun obstacle (portail, barrière, borne). Si celle-ci est fermée, ou si la BSE est sur domaine privée, le collecteur doit pouvoir accéder à la BSE (code, bip, etc.),
- les voies d'accès et de manœuvre doivent être conçues et structurées (portance et gabarit) pour supporter la circulation et le stationnement du camion de collecte d'un PTAC de 26 tonnes ;
- la voie d'accès aux BSE doit être conçue de façon à ce que le camion puisse les collecter en marche avant et dans le sens de circulation
- dans le cas d'une voie sans issue, une raquette de retournement permettant au camion de repartir doit être aménagée
- de préférence une zone d'arrêt est aménagée devant les BSE ; il est fortement conseillé de prévoir une aire de stationnement réservée au camion devant les BSE;
- les stationnements de véhicules devant et aux abords immédiats BSE et sur les aires de giration réservées aux manœuvres des camions de collecte doivent être interdits ; le stationnement sauvage doit être interdit par des éléments de signalisation
- aucun trottoir ou piste cyclable ne doivent être placés entre la zone d'arrêt du véhicule et la BSE ;
- aucun obstacle au sol ou aérien (réseaux, arbres, candélabres, balcons, devantures, ...) ne doit être placé au-dessus et aux abords des conteneurs ; il est conseillé de prévoir un espace libre horizontal de 1,50 mètres autour des BSE;
- la distance maximale entre l'axe de la grue de levage du camion et le crochet de préhension du conteneur doit être de 4 mètres (contrainte de levage) ;
- il est recommandé de laisser un espace de 20 à 50 cm entre chaque cuvelage ;
- la BSE doit être éloignée de tout ce qui peut entraver la sécurité et la visibilité des piétons et des véhicules : sorties/entrées de virage, sommets de côtes en dehors des trottoirs, pistes cyclables, voies réservées aux bus (respecter 6m au minimum), ronds-points, passages piétons et carrefours.
- la voirie ne doit pas avoir une pente de plus 4% afin de permettre la collecte
- les voiries doivent permettre le déploiement des béquilles de stabilisation des camions (terrain stabilisé)



Service de gestion des déchets de l'Agglomération  
Adresse : Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise  
Hôtel d'agglomération  
Parvis de la Préfecture - CS 80309  
95027 Cergy-Pontoise cedex  
Téléphone : 01 34 41 90 00  
Courriel : [contactdechets@cergypontoise.fr](mailto:contactdechets@cergypontoise.fr)



REPUBLIQUE FRANCAISE  
PREFECTURE DU VAL-D'OISE

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES  
ET SOCIALES



# REGLEMENT SANITAIRE DEPARTEMENTAL

[ Version novembre 2008 ]

Arrêté préfectoral du 29 août 1979

Modifié par les arrêtés préfectoraux du  
25 janvier 1985, du 22 janvier 1992  
et du 7 février 1996

# ARRETE

Le Préfet du Val d'Oise

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles 1 et 2 relatifs au Règlement Sanitaire ;

Vu le rapport présenté par le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène du Val d'Oise dans sa séance du 19 janvier 1979 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Général dans sa séance du 25 juin 1979 ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

## ARRETE :

ARTICLE 1er : Conformément aux dispositions des articles L1 et L2 du Code de la Santé Publique, le Règlement Sanitaire Départemental annexé au présent arrêté est rendu applicable à l'ensemble des communes du département.

ARTICLE 2 : Le Secrétaire Général, les Sous-Préfets et les Maires sont chargés, concurremment avec le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services Vétérinaires, les Directeurs de bureaux d'Hygiène, les Officiers et Agents de police judiciaire et les Inspecteurs de Salubrité, les Inspecteurs de la Répression des Fraudes, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pontoise, le 29 août 1979

Le Préfet,

Claude BUSSIERES



# SOMMAIRE

## TITRE I LES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE ..... 16

ARTICLE PREMIER	Domaine d'application.....	16
-----------------	----------------------------	----

### SECTION 1 RÈGLES GÉNÉRALES ..... 16

ARTICLE 2	Origine et qualité des eaux.....	16
-----------	----------------------------------	----

ARTICLE 3	Matériaux de construction .....	16
3.1	- Composition des matériaux des équipements servant à la distribution de l'eau.....	16
3.2	- Revêtements.....	16

ARTICLE 4	Température de l'eau .....	16
-----------	----------------------------	----

ARTICLE 5	Mise en œuvre des matériels .....	17
5.1	- Précautions au stockage. ....	17
5.2	- Précautions à la pose. ....	17
5.3	- Juxtaposition de matériaux. ....	17
5.4	- Mise à la terre. ....	17

ARTICLE 6	Double réseau .....	17
-----------	---------------------	----

6.1	- Distinction et repérage des canalisations et réservoirs. ....	17
6.2	- Distinction des appareils.....	17

ARTICLE 7	Stockage de l'eau .....	17
7.1	- Précautions générales, stagnation. ....	17
7.2	- Prescriptions générales applicables aux réservoirs. ....	17
7.3	- Les réservoirs ouverts à la pression atmosphérique. ....	19
7.4	- Les bâches de reprise.....	19
7.5	- Les réservoirs sous pression. ....	19

ARTICLE 8	Produits additionnels .....	20
8.1	- Les produits antigel.....	20
8.2	- Les autres produits additionnels.....	20

### SECTION 2 OUVRAGES PUBLICS OU PARTICULIERS..... 20

ARTICLE 9	Règles générales .....	20
-----------	------------------------	----

ARTICLE 10	Les puits .....	20
10.1	.....	20
10.2	- Puits particuliers.....	20

ARTICLE 11	Les sources .....	24
------------	-------------------	----

ARTICLE 12	Les citernes destinées à recueillir l'eau de pluie.....	24
------------	---	----

ARTICLE 13	Mise à disposition d'eaux destinées à l'alimentation humaine par des moyens temporaires .....	24
13.1	- Les citernes.....	24
13.2	- Les canalisations de secours.....	24

### **SECTION 3 OUVRAGES ET RÉSEAUX PARTICULIERS DE DISTRIBUTION DES IMMEUBLES ET DES LIEUX PUBLICS..... 25**

ARTICLE 14	Desserte des immeubles, logements et pièces isolées .....	25
14.1	- Desserte des immeubles.....	25
14.2	- Desserte des logements et des pièces isolées.....	25
ARTICLE 15	Qualité de l'eau distribuée aux utilisateurs .....	25
ARTICLE 16	Qualité technique sanitaire des installations .....	26
16.1	- Règle générale.....	26
16.2	- Réseaux intérieurs de caractère privé. ....	26
16.3	- Réservoirs de coupure et appareils de disconnection. ....	26
16.4	- Manque de pression.....	27
16.5	- Les dispositifs de traitement des eaux.....	27
16.6	- Les dispositifs de traitement de l'air fonctionnant à l'eau potable.....	27
16.7	- Les dispositifs de chauffage.....	27
16.8	- Les productions d'eau chaude et les productions d'eau froide destinées à des usages alimentaires ou sanitaires.....	27
16.9	- Traitement thermique. ....	28
16.10	- Les appareils sanitaires, ménagers ou de cuisine.....	28
16.11	- Les dispositifs d'arrosage, de lavage ou d'ornement.....	28
16.12	- Les équipements particuliers. ....	28
16.13	- Les installations provisoires. ....	28
ARTICLE 17	Les installations en sous-sol.....	29
ARTICLE 18	Entretien des installations.....	29
ARTICLE 19	Immeubles astreints à la protection contre l'incendie, utilisant un réseau d'eau potable.....	29

### **SECTION 4 DISPOSITIONS DIVERSES..... 30**

ARTICLE 20	Surveillance hygiénique des eaux destinées à l'alimentation humaine .....	30
20.1	- Surveillance sanitaire de la qualité des eaux.....	30
20.2	- Désinfection des réseaux.....	30
20.3	- Contrôle des désinfections.....	30

## **TITRE II LOCAUX D'HABITATION ET ASSIMILES..... 31**

### **CHAPITRE I CADRE DE LA RÉGLEMENTATION..... 31**

ARTICLE 21	Définition.....	31
ARTICLE 22	Domaine d'application .....	31

### **CHAPITRE II USAGE DES LOCAUX D'HABITATION..... 32**

#### **SECTION 1 ENTRETIEN ET UTILISATION DES LOCAUX..... 32**

ARTICLE 23	Propreté des locaux communs et particuliers .....	32
23.1	- Locaux d'habitation. ....	32
23.2	- Circulation et locaux communs. ....	32
23.3	- Dépendances. ....	33
ARTICLE 24	Assainissement de l'atmosphère des locaux .....	33

ARTICLE 25	Battage des tapis, poussières jetées par les fenêtres .....	33
ARTICLE 26	Présence d'animaux dans les habitations, leurs dépendances, leurs abords et les locaux communs .....	33
ARTICLE 27	Conditions d'occupation des locaux .....	34
27.1	- Interdiction d'habiter dans les caves, sous-sols. ....	34
27.2	- Caractéristiques des pièces affectées à l'habitation.....	34
27.3	- Utilisation des caves et sous-sols comme remises de véhicules automobiles. ....	34
ARTICLE 28	Parcs de stationnement couverts dans les locaux d'habitation .....	34
<b>SECTION 2</b>	<b>ENTRETIEN ET UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS.....</b>	<b>34</b>
ARTICLE 29	Évacuation des eaux pluviales et usées .....	34
29.1	- Évacuation des eaux pluviales. ....	34
29.2	- Évacuation des eaux et matières usées. ....	34
29.3	- Déversements délictueux. ....	36
ARTICLE 30	Ouvrage d'assainissement .....	36
30.1	- Conduits d'évacuation.....	37
30.2	- Conditions générales d'établissement des branchements à l'ouvrage public. ....	37
30.3	- Dispositifs privés individuels d'assainissement. ....	39
ARTICLE 31	Conduits de fumée et de ventilation - Appareils à combustion .....	40
31.1	- Généralités.....	40
31.2	- Conduits de ventilation.....	40
31.3	- Accessoires des conduits de fumée et de ventilation.....	41
31.4	- Tubage des conduits individuels.....	41
31.5	- Chemisage des conduits individuels.....	41
31.6	- Entretien, nettoyage et ramonage. ....	41
<b>SECTION 3</b>	<b>ENTRETIEN DES BATIMENTS ET DE LEURS ABORDS.....</b>	<b>42</b>
ARTICLE 32	Généralités .....	42
ARTICLE 33	Couverture - Murs, cloisons - Planchers - Baies - Gainés de passage des canalisations .....	42
<b>SECTION 4</b>	<b>PRÉCAUTIONS PARTICULIÈRES D'EXPLOITATION.....</b>	<b>43</b>
ARTICLE 34	Protection contre le gel.....	43
ARTICLE 35	Locaux inondés ou souillés par des infiltrations.....	43
ARTICLE 36	Réserves d'eau non destinées à l'alimentation .....	43
ARTICLE 37	Entretien des plantations.....	43
<b>SECTION 5</b>	<b>EXÉCUTION DE TRAVAUX.....</b>	<b>44</b>
ARTICLE 38	Équipement sanitaire et approvisionnement en eau.....	44
ARTICLE 39	Démolition.....	44
<b>CHAPITRE III</b>	<b>AMÉNAGEMENT DES LOCAUX D'HABITATION.....</b>	<b>45</b>
<b>SECTION 1</b>	<b>LOCAUX .....</b>	<b>45</b>



ARTICLE 40 Règles générales d'habitabilité.....	45
40.1 - Ouvertures et ventilations. ....	45
40.2 - Eclairage naturel. ....	45
40.3 - Superficie des pièces. ....	46
40.4 - Hauteur sous plafond. ....	46
ARTICLE 41 Aménagement des cours et courettes des immeubles collectifs .....	46
<b>SECTION 2 ÉVACUATION DES EAUX PLUVIALES ET USÉES .....</b>	<b>46</b>
ARTICLE 42 Évacuation .....	46
42.1 - Chutes d'aisances et descentes d'eaux ménagères.....	46
42.2 - Séparation des chutes et descentes.....	47
ARTICLE 43 Occlusion des orifices de vidange des postes d'eau.....	47
ARTICLE 44 Protection contre le reflux des eaux d'égout .....	47
<b>SECTION 3 LOCAUX SANITAIRES.....</b>	<b>48</b>
ARTICLE 45 Cabinets d'aisances et salles d'eau .....	48
ARTICLE 46 Caractéristiques des cuvettes de cabinets d'aisances.....	49
ARTICLE 47 Cabinets d'aisances comportant un dispositif de désagrégation et d'évacuation des matières fécales .....	49
<b>SECTION 4 OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT (abrogée).....</b>	<b>50</b>
Articles 48 à 50 .....	50
<b>SECTION 5 INSTALLATIONS D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ DE CHAUFFAGE, DE CUISINE ET DE PRODUCTION D'EAU CHAUDE.....</b>	<b>50</b>
ARTICLE 51 Installations d'électricité.....	50
ARTICLE 52 Installations de gaz.....	50
ARTICLE 53 Installations de chauffage, de cuisine ou de production d'eau chaude par combustion.....	50
53.1 - Règles générales. ....	50
53.2 - Conduits d'évacuation. ....	50
53.3 - Raccordement de plusieurs foyers à un conduit unique.....	51
53.4 - Ventilation.....	52
53.5 - Installations de chauffage par air chaud. ....	53
53.6 - Modérateurs. ....	53
53.7 - Clés et registres. ....	53
53.8 - Interdiction visant certains dispositifs mécaniques de ventilation.....	55
53.9 - Installations d'appareils à combustion autres que ceux destinés au chauffage, à la cuisine ou à la production d'eau chaude. ....	55
53 bis - Installations thermiques ne comportant pas de combustion.....	56
<b>SECTION 6 BRUIT DANS L'HABITATION (Abrogée).....</b>	<b>56</b>
ARTICLE 54.....	56

<b>CHAPITRE IV LOGEMENTS GARNIS ET HOTELS LOCAUX AFFECTÉS A L'HÉBERGEMENT COLLECTIF .....</b>	<b>57</b>
<b>SECTION 1 GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>57</b>
ARTICLE 55 Domaine d'application .....	57
ARTICLE 56 Surveillance .....	57
<b>SECTION 2 AMÉNAGEMENT DES LOCAUX .....</b>	<b>58</b>
ARTICLE 57 Équipement .....	58
57.1 - Équipement collectif .....	58
57.2 - Équipement des pièces.....	58
ARTICLE 58 Locaux anciens.....	58
<b>SECTION 3 USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX.....</b>	<b>59</b>
ARTICLE 59 Service de l'eau et des sanitaires.....	59
ARTICLE 60 Entretien .....	59
ARTICLE 61 Mesures prophylactiques .....	59
 <b>TITRE III DISPOSITIONS APPLICABLES AUX BATIMENTS AUTRES QUE CEUX A USAGE D'HABITATION ET ASSIMILES....</b>	 <b>60</b>
ARTICLE 62 Type de locaux visés .....	60
<b>SECTION 1 AMÉNAGEMENT DES LOCAUX .....</b>	<b>60</b>
<b>SECTION 2 VENTILATION DES LOCAUX.....</b>	<b>60</b>
ARTICLE 63 Généralités .....	60
63.1 - Dispositions de caractère général. ....	60
63.2 - Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux. ....	61
ARTICLE 64 Ventilation mécanique ou naturelle des conduits.....	61
64.1 - Locaux à pollution non spécifique.....	61
64.2 - Locaux à pollution spécifique.....	62
ARTICLE 65 Prescriptions relatives aux installations et à leur fonctionnement .....	63
ARTICLE 66 Ventilation par ouvrants extérieurs.....	65
66.1 - Locaux à pollution non spécifique.....	65
66.2 - Locaux à pollution spécifique.....	65
66.3 - Surface des ouvrants. ....	65
<b>SECTION 3 DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUIPEMENT SANITAIRE .....</b>	<b>66</b>
ARTICLE 67 Équipement sanitaire.....	66
ARTICLE 68 Équipement sanitaire des locaux de sport .....	66
ARTICLE 69 Équipement sanitaire des salles de spectacle .....	66

ARTICLE 70	Établissements de natation ouverts au public .....	66
ARTICLE 71	Bains-Douches .....	66
<b>SECTION 4</b>	<b>USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX .....</b>	<b>67</b>
ARTICLE 72	Entretien des locaux .....	67
<b>TITRE IV</b>	<b>ELIMINATION DES DECHETS ET MESURES DE SALUBRITE GENERALES .....</b>	<b>68</b>
<b>SECTION 1</b>	<b>DÉCHETS MÉNAGERS.....</b>	<b>68</b>
ARTICLE 73	Présentation des déchets à la collecte .....	68
ARTICLE 74	Produits non admis dans les déchets ménagers .....	68
ARTICLE 75	Récipients de collecte des ordures ménagères .....	68
75.1	- Poubelles.....	68
75.2	- Sacs perdus en papier ou en matière plastique pour la collecte des ordures ménagères.....	68
75.3	- Bacs roulants pour déchets solides .....	69
75.4	- Autres types de récipients.....	69
ARTICLE 76	Mise des récipients à la disposition des usagers .....	69
ARTICLE 77	Emplacement des récipients à ordures ménagères .....	69
ARTICLE 78	Évacuation des ordures ménagères par vide-ordures .....	71
ARTICLE 79	Entretien des récipients des locaux de stockage et des conduits de chute des vide-ordures .....	71
ARTICLE 80	Présentation des déchets des ménages en vue de leur enlèvement par le service de collecte.....	72
ARTICLE 81	Réglementation de la collecte .....	72
ARTICLE 82	Protection sanitaire au cours de la collecte.....	72
ARTICLE 83	Broyeurs d'ordures .....	72
ARTICLE 84	Élimination des déchets.....	73
ARTICLE 85	Élimination des déchets encombrants d'origine ménagère.....	73
<b>SECTION 2</b>	<b>DÉCHETS DES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS ET ASSIMILÉS (Abrogée) .....</b>	<b>74</b>
ARTICLES 86 à 89.....		74
ARTICLE 88	Déchets contaminés.....	67
<b>SECTION 3</b>	<b>MESURES DE SALUBRITÉ GÉNÉRALES .....</b>	<b>74</b>
ARTICLE 90	Déversements ou dépôts de matières usées ou dangereuses en général.....	74



ARTICLE 91	Déchargement des matières de vidanges.....	75
ARTICLE 92	Mares et abreuvoirs.....	75
ARTICLE 93	Lavoirs publics.....	76
ARTICLE 94	(Supprimé).....	76
ARTICLE 95	Mesures particulières visant les ports de plaisance.....	76
ARTICLE 96	Protection des lieux publics contre la poussière .....	77
ARTICLE 97	Protection contre les déjections .....	77
ARTICLE 98	Cadavres d'animaux.....	77
ARTICLE 99	Propreté des voies et des espaces publics.....	77
99.1	- Balayage des voies publiques. ....	77
99.2	- Mesures générales de propreté et de salubrité. ....	78
99.3	- Projection d'eaux usées sur la voie publique.....	78
99.4	- Transport de toutes natures.....	78
99.5	- Marchés. ....	78
99.6	- Animaux. ....	79
99.7	- Abords des chantiers. ....	79
99.8	- Neige et glaces. ....	79
ARTICLE 100	Salubrité des voies privées .....	79
100.1	- Dispositions générales.....	79
100.2	- Établissement, entretien et nettoyage. ....	79
100.3	- Enlèvement des ordures ménagères.....	79
100.4	- Évacuation des eaux et matières usées.....	79
<b>SECTION 4</b>	<b>FORAINS ET NOMADES .....</b>	<b>81</b>
ARTICLE 100 bis	.....	81
Forains et nomades	.....	81
<b>TITRE V</b>	<b>LE BRUIT (Abrogé).....</b>	<b>82</b>
ARTICLES 101 à 104	.....	82
<b>TITRE VI</b>	<b>MESURES VISANT LES MALADES CONTAGIEUX, LEUR ENTOURAGE ET LEUR ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>83</b>
<b>SECTION 1</b>	<b>MESURES GÉNÉRALES .....</b>	<b>83</b>
ARTICLE 105	Déclaration des maladies contagieuses.....	83
ARTICLE 106	Isolement des malades .....	83
ARTICLE 107	Surveillance sanitaire .....	83
ARTICLE 108	Sortie des malades.....	83
ARTICLE 109	Surveillance scolaire .....	84
109.1	.....	84
109.2	- Pédiculose. ....	84

ARTICLE 110	Transport des malades .....	84
-------------	-----------------------------	----

## **SECTION 2 CONTAMINATION DU MILIEU ET DES OBJETS PAR LES CONTAGIEUX..... 84**

ARTICLE 111	Protection contre les déjections ou excréments contagieuses de personnes atteintes de maladies à déclaration obligatoire.....	84
ARTICLE 112	Désinfection en cours de maladie .....	84
ARTICLE 113	Désinfection terminale .....	85
ARTICLE 114	Organisation de la désinfection .....	85
ARTICLE 115	Appareils de désinfection .....	85
ARTICLE 116	Centres d'hébergement de personnes sans domicile .....	85

## **SECTION 3 LOCAUX PROFESSIONNELS DES COIFFEURS, MANUCURES, PÉDICURES ET ESTHÉTIENNES..... 86**

ARTICLE 117	Aménagement des locaux professionnels des coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes .....	86
ARTICLE 118	Hygiène générale.....	86

## **SECTION 4 LUTTE CONTRE LES RONGEURS, LES PIGEONS VIVANT A L'ÉTAT SAUVAGE, LES ANIMAUX ERRANTS, LES INSECTES ET AUTRES VECTEURS MESURES APPLICABLES AUX ANIMAUX DOMESTIQUES ..... 87**

ARTICLE 119	Rongeurs et pigeons vivant à l'état sauvage.....	87
119.1	- Rongeurs.....	87
119.2	- Pigeons. ....	87
ARTICLE 120	Jets de nourriture aux animaux .....	87
ARTICLE 121	Insectes .....	88
ARTICLE 122	Animaux domestiques ou sauvages apprivoisés ou tenus en captivité .....	88
ARTICLE 123	Autres vecteurs.....	88

## **SECTION 5 OPERATIONS FUNÉRAIRES (Abrogée) ..... 88**

ARTICLE 124	Opérations funéraires .....	88
-------------	-----------------------------	----

# **TITRE VII HYGIENE DE L'ALIMENTATION ..... 89**

## **SECTION 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES ..... 89**

ARTICLE 125	Prescriptions générales concernant les magasins d'alimentation .....	89
125.1	- Magasins de vente. ....	89
125.2	- Réserves. ....	90
125.3	- Voitures boutiques. ....	90
ARTICLE 126	Vente hors des magasins : à l'extérieur du magasin, sur les marchés et autres lieux de vente .....	90

ARTICLE 127	Protection des denrées .....	90
ARTICLE 128	Déchets .....	91
ARTICLE 129	Transport des denrées alimentaires.....	91
129.1	- Généralités.....	91
129.2	- Transports terrestres de denrées périssables.....	91
129.3	- Transport de glace alimentaire.....	91
129.4	- Transport du pain.....	92
ARTICLE 130	Ateliers et laboratoires de préparation des aliments.....	92
130.1	- Entretien des locaux.....	92
130.2	- Évacuation des eaux.....	92
130.3	- Aération et ventilation.....	92
130.4	- Usage des locaux.....	92
130.5	- Protection contre les insectes.....	94
130.6	- Entretien des appareils servant à la préparation et à la conservation des aliments.....	94
130.7	- Élimination des déchets.....	94
130.8	- Conditions de conservation des denrées périssables.....	94
130.9	- Fumoirs.....	94
130.10	- Établissements de collecte et de transformation du lait.....	94
ARTICLE 131	Distribution automatique d'aliments .....	94
131.1	- Emplacement.....	94
131.2	- Conditions applicables aux denrées.....	95
131.3	- Appareils distributeurs de bonbons et de friandises.....	95
131.4	- Prescriptions concernant les matériaux.....	95
131.5	- Contrôle.....	95
ARTICLE 132	Hygiène du personnel .....	95
<b>SECTION 2</b>	<b>BOISSONS .....</b>	<b>96</b>
ARTICLE 133	Boissons autres que le lait .....	96
ARTICLE 134	Hygiène des débits de boisson .....	96
<b>SECTION 3</b>	<b>PRODUITS LAITIERS .....</b>	<b>98</b>
ARTICLE 135	Magasin de vente des produits laitiers.....	98
ARTICLE 136	Fabrication et vente des glaces et crèmes glacées.....	98
<b>SECTION 4</b>	<b>VIANDES - GIBIERS - VOLAILLES - OEUFS .....</b>	<b>99</b>
ARTICLE 137	Boucheries, charcuteries, triperies, magasins de vente, de préparation de charcuterie, de volailles, de gibier et de plats cuisinés .....	99
ARTICLE 138	Dispositions particulières pour les denrées dont la vente constitue une activité partielle de l'établissement.....	100
ARTICLE 139	Oufs .....	100
ARTICLE 140	Abattoirs .....	100
<b>SECTION 5</b>	<b>PRODUITS DE LA MER.....</b>	<b>101</b>
ARTICLE 141	Magasins et réserves de produits de la mer .....	101



## **SECTION 6 ALIMENTS D'ORIGINE VÉGÉTALE LÉGUMES, FRUITS, CRESSONNIERES, CHAMPIGNONS ..... 101**

ARTICLE 142	Généralités .....	101
ARTICLE 143	Protection des cressonnières et des cultures maraîchères immergées .....	101
143.1	- Conditions d'exploitation. ....	101
143.2	- Contrôle des exploitations. ....	102
143.3	- Contrôle des ventes des cressonnières. ....	102
ARTICLE 144	Fruits et légumes .....	102
ARTICLE 145	Les champignons .....	103
145.1	- Champignons cultivés. ....	103
145.2	- Champignons sauvages. ....	103
ARTICLE 146	Construction, aménagement, réouverture et transfert de fonds des boulangeries et boulangeries-pâtisseries .....	103
ARTICLE 147	Installation des locaux de vente en cas de création, d'extension, de réouverture, ou de transfert de boulangeries et de dépôts de pain .....	104
147.1	- Fonds de boulangerie ou exploitation conjointe d'une boulangerie et d'un autre commerce. ....	104
147.2	- Dépôts de pain. ....	104
ARTICLE 148	Dispositions applicables aux produits de panification ou de pâtisserie .....	104

## **SECTION 7 DENRÉES CONGELÉES ET SURGELÉES ..... 105**

ARTICLE 149	Denrées congelées et surgelées .....	105
-------------	--------------------------------------	-----

## **SECTION 8 ALIMENTS NON TRADITIONNELS..... 105**

ARTICLE 150	Définition des aliments non traditionnels .....	105
ARTICLE 151	Prescriptions applicables à la fabrication, à la détention, et à la mise en vente d'aliments non traditionnels.....	105

## **SECTION 9 LA RESTAURATION COLLECTIVE ..... 106**

ARTICLE 152	Hygiène des restaurants et locaux similaires .....	106
-------------	--	-----

## **SECTION 10 SALUBRITÉ DES LOCAUX CONTENANT DES PRODUITS ALIMENTAIRES ..... 107**

ARTICLE 153	Évacuation des eaux et matières usées.....	107
ARTICLE 154	Locaux à poubelles.....	107

## **TITRE VIII PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITES D'ELEVAGE ET AUTRES ACTIVITES AGRICOLES ..... 108**

ARTICLE 155	Règles d'implantation de bâtiments d'élevage ou d'engraissement (création ou extension).....	108
155.1	- Présentation du dossier. ....	108
155.2	- Protection des eaux et zones de baignades. ....	109
155.3	- Protection du voisinage.....	109
155.4	- Règles générales d'implantation. ....	109

155.5 - Dispositions applicables aux cas d'extension ou de réaffectation des bâtiments d'élevage existants.....	109
ARTICLE 156 Construction, aménagement et exploitation des logements d'animaux.....	110
156.1 - Construction et aménagement des logements d'animaux.....	110
156.2 - Entretien et fonctionnement.....	110
156.3 - Stabulation libre.....	110
ARTICLE 157 Évacuation et stockage des fumiers et autres déjections solides.....	112
157.1 - Implantation des dépôts.....	112
157.2 - Aménagement des dépôts à caractère permanent.....	112
157.3 - Dispositions applicables aux extensions de dépôts existants et à caractère permanent.....	112
ARTICLE 158 Évacuation et stockage des purins, lisiers, jus d'ensilage et eaux de lavage des logements d'animaux et de leurs annexes .....	113
158.1 - Dispositions générales.....	113
158.2 - Dispositions applicables aux extensions d'ouvrages existants.....	113
ARTICLE 159 Silos destinés à la conservation par voie humide des aliments pour animaux .....	113
159.1 - Conception et réalisation.....	113
159.2 - Implantation.....	114
159.3 - Silos non aménagés.....	114
159.4 - Exploitation.....	114
ARTICLE 160 Dépôts de matières fermentescibles destinées à la fertilisation des sols (à l'exception de ceux visés aux articles 157 et 159) .....	114
161. – Epandage.....	115
161.1 - Dispositions générales.....	115
161.2 - Dispositions particulières.....	116
ARTICLE 162 Matières fertilisantes - Supports de cultures et produits antiparasitaires ...	118
ARTICLE 163 Traitement des effluents d'élevage dans une station d'épuration.....	118
ARTICLE 164 Citernes – Pressoirs .....	118
ARTICLE 165 Émissions de fumées .....	119
<b>TITRE IX DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>120</b>
ARTICLE 166 Dérogations .....	120
ARTICLE 167 Pénalités.....	120
ARTICLE 169 Constatation des infractions .....	120

## **TITRE I**

### **LES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE**

#### **ARTICLE PREMIER**

##### **Domaine d'application**

Les dispositions du présent titre s'appliquent à tous les systèmes d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine.

#### **SECTION 1**

### **RÈGLES GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 2**

##### **Origine et qualité des eaux**

A l'exception de l'eau potable provenant de la distribution publique, toutes les eaux d'autre origine ou celles ne correspondant pas aux dispositions du présent titre sont considérées a priori comme non potables et ne peuvent donc être utilisées qu'à certains usages industriels, commerciaux ou agricoles non en rapport avec l'alimentation et les usages sanitaires.

#### **ARTICLE 3**

##### **Matériaux de construction**

##### **3.1 - Composition des matériaux des équipements servant à la distribution de l'eau.**

Les canalisations et réservoirs d'eau potable et, d'une manière générale, tout l'équipement servant à la distribution des eaux d'alimentation sont constitués de matériaux non susceptibles d'altérer d'une manière quelconque les qualités de l'eau distribuée. Ainsi sont prohibés notamment le plomb et ses alliages.

##### **3.2 - Revêtements.**

– Les revêtements bitumineux, les enduits dérivés du pétrole ou tous les produits similaires et les revêtements en matières plastiques ne doivent être employés que dans la mesure où ils ne sont pas susceptibles, au contact de l'eau distribuée pour l'alimentation humaine, de se dissoudre, de se désagréger ou de communiquer à celle-ci des saveurs ou des odeurs désagréables.

– En particulier, ne doivent entrer dans la composition des canalisations, appareils ou parties d'appareils et les accessoires en matière plastique, que des substances autorisées dans la fabrication des emballages ou récipients en contact avec les denrées alimentaires<sup>1</sup>.

#### **ARTICLE 4**

##### **Température de l'eau**

Toutes précautions doivent être prises pour éviter les élévations importantes de la température de l'eau distribuée.

---

<sup>1</sup> Répression des fraudes et contrôle de la qualité. Brochure J.O. n° 1227.

Recueil des textes concernant les matériaux au contact des aliments et denrées destinées à l'alimentation humaine, et notamment le décret n° 73-1 38 du 12 février 1973 (J.O. du 15 février 1973).



## ARTICLE 5

### Mise en œuvre des matériels

#### 5.1 - Précautions au stockage.

Des précautions sont prises pour éviter la pollution des matériels entreposés, destinés à la distribution des eaux.

#### 5.2 - Précautions à la pose.

La plus grande attention est apportée à l'étanchéité des canalisations, des réservoirs et des appareils, de leurs joints et raccords, ainsi qu'à leur propreté parfaite au moment de leur pose et de leur mise en service.

#### 5.3 - Juxtaposition de matériaux.

La juxtaposition de matériaux de nature différente ne doit en aucun cas modifier les qualités de l'eau, ni entraîner notamment l'apparition de phénomènes de corrosion. Ainsi est prohibée la mise en œuvre du cuivre en amont du fer galvanisé sans protection particulière.

#### 5.4 - Mise à la terre.

L'utilisation des canalisations d'eau pour la mise à la terre d'appareil électrique est interdite.

## ARTICLE 6

### Double réseau

#### 6.1 - Distinction et repérage des canalisations et réservoirs.

Les canalisations et réservoirs d'eau non potable doivent être entièrement distincts et différenciés des canalisations et réservoirs d'eau potable au moyen de signes distinctifs conformes aux normes<sup>1</sup>.

Toute communication entre l'eau potable et l'eau non potable est interdite.

#### 6.2 - Distinction des appareils.

Sur tout réservoir et sur tout point de puisage d'eau non potable est appliquée une plaque apparente et scellée à demeure, portant d'une manière lisible la mention «EAU DANGEREUSE A BOIRE» et un pictogramme caractéristique.

## ARTICLE 7

### Stockage de l'eau

#### 7.1 - Précautions générales, stagnation.

Les réseaux de distribution et les ouvrages de stockage doivent être conçus et exploités de manière à éviter une stagnation prolongée de l'eau d'alimentation. Les réseaux doivent être munis de dispositifs de soutirage; ces derniers doivent être manœuvrés aussi souvent que nécessaire et au moins deux fois par an, pour les points du réseau où la circulation de l'eau n'est pas constante.

#### 7.2 - Prescriptions générales applicables aux réservoirs.

Les réservoirs doivent être protégés contre toute pollution d'origine extérieure et contre les élévations importantes de température. Ils doivent être faciles d'accès et leur installation doit permettre de vérifier en tout temps leur étanchéité.

Il doit être installé un dispositif permettant une prise d'échantillon d'eau à l'amont et à l'aval immédiat du réservoir.

L'ensemble des matériaux constituant les réservoirs doivent répondre aux prescriptions de l'article 3 du présent titre.

---

<sup>1</sup> Norme NF X 08 1 00 d'octobre 1977.

Après chaque intervention susceptible de contaminer l'eau contenue dans les réservoirs et, de toute façon, au moins une fois par an, les réservoirs sont vidés, nettoyés et désinfectés.

Pour les réservoirs dont la capacité est supérieure à 1 m<sup>3</sup> ces opérations doivent être suivies d'un contrôle de la qualité de l'eau.

Des dispositions sont prises pour assurer un approvisionnement en eau potable pendant la mise hors service.

### **7.3 - Les réservoirs ouverts à la pression atmosphérique.**

En plus des prescriptions indiquées ci-dessus, ces types de réservoirs doivent être fermés par un dispositif amovible à joints étanches. Les orifices de ventilation sont protégés contre l'entrée des insectes et des petits animaux par un dispositif approprié (treillage métallique inoxydable à mailles d'un millimètre au maximum).

L'orifice d'alimentation est situé au point haut du réservoir avec une garde d'air suffisante (au moins 5 cm au-dessus de l'orifice du trop plein) à l'exception des réservoirs d'équilibre.

La section de la canalisation de trop plein doit pouvoir absorber la fourniture d'eau à plein régime. Cette canalisation est siphonnée avec une garde d'eau suffisante.

La canalisation de vidange doit être située au point le plus bas du fond du réservoir.

Les orifices d'évacuation de trop plein et de vidange sont protégés contre l'entrée des insectes et des petits animaux.

De plus, les trop-pleins et les vidanges doivent être installés de telle sorte qu'il y ait une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre. Lorsque les trop pleins et les vidanges se déversent dans une même canalisation avant le dispositif de rupture de charge, la section de cette canalisation doit être calculée de manière à permettre l'évacuation du débit maximal.

L'orifice de distribution de l'eau doit être placé à 10 cm au moins au-dessus du point le plus haut du fond du réservoir.

### **7.4 - Les bâches de reprise.**

Les bâches de reprise sont soumises aux mêmes dispositions que les réservoirs ouverts à la pression atmosphérique.

### **7.5 - Les réservoirs sous pression.**

En plus des prescriptions indiquées à l'alinéa 7.2, les réservoirs fonctionnant sous des pressions différentes de la pression atmosphérique sont construits pour résister aux pressions d'utilisation et sont conformes aux normes existantes.

A l'exception des réservoirs antibéliers, les orifices d'alimentation et de distribution de l'eau doivent être situés respectivement à 10 cm et à 20 cm au moins au-dessus du point le plus haut du fond du réservoir.

Chaque élément de réservoir est pourvu d'un orifice de vidange situé au point le plus bas du fond de cet élément.

La canalisation de vidange doit être installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

Des purges doivent être effectuées aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par semaine.

Il ne doit y avoir aucune possibilité de contact entre le gaz sous pression, nécessaire au fonctionnement de l'installation, et l'eau contenue dans le réservoir. Si, pour des raisons techniques, ce contact ne peut être évité, toutes les précautions sont prises pour éviter une pollution de l'eau par le gaz.

Lorsque le gaz utilisé est de l'air, cette contrainte technologique de stricte séparation des deux fluides peut être levée sous réserve que soient satisfaites les deux conditions suivantes :

- il est indispensable que les prises d'air alimentant le dispositif ou assurant le renouvellement soient placées à des endroits suffisamment aérés et ventilés pour éviter, soit une introduction de poussières pouvant éventuellement servir de support à une contamination microbienne, soit un apport d'éléments toxiques ou indésirables contenus, notamment, dans les gaz d'échappement de moteurs ; un système de filtration d'air efficace doit être prévu lorsque l'air prélevé est susceptible d'être pollué ;

– l'air introduit et comprimé ne doit pas être susceptible d'entraîner, même accidentellement, des traces d'huiles ou de graisses nécessaires au fonctionnement de certains dispositifs de mise sous pression (compresseur d'air par exemple)<sup>1</sup>.

## **ARTICLE 8**

### **Produits additionnels**

#### **8.1 - Les produits antigel.**

L'usage de tout produit destiné à abaisser le point de congélation de l'eau, ou à l'éviter est interdit.

#### **8.2 - Les autres produits additionnels.**

L'utilisation et l'introduction de ces produits notamment : catio-résines, polyphosphates, silicates, dans les eaux des réseaux publics ou particuliers à l'intérieur des immeubles doivent être pratiquées conformément à la réglementation en vigueur<sup>2</sup>.

L'utilisation de produits additionnels n'autorise en aucun cas, l'emploi de matériaux, de canalisations ou d'appareils ne répondant pas aux dispositions de l'article 3 du présent titre.

## **SECTION 2**

### **OUVRAGES PUBLICS OU PARTICULIERS**

## **ARTICLE 9**

### **Règles générales**

Toutes dispositions doivent être prises pour assurer la protection et l'entretien des ouvrages de captage, de traitement, de stockage et d'élévation, ainsi que des ouvrages d'amenée et de distribution d'eau potable, contre les contaminations notamment celles dues aux crues ou aux évacuations d'eaux usées, conformément à la réglementation et aux instructions techniques du Ministre chargé de la Santé. Le transport de l'eau ne doit pas occasionner de bruits excessifs, ni être à l'origine d'érosion des canalisations.

## **ARTICLE 10**

### **Les puits**

**10.1** - Tout projet d'établissement d'un puits ou forage (fouilles de bâtiments, sondages de reconnaissance, puits de captage d'eaux souterraines, évacuations d'eau pluviales et usées, etc.) dont la profondeur est supérieure à 10 m doit selon les cas faire l'objet des procédures réunies dans le tableau 1.

Les puits non visés par les procédures précédentes doivent faire l'objet d'une déclaration à l'autorité sanitaire.

#### **10.2 - Puits particuliers.**

En l'absence d'une distribution publique d'eau potable, l'usage de l'eau des autres puits n'est autorisé, pour l'alimentation humaine que si elle est reconnue potable par l'autorité sanitaire et si toutes les précautions sont prises pour la mettre à l'abri de toutes contaminations.

<sup>1</sup> Le document technique unifié 60-1, additif n° 4 (distribué par la Chambre Syndicale et Technique du Bâtiment) précise certaines conditions à respecter pour limiter les phénomènes de corrosion.

<sup>2</sup> Régime de l'eau - Brochure 1327. Notamment - Circulaire du 14/4/1962 relative au traitement des eaux d'alimentation par les polyphosphates (J.O. du 2 mai 1962).

- Circulaire du 3/5/1963 relative à l'emploi des catio-résines dans le traitement des eaux d'alimentation et dans la fabrication des produits alimentaires (J.O. du 11 mai 1963).

- Circulaire du 5/6/1964 relative au traitement des eaux d'alimentation par les silicates (J.O. du 9 juin 1964).

A défaut d'écoulement gravitaire, l'eau doit être relevée au moyen d'un dispositif de pompage.

L'orifice des puits est protégé par une couverture surélevée, le dispositif étant suffisamment étanche pour empêcher notamment la pénétration des animaux et des corps étrangers tels que branches et feuilles. Leur paroi doit être étanche dans la partie non captante et la margelle doit s'élever à 50 centimètres au minimum, au-dessus du sol, ou du niveau des plus hautes eaux connues si le terrain est inondable.

Sur une distance de 2 m au minimum autour du puits, le sol est rendu étanche en vue d'assurer une protection contre les infiltrations superficielles ; il doit présenter une pente vers l'extérieur.

Un caniveau doit éloigner notamment les eaux s'échappant du dispositif de pompage.

L'ensemble de l'ouvrage doit être maintenu en bon état d'entretien et en état constant de propreté. Il est procédé à son nettoyage et à sa désinfection sur injonction du maire, à la demande et sous contrôle de l'autorité sanitaire. L'ouvrage dont l'usage aura été reconnu dangereux pour l'alimentation sera muni de l'inscription apparente « EAU DANGEREUSE A BOIRE » et d'un pictogramme caractéristique. La mise hors service ou le comblement définitif est imposé par le Maire si cette mesure est reconnue nécessaire par l'autorité sanitaire.

En aucun cas, un tel ouvrage ne doit être utilisé comme puits filtrant ou dispositif d'enfouissement.



TABLEAU I - PROCEDURES D'AUTORISATION DES PUITES

OBJET	TEXTES REGLEMENTAIRES	PUITS ET PRELEVEMENTS EN SERVICE	PUITS HORS SERVICE
Tous sondages ouvrages souterrains et de fondation à plus de 10 m	Article 131 du Code Minier	<b>Régime de la déclaration simple</b> Instructeur : Service des Mines Délégation BRGM	Mêmes instructeurs, mais sous le régime de la déclaration simple obligatoire
PRELEVEMENTS A DES FINS DOMESTIQUES	- de 80 m Décret loi du 8 août 1935 Décret du 4 mai 1937 Enquête publique obligatoire pour les captages d'eau seulement	<b>Régime de l'autorisation préalable</b> Instructeur : Service des Mines	
	+ de 80 m Article 113 du Code Rural eaux non domaniales..... eaux domaniales.....	<b>Régime de la déclaration d'Utilité Publique</b> Instructeur : Direction Départementale de l'Agriculture Instructeur : Service de la Navigation	
PRELEVEMENTS A DES FINS NON DOMESTIQUES Toutes profondesurs débit supérieur à 8 m <sup>3</sup> /h	Loi du 16 décembre 1964 Décret loi du 23 février 1973	<b>Régime de la déclaration commentée</b> Instructeur : + de 40 m : Service des Mines - de 40 m et a) situé à moins de 200 m d'un cours d'eau sous le régime Police des eaux DDE : DDE b) situé dans unité urbaine de plus de 25 000 habitants : DDE - de 40 m et en dehors des 2 cas précédents : DDA	

DDE : Direction Départementale de l'Équipement ; DDA : Direction Départementale de l'Agriculture



## ARTICLE 11

### Les sources

Les dispositions prévues à l'article 10.1 et aux alinéas 1, 6 et 7 de l'article 10.2 sont applicables aux sources et à leurs ouvrages de captage.

## ARTICLE 12

### Les citernes destinées à recueillir l'eau de pluie

Les citernes destinées à recueillir l'eau de pluie doivent être étanches et protégées des pollutions externes. Elles comportent un dispositif d'aération muni d'un treillage métallique inoxydable à mailles de 1 millimètre au maximum pour empêcher les insectes et petits animaux d'y pénétrer.

Les parois intérieures doivent être en matériaux inertes vis-à-vis de l'eau de pluie. Si elles sont recouvertes d'un matériau destiné à maintenir l'étanchéité, ce matériau doit satisfaire aux dispositions de l'article 3 de la section 1 du présent titre.

Elles sont munies de dispositifs spéciaux destinés à écarter les premières eaux de lavage des toitures. Un filtre à gros éléments doit arrêter les corps étrangers, tels que terre, gravier, feuilles, détritiques et déchets de toutes sortes.

Elles doivent être soigneusement nettoyées et désinfectées une fois par an.

Sur la couverture des citernes enterrées un revêtement de gazon est seul toléré, à l'exclusion de toute autre culture. L'usage des pesticides, de fumures, organiques ou autres y est interdit. Les conditions de protection des citernes sont conformes à celles prescrites à l'article 8 ci-dessus.

L'utilisation des canalisations en plomb pour le transport et la distribution de l'eau de citerne est interdite.

L'eau des citernes doit être, a priori, considérée comme suspecte. Elle ne peut être utilisée pour l'alimentation que lorsque sa potabilité a été établie.

## ARTICLE 13

### Mise à disposition d'eaux destinées à l'alimentation humaine par des moyens temporaires

#### 13.1 - Les citernes.

Les citernes utilisées temporairement pour mettre à la disposition des usagers de l'eau destinée à l'alimentation humaine doivent être réalisées en matériau répondant à l'article 3 et ne pas avoir contenu au préalable de liquide non alimentaire.

Avant leur mise en œuvre, il doit être procédé à un nettoyage, à une désinfection et à un rinçage de la citerne<sup>1</sup>. L'eau utilisée pour le remplissage doit être potable et contenir une dose résiduelle de désinfectant; toutes précautions doivent être prises afin d'éviter une éventuelle pollution de l'eau.

Avant distribution, un contrôle de la teneur résiduelle en désinfectant doit être effectué.

#### 13.2 - Les canalisations de secours.

Lorsque des canalisations de secours sont utilisées pour mettre temporairement à la disposition des usagers de l'eau destinée à l'alimentation humaine, les prescriptions générales du présent titre doivent être respectées.

Une désinfection systématique des eaux ainsi distribuées doit être effectuée.

---

<sup>1</sup> Arrêté modifié du 10 août 1961 relatif à l'application de l'article L. 25-1 du Code de la Santé Publique (J.O. du 26 août 1961, 27 mars 1962, 30 septembre 1967, 28 juin 1973).

(1<sup>ère</sup> partie abrogée par arrêté préfectoral du 07.02.96)

## SECTION 3

### OUVRAGES ET RÉSEAUX PARTICULIERS DE DISTRIBUTION DES IMMEUBLES ET DES LIEUX PUBLICS

#### ARTICLE 14

##### Desserte des immeubles, logements et pièces isolées

###### 14.1 - Desserte des immeubles.

Dans toutes les agglomérations ou parties d'agglomérations possédant un réseau de distribution publique d'eau potable, toutes les voies publiques ou privées doivent, dans tous les cas où cette mesure est techniquement réalisable, comporter au moins une conduite de distribution.

Tout immeuble desservi par l'une ou l'autre de ces voies, qu'il soit directement riverain ou en enclave, doit être relié à cette conduite par un branchement.

Ce branchement est suivi d'un réseau de canalisations intérieures qui met l'eau de la distribution publique, et sans traitement complémentaire, à la disposition de tous les habitants de l'immeuble, à tous les étages et à toutes heures du jour et de la nuit.

Le branchement et le réseau de canalisations intérieures ont une section suffisante pour que la hauteur piézométrique de l'eau au point le plus élevé ou le plus éloigné de l'immeuble, soit encore d'au moins 3 mètres (correspondant à une pression d'environ 0,3 bar) à l'heure de pointe de consommation, même au moment où la pression de service dans la conduite publique atteint sa valeur minimale.

###### 14.2 - Desserte des logements et des pièces isolées.

Quelle que soit la date de construction de l'immeuble, chaque logement ou pièce d'habitation louée ou occupée isolément doit être pourvu d'un poste d'eau potable comportant un robinet d'amenée convenablement alimenté et un vidoir raccordé réglementairement pour l'évacuation des eaux usées.

Ces dispositions de n'appliquant pas aux immeubles situés dans des secteurs qui font l'objet d'une opération de rénovation déclarée d'utilité publique, confiée par la collectivité à un organisme rénovateur ou dont la démolition est autorisée.

Afin de faciliter l'installation, les occupants de tous les logements et locaux doivent permettre le passage et la pose des canalisations nécessaires, s'ils ont été régulièrement avisés par le propriétaire, l'usufruitier, le syndic de l'immeuble ou leur représentant qualifié<sup>1</sup>.

#### ARTICLE 15

##### Qualité de l'eau distribuée aux utilisateurs

Il est interdit aux propriétaires, hôteliers, tenanciers ou gérants des immeubles et établissements, où de l'eau chaude ou froide est mise à la disposition des usagers, de livrer aux utilisateurs une autre eau que celle de la distribution publique, exception faite pour les eaux minérales et les eaux conditionnées autorisées :

- pour tous les usages ayant un rapport direct ou même indirect avec l'alimentation, tels que le lavage des récipients destinés à contenir des boissons, du lait, des produits alimentaires ;
- pour tous les usages à but sanitaire tels que la toilette, le lavage de linge de table, de corps, de couchage ;
- d'une façon générale dans tous les cas où la consommation de l'eau peut présenter un risque pour la santé humaine, notamment sur les aires de jeux pour enfants, les bacs à sable, les pelouses, les aires pour l'évolution des sportifs telles que stades ou pistes.

La même interdiction s'applique aux fabricants de boissons, de glace alimentaire, crèmes glacées ainsi qu'à toute personne utilisant de l'eau soit pour la préparation, soit pour la conservation de denrées alimentaires.

<sup>1</sup> Loi n° 64.1278 du 23 décembre 1964 (J.O. du 24 décembre 1964). Décret n° 64.1356 du 30 décembre 1964 (J.O. du 31 décembre 1964). Loi n° 67.561 du 2 juillet 1967 sur l'amélioration de l'habitat et décrets d'application (J.O. du 13 juillet 1967).



Lorsque pour un motif dont la gravité est reconnue par le Préfet, l'eau délivrée aux consommateurs ou utilisée pour des usages connexes ne peut être celle d'une distribution publique, les personnes ci-dessus désignées doivent s'assurer que cette eau est potable.

Lorsqu'il existe des raisons de craindre la contamination des eaux, même si les causes de l'insalubrité ne sont pas imputables aux personnes visées aux deux premiers alinéas, celles-ci ont l'obligation de prendre les mesures prescrites par la réglementation en vigueur pour assurer la désinfection de l'eau. Ces mesures sont portées à la connaissance de l'autorité sanitaire qui contrôlera la qualité des eaux aux frais desdites personnes.

Lorsqu'il est constaté que les eaux ne sont pas saines ou qu'elles sont mal protégées, leur usage pour l'alimentation est immédiatement interdit. Leur utilisation ultérieure est subordonnée à une autorisation préfectorale.

## **ARTICLE 16**

### **Qualité technique sanitaire des installations**

#### **16.1 - Règle générale.**

Les installations d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau intérieur de caractère privé, par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable.

#### **16.2 - Réseaux intérieurs de caractère privé.**

En plus des prescriptions définies à l'article 14, alinéas 3 et 4 du présent titre, ces réseaux doivent être protégés contre le retour d'eau provenant de locaux à caractère privatif tels que : appartement, local commercial ou professionnel.

#### **16.3 - Réservoirs de coupure et appareils de disconnection.**

Lorsqu'il est envisagé d'utiliser l'eau potable pour alimenter un réseau ou un circuit fermé pouvant présenter des risques particuliers pour la distribution située en amont, il est utilisé un réservoir de coupure ou un bac de disconnection isolant totalement les deux réseaux.

L'alimentation en eau potable de cette réserve se fait soit par surverse totale, soit au-dessus d'une canalisation de trop plein (5 cm au moins) installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

Les réservoirs de coupure et les bacs de disconnection peuvent être remplacés par des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- l'appareil doit avoir fait l'objet d'essais technologiques favorables de la part du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment ;
- la mise en place d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable sur un réseau d'eau destinée à la consommation humaine doit faire l'objet de la part du propriétaire de l'installation, d'une déclaration préalable à l'autorité sanitaire. Cette déclaration précise le lieu d'implantation de l'appareil, les caractéristiques du réseau situé à l'aval et la nature de ces eaux ; elle est déposée au moins deux mois avant la date prévue pour la mise en place ;
- l'appareil n'est installé qu'à la condition que ses caractéristiques soient adaptées à celles du réseau, notamment celles concernant la température et la nature des eaux, la pression et le débit maximum de retour possible dans l'appareil ;
- l'appareil doit être placé de manière à ce qu'il soit facile d'y accéder, en dehors de toutes possibilités d'immersion ;
- l'appareil et ses éléments annexes doivent être maintenus en bon état de fonctionnement : des essais de vérification des organes d'étanchéité et de mise à décharge comportant les mesures correspondantes sont effectués périodiquement sous la responsabilité du propriétaire et au moins une fois par an ; les résultats sont notés sur une fiche technique propre à l'appareil et transmis à l'autorité sanitaire.

L'eau contenue dans les réservoirs de coupure, dans les appareils de disconnection et dans les canalisations situées à leur aval est considérée comme eau non potable.

#### **16.4 - Manque de pression.**

Lorsque les conditions prévues à l'article 14, alinéa 4, du présent titre, ne peuvent être satisfaites, les propriétaires peuvent installer des surpresseurs ou des réservoirs conformes aux dispositions prévues à l'article 7 du présent titre. Les canalisations alimentant ces réservoirs n'assurent aucune distribution au passage.

Chaque installation fait obligatoirement l'objet d'un avis de l'autorité sanitaire, après consultation du Service ou de l'organisme chargé de la gestion technique de la distribution publique d'eau et d'un avis du Conseil Départemental d'Hygiène. Ce dernier avis n'est pas requis pour les surpresseurs en prise et refoulement directs.

Dans les immeubles de grande hauteur ou de grande surface, l'installation peut être fractionnée en plusieurs stations réparties à des niveaux différents, afin d'éviter de trop grandes pressions. Les appareils installés doivent, en outre, être conformes aux dispositions de sécurité prescrites pour ces catégories de constructions.

De telles installations ne doivent être à l'origine d'aucune nuisance lors de l'exploitation, en particulier création de coups de bélier, augmentations excessives de la vitesse de l'eau, vibrations, bruits, retour de pression sur le réseau public.

#### **16.5 - Les dispositifs de traitement des eaux.**

Les éventuels dispositifs de traitement des eaux insérés dans les réseaux intérieurs de caractère privé, doivent être conçus, installés et exploités conformément à la réglementation en vigueur, notamment, en ce qui concerne l'emploi de matières introduites ou susceptibles de s'incorporer à l'eau de consommation ainsi qu'il est indiqué à l'article 8 du présent titre<sup>1</sup>.

Une eau trop douce peut entraîner l'apparition de phénomènes de corrosion, afin d'éviter ces inconvénients, la dureté d'une eau traitée ne doit pas descendre au-dessous de la valeur 15 degré hydrotimétrique (10°T.H).

La canalisation d'alimentation de tout poste de traitement doit comporter un dispositif de protection placé à l'amont immédiat de chaque appareil afin d'éviter tout retour des produits utilisés ou des eaux traitées. Les canalisations de rejet doivent permettre une évacuation gravitaire et comporter une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

#### **16.6 - Les dispositifs de traitement de l'air fonctionnant à l'eau potable.**

Lorsqu'un appareil de traitement d'air fonctionne à l'eau, à partir du réseau de distribution d'eau potable, son installation ne doit pas permettre un quelconque retour d'eau modifiée ou susceptible de l'être.

Les canalisations de rejet doivent permettre une évacuation gravitaire des eaux et comporter une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

Lorsqu'une installation comporte un circuit de recyclage ou qu'il est envisagé d'adjoindre à l'eau un produit de traitement non réglementé ou non autorisé par l'autorité sanitaire, cette installation ne doit pas être en relation directe avec le réseau d'eau potable.

#### **16.7 - Les dispositifs de chauffage.**

Les installations de chauffage ne doivent pas permettre un quelconque retour, vers le réseau d'eau potable, d'eau des circuits de chauffage ou des produits introduits dans ces circuits pour lutter contre le gel ou d'autres substances non autorisées par la réglementation.

A cet effet, l'installation ne doit pas être en relation directe avec le réseau d'eau potable.

#### **16.8 - Les productions d'eau chaude et les productions d'eau froide destinées à des usages alimentaires ou sanitaires.**

Les canalisations d'eau alimentant les appareils de production doivent être protégées contre tout retour. Ces appareils et canalisations doivent comporter tous les dispositifs de sécurité nécessaires au bon fonctionnement des installations.

L'eau produite, du fait de sa température, ne doit pas être à l'origine de détérioration des canalisations qui la véhiculent ou des appareils qui la distribuent.

Les réservoirs et les éléments en contact avec l'eau produite doivent répondre aux prescriptions des articles 3 et 7.2 à 7.4 du présent titre.

<sup>1</sup> Circulaire du 3 mai 1963 (J.O. du 11 mai 1963).



Les canalisations de rejet doivent permettre une évacuation gravitaire des eaux et comporter une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

#### **16.9 - Traitement thermique.**

Dans le cas d'un traitement thermique de l'eau destinée à la consommation humaine par échange et lorsque le fluide vecteur est constitué de produits ayant reçu un avis favorable du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France, pour une utilisation en simple échange, le dispositif doit satisfaire à l'une des deux conditions suivantes :

- toutes précautions doivent être prises dans la conception de l'échangeur et dans le choix des matériaux pour limiter les risques de détérioration, notamment dans le cas où l'échangeur est destiné à assurer les besoins en chauffage de plus d'une famille.
- l'installation doit être conçue de telle façon que la pression de l'eau potable à l'intérieur de l'appareil d'échange soit en permanence supérieure à la pression régnant en tout point de l'enceinte du fluide vecteur.

Toute installation utilisant les produits mentionnés au premier alinéa du présent article doit comporter un moyen de procéder à un contrôle de l'existence d'une fuite éventuelle.

Dans le cas de traitement thermique de l'eau potable par échange et lorsque le fluide vecteur est constitué de produits autres que ceux visés au premier alinéa du présent article, la perforation de l'enveloppe de ce fluide ne doit en aucun cas permettre le contact entre celui-ci et l'eau destinée à la consommation humaine. La détérioration du dispositif d'échange doit se manifester de façon visible à l'extérieur de ce dispositif.

Quelque soit le fluide vecteur utilisé, une plaque est apposée sur le dispositif de traitement thermique pour indiquer la nature des produits pouvant être admis en application du présent article et des précautions élémentaires à respecter en cas de fuite du fluide vecteur. Une instruction technique du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment définit, en outre, les règles de conformité des échangeurs thermiques et de leurs installations au présent article.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du sixième mois suivant la publication du présent arrêté.

#### **16.10 - Les appareils sanitaires, ménagers ou de cuisine.**

Tous les appareils sanitaires, ménagers ou de cuisines raccordées au réseau potable ne doivent en aucune manière permettre la pollution de ce réseau.

Toutes les alimentations immergées ou susceptibles de l'être sont interdites.

Il y a lieu de prévoir et d'adapter tout dispositif approprié afin d'éviter le retour d'eaux usées

#### **16.11 - Les dispositifs d'arrosage, de lavage ou d'ornement.**

Les appareils d'arrosage, de lavage, manuel ou automatiques, ou d'ornement, arasés au niveau du sol sont interdits.

Dans le cas où il est fait appel à des robinets en élévation, ceux-ci doivent être placés à une distance d'au moins 50 centimètres au-dessus du sol avoisinant, et être munis de dispositifs de protection évitant tout retour d'eaux polluées vers le réseau d'eau potable.

#### **16.12 - Les équipements particuliers.**

Toutes les canalisations et appareils destinés à alimenter des installations industrielles, commerciales ou artisanales de toute nature et raccordés sur le réseau d'eau potable doivent répondre à l'ensemble des dispositions fixées par le présent titre.

#### **16.13 - Les installations provisoires.**

Toutes les installations provisoires destinées à desservir des chantiers de toute nature (chantiers de construction ou autres) ou des alimentations temporaires (telles que : expositions, marchés, cirques, théâtres) raccordées sur le réseau d'eau potable, ne doivent présenter aucun risque pour celui-ci. Elles doivent de toute façon répondre à l'ensemble des dispositions fixées par le présent titre.

## **ARTICLE 17**

### **Les installations en sous-sol**

Toutes précautions doivent être prises pour que les canalisations d'eau potable, ainsi que les appareils qui y sont raccordés tels que : bâches, compteurs, robinets de puisage ne soient en aucune manière immergés à l'occasion d'une mise en charge d'un égout ou d'inondations fréquentes.

Un puits de relevage doit obligatoirement être installé et comporter un dispositif d'exhaure à mise en marche automatique, lequel doit exclure toute possibilité d'introduction d'eaux polluées dans les installations d'eau potable.

## **ARTICLE 18**

### **Entretien des installations**

En plus des dispositions visées à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 5, du présent titre, les propriétaires, locataires et occupants doivent maintenir les installations intérieures en bon état d'entretien et de fonctionnement, et supprimer toute fuite dès qu'elle est décelée.

Les canalisations, robinets d'arrêt, robinets de puisage, robinets à flotteur des réservoirs de chasse, robinets de chasse et tous autres appareils doivent être vérifiés aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

## **ARTICLE 19**

### **Immeubles astreints à la protection contre l'incendie, utilisant un réseau d'eau potable**

Dans le cas des immeubles où la sécurité impose une protection contre les risques d'incendie, l'ensemble des installations correspondantes, raccordées à un réseau d'eau potable, doivent répondre aux dispositions du présent titre, qu'il s'agisse des canalisations, des réservoirs ou appareils destinés au bon fonctionnement de ces installations.



## SECTION 4

### DISPOSITIONS DIVERSES

#### ARTICLE 20

##### Surveillance hygiénique des eaux destinées à l'alimentation humaine

###### 20.1 - Surveillance sanitaire de la qualité des eaux.

La qualité des eaux doit faire l'objet d'une surveillance sanitaire suivant la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.

###### 20.2 - Désinfection des réseaux.

Tout réseau d'adduction collective, tout réservoir, toute canalisation neuve ou ancienne, destinés à la distribution de l'eau potable, doivent faire l'objet avant leur mise ou remise en service, et dans leur totalité, d'un rinçage méthodique et d'une désinfection effectuée dans les conditions fixées par les instructions techniques du Ministère chargé de la Santé<sup>2</sup>.

En outre, des mesures de désinfection complémentaires peuvent être prescrites en cours d'exploitation au cas où des contaminations sont observées ou à craindre.

###### 20.3 - Contrôle des désinfections.

L'efficacité des désinfections est contrôlée au frais du propriétaire.

La mise en service d'un réseau collectif neuf, public ou privé, ne peut être effectuée qu'après délivrance par l'autorité sanitaire du procès-verbal de réception hygiénique du réseau.

---

<sup>1</sup> Notamment Code de la Santé - Livre premier, titre 1, chapitre III et textes d'application - décret du 1<sup>er</sup> août 1961 et arrêté du 10 août 1961, arrêté du 15 mars 1962, circulaire du 15 mars 1962.

<sup>2</sup> Circulaire du 15 mars 1962 relative aux instructions générales concernant les eaux d'alimentation et la glace alimentaire (J.O. du 27 mars et du 15 avril 1962).

## TITRE II

### LOCAUX D'HABITATION ET ASSIMILES

#### CHAPITRE I

#### CADRE DE LA RÉGLEMENTATION

##### ARTICLE 21

###### Définition

Par « habitation » il faut entendre tout local servant de jour ou de nuit au logement ainsi qu'au travail, au repos, au sommeil, à l'agrément ou aux loisirs lorsque les activités spécifiques s'exercent au moins partiellement dans le même ensemble de pièces que la vie familiale.

##### ARTICLE 22

###### Domaine d'application

Les articles suivants définissent, en application du Code de la Santé Publique, les conditions d'occupation, d'utilisation et d'entretien des habitations, de leurs équipements, et de leurs dépendances.

L'aménagement et l'équipement des habitations nouvelles, ainsi que les additions et les surélévations de constructions existantes, sont régis par le décret n° 69.596 du 14 juin 1969 modifié, portant règlement de construction, et ses annexes<sup>1</sup>.

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à :

- la construction, l'aménagement et l'équipement des bâtiments qui ne sont pas visés par le décret n° 69.596 du 14 juin 1969 fixant les règles générales de construction des bâtiments d'habitation,
- l'aménagement et l'équipement des habitations existantes même réalisés partiellement, chacune des opérations élémentaires devant être exécutée conformément aux dispositions du présent règlement.

L'Administration ne peut prescrire la mise en conformité immédiate avec plusieurs ou éventuellement l'ensemble des dispositions du présent règlement que dans le cas où la nécessité en est démontrée pour assurer notamment l'application des dispositions du Code de la Santé Publique relatives à la salubrité des habitations et de leurs dépendances.

---

<sup>1</sup> Arrêtés du 14/06/1969 concernant l'isolation acoustique, les gaines de télécommunications, les vide-ordures, les fosses septiques (J.O. du 24 juin 1969).

- Arrêtés du 22/10/1969 concernant les installations électriques, les conduits de fumée, l'aération (J.O. du 30 octobre 1969).

- Arrêté du 10/09/1970 concernant la protection contre l'incendie : façades vitrées, couvertures en matériaux combustibles, bâtiments d'habitation (J.O. du 29 septembre 1970).

- Décret n° 74.306 du 10 avril 1974 modifiant le décret n° 69.596 du 14 juin 1969 fixant les règles générales de construction des bâtiments d'habitation (J.O. du 18 avril 1974) et arrêté du 10 avril 1974 concernant l'isolation thermique et réglage automatique des installations de chauffage dans les bâtiments d'habitation (J.O. du 18 avril 1974).

## CHAPITRE II

### USAGE DES LOCAUX D'HABITATION

#### SECTION 1

#### ENTRETIEN ET UTILISATION DES LOCAUX

##### ARTICLE 23

##### Propreté des locaux communs et particuliers

Les habitations et leurs dépendances doivent être tenues, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, dans un état constant de propreté.

##### 23.1 - Locaux d'habitation.

Dans chaque immeuble, le mode de vie des occupants des logements ne doit pas être la cause d'une dégradation des bâtiments ou de la création de conditions d'occupation contraires à la santé. Tout ce qui peut être source d'humidité et de condensation excessives doit être, en particulier, évité. Le renouvellement de l'air doit être assuré et les orifices de ventilation non obturés.

Dans le même souci d'hygiène et de salubrité, il ne doit pas être créé d'obstacles permanents à la pénétration de l'air, de la lumière et des radiations solaires dans les logements. Les arbres situés à proximité des fenêtres, doivent être élagués, en tant que de besoin.

Dans les logements et leurs dépendances, tout occupant ne doit entreposer ou accumuler ni détrit, ni déjections, ni objets ou substances diverses pouvant attirer et faire proliférer insectes, vermine et rongeurs ou créer une gêne, une insalubrité, un risque d'épidémie ou d'accident.

Dans le cas où l'importance de l'insalubrité et les dangers définis ci-dessus sont susceptibles de porter une atteinte grave à la santé ou à la salubrité et à la sécurité du voisinage, il est enjoint aux occupants de faire procéder d'urgence au déblaiement, au nettoyage, à la désinfection, à la dératisation et à la désinsectisation des locaux.

En cas d'inobservation de cette disposition et après mise en demeure adressée aux occupants, il peut être procédé d'office à l'exécution des mesures nécessaires dans les conditions fixées par le Code de la Santé Publique (article L.1311.4)<sup>1</sup>.

##### 23.2 - Circulation et locaux communs.

Dans les locaux à usage commun : vestibules, couloirs, escaliers, remises à voitures d'enfants, cabinets d'aisance, salles d'eau, locaux de gardiennage et autres analogues, les sols et les parois doivent être maintenus en bon état de propreté par tous moyens non susceptibles de nuire à la santé. Les accès pour voitures d'enfants doivent être distincts de ceux pour les poubelles.

Les gaines de passage des diverses canalisations, ainsi que les emplacements renfermant les compteurs sont maintenus en constant état de propreté, et d'entretien, leur accessibilité facile doit être conservée en permanence.

Dans les cours, courettes et allées de circulation, les dépôts d'ordures et détrit de toute nature sont interdits, même à titre temporaire. Les gravats doivent être évacués au fur et à mesure de l'exécution des travaux dont ils proviennent, et en tout état de cause, ne doivent pas s'opposer à la libre circulation des usagers.

Les circulations et parties communes qui de jour ne possèdent pas un éclairage naturel suffisant, doivent être pourvues d'un éclairage artificiel en vue, tant d'empêcher toute salissure ou dépôt d'ordures et d'immondices, que de faciliter leur nettoyage et entretien.

L'éclairage des parties communes doit être maintenu en bon état de fonctionnement.

<sup>1</sup> Les personnes dont le comportement nécessite le renouvellement de ces mesures peuvent être signalées, à toutes fins utiles aux services sociaux ou de polices compétentes. Des associations d'entraide à but désintéressé peuvent avec l'accord de ces personnes prendre en charge l'entretien du logement jusqu'à ce que l'état des lieux et le comportement des occupants redeviennent normaux.



### **23.3 - Dépendances.**

Les jardins et leurs aménagements, ainsi que les plantations doivent être soigneusement entretenus de façon à maintenir l'hygiène et la salubrité des habitations.

L'accès des aires de jeux et bacs à sable doit être interdit aux animaux, le sable doit être changé au minimum une fois par an et désinfecté en tant que de besoin.

## **ARTICLE 24**

### **Assainissement de l'atmosphère des locaux**

Pendant les périodes d'occupation des locaux, leur atmosphère ne peut être traitée en vue de les désodoriser, désinfecter ou désinsectiser par des procédés tendant à introduire dans l'air des gaz nocifs ou toxiques ou à émettre des radiations abiotiques<sup>1</sup>.

Lorsque de tels procédés ont été employés, les locaux doivent être ventilés avant une nouvelle occupation.

Quand de l'air est distribué dans les locaux occupés, il doit être prélevé en un point présentant le maximum de garantie quant à sa pureté. Il est convenablement dépoussiéré et amené à une température et à un degré hygrométrique convenable.

L'air vicié doit être évacué directement à l'extérieur ou par les systèmes d'évacuation d'air vicié dont sont munies les cuisines et les pièces de service (salle de bain, W.C.) le rejet de l'air vicié ne doit pas constituer une gêne pour le voisinage.

La ventilation des logements dans les bâtiments existants doit assurer un renouvellement efficace de l'atmosphère sans créer de courant d'air gênant.

## **ARTICLE 25**

### **Battage des tapis, poussières jetées par les fenêtres**

Il est interdit de battre ou de secouer des tapis, paillasons, draperies ou étoffes quelconques dans les cours et courettes ou dans les voies ouvertes ou non à la circulation, ainsi qu'aux fenêtres donnant sur ces cours, courettes, ou voies en dehors des heures fixées par l'autorité municipale.

Les dérogations ne pourront pas être accordées après 8 heures.

## **ARTICLE 26**

### **Présence d'animaux dans les habitations, leurs dépendances, leurs abords et les locaux communs**

Sans préjudice de l'application de la réglementation en vigueur<sup>2</sup>, il est interdit d'élever et d'entretenir dans l'intérieur des habitations leurs dépendances et leurs abords, et de laisser stationner dans les locaux communs, sur les terrasses, les loggias et balcons, des animaux de toutes espèces dont le nombre ou le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la sécurité, la salubrité ou à la quiétude des habitations ou de leur voisinage<sup>3</sup>.

Il est de même interdit d'attirer systématiquement ou de façon habituelle des animaux, notamment les pigeons et les chats, quand cette pratique est une cause d'insalubrité ou de gêne pour le voisinage.

<sup>1</sup> L'emploi d'acide cyanhydrique du bromure de méthyle et de l'oxyde d'éthylène est interdit dans les locaux d'habitation et locaux y attenants par arrêté en date du 1<sup>er</sup> mars 1950.

<sup>2</sup> Loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique n° 58 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

<sup>3</sup> Des dispositions spéciales sont prévues au titre concernant les maladies transmissibles et au titre relatif à l'hygiène en milieu rural.

## ARTICLE 27

### Conditions d'occupation des locaux<sup>1</sup>

#### 27.1 - Interdiction d'habiter dans les caves, sous-sols.

L'interdiction d'habiter dans les caves, sous-sols, combles et pièces dépourvues d'ouverture est précisée dans l'article L.43 du Code de la Santé.

#### 27.2 - Caractéristiques des pièces affectées à l'habitation.

Les pièces affectées à l'habitation doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- a) les murs ainsi que le sol doivent assurer une protection contre l'humidité notamment contre les remontées d'eaux telluriques ;
- b) l'éclairage naturel au centre des pièces principales et des cuisines doit être suffisant pour permettre par temps clair, l'exercice des activités normales de l'habitation, sans recourir à un éclairage artificiel. A cet effet, la pièce doit être munie de baies ouvrant directement sur un espace libre.

#### 27.3 - Utilisation des caves et sous-sols comme remises de véhicules automobiles.

Les caves et sous-sols ne peuvent être utilisés comme locaux susceptibles d'abriter des moteurs dégageant en fonctionnement des gaz de combustion que s'ils sont spécialement aménagés à cet effet pour garantir l'hygiène et la sécurité. Ceci vise entre autres les remises de véhicules automobiles. La ventilation devra être parfaitement assurée, sans nuisance pour l'habitat et le voisinage.

## ARTICLE 28

### Parcs de stationnement couverts dans les locaux d'habitation

Les conditions d'aménagement, d'exploitation et d'entretien des parcs de stationnement couverts desservant des immeubles d'habitation et qui ne sont pas soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement doivent être conformes aux dispositions de la réglementation spécifique applicable aux parcs de stationnement couverts<sup>2</sup>. Leur ventilation doit, en particulier, être convenablement assurée pour éviter la stagnation de gaz nocifs.

## SECTION 2

### ENTRETIEN ET UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS

## ARTICLE 29

### Évacuation des eaux pluviales et usées

#### 29.1 - Évacuation des eaux pluviales.

Les ouvrages d'évacuation (gouttières, chéneaux, tuyaux de descente, etc.) doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité, ils sont nettoyés autant qu'il est nécessaire pendant et après la chute des feuilles, et au moins une fois par an.

Il est interdit de jeter des détritiques et autres immondices de toute nature dans ces ouvrages et d'y faire aucun versement.

#### 29.2 - Évacuation des eaux et matières usées.

Les eaux ménagères ainsi que les eaux vannes sont éloignées rapidement des habitations sans stagnation.

L'évacuation des eaux ménagères dans les ouvrages réservés aux eaux pluviales est interdite. Elle peut toutefois être provisoirement tolérée, en l'absence d'un ouvrage d'assainissement proprement dit, par autorisation motivée accordée sur l'avis de l'autorité sanitaire et après passage dans une boîte à graisse.

<sup>1</sup> Chapitre IV - Titre 1<sup>er</sup> - Livre 1<sup>er</sup> - Du Code de la Santé Publique et des textes pris pour son application.

<sup>2</sup> Circulaire du 3 mars 1975 relative aux parcs de stationnement couverts (J.O. du 6 mai 1975).



Dans le cas où la voie publique desservant l'immeuble n'est pas pourvue d'un ouvrage réglementaire d'évacuation d'eaux usées ou quand une impossibilité technique reconnue par l'autorité sanitaire s'oppose au raccordement à l'égout public, toutes les eaux et les matières usées sont dirigées préalablement à leur éloignement sur des dispositifs de traitement répondant aux exigences formulées par des textes réglementaires spéciaux et de dimensions proportionnées aux rejets qu'ils sont susceptibles de recevoir.

Le raccordement des installations d'assainissement des immeubles aux ouvrages publics d'évacuation des eaux et matières usées et établis sous la voie publique à laquelle les immeubles ont accès, soit directement soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage est obligatoire dans les conditions prévues par l'article L. 33 du Code de la Santé.

Aucun sursis ne sera accordé à cette astreinte dans le cas où les évacuations des habitations seraient susceptibles de porter atteinte à l'hygiène et à la salubrité.

### **29.3 - Déversements délictueux.**

Il est interdit d'introduire dans les ouvrages publics, directement ou par l'intermédiaire de canalisations d'immeubles, toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation desdits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement. L'interdiction porte notamment sur le déversement d'hydrocarbure, d'acides, de cyanures, de sulfures, de produits radioactifs et plus généralement de toute substance pouvant dégager soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques ou inflammables.

Cette interdiction vise aussi toutes les substances susceptibles d'entraîner une dégradation du milieu récepteur.

Les effluents, par leur quantité et leur température, ne doivent pas être susceptibles de porter l'eau des égouts à une température supérieure à 30°C.

Sous réserves des dispositions prévues à l'article 91, le déversement de liquides ou matières provenant de la vidange des fosses fixes ou mobiles est interdit dans les réseaux d'assainissement. Il en est de même pour les liquides ou matières, extraits des fosses septiques, bac à graisse, ou appareils équivalents, provenant d'opération d'entretien de ces dispositifs.

Les rejets émanant de toute activité professionnelle exercée à l'intérieur des maisons d'habitation et dont la qualité est différente de celles des effluents domestiques doivent faire l'objet, en application des dispositions de l'article L. 35.8 du Code de la Santé Publique de mesures spéciales de traitement. Il doit en particulier être établi tout dispositif d'arrêt, de neutralisation ou de refroidissement qui soit de nature à satisfaire aux conditions visées ci-dessus.

De plus, un dispositif doit permettre le prélèvement d'échantillons destinés à s'assurer des caractéristiques physiques, chimiques, et biologiques des eaux usées évacuées à l'égout.

## **ARTICLE 30<sup>1</sup>**

### **Ouvrage d'assainissement**

Tous les ouvrages appelés à recevoir des eaux et matières usées avec ou sans mélange de tous autres liquides doivent être construits en matériaux appropriés. Leurs parois intérieures doivent être lisses et imperméables. Les joints doivent être hermétiques.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les effets du gel dans toutes les canalisations d'évacuation.

Ces ouvrages sont proportionnés au volume des matières solides et liquides à recevoir, et établis de manière à assurer le traitement et la bonne évacuation de ces effluents sans qu'ils puissent contaminer les sources, nappes souterraines ou superficielles, puits et citernes.

Les pentes des canalisations, les rayons des parties courbes, les angles de raccordement, sont judicieusement choisis pour éviter toute stagnation et tous engorgements. Tous les ouvrages doivent être conformes aux normes et règlements existants.

<sup>1</sup> Voir décret du 3 juin 1994 et arrêté du 6 mai 1996 modifiant cet article.



### 30.1 - Conduits d'évacuation.

Le mode de raccordement et le nombre des conduits d'évacuation destinés à recevoir les descentes d'eaux pluviales ou d'eaux ménagères et les chutes d'aisances, sont déterminés par le système d'égout public existant, ou par les dispositifs individuels d'évacuation ou de collecte prévus pour recueillir ces rejets et permettre ou non leur mélange.

Chaque conduit d'évacuation doit être visible partout où il n'y a pas nécessité de l'enterrer. Les joints ne doivent pas être noyés dans la maçonnerie.

Des regards facilement accessibles doivent être établis en nombre suffisant, judicieusement disposés et obligatoires à chaque changement de direction. Ils sont fermés par des tampons hermétiques. Pour des raisons de sécurité, il est recommandé de faire emploi de tampons circulaires.

Dans le système séparatif, les conduits d'évacuation des eaux pluviales, des eaux ménagères et des eaux vannes, ne doivent avoir, à l'intérieur comme à l'extérieur des constructions, que des regards entièrement distincts et aucune possibilité d'intercommunication.

Dans certains cas exceptionnels, l'autorité sanitaire peut exiger l'adjonction de moyen de relevage et d'évacuation des eaux et matières usées.

Toutes dispositions doivent alors être prises pour que ces modes d'évacuation ne puissent être la cause de gêne ni d'odeurs.

### 30.2 - Conditions générales d'établissement des branchements à l'ouvrage public.

Les branchements d'immeubles sur les ouvrages peuvent être réalisés, en ce qui concerne la partie située sous la voie publique

– soit d'office par l'Administration dans les cas prévus par la Loi, notamment à l'occasion de la mise en service d'un égout neuf disposé pour recevoir les eaux usées,

– soit à l'initiative des propriétaires qui doivent, sous peine de poursuites, en adresser la demande à l'Administration<sup>1</sup> et se conformer strictement aux prescriptions qui leur sont imposées.

L'autorisation de raccordement précisera les modalités selon lesquelles le branchement demandé devra être réalisé. Des dispositions administratives ou des particularités d'exécution pourront imposer le recours aux services, soit d'un délégataire fonctionnel autorisé à représenter la collectivité intéressée, soit d'un entrepreneur choisi sur la liste des entrepreneurs qualifiés admis par adjudication ou non, par l'administration concernée à exécuter les travaux de branchement aux conditions d'un cahier des charges et d'un bordereau de prix autorisé.

A défaut de dispositions administratives spéciales, les branchements seront réalisés par les soins directs du propriétaire qui devra alors faire appel à un entrepreneur de son choix qualifié en titre et spécialisé, et recevoir l'agrément de l'autorité compétente avant la mise en service du branchement<sup>2</sup>.

Dans tous les cas, le propriétaire demeurera responsable, tant vis-à-vis de l'administration que des tiers, des conséquences de l'établissement, de l'existence et de l'entretien de son branchement tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de son immeuble ou de sa propriété.

La constitution des tuyaux et de leurs joints, ainsi que leur profondeur et leurs conditions de pose, doivent assurer durablement la bonne conservation du branchement en service, notamment son étanchéité en dépit des effets de la circulation des véhicules.

Le diamètre intérieur du branchement doit être inférieur à celui de la canalisation réceptrice, sans pouvoir descendre en dessous de 15 cm.

Dans toute la mesure du possible les branchements sont rectilignes et pourvus d'une pente minimale de 3 centimètres par mètre.

Lorsque le branchement rencontre sous la voie publique des tuyaux d'eau, de gaz, des canalisations électriques, etc., ces ouvrages sont isolés dans un fourreau en fonte ou constitué d'un matériau donnant les mêmes garanties aux frais du propriétaire.

<sup>1</sup> Les demandes sont remises :

– à la Mairie du lieu pour les demandes de déversement à l'égout  
– à la Mairie du lieu qui dirigera sur les services compétents municipaux ou départementaux, pour les demandes de raccordement.

<sup>2</sup> En fin de travaux, la délivrance d'une attestation de conformité est de la compétence des services techniques des collectivités locales, ou de celle des services chargés de l'exploitation des réseaux d'assainissement.

La réalisation du raccordement fait l'objet d'un soin particulier notamment sur les canalisations publiques de faible diamètre. L'insertion du branchement ne doit former aucune saillie ni introduire aucune irrégularité des parois à l'intérieur de l'ouvrage. Le déversement doit s'opérer sous une obliquité convenable de manière à ne pas troubler le régime d'écoulement dans les canalisations publiques.

Lorsque la canalisation publique comporte des boîtes de branchement ou des culottes d'attente, le raccordement se fait obligatoirement sur la boîte ou la culotte la plus proche en aval.

Lorsque la canalisation publique ne comporte pas de boîte de branchement, le raccordement s'effectuera autant que possible, par l'intermédiaire d'un regard borgne chevalant la canalisation publique.

Aucun obstacle ne doit s'opposer à la circulation de l'air entre l'égout public et les tuyaux d'évent des chutes de cabinets d'aisances et des descentes d'eaux ménagères ainsi que les ventilations de fosses, notamment lorsque le raccordement nécessite l'installation d'un poste de relevage. Ce dernier doit être aménagé de façon que la stagnation des eaux usées soit réduite au minimum et qu'il ne puisse y avoir aucune accumulation de gaz dangereux.

Tout branchement abandonné doit être signalé à l'administration qui peut exiger son enlèvement ou son bourrage. En tout état de cause, ses extrémités accessibles seront soigneusement obturées après qu'il aura été convenablement nettoyé.

Tout branchement particulier inutilisé pour quelque cause que ce soit doit être soigneusement remblayé aux frais du propriétaire.

### **30.3 - Dispositifs privés individuels d'assainissement.**

Dans le cas où la voie publique desservant l'immeuble n'est pas pourvue d'un ouvrage d'évacuation des eaux usées, toutes les eaux usées sont dirigées préalablement à leur éloignement sur des dispositifs d'accumulation ou de traitement répondant aux exigences formulées par des textes réglementaires spéciaux.

#### **30.3.1 Entretien des dispositifs**

Les fosses septiques sont vidangées aussi souvent que nécessaire pour éviter tout entraînement ou tout débordement des boues et des flottants ; elles sont vidangées au moins une fois tous les cinq ans.

Les bacs séparateurs sont nettoyés aussi souvent que nécessaire pour éviter toute obstruction, sortie de graisses ou de matières sédimentées et prévenir les dégagements d'odeurs.

Les installations comportant des équipements électromécaniques font l'objet d'une vérification au moins semestrielle. Il est remédié aux incidents et aux pannes dans un délai ne dépassant pas 72 heures à partir du moment où ils ont été décelés. Les boues produites dans les installations d'épuration biologiques à boues activées sont déconcentrées et les pièges à boues sont vidangés au moins une fois tous les six mois.

Le dispositif de répartition d'un filtre bactérien percolateur est nettoyé régulièrement, au moins une fois par an : il est veillé au maintien permanent de son horizontalité et d'une ventilation efficace.

La vidange des fosses chimiques et des fosses d'accumulation est réalisée en fonction des caractéristiques particulières des appareils et des instructions des constructeurs.

Pour des bâtiments d'habitation autres que les maisons d'habitation individuelles, le maintien en service des dispositifs d'assainissement autonome est subordonné à l'obligation d'observer les règles d'entretien définies par le constructeur.

#### **30.3.2 Certificats de vidange - carnets d'entretien**

Toute opération de vidange ne peut être exécutée que par un entrepreneur autorisé par le maire<sup>1</sup>. Les justifications de ces opérations sont tenues à la disposition des autorités sanitaires.

Toute opération d'entretien sur un appareil comportant un dispositif électromécanique est consignée dans un carnet.

#### **30.3.3 Exécution des travaux à l'intérieur d'un dispositif**

Les visites et travaux à l'intérieur des dispositifs ne doivent être entrepris qu'après vidange du contenu et assainissement de l'atmosphère par une ventilation forcée.

<sup>1</sup> Arrêté interministériel du 3 mars 1982 (JO du 9 avril 1982 modifié par l'arrêté du 14 septembre 1983 (JO du 16 octobre 1983) fixant les règles de construction et d'installation des fosses septiques et appareils analogues utilisés en matière d'assainissement autonome des bâtiments d'habitation.



L'assainissement de l'atmosphère doit être maintenu par introduction d'air à raison de 30 mètres cubes au moins, par heure et par personne occupée. Le volume d'air ne doit en aucun cas être inférieur au double du volume de l'atmosphère du lieu de travail.

#### 30.3.4 Mise hors service des dispositifs d'assainissement autonome

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

### ARTICLE 31

#### Conduits de fumée et de ventilation - Appareils à combustion

##### 31.1 - Généralités.

Les conduits de fumée et de ventilation doivent être enlevés à 0,40 m au-dessus des faîtages ou 1,20 m au-dessus des éléments les plus élevés des toitures terrasses et à 8 m de toute autre construction sans que cela occasionne une gêne pour le voisinage.

Les conduits de fumée intérieurs ou extérieurs, fixes ou mobiles, utilisés pour l'évacuation des gaz de la combustion doivent être maintenus constamment en bon état d'entretien et de fonctionnement et ramonés périodiquement en vue d'assurer le bon fonctionnement des appareils et d'éviter les risques d'incendie et d'émanations de gaz nocifs dans l'immeuble, ainsi que les rejets de particules dans l'atmosphère extérieure.

A l'entrée en jouissance de chaque locataire ou occupant, le propriétaire ou son représentant doit s'assurer du bon état des conduits, appareils de chauffage ou de production d'eau chaude desservant les locaux mis à leur disposition, dans les conditions définies au paragraphe suivant.

Les appareils de chauffage, de cuisine, ou de production d'eau chaude ne peuvent être branchés dans les conduits qu'après examen de ceux-ci. L'installateur qui procède à ces examens doit remettre à l'utilisateur un certificat établissant l'étanchéité du conduit dans des conditions normales d'utilisation, sa régularité et suffisance de section, sa vacuité, sa continuité et son ramonage.

Le résultat d'un examen révélant des défauts rendant dangereuse l'utilisation du conduit doit être communiqué à l'utilisateur et au propriétaire. La remise en service du foyer est alors subordonnée à la remise en état du conduit.

Lorsqu'on veut obturer un conduit hors-service cette obturation ne peut être faite qu'à sa partie inférieure. Toute remise en service doit faire l'objet d'une vérification.

Lorsque le conduit, par son état, est inutilisable, l'autorité, sanitaire peut dispenser de sa réfection, sous réserve que toutes dispositions, notamment le remblaiement, soient prises pour empêcher définitivement tout branchement d'appareil, à quel que niveau que ce soit.

Les conduits de fumée ne doivent être utilisés que pour l'évacuation des gaz de combustion. Toutefois, ils peuvent éventuellement servir à la ventilation de locaux domestiques. En cas de retour d'un conduit de fumée à sa destination primitive, il doit être procédé aux vérifications prévues à l'alinéa 2 du présent article. En tout état de cause, les conduits de ventilation ne peuvent pas être utilisés comme conduits de fumée.

Les gaz brûlés de tous les appareils utilisant des combustibles solides liquides ou gazeux (sauf exceptions autorisées par les arrêtés du 2 août 1977 et du 3 mai 1978) doivent obligatoirement être évacués par un conduit de fumée s'élevant réglementairement au-dessus du bâtiment qui les abrite.

Les appareils de chauffage, de cuisine ou de production d'eau chaude doivent être constamment tenus en bon état de fonctionnement. Ils sont nettoyés et vérifiés au moins une fois par an et réparés par un professionnel qualifié dès qu'une défectuosité se manifeste.

##### 31.2 - Conduits de ventilation.

Les conduits de ventilation doivent être également en bon état de fonctionnement et ramonés chaque fois qu'il est nécessaire.

Il est interdit de faire circuler l'air d'un logement dans un autre logement.

Il est interdit, en outre, de rejeter l'air vicié en provenance des cuisines, des installations sanitaires, des toilettes dans les parties communes de l'immeuble.

### 31.3 - Accessoires des conduits de fumée et de ventilation.

Les souches et accessoires des conduits de fumée ou de ventilation, tels que aspirateurs, mitres, mitrons, doivent être vérifiés lors des ramonages et remis en état si nécessaire. Ils doivent être installés de façon à éviter les siphonages, à être facilement nettoyables et à permettre les ramonages.

### 31.4 - Tubage des conduits individuels.

Le tubage des conduits y compris sur toute la hauteur de la souche, c'est-à-dire l'introduction dans ceux-ci de tuyaux indépendants, ne peut se faire que dans les conditions prévues au document technique unifié 24.1. Il ne peut être effectué que par des entreprises qualifiées à cet effet par l'organisme Professionnel de Qualification et de Classification du Bâtiment. Les conduits tubés ne peuvent être raccordés qu'à des appareils alimentés en combustibles gazeux ou en fuel domestique. Une plaque portant les indications suivantes, doit être fixée visiblement à la partie inférieure du conduit :

- la date de mise en place,
- le rappel que seuls les appareils alimentés au gaz ou au fuel domestique peuvent être raccordés au conduit.

Une deuxième plaque placée au débouché supérieur du conduit doit porter de manière indélébile la mention « conduit tubé ».

Les conduits tubés pourront avoir une section inférieure à 250 cm<sup>3</sup>, sous réserve qu'ils restent conformes aux conditions requises par la puissance de l'appareil raccordé et permettent un ramonage efficace.

Après tubage, les conduits doivent répondre aux conditions de résistance au feu, d'étanchéité et de stabilité fixées par la réglementation en vigueur. De plus, une vérification du bon état du tubage comportant un essai d'étanchéité, doit être effectuée tous les trois ans à l'initiative du propriétaire.

### 31.5 - Chemisage des conduits individuels.

Le chemisage des conduits individuels est interdit.

### 31.6 - Entretien, nettoyage et ramonage.

Les foyers et leurs accessoires, les conduits de fumée individuels et collectifs et les tuyaux de raccordement doivent être entretenus, nettoyés et ramonés dans les conditions ci-après :

Les appareils de chauffage, de production d'eau chaude ou de cuisine individuels, ainsi que leurs tuyaux de raccordement doivent être, à l'initiative des utilisateurs, vérifiés, nettoyés et réglés au moins une fois par an et plus souvent si nécessaire en fonction des conditions et de la durée d'utilisation.

Dans le cas des appareils collectifs, ces opérations seront effectuées à l'initiative du propriétaire ou du syndic. Les conduits de fumée habituellement en fonctionnement et desservant des locaux d'habitation et des locaux professionnels annexes, doivent être ramonés deux fois par an, dont une fois pendant la période d'utilisation.

Ces opérations sont effectuées à l'initiative de l'utilisateur pour les conduits desservant des appareils individuels, ou du propriétaire ou du gestionnaire s'ils desservent des appareils collectifs.

Elles doivent être effectuées par une entreprise qualifiée à cet effet par l'organisme Professionnel de Qualification et de Classification du bâtiment (O.P.Q.C.B.). Un certificat de ramonage doit être remis à l'utilisateur précisant le ou les conduits de fumées ramonés et attestant notamment de la vacuité du conduit sur toute sa longueur.

Toutefois, lorsque les appareils raccordés sont alimentés par des combustibles gazeux, les conduits spéciaux, les conduits tubés et les conduits n'ayant jamais servi à l'évacuation des produits de la combustion de combustibles solides ou liquides pourront n'être ramonés qu'une fois par an.

On entend par ramonage, le nettoyage par action mécanique directe de la paroi intérieure du conduit de fumée afin d'en éliminer les suies et dépôts et d'assurer la vacuité du conduit sur toute sa longueur.

L'emploi du feu ou d'explosifs est formellement interdit pour le ramonage des conduits.

Les dispositifs permettant d'accéder à toutes les parties des conduits de fumée et de ventilation doivent être établis en tant que de besoin et maintenus en bon état d'usage pour permettre et faciliter les opérations d'entretien et de ramonage.

Après tout accident, sinistre, notamment feu de cheminée ou exécution de travaux, le propriétaire ou l'utilisateur du conduit doit faire examiner celui-ci par l'installateur ou tout autre homme de l'art qui établit un certificat, comme il est dit au 5<sup>e</sup> alinéa de cet article.



L'autorité compétente peut interdire l'usage des conduits et appareils dans l'attente de leur remise en bon état d'utilisation lorsqu'ils sont la cause d'un danger grave ou qu'un risque est décelé.

Les locataires ou occupants de locaux doivent être prévenus suffisamment à l'avance du passage des ramoneurs. Ils sont tenus de prendre toutes dispositions utiles pour permettre le ramonage des conduits.

## **SECTION 3**

### **ENTRETIEN DES BATIMENTS ET DE LEURS ABORDS**

Indépendamment des mesures d'entretien particulières à chacune des installations définies dans les divers articles, les mesures suivantes doivent être observées en ce qui concerne les bâtiments et leurs abords.

#### **ARTICLE 32**

##### **Généralités**

Les propriétaires et les occupants d'un immeuble sont tenus d'assurer dans le cadre de leurs obligations respectives, un entretien satisfaisant des bâtiments et de leurs abords.

Les travaux d'entretien doivent être exécutés périodiquement et toute détérioration imprévue de nature à porter un préjudice à la santé des personnes, doit faire sans délai, l'objet d'une réparation au moins provisoire.

#### **ARTICLE 33**

##### **Couverture - Murs, cloisons - Planchers - Baies - Gains de passage des canalisations**

Les couvertures et les terrasses, les murs et leurs enduits, les cloisons, plafonds, sols, planchers, fenêtres, vasistas, portes, emplacements des compteurs, ainsi que les gains de passage des canalisations ou des lignes téléphoniques sont entretenus régulièrement pour ne pas donner passage à des infiltrations d'eau ou de gaz, tout en respectant les ventilations indispensables.

Les causes d'humidité doivent être recherchées et il doit y être remédié dans les moindres délais.

Les grillages et lanterneaux doivent être nettoyés et vérifiés pour remplir en permanence l'usage auquel ils sont destinés.

Les sols sont constamment maintenus en parfait état d'étanchéité.

## **SECTION 4**

### **PRÉCAUTIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION**

#### **ARTICLE 34**

##### **Protection contre le gel**

Les propriétaires des immeubles, ou leurs représentants, ainsi que les locataires et autres occupants, notamment en cas d'absence prolongée sont tenus de prendre, dans le cadre de leurs obligations respectives, toutes mesures nécessaires pour empêcher, en période de gel, la détérioration des installations: distribution d'eau froide ou chaude et de gaz, installations de chauffage à eau chaude ou à vapeur ainsi que les évacuations d'eaux et matières usées et assurer en permanence l'alimentation en eau potable des autres usagers.

En cas d'impossibilité de satisfaire à cette dernière prescription sans risque de dégâts pour les canalisations et appareils, l'alimentation en eau potable doit cependant être quotidiennement assurée durant le temps nécessaire à l'approvisionnement de tous les occupants de l'immeuble.

Les propriétaires ou leurs représentants sont tenus de faire afficher en évidence, à l'intérieur des immeubles les instructions nécessaires comportant le détail des manœuvres à exécuter sur les différents circuits en cause.

#### **ARTICLE 35**

##### **Locaux inondés ou souillés par des infiltrations**

Les locaux inondés ou souillés par quelque cause que ce soit : inondation générale, déversements accidentels, infiltrations ou non étanchéité des équipements notamment d'alimentation en eau ou d'évacuation des eaux pluviales ainsi que des eaux et matières usées, doivent, après enlèvement des eaux et matières répandues, être nettoyés et désinfectés, le plus rapidement possible.

La remise en usage des fosses d'aisances et des puits doit faire l'objet de toutes mesures que nécessite la destination de ces ouvrages.

Les dégradations causées par les eaux et pouvant compromettre la salubrité ou la sécurité des immeubles sont réparées à bref délai.

En cas d'urgence et de risque imminent pour la santé publique, il peut être procédé à l'exécution d'office des mesures nécessaires dans les conditions prévues par le Code de la Santé Publique.

#### **ARTICLE 36**

##### **Réserves d'eau non destinées à l'alimentation**

Les réserves d'eau non destinées à l'alimentation, les bassins d'ornement ou d'arrosage, ainsi que tous autres réceptacles, sont vidangés aussi souvent qu'il est nécessaire en particulier pour empêcher la prolifération des insectes.

Leur nettoyage et désinfection sont effectués aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins une fois par an.

#### **ARTICLE 37**

##### **Entretien des plantations**

Les plantations sont entretenues de manière à ne pas laisser proliférer les insectes et leurs larves au point qu'ils puissent constituer une gêne ou une cause d'insalubrité. Il doit être procédé, chaque fois qu'il est nécessaire, à une désinsectisation. Nul ne peut s'opposer aux mesures de désinsectisation collectives qui seraient entreprises par l'autorité sanitaire au cas où se manifesterait un envahissement anormal d'un quartier par les insectes et leurs larves.



## **SECTION 5**

### **EXÉCUTION DE TRAVAUX**

#### **ARTICLE 38**

##### **Équipement sanitaire et approvisionnement en eau**

Lors de travaux dans un immeuble habité, un nombre suffisant de cabinets d'aisances doit être constamment maintenu en état de fonctionnement et l'approvisionnement en eau potable des logements occupés doit être assuré en permanence.

#### **ARTICLE 39**

##### **Démolition**

La suppression définitive d'un bâtiment doit être précédée d'une opération de dératisation. La démolition une fois commencée doit être poursuivie sans interruption, et comprendre la suppression des caves, vides sanitaires, fosses septiques ou étanches, citernes.

Les branchements à l'égout ainsi que les fosses d'aisances des immeubles en démolition font l'objet des mesures prévues aux articles 30 (30.2 derniers alinéas, 30.3).

Si la démolition fait apparaître des cuves ou réservoirs contenant des liquides inflammables ou toxiques, les services compétents doivent être immédiatement avisés et la démolition interrompue jusqu'à enlèvement par les services spécialisés de ces liquides.

## CHAPITRE III

### AMÉNAGEMENT DES LOCAUX D'HABITATION

#### SECTION 1

#### LOCAUX

#### ARTICLE 40

##### Règles générales d'habitabilité

Toutes dispositions doivent être prises pour qu'un chauffage suffisant puisse être assuré.

Tout logement loué ou occupé devra être muni d'une installation intérieure d'alimentation en eau potable provenant de la distribution publique, d'une source ou d'un puits reconnu potable et d'une évacuation réglementaire des eaux usées dans un délai de 6 mois après la publication du présent règlement.

Cette obligation ne vise pas les locaux faisant l'objet d'une interdiction d'habiter, d'une autorisation de démolition ou d'une opération d'utilité publique.

Lorsque des logements ou pièces isolés sont desservis par un ou plusieurs cabinets d'aisances communs, le nombre de ceux-ci est déterminé en tenant compte du nombre de personnes appelées à en faire usage, sur la base d'au moins un cabinet par 10 occupants. Tout cabinet ne doit pas être distant de plus d'un étage des locaux qu'il dessert, ni de plus de 30 mètres en distance horizontale.

Il est interdit d'affecter à usage privatif des cabinets d'aisances communs lorsque ces conditions ne sont pas remplies.

Aucune modification de logements ne doit aboutir à la création de pièces dont les dispositions de surface, de hauteur, et de ventilation et d'éclairage seraient inférieures aux dispositions suivantes.

##### 40.1 - Ouvertures et ventilations.

Les pièces principales, les cuisines et les chambres isolées doivent être munies d'ouverture donnant à l'air libre et présentant une section ouvrante permettant une aération satisfaisante.

Les cuisines et les pièces de service (salles d'eau, cabinets d'aisances) lorsqu'elles sont ventilées séparément, doivent comporter les aménagements suivants en fonction de leur destination :

a) les cuisines et pièces de service possédant un ouvrant donnant sur l'extérieur ces pièces doivent être équipées d'un orifice d'évacuation d'air vicié en partie haute. En sus, les cuisines doivent posséder une amenée d'air frais en partie basse.

b) pièces de service ne possédant pas d'ouvrant donnant sur l'extérieur ; ces pièces doivent être munies d'une amenée d'air frais, soit par gaine spécifique, soit par l'intermédiaire d'une pièce possédant une prise d'air sur l'extérieur. L'évacuation de l'air vicié doit s'effectuer en partie haute, soit par gaine verticale, soit par gaine horizontale à extraction mécanique conformes à la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.

Lorsque ces pièces de service sont ventilées par un dispositif commun à l'ensemble du logement, ce dispositif doit être réalisé conformément à la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.

##### 40.2 - Eclairage naturel.

L'éclairage naturel au centre des pièces principales des cuisines, et des chambres isolées, doit être suffisant pour permettre, par temps clair, l'exercice des activités normales de l'habitation sans le recours à des lumières artificielles.

---

<sup>1</sup> Arrêté du 22 octobre 1969 relatif à l'aération des logements (J.O. du 30 octobre 1969).

### **40.3 - Superficie des pièces.**

L'une au moins des pièces principales du logement doit avoir une surface au sens du décret du 14 juin 1969 supérieure à neuf mètres carrés.

Les autres pièces d'habitation ne peuvent avoir une surface inférieure à sept mètres carrés. Dans le cas d'un logement comportant une seule pièce principale ou constitué par une chambre isolée la surface de ladite pièce doit être au moins égale à neuf mètres carrés.

Pour l'évaluation de la surface de chaque pièce les parties formant dégagement ou cul de sac d'une largeur inférieure à deux mètres ne sont pas prises en compte.

### **40.4 - Hauteur sous plafond.**

La hauteur sous plafond ne doit pas être inférieure à 2,20 m.

## **ARTICLE 41**

### **Aménagement des cours et courettes des immeubles collectifs**

Dans chaque cour ou courette, il est établi une prise d'eau qui sera installée et aménagée de telle sorte qu'il n'y ait pas de retour dans les réseaux de distribution d'eaux potables. Cette prise d'eau ne sera pas arasée au niveau du sol et devra être complétée d'une évacuation réglementaire, siphonnée, des eaux.

Les pentes doivent être convenablement réglées et comporter les aménagements nécessaires en vue de l'évacuation des eaux vers un dispositif capable de retenir les matières pouvant provoquer des engorgements et de s'opposer au passage des rongeurs ; il doit être siphonné dans le cas de l'évacuation des eaux vers un égout.

Les canalisations d'évacuation des eaux pluviales, des eaux ménagères et des matières usées passant sous le sol des cours, courettes et jardins doivent comporter en nombre suffisant des regards judicieusement disposés pour faciliter toute opération éventuelle de désengorgement.

L'accès aux cours et courettes doit être assuré depuis une partie commune de l'immeuble.

## **SECTION 2**

### **ÉVACUATION DES EAUX PLUVIALES ET USÉES**

## **ARTICLE 42**

### **Évacuation**

L'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées doit être assurée en permanence.

#### **42.1 - Chutes d'aisances et descentes d'eaux ménagères.**

Les chutes d'aisances et descentes d'eaux ménagères sont établies de façon à être accessibles sur toute leur hauteur.

Aucun obstacle ne doit s'opposer à la circulation de l'air entre l'égout public ou le dispositif de traitement des eaux usées et l'atmosphère extérieure, au travers des canalisations et descentes d'eaux usées des immeubles notamment lorsque le raccordement nécessite l'installation d'un poste de relevage.

Afin de satisfaire à cette obligation, les descentes d'eaux usées doivent être prolongées hors combles par un évent d'une section intérieure au moins égale à celle des dites descentes et qui ne doit en aucun cas déboucher soit au-dessous soit à proximité des fenêtres ou réservoirs d'eau.

A ces évents est adapté un dispositif de protection contre le passage des mouches et moustiques.

Des événements peuvent être toutefois remplacés par des dispositifs d'entrée d'air ayant été reconnus aptes à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 décembre 1969, portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction.

L'installation de ces dispositifs peut être effectuée sous réserve qu'au moins un événement assure la ventilation :

- d'une descente d'eaux usées par bâtiment ou par maison d'habitation individuelle ;
- d'une descente d'eaux usées par groupe de 20 logements ou locaux équivalents situés dans un même bâtiment ;
- de toute descente de plus de 24 m de hauteur ;
- de toute descente de 25 à 24 m de hauteur, non munie d'un dispositif d'entrée d'air intermédiaire ;
- de la descente située à l'extrémité amont du collecteur recueillant les effluents des différentes descentes.

Ces dispositifs d'entrée d'air ne peuvent être installés que dans des combles ou espaces inhabités et ventilés ou dans des pièces de service munies d'un système de ventilation permanente (WC, salles d'eaux, ...) à l'exclusion des cuisines. Ils doivent être facilement accessibles sans démontage d'éléments de construction et s'opposer efficacement à toute diffusion dans les locaux d'émanation provenant de la descente.

En tout état de cause, ces dispositifs ne peuvent remplacer les événements nécessaires à la ventilation des installations d'assainissement autonome.

#### **42.2 - Séparation des chutes et descentes.**

En élévation, les canalisations de chute des cabinets d'aisance, les descentes d'eaux ménagères et les descentes d'eaux pluviales doivent être distinctes et indépendantes. Ces évacuations ne pourront être réunies, soit selon le principe séparatif, soit selon le principe unitaire, qu'au niveau des collecteurs en sous-sols, vides sanitaires, ou enterrées.

### **ARTICLE 43**

#### **Occlusion des orifices de vidange des postes d'eau**

Tous les orifices de vidange des postes d'eaux ménagères tels que éviers, lavabos, baignoires, doivent être pourvus d'un système d'occlusion hydraulique conforme aux normes françaises homologuées et assurant une garde d'eau permanente.

Les communications des ouvrages d'évacuation avec l'extérieur sont établies de telle sorte qu'aucun retour de liquides, de matières ou de gaz malodorants ou nocifs ne puisse se produire dans l'intérieur des habitations.

### **ARTICLE 44**

#### **Protection contre le reflux des eaux d'égout**

En vue d'éviter le reflux des eaux d'égout dans les caves, sous-sols et cours lors de l'élévation exceptionnelle de leur niveau jusqu'à celui de la voie publique desservie, les canalisations d'immeubles en communication avec les égouts et notamment leurs joints sont établis de manière à résister à la pression correspondante. De même tous regards situés sur des canalisations à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. Lorsque des appareils d'utilisation sont installés à un niveau tel que leur orifice d'évacuation se trouve situé au-dessous de ce niveau critique, toutes dispositions doivent être prises pour s'opposer à tout reflux d'eaux usées provenant de l'égout en cas de mise en charge de celui-ci.



## SECTION 3

### LOCAUX SANITAIRES

#### ARTICLE 45

##### Cabinets d'aisances et salles d'eau

Les cabinets d'aisances et les salles d'eau sont ventilés dans les conditions fixées à l'article 40.

Les cabinets d'aisances doivent être clos et couverts et présenter des dimensions suffisantes pour que l'on puisse s'y mouvoir aisément (surfaces minimales : 1 m<sup>2</sup>, si la porte s'ouvre extérieurement, 1,30 m<sup>2</sup> si la porte s'ouvre intérieurement).

Les murs, plafonds, boiseries des cabinets d'aisances et salles d'eau doivent être maintenus en bon état d'entretien et de propreté.

Les sols doivent être en parfait état d'étanchéité.

Les cabinets d'aisances doivent toujours disposer d'eau en permanence pour le nettoyage des cuvettes.

a) Pièce commune au cabinet d'aisances et à la salle d'eau, de bains ou de toilette.

Dans le cas où lors de la transformation de logements anciens, il est impossible d'établir un cabinet d'aisances et une salle d'eau, de bains ou de toilette indépendants, et qu'ils sont réunis dans une même pièce, celle-ci doit remplir simultanément les conditions réglementaires fixées pour chacun de ces locaux considérés isolément par les règlements de construction et le présent règlement sanitaire.

Notamment, il est interdit d'utiliser les appareils brûlant même sans flamme, combustible solide, liquide ou gazeux dans un cabinet d'aisances ou dans tout autre local ayant à la fois les deux destinations définies ci-dessus, et ne répondant pas aux conditions réglementaires.

La cuvette des cabinets d'aisances est obligatoirement munie d'un siphon et d'une chasse d'eau.

b) Le cabinet d'aisances ne doit pas communiquer directement avec la pièce à usage de cuisine et les pièces où se prennent les repas.

Toutefois, dans les logements d'une seule pièce principale, le cabinet d'aisances peut communiquer directement avec la pièce où se prend les repas à l'exclusion de la cuisine, celui-ci doit être raccordé à l'égout ou à un système d'assainissement autre qu'une fosse fixe et muni de cuvette siphonnée et chasse d'eau.

c) Poste d'eau à proximité de cabinets d'aisance à usage commun.

Lorsqu'il existe un cabinet d'aisance à usage commun, il doit y avoir à proximité de ce cabinet un poste d'eau avec évacuation si possible dans un local formant sas d'accès à ce cabinet.

En cas d'impossibilité, si ce poste d'eau est situé à l'intérieur du cabinet d'aisance, l'eau distribuée doit être considérée comme non potable et l'ensemble doit comporter les signes distinctifs prévus à l'article 6 du titre I. Toutes précautions doivent être prises pour éviter les retours d'eau vers le réseau d'alimentation.

## **ARTICLE 46**

### **Caractéristiques des cuvettes de cabinets d'aisances**

La cuvette des cabinets d'aisances doit être obligatoirement munie d'un dispositif d'occlusion. De l'eau doit être disponible en permanence pour le nettoyage des cuvettes.

Lorsqu'ils sont raccordés, soit à un réseau d'assainissement soit à une fosse septique ou un appareil équivalent, les cabinets d'aisances sont pourvus d'une chasse permettant l'envoi d'un volume d'eau suffisant. A chaque usage, le volume de chasse doit être :

- de 8 à 10 litres pour les cabinets d'aisances raccordés à l'égout ou à une fosse septique.
- de 2 litres pour les cabinets d'aisances raccordés à une fosse fixe.

Toutes dispositions doivent être prises pour exclure le risque de pollution de la canalisation d'alimentation en eau. Les cuvettes doivent être siphonnées par une garde d'eau conforme aux normes françaises homologuées.

Les installations à la turque et les sièges des cabinets doivent être en matériaux imperméables à parois lisses et faciles à entretenir.

Le raccordement de la cuvette au tuyau de chute doit être étanche.

## **ARTICLE 47**

### **Cabinets d'aisances comportant un dispositif de désagrégation et d'évacuation des matières fécales**

Le système de cabinets d'aisances comportant un dispositif de désagrégation des matières fécales est interdit dans tout immeuble neuf quelle que soit son affectation.

Toutefois, en vue de faciliter l'aménagement de cabinets d'aisances dans les logements anciens qui en sont totalement démunis, faute de possibilité technique de raccordement, il peut être installé exceptionnellement et après avis de l'autorité sanitaire, des cuvettes comportant un dispositif mécanique de désagrégation des matières fécales avant leur évacuation.

Le conduit d'évacuation doit se raccorder directement sur une canalisation d'eaux vannes de diamètre suffisant et convenablement ventilé, à l'exclusion de toutes canalisations d'évacuation d'eaux pluviales et usées. Le mode d'évacuation doit être obligatoirement soit une fosse étanche, soit une fosse septique, soit un égout public.

Le conduit d'évacuation ne doit comporter aucune partie ascendante. L'installation doit comporter une chasse d'eau et être conforme à toutes les dispositions du présent règlement sanitaire.

Les effluents de ces appareils sont évacués et traités dans les mêmes conditions que les eaux vannes provenant des cabinets d'aisances et, conformément aux dispositions de la section 4. Par sa conception et son fonctionnement, l'appareil ne doit entraîner aucune pollution du réseau d'amenée d'eau potable.

Des précautions particulières doivent être prises pour assurer l'isolement acoustique correct de l'appareil et empêcher la transmission de bruits vers les locaux du voisinage.

La stagnation d'une quantité d'eau dans la bache de pompage de l'appareil doit être limitée au minimum nécessaire au fonctionnement correct de la pompe.

Dans le cas où des opérations d'entretien rendent nécessaire le démontage de l'appareil, celui-ci doit être conçu pour ne causer aucun dommage, ni aucun inconvénient au point de vue sanitaire.

L'appareillage électrique doit être réalisé de façon à éliminer tout risque de contact direct ou indirect des usagers avec des conducteurs sous tension. A cet effet, l'installation sera réalisée en prenant l'une des précautions prévues à la norme française NF C 15-100, compte tenu du degré de protection électrique du matériel. On tiendra compte du fait qu'il s'agit d'un local comportant des appareils hydrauliques.

L'appareil portera de manière apparente et indélébile les prescriptions d'interdiction ci-après :

"Il est interdit d'évacuer les ordures ou déchets au moyen de cet appareil."

"En cas de panne du dispositif de désagrégation, l'utilisation du cabinet d'aisances est interdit jusqu'à remise en parfait état de marche."



## **SECTION 4**

### **OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT (Abrogée)**

#### **Articles 48 à 50**

ABROGEE PAR ARRETE DU 6 MAI 1996

## **SECTION 5**

### **INSTALLATIONS D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ DE CHAUFFAGE, DE CUISINE ET DE PRODUCTION D'EAU CHAUDE**

#### **ARTICLE 51**

##### **Installations d'électricité**

Les modifications conduisant au remplacement ou au renforcement des circuits d'alimentation électrique doivent être conformes aux normes NF C 14-100 et C 15-100.

#### **ARTICLE 52**

##### **Installations de gaz**

Toutes les installations nouvelles ou transformations d'installations de distribution de gaz doivent être conformes aux dispositions réglementaires les concernant<sup>1</sup>.

#### **ARTICLE 53**

##### **Installations de chauffage, de cuisine ou de production d'eau chaude par combustion**

##### **53.1 - Règles générales.**

L'évacuation vers l'extérieur des gaz de combustion des installations de chauffage, de cuisine et de production d'eau chaude est réalisée dans les conditions ci-après :

- les installations d'appareils utilisant des combustibles gazeux ou hydrocarbures liquéfiés doivent être conformes aux dispositions de la réglementation en vigueur<sup>2</sup>
- les installations d'appareils utilisant des combustibles solides ou liquides doivent être raccordées à un conduit d'évacuation des gaz de combustion.

##### **53.2 - Conduits d'évacuation.**

Un appareil à combustion ne peut être raccordé qu'à un conduit d'évacuation présentant les caractéristiques de tirage et d'isolation thermique prévues par la réglementation en vigueur<sup>13</sup>. Les orifices extérieurs de ces conduits d'évacuation doivent être également conformes à la réglementation en vigueur<sup>2</sup>.

Toute réparation, reconstruction, surélévation, modification ou adjonction de conduits d'évacuation de gaz de combustion doit être réalisée conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur<sup>12</sup>.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les siphonages, qu'ils concernent des conduits de fumées ou des conduits de ventilation.

<sup>1</sup> Arrêté du 23 juin 1978 concernant les installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public. Arrêté du 21 mars 1968 modifié et complété par les arrêtés du 26 février 1974 et 3 mars 1976 fixant les règles techniques et de sécurité applicables en stockage et à l'utilisation des produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées et la réglementation des établissements recevant du public. Arrêté du 20 juin 1975 concernant la hauteur des cheminées pour les installations de combustions comprises entre 75 th/H et 3.000 th/ H.

<sup>2</sup> Arrêté du 2 août 1977 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances (journal officiel du 24 août 1977).

<sup>3</sup> Notamment arrêté du 22 octobre 1969 relatif aux conduits de fumée desservant des logements (J.O. du 30 octobre 1969) et arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie (J.O. du 31 juillet 1975)

Les conduits de raccordement desservant les foyers doivent être apparents sur tout leur parcours, facilement démontables et maintenus en bon état.

Sauf dans les cas et conditions prévus par la réglementation en vigueur, ils ne doivent pas pénétrer dans une pièce autre que celle où est établi le foyer qu'ils desservent. Leur parcours doit être le plus court possible. Leur section doit être au moins égale à celle de la buse de l'appareil qu'ils desservent. Leur montage doit être correct, notamment leur raccordement au conduit fixe, afin d'éviter tout risque d'obstruction.

Lorsque le raccordement d'un appareil à combustion à un conduit de fumée est obligatoire, l'appareil doit être raccordé directement sur le conduit de fumée. Il ne doit pas être branché :

- dans un poêle de construction comportant coffre ou étuve,
- dans une cheminée comportant un appareil de récupération de chaleur faisant fond de cheminée et faisant obstacle au nettoyage normal,
- dans unâtre de cheminée constituant un foyer ouvert, sauf aménagement permanent assurant un tirage normal et une étanchéité suffisante.

Ces dispositions ne font pas obstacle à l'installation d'un système de récupération de chaleur sur le conduit de raccordement même sous réserve de prévoir les dispositions nécessaires au maintien d'un tirage efficace et de la vacuité du conduit de fumée.

En tout état de cause, un tel dispositif ne doit pas être installé à la sortie d'un appareil dont l'allure de combustion est réglée uniquement par l'arrivée d'air.

Il est établi, à la partie inférieure du conduit fixe ou, à défaut, sur le conduit mobile de raccordement, un dispositif fixe ou mobile, tel que boîte à suie, pot à suie, té de branchement, destiné à éviter toute obturation accidentelle du conduit et permettant des nettoyages faciles. Tout dépôt de suie qui s'enflamme facilement est considéré comme vice de construction.

Le raccordement à un conduit d'évacuation des produits de la combustion à tirage naturel ou à extraction mécanique des appareils utilisant les combustibles gazeux ou des hydrocarbures liquéfiés doit être réalisé dans les conditions prévues à cet effet par le DTU n° 61-1 : installations de gaz.

Si des systèmes de combustion comportent un dispositif d'évacuation des fumées d'une conception différente des conduits visés par le présent règlement, ils ne peuvent être mis en œuvre que si le dispositif d'évacuation des fumées a été reconnu apte à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté<sup>1</sup> portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipement utilisés dans la construction.

### **53.3 - Raccordement de plusieurs foyers à un conduit unique.**

Indépendamment des possibilités de raccordement de foyers d'un conduit collecteur par l'intermédiaire de conduits individuels dans les conditions définies par l'arrêté relatif aux conduits de fumées desservant les logements<sup>2</sup> il est également permis de raccorder plusieurs foyers à un même conduit de fumée sous les conditions ci-après.

D'une façon générale, plusieurs foyers ne peuvent être raccordés sur un même conduit de fumées qu'à condition que ce conduit soit compatible avec les produits de la combustion du ou des combustibles et que ses caractéristiques soient telles qu'un tirage suffisant soit assuré dans toutes les conditions de fonctionnement.

53.3-1 - Le raccordement aux conduits de fumées de plusieurs générateurs installés dans un même local à foyer unique doit respecter les règles suivantes :

- des générateurs à combustible liquide peuvent être raccordés sur un même conduit de fumée à condition que les brûleurs soient du même type ;
- des générateurs à combustible gazeux peuvent être raccordés sur un même conduit de fumée à condition que les brûleurs soient du même type ;
- des générateurs à combustibles liquides et des foyers à combustibles gazeux peuvent être raccordés simultanément au même conduit de fumée à condition que les brûleurs à gaz et à mazout soient du type « à ventilateur » ;
- des générateurs à combustibles solides peuvent être raccordés sur un même conduit. Ce conduit doit être indépendant du ou des conduits, des foyers à combustibles liquide ou gazeux sauf cas précisés ci-après.

<sup>1</sup> Arrêté du 2 décembre 1969 relatif à la création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction (J.O. du 16 décembre 1969).

<sup>2</sup> Arrêté du 22 octobre 1969 relatif aux conduits de fumées desservant des logements (J.O. du 30 octobre 1969 Articles 7 et suivants)



### Installation de puissance utile totale supérieure à 70 kW

Des générateurs utilisant des combustibles différents peuvent être raccordés sur un même conduit de fumée à condition que soient respectées dans toutes les conditions de fonctionnement, les prescriptions de l'arrêté du 20 juin 1975 et que le conduit soit compatible avec les produits de la combustion de chaque combustible.

En conséquence, si la conformité à l'arrêté du 20 juin 1975 ne peut pas être réalisée, on prendra les dispositions nécessaires pour qu'en aucun cas une chaudière utilisant un combustible solide ne puisse fonctionner lorsqu'elle est raccordée à un conduit unique, simultanément avec une autre chaudière utilisant un combustible liquide ou gazeux.

### Installations de puissance utile totale inférieure à 70 kW

Dans le cas de deux chaudières, l'une à combustible liquide ou gazeux et l'autre à combustible solide, l'accouplement doit obligatoirement être réalisé par un équipement fourni sur catalogue par un fabricant et ayant été reconnu apte à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté<sup>1</sup> portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction.

Cet équipement doit comprendre :

- un conduit d'accouplement des deux buses avec une seule sortie de fumée ;
- un dispositif automatique de sécurité n'autorisant le fonctionnement du brûleur à combustible liquide ou gazeux que lorsque l'allure du foyer à combustible solide est suffisamment réduite c'est-à-dire lorsque la température des fumées à la buse est inférieure à 100°C ou lorsque la température du fluide caloporteur au départ est inférieure à 30°C.

#### 53.3-2 - Dans le cas de chaudières « polycombustibles »

Deux cas peuvent se présenter :

- chaudière à deux chambres de combustion et à une seule buse de sortie de fumées ; elle doit être équipée d'un dispositif automatique de sécurité comme indiqué ci-avant ;
- En outre, un autre dispositif automatique de sécurité doit empêcher le fonctionnement du brûleur si une des portes de chargement est ouverte.

- chaudière à deux chambres de combustion et à deux buses de sortie de fumées : elle peut être raccordée sur un seul conduit de fumée à condition que le fabricant de la chaudière fournisse le raccord d'accouplement des deux buses permettant de n'avoir qu'une seule sortie de fumées à raccorder au conduit de fumées.
- Dans ce cas, cette chaudière doit être équipée des deux dispositifs automatiques de sécurité indiqués ci-avant.

### 53.4 – Ventilation.

Les dispositions du présent article ne concernent pas les appareils à combustion fonctionnant en circuit étanche.

La ventilation des locaux où sont installés des appareils utilisant le gaz ou les hydrocarbures liquéfiés doit répondre, suivant le cas, aux règles d'aménagement et de sécurité des installations de chauffage<sup>2</sup> ou aux règles de sécurité applicables à l'utilisation de ces combustibles<sup>3</sup>.

En aucun cas, les dispositifs d'amenée d'air neuf et d'évacuation d'air vicié ne doivent être condamnés.

Les appareils de production-émission ou de production, tels qu'ils sont définis dans les règles d'aménagement et de sécurité des installations de chauffage<sup>1</sup>, et utilisant des combustibles solides ou liquides, doivent être installés dans des locaux répondant aux conditions de ventilation ci-après :

a) Appareils d'une puissance-utile totale inférieure ou égale à 70 kW :

- Appareils de production-émission (poêles, cuisinières, cheminées) situés en rez-de-chaussée ou en étage : le local doit être muni d'une amenée d'air neuf d'une section libre non condamnable d'au moins 50 cm<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Arrêté du 2 décembre 1969 relatif à la création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, éléments, matériaux ou équipements utilisés dans la construction (J.O. du 16 décembre 1969).

<sup>2</sup> Arrêté du 23 juin 1978 (notamment les articles 11, 12 et 32 relatifs à la ventilation) relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public (J.O. du 21 juillet 1978).

<sup>3</sup> Arrêté du 2 août 1977 modifié (notamment l'article 15 relatif à la ventilation) relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz et d'hydrocarbures liquéfiés situés à l'intérieur des bâtiments ou de leurs dépendances (J.O. du 24 août 1977).

- Appareils de production-émission (poêles, cuisinières, cheminées) situés dans des locaux en sous-sol et appareils de production (chaudières et générateurs de chauffage central ou de production d'eau chaude) quelque soit leur situation :

le local doit être muni d'une amenée d'air neuf d'une section libre non condamnable d'au moins 50 cm<sup>2</sup> débouchant en partie basse et d'une évacuation d'air vicié d'une section libre non condamnable d'au moins 100 cm<sup>2</sup> placés en partie haute et débouchant directement à l'extérieur.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables lorsque les appareils sont situés dans des pièces ventilées suivant les modalités fixées par l'arrêté sur l'aération des logements<sup>1</sup> à condition que :

- les débits d'air nécessaires au bon fonctionnement de ces appareils soit assurés ;
- lors d'une évacuation de l'air par un dispositif mécanique, la dépression créée par cette évacuation ne puisse entraîner d'inversion de tirage des conduits de fumée et foyers fonctionnant par tirage naturel, notamment lors de l'allumage de certains foyers.

b) Appareils d'une puissance utile totale supérieure à 70 kW :

Le local doit être muni d'une amenée d'air neuf et d'une évacuation d'air vicié aménagées conformément aux dispositions applicables aux chaufferies fixées par les règles d'aménagement et de sécurité des installations de chauffage<sup>2</sup>.

c) Lorsque les appareils sont situés dans des locaux habités ou occupés, l'arrivée d'air neuf doit être située aussi près que possible des foyers ; elle doit être disposée et aménagée de telle façon que le courant d'air qu'elle occasionne ne constitue pas une gêne pour les occupants.

### **53.5 - Installations de chauffage par air chaud.**

Ces installations doivent être telles que les gaz de combustion ne puissent pénétrer dans les conduits de distribution d'air chaud.

### **53.6 – Modérateurs.**

Les modérateurs de tirage par admission d'air ne doivent pas se trouver à l'intérieur des conduits. Ils doivent se fermer d'eux-mêmes en cas de diminution du tirage et être maintenus en bon état de fonctionnement. Ils doivent toujours être installés dans le local où se trouve l'appareil ; la surveillance doit en être aisée.

### **53.7 - Clés et registres.**

Les clés et registres destinés à réduire la section du conduit d'évacuation des produits de la combustion ou à l'obturer peuvent être mis en couvre dans les seules conditions définies par les articles ci-après.

Toutefois l'utilisation de dispositifs situés dans le circuit d'évacuation destinés à régler ou à réguler le débit d'extraction, en cas d'extraction mécanique conjointe ou non à celle de l'air de ventilation du local où sont installés des appareils utilisant des combustibles gazeux, n'est pas visée par les dispositions du présent article.

#### **53.7-1 - Dispositif de réglage à commande manuelle**

Pour les appareils d'un type ancien, utilisant un combustible solide et ne comportant pas de dispositif efficace de réglage du débit d'air comburant, la mise en place en aval de la buse de clés ou de registres à commande manuelle est autorisée à condition que ces dispositifs ne puissent obstruer, en position de fermeture maximale, plus de trois quarts de la section du conduit et que leur forme ou leur disposition ne puisse favoriser l'obstruction du conduit par la suie ou tout autre dépôt.

#### **53.7-2 - Dispositif auto réglable de tirage**

Des registres auto réglables de tirage, autres que les modérateurs de tirage visés à l'article 53.5, peuvent être installés sur des seuls générateurs de chaleur utilisant des combustibles liquides et équipés de brûleurs à pulvérisation mécanique. Ils doivent satisfaire les prescriptions suivantes :

- avoir été reconnus aptes à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté<sup>3</sup> portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction ;
- ne pas obstruer, en position de fermeture, plus des trois quarts de la section du conduit ;

<sup>1</sup> Arrêté du 22 octobre 1969 relatif aux conduits de fumées desservant des logements (J.O. du 30 octobre 1969 Articles 7 et suivants)

<sup>2</sup> Arrêté du 23 juin 1978 (notamment les articles 11, 12 et 13 relatifs à la ventilation) relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public (chaufferies).

<sup>3</sup> Arrêté du 2 décembre 1969 portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la combustion (J.O. du 16 décembre 1969).

- être placés sur une partie horizontale du conduit de fumée ou, en tout état de cause, en amont du dispositif fixe ou mobile destiné à éviter toute obturation accidentelle du conduit et permettant des nettoyages faciles.



### 53.7-3 - Dispositifs automatiques de fermeture

L'installation de ces dispositifs est interdite pour des appareils utilisant un combustible solide.

L'installation de ces dispositifs en aval d'un générateur utilisant les combustibles liquides ou gazeux ne peut être effectuée que si la puissance utile de ce générateur, située en chaufferie réglementairement ventilée, est supérieure à 70 kW.

#### 53.7-31 Générateurs utilisant un combustible liquide

Des dispositifs automatiques de fermeture de l'orifice d'évacuation des produits de combustion peuvent être installés sous réserve d'avoir été reconnus aptes à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté<sup>1</sup> portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur les procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction. Ces dispositifs doivent être, en particulier, conçus de manière à ne permettre le fonctionnement du brûleur que lorsque l'orifice d'évacuation est libre sur toute sa section. Ils doivent être installés en amont du régulateur de tirage.

Ces dispositifs ne peuvent être installés que si les générateurs sont équipés de brûleurs à pulvérisation mécanique.

#### 53.7-32 Générateurs utilisant un combustible gazeux

Des dispositifs de fermeture de l'orifice d'évacuation des produits de combustion peuvent être installés sur des générateurs de chaleur de puissance utile supérieure à 70 kW si les conditions suivantes sont simultanément satisfaites :

- ils sont installés sur des générateurs pour lesquels ils ont été spécialement conçus ;
- ils sont conformes aux dispositions de la spécification en vigueur<sup>1</sup>.

### 53.7-4 Conditions d'installation et d'entretien de ces dispositifs

La mise en place de ces dispositifs doit être effectuée par un installateur qualifié et après un contrôle de l'état du conduit de fumée ayant pour objectif de vérifier son aptitude à l'emploi.

Ces appareils doivent être entretenus et vérifiés dans les conditions définies à l'article 31 6.

L'aération du conduit de fumée doit être maintenue pendant la période durant laquelle les générateurs de chaleur ne sont pas en service.

## 53.8 - Interdiction visant certains dispositifs mécaniques de ventilation.

Il est interdit d'installer des dispositifs mécaniques supplémentaires de ventilation tels que ventilateur de fenêtre, extracteur de hotte et de faire déboucher un vidoir de vide-ordures lorsque la colonne correspondante est ventilée par extraction mécanique :

- dans une pièce où se trouve un appareil à combustion raccordé à un conduit de fumée fonctionnant en tirage naturel,
- dans un local distinct de cette pièce si ce dispositif ou vidoir de vide-ordures est susceptible de provoquer une dépression suffisante pour entraîner un refoulement des gaz de combustion.

## 53.9 - Installations d'appareils à combustion autres que ceux destinés au chauffage, à la cuisine ou à la production d'eau chaude.

Les installations d'appareils à combustion autres que ceux destinés au chauffage, à la cuisine ou à la production d'eau chaude doivent remplir les conditions fixées au présent article 53. En outre, les évacuations de gaz d'échappement de moteurs fixes à combustion interne ou à explosion doivent toujours être raccordées à des conduits présentant les caractéristiques requises pour les conduits de fumée, y compris pour la hauteur de leurs débouchés extérieurs. Ces conduits doivent être capables de résister à la pression de fonctionnement et, s'ils traversent des locaux occupés ou habités, être placés à l'intérieur d'une gaine présentant les mêmes caractéristiques mécaniques qu'un conduit de fumée. Cette gaine peut servir de ventilation haute du local où est installé le moteur ; dans le cas contraire, elle doit être en communication directe à sa partie basse et à sa partie haute avec l'air extérieur. Elle est indépendante de tout autre et doit également déboucher au niveau imposé pour les conduits de fumée.

<sup>1</sup> Spécification A.T.G. (31.31) concernant les dispositifs de fermeture de l'orifice d'évacuation des produits de combustion de chaudières à gaz de puissance utile supérieure à 70 kW.



**53 bis - Installations thermiques ne comportant pas de combustion**

Les locaux contenant des installations thermiques ne comportent pas de combustion tels que postes échangeurs de calories, installations d'accumulation d'eau chaude, etc. doivent, en tant que de besoin, être efficacement ventilés et isolés afin de n'apporter aucune élévation de température susceptible de perturber l'usage normal des locaux voisins.

Ceux contenant des installations d'une puissance utile totale supérieure à 70 kW doivent être ventilés et isolés dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.

**SECTION 6*****BRUIT DANS L'HABITATION (Abrogée)*****ARTICLE 54**

ABROGE PAR ARRETE PREFECTORAL DU 22 JANVIER 1992, CONFIRMATION DE L'ABROGATION PAR LA LOI DU 31 DECEMBRE 1992 ET LE DECRET N° 97.1048 DU 6 NOVEMBRE 1997.

---

<sup>1</sup> ) Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public (J.O. du 21 juillet 1978).

## CHAPITRE IV

### LOGEMENTS GARNIS ET HOTELS<sup>1</sup> LOCAUX AFFECTÉS A L'HÉBERGEMENT COLLECTIF<sup>2</sup>

#### SECTION 1

#### GÉNÉRALITÉS

##### ARTICLE 55

##### Domaine d'application

Les logements garnis et hôtels sont soumis aux dispositions des chapitres I, II et III du présent titre ; ils doivent en outre respecter les dispositions du présent chapitre IV.

Les prescriptions du présent chapitre s'appliquent à tous les locaux affectés à l'hébergement collectif sans préjudice des réglementations particulières visant certains d'entre eux<sup>3</sup>.

Les dispositions relatives à la ventilation de ces catégories de locaux figurent à la section 2 du Titre III ci-après.

Les hôtels meublés peuvent également selon l'importance du nombre des usagers, être régis par la réglementation de sécurité concernant les locaux servant au public et assimilés.

##### ARTICLE 56

##### Surveillance

Les logeurs ou responsables de ces locaux sont tenus de faciliter les missions des représentants des services chargés de leur surveillance.

---

<sup>1</sup> Location en meublé : variété de location dont les caractéristiques sont de porter indivisiblement sur un local et des objets mobiliers (meubles meublants) fournis par le bailleur ou le logeur. Location en garni : location en meublé dans laquelle le bailleur ou le logeur fournit des prestations secondaires telles que location de linge, entretien et nettoyage des locaux, préparations culinaires (petits déjeuners), etc.

<sup>2</sup> Loi n° 73-548 du 27 juin 1973 relative à l'hébergement collectif. Décret n° 75-50 du 20 janvier 1975 portant application de ladite Loi (J.O. du 1<sup>er</sup> février 1975).

<sup>3</sup> Les foyers de travailleurs, de personnes âgées ou autres, sont régis par le décret n° 69.596 du 14 juin 1969 fixant les règles générales de construction des bâtiments d'habitation (J.O. du 15 juin 1969 et ses arrêtés d'application).

## SECTION 2

### AMÉNAGEMENT DES LOCAUX

#### ARTICLE 57

##### Équipement

Lorsqu'un garni ou un meublé communique avec un débit de boissons, une entrée indépendante doit être aménagée et maintenue constamment disponible.

Dans les garnis et meublés, chaque unité de location doit avoir une porte indépendante.

Dans les chambres, dortoirs et locaux affectés à l'hébergement collectif occupés par cinq personnes ou plus, le volume d'air et la surface au sol ne peuvent être inférieurs à 12 mètres cubes et 5 mètres carrés par personne. Tout dortoir est divisé en boxes individuels largement ouverts sur les dégagements pour assurer le renouvellement d'air. Le dortoir doit comporter en annexe des installations sanitaires en nombre et en qualité conformes à la réglementation concernant les logements-foyers, à savoir :

- une salle de douches à raison d'une pomme-douche pour 10 personnes ou fraction de 10 personnes ;
- des cabinets d'aisances à raison d'un pour 10 personnes ou fraction de 10 personnes comportant un distributeur de papier approvisionné et un porte-manteau solide ;
- un lavabo pour 3 personnes au maximum ; à titre transitoire sont tolérés les lavabos collectifs comportant un nombre de robinets correspondant au nombre de lits.

##### 57.1 - Équipement collectif.

Les cabinets d'aisances ne doivent jamais communiquer directement avec les salles de restaurant, cuisines ou réserves de comestibles.

Les urinoirs doivent être établis hors de la vue du public et satisfaire aux mêmes conditions d'hygiène que les cabinets d'aisances.

Les circulations et parties communes qui ne possèdent pas un éclairage naturel suffisant doivent être pourvues d'un éclairage électrique permanent et efficace.

##### 57.2 - Équipement des pièces.

Tout logement garni, toute pièce louée isolément, doivent être pourvus d'un poste d'eau potable, convenablement alimenté à toute heure du jour et de la nuit, et installé au-dessus d'un dispositif réglementaire pour l'évacuation d'eaux usées, et d'une installation de chauffage réglementaire maintenue en bon état de fonctionnement.

Chaque pièce et circulation communes doivent être équipées d'un dispositif d'éclairage électrique.

#### ARTICLE 58

##### Locaux anciens

Dans les immeubles dont la construction est antérieure à la publication du présent règlement, l'exploitation des locaux à usage de garnis ou meublés, même s'ils ne sont pas conformes à toutes les prescriptions sus-énoncées, pourra être tolérée à titre transitoire et précaire, mais sous réserve que les installations de chauffage et de production d'eau chaude par combustion soient conformes au présent règlement et que les conditions d'alimentation en eau potable, d'installation des cabinets d'aisances, de propreté et d'entretien des locaux et du mobilier soient satisfaisantes.

En cas de transformation ou de réparation affectant le gros œuvre des bâtiments où l'économie générale desdits bâtiments à usage ou à destination de garnis ou de meublés, les nouveaux agencements et aménagements doivent être conformes aux prescriptions des présentes dispositions.

## **SECTION 3**

### **USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX**

#### **ARTICLE 59**

##### **Service de l'eau et des sanitaires**

L'exploitant ne peut, de sa propre initiative, suspendre le service de l'eau et l'usage des cabinets d'aisances sauf pour des raisons impératives de sécurité. L'autorité municipale peut autoriser cette suspension pour des raisons d'hygiène et d'ordre public.

#### **ARTICLE 60**

##### **Entretien**

Les logements et les pièces isolés, ainsi que les parties communes doivent être entretenus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur dans un état constant de propreté ; en tant que de besoin, l'autorité sanitaire pourra prescrire la réfection ou le renouvellement des peintures ou des tapisseries.

#### **ARTICLE 61**

##### **Mesures prophylactiques**

La location des locaux meublés ayant été occupés même partiellement ou temporairement par des personnes atteintes de maladies transmissibles nécessitant légalement la désinfection terminale est interdite tant que ces locaux n'ont pas été désinfectés dans les conditions réglementaires.

La désinfection et la désinsectisation de la literie et des locaux peuvent être prescrites toutes les fois que ces opérations sont jugées nécessaires par l'autorité sanitaire.

La literie doit être maintenue en bon état d'entretien et de propreté ; la surveillance des services d'hygiène porte non seulement sur les locaux, mais également sur l'objet mobilier.



## **TITRE III**

### **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX BATIMENTS AUTRES QUE CEUX A USAGE D'HABITATION ET ASSIMILES**

#### **ARTICLE 62**

##### **Type de locaux visés**

Sous réserve de dispositions contraires édictées par des réglementations particulières, les prescriptions du présent règlement, traitant des habitations, sont étendues à toutes catégories d'immeubles ou d'établissements ainsi qu'à leurs dépendances quand ils reçoivent en tout ou partie les mêmes équipements que les immeubles d'habitation et sont justiciables pour raison de salubrité des mêmes règles d'établissement, d'entretien ou d'usage.

#### **SECTION 1**

##### **AMÉNAGEMENT DES LOCAUX**

Les dispositions du Titre II relatives à l'aménagement des locaux d'habitation sont applicables aux constructions neuves et transformations d'établissements visés à l'article 62, ci-dessus à l'exception de l'article 40.

#### **SECTION 2**

##### **VENTILATION DES LOCAUX**

Les dispositions de cette section s'appliquent aux constructions neuves et aux constructions subissant des modifications importantes affectant le gros couvre ou l'économie de l'immeuble.

Seules les prescriptions relatives à l'entretien des installations de ventilation s'appliquent aux constructions existantes, à moins que ne soit démontrée la nécessité de prendre des mesures assurant la salubrité publique.

Les débits et volumes indiqués ci-après s'appliquent exclusivement aux personnes qui n'exercent pas d'activité salariée dans les différentes catégories de locaux concernés.

Pour les personnes exerçant une telle activité, il convient de se reporter aux dispositions du chapitre II, du titre III du Livre II du Code du Travail (Hygiène des locaux affectés au travail).

Pour le calcul des débits ou des volumes, il sera tenu compte de l'ensemble des personnes fréquentant ces locaux.

#### **ARTICLE 63**

##### **Généralités**

##### **63.1 - Dispositions de caractère général.**

La ventilation des locaux peut être soit mécanique ou naturelle par conduits, soit naturelle pour les locaux donnant sur l'extérieur, par ouverture de portes, fenêtres ou autres ouvrants.

Dans tous les cas, la ventilation doit être assurée avec de l'air pris à l'extérieur hors des sources de pollution cet air est désigné sous le terme «d'air neuf».



Dans la suite de cet article, les locaux sont classés, du point de vue de la ventilation, en deux catégories :

- les locaux dits « à pollution non spécifique » : ces locaux sont ceux dans lesquels la pollution est liée à la seule présence humaine, à l'exception des cabinets d'aisances et des locaux de toilette. Toutefois, les dispositions qui suivent ne s'appliquent pas aux locaux où cette présence est épisodique (circulations, archives, dépôts) ; on peut admettre que ces locaux sont ventilés par l'intermédiaire des locaux adjacents sur lesquels ils ouvrent.

- les locaux dits « à pollution spécifique » : cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisances et tous autres locaux où existent des émissions de produits nocifs ou gênants autres que ceux liés à la seule présence humaine (notamment certains laboratoires et locaux où fonctionnent des appareils susceptibles de dégager des polluants gazeux non rejetés directement à l'extérieur, tels le monoxyde de carbone, le dioxyde de carbone, l'ammoniac, l'ozone).

Les prises d'air neuf et les ouvrants doivent être placés, en principe, à au moins 8 m de toute source éventuelle de pollution, notamment véhicules, débouchés de conduits de fumée, sortie d'air extrait, ou avec des aménagements tels qu'une reprise d'un air pollué ne soit pas possible.

Des dispositions plus strictes peuvent être décidées par l'autorité compétente lorsqu'il y a voisinage d'une grande quantité d'air pollué (extraction d'air ayant servi à la ventilation d'un parc automobile ou d'un grand local recevant du public par exemple).

L'air extrait des locaux doit être rejeté à au moins 8 m de toute fenêtre ou de toute prise d'air neuf sauf aménagements tels qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible. L'air extrait des locaux à pollution spécifique doit en outre être rejeté sans recyclage.

### **63.2 - Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux.**

L'air provenant des locaux à pollution non spécifique peut éventuellement traverser ensuite d'autres locaux, si ceux-ci sont :

- des locaux de circulation,
- des locaux peu occupés (archives, dépôts),
- des locaux à pollution spécifique excepté les locaux présentant des risques particuliers d'incendie.

Est considéré comme de l'air recyclé, celui qui est repris dans un groupe de locaux et qui est réintroduit ; l'air neuf peut y être mélangé ou introduit séparément.

L'air repris dans un seul local et réintroduit dans ce local à l'exclusion de tous autres locaux, n'est pas considéré comme de l'air recyclé ; l'air neuf, comme précédemment, peut y être mélangé ou introduit séparément.

L'air recyclé n'est utilisable que dans les conditions définies dans les articles suivants.

## **ARTICLE 64**

### **Ventilation mécanique ou naturelle des conduits**

#### **64.1 - Locaux à pollution non spécifique.**

Dans les locaux à pollution non spécifique le débit normal d'air neuf à introduire est fixé dans le tableau ci-après en tenant compte des interdictions de fumer<sup>1</sup>. Ce débit est exprimé en m<sup>3</sup> par heure et par occupant en occupation normale.

Pour les locaux où la présence humaine est épisodique (dépôts, archives, circulations, halls d'entrée, ...) et où l'organisation du plan ne permet pas qu'ils soient ventilés par l'intermédiaire des locaux adjacents, le débit minimal d'air neuf à introduire est de 0,1 litre par seconde et par mètre carré.

<sup>1</sup> Les interdictions de fumer découlent de l'application du décret n° 77-1042 du 12 septembre 1977 relatif aux interdictions de fumer dans certains lieux affectés à un usage collectif où cette pratique peut avoir des conséquences dangereuses pour la santé (J.O. du 17 septembre 1977) et du décret n° 73-1007 du 31 octobre 1973 relatif à la protection contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public (J.O. du 4 novembre 1973).

Destination des locaux	Débit minimal d'air neuf en m <sup>3</sup> et par occupant (air à 1,2 kg/m <sup>3</sup> )	
	Locaux avec interdiction de fumer	Locaux sans interdiction de fumer
<b>Locaux d'enseignement :</b> Classes, salles d'études, laboratoires (à l'exclusion de ceux à pollution spécifique) :		
- maternelles, primaires et secondaire du 1 <sup>er</sup> cycle	15	
- secondaires du 2 <sup>o</sup> cycle et universitaire.....	18	25
- ateliers.....	18	25
<b>Locaux d'hébergement :</b> Chambres collectives (+ de 3 personnes) <sup>1</sup> , dortoirs, cellules, salles de repos.....	18	25
<b>Bureaux et locaux assimilés :</b> Tels que : locaux d'accueil, bibliothèques, bureaux de poste, banques.....	18	25
<b>Locaux de réunions :</b> Tels que : salles de réunions, de spectacles, de culte, clubs, foyers.....	18	30
<b>Locaux de ventes :</b> Tels que : boutiques, supermarchés.....	22	30
<b>Locaux de restauration :</b> Café, bars, restaurant, cantine, salles à manger.....	22	30
<b>Locaux à usage sportif :</b> Par sportif :		
- dans une piscine.....	22	
- dans les autres locaux.....	25	30
Par spectateur.....	18	30

Dans les conditions habituelles d'occupation, la teneur de l'atmosphère en dioxyde de carbone ne doit pas dépasser 1 % avec tolérance de 1,3 % dans les locaux où il est interdit de fumer.

Si l'occupation des locaux est très variable, la ventilation modulée ou discontinue est admise sous réserve que la teneur en dioxyde de carbone ne dépasse pas les valeurs fixées précédemment.

En cas d'inoccupation des locaux, la ventilation peut être arrêtée ; elle doit, cependant, être mise en marche avant occupation des locaux et maintenue après celle-ci pendant un temps suffisant.

L'air neuf entrant dans ces locaux doit être pris à l'extérieur sans transiter dans d'autres locaux. Il peut être mélangé à de l'air dit recyclé mais sans que cela puisse réduire le débit minimal neuf, nécessaire à la ventilation, fixé ci-dessus.

Le recyclage par groupe de locaux n'est autorisé que s'il ne concerne pas des locaux à pollution spécifique et que si l'air est filtré conformément aux dispositions ci-après relatives à la filtration.

#### 64.2 - Locaux à pollution spécifique.

Dans les locaux à pollution spécifique, le débit de la ventilation est déterminé en fonction de la nature et de la quantité de polluants émis.

Pour les toilettes, les cuisines collectives et leurs dégagements, le débit minimal d'air neuf à introduire figure dans le tableau ci-après :

<sup>1</sup> Pour les chambres de moins de 3 personnes, le débit minimal à prévoir est de 30 m<sup>3</sup>/h par local.

Destination des locaux	Débit minimal d'air neuf en m <sup>3</sup>
Pièces à usage individuel :	
- salles de bains ou de douches.....	15 par local
- salles de bains ou de douches communes avec cabinet d'aisance.....	15 par local
- cabinets d'aisances.....	15
Pièces à usage collectif :	
- cabinet d'aisances isolé.....	30
- salles de bains ou de douches isolés.....	45
- salles de bains ou de douches communes avec un cabinet d'aisances.....	60
- bains douches et cabinets d'aisances groupés...	30+15N*
- lavabos groupés.....	10+5N*
- salle de lavage séchage et repassage du linge..	5 par mètre carré de surface de local (1)
Cuisines collectives :	
- office relais.....	15/repas
- de 150 repas servis simultanément.....	25/repas
- de 151 à 500 repas servis simultanément (2)....	20/repas
- de 501 à 1500 repas servis simultanément (3)...	15/repas
- plus de 1500 repas servis simultanément(4).....	10/repas

N\* Nombre d'équipement dans le local

(1) Compte tenu des contraintes techniques, les débits retenus seront de préférence arrondis au multiple supérieur de 15

(2) Avec un minimum de 3.750 m<sup>3</sup>/h

(3) Avec un minimum de 10.000 m<sup>3</sup>/h

(4) Avec un minimum de 22.500 m<sup>3</sup>/h

Ces débits ne sont valables que dans le cas d'une ventilation indépendante de ces pièces de service à pollution spécifique.

Sauf exigences particulières (locaux de recherches biologiques par exemple), l'air provenant de locaux à pollution non spécifique (notamment les circulations) peut être admis dans les locaux à pollution spécifique.

Lorsque la pièce de service est ventilée par l'intermédiaire d'une pièce principale ou des circulations, le débit à prendre en considération doit être égal à la plus grande des deux valeurs indiquées respectivement par le tableau ci-dessus ou celui figurant à l'article 64.1.

Les polluants émis dans les cuisines doivent être captés au voisinage de leur émission ; il en est de même des polluants nocifs ou dangereux.

En cas d'impossibilité d'installer un système de captation de ces émissions, les débits nécessaires à la ventilation des cuisines doivent être doublés.

Si la pollution spécifique est très variable, la ventilation modulée ou discontinue est admise sous réserve que l'évacuation des polluants soit convenablement réalisée.

Dans le cas où cessent les émissions donnant à la pollution un caractère spécifique, la ventilation peut être assurée ; elle doit, cependant, être mise en marche avant pollution des locaux ou maintenue après celle-ci pendant un temps suffisant afin que l'évacuation des gaz soit convenablement assurée.

## ARTICLE 65

### Prescriptions relatives aux installations et à leur fonctionnement

Lorsque l'introduction de l'air est mécanique, la filtration de l'air doit être réalisée dans les conditions suivantes : après éventuellement une pré-filtration grossière, destinée à retarder le colmatage des filtres installés en zone industrielle ou urbaine, il doit être prévu :

a) pour l'air neuf, un filtre d'un rendement au test gravimétrique défini par la norme NFX 44 012 d'au moins 90%.

b) pour l'air recyclé, un filtre d'un rendement au test gravimétrique défini par la norme NFX 44 012 d'au moins 95%.

L'encrassement des filtres doit pouvoir être contrôlé en permanence ; les filtres doivent être remplacés ou nettoyés en temps utile.

Tous les dispositifs de traitement de l'air, autres que ceux destinés à la filtration, au chauffage, au refroidissement, à l'humidification, à la déshumidification, doivent faire l'objet d'un examen par l'autorité compétente, et d'un avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France.

Le circuit d'amenée d'air doit être nettoyé avant la mise en service surtout s'il peut y avoir présence de gravats et d'humidité.

Il est ensuite maintenu en bon état de propreté.

## ARTICLE 66

### Ventilation par ouvrants extérieurs

#### 66.1 - Locaux à pollution non spécifique.

La ventilation par ouverture des portes, fenêtres ou autres ouvrants donnant sur l'extérieur est admise dans les locaux de réunion tels que salles de réunions, de spectacles, de culte, clubs, foyers, dans les locaux de vente tels que boutiques, supermarchés, et dans les locaux de restauration tels que cafés, bars, restaurants, cantines, salle à manger à condition que le volume par occupant ne soit pas inférieur :

- à 6 m<sup>3</sup> pour les locaux avec interdiction de fumer,
- à 8 m<sup>3</sup> pour les locaux sans interdiction de fumer.

Si la satisfaction d'autres critères en matière d'hygiène nécessite des volumes supérieurs aux valeurs indiquées (ci-dessus, le volume le plus élevé doit être seul pris en considération. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux locaux d'enseignement pour lesquels existent des règles spécifiques.

#### 66.2 - Locaux à pollution spécifique.

La ventilation par portes, fenêtres ou autres ouvrants donnant sur l'extérieur est admise :

- dans les cabinets d'aisances si le volume de ces locaux est au moins égal à 5 m<sup>3</sup> par occupant potentiel,
- dans les autres locaux à pollution spécifique, si, d'une part, il n'est pas nécessaire de capter les polluants au voisinage de leur émission et, si, d'autre part, le débit d'air extrait correspondant aux valeurs de l'article 64 est inférieur à 1 l/s par mètre cube de local.

#### 66.3 - Surface des ouvrants.

La surface des ouvrants calculée en fonction de la surface du local, ne doit pas être inférieure aux valeurs indiquées dans le tableau ci-après :

Surface du local en m <sup>2</sup>	Surface des ouvrants en m <sup>2</sup>
10	1,25
50	3,6
100	6,2
150	8,7
200	10
300	15
400	20
500	23
600	27
700	30
800	34
900	38
1000	42

Pour des locaux dont la surface est supérieure aux valeurs indiquées dans le tableau ci-dessus, la surface des ouvrants est déterminée à l'aide de la formule suivante :

$$s = \frac{S}{8 \log_{10} S}$$

S

s - représente la surface des ouvrants en m<sup>2</sup>  
S - représente la surface du local en m<sup>2</sup>

L'ensemble de ces dispositions ne fait pas obstacle à l'application des réglementations relatives à la sécurité et à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs.



## **SECTION 3**

### **DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUIPEMENT SANITAIRE**

#### **ARTICLE 67**

##### **Équipement sanitaire**

Dans les établissements ouverts ou recevant du public doivent être aménagés, en nombre suffisant et compte tenu de leur fréquentation, des lavabos, des cabinets d'aisances et urinoirs. Ils doivent être d'un accès facile; les cabinets et urinoirs ne doivent jamais communiquer directement avec les salles de restaurants, cuisines ou resserres de comestibles.

Les locaux sanitaires doivent être bien éclairés, ventilés, maintenus en parfait état de propreté, et pourvus de papier hygiénique et de porte-manteaux solides.

Les lavabos doivent être équipés de produit de nettoyage des mains et d'un dispositif d'essuyage ou de séchage.

Le sol des locaux sanitaires, leurs parois et leurs plafonds doivent être en matériaux lisses, imperméables, imputrescibles et résistant à un nettoyage fréquent.

#### **ARTICLE 68**

##### **Équipement sanitaire des locaux de sport**

Les installations sanitaires annexées aux locaux de sport comprennent au moins deux W.C., deux urinoirs, une salle de douches collectives (quinze pommes de douches) et deux cabines de douches individuelles pour quarante usagers simultanés. Ces chiffres peuvent être réduits au prorata du nombre des usagers admis simultanément lorsque ce nombre reste inférieur à quarante.

Les locaux eux-mêmes doivent être conformes aux prescriptions d'hygiène édictées par les règlements particuliers les concernant.

#### **ARTICLE 69**

##### **Équipement sanitaire des salles de spectacle**

Il est aménagé au moins un lavabo, un W.C., et un urinoir par centaines ou fraction de centaine de personnes susceptibles d'être admises dans ces locaux par période de trois heures. L'urinoir peut être remplacé par un W.C.

#### **ARTICLE 70**

##### **Établissements de natation ouverts au public**

Ces établissements sont soumis, tant en ce qui concerne l'hygiène que la sécurité aux dispositions des textes spécifiques qui les régissent<sup>1</sup>.

#### **ARTICLE 71**

##### **Bains-Douches**

Les établissements de bains et de douches sont soumis, en ce qui concerne la création et leur exploitation, aux mêmes demandes et autorisations que les établissements de natation.

Ils répondent notamment aux prescriptions suivantes :

Chaque local de l'établissement de bains et de douches doit être tenu en constant état de propreté, correctement ventilé et convenablement chauffé.

---

<sup>1</sup> Arrêté du 13 juin 1969 fixant les règles de sécurité et d'hygiène applicables aux établissements de natation ouverts au public (J.O. du 8 juillet 1969). Loi n° 78-733 du 12 juillet 1978 relative aux piscines et aux baignades aménagées (J.O. du 13 juillet 1978).



Après chaque usage, les cabines de douches sont nettoyées au jet, les baignoires sont brossées, désinfectées et rincées. Leur sol est antidérapant, et nettoyé régulièrement.

Un nombre suffisant de cabinets d'aisances, d'urinoirs et lavabos doit être installé.

Les établissements où il est fait usage de l'eau ou de la vapeur d'eau dans des conditions particulières (sauna, hammam) sont aménagés de manière que leur installation et leur exploitation s'effectuent dans de bonnes conditions d'hygiène pour les usagers et le voisinage et que les bâtiments soient protégés contre l'humidité ou la dégradation.

Instructions techniques :

Les postes des cabines sont disposés de manière à pouvoir s'ouvrir de l'intérieur et de l'extérieur. Les passages entre les cabines n'ont pas moins de 1,50 m.

Les robinets à eau chaude sont faciles à manœuvrer et munis de poignées isolées. Les mitigeurs sont réglés pour dispenser de l'eau à une température qui ne peut être supérieure à 40°C.

Dans les cabines disposant d'une baignoire, une sonnette ou tout autre moyen d'appel est placé à portée du baigneur. Les sonnettes électriques sont munies d'un dispositif éliminant tout danger d'électrocution.

## **SECTION 4**

### **USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX**

#### **ARTICLE 72**

##### **Entretien des locaux**

Le sol des locaux, les murs ainsi que les sièges de W.C. doivent être maintenus en constant état de propreté. Toutes mesures sont prises pour assurer la destruction des rongeurs et des insectes.

Le balayage à sec de même que le nettoyage à grande eau sont interdits.

## TITRE IV

# ELIMINATION DES DECHETS ET MESURES DE SALUBRITE GENERALES

## SECTION 1

### DÉCHETS MÉNAGERS

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux déchets des ménages et aux déchets provenant des collectivités autres que les établissements hospitaliers, tels que restaurants d'entreprises ou d'établissements scolaires.

#### ARTICLE 73

##### Présentation des déchets à la collecte

Les personnes desservies par un service de collecte sont tenues de présenter leurs déchets dans les conditions définies par arrêté municipal<sup>1</sup>.

Les personnes non desservies par un tel service doivent déposer leurs déchets en un lieu de réception fixé par arrêté municipal et selon les modalités prévues par cet arrêté.

#### ARTICLE 74

##### Produits non admis dans les déchets ménagers

Les déchets ménagers présentés au service de collecte ne doivent contenir aucun produit ou objet susceptible d'exploser, d'enflammer les détritiques ou d'altérer les récipients, de blesser les préposés chargés de l'enlèvement des déchets, de constituer des dangers ou une impossibilité pratique pour leur collecte ou leur traitement.

Les détritiques à arêtes coupantes doivent être préalablement enveloppés.

Il est interdit de mélanger aux ordures ménagères, les déchets anatomiques ou infectieux des établissements hospitaliers ou assimilés ainsi que les déchets et issues d'abattage professionnel.

#### ARTICLE 75

##### Récipients de collecte des ordures ménagères

Les caractéristiques des récipients destinés à contenir les ordures ménagères doivent répondre aux conditions fixées par l'autorité municipale ou, le cas échéant, par la collectivité publique assurant la gestion du service de collecte pour plusieurs communes.

Selon les modes de collecte adoptés, les récipients utilisés doivent satisfaire en particulier aux prescriptions ci-dessous.

##### 75.1 - Poubelles.

Ces récipients doivent être étanches, insonores, munis d'un couvercle s'opposant à l'accès des mouches, rongeurs, et autres animaux, et constitués en matériaux difficilement inflammables ; leur assise doit leur assurer une bonne stabilité.

##### 75.2 - Sacs perdus en papier ou en matière plastique pour la collecte des ordures ménagères.

Les sacs perdus utilisés pour la présentation des ordures ménagères à la collecte doivent être conformes aux normes en vigueur et aux modèles définis par l'autorité municipale.

<sup>1</sup> Loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux (J.O. du 16 juillet 1975), et les textes pris pour son application notamment le décret n° 77-151 du 7 février 1977 portant application des dispositions concernant les collectivités locales édictées à l'article 12 de ladite loi (J.O. du 20 février 1977).

Lors de leur utilisation, ces sacs doivent être disposés de façon à faciliter l'introduction des ordures.

Les récipients ainsi constitués, sauf s'ils sont placés sous un conduit de chute de vide-ordures, doivent être maintenus couverts en dehors des opérations de remplissage.

Les sacs présentés en vue de leur collecte doivent être fermés pour que tout risque d'épandage des ordures soit écarté même en cas de renversement du sac. A cet effet, une hauteur suffisante à partir du bord supérieur du sac doit être conservée libre de tout chargement.

A tous les stades de leur utilisation dans les immeubles, les sacs doivent être protégés des intempéries, et des chocs.

### **75.3 - Bacs roulants pour déchets solides.**

Les bacs roulants ne doivent présenter aucun danger pour les usagers, ils doivent en particulier être immobilisés par un dispositif approprié.

Dans le cas où ces bacs sont utilisés à l'intérieur des immeubles, leurs conditions de manutention doivent être aisées depuis le point de chute ou de remplissage des ordures ménagères jusqu'à leur sortie de l'immeuble et n'occasionner aucune gêne pour le voisinage.

### **75.4 - Autres types de récipients.**

D'autres types de récipients peuvent éventuellement être autorisés par l'autorité municipale après avis de l'autorité sanitaire, en tenant compte des moyens de collecte et de traitement existants. Les dimensions et le poids de ces récipients une fois remplis doivent être tels qu'ils ne constituent pas une entrave à leur collecte.

## **ARTICLE 76**

### **Mise des récipients à la disposition des usagers**

Dans les immeubles collectifs, les usagers doivent déverser leurs ordures ménagères dans les récipients prévus à cet effet.

De tels récipients doivent être mis chaque jour à leur disposition même si la collecte n'est pas quotidienne.

Ces récipients doivent être installés en quantité suffisante de manière à éviter leur surcharge et tout éparpillement des ordures ménagères.

Afin d'éviter aux occupants de trop longs parcours, les récipients peuvent être situés le cas échéant à plusieurs endroits de l'immeuble.

La mise à disposition des récipients ainsi que leur transport vers le lieu d'enlèvement par le service de collecte ne doivent se faire qu'en passant par des parties communes de l'immeuble à l'exclusion de toute partie privative : loge de concierge, ou locaux de remise pour voitures d'enfants.

## **ARTICLE 77**

### **Emplacement des récipients à ordures ménagères**

Dans les immeubles collectifs, les récipients mis à la disposition des occupants pour recevoir leurs ordures ménagères, doivent être placés à l'intérieur de locaux spéciaux, clos, ventilés. Le sol et les parois de ces locaux doivent être constitués par des matériaux imperméables et imputrescibles ou revêtus de tels matériaux ou enduits ; toutes dispositions doivent être prises pour empêcher l'intrusion des rongeurs, insectes ou tous autres animaux. Les portes de ces locaux doivent fermer hermétiquement. Un poste de lavage et un système d'évacuation des eaux doivent être établis dans chacun de ces locaux pour faciliter l'entretien dans des conditions telles que ni odeur, ni émanation gênante ne puissent pénétrer à l'intérieur des habitations.

Ces locaux ne doivent pas avoir de communications directes avec les locaux affectés à l'habitation, au travail ou au remisage de voitures d'enfants, à la restauration et à la vente de produits alimentaires.

Si dans certains bâtiments anciens, la disposition des lieux ne permet pas la création de tels locaux, les mesures suivantes doivent être adoptées selon les volumes disponibles :

– soit l'établissement de locaux pour le seul remisage des récipients vides en dehors des heures de mise à disposition des usagers et présentant les mêmes caractéristiques que les locaux visés à l'alinéa 1 ci-dessus ;

- soit le remisage des récipients vides correctement nettoyés aux emplacements où ils gênent le moins les occupants de l'immeuble.

En tout état de cause, ils ne doivent pas être placés dans les lieux d'accès aux cages d'escalier.

Dans ces deux cas, un point d'eau et une évacuation des eaux usées doivent être aménagés pour permettre l'entretien des récipients.

Pour tous les groupes d'habitation et pour tous les immeubles collectifs, les promoteurs et architectes doivent, lors de l'établissement des projets de construction ou de transformation, consulter les services municipaux intéressés afin de prévoir dès la conception toutes dispositions nécessaires en vue d'un enlèvement facile des ordures ménagères en fonction des possibilités du service de collecte.

Dans les immeubles collectifs importants, les locaux de remisage des récipients à ordures ou de réception des vide-ordures, quand ces derniers équipements sont prévus, doivent sans préjudice des réglementations spécifiques, être conçus, quant à leur dimension, leurs dispositions et leurs accès à partir de la voie publique, de façon à permettre l'utilisation de récipients de grande capacité ou tous autres moyens adaptés aux productions importantes d'ordures susceptibles d'être imposés par les services de collecte des ordures ménagères en considération même de cette production.

## ARTICLE 78

### Évacuation des ordures ménagères par vide-ordures

L'établissement de vide-ordures dans un immeuble existant doit être effectué conformément aux dispositions de la réglementation relative à l'établissement de ces ouvrages dans les immeubles d'habitation<sup>1</sup>.

L'évacuation des ordures ménagères par un conduit de chute aboutissant à un local spécialement aménagé ne peut se faire que par voie sèche, sauf dérogation qui fixera les conditions requises pour qu'il n'en résulte pas de difficultés pour la collecte, l'évacuation et le traitement des ordures et des eaux usées.

Il est interdit de jeter dans les conduits de chute des vide-ordures réalisés par voie sèche :

- des résidus ménagers liquides;
- tout objet susceptible d'obstruer ou de détériorer les conduits, d'enflammer les détritiques, d'intoxiquer ou de blesser les préposés chargés de l'enlèvement des ordures ménagères.

La présentation des déchets introduits dans les vide-ordures doit être telle qu'elle n'entraîne pas leur dissémination. A cette fin les ordures et notamment les déchets fermentescibles doivent être convenablement enveloppés.

Les vidoirs d'engouffrement des ordures doivent être placés dans des locaux ventilés sur l'extérieur, soit dans les locaux communs, soit dans des locaux privés à l'exclusion des pièces d'habitation et des cuisines.

Un dispositif spécial de raccordement de l'extrémité inférieure du conduit de chute au récipient d'ordures ménagères doit être installé de manière à écarter tout risque de dispersion des ordures sur le sol.

Le récipient placé sous le conduit de chute doit être remplacé selon une fréquence telle qu'il n'en résulte pas de débordement ou de difficulté pour la fermeture dudit récipient.

Dans le cas où les vidoirs sont installés dans les parties communes, ils doivent ainsi que leurs abords être maintenus en constant état de propreté.

Si le conduit de chute vient à être obstrué, toutes mesures doivent être prises, sans délai, en vue de remédier à cette situation.

Toutes précautions, tant en ce qui concerne la construction que l'utilisation, doivent être prises pour que les vide-ordures n'occasionnent aucune nuisance sonore pour les habitants de l'immeuble, ni danger pour le personnel.

## ARTICLE 79

### Entretien des récipients des locaux de stockage et des conduits de chute des vide-ordures

Les récipients à ordures ménagères, leurs emplacements ainsi que les locaux où ils sont remisés doivent être maintenus en constant état de propreté ; en particulier, un nettoyage et lavage quotidien des sols et parois sera assuré, ils devront être désinfectés et désinsectisés aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

<sup>1</sup> Arrêté du 14 juin 1969 fixant les règles relatives à l'établissement des vide-ordures dans les immeubles d'habitation (J.O. du 24 juin 1969).



Le nettoyage des récipients est effectué après chaque vidage ; ce nettoyage ne doit pas être effectué sur la voie publique.

Les conduits de chute des vide-ordures sont désinfectés et éventuellement désinsectisés, ramonés et nettoyés périodiquement et au moins deux fois par an. Ils sont maintenus en permanence en bon état d'utilisation et de propreté. Des mesures supplémentaires de désinfection et de désinsectisation peuvent être prescrites par l'autorité sanitaire en cas de nécessité.

Les produits utilisés pour les opérations d'entretien doivent être homologués conformément à la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.

Ces opérations d'entretien ne doivent occasionner aucune gêne au voisinage ou atteinte à la santé des occupants des immeubles.

## **ARTICLE 80**

### **Présentation des déchets des ménages en vue de leur enlèvement par le service de collecte**

La mise sur la voie publique des récipients d'ordures ménagères en vue de leur enlèvement par le service de collecte ne doit s'effectuer qu'aux heures indiquées et selon les modalités fixées par l'autorité municipale. Cette opération ne doit occasionner ni gêne ni insalubrité pour les usagers de la voie publique.

Dans le cas d'une collecte sélective, les matériaux séparés par les habitants doivent être présentés au service de collecte selon les modalités fixées par l'autorité municipale.

## **ARTICLE 81**

### **Réglementation de la collecte**

Les modalités réglant les conditions de la collecte des ordures ménagères et celles de la collecte sélective des matériaux de récupération, notamment la fréquence, l'horaire, les récipients utilisés, sont définis par arrêtés municipaux pris en application du présent règlement.

La fréquence de la collecte des déchets fermentescibles doit être, au moins, hebdomadaire.

## **ARTICLE 82**

### **Protection sanitaire au cours de la collecte**

Les manipulations doivent se faire de manière à éviter la dispersion des ordures ménagères, la souillure des lieux et toute nuisance pour l'environnement immédiat.

Le chiffonnage est interdit à toutes les phases de la collecte notamment dans les récipients à ordures.

Lorsque des récipients de grande capacité sont mis par la municipalité, à la disposition des habitants en certains points, leur implantation, leur aménagement et leur exploitation doivent être réalisés de façon telle qu'il n'en résulte aucune gêne ou insalubrité pour le voisinage et que leur utilisation puisse se faire commodément et sans danger. Ces récipients doivent être munis de couvercles ou de trappes, fixés au récipient, facilement manœuvrables et maintenus fermés en dehors du temps nécessaire au vidage des récipients à ordures des habitants.

Des récipients de grande capacité sans dispositif de couverture sont admis s'ils sont destinés à ne recevoir que les matériaux non fermentescibles séparés par les habitants.

## **ARTICLE 83**

### **Broyeurs d'ordures**

L'évacuation dans les ouvrages d'assainissement après broyage dans une installation individuelle, collective ou industrielle de déchets ménagers est interdite.

<sup>1</sup> Loi n° 72-1139 du 22 décembre 1972 étendant le champ d'application de la loi validée et modifiée du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole et assimilés (J.O. du 23 décembre 1972).

## **ARTICLE 84**

### **Élimination des déchets**

Tout dépôt sauvage d'ordures ou de détritrus de quelque nature que ce soit ainsi que toute décharge brute d'ordures ménagères sont interdits.

Après mise en demeure, les dépôts existants sont supprimés selon la procédure prévue par le Code de la Santé Publique.

Le brûlage à l'air libre des ordures ménagères et de tout autre déchet est interdit.

Le traitement des ordures ménagères collectées doit être réalisé selon les dispositions prévues par les textes en vigueur<sup>1</sup>.

L'incinération des ordures ménagères et des autres déchets est également interdite en dehors des établissements spécialisés créés à cet effet et des établissements hospitaliers ou assimilés, conformément à l'article 88 du présent règlement.

Des dérogations à la règle pourront cependant être accordées par le Préfet sur proposition de l'autorité sanitaire et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Ces dérogations ne peuvent être accordées que dans le cas où il n'est pas possible d'utiliser d'autre moyen autorisé pour éliminer les déchets produits par le pétitionnaire.

Ce type d'élimination ne doit entraîner aucune gêne ou insalubrité pour le voisinage.

Les incinérateurs utilisés doivent être conformes à la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne les caractéristiques de leurs rejets.

## **ARTICLE 85**

### **Élimination des déchets encombrants d'origine ménagère**

L'abandon sur la voie publique ou en tout autre lieu des déchets encombrants est interdit.

Dans les immeubles collectifs, si la disposition des lieux le permet, un local de stockage des déchets encombrants en vue de leur enlèvement doit être aménagé.

Le stockage de ces objets ne doit en aucun cas occasionner une gêne pour les occupants des immeubles.

La présentation sur la voie publique des déchets encombrants d'origine ménagère en vue de leur enlèvement par le service de collecte doit s'effectuer conformément aux indications fournies par l'autorité municipale.

S'il n'existe pas de service spécial de collecte, les particuliers doivent déposer leurs déchets encombrants en un lieu désigné par l'autorité municipale qui en assure l'élimination.

---

<sup>1</sup> Notamment la circulaire interministérielle du 22 février 1973 relative à l'évacuation et au traitement des résidus urbains (J.O. du 20 mars 1973). Circulaire du 6 juin 1972 relative aux usines d'incinération de résidus urbains (J.O. du 27 juin 1972) et circulaire du 9 mars 1973 relative aux décharges contrôlées de résidus urbains (J.O. du 7 avril 1973).



## SECTION 2

### **DÉCHETS DES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS ET ASSIMILÉS (Abrogée)**

#### **ARTICLES 86 à 89**

ABROGE PAR DECRET N° 97-1048 DU 6 NOVEMBRE 1997 RELATIF A L'ELIMINATION DES DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX ET ASSIMILES ET DES PIECES ANATOMIQUES ET MODIFIANT LE CODE DE LA SANTE PUBLIQUE.

#### **ARTICLE 88**

##### **Déchets contaminés**

Ces déchets, ainsi que les récipients non encore fermés les contenant ne peuvent être manipulés que par le personnel habilité à cet effet.

Si les récipients pour la collecte des déchets sont des sacs en papier ou en matière plastique, ils doivent être fermés après remplissage. Les autres types de récipients doivent être munis d'un couvercle assurant une fermeture hermétique.

Pour leur transport vers le lieu d'incinération, les récipients contenant des déchets contaminés doivent être placés dans d'autres récipients ou conteneurs, dans lesquels il est interdit de placer des déchets en vrac. En outre, tout complément de chargement de ces récipients sera considéré comme étant constitué de déchets contaminés.

Tous les récipients servant à la collecte et au transport de déchets contaminés doivent être identifiables grâce à un système de marquage apparent ; ils doivent être étanches aux liquides.

Les opérations de transport et de manutention des récipients contenant des déchets contaminés doivent être effectuées de manière à éviter tout risque de contamination

Le stockage de ces déchets ne doit pas excéder 48 h. Il doit se faire à l'abri des intempéries, de la chaleur, des animaux et des insectes.

Les déchets contaminés doivent être obligatoirement incinérés. Si des récipients à usage unique sont utilisés, ils doivent être également incinérés. Tous les autres récipients ayant été utilisés tant pour la collecte que pour le transport vers le lieu d'incinération doivent être nettoyés et décontaminés, intérieurement et extérieurement, après vidage. Ces récipients doivent présenter des parois et surfaces lisses et être constitués de matériaux imputrescibles et lavables.

## SECTION 3

### **MESURES DE SALUBRITÉ GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 90**

##### **Déversements ou dépôts de matières usées ou dangereuses en général**

Il est interdit :

- de déverser dans la mer, les cours d'eau, lacs, étangs, canaux, sur leurs rives et dans les nappes alluviales, toutes matières usées, tous résidus fermentescibles d'origine végétale ou animale, toutes substances solides ou liquides toxiques ou inflammables, susceptibles de constituer un danger ou une cause d'insalubrité, de communiquer à l'eau un mauvais goût ou une mauvaise odeur, de provoquer un incendie ou une explosion.

- pour les voies et plans d'eau désignés ci-dessus, cette interdiction vise notamment :

- a) le lavage des véhicules automobiles et de tous engins à moteur,
- b) la vidange des huiles de moteur de tous engins mécaniques,
- c) la vidange et le nettoyage des équipements sanitaires des caravanes,
- d) le rinçage des citernes et des appareils ou engins ayant contenu des produits polluants ou toxiques.

Ces opérations doivent être effectuées de façon que les produits de vidange, de lavage, de nettoyage ne puissent être déversés ni entraînés dans les voies, plans d'eau ou nappes par ruissellement ou par infiltration.

Cette interdiction ne s'applique pas au déversement d'eaux usées de vidange et autres déchets qui ont fait l'objet d'un traitement approprié conforme à la réglementation en vigueur et approuvé par l'autorité sanitaire.

## **ARTICLE 91**

### **Déchargement des matières de vidanges**

Les déchargements et déversements des matières de vidange en quelque lieu que ce soit sont interdits, sauf s'ils sont effectués :

- temporairement dans des citernes étanches et couvertes,
- dans des usines de traitement dont le fonctionnement aura été préalablement autorisé par l'autorité préfectorale, conformément à la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- dans des stations d'épuration aménagées pour leur permettre d'admettre ces matières de vidanges sans inconvénient pour leur fonctionnement<sup>1</sup>.

Le traitement biologique des matières de vidange par dépotage en station d'épuration ne peut se faire qu'après autorisation délivrée, après avis de l'autorité sanitaire, par le service gestionnaire des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées.

Le dépotage en station d'épuration doit répondre aux conditions techniques suivantes :

- la station ne doit pas être surchargée et doit être en bon état de fonctionnement ; elle doit être équipée d'un dispositif de dépotage ;
- la charge en DB0<sub>5</sub> imputable aux matières de vidange doit être inférieure à 20 % de la charge totale en DB0<sub>5</sub> admissible sur la station ;
- le rapport des débits des matières de vidange et de l'effluent global admis sur la station doit rester inférieur à 3 %.

Le dépotage dans les collecteurs est interdit :

- par mise en décharge dans des «déposantes» spécialement aménagées dont l'ouverture aura été préalablement autorisées par l'autorité préfectorale, conformément à la loi du 19 juillet 1976 après une enquête de commodo et incommodo<sup>2</sup> (2).

## **ARTICLE 92**

### **Mares et abreuvoirs**

La création des mares ne peut se faire qu'avec autorisation du maire.

Leur implantation doit satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite à moins de 35 m :

- des sources et forages,
- des puits,
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre,
- des installations de stockage souterraines ou semi-enterrées des eaux destinées à l'alimentation humaine ou animale, ou à l'arrosage des cultures maraîchères,
- à moins de 50 m des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs ou des établissements recevant du public, à l'exception des installations de camping à la ferme.

Les mares et fossés à eau stagnante sont curés aussi souvent qu'il est nécessaire. L'épandage des vases doit répondre aux prescriptions de l'article 161.2.5.

Il est interdit de les déverser dans les cours d'eau.

En aucun cas, le déversement des eaux usées de quelque nature que ce soit ne peut être toléré dans ces ouvrages.

<sup>1</sup> Circulaire du 23 février 1978 relative à l'élaboration de schémas départementaux d'élimination des matières de vidange (J.O. du 1<sup>er</sup> mars 1978).

<sup>2</sup> Circulaire n° 2216 du 14 février 1973, relative à la création et à l'utilisation de décharges de matières de vidange des fosses d'aisances dites «déposantes » (non parue au Journal Officiel).



Toute mare ou fossé reconnus nuisibles à la santé publique, doivent être comblés par le propriétaire, à la demande de l'autorité sanitaire. L'évacuation des eaux étant normalement assurée.

## ARTICLE 93

### Lavoirs publics

Les lavoirs doivent être largement aérés, les revêtements de leurs parois sont lisses et imperméables. Le sol est muni de rigoles d'écoulement étanches. Les bassins des lavoirs doivent être étanches, tenus avec la plus grande propreté, vidés, nettoyés et désinfectés, au moins une fois par an.

Au cas où l'alimentation du lavoir n'est pas potable, une plaque apparente et scellée à demeure, portant d'une manière visible la mention «eau dangereuse à boire» et un pictogramme caractéristique<sup>1</sup>, sera appliquée sur le dispositif d'alimentation en eau du lavoir.

## ARTICLE 94 (Supprimé)

SUPPRIME

## ARTICLE 95

### Mesures particulières visant les ports de plaisance

Tout projet de création, ou toute exploitation d'installations portuaires, appontements, bassins de mouillage et, en général tout aménagement intéressant les eaux intérieures ou littorales capables de recevoir des navires de plaisance de plus de deux tonnes, doit comporter des équipements sanitaires en rapport avec le nombre des postes d'amarrage.

Les équipements sanitaires sont répartis en un ou plusieurs groupes sanitaires.

Chacun de ces groupes comprend :

- par tranche de 25 postes d'amarrage :

1 W.C. - 1 urinoir

1 lavabo - 1 douche

en outre par tranche de 50 postes d'amarrage : ..... 1 bac à laver.

Au-delà de 400 postes d'amarrage, un coefficient d'abattement de 5 % par tranche supplémentaire de 100 postes peut être appliqué au nombre total d'appareils résultant du calcul précédent.

Au-delà de 1000 postes d'amarrage, le projet doit faire l'objet d'une étude particulière, en ce qui concerne le coefficient d'abattement à appliquer.

Tous les appareils sanitaires doivent être reliés au réseau d'assainissement communal ou, à défaut, à des dispositifs de traitement conformes à la réglementation en vigueur.

La répartition des groupes sanitaires doit être telle que le trajet entre un poste d'amarrage et le groupe le plus proche ne soit pas supérieur à 200 mètres.

Les quais et appontements doivent être équipés de récipients munis d'un dispositif de fermeture et d'une capacité minimale de 75 litres.

Leur espacement ne doit pas excéder 35 mètres.

Les dispositions du présent article sont applicables, tant en ce qui concerne la nature des équipements que leur implantation même si les installations portuaires sont mitoyennes des terrains de camping. Elles s'appliquent immédiatement aux ports non encore concédés.

Les installations en exploitation, seront rendues conformes aux présentes instructions avant le 1<sup>er</sup> juin 1980 réserve faite des cas où des mesures urgentes s'avèreraient nécessaires.

<sup>1</sup> La norme ISO-7001 définit le pictogramme caractéristique de l'eau potable (un verre surmonté d'un robinet). Ce pictogramme, barré très nettement, sera donc repris pour symboliser la non potabilité de l'eau.



## **ARTICLE 96**

### **Protection des lieux publics contre la poussière**

Le nettoyage du sol des rues et des trottoirs doit être fait avec toutes les précautions nécessaires pour éviter la pollution de l'air par les poussières.

Il est interdit de jeter sur les voies publiques ou privées les poussières collectées dans les immeubles.

Le cardage des matelas est interdit sur la voie publique et dans les courettes.

Le nettoyage des murs, le raclage des poussières et, d'une façon générale, toutes les opérations d'entretien des habitations et autres immeubles ainsi que les travaux de plein air s'effectuent de manière à ne pas disperser de poussière dans l'air, ni porter atteinte à la santé ou causer une gêne pour le voisinage.

Cette prescription s'applique en particulier aux travaux de voirie et de démolition des constructions.

## **ARTICLE 97**

### **Protection contre les déjections**

L'autorité municipale définit, par voie d'arrêté, les règles générales d'hygiène à observer dans les lieux publics et les moyens de transport publics en vue de prévenir les risques imputables aux déjections de quelque nature qu'elles soient.

Les véhicules des services de transport en commun, s'ils effectuent un service journalier, sont nettoyés au moins une fois par jour.

Des mesures de désinfection peuvent être prescrites par l'autorité sanitaire en cas de nécessité.

L'entretien des cabinets d'aisances et des urinoirs publics est assuré, conformément à la réglementation en vigueur, par les propriétaires ou concessionnaires autorisés.

L'accès des aires de jeux et bacs à sable est interdit aux animaux et le sable doit être changé au moins une fois par an et désinfecté en tant que de besoin.

## **ARTICLE 98**

### **Cadavres d'animaux**

Il est interdit de déposer les cadavres d'animaux sur la voie publique ou dans les ordures ménagères, ainsi que de les jeter dans les mares, rivières, abreuvoirs, gouffres et bétaires, ou de les enfouir d'une façon générale à moins de 35 mètres des habitations, des puits, des sources et dans les périmètres de protection des sources et des ouvrages de captage et d'adduction des eaux d'alimentation prévus dans la réglementation des eaux potables.

Leur destruction est assurée conformément aux prescriptions des articles 241, 264, 265 et 274 du code rural et compte tenu des dispositions prises en vertu de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement<sup>1</sup>.

## **ARTICLE 99**

### **Propreté des voies et des espaces publics**

Les voies et espaces publics doivent être tenus propres.

Les usagers de la voie publique et les occupants des propriétés riveraines sont tenus d'éviter toute cause de souillure desdites voies. En sus des conditions figurant par ailleurs, dans le présent règlement, ils doivent respecter les prescriptions ci-après.

#### **99.1 - Balayage des voies publiques.**

Dans les voies livrées à la circulation publique où le service du balayage n'est pas assuré par la municipalité, les propriétaires riverains sont tenus, aux jours et heures fixés par le maire, de balayer ou faire balayer, après arrosage chacun au droit de sa façade, sur une largeur égale à celle du trottoir.

<sup>1</sup> Circulaire du 29 juin 1977 relative à la prévention des pollutions et nuisances d'équarrissages (J.O. du 21 août 1977).

## **99.2 - Mesures générales de propreté et de salubrité.**

Il est interdit d'effectuer des dépôts de quelque nature que ce soit, sauf autorisation spéciale sur toute partie de la voie publique, d'y pousser ou projeter les ordures ou résidus de toutes natures.

Il est également interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter, sur tout ou partie de la voie publique ainsi que dans les édifices ou édicules d'utilité publique ou sur les bancs des rues et des promenades, tous papiers, imprimés ou non, journaux, prospectus, cartonnages, boîtes, enveloppes, emballages divers et généralement tous objets ou matières susceptibles de salir ou d'obstruer tout ou partie de la voie publique.

Il est interdit d'y jeter, déposer ou abandonner des pelures, épluchures et résidus de fruits et de légumes, et, d'une façon générale, tous débris ou détritiques d'origine animale ou végétale susceptibles de souiller la voie publique ou de provoquer des chutes.

Cette interdiction s'étend aux graines, miettes ou nourriture quelconque, ainsi qu'aux déjections laissées par les animaux tant sur la voie publique que sur les fenêtres, balcons, loggias ou terrasses, et parties extérieures des immeubles riverains et vise également d'une manière particulière les produits ou objets dangereux ou toxiques pouvant être ramassés par les enfants ainsi que tous récipients contenant ou ayant contenu des produits inflammables sans avoir été soigneusement dégazés.

Les façades des immeubles et les clôtures des terrains riverains doivent être tenus propres. Les graffitis sont interdits. L'affichage, lorsqu'il n'est pas interdit, doit être exécuté et maintenu dans des conditions satisfaisantes de propreté.

Les objets et plantes disposés sur les balcons et les fenêtres ne doivent pas créer d'insalubrité ou constituer un danger ou une gêne pour les passants et les occupants des immeubles riverains.

Lorsque le séchage du linge n'est pas interdit aux fenêtres et sur les balcons, ce linge ne peut être disposé qu'en arrière des garde-corps et sans dépasser en hauteur le niveau de la main courante.

Il est interdit d'apposer des inscriptions ou des affiches, papillons, prospectus, ... autres que ceux réglementaires et nécessaires à la circulation sur les revêtements de la voie publique et sur tous les ouvrages qui en dépendent, sauf dans certaines conditions, prévues par la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.

Les récipients placés à la disposition du public et destinés à recevoir les déchets doivent être vidés pour éviter tout débordement et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

## **99.3 - Projection d'eaux usées sur la voie publique.**

Toute projection d'eaux usées, ménagères ou autres est interdite sur les voies publiques, notamment au pied des arbres. Il est fait exception toutefois, sous réserve du respect des horaires fixés par l'autorité municipale, pour les eaux provenant du lavage des façades des maisons et des devantures des boutiques, la gêne pour les usagers de la voie publique devant être réduite au minimum.

## **99.4 - Transport de toutes natures.**

Indépendamment des mesures particulières visant le transport de certains déchets et des matières usées, les transports de toute nature doivent avoir lieu dans des conditions telles que la voie publique n'en puisse être salie, ni les passants et les occupants des immeubles riverains incommodés. Les chargements et les déchargements doivent être effectués en conséquence.

## **99.5 - Marchés.**

Indépendamment des prescriptions particulières figurant au titre du présent règlement les marchés découverts qui se tiennent sur la voie publique doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

Ils doivent toujours être tenus avec la plus grande propreté. Les commerçants exerçant leur activité sur ces marchés doivent rassembler leurs déchets au fur et à mesure de leur production et les déposer dans des récipients clos prévus à cet effet ou dans des sacs en papier si ce moyen est autorisé, de façon à éviter l'éparpillement des déchets et l'envol des éléments légers pendant la tenue du marché. Dès la fin de la tenue du marché, les déchets sont rassemblés pour être évacués aussitôt. Leurs emplacements sont nettoyés par balayage, lavage et emploi, en tant que de besoin, d'une solution désinfectante.

Il est interdit aux marchands ambulants de projeter sur la voie publique tous détritiques, déchets et emballages. Ils sont tenus de conserver leurs emplacements en bon état de propreté.

<sup>1</sup> Décret n° 76-148 du 1<sup>er</sup> février 1976 relatif à la publicité et aux enseignes visibles des voies ouvertes à la circulation publique (J.O. du 14 février 1976). Arrêté du 14 octobre 1977 fixant les conditions d'utilisation du mobilier urbain comme support publicitaire (J.O. du 6 novembre 1977).



### **99.6 - Animaux.**

Il est interdit de laisser vaquer les animaux domestiques dans les rues, sur les places et autres points de la voie publique ainsi que dans les halles et marchés.

Il est interdit d'abandonner des animaux domestiques ou non.

Les chiens ne peuvent circuler sur la voie publique en zone urbaine qu'autant qu'ils sont tenus en laisse.

### **99.7 - Abords des chantiers.**

Les entrepreneurs des travaux exécutés sur la voie publique ou dans les propriétés qui l'avoisinent doivent tenir la voie publique en état de propreté aux abords de leurs ateliers ou chantiers et sur les points ayant été salis par suite de leurs travaux. Ils doivent assurer aux ruisseaux et aux caniveaux leur libre écoulement.

Ils doivent également assurer, autant que possible un passage protégé pour les piétons.

Les chantiers ouverts sur la voie publique ou en bordure de celle-ci doivent être entourés de clôtures assurant une protection et une interdiction de pénétrer efficaces.

### **99.8 - Neige et glaces.**

Des arrêtés municipaux fixent les obligations spéciales des riverains des voies publiques en temps de neige et de verglas.

## **ARTICLE 100**

### **Salubrité des voies privées**

#### **100.1 - Dispositions générales<sup>1</sup>.**

Les obligations des propriétaires et occupants des immeubles riverains des voies publiques, définies dans le présent règlement sanitaire, s'appliquent aux propriétaires et occupants des immeubles bordant les voies privées ou y ayant accès, qu'elles soient ouvertes ou non à la circulation publique. Il en est de même pour les obligations de leurs usagers respectifs.

#### **100.2 - Établissement, entretien et nettoyage.**

Le sol des voies privées, qu'il soit muni ou non d'un revêtement, doit être établi de manière à assurer l'écoulement des eaux, un entretien facile et une circulation non dangereuse. Il doit en outre être tenu constamment en bon état d'entretien et de propreté.

Éventuellement, les propriétaires peuvent contracter accord avec l'autorité municipale pour faire assumer à leurs frais l'obligation d'entretien ci-dessus.

En cas de neige et de gel, les propriétaires riverains des voies privées non ouvertes à la circulation publique ou leurs préposés sont tenus dans le moindre délai de débayer la neige et le verglas jusqu'au milieu de la chaussée devant leur immeuble.

Les neiges et les glaces ne doivent pas être poussées à l'égout ni vers les voies publiques. Les tampons de regard et les bouches d'égout, les tampons de regard d'équipement de sécurité ou de coupure pour l'eau, le gaz ou l'électricité, ainsi que les bouches de lavage doivent demeurer libres.

#### **100.3 - Enlèvement des ordures ménagères.**

Les modalités définies par l'autorité municipale, les cahiers des charges réglant les conditions d'enlèvement des ordures ménagères et éventuellement tout accord particulier passé entre les propriétaires des voies privées et l'autorité municipale fixent pour ces voies, le moment et les emplacements de dépôt des récipients de modèles admis, en vue du passage du service d'enlèvement des ordures ménagères.

#### **100.4 - Évacuation des eaux et matières usées.**

Lorsque la voie comporte un réseau d'évacuation d'eaux et de matières usées, celui-ci doit être souterrain. Les branchements des évacuations des immeubles sur le ou les conduits d'évacuation collectifs ne doivent se faire que sous la voie privée.

<sup>1</sup> En outre, ordonnance n° 58-928 du 7 octobre 1958 modifiant la loi du 22 juillet 1912 relative à l'assainissement des voies privées et la, loi du 15 mai 1930 relative à l'assainissement d'office et au classement d'office des voies privées de Paris (J.O. du 11 octobre 1958).

## **SECTION 4**

### **FORAINS ET NOMADES**

#### **ARTICLE 100 bis**

##### **Forains et nomades**

Les forains et nomades sont tenus de se conformer aux prescriptions des règlements et ordonnances de police concernant leurs conditions de séjour et les installations foraines.

Les terrains qui servent de lieu de remisage à leurs voitures doivent répondre aux conditions ci-dessous que sont tenus d'observer leurs propriétaires :

- le sol doit être drainé et assaini,
- l'eau doit être fournie en quantité suffisante y compris pour le lavage des voitures, l'évacuation des eaux ménagères doit pouvoir se faire de façon réglementaire,
- des caniveaux doivent permettre l'écoulement à l'égout des eaux pluviales,
- des cabinets d'aisances réglementaires doivent être installés à raison de 1 pour 10 usagers ou par groupe de 10 usagers.

Pendant leur séjour, les forains et nomades sont tenus de maintenir et de restituer à leur départ, en bon état de propreté, les emplacements occupés tant par leurs voitures et roulottes que par les baraques foraines.

En période d'épidémie, les forains et nomades sont soumis aux prescriptions particulières édictées par les autorités responsables.

La pratique du camping reste soumise à la réglementation particulière la concernant.

**TITRE V****LE BRUIT (Abrogé)****ARTICLES 101 à 104**

ABROGE PAR ARRETE PREFECTORAL DU 22 JANVIER 1992, CONFIRMATION DE L'ABROGATION PAR LA LOI DU 31 DECEMBRE 1992 ET LE DECRET N° 97.1048 DU 6 NOVEMBRE 1997.



## **TITRE VI**

# **MESURES VISANT LES MALADES CONTAGIEUX, LEUR ENTOURAGE ET LEUR ENVIRONNEMENT**

## **SECTION 1**

### **MESURES GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 105**

##### **Déclaration des maladies contagieuses**

Les directeurs d'établissements d'enseignement, de prévention, de soins, de cure, de convalescence et de réadaptation figurent parmi les personnes astreintes à la déclaration prévue par l'article 12 du Code de la Santé Publique.

#### **ARTICLE 106**

##### **Isolement des malades**

En application de l'article L.17 du Code de la Santé Publique, l'isolement du malade en milieu hospitalier est réalisé dans tous les cas de variole, choléra et peste et effectué sur prescription de l'autorité sanitaire dans les cas de typhus exanthématique, fièvre jaune, fièvre récurrente à poux, et fièvres hémorragiques d'origine virale.

Pour les autres maladies transmissibles qui donnent lieu à isolement, celui-ci peut être fait à l'hôpital ou à domicile.

En tout état de cause, l'isolement est maintenu tant qu'existe pour l'entourage ou le public un danger de contagion.

#### **ARTICLE 107**

##### **Surveillance sanitaire**

Toute personne qui s'est trouvée ou se trouve exposée à la contamination d'une des maladies visées par la réglementation sanitaire internationale notamment : variole, choléra, peste, fièvre jaune peut être astreinte à une surveillance sanitaire d'une durée égale à la période d'incubation maximale fixée par ladite réglementation. Quand l'exposition à la contagion a lieu en milieu hospitalier la personne suspecte y est autant que possible maintenue en observation ou en isolement pendant la même durée si les circonstances épidémiologiques l'exigent.

#### **ARTICLE 108**

##### **Sortie des malades**

Tout convalescent de maladie contagieuse ne doit effectuer sa sortie de l'hôpital qu'après avoir satisfait aux mesures d'hygiène prescrites par l'autorité sanitaire.

Dans le cas où un malade atteint d'une des maladies ayant nécessité son isolement en milieu hospitalier visées aux articles 106 et 107 ci-dessus, quitte un établissement hospitalier avant que tout danger de contamination ait disparu, avis et motifs en seront donnés, sans délai, à l'autorité sanitaire (dans les mêmes conditions qu'une déclaration de maladie) en précisant le lieu où le malade a déclaré se rendre. L'autorité sanitaire prendra alors toutes mesures utiles pour la protection de la santé publique.

**ARTICLE 109****Surveillance scolaire**

**109.1** - Les enfants d'âge scolaire ne peuvent être réadmis à l'école publique ou privée que s'ils remplissent les conditions prescrites par la réglementation de l'éviction scolaire en ce qui concerne notamment la prophylaxie en cas de maladies contagieuses dans les établissements d'enseignement et d'études.

**109.2 - Pédiculose.**

Les enfants et adolescents admis dans une collectivité (écoles, centres de loisirs, colonies et camps de vacances, crèches et garderies, ...) porteurs de poux ou lentes, devront subir un traitement approprié jusqu'à complète disparition des parasites ; les parents sont personnellement responsables du traitement.

**ARTICLE 110****Transport des malades**

Le transport des personnes atteintes de maladies visées à l'article 107 ci-dessus, est effectué dans une voiture spéciale qui doit être désinfectée et s'il y a lieu, désinsectisée après le voyage, et avant toute réutilisation du véhicule. La désinfection peut être effectuée soit par un service public, soit par une entreprise privée, sous réserve du contrôle réglementaire de l'opération par l'autorité sanitaire, laquelle en délivre certificat.

**SECTION 2****CONTAMINATION DU MILIEU ET DES OBJETS PAR LES CONTAGIEUX****ARTICLE 111****Protection contre les déjections ou excréments contagieuses de personnes atteintes de maladies à déclaration obligatoire**

Les déjections ou excréments contagieuses ne peuvent être jetées sans avoir fait l'objet d'un traitement de désinfection dans des conditions conformes aux textes réglementaires. Il est interdit, en particulier, de les répandre sur le sol, les tas de fumier ou d'ordures et de les rejeter dans les égouts ou les cours d'eau, sans qu'ils aient subi un traitement exécuté conformément à la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.

**ARTICLE 112****Désinfection en cours de maladie**

Pendant toute la durée d'une maladie visée à l'article 106 ci-dessus, 1<sup>er</sup> alinéa, les objets à usage du malade et des personnes qui l'assistent, de même que tous les objets susceptibles d'avoir été contaminés ou souillés, doivent être désinfectés.

Dans ce but, ces objets sont rassemblés dans des conditions telles qu'ils ne puissent être une source de contamination.

Il est interdit de donner, de jeter ou de vendre sans désinfection préalable, tout tapis ou tenture, objet de literie, linge ou vêtement, ayant servi à ces malades ou provenant de locaux occupés par eux ; les objets de peu de valeur sont de préférence incinérés.

Pendant toute la durée de la maladie, le nettoyage des locaux et des objets susceptibles d'avoir été contaminés se fait à l'aide d'hypochlorite ou des produits et procédés agréés à cet effet.

<sup>1</sup> Décret n° 67-743 du 30 août 1967, portant règlement d'administration publique relatif aux conditions que doivent remplir les procédés, produits et appareils destinés à la désinfection obligatoire (J.O. du 2 septembre 1967).  
Arrêté du 30 août 1967 (J.O. du 2 septembre 1967).  
Arrêté du 19 août 1974 (J.O. du 9 octobre 1974).

Il est interdit de remettre, sans désinfection préalable, aux blanchisseries, lavoirs publics ou privés, matelasseries ou autres établissements industriels, tous objets ou effets susceptibles d'avoir été contaminés. Cette opération peut être effectuée soit dans les services municipaux ou départementaux de désinfection soit dans les machines à laver des particuliers.

## **ARTICLE 113**

### **Désinfection terminale**

Dans le cas où la désinfection terminale est obligatoire, les locaux occupés par le malade, son linge, sa literie et les objets dont il s'est servi, doivent être désinfectés sans délai par des produits, procédés agréés à cet effet.

L'exécution de cette prescription doit être constatée par un certificat délivré aux intéressés par l'autorité sanitaire.

Ce certificat désignera les locaux désinfectés, sans mentionner le nom du malade ni la nature de la maladie.

## **ARTICLE 114**

### **Organisation de la désinfection**

Les opérations de désinfection obligatoire sont pratiquées dans les conditions prescrites par les articles 14, 15 et 16 du Code de la Santé Publique, soit par les services publics, soit par des organismes privés, contrôlés par l'autorité sanitaire qui délivre le certificat de désinfection.

## **ARTICLE 115**

### **Appareils de désinfection**

Les appareils de désinfection utilisés dans toute commune au titre de la désinfection obligatoire sont soumis à une surveillance régulièrement exercée par l'autorité sanitaire.

## **ARTICLE 116**

### **Centres d'hébergement de personnes sans domicile**

Les établissements publics ou privés recueillant à titre temporaire ou permanent des personnes sans domicile<sup>1</sup> doivent disposer de douches, de lavabos, de cabinets d'aisances et de chambres d'isolement en nombre suffisant. Le nettoyage des locaux et du matériel mis à la disposition des usagers est pratiqué chaque jour.

Dès leur arrivée, les usagers pourront faire l'objet des diverses mesures d'hygiène et éventuellement de prophylaxie qui se révéleraient utiles. Le cas échéant, la désinsectisation des individus doit être effectuée.

La désinfection ou la désinsectisation des locaux occupés par les personnes susvisées ainsi que de leurs vêtements est confiée aux services spécialisés.

<sup>1</sup> Loi n° 75-535 du 30 juin 1975 sur les institutions sociales et médico-sociales (J.O. du 1<sup>er</sup> juillet 1975).

Décret n° 76-526 du 15 juin 1976 (J.O. du 18 juin 1976) et circulaire du 15 juin 1976 (J.O. du 30 juillet 1976) relatifs à l'application des articles 185 et 185-3 du Code de la Famille et de l'Aide Sociale étendant l'aide sociale à de nouvelles catégories de bénéficiaires et relatifs aux centres d'hébergement et de réadaptation.



## SECTION 3

### LOCAUX PROFESSIONNELS DES COIFFEURS, MANUCURES, PÉDICURES ET ESTHÉTICIENNES

#### ARTICLE 117

##### **Aménagement des locaux professionnels des coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes**

Tous les locaux professionnels des coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes doivent être convenablement aérés et éclairés, et d'une façon générale répondre aux prescriptions d'hygiène concernant les locaux de travail<sup>1</sup>.

Le dispositif de renouvellement ou éventuellement de conditionnement d'air doit être capable d'assurer d'une façon permanente l'évacuation des buées et des odeurs.

Les locaux sont interdits à l'habitation et au commerce des denrées alimentaires.

Les meubles à usage professionnel ne peuvent être utilisés dans un autre but et doivent être nettoyés fréquemment.

Les déchets de coton, balayures et autres doivent être aussitôt recueillis dans un récipient muni d'un couvercle.

#### ARTICLE 118

##### **Hygiène générale**

Les objets employés par les coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes sont entretenus de manière à n'être en aucun cas une cause de transmission d'affections contagieuses, et l'opérateur doit pour chaque client désinfecter ses instruments, soit par flambage, soit en les plongeant dans une solution antiseptique ou dans de l'eau très chaude (80 degrés minimum), soit par la chaleur sèche.

Sans préjudice des mesures habituelles d'hygiène vestimentaire et corporelle (avant chaque service, nettoyage des mains et ongles par savonnage et mouillage à l'aide d'un liquide antiseptique), les coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes doivent, lorsqu'un client présente des lésions de la peau ou du cuir chevelu, s'abstenir d'utiliser des instruments destinés à l'usage de la clientèle courante, et employer obligatoirement un matériel spécial pour lequel des mesures de désinfection particulièrement rigoureuses sont adoptées.

L'exploitant doit mettre des gants spéciaux à la disposition des employés exécutant des coiffures permanentes, traitements spéciaux, ou appliquant des teintures.

Les serviettes sont renouvelées pour chaque client et les peignoirs sont changés aussi souvent qu'il est nécessaire pour le respect des règles d'hygiène.

Le savonnage doit être effectué à l'aide, soit de mousse de savon préparée pour chaque opération, soit de doses de savon liquide contenues dans des flacons, soit de savon crème contenu dans des tubes.

Les produits hémostatiques doivent être conservés dans un récipient fermé et être appliqués au moyen de coton stérile renouvelé à chaque usage.

L'usage de produits et solvants volatils inflammables ou toxiques reste soumis à la réglementation en vigueur.

Les produits cosmétiques et les produits d'hygiène corporelle sont soumis aux dispositions de la loi du 10 juillet 1975<sup>2</sup>.

Les exploitants sont tenus de fournir à leur personnel les moyens nécessaires pour que ces différentes mesures soient respectées : lavabo, savon, serviettes, peignoirs, instruments et solutions antiseptiques.

---

<sup>1</sup> Code du Travail « Hygiène et Sécurité des Travailleurs ».

<sup>2</sup> Loi n° 75-604 du 10 juillet 1975 (J.O. du 11 juillet 1975).

## **SECTION 4**

### **LUTTE CONTRE LES RONGEURS, LES PIGEONS VIVANT A L'ÉTAT SAUVAGE, LES ANIMAUX ERRANTS, LES INSECTES ET AUTRES VECTEURS MESURES APPLICABLES AUX ANIMAUX DOMESTIQUES**

#### **ARTICLE 119**

##### **Rongeurs et pigeons vivant à l'état sauvage**

###### **119.1 - Rongeurs.**

Les propriétaires d'immeubles ou établissements privés, les directeurs d'établissements publics doivent prendre toutes mesures pour éviter l'introduction des rongeurs et tenir constamment en bon état d'entretien les dispositifs de protection ainsi mis en place.

Ils doivent conjointement avec les locataires ou occupants vérifier périodiquement- si les caves, cours, égouts particuliers, entrepôts, locaux commerciaux, locaux à poubelles, logements des animaux domestiques, etc., ne sont pas envahis par ces nuisibles et faire évacuer tous dépôts de détritux et déchets susceptibles de les attirer.

Lorsque la présence de rongeurs est constatée, les personnes visées aux alinéas ci-dessus sont tenues de prendre sans délai les mesures prescrites par l'autorité sanitaire en vue d'en assurer la destruction et l'éloignement. La même obligation s'impose lors de la démolition des immeubles ainsi que sur des chantiers de construction.

###### **119.2 - Pigeons.**

Les propriétaires d'immeubles et de tous établissements publics ou privés, ou leurs représentants doivent faire obturer ou grillager toutes les ouvertures susceptibles de donner accès aux pigeons ou de permettre la nidification. Ces dispositifs sont tenus constamment en bon état d'entretien.

Les propriétaires d'immeubles et de tous établissements publics ou privés, ou leurs représentants doivent faire procéder à la capture desdits volatiles en vue de les transférer dans des lieux autorisés ou de les détruire en se conformant à la réglementation en vigueur sous réserve que l'ordre public ne soit pas troublé et qu'aucun dommage ne soit causé à un tiers.

Les façades et parties d'immeubles souillées sont nettoyées et éventuellement désinfectées.

#### **ARTICLE 120**

##### **Jets de nourriture aux animaux**

Il est interdit de jeter ou déposer des graines ou nourriture en tous lieux pour y attirer les animaux errants, sauvages ou redevenus tels, notamment les chats et les pigeons ; la même interdiction est applicable aux voies privées, cours et autres parties d'un immeuble lorsque cette pratique risque de constituer une gêne pour le voisinage et d'attirer les rongeurs.

La même interdiction peut s'appliquer dans les jardins, parcs, voies et promenades lorsque cette pratique favorise la multiplication des animaux errants ou sauvages et risque de compromettre les parterres et plantations.

Toutes mesures doivent être prises si la pullulation de ces animaux est susceptible de causer une nuisance ou un risque de contamination de l'homme ou des animaux par une maladie transmissible.



## ARTICLE 121

### Insectes

Les bassins d'ornement et d'arrosage, vases, auges pour animaux et récipients divers, etc., doivent être vidés complètement et nettoyés au moins une fois par semaine. Les bassins de relais des eaux autre que les eaux potables doivent être recouverts. Les citernes inutilisées doivent être supprimées ; il en est de même pour les réservoirs, abreuvoirs abandonnés. Les citernes doivent être séparées du tuyau de chute par un siphon ; le tuyau d'aération doit être garanti par une toile métallique inoxydable, à mailles de 1 mm au maximum ou partout autre procédé, d'efficacité au moins égale.

Le tuyau d'aération des fosses d'aisances est protégé par un équipement identique.

Les pièces d'eau, mares, etc., voisines des habitations, sont l'objet de mesures larvicides régulières, désherbage, destruction par poisons, épandage de produits larvicides, etc.

Les fosses d'aisances, les fosses septiques et appareils équivalents sont soumis à un traitement larvicide à l'aide de produits dont les concentrations ne puissent gêner les phénomènes bactériens. Les appareils doivent être munis de dispositifs protecteurs spéciaux prévus par la réglementation particulière des fosses septiques et appareils équivalents.

Les occupants des logements et autres locaux doivent les maintenir propres et prendre toutes précautions en vue de ne pas favoriser le développement et la prolifération des insectes ou vermine (blattes, punaises, moustiques, puces, etc.).

Ils sont tenus de faire désinsectiser, et éventuellement désinfecter leurs locaux dès l'apparition de ces parasites. Afin de limiter ces apparitions, dans les locaux collectifs l'ensemble des appartements et parties communes doit être désinsectisé régulièrement.

Les occupants ne peuvent s'opposer aux mesures de désinsectisation et désinfection générales qui sont entreprises dans les conditions fixées à l'article 23.1.

## ARTICLE 122

### Animaux domestiques ou sauvages apprivoisés ou tenus en captivité

Les propriétaires de ces animaux sont tenus d'empêcher qu'ils ne soient à l'origine de transmission de germes pathogènes ou de nuisances pour l'homme et les animaux.

## ARTICLE 123

### Autres vecteurs

Quant au cours de l'enquête épidémiologique menée à l'occasion d'une maladie contagieuse, il est identifié un germe infectieux ayant pour réservoir, un animal ou le milieu environnant, tel que sol, air, eau, .... les autorités sanitaires prennent les mesures propres pour isoler le vecteur en cause et le traiter afin de détruire le germe responsable.

Des mesures peuvent être également prises pour connaître l'ampleur de la contamination en particulier par l'examen systématique des sujets en contact : hommes ou animaux.

## SECTION 5

### OPERATIONS FUNERAIRES (Abrogée)

## ARTICLE 124

### Opérations funéraires

ABROGE ET REMPLACE PAR LES ARTICLES L.2223-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA SANTE  
PUBLIQUE

## TITRE VII

### HYGIENE DE L'ALIMENTATION

#### SECTION 1

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE 125

##### Prescriptions générales concernant les magasins d'alimentation<sup>1</sup>

##### 125.1 - Magasins de vente.

Ces locaux doivent être aérés, ventilés et correctement éclairés.

L'éclairage ne devra pas modifier la couleur naturelle des denrées, exposées à la vente.

Ils doivent pouvoir être fermés sur la voie publique par un ou plusieurs dispositifs appropriés de manière à protéger les denrées du soleil et des pollutions de toute nature. L'utilisation des sous-sols, ainsi que des pièces sans fenêtres, est interdite, sauf dérogation autorisée.

Les murs et les plafonds doivent être maintenus en parfait état d'entretien et de propreté. Ils doivent être lessivés régulièrement s'ils sont enduits de peinture ou tout autre revêtement qui doit être lisse et lavable. Ils doivent être blanchis au moins une fois par an s'ils sont passés à la chaux.

Le sol doit être en matériaux durs, (carrelage, ciment) antidérapant ou recouverts d'un revêtement imperméable. Il est lavé au moins une fois par jour. L'écoulement des eaux de lavage doit être assuré. Le balayage à sec est interdit.

Les magasins ne doivent en aucun cas servir à l'habitation ni abriter aucune activité industrielle ou artisanale autre que celles visées au présent titre, ni être utilisées comme garages ou comme vestiaires. Ils ne doivent pas communiquer avec les cabinets d'aisances.

Il est interdit de fumer dans ces locaux et cette interdiction de fumer fait l'objet d'une signalisation apparente<sup>2</sup>.

Les comptoirs de vente, étals, tables et tout matériel analogue, en contact avec les denrées alimentaires, sont revêtus d'un matériau imperméable et lisse, maintenu en état permanent de propreté et conforme aux dispositions de la réglementation en vigueur<sup>3</sup>.

Toutes précautions sont prises pour que les denrées non présentées sous emballage d'origine soient à l'abri des pollutions. Les denrées altérables à la chaleur, emballés ou non, doivent être conservées dans une enceinte réfrigérée ; les autres étant protégées par des cloisons transparentes ou de fins treillis.

Il est interdit de déposer sur le soi des denrées alimentaires non emballées, même pendant les opérations d'approvisionnement.

L'accès des animaux, notamment les chiens, est interdit, à l'exception des chiens-guides de personnes mal voyantes. Cette interdiction doit être affichée à l'entrée de chaque magasin.

<sup>1</sup> En outre, pour les magasins d'alimentation distribuant des denrées animales ou d'origine animale, décret n° 71-636 du 21 juillet 1971 pour l'application des articles 258, 259 et 262 du Code rural et relatif à l'inspection sanitaire et qualitative des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale (J.O. du 1<sup>er</sup> août 1971).

<sup>2</sup> Décret n° 77-1042 du 12 septembre 1977 relatif aux interdictions de fumer dans certains lieux affectés à un usage collectif où cette pratique peut avoir des conséquences dangereuses pour la santé (J.O. du 17 septembre 1977).

<sup>3</sup> Décret n° 73-138 du 12 février 1973 portant application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les produits chimiques dans l'alimentation humaine et les matériaux et objets au contact des denrées, produits et boissons destinés à l'alimentation de l'homme et des animaux ainsi que les procédés et les produits utiles pour le nettoyage de ces matériaux et objets (J.O. du 15 février 1973).



Les exploitants sont tenus de veiller à la protection contre les insectes et les rongeurs. Ils doivent faire procéder aux opérations de désinsectisation et de dératisation nécessaires, notamment celles qui seront prescrites par l'autorité locale, toutes précautions étant prises pour que les denrées ne soient pas atteintes, en particulier par les pulvérisations ou émanations des produits employés.

Lorsque, dans les magasins d'alimentation, il est vendu d'autres marchandises (produits d'entretien ou de droguerie, par exemple), ces dernières doivent être stockées et débitées dans une partie du local, nettement distincte, pour éviter toute confusion ou toute contamination.

### **125.2 - Réserves.**

Ces locaux sont soumis aux mêmes règles que les magasins de vente en ce qui concerne l'aménagement et l'entretien. Ils ne doivent pas servir à d'autres usages notamment de garage. Ceux qui sont situés en sous-sol doivent être tout particulièrement aérés et ventilés.

Les denrées ne sont jamais entreposées à même le sol, mais placées sur des étagères, rayons ou dans des casiers ou paniers ; celles qui sont altérables sont conservées dans une enceinte réfrigérée appropriée. Les produits altérés et ceux dont la date limite de vente est périmée doivent être aussitôt éliminés.

Les mesures nécessaires doivent être prises pour supprimer insectes et rongeurs, sans qu'il puisse en résulter une contamination des denrées.

### **125.3 - Voitures boutiques.**

Sans préjudice des réglementations particulières les concernant<sup>1</sup>, les voitures boutiques affectées à la vente ambulante de denrées alimentaires sont soumises aux mêmes règles d'entretien et d'aménagement que les magasins de vente, à l'exception de certaines règles, relatives à la construction qui ne peuvent être appliquées à des véhicules.

## **ARTICLE 126**

### **Vente hors des magasins : à l'extérieur du magasin, sur les marchés et autres lieux de vente**

Les denrées alimentaires vendues à l'extérieur des magasins ou sur les marchés fixes (halles) ou sur les marchés périodiques en plein air sont soumises aux conditions générales ou particulières les concernant et font l'objet d'une protection rigoureuse contre les pollutions de toute nature. Les comptoirs de vente et les étalages doivent posséder une bordure de protection dont le niveau supérieur soit situé à 1 mètre de hauteur à partir du sol et doivent être nettoyés chaque jour. Ils doivent être à l'abri du soleil, des intempéries et des pollutions de toute origine, les étals doivent être en matériaux lavables et maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Les étalages seront séparés par des joues de 40 cm.

Les denrées facilement altérables (viandes, abats, volailles, lapins, produits fabriqués de charcuterie, plats cuisinés, produits laitiers...) doivent être placées dans des vitrines qui sont, si nécessaire, réfrigérées et, en tout état de cause, fermées par des cloisons transparentes sur leurs faces supérieures et latérales ainsi que du côté du public.

Les denrées préparées ou cuites en plein air doivent être efficacement protégées contre les souillures. En outre, toutes dispositions sont prises pour éviter que la préparation et la cuisson ne s'accompagnent pas de dégagements d'odeurs susceptibles de gêner le voisinage, de projections de jus ou de graisses susceptibles d'atteindre les passants ou de souiller le sol.

L'accès des marchés est interdit aux animaux, notamment aux chiens.

## **ARTICLE 127**

### **Protection des denrées**

Les denrées alimentaires, à l'exception de celles naturellement protégées ou conditionnées, ne doivent être manipulées que par les vendeurs et à l'aide d'instruments appropriés, convenablement et régulièrement nettoyés. Les vendeurs ne doivent en aucun cas, permettre à la clientèle de les manipuler.

<sup>1</sup> Arrêté du 1<sup>er</sup> février 1974 réglementant les conditions d'hygiène relatives au transport de denrées périssables (J.O. du 20 mars 1974).

Elles doivent être délivrées aux consommateurs soit préemballées ou conditionnées, soit protégées par une ou plusieurs enveloppes en matière@ isolante ou en papier. Ces matériaux et papiers doivent présenter toute qualité hygiénique et être conformes aux dispositions de la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.

Le papier imprimé et le papier journal peuvent toutefois être utilisés au contact de fruits en coque (tels que les noix), des racines, tubercules, bulbes non épluchés ni lavés pour lesquels l'acheteur procède normalement à un nettoyage avant consommation.

En ce qui concerne les fruits et légumes qui ne sont pas naturellement protégés, la commercialisation en libre choix peut être admise si le responsable de la vente veille à éviter toute manipulation excessive des marchandises de la part de la clientèle.

## **ARTICLE 128**

### **Déchets**

Il est interdit de jeter sur le sol les déchets produits en cours de vente. Les déchets de toute sorte provenant des viandes, du vidage des poissons, volailles et gibiers sont immédiatement placés dans des récipients étanches munis d'un couvercle, qui doivent être vidés et nettoyés au moins une fois par jour.

Toutes les denrées avariées, conditionnées ou non, doivent être retirées de la vente et éliminées selon un procédé autorisé.

La collecte et le transport des récipients ne sont entrepris qu'après la fermeture des magasins et des marchés.

## **ARTICLE 129**

### **Transport des denrées alimentaires**

#### **129.1 – Généralités.**

Les moyens de transport utilisés pour les denrées alimentaires ne doivent pas constituer du fait de leur aménagement, de leur état d'entretien ou de leur chargement, un risque de contamination, d'altérations ou de souillures pour ces denrées.

Ils sont dotés des équipements nécessaires à la bonne conservation des denrées.

Ils ne doivent pas être utilisés pour le transport d'animaux vivants ou de marchandises susceptibles d'altérer ou de contaminer lesdites denrées. Les citernes transportant des liquides alimentaires doivent être affectées exclusivement à cet usage. Elles doivent porter, sur chacun de leurs côtés, en caractère indélébiles d'au moins 30 mm de hauteur et de façon inamovible, la mention «liquides alimentaires».

#### **129.2 - Transports terrestres de denrées périssables.**

Les conditions de transport terrestre des denrées périssables, qu'elles soient à l'état frais, congelé ou surgelé sont précisées par la réglementation spécifique en vigueur<sup>2</sup>.

Il s'agit notamment du transport :

- des viandes et abats, c'est-à-dire de toutes les parties d'animaux de boucherie, de volailles, de lapins et de gibier;
- de poissons, mollusques et crustacés, vivants ou non,
- du lait et des œufs,
- des glaces et crèmes glacées,
- des produits transformés d'origine animale (produits laitiers, ovoproduits, produits de charcuterie),
- des denrées d'origine végétale surgelées.

#### **129.3 - Transport de glace alimentaire.**

Ce transport est effectué selon les dispositions de la réglementation en vigueur<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Décret n° 73-138 du 12 février 1973 (J.O. du 15 février 1973).

<sup>2</sup> Arrêté du 1<sup>er</sup> février 1974 réglementant les conditions d'hygiène relatives au transport de denrées périssables (J.O. du 20 mars 1974).

<sup>3</sup> Arrêté modifié du 10 août 1961 relatif à l'application de l'article L 25-1 du Code de la Santé Publique (eaux potables) (J.O. du 26 août 1961).



## **129.4 - Transport du pain**

Tout transport du pain, notamment en vue de sa livraison dans des boulangeries ou des dépôts dûment autorisés, doit être effectué dans des véhicules possédant un équipement spécial exclusivement réservé à cet effet. Pour en faciliter le contrôle, la mention PAIN, ou PAINS SPÉCIAUX selon la catégorie des pains transportés, devra être visible à l'extérieur du véhicule.

Le pain doit être transporté contenu dans un matériau du type emballage perdu ou dans des récipients facilement nettoyables, maintenus constamment en bon état de propreté et conformes aux dispositions de la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.

Le pain ne doit pas être exposé à l'air libre et sa vente sur la voie publique et les marchés par tous vendeurs et revendeurs est rigoureusement interdite s'il n'est au préalable placé sous emballage de protection.

## **ARTICLE 130**

### **Ateliers et laboratoires de préparation des aliments**

Sans préjudice des dispositions spéciales visées à l'article 125 ci-dessus relatif aux prescriptions générales concernant les magasins d'alimentation, les règles suivantes sont applicables aux ateliers et laboratoires de préparation des aliments.

#### **130.1 - Entretien des locaux.**

La hauteur sous plafond des locaux doit être au moins égale à celle fixée pour les locaux d'habitation.

Le sol, les murs et cloisons jusqu'à une hauteur d'au moins deux mètres, sont revêtus de matériaux lisses, durs, résistant aux chocs, imperméables, imputrescibles et permettant un lavage efficace. Si des éléments juxtaposés sont utilisés, ils doivent être strictement jointifs. Les murs et les cloisons dans le reste de leur étendue ainsi que les plafonds doivent être recouverts, à défaut desdits matériaux, de peinture lisse et lavable.

Les angles sont arrondis tout au moins au raccordement avec le sol.

Le sol doit être lavé et désinfecté au moins une fois par jour. Le balayage à sec est interdit. Il est interdit de répandre de la sciure sur le sol.

#### **130.2 - Évacuation des eaux.**

L'écoulement des eaux de lavage des locaux et du matériel doit être assuré. Elles seront amenées grâce à une pente suffisante vers un orifice d'évacuation muni d'un siphon et subiront avant rejet ; un prétraitement adéquat, tel que décantation, dégrillage ou passage à travers un bac dégraisseur. L'entretien et le nettoyage de ces dispositifs doivent être assurés régulièrement, les déchets recueillis doivent être éliminés de façon à ne causer aucune nuisance.

#### **130.3 - Aération et ventilation.**

L'aération et la ventilation doivent être assurées en permanence et permettre l'évacuation rapide des odeurs, des buées et vapeurs de cuisson. Si ces locaux sont situés en sous-sol, la ventilation doit être mécanique et l'air introduit dans le local doit faire l'objet d'une filtration préalable dans les conditions définies à l'article 64. Les fourneaux et chaudières dégageant des émanations et des buées doivent être pourvues de hottes débordantes assurant un captage total ; ces hottes sont desservies par un conduit de ventilation unique de section suffisante, indépendant des conduits de fumée desservant les foyers et appareils, et assurant un tirage suffisant. La hauteur et la disposition de l'extrémité de ce conduit doivent être à même d'éviter toute gêne ou désagrément pour le voisinage.

Toutes dispositions sont prises pour que ce conduit assure un tirage satisfaisant sans être une cause d'insalubrité ou de gêne pour le voisinage.

Toutefois, dans le cas d'appareils chauffés au gaz, les produits de combustion et les buées peuvent être évacués par un conduit commun de section suffisante, construit selon les règles de l'art. Des précautions doivent être prises pour éviter les refoulements : en particulier, le conduit aura une hauteur suffisante et sera surmonté d'un aspirateur statique assurant la constance du tirage.

#### **130.4 - Usage des locaux.**

Les locaux ne doivent en aucun cas servir d'habitation.

<sup>1</sup> Décret n° 73-138 du 12 février 1973 (J.O. du 15 février 1973)



Les locaux affectés à la préparation même des aliments ne doivent être approvisionnés qu'en eau potable. Les opérations polluantes telles que lavage du matériel, épluchage des légumes etc., doivent être effectuées dans des locaux ou sur des emplacements suffisamment isolés.

### **130.5 - Protection contre les insectes.**

Les propriétaires ou gérants doivent prendre toutes mesures pour éviter la pénétration des mouches et autres insectes, oiseaux, rongeurs et autres animaux, et faire procéder si nécessaire aux opérations de désinsectisation et de dératisation, en évitant toutes contaminations des denrées alimentaires.

### **130.6 - Entretien des appareils servant à la préparation et à la conservation des aliments.**

Les meubles, les étagères et les installations diverses doivent être maintenues en bon état d'entretien et de propreté.

Tous les ustensiles servant à la préparation ou au conditionnement des aliments, tels que moules, marmites, plats et casseroles, planches, couteaux et hachoirs, fourchettes et cuillères, passoirs et étamines, doivent être maintenus constamment en bon état de propreté. Ils seront nettoyés au fur et à mesure de leur emploi par un lavage manuel ou mécanique, à l'eau chaude additionnée de produits autorisés, suivi d'un rinçage à l'eau tel qu'il ne puisse entraîner aucune contamination et éliminant tout résidu alimentaire<sup>1</sup>.

Le matériel en cuivre et en fer étamé doit faire l'objet d'un soin particulier.

Les tables à découper et à préparer doivent être en matériaux durs conformes à la réglementation. Elles sont tenues constamment propres, nettoyées et désinfectées, au moins une fois par jour à l'aide d'eau chaude additionnée de produits autorisés suivie d'un rinçage à l'eau tel qu'il ne puisse entraîner aucune contamination.

### **130.7 - Élimination des déchets.**

Les déchets, rebuts et détritiques de toutes sortes sont immédiatement déposés dans un récipient, muni d'un couvercle rabattable, vidé, nettoyé et désinfecté au moins une fois par jour. En dehors des heures de service, il doit être placé dans un local, réservé à cet usage, situé hors des cuisines.

### **130.8 - Conditions de conservation des denrées périssables.**

La conservation éventuelle des denrées périssables utilisées dans ces ateliers et laboratoires doit se faire en chambre froide : réglée à température appropriée. Les chambres froides doivent être maintenues en bon état d'entretien et de propreté.

Les tringles et crochets où sont suspendues les viandes sont à une distance telle des murs et cloisons qu'il n'y ait jamais contact entre la denrée et la paroi. Ces tringles et crochets doivent être en matériau inaltérable et maintenus parfaitement propres.

### **130.9 - Fumoirs.**

La conception et le fonctionnement de fumoirs doivent être tels qu'ils ne provoquent aucune gêne pour l'environnement.

### **130.10 - Établissements de collecte et de transformation du lait.**

Les établissements de collecte et de transformation du lait et des produits laitiers sont soumis à la réglementation en vigueur<sup>2</sup>.

Une attention particulière doit être apportée aux modalités d'entreposage du matériel de conditionnement (capsules, récipients) qui doit être effectué à l'abri de l'humidité et dans des conditions d'hygiène correctes.

## **ARTICLE 131**

### **Distribution automatique d'aliments**

#### **131.1 - Emplacement.**

Les appareils distributeurs automatiques d'aliments doivent être situés sur des emplacements éloignés de toutes sources de contamination.

<sup>1</sup> Décret n° 73-138 du 12 février 1973 (J.O. du 15 février 1973).

<sup>2</sup> Arrêté du 15 mai 1974 fixant les conditions d'hygiène relatives aux établissements de collecte et de transformation du lait et des produits laitiers (J.O. du 2 juillet 1974).

### **131.2 - Conditions applicables aux denrées.**

Sans préjudice de l'application de la réglementation en vigueur, les denrées placées dans les appareils distributeurs automatiques doivent être maintenues à une température convenant à leur conservation et placées à l'abri de toute souillure provenant notamment des pièces de monnaie et des billets de banque. Elles sont renouvelées en temps utile de manière à demeurer constamment saines, en bon état de conservation.

Les denrées en réserve, y compris éventuellement celles qui ont été entreposées à l'intérieur des appareils, doivent être conservées dans des conditions d'hygiène et notamment de température prévue par la réglementation.

Les denrées exposées dans les appareils distributeurs automatiques doivent provenir d'établissements conformes à la réglementation en vigueur.

### **131.3 - Appareils distributeurs de bonbons et de friandises.**

Les appareils distributeurs de bonbons et de friandises ne doivent débiter que des denrées incluses dans des emballages individuels.

### **131.4 - Prescriptions concernant les matériaux.**

L'aménagement de l'appareil, notamment celui des parties intérieures, doit être conçu pour permettre un nettoyage facile et complet, seuls les produits autorisés peuvent être utilisés pour le nettoyage et la désinfection.

La tuyauterie de distribution ne doit comporter que des éléments courts, sans coudes accentués, à l'intérieur lisse et d'un démontage facile pour permettre le nettoyage qui est effectué à chaque recharge de l'appareil et plus souvent si nécessaire à l'aide de produits autorisés. Le rinçage de la tuyauterie doit être ensuite effectué avec de l'eau potable.

Lorsque l'appareil est destiné à distribuer des boissons glacées, l'ensemble de l'installation de distribution doit être incluse dans un équipement frigorifique maintenant en permanence la température entre 0°C et + 2°C.

Si l'appareil distribue des concentrés de jus de fruits non fermentescibles destinés à être dilués, les récipients contenant ces produits peuvent ne pas être inclus dans l'élément frigorifique. Il en est de même éventuellement du réservoir contenant le gaz carbonique.

Les appareils sont munis d'un stock de gobelets individuels placés dans un compartiment à l'abri des pollutions ; un dispositif doit permettre au consommateur de se servir sans risquer de souiller les gobelets en réserve. Un récipient, tenu en parfait état de propreté, recueille les gobelets après usage ; ceux-ci sont enlevés au moins une fois par jour.

### **131.5 - Contrôle.**

En vue de permettre le contrôle de l'état d'entretien de l'appareil par les agents sanitaires autorisés, le nom et l'adresse du responsable de l'entretien et de l'approvisionnement ou les indications permettant de le joindre, sont opposés sur une plaque extérieure.

## **ARTICLE 132**

### **Hygiène du personnel**

Sans préjudice de l'application de la réglementation en vigueur<sup>1</sup>, les personnes appelées en raison de leur emploi à manipuler les denrées alimentaires, tant au cours de leur collecte, préparation, traitement, transformation, conditionnement, emballage, transport, entreposage, que pendant leur exposition, mise en vente et distribution sont astreintes à la plus grande propreté corporelle et vestimentaire ; ces prescriptions sont placées sous la responsabilité de l'employeur.

Dans les ateliers de préparation des aliments, il est interdit de fumer<sup>2</sup>.

La manipulation des denrées alimentaires est interdite aux personnes susceptibles de les contaminer, notamment celles qui sont atteintes d'infections cutanées muqueuses, respiratoires ou intestinales.

Tout sujet atteint d'une telle affection constatée par examen clinique ou bactériologique doit être écarté jusqu'à guérison complète confirmée par attestation médicale.

<sup>1</sup> Code du travail Décret n° 71-636 du 21 juillet 1971 (J.O. du 1<sup>er</sup> août 1971) et arrêté d'application. Arrêté du 10 mars 1977, relatif à l'état de santé et d'hygiène du personnel appelé à manipuler les denrées animales ou d'origine animale (J.O. du 31 mars 1977).

<sup>2</sup> Décret n° 77-1042 du 12 septembre relatif aux interdictions de fumer dans certains lieux affectés à un usage collectif où cette pratique peut avoir des conséquences dangereuses pour la santé (J.O. du 17 septembre 1977).



Le personnel doit utiliser les installations sanitaires mises à sa disposition. Ces installations comportent :

- des vestiaires qui doivent être prévus en nombre suffisant.
- des cabinets d'aisances ne communiquant pas avec les locaux visés au présent titre. Une affiche rappellera aux utilisateurs le lavage des mains en sortant des lieux d'aisances.
- des lavabos placés à côté des cabinets d'aisances et à proximité des lieux de travail. Ces lavabos sont pourvus d'eau courante ainsi que des produits nécessaires au nettoyage et à la désinfection des mains.

Dans les locaux créés, cédés ou transformés postérieurement à la publication du présent arrêté, ces lavabos devront être équipés de commandes non manuelles.

Pour le séchage des mains, des serviettes à usage unique ou des appareils automatiques à air chaud sont mis à la disposition des usagers.

## **SECTION 2**

### **BOISSONS**

#### **ARTICLE 133**

##### **Boissons autres que le lait**

Les établissements de fabrication, de conditionnement et de vente des denrées alimentaires liquides tels que fabriques de sodas et limonades, d'eaux gazeuses, de sirops, brasseries, cidreries et les établissements où l'on procède à la mise en fûts ou en bouteilles des vins et spiritueux sont assujettis aux dispositions suivantes :

- 1) les locaux doivent satisfaire aux prescriptions de l'article 130 relatif aux ateliers de préparation des aliments.
- 2) seules une eau reconnues potable distribuée en tous points par des canalisations distinctes peut être utilisée pour la fabrication des limonades et sodas, des eaux gazeuses, ainsi qu'en brasserie et cidrerie.
- 3) les machines et appareils de toute sorte utilisés pour la fabrication et le conditionnement de ces denrées liquides doivent être conçus pour permettre, si nécessaire, un démontage facile de leurs différents éléments en vue de leur entretien.  
Ils sont nettoyés à l'eau potable additionnée de produits autorisés, rincés et égouttés, après arrêt de l'installation et avant nouvel usage.  
Les récipients divers destinés au stockage de ces denrées sont nettoyés de la même façon.
- 4) les matériaux de conditionnement et de bouchage en contact avec la boisson doivent répondre aux prescriptions réglementaires en vigueur relatives aux matériaux destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires. Ils doivent être dans un état de propreté excluant toute contamination. En outre, les dispositifs de bouchage doivent être neufs et s'ils sont séparés de la boisson par un matériau poreux - tel que le liège - ils doivent être considérés comme étant en contact avec la boisson.
- 5) la fabrication de la glace avec des eaux d'alimentation est réglementée par les textes en vigueur<sup>1</sup>.

#### **ARTICLE 134**

##### **Hygiène des débits de boisson**

Les cafés, brasseries, bars et buvettes, les salons de thé, les débits de boissons, quel que soit leur emplacement, sont soumis aux dispositions de l'article 125 ci-dessus, en ce qui concerne l'hygiène générale des lieux où le public est admis, ainsi que le nettoyage de la vaisselle et de la verrerie.

Par ailleurs, la vente ambulante des boissons doit être réalisée de telle sorte qu'elle n'entraîne aucune souillure ou altération des produits.

<sup>1</sup> Décret n° 61 -859 du 1<sup>er</sup> août 1961 (J.O. du 5 août 1961). Arrêté du 10 août 1961 relatif à l'application de l'article L.25-1 du Code de la Santé Publique (eaux potables) (J.O. du 26 août 1961). Circulaire du 15 mars 1962 relative aux instructions générales concernant les eaux d'alimentation et la glace alimentaire (J.O. du 27 mars 1962 et rectificatif J.O. du 13 avril 1962.)

Les chalumeaux pour boisson distribués ou mis à la disposition des consommateurs dans les lieux publics et les collectivités doivent être présentés en emballages individuels.



## SECTION 3

### PRODUITS LAITIERS

#### ARTICLE 135

##### Magasin de vente des produits laitiers

Outre les dispositions des articles ci-dessus relatifs aux magasins de vente des denrées alimentaires, les magasins de vente des produits laitiers sont soumis à la réglementation en vigueur, notamment, en ce qui concerne le nettoyage des appareils et des récipients employés<sup>1</sup>.

Le matériel utilisé pour le débit du lait doit être d'un entretien facile. En particulier, les parois des récipients doivent avoir des angles arrondis et ne présenter ni creux, ni saillie.

Les laits et produits laitiers dits frais vendus tant sous emballage d'origine qu'au détail doivent être maintenus à l'abri de toute altération et exposés pour la vente en quantité aussi réduite que possible, et aux températures convenables selon les procédés considérés.

Les crèmes préparées et notamment les crèmes foisonnées ne peuvent être vendues en vrac. Elles doivent être protégées contre toute contamination.

#### ARTICLE 136

##### Fabrication et vente des glaces et crèmes glacées

Ces denrées doivent répondre aux dispositions réglementaires<sup>2</sup> notamment en ce qui concerne :

- le matériel servant à la fabrication,
- la température des produits mis en vente,
- leur manipulation.

Ces prescriptions s'appliquent aussi bien à la vente ambulante qu'à celle pratiquée en magasin.

Au cas où ces préparations constitueraient un danger pour la santé publique, leur écoulement pour la consommation doit être immédiatement suspendu.

---

<sup>1</sup> Décret n° 71-636 du 21 juillet 1971 (J.O. du 1<sup>er</sup> août 1971). Décret n°73-138 du 12 février 1973 (J.O. du 15 février 1973).

Arrêté du 15 mai 1974 fixant les conditions d'hygiène relatives aux établissements de collecte et de transformation du lait et des produits laitiers (J.O. du 2 juillet 1974).

(21) Décret modifié du 15 avril 1912 partant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 en ce qui concerne les denrées alimentaires.

Décret n° 49-438 du 29 mars 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 en ce qui concerne le commerce des glaces et des crèmes glacées (J.O. du 30 mars 1949), du 13 septembre 1967 relatif à la qualité hygiénique et au contrôle bactériologique des glaces et crèmes glacées (J.O. du 17 octobre 1967).

Arrêté du 13 septembre 1967 fixant les prescriptions d'hygiène applicables aux locaux de fabrication d'entreposage et de vente ainsi qu'au matériel et aux conditions de manipulation en ce qui concerne les glaces et crèmes glacées (J.O. du 17 octobre 1967).

## SECTION 4

### VIANDES - GIBIERS - VOLAILLES - OEUFS

#### ARTICLE 137

##### **Boucheries, charcuteries, triperies, magasins de vente, de préparation de charcuterie, de volailles, de gibier et de plats cuisinés**

Outre les prescriptions générales concernant les magasins d'alimentation, ces établissements doivent respecter les obligations suivantes :

- les murs et cloisons jusqu'à une hauteur d'au moins deux mètres sont revêtus de matériaux durs, résistants aux chocs, imputrescibles et à surface lisse. Si des éléments juxtaposés sont utilisés, ils doivent être facilement jointifs. Le reste des murs et le plafond doivent être enduits de peinture lavable. Les angles sont arrondis, tout au moins aux raccordements avec le sol.
- le sol est en carrelage ou en ciment lisse et lavé au moins une fois par jour.
- l'écoulement des eaux de lavage des locaux et du matériel doit être assuré. Elles seront amenées grâce à une pente suffisante vers un orifice d'évacuation muni d'un siphon et subiront avant rejet, un prétraitement adéquat, tel que décantation, dégrillage ou passage à travers un bac dégraisseur. L'entretien et le nettoyage de ces dispositifs doivent être assurés régulièrement, les déchets recueillis doivent être éliminés de façon à ne causer aucune nuisance.
- les tringles et crochets où sont suspendues les viandes sont à une distance telle des murs et cloisons qu'il n'y ait jamais contact entre la denrée et la paroi. Ces tringles et crochets doivent être en matériaux inaltérables et maintenus parfaitement propres.
- tous les établissements visés à cet article seront équipés d'une resserre froide située dans le local même ou dans un local attenant et capable de recevoir sans surcharge, la totalité des denrées détenues par l'exploitant.
- d'une manière générale, et quel que soit le lieu d'exposition des viandes à l'intérieur ou à l'extérieur du magasin celles-ci ne doivent être exposées en dehors de la resserre froide que le temps nécessaire aux opérations de préparation et de débit ; les pièces découpées et préparées sont placées sur des plats ou étagères dans une vitrine réfrigérée. Les opérations de préparation et de débit ne doivent se faire qu'à l'intérieur du magasin.

Les abats sont placés dans des récipients en matériau imperméable, conformes à la réglementation en vigueur, faciles à nettoyer et à désinfecter et réservés à ce seul usage<sup>1</sup>.

Si dans les magasins et resserres visés au présent article, il est fait usage d'une machine à débiter en tranches, les tranches de jambons, de saucisson ou de viande cuite ne doivent pas être saisies avec les mains. Elles sont soit reçues directement sur un papier conforme aux prescriptions réglementaires, soit saisies à l'aide de spatules, fourchettes ou pinces réservées à cet usage.

- la viande hachée par le boucher est préparée conformément à la réglementation en vigueur<sup>2</sup>.

- l'attendrissage mécanique de la viande ne peut avoir lieu qu'à la demande et à la vue du client, avec toutes les précautions d'hygiène concernant l'outillage et le mode opératoire. La consommation d'une viande attendrie devra être faite dans les moindres délais.

- l'attendrissage de la viande est interdit dans les collectivités notamment dans les établissements scolaires et universitaires<sup>3</sup>.

Les appareils dénommés « attendrisseurs de viande » devront être d'un entretien et d'un nettoyage faciles et construits de telle sorte que l'armature portant les jeux de lames perforantes interchangeable soit limitée latéralement dans ses déplacements, et afin que ces dernières agissent perpendiculairement à la surface sur laquelle est placée la viande soumise à leur action.

Ils devront être constamment tenus en parfait état de propreté et d'entretien.

<sup>1</sup> Arrêté du 1<sup>er</sup> février 1974 réglementant les conditions d'hygiène relatives au transport de denrées périssables (J.O. du 20 mars 1974).

<sup>2</sup> Arrêté du 15 mai 1974 concernant les viandes hachées destinées à la consommation humaine (J.O. du 26 juin 1974).

<sup>3</sup> Circulaire du 6 mars 1968 relative aux mesures de prophylaxie à prendre en matière alimentaire dans les établissements publics, scolaires et universitaires (J.O. du 5 mai 1968).

L'utilisation des appareils dits « attendrisseurs de viande » ou similaires sera interdite dans toutes les installations de vente dépourvues d'un système efficace de conservation de viandes par le froid et de protection de celles-ci contre toute pollution ou souillure.

- L'usage des étaux en bois ainsi que celui des « avances » en bois, est limité aux stricts besoins du service.
- Les magasins de triperie doivent être équipés d'un ou plusieurs bacs de lavage et de trempage de capacité en rapport avec l'importance du commerce exercé.
- Une resserre fixe ou mobile, publique ou privée, répondant aux prescriptions ci-dessus énumérées pour chacun des commerces visés, est obligatoire pour les commerçants ambulants et pour ceux qui exercent leur activité sur les marchés.

## **ARTICLE 138**

### **Dispositions particulières pour les denrées dont la vente constitue une activité partielle de l'établissement**

- 1) Les denrées non conditionnées doivent être exposées à la vente dans un meuble réfrigéré. Leur préparation doit s'effectuer dans les conditions conformes aux articles précédents. Les comptoirs et emplacements voisins ne doivent pas être la cause de leur modification ou de leur altération en particulier par des odeurs, poussières, souillures, parcelles organiques ou minérales.
- 2) Les denrées conditionnées doivent être exposées dans un meuble réfrigéré, situé de façon telle que l'enveloppe de protection de la denrée ne soit altérée en aucune façon.

## **ARTICLE 139**

### **Œufs**

Les œufs ne doivent en aucun cas être entreposés au contact de matières susceptibles de les altérer. En particulier, l'emploi de paille est interdit. Les plateaux alvéolaires destinés à leur transport sont désinfectés en cas de réutilisation.

Les œufs vendus en coquille doivent être naturellement propres.

Les dispositions relatives à l'entreposage et à la commercialisation des œufs sont précisées par la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.

## **ARTICLE 140**

### **Abattoirs**

Les conditions d'inspection sanitaire et qualitative des abattoirs sont définies par les textes en vigueur<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Décret du 17 septembre 1969 (J.O. du 19 septembre 1969) modifié par le décret du 1<sup>er</sup> août 1976 relatif au commerce des œufs (J.O. du 19 août 1976).

<sup>2</sup> Décret n° 71-636 du 21 juillet 1971 (J.O. du 1<sup>er</sup> août 1971). Arrêté du 20 novembre 1961 relatif aux abattoirs privés de type industriel ou d'expédition (12 décembre 1961).

Arrêté du 28 mars 1967 fixant les prescriptions techniques relatives à la construction des abattoirs publics (J.O. du 11 avril 1967).

Arrêté du 25 août 1972 fixant les normes auxquelles doivent satisfaire les abattoirs agréés pour l'exportation des viandes et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire dans ces établissements (J.O. du 9 septembre 1972).



## SECTION 5

### PRODUITS DE LA MER

#### ARTICLE 141

##### Magasins et réserves de produits de la mer

Sans préjudice de l'application des articles ci-dessus, les conditions d'exploitation de produits de la mer et d'eau douce sont définies par les règlements particuliers relatifs à ces denrées<sup>1</sup>.

La vente des coquillages pendant l'été n'est autorisée que si les installations permettent leur conservation en bon état.

Les huîtres doivent être proposées à la vente dans leur emballage d'origine.

Sont notamment interdits :

- l'arrosage des huîtres et des coquillages et le trempage en eau de mer ;
- le rafraîchissement avec de la glace non alimentaire ou au moyen de feuillages, d'herbes ou de tissus imbibés d'eau non potable ;
- la vente de lots non munis de l'étiquette de salubrité apparente et lisible ;
- l'ouverture des huîtres et coquillages en dehors de ceux destinés à une consommation immédiate.

## SECTION 6

### ALIMENTS D'ORIGINE VÉGÉTALE LÉGUMES, FRUITS, CRESSONNIÈRES, CHAMPIGNONS

#### ARTICLE 142

##### Généralités

a) Le déversement ou le dépôt de déchets, vidanges, ordures ménagères, gadoues, boues de station d'épuration non pasteurisées, matières fécales sont interdits sur tous les terrains où sont cultivés des fruits et légumes susceptibles d'être consommés crus et dont la partie comestible peut se trouver au contact de ces déchets. Les engrais organiques, fumiers et composts, ne doivent être épandus qu'un mois au plus tard avant la récolte.

b) La réglementation sur les pesticides s'applique à l'ensemble des aliments végétaux<sup>2</sup>.

#### ARTICLE 143

##### Protection des cressonnières et des cultures maraîchères immergées

##### 143.1 - Conditions d'exploitation.

Toute cressonnière ou culture maraîchère immergée doit faire l'objet d'une déclaration au maire, qui en informe aussitôt le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

Elle ne peut être exploitée que si elle remplit les conditions de salubrité déterminées ci-dessous :

A cet effet, les exploitants sont tenus de se soumettre à une enquête de l'autorité sanitaire qui établit si les cultures sont reconnues salubres. L'analyse de l'eau, à la charge de l'exploitant, est pratiquée par le laboratoire départemental agréé pour le contrôle sanitaire des eaux.

<sup>1</sup> Décret du 20 août 1939 relatif à la salubrité des huîtres, moules et autres coquillages.

Décret n° 71-636 du 21 juillet 1971 (J.O. du 1<sup>er</sup> août 1971).

Arrêtés des 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 octobre 1973 fixant les règles d'hygiène relatives aux produits de la mer et d'eau douce (J.O. du 25 novembre 1973).

<sup>2</sup> Arrêté du 20 juillet 1956.

Arrêté du 5 juillet 1973 relatif aux teneurs en résidus de pesticides dans et sur les fruits et légumes (J.O. du 4 octobre 1973).

La reconnaissance de la salubrité est fondée sur les constatations suivantes :

- 1) Eaux indemnes d'infestation parasitologique et utilisées dans le voisinage immédiat des puits ou des sources dont elles proviennent, à condition que ces dernières ne soient pas alimentées par des eaux courantes de surface ; ces eaux doivent être d'une qualité bactériologique satisfaisante et, notamment, ne pas contenir plus de 10 coliformes fécaux ni plus de 10 streptocoques fécaux pour 100 ml. Les analyses bactériologiques et parasitologiques sont effectuées une fois par mois pendant les 3 mois qui précèdent la première ouverture. De plus les eaux doivent faire l'objet d'au moins une analyse chimique destinée à mettre en évidence les substances toxiques ou les constituants organiques révélateurs d'une contamination.
- 2) Protection suffisante des cultures limitrophes contre les incursions d'animaux sauvages ou domestiques, notamment le mouton.
- 3) Établissement d'un périmètre de protection des cultures et des points d'eau qui les alimentent, contre les eaux et ruissellement provenant de pâturages, parcs à bestiaux, étables, mares, fosses à purin ou toutes installations pouvant être contaminantes.

L'utilisation d'engrais non chimique est interdite.

#### **143.2 - Contrôle des exploitations.**

À la suite de l'enquête ou des contrôles effectués, l'autorité sanitaire délivre un certificat de salubrité exigible pour la poursuite de l'exploitation. Une copie est transmise au maire du lieu d'exploitation.

Si une exploitation n'est ouverte que quelques mois par an, une analyse bactériologique et parasitologique, sera faite dans le mois précédent l'ouverture.

L'administration départementale et l'administration communale tiennent à jour et à la disposition du public la liste des cultures ainsi agréées.

Le certificat de salubrité pourra être retiré lorsqu'un contrôle aura révélé un défaut d'exploitation.

Les eaux, pénétrant dans les cressonnières exploitées, sont régulièrement contrôlées au cours de la saison, à raison d'analyses bactériologiques trimestrielles à la charge de l'exploitant. La qualité des eaux devra rester constante et elles devront présenter les mêmes critères que ceux fixés précédemment.

#### **143.3 - Contrôle des ventes des cressonnières.**

Tout colis dans lequel sont placés en vue de la vente des produits récoltés dans des cultures immergées doit porter, en caractères bien apparents et indélébiles, les nom et adresse du producteur, le lieu de son exploitation, le lieu et la date de livraison du certificat de salubrité. Ces mêmes indications doivent également apparaître sur le lien des marchandises conditionnées en bottes. Les produits importés doivent avoir été récoltés dans les mêmes conditions de salubrité et être vendus sous étiquette portant des mentions similaires à celles précitées.

### **ARTICLE 144**

#### **Fruits et légumes**

Les fruits frais et les légumes frais sont exposés à la vente soit dans leur emballage d'origine, soit en vrac. Toutes précautions sont prises afin que les fruits frais et les légumes frais non préemballés soient protégés des pollutions de toute nature.

Tout colis, ou dans le cas de vente en vrac, tout lots de fruits ou de légumes, doit être exempt de corps étrangers, tels que branchages, débris végétaux, sous réserve des usages particuliers à la présentation traditionnelle de certains produits.

Les fruits et légumes doivent être conformes aux prescriptions en vigueur en matière de résidus de pesticides<sup>1</sup>. Ils doivent en outre ne présenter ni odeur ni goût anormaux. Les fruits doivent être exempts de terre, de même que les légumes lavés. Les légumes non lavés doivent être débarrassés de toutes impuretés grossières.

Les fruits et légumes doivent avoir atteint un degré de développement et de maturité conforme aux usages loyaux et constants du commerce et les produits altérés doivent être éliminés de la vente.

<sup>1</sup> Arrêté du 5 juillet 1973 relatif aux teneurs et résidus de pesticides dans et sur les fruits et légumes (J.O. du 4 octobre 1973).



Si le lavage de fruits ou de légumes s'avère nécessaire, de l'eau potable sera seule utilisée, et l'opération sera suivie d'un égouttage approprié.

Les fruits et légumes secs et les légumes déshydratés, autres que ceux vendus sous préemballage, sont conservés dans des compartiments fermés.

## **ARTICLE 145**

### **Les champignons**

#### **145.1 - Champignons cultivés.**

- 1) Les champignons ne peuvent faire l'objet de culture que s'ils appartiennent à une espèce comestible.
- 2) Chaque emballage ou chaque lot présenté en vrac ne doit contenir que des champignons de même espèce.  
Ceux-ci doivent être en bon état sanitaire et toujours constitués de toutes leurs parties.
- 3) Chaque emballage doit porter, soit par inscription directe, soit au moyen d'une étiquette solidement fixée :
  - les nom et adresse de l'emballer ou son identification symbolique délivrée par le Service de la Répression des Fraudes ;
  - les nom et adresse du producteur dans le cas où ils ne se confondent pas avec ceux de l'emballer ;
  - le nom de l'espèce et lorsque celle-ci n'est pas notoirement connue, son nom botanique.
- 4) Au stade de la vente au détail, le nom de l'espèce doit être porté par affichage à la connaissance du consommateur. Sur demande des services de contrôle, le détaillant doit être en mesure de faire connaître la provenance de la marchandise.

#### **145.2 - Champignons sauvages.**

Les champignons sauvages (ou sylvestres), c'est-à-dire ceux qui ne proviennent pas d'une culture, ne pourront être commercialisés que s'ils sont accompagnés d'un certificat de comestibilité délivré par les agents habilités à cet effet. Toutefois, pourront être commercialisées, sous la responsabilité des vendeurs, certaines espèces notoirement connues et nommément désignées, par l'autorité sanitaire ; celles-ci doivent être en bon état sanitaire et constituées de toutes leurs parties.

## **ARTICLE 146**

### **Construction, aménagement, réouverture et transfert de fonds des boulangeries et boulangeries-pâtisseries**

- 1) Les règles auxquelles sont soumis la construction et l'aménagement des boulangeries et des boulangeries-pâtisseries sont déterminées par la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.
- Ces règles sont également applicables aux transferts des fonds de boulangeries et de boulangeries-pâtisseries.
- 2) Les projets de construction et d'aménagement sont soumis à l'autorité sanitaire.
- 3) Dans le cas où le combustible de chauffage est le mazout, le foyer ne doit comporter aucune communication directe avec le four, les brûleurs doivent être réglés de manière à éviter toute émission de suies.
- 4) Le nettoyage des fours et des surfaces, sur lesquelles sont déposés les pains, doit être effectué périodiquement à l'aide d'un produit autorisé.
- 5) La conception et l'entretien des installations de pétrissage et de manutention de la pâte doivent éviter la création de bruits gênant pour le voisinage.

<sup>1</sup> Arrêté du 23 octobre 1967 relatif à la construction et à l'aménagement des boulangeries (J.O. du 5 novembre 1967) annexe 1.

## ARTICLE 147

### **Installation des locaux de vente en cas de création, d'extension, de réouverture, ou de transfert de boulangeries et de dépôts de pain**

1) La création, l'extension, la réouverture, le transfert d'un magasin de boulangerie, d'un dépôt de pain et l'adjonction d'un rayon de vente de pain à un fonds de commerce existant sont déclarés à l'autorité sanitaire.

2) Outre leur conformité aux règles générales définies ci-dessus pour les magasins de vente de denrées alimentaires ces locaux doivent comporter les installations particulières suivantes :

#### **147.1 - Fonds de boulangerie ou exploitation conjointe d'une boulangerie et d'un autre commerce.**

- un magasin de vente d'une superficie minimale de 16 mètres carrés ;
- le pain doit être placé sur des grilles ou étagères à une hauteur minimale d'environ 70 cm au-dessus du sol et de manière qu'il ne puisse entrer en contact avec d'autres produits ;
- un comptoir avec balance et appareil à couper est réservé au débit du pain. Une affiche interdit la manipulation du pain par la clientèle, à moins qu'il ne s'agisse de pains préemballés ;
- une panneterie d'une superficie minimale de 8 mètres carrés, close et en communication directe avec le magasin de vente, munie de casiers, étagères ou paniers afin que les pains tenus en réserve soient à l'abri de toute pollution.

Les locaux de vente doivent être disposés de manière que l'air y soit constamment renouvelé. Dans le cas où ils ne présentent pas d'ouverture du côté opposé à la façade, ils doivent comporter un conduit de ventilation réglementaire s'ouvrant dans la partie du plafond la plus éloignée de l'accès extérieur et s'élevant jusqu'au dessus de la partie la plus élevée de la construction ou toute autre installation assurant une ventilation efficace.

#### **147.2 - Dépôts de pain.**

Ces locaux doivent disposer d'un emplacement réservé à la vente du pain, distinct des autres activités. Le pain peut être entreposé dans une armoire fermée.

Dans le cas où un dépôt de pain est annexé à un débit de boissons à consommer sur place à un magasin débitant ou entreposant des produits toxiques ou odorants, il sera installé dans un emplacement nettement séparé et desservi par un accès indépendant sur la voie publique.

Dans les magasins à libre service, sauf si le pain est préemballé, c'est-à-dire emballé en totalité avant sont exposition dans le magasin, le dépôt de pain pourra être installé à l'intérieur du magasin, mais dans un emplacement réservé, répondant aux prescriptions précédentes et situé à l'extérieur du circuit d'encaissement. Le pain ne sera en aucun cas disposé à la portée de la clientèle et la vente en sera assurée par une préposée affectée au dépôt.

## ARTICLE 148

### **Dispositions applicables aux produits de panification ou de pâtisserie**

Les produits de panification ou de pâtisserie présentés préemballés sont soumis aux dispositions de la réglementation en vigueur<sup>1</sup> notamment en ce qui concerne la date limite de vente ou la date de péremption.

Les produits de pâtisserie non préemballés ne doivent être manipulés que par les vendeurs et à l'aide de pelles ou de pinces.

<sup>1</sup> Décret n° 72-937 du 12 octobre 1972 portant application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les conditions de vente des denrées, produits et boissons destinés à l'alimentation de l'homme et des animaux, ainsi que les règles d'étiquetage et de présentation de celles de ces marchandises qui sont préemballées en vue de la vente au détail (J.O. du 14 octobre 1972).

## SECTION 7

### DENRÉES CONGELÉES ET SURGELÉES

#### ARTICLE 149

##### Denrées congelées et surgelées

Sans préjudice des dispositions spéciales prévues au présent titre pour les différents types de denrées, les denrées congelées et surgelées doivent répondre aux dispositions réglementaires notamment celles relatives<sup>1</sup> :

- à l'emballage et au transport ;
- au maintien d'une température minimum depuis leur fabrication jusqu'à leur mise en vente ;
- aux conditions dans lesquelles la recongélation est autorisée.

## SECTION 8

### ALIMENTS NON TRADITIONNELS

#### ARTICLE 150

##### Définition des aliments non traditionnels

On appelle aliments non traditionnels, les aliments et substances alimentaires provenant :

- soit d'une matière première considérée comme alimentaire mais profondément transformée en vue d'en extraire une ou plusieurs substances nutritives ;
- soit de produits non habituellement obtenus en agriculture, en élevage ou industriellement pour l'alimentation de l'homme.

C'est ainsi que sont considérés, par exemple, comme aliments non traditionnels :

- des farines d'origine animale ou végétale riches en protéines ;
- les levures cultivées sur alcanes ou autres substrats non alimentaires ;
- les isolats de protéines préparées à partir de diverses farines animales ou végétales, de feuilles, d'herbes ou de levures grâce auxquelles sont élaborées les protéines texturées et les A.I.V. (aliments imitant la viande).

#### ARTICLE 151

##### Prescriptions applicables à la fabrication, à la détention, et à la mise en vente d'aliments non traditionnels

La fabrication, la détention et la mise en vente d'aliments non traditionnels destinés à l'alimentation de l'homme, sont soumises à l'avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France, de l'Académie Nationale de Médecine et éventuellement d'autres commissions spécialisées, en application du Code de la Santé, et de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes et ses décrets d'application.

<sup>1</sup> Circulaire du 15 juillet 1953 fixant les dénominations de vente des produits alimentaires traités par le froid.

Décret n° 64-949 du 9 septembre 1964 relatif aux produits surgelés (J.O. du 13 septembre 1964).

Arrêté du 26 juin 1974 réglementant les conditions hygiéniques de congélation, de conservation et de décongélation des denrées animales et d'origine animale (J.O. du 31 juillet 1974).



## SECTION 9

### LA RESTAURATION COLLECTIVE

#### ARTICLE 152

##### Hygiène des restaurants et locaux similaires

Toute ouverture de restaurant doit faire l'objet d'une déclaration à l'autorité sanitaire qui vérifiera que les dispositions suivantes relatives à l'hygiène et à la salubrité de ces locaux sont respectées.

Ces dispositions s'appliquent aux cuisines et annexes, aux salles à manger et annexes des restaurants, buffets et brasseries servant des repas, ainsi qu'à celles des établissements de restauration collective visés par la réglementation en vigueur<sup>1</sup>.

Les cuisines et annexes de ces établissements doivent être de dimensions suffisantes et répondre aux prescriptions générales définies dans l'article 130 susvisé pour les ateliers et laboratoires de préparation des aliments.

Les locaux et leurs annexes dans lesquels les repas sont servis à la clientèle des restaurants de collectivités doivent répondre aux dispositions suivantes :

- 1) Les murs, parois et sols doivent être maintenus en bon état de propreté. Leur revêtement doit être lavable ou facile à nettoyer ;
- 2) Le lavage du sol et son nettoyage doivent être opérés après chaque service. Le balayage à sec et l'usage de la sciure sont interdits ;
- 3) Les locaux doivent être bien aérés et ventilés. Les arrivées d'eau non potable y sont interdites ;
- 4) Des cabinets d'aisances en nombre suffisant, distincts de ceux du personnel, sont mis à la disposition de la clientèle. Ils ne doivent jamais communiquer directement avec la salle où sont servis les repas ni avec tous les autres locaux renfermant des denrées alimentaires ; ils doivent répondre aux prescriptions de l'article 46 du présent règlement.

Des lavabos équipés de produits de nettoyage sont annexés en nombre suffisant aux cabinets d'aisances.

Pour le séchage des mains, des serviettes à usage unique ou des appareils automatiques à air chaud sont mis à la disposition des usagers.

- 5) Les tables doivent être recouvertes d'un matériau lavable et nettoyées après le départ de chaque client. Après chaque service, elles sont lavées à l'eau chaude additionnée d'un détersif autorisé, rincées et séchées. Les nappes imperméables sont entretenues de la même manière.

Les nappes en tissu sont changées au minimum à chaque service et recouvertes de napperons de papier renouvelables à chaque client.

- 6) Les carafes d'eau doivent être vidées et entretenues en parfait état de propreté, dans l'intervalle des repas, lavées après chaque service. La vaisselle ébréchée est retirée du service. La vaisselle est nettoyée dans un emplacement distinct de celui qui sert à la préparation des aliments, afin d'éviter leur souillure.

La vaisselle, y compris les carafes, doit être lavée à l'eau chaude additionnée d'un produit autorisé, rincée à l'eau courante et séchée à l'abri de toute contamination. Elle est ensuite entreposée dans des placards ou armoires fermés ou, à défaut, sur des tables et, dans ce cas, recouverte d'un linge propre.

Les pièces d'argenterie ou de métal inoxydable ainsi que les couverts sont rangés dans des tiroirs ou corbeilles après avoir été lavés et rincés. Le polissage éventuel de ces couverts doit toujours être suivi d'un lavage, d'un rinçage et séchage à l'abri de toute contamination.

- 7) Les plats chauds doivent être apportés dès leur préparation, directement de la cuisine au consommateur et ne pas être déposés en attente dans la salle à manger.

Les plats froids, préparés le jour même de leur consommation doivent être entreposés dans une enceinte réfrigérée, dans l'attente du service.

<sup>1</sup> Décret n° 71-636 du 21 juillet 1971 (J.O. du 1<sup>er</sup> août 1971).

8) Dans les établissements dits «libre service», les différents plats doivent être exposés en nombre aussi réduit que possible et apportés au fur et à mesure du débit. Toutes précautions sont prises pour les maintenir à l'abri des souillures.

La température à cœur des plats cuisinés destinés à être consommés chauds doit être constamment égale ou supérieure à 65°C, depuis la fin de la cuisson jusqu'au moment de la remise au consommateur<sup>1</sup>.

Les plats cuisinés chauds non consommés le jour de leur préparation ne peuvent être réutilisés conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur<sup>2</sup>.

9) Le personnel doit observer la plus grande propreté corporelle et vestimentaire sous le contrôle et la responsabilité de l'employeur.

10) Les exploitants sont tenus de prendre toutes dispositions pour éviter toute pénétration de rongeurs et d'insectes et pour en assurer la destruction.

## **SECTION 10**

### **SALUBRITÉ DES LOCAUX CONTENANT DES PRODUITS ALIMENTAIRES**

#### **ARTICLE 153**

##### **Évacuation des eaux et matières usées**

Sous réserve de l'application de la réglementation en la matière, le passage de canalisations d'eaux usées, d'eaux vannes ou d'eaux pluviales, en élévation ou encastrés dans les murs et plafonds dans tous les locaux contenant des produits alimentaires, soit en fabrication ou préparation, soit en dépôts, soit en magasin de vente, soit en lieu de consommation, est interdit.

#### **ARTICLE 154**

##### **Locaux à poubelles**

Les locaux contenant des produits alimentaires soit en fabrication ou en préparation, soit en magasin de vente, soit en lieu de consommation, doivent être dotés d'un local à poubelle séparé des pièces où sont contenues les denrées alimentaires.

---

<sup>1</sup> Arrêté du 26 juin 1974 (J.O. des 15 et 16 juillet 1974) réglementant les conditions d'hygiène relatives à la préparation, la conservation, la distribution et la vente des plats cuisinés à l'avance.

<sup>2</sup> Arrêté du 26 juin 1974 réglementant les conditions d'hygiène relatives à la préparation, la conservation, la distribution et la vente des plats cuisinés à l'avance (J.O. des 15 et 16 juillet 1974).



## TITRE VIII

### PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITES D'ELEVAGE ET AUTRES ACTIVITES AGRICOLES

#### ARTICLE 155

##### Règles d'implantation de bâtiments d'élevage ou d'engraissement (création ou extension)

##### 155.1 - Présentation du dossier.

Toute création, extension ou réaffectation d'un bâtiment d'élevage ou d'engraissement à l'exception des bâtiments d'élevage de lapins et de volailles comprenant moins de cinquante animaux de plus de trente jours et des bâtiments consacrés à un élevage de type familial doit faire l'objet, de la part du maître d'ouvrage, de l'établissement d'un dossier de déclaration préalable comportant les informations suivantes :

a) un plan de masse à l'échelle du cadastre sur lequel doivent figurer notamment :

- le ou les points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation humaine ou animale ou à l'arrosage des cultures maraîchères et situés dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ;
- l'emplacement des immeubles habités ou occupés habituellement par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public dans un rayon de 100 mètres.

b) un plan détaillé de l'installation d'élevage (échelle 1/100) précisant notamment l'emplacement des stockages de déjections et des installations de traitement.

c) une note explicative précisant la capacité maximale instantanée de l'établissement d'élevage, les volumes de stockage des déjections, les moyens utilisés pour réduire les odeurs et, éventuellement, le lieu de rejet de l'effluent traité dans le milieu naturel.

d) le cas échéant, le plan d'épandage des eaux résiduelles et des déjections.

Ce dossier de déclaration est adressé au maire de la commune, en quatre exemplaires, en même temps que le dossier de demande de permis de construire.

Dans la semaine qui suit le dépôt du dossier de déclaration, le maire en transmet :

- un exemplaire au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, qui en accuse immédiatement réception au maire,
- un exemplaire au Directeur Départemental de l'Agriculture, pour information,
- et,
- lorsque la commune est compétente pour délivrer le permis de construire, un exemplaire au service chargé de l'instruction des demandes,
- lorsque la commune a délégué sa compétence pour délivrer le permis de construire à un établissement public de coopération intercommunale, un exemplaire au président de cet établissement public,
- lorsque le permis de construire est délivré au nom de l'Etat, un exemplaire au Directeur Départemental de l'Equipement.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article R.421-15 du Code de l'Urbanisme, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception du dossier de déclaration pour faire connaître son avis motivé à l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis de construire ou au service chargé de l'instruction de cette demande; passé ce délai, il est réputé avoir émis un avis favorable.

Dans le cas où la création d'un élevage soumis au règlement sanitaire départemental n'a pas à justifier d'un permis de construire, le dossier est constitué et transmis dans les conditions prévues aux précédents alinéas, à l'exception du dossier de permis de construire. Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception du dossier de déclaration pour faire connaître son avis motivé au maire de la commune qui statue, en cas d'avis défavorable, au nom de l'Etat et notifie sans délai sa décision au déclarant.

### **155.2 - Protection des eaux et zones de baignades.**

Les bâtiments renfermant des animaux à demeure ou en transit ne doivent pas être à l'origine d'une pollution des ressources en eau.

Leur implantation devra satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite :

- à moins de 35 m des puits et forages,
- des sources,
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre,
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères,
- des rivages,
- des berges des cours d'eau.

Cette prescription pourra être modulée en fonction des caractéristiques topographiques, pédologiques et hydrogéologiques locales.

A moins de 200 m des zones de baignade et des zones aquicoles.

En outre, les conditions spécifiques de protection des zones d'aquiculture pourront être définies par l'autorité sanitaire, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Lorsqu'il existe un point d'eau à proximité, l'ensemble de l'installation devra être conçu de manière à éviter tout écoulement vers celui-ci.

### **155.3 - Protection du voisinage.**

La conception et le fonctionnement des établissements d'élevage ne doivent pas constituer une nuisance excessive et présentant un caractère permanent pour le voisinage.

Les gérants et propriétaires, les usagers et occupants habituels ou occasionnels des immeubles, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public, ne peuvent se prévaloir des éventuels inconvénients (bruits, odeurs) occasionnés au voisinage des établissements d'élevage, dès lors que ceux-ci sont implantés, aménagés et exploités conformément au présent règlement ainsi qu'à toutes les réglementations en vigueur s'y rapportant.

### **155.4 - Règles générales d'implantation.**

Sans préjudice de l'application des documents d'urbanisme existant dans la commune ou de cahiers des charges de lotissement, l'implantation des bâtiments renfermant des animaux doit respecter les règles suivantes :

- les élevages porcins à lisier ne peuvent être implantés à moins de 100 m des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public ;
- les autres élevages, à l'exception des élevages de type familial et de ceux de volailles et de lapins, ne peuvent être implantés à moins de 50 m des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public à l'exception des installations de campings à la ferme ;

A l'exception des établissements d'élevage de volailles ou de lapins renfermant moins de 500 animaux, l'implantation des bâtiments d'élevage ou d'engraissement, dans la partie agglomérée des communes urbaines, est interdite.

### **155.5 - Dispositions applicables aux cas d'extension ou de réaffectation des bâtiments d'élevage existants.**

Dans le cas d'une extension mesurée d'un bâtiment d'élevage existant ou d'une réaffectation d'un bâtiment d'élevage existant au même type d'élevage ou non, il peut être admis des distances d'éloignement inférieures aux prescriptions générales des articles 155.2 et 155.4, sous réserve du respect des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation prévues à l'article 156.

Afin de garantir la salubrité et la santé publiques et de protéger la ressource en eau, des aménagements spécifiques supplémentaires peuvent être exigés par l'autorité sanitaire après avis du Conseil départemental d'Hygiène.



**ARTICLE 156****Construction, aménagement et exploitation des logements d'animaux****156.1 - Construction et aménagement des logements d'animaux.**

Tous les locaux destinés au logement, même temporaire, des animaux, sont efficacement ventilés.

Les communications directes entre les locaux réservés au logement des animaux et les pièces destinées à l'habitation les avoisinant ou les surmontant, sont interdites.

Jusqu'à une hauteur de 0,60 à 1,50 m selon les espèces animales logées, les murs et les parois doivent pouvoir être nettoyés et désinfectés de manière efficace et les matériaux des murs doivent pouvoir résister à un jet d'eau sous pression.

En dehors des élevages sur litières accumulées, les sols doivent être imperméables, maintenus en bon état et avoir une pente suffisante pour assurer l'écoulement des liquides vers un système d'évacuation étanche. Le raccordement de celui-ci, à une fosse étanche ou à un dispositif d'évacuation offrant toute garantie sur le plan sanitaire, est obligatoire.

**156.2 - Entretien et fonctionnement.**

Toutes les parties des établissements et des installations sont maintenues en bon état de propreté et d'entretien.

Des précautions sont prises pour assurer l'hygiène générale des locaux et en particulier éviter la pullulation des mouches et autres insectes, ainsi que celle des rongeurs. A cet effet, les installations feront l'objet de traitements effectués, en tant que de besoin, avec des produits homologués<sup>1</sup>.

Les bâtiments sont approvisionnés en quantité suffisante d'eau de bonne qualité pour l'abreuvement des animaux et d'eau de lavage pour l'entretien des établissements et des installations. Les installations et appareils de distribution destinés à l'abreuvement des animaux ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, d'entraîner, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau d'eau potable.

L'eau servant au lavage des appareils, récipients et autres objets utilisés pour la traite et la conservation du lait, doit être potable<sup>2</sup>.

Il est interdit de nourrir les animaux avec des matières animales en putréfaction.

**156.3 - Stabulation libre.**

Les prescriptions de cet article sont applicables aux stabulations libres de bovins, équidés, asins, ovins porcins et canins.

Les courettes ou aires d'exercice, mises à la disposition des animaux, sont stabilisées ou imperméabilisées.

Elles sont nettoyées et traitées aussi souvent que nécessaire, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe 156.2.

Les déjections et les éventuelles eaux de lavage des locaux sont collectées. Les caniveaux conduisant aux ouvrages de stockage, ainsi que ces ouvrages, sont étanches. Toutes dispositions doivent être prises pour que les eaux pluviales issues des toitures et les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur ne s'écoulent pas sur les aires d'exercice.

Les eaux pluviales reçues en direct sur les aires d'exercice extérieures pourront ne pas être collectées vers l'ouvrage de stockage si le réseau d'évacuation est muni d'un regard séparateur permettant leur détournement, en période de fortes pluies.

Les stabulations libres comportant une aire de repos sur litière accumulée doivent être approvisionnées en litière aussi souvent qu'il est nécessaire en fonction de la technique d'élevage afin de limiter les risques d'infiltration.

S'il n'est pas fait usage de litière, le sol de l'aire de repos sera rendu imperméable. Cette disposition ne s'applique pas aux logettes pour bovins et aux élevages sur caillebotis.

<sup>1</sup> Loi du 2 novembre 1943 modifiée par la loi du 22 décembre 1972 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole.

<sup>2</sup> Arrêté du 15 mai 1974 fixant les conditions d'hygiène relatives aux établissements de collecte et de transformation du lait et des produits laitiers (J.O. du 2 juillet 1974).

## ARTICLE 157

### Évacuation et stockage des fumiers et autres déjections solides

Les litières provenant des logements d'animaux sont évacuées aussi souvent qu'il est nécessaire.

Les dépôts permanents ou temporaires de ces matières ne doivent pas entraîner une pollution des ressources en eau.

#### 157.1 - Implantation des dépôts.

Sans préjudice des dispositions relatives à la Police des Eaux<sup>1</sup>, leur implantation devra satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite à moins de 35 mètres :

- des puits et forages,
- des sources,
- des aqueducs transitant gravitairement de l'eau potable en écoulement libre,
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux qu'elles soient destinées à l'alimentation en eau potable ou l'arrosage des cultures maraîchères,
- des rivages,
- des berges des cours d'eau.

Des conditions spécifiques de protection des zones d'aquiculture pourront être définies par l'autorité sanitaire après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

L'ensemble de l'installation devra être conçue de manière à éviter tout écoulement, même accidentel, vers les points d'eau et les fossés des routes.

Ces dépôts doivent être également établis à une distance d'au moins 50 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs ou de tout établissement recevant du public. Tout dépôt sur ou à proximité immédiate des voies de communication est interdit.

#### 157.2 - Aménagement des dépôts à caractère permanent.

Les fumiers sont déposés sur une aire étanche, munie au moins d'un point bas, où sont collectés des liquides d'égouttage et les eaux pluviales qui doivent être dirigés, à l'aide de canalisations étanches et régulièrement entretenues, vers des installations de stockage étanches ou de traitement des effluents de l'élevage.

La superficie de l'aire de stockage sera fonction de la plus longue période pouvant séparer deux évacuations successives des déjections solides.

Des mesures appropriées sont prises pour empêcher la pullulation des insectes.

S'il est reconnu nuisible à la santé publique, le dépôt, quelle qu'en soit l'importance, sera remis en état, reconstruit ou supprimé.

#### 157.3 - Dispositions applicables aux extensions de dépôts existants et à caractère permanent

Dans le cas d'une extension mesurée d'un dépôt existant et à caractère permanent ou de la création d'un tel dépôt, opérées conjointement à une extension d'élevage existant, il peut être admis des distances d'éloignement inférieures aux prescriptions générales fixées à l'article 157.1, sous réserve du respect des règles d'aménagement et d'exploitation prévues à l'article 157.2.

Afin de garantir la salubrité et la santé publiques et de protéger la ressource en eau, des aménagements spécifiques supplémentaires peuvent être exigés par l'autorité sanitaire après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

---

<sup>1</sup> Décret 73-218 du 23 février 1973  
Arrêté du 13 mai 1975  
Arrêté du 20 novembre 1979.



## **ARTICLE 158**

### **Évacuation et stockage des purins, lisiers, jus d'ensilage et eaux de lavage des logements d'animaux et de leurs annexes**

#### **158.1 - Dispositions générales.**

Les urines et déjections recueillies sous forme de lisiers, les jus d'ensilage, et eaux de lavage sont évacuées vers des ouvrages de stockage ou de traitement, implantés suivant les conditions prévues à l'article 157.1 concernant les dépôts de fumier.

Si l'ouvrage de stockage est destiné exclusivement à recevoir des jus d'ensilage, la distance d'implantation vis-à-vis des tiers peut être ramenée à 25 mètres.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement des purins, lisiers, jus d'ensilage et des eaux de lavage, vers les ouvrages de stockage ou de traitement doit s'effectuer séparément de celles des eaux pluviales et de ruissellement et être assurée par l'intermédiaire de caniveaux ou de canalisations régulièrement entretenus et étanches. Les eaux de lavage peuvent être évacuées vers le réseau d'assainissement communal sous réserve de l'autorisation de la collectivité propriétaire des ouvrages d'assainissement.

Les ouvrages de stockage sont étanches. Ils doivent permettre de stocker les déjections des animaux pendant une période minimale de 45 jours ; le volume de la fosse est calculé sur la base de la capacité maximale instantanée de l'établissement d'élevage de façon à éviter tout risque de débordement pendant toute période séparant deux vidanges.

Si l'ouvrage est couvert par une dalle, elle doit comporter un regard qui sera obturé dans l'intervalle des vidanges et un dispositif de ventilation.

Dans le cas d'une fosse ouverte à l'air libre, elle doit être équipée d'un dispositif protecteur destiné à prévenir tout risque d'accident.

Les ouvrages de stockage sont vidangés dans des conditions réduisant au maximum la gêne pour le voisinage.

Tout écoulement du contenu de ces ouvrages dans les ouvrages d'évacuation d'eaux pluviales, sur la voie publique, dans les cours d'eau ainsi que dans tout autre point d'eau (source, mare, lagune, carrière, ...) abandonné ou non, est interdit.

Si un ouvrage de stockage constitue une source d'insalubrité, il doit être immédiatement remis en état, reconstruit ou supprimé.

#### **158.2 - Dispositions applicables aux extensions d'ouvrages existants.**

Dans le cas d'une extension mesurée d'un ouvrage existant ou de la création d'un tel ouvrage, opérées conjointement à une extension d'un élevage existant, il peut être admis les distances d'éloignement inférieures aux prescriptions générales fixées à l'article 158.1 sous réserve du respect des règles d'aménagement, d'entretien et d'exploitation prévues à cet article.

Afin de garantir la salubrité et la santé publiques et de protéger la ressource en eau, des aménagements spécifiques supplémentaires peuvent être exigés par l'autorité sanitaire, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

## **ARTICLE 159**

### **Silos destinés à la conservation par voie humide des aliments pour animaux**

Les prescriptions de cet article s'appliquent aux stockages de fourrages et autres aliments à l'exclusion de la conservation par voie sèche des foin et des luzernes et du stockage des aliments présentés sous forme de farines ou de granulés.

#### **159.1 - Conception et réalisation.**

Les silos doivent être réalisés de manière à ce que le produit stocké ne soit pas en contact avec l'eau d'origine pluviale ou tellurique ou l'air. Radiers et parois (lorsque celles-ci existent) doivent être étanches, de façon à éviter toute pollution des eaux. Les sols doivent comporter une pente suffisante (au minimum de 2 %) afin d'éviter la stagnation des jus sous l'ensilage, et permettre leur évacuation rapide jusqu'à un lieu de stockage étanche répondant aux conditions précisées à l'article 158.



Leurs jus d'ensilage sont évacués, stockés et traités dans les conditions définies aux articles 158 et 161.

Pour les ensilages non générateurs de jus (maïs, pulpes surpressées, herbes préfanées, ...) la réalisation d'un équipement de stockage des jus ne sera pas exigée.

### **159.2 – Implantation.**

L'implantation des silos, tels que définis au 159.1, doit satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite à moins de 35 mètres :

- des puits et forages,
- des sources,
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre,
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères,
- des rivages,
- des berges des cours d'eau.

Des conditions spécifiques de protection des zones d'aquiculture peuvent être définies par l'autorité sanitaire après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Ces silos ne peuvent être implantés à moins :

- de 25 mètres des immeubles habités ou occupés habituellement par des tiers, des zones de loisirs ou de tout établissement recevant du public,
- de 5 mètres des routes.

### **159.3 - Silos non aménagés.**

L'implantation dans les conditions prévues à l'article 159.2 de silos non aménagés au sens de l'article 159. 1 est admise si les conditions topographiques et géologiques le permettent, notamment en ce qui concerne la protection de la ressource en eau.

Afin de garantir la salubrité et la santé publiques et de protéger la ressource en eau, des distances supérieures à celles prévues à l'article 159.2 peuvent être exigées par l'autorité sanitaire après avis du Conseil départemental d'Hygiène.

### **159.4 – Exploitation.**

Toute la surface libre de la masse d'ensilage doit, à l'exception du front d'attaque, être couverte en permanence par une bâche ou tout autre dispositif étanche à l'eau et à l'air, qui doit être maintenu en bon état et changé si besoin est.

Les parties d'ensilage refusées par les animaux (cas du libre service) ou jugées impropres à la consommation doivent être évacuées et stockées sur des fumières avant épandage, dans les conditions fixées à l'article 161 (alinéa 161-1).

Sil est reconnu nuisible à la santé publique, le silo, quelle qu'en soit l'importance, sera remis en état, reconstruit ou supprimé.

## **ARTICLE 160**

### **Dépôts de matières fermentescibles destinées à la fertilisation des sols (à l'exception de ceux visés aux articles 157 et 159)**

Sans préjudice des dispositions relatives à la Police des Eaux<sup>1</sup> les dépôts de matières fermentescibles ne doivent pas être à l'origine de nuisances ou de pollution des eaux.

Les dépôts d'ordures ménagères non triées, constitués en vue de leur élimination, sont soumis à la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées.

Tous les autres dépôts, (ordures ménagères ayant subi un traitement ou un tri en vue d'une utilisation agronomique, résidus verts...) qu'ils soient définitifs ou temporaires, doivent répondre aux prescriptions suivantes lorsque leur volume dépasse 5 m<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Décret 73-218 du 23 février 1973 - Arrêté du 13 mai 1973 - Arrêté du 20 novembre 1979

Au-delà d'un volume de 50 m<sup>3</sup> ces dépôts doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la mairie.

Dans tous les cas :

- leur implantation doit satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau ;

Elle est, en outre, interdite à moins de 35 mètres :

- des puits et forages,
- des sources,
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre,
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères,
- des rivages,
- des berges des cours d'eau.

Des conditions spécifiques de protection des zones aquicoles peuvent être définies par l'autorité sanitaire après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Cette implantation est également interdite :

- à moins de 200 mètres de tout immeuble habité ou occupé habituellement par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public, à moins qu'il ne s'agisse d'ateliers de compostage spécialement aménagés et régulièrement autorisé ;
- à moins de 5 mètres des voies de communication.

Leur établissement, dans une carrière ou toute autre excavation, est interdit.

Après toute opération de déchargement de nouvelles matières, les dépôts doivent être recouverts dans la journée ou au plus tard le lendemain par une couche de terre meuble ou par toute autre matière inerte, d'au moins 10 cm d'épaisseur.

De tels dépôts ne peuvent avoir un volume supérieur à 2 000 m<sup>3</sup>, et leur hauteur ne doit pas dépasser 2 mètres.

Les dépôts constitués en vue d'une utilisation agricole doivent être exploités dans un délai maximum de 1 an.

Les dépôts constitués par un compost dont les caractéristiques sont conformes à la norme en vigueur<sup>1</sup> ne sont pas soumis aux prescriptions de distances vis-à-vis des tiers, de recouvrement par un matériau inerte et d'interdiction d'établissement dans une carrière.

## **161. – Epandage.**

Sans préjudice des réglementations en vigueur<sup>2</sup>, les dispositions du présent article s'appliquent aux substances organiques susceptibles de constituer un danger direct pour la santé publique, tels que : lisiers, purins, fumiers, déchets solides d'animaux et, plus généralement, aux eaux résiduaires des établissements renfermant des animaux, boues de stations d'épuration, matières de vidange, jus d'ensilage et résidus verts ainsi qu'aux eaux résiduaires d'origine domestique.

### **161.1 - Dispositions générales.**

L'épandage de telles matières devra satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

<sup>1</sup> Norme 1 44051 de l'AFNOR sur les amendements organiques, dénominations et spécifications

<sup>2</sup> Norme U 44041 de l'AFNOR sur l'utilisation en agriculture des boues de station d'épuration.

Instruction technique du 12 août 1976 relative aux porcheries (J.O. NC du 9 décembre 1976).

Circulaire du 10 juin 1976 relative à l'assainissement des agglomérations et à la protection sanitaire des milieux récepteurs (J.O. NC du 21 août 1976).

Mesures de Police Sanitaire (articles 219 et suivants du Code Rural).

Décret n° 73-218 du 23.02.1973 - Arrêté du 13.05.1975.

Arrêté du 20.11.1979 - Circulaire du 4 novembre 1980.



Il est, en outre, interdit à moins de 35 mètres :

- des puits et forages,
- des sources,
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre,
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères,
- des rivages,
- des berges des cours d'eau.

Des conditions spécifiques visant à la protection des zones aquicoles, pourront être fixées par l'autorité sanitaire, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Toutes dispositions doivent être prises pour que les eaux de ruissellement ne puissent, en raison de la pente du terrain notamment, atteindre les endroits ou les milieux protégés et ne soient cause d'inconvénients pour la santé publique ou d'inconvénients pour le voisinage.

L'épandage est notamment interdit :

- sur les zones et pendant les périodes définies par arrêtés municipaux ;
- en période de gel (sauf pour les déchets solides) ;
- en période de fortes pluies ;
- en dehors des terres régulièrement exploitées ou destinées à une remise en exploitation ou faisant l'objet d'opération de reconstitution de sols.

En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée afin d'éviter que la stagnation prolongée sur le sol, le ruissellement en dehors du champ d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puisse se produire.

Ainsi, la nature, les caractéristiques et les quantités des produits épandus devront rester compatibles avec une protection sanitaire et agronomique du milieu.

## **161.2 - Dispositions particulières.**

### **161.2.1 - Lisiers, purins, eaux résiduaires de lavage des locaux abritant le bétail**

L'épandage est interdit à moins de 100 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et des établissements recevant du public. Si les lisiers, purins et eaux résiduaires sont désodorisés ou enfouis dans les meilleurs délais, par une façon culturale superficielle, cette distance peut être diminuée sans toutefois être inférieure à 50 mètres.

#### **Établissement d'un plan d'épandage**

Lorsqu'un plan d'épandage, indiquant précisément les parcelles retenues pour recevoir les effluents, est établi et a reçu l'approbation de l'autorité sanitaire, les dispositions prévues par celui-ci (qualités et quantités d'effluents, modalités et périodicité de l'épandage, délai de remise à l'herbe des animaux) et définies en fonction des caractéristiques locales, sont seules applicables.

L'approbation du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sera considérée comme acquise, dès lors qu'aucune observation n'aura été adressée au pétitionnaire dans un délai de un mois après réception du dossier.

#### **Absence de plan d'épandage**

En l'absence de plan d'épandage, les dispositions suivantes sont applicables :

- l'épandage est interdit :
  - sur les terrains affectés ou qui seront affectés dans un délai de un an, à des cultures maraîchères ;
  - à moins de 200 mètres des cours d'eau si la pente du terrain est supérieure à 7%.
- sur les pâturages, ne peuvent être épandus que des lisiers ayant subi un stockage répondant aux prescriptions de l'article 158 d'une durée minimale de 30 jours en saison chaude et de 60 jours en saison froide, soit un traitement approprié (digestion, traitement par aération d'une durée minimale de trois semaines). La remise à l'herbe des animaux se fera au plus tôt, 30 jours après l'épandage.

L'épandage par aéro-aspiration est interdit en l'absence de plan d'épandage approuvé par l'autorité sanitaire.

### **161.2.2 - Fumiers de toute catégorie animale et déjections solides**

Sur les terres labourables, l'épandage des fumiers et déjections solides mentionnés dans ce titre doit être suivi d'un labour intervenant le plus tôt possible. Si l'épandage est effectué à moins de 100 mètres d'immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, de zones de loisirs et d'établissements recevant du public, il sera suivi d'un labour intervenant au plus tard le lendemain, sauf impossibilité dûment motivée.

### **161.2.3 - Eaux usées et boues de station d'épuration**

Leur épandage est interdit à moins de 100 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et des établissements recevant du public. Lorsque les matières sont enfouies dans les meilleurs délais par une façon culturale superficielle cette distance pourra être diminuée sans toutefois être inférieure à 50 mètres.

#### **Établissement d'un plan d'épandage**

Lorsqu'un plan d'épandage, indiquant précisément les parcelles retenues pour recevoir les effluents, est établi et a reçu l'approbation de l'autorité sanitaire, les dispositions prévues par celui-ci (qualités et quantités d'effluents, modalités et périodicité de l'épandage... délais de remise à l'herbe des animaux) et définies en fonction des caractéristiques locales, sont seules applicables.

#### **Absence de plan d'épandage**

##### **- Eaux usées d'origine domestique**

Leur utilisation agricole est autorisée sur les terres labourables si elle est pratiquée :

- hors des terrains affectés ou qui seront affectés dans un délai de un an à des cultures maraîchères ;
- à plus de 200 mètres des cours d'eau si la pente du terrain est supérieure à 7 %.

L'épandage par aéro-aspiration est interdit en l'absence de plan d'épandage approuvé par l'autorité sanitaire.

##### **- Boues de station d'épuration**

L'utilisation agricole des boues 'provenant de l'épuration des eaux usées d'origine urbaine à dominante domestique, agricole ou industrielle du secteur agroalimentaire n'est possible que si leur composition n'est pas incompatible avec la protection des sols et des eaux, notamment en ce qui concerne les métaux lourds. En outre, leur composition doit être conforme à la norme ou, dans le cas contraire, homologuée avec spécification.

Leur épandage est interdit sur les terrains affectés ou qui seront affectés aux cultures maraîchères dans un délai de un an.

Dans le cas des boues liquides, l'épandage est interdit à moins de 200 mètres des cours d'eau, si la pente du terrain est supérieure à 7 %.

L'épandage par aéro-aspiration est interdit en l'absence de plan d'épandage approuvé par l'autorité sanitaire.

Dans le cas des boues séchées solides ou pâteuses, l'épandage doit être suivi d'un labour intervenant, au plus tard, le lendemain sauf en cas de force majeure.

Sur les pâturages ne peuvent être épandues que des boues ayant fait l'objet d'un traitement approprié tel que le traitement thermique. La remise à l'herbe des animaux se fera, au plus tôt, 30 jours après l'épandage.

### **161.2.4 - Matières de vidange issues des dispositifs d'assainissement autonome**

La distribution et la répartition non massive des matières de vidange à la surface des terres labourables peuvent être pratiquées :

- hors des terrains affectés ou qui seront affectés dans un délai de un an à des cultures maraîchères ;
  - à plus de 200 mètres des cours d'eau si la pente du terrain est supérieure à 7 % ;
  - à plus de 100 mètres des immeubles habités ou occupés habituellement par des tiers, des zones de loisirs et des établissements recevant du public.

Les opérations de cette nature font, au préalable, l'objet d'une demande d'autorisation qui est transmise par le Maire à l'autorité sanitaire.

A cette fin, le responsable de l'exploitation soumettra à son agrément les plans des terrains sur lesquels sera effectué l'épandage.



Les matières doivent être épandues uniformément sur le soi à l'aide de dispositifs appropriés, puis enfouies profondément par un labour intervenant, au plus tard, le lendemain, sauf en cas de force majeure.

L'épandage par aéro-aspiration est interdit en l'absence de plan d'épandage approuvé par l'autorité sanitaire.

Dans le cas où les matières de vidange sont collectées et épandues par une entreprise spécialisée, celle-ci doit tenir à jour un cahier d'épandage, les volumes épandus, et les parcelles réceptrices et qui pourra être examiné par l'autorité sanitaire en tant que de besoin.

#### **161.2.5 - Résidus verts, jus d'ensilage**

Lorsqu'elles ne sont pas constituées en dépôt conformément aux prescriptions de l'article 160 les matières fermentescibles telles que les ordures ménagères ayant subi un tri, marcs de fruits, drêches, pulpes et résidus verts utilisés pour la culture font l'objet d'un épandage suivi d'un enfouissement intervenant le plus tôt possible.

L'épandage des jus d'ensilage est interdit à moins de 200 mètres des cours d'eau si la pente du terrain est supérieure à 7.

#### **161.2.6 - Boues de curage des plans d'eau, fosses et cours d'eau**

Sans préjudice des dispositions générales prévues à l'article 161.1. l'épandage des boues de curage des plans d'eau, fossés et cours d'eau est interdit à moins de 50 mètres des immeubles habités ou occupés habituellement par des tiers, des zones de loisirs et des établissements recevant du public et à proximité des voies de communication.

Leur épandage n'est possible que si leur composition n'est pas incompatible avec la protection des sols et des eaux notamment en ce qui concerne les métaux lourds et autres éléments toxiques qu'elles peuvent contenir.

### **ARTICLE 162**

#### **Matières fertilisantes - Supports de cultures et produits antiparasitaires**

Les produits antiparasitaires à usage agricole, ainsi que les produits assimilés, sont épandus conformément à la réglementation en vigueur et en respectant les indications et les précautions d'emploi portées sur l'emballage ou la notice<sup>1</sup>.

En particulier, toutes les précautions doivent être prises pour empêcher, à l'occasion des phénomènes de retour, les contaminations du réseau d'eau potable lors de leur préparation et pour éviter toute pollution des points d'eau. Par ailleurs, elles doivent être manipulées et stockées hors de la portée des enfants.

### **ARTICLE 163**

#### **Traitement des effluents d'élevage dans une station d'épuration**

Si les eaux résiduaires ne sont ni épandues, ni vidangées, elles doivent être épurées avant rejet dans le milieu récepteur. L'effluent traité doit répondre aux prescriptions imposées par la réglementation en vigueur<sup>2</sup>.

### **ARTICLE 164**

#### **Citernes – Pressoirs**

Les celliers, pressoirs et locaux où se pratiquent la vinification ou la clarification doivent être bien éclairés et ventilés mécaniquement si nécessaire, notamment dans les points bas pour éviter l'accumulation du gaz carbonique.

<sup>1</sup> Loi du 2 novembre 1943 modifiée par la loi du 22 décembre 1972 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole.

Arrêté du 25 février 1975 fixant les dispositions relatives à l'application des produits antiparasitaires à usage agricole.

Loi du 13 novembre 1979 relative aux produits fertilisants et supports de culture.

<sup>2</sup> Décret 73-218 du 23 février 1973.

Arrêté du 20 novembre 1979 relatif à la lutte contre la pollution des eaux.



**ARTICLE 165****Émissions de fumées**

Les foyers de plein air utilisés en vue d'assurer la protection des cultures et vignobles contre les gelées, le forçage des légumes et l'échauffement des serres ne pourront être alimentés par des combustibles de nature à provoquer des fumées opaques ou des produits de combustion toxiques. Sont notamment interdits, les brûlages de pneumatiques et des huiles de vidanges<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Arrêté du 21 mai 1980 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques consommant des huiles usagées (J.O. du 7 juin 1980).

## **TITRE IX**

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 166**

##### **Dérogations**

Sous réserve de la législation et de la réglementation en vigueur, le Préfet peut, dans des cas exceptionnels et sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales accorder des dérogations au présent règlement par arrêtés pris en application de son pouvoir réglementaire. Dans ce cas, les intéressés doivent prendre l'engagement écrit de se conformer aux prescriptions qui leur seront ordonnées. Toute contravention comportera déchéance complète du bénéfice de la dérogation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article L. 45 du Code de la Santé Publique, et éventuellement aux articles L. 46 et L. 47 dudit code, ainsi qu'aux autres réglementations applicables.

#### **ARTICLE 167**

##### **Pénalités**

Les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies d'une amende de 600 francs à 1300 francs (décret n°73-502 du 21 mai 1973 relatif aux infractions à certaines dispositions du titre I du livre premier du Code de la Santé Publique - Article 3, décret du 11 septembre 1985).

#### **ARTICLE 169**

##### **Constatation des infractions**

Les infractions sont constatées dans les conditions prévues à l'article L. 48 du Code de la Santé Publique.





## ANNEXE 3 : REGLES DE DOTATION EN SACS POUR LES HABITATS QUI EN BENEFICIENT

Conditionnement des sacs

	Nb de rouleaux/liasses	Nombre de sacs
Sacs noirs	1	25
Sacs jaunes	1	25
Sacs pour déchets verts	1	15

Dotation annuelle

Flux	Type de sacs	Dotation annuelle (en nombre de rouleaux ou liasses)
Ordures Ménagères Résiduelles	Sacs noirs	Aucun - sac non fournis par la CACP
Emballages/ Papiers	Sacs jaunes	4
Déchets verts	Sacs en papier	4

## ANNEXE 4 : REGLES DE DOTATION EN BACS

### TYPES DE BACS

#### Habitat individuel :

- OMR : bac 2 roues non operculé – cuve grise / couvercle gris au fil du renouvellement
- RSHV : bac 2 roues non operculé – cuve grise / couvercle jaune

#### Habitat collectif :

- OMR : bac 2 ou 4 roues non operculé – cuve grise / couvercle gris au fil du renouvellement
- RSHV : bac 2 ou 4 roues operculé ou non operculé en fonction de la configuration de l'habitat et après discussion avec le gestionnaire de l'immeuble

### VOLUMES DE BACS

*A titre indicatif, les volumes fournis sont les suivants.*

#### Habitat individuel :

Nombre de personnes dans le foyer	Taille du bac pour les ordures ménagères résiduelles (collectes en C1)	Taille du bac pour les emballages recyclables secs hors verre (collectes en C1)
1 à 5	180 L	140 L
6 à 8	240 L	180 L
> 8	360 L	360 L

#### Habitat collectif :

Bacs 360L, 660L ou 770L en considérant 180 L/foyer/semaine pour les OMR (collectes en C2) et 70 L/foyer/semaine pour les RSHV (collectes en C1).



# ANNEXE 5 : JOURS ET HORAIRES DE COLLECTE DES DECHETS EN PORTE A PORTE ET DES ENCOMBRANTS

## Collecte des déchets en porte à porte

Ville	Secteurs	Collectifs				Pavillons			
		OMR	Emballages/Papiers	Déchets verts	Verre	OMR	Emballages/Papiers	Déchets verts	Verre
Boisemont		Ve / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	Me / 6h - 13h		Ve / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	
	Est	Lu - Je / 9h - 16h	Me / 9h - 16h			Je / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	Me / 14h - 22h	
Cergy	Ouest	Ma - Ve / 9h - 16h	Me / 9h - 16h - quartier de l'horloge : 14h-22h			Ve / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	Me / 14h - 22h	
		Ma - Ve / 9h - 16h	Lu / 9h - 16h			Ma - Ve / 6h - 13h	Lu / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	
Courdimanche		Lu - Ve / 9h - 16h	Je / 9h - 16h			Lu - Ve / 14h - 22h	Je / 14h - 22h	Me / 14h - 22h	
	Jouy Le Moutier	Ma - Ve / 9h - 16h	Lu / 9h - 16h			Ma / 14h - 22h	Lu / 14h - 22h	Je / 14h - 22h	
Maurecourt		Je	1 Vendredi/2	Le 1er lundi du mois d'avril à décembre	1 Vendredi/2	Je	1 Vendredi/2	Le 1er lundi du mois d'avril à décembre	1 Vendredi/2
Menucourt		Lu - Je / 9h - 16h	Me / 9h - 16h			Lu - Je / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	Ma / 6h - 13h	
Neuville-Sur-Oise		Lu - Je / 6h - 13h	Me / 6h - 13h			Lu - Je / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	
Osny	chemin des côtes Bizières sente des Robines - sente des Relais - rue et chemin de la Friche	Lu - Je / 9h - 16h*	Me / 9h - 16h			Lu - Je / 6h à 13h*	Me / 6h - 13h	Lu / 6h - 13h	
	Autres voies								
Pontoise	Nord	Lu - Je / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	Ma / 6h - 13h		Ma - Ve / 14h - 22h	Me / 14h - 22h	Lu / 14h - 22h	
	Centre	Lu - Me - Ve - Sa / 6h-13h + dimanche matin pour le centre ancien	Je / 6h - 13h	Ma / 6h - 13h		Lu - Je / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	Ma / 6h - 13h	
	Sud	Ma - Ve / 6h - 13h	Je / 6h - 13h	Ma / 6h - 13h		Ma - Ve / 6h - 13h	Je / 6h - 13h	Ma / 6h - 13h	
Puiseux-Pontoise		Lu - Je / 9h - 16h	Me / 9h - 16h			Lu - Je / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	
Saint-Ouen- L'Aumône	Nord	Ma - Ve / 9h - 16h	Me / 9h - 16h			Ma - Ve / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	
	Sud	Lu - Je / 9h - 16h	Me / 9h - 16h			Lu - Je / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	Me / 6h - 13h	
Vauréal	Est	Ma - Ve / 9h - 16h	Me / 9h - 16h			Je / 14h - 22h	Me / 14h - 22h	Lu / 6h - 13h	
	Ouest					Ve / 14h - 22h			

\*à partir du 1er mars 2017





## Collecte des encombrants

Villes	Secteurs	Collectif	Pavillonnaire
Boisemont	1	2e vendredi de chaque mois	Sur RDV
	2	1er mardi de chaque mois	
	3	2e mardi de chaque mois	
	4	2e jeudi de chaque mois	
	5	3e mardi de chaque mois	
	6	3e jeudi de chaque mois	
	7	4e mardi de chaque mois	
Cergy		4e jeudi de chaque mois	4e jeudi de chaque mois
Courdimanche		4e jeudi de chaque mois	4e jeudi de chaque mois
Eragny-sur-oise		1er jeudi de chaque mois	Sur RDV
Jouy Le Moutier		1er jeudi de chaque mois	Sur RDV
Maurecourt		A date fixe trois fois/an (février, mai et octobre)	sur RDV
Menucourt		3e mercredi de chaque mois	sur RDV
Neuville-Sur-Oise		3e mercredi de chaque mois	sur RDV
Osny*	1	1er lundi des mois pairs	Sur RDV
	2	1er mardi des mois pairs	
	3	2e lundi des mois pairs	
	4	2e mardi des mois pairs	
Pontoise	Nord	4e mercredi de chaque mois	Sur RDV
	Centre	4e mercredi de chaque mois	Sur RDV
	Sud	2e mercredi de chaque mois	Sur RDV
Puiseux-Pontoise		3e mercredi de chaque mois	Sur RDV
Saint-Ouen-L'Aumône**	1	1er lundi des mois impairs	Sur RDV
	2	1er mardi des mois impairs	
	3	2e lundi des mois impairs	
	4	2e mardi des mois impairs	
	5	2e mercredi des mois impairs	
Vauréal		3e mercredi de chaque mois	Sur RDV

\*A partir du 1er mars 2017

\*\*A partir de février 2017

horaires : de 6h à 22h



## DECHETERIES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

### REGLEMENT INTERIEUR A DESTINATION DES USAGERS



#### ARTICLE 1 - DEFINITION

Les déchèteries sont des espaces aménagés, gardiennés et clôturés où les usagers peuvent venir déposer des déchets qui ne peuvent pas être collectés dans les circuits habituels de ramassage des ordures ménagères.

Un tri effectué par l'utilisateur lui-même sous l'autorité du gardien permet la valorisation des matériaux.

La déchèterie est une installation classée pour la protection de l'environnement qui doit respecter la réglementation en vigueur.

#### ARTICLE 2 - CONDITIONS D'ACCES DES PARTICULIERS

L'accès aux différentes déchèteries implique le respect sans réserve du présent règlement.

L'accès des cinq déchèteries de la Communauté d'Agglomération est **exclusivement** réservé aux habitants des 13 communes de l'Agglomération de Cergy-Pontoise et des communes ayant signé une convention avec la Communauté d'Agglomération (Cf. liste des communes Annexe n° 1). Les déchèteries leur sont accessibles gratuitement.

L'identification des usagers est effectuée à l'aide d'un badge attribuée à un foyer (**un seul badge par foyer**). Il est remis à l'utilisateur lors de sa première visite en déchèterie sur présentation des documents suivants :

- Une pièce d'identité (carte d'identité, passeport, permis de conduire)
- Un justificatif de domicile de moins de trois mois (type facture EDF, Telecom, quittance de loyer, avis d'imposition local)
- Un formulaire remis par l'agent d'accueil dûment complété.

Seuls les gardiens sont habilités à distribuer les badges d'accès aux particuliers. Chaque usager se soumet aux instructions du gardien.

Ce badge autorise l'accès aux déchèteries sans présentation d'un justificatif de domicile durant l'année en cours. En revanche, l'identité de détenteur doit pouvoir être contrôlée par le gardien.

Il pourra être demandé en début de chaque nouvelle année un justificatif de domicile de moins de trois mois pour que le badge préalablement distribué puisse rester activé.

En cas d'oubli du badge, l'utilisateur se verra refuser l'accès en déchèterie.

En cas de perte ou de vol du badge, l'utilisateur doit faire une déclaration écrite sur l'honneur. Un nouveau badge lui sera alors remis.

Les personnes de la communauté des gens du voyage seront autorisées sur les déchèteries sur présentation d'un document attestant leur présence sur une aire d'accueil des 13 communes. Il ne leur sera pas remis de badge.

L'accès aux déchèteries ne peut se faire qu'au moyen d'un véhicule motorisé : il est strictement interdit de se rendre à pied en déchèterie.

Les véhicules admis sont :

- les véhicules légers (voitures),
- les véhicules légers attelés d'une remorque,
- Les fourgonnettes et camionnettes inférieures à 1.90 m.

Les véhicules autorisés ne peuvent en aucun cas dépasser un P.T.A.C. de 3,5 tonnes, remorque comprise.

Les apports sont limités, pour l'ensemble des déchèteries :

- à un volume équivalent à :
  - 2m<sup>3</sup> de végétaux/jour
  - 1m<sup>3</sup>/jour pour tous les autres déchets
- aux quantités précisées à l'article 4 ci-après pour les déchets dangereux.

La récupération au sein de la déchèterie est strictement interdite.

### **ARTICLE 3 - CONDITIONS D'ACCES DES ASSOCIATIONS, SOCIÉTÉS D'INSERTION, POMPIERS, ECOLES ET LYCEES**

L'accès aux déchèteries est accordé aux associations, sociétés d'insertion, pompiers, uniquement pour des apports de déchets verts, d'encombrants non réutilisables et déchets dangereux.

L'identification des associations, sociétés d'insertion, pompiers, est effectuée à l'aide d'un badge attribuée à une structure (un seul badge par structure). Il est remis à la structure lors de sa première visite en déchèterie, sur présentation des documents suivants :



- Les statuts de l'association ou de la société d'insertion ou le justificatif de dépendance administrative au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du département
- Un formulaire remis par l'agent d'accueil dûment complété.

L'accès aux déchèteries est accordé aux écoles, collèges et lycées, uniquement pour le dépôt de déchets dangereux.

L'identification des écoles, collèges et lycées est effectuée à l'aide d'un badge attribuée à une structure (**un seul badge par structure**). Il est remis à la structure lors de sa première visite en déchèterie, sur présentation des documents suivants :

- Les statuts de la collectivité
- Un formulaire remis par l'agent d'accueil dûment complété.

#### **ARTICLE 4 – INFORMATIQUE ET LIBERTES**

Les conditions d'attribution et d'identification des badges d'accès en déchèteries ont fait l'objet d'une déclaration auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne qui figure sur le fichier centralisé tenu par l'Exploitant dans le cadre de la gestion et de l'exploitation des déchèteries dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations la concernant.

#### **ARTICLE 5 - HORAIRES D'OUVERTURE**

**HORAIRES D'ETE** : du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre

- du lundi au vendredi : de 10 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 19 h 00
- le samedi de 10 h 00 à 19 h 00 sans interruption
- le dimanche de 10 h 00 à 19 h 00 sans interruption
- Ouvert les jours fériés sauf le 1<sup>er</sup> mai. Les horaires d'ouverture les jours fériés correspondent à ceux du jour de la semaine correspondant.

**HORAIRES D'HIVER** : du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars

- du lundi au vendredi : de 10 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00
- le samedi de 10 h 00 à 17 h 00 sans interruption
- le dimanche de 10 h 00 à 17 h 00 sans interruption
- Fermé les jours fériés.

Les déchèteries sont interdites d'accès au public en dehors de ces heures d'ouverture.

Il est formellement interdit de déposer des déchets devant et aux abords de la déchèterie.

#### **ARTICLE 6 - DECHETS ADMIS DANS LES DECHETERIES**

Sont admis dans les cinq déchèteries les déchets suivants :

### Les déchets généraux :

- les gravats,
- les déchets végétaux : tontes de pelouse, produits d'élagage ou branchages (la dépose en sac de ces déchets ne sera acceptée qu'avec des sacs types « sacs papiers »)
- les papiers, emballages carton, plastique et bois,
- les encombrants (meubles usagés, literies, ...),
- les métaux,
- le verre,
- les médicaments,
- les piles boutons au mercure et les piles classiques,
- les batteries usagées
- les huiles de vidange et les huiles alimentaires,
- les pneus de VL (quantité limitée à 4 pneus sans jante par apport hebdomadaire)
- les radiographies médicales
- les textiles

### Les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3E) :

- Gros électroménager hors froid : Lave - linge, sèche linge, lave vaisselle, cuisinière, four, ...
- Gros électroménager froid : réfrigérateur, congélateur, climatiseur, ...
- Les petits appareils en mélange : perceuse, imprimante, aspirateur, sèche cheveux, cafetière, téléphone, ...
- Les écrans et moniteurs : écran plat, téléviseur, ...
- Les tubes fluorescents, les lampes à décharges (basse consommation, à iodure métallique, à vapeur de mercure, à sodium haute et basse pression) et les lampes à diodes électroluminescentes.

### Les Déchets Diffus Spécifiques des ménages (DDS) :

- solvants, liquides inflammables (essence, gasoil...),
- peintures, colles, vernis
- acides,
- bases,
- phytosanitaires,
- bombes aérosols,
- produits comburants.

### Ces déchets (DDS) seront acceptés aux conditions suivantes :

- ⇒ être identifiés,
- ⇒ être apportés en conditionnement grand public,
- ⇒ être limités en quantités à 25 litres ou 25 kg par apport hebdomadaire.



## **ARTICLE 7 : DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX (DASRI)**

Sont admis exclusivement à la déchèterie de Saint Ouen L'Aumône les déchets d'activités de soins à risques infectieux (piquants – coupants).

Des boîtes adaptées peuvent être retirées gratuitement auprès de la déchèterie ou des pharmacies.

Les quantités sont limitées à une boîte par apport : une boîte vide sera remise en échange.

En aucun cas les DASRI apportés dans des contenants non conformes ne pourront être pris en charge par le gardien de la déchèterie.

## **ARTICLE 8 - DECHETS INTERDITS**

- Déchets non triés,
- Ordures ménagères, sacs « poubelle » non triés,
- Déchets très volumineux : cuves à fuel ...etc,
- Pièces de voiture,
- Déchets industriels,
- Déchets contaminés,
- Déchets explosifs notamment les bouteilles de gaz et les extincteurs,
- Cadavres d'animaux,
- Déchets amiantés et fibrociments,
- Déchets radioactifs.

Cette liste est non limitative, le gardien est à même de refuser tout déchet qui présenterait un risque ou une gêne pour le bon fonctionnement du site.

## **ARTICLE 9 - ACCUEIL**

Un gardien est présent pendant les heures d'ouverture. Il a une mission de surveillance, et de conseil auprès des usagers.

Le gardien est chargé :

- d'assurer l'ouverture et la fermeture de la déchèterie,
- de veiller à la bonne tenue de la déchèterie,
- d'informer les usagers,
- de contrôler l'accès des usagers,
- d'enregistrer le passage de l'utilisateur, la nature et la quantité de déchets apportés,
- de veiller à la bonne sélection des matériaux (nature et quantité),
- de la tenue des différents registres,

- de s'assurer de la sécurité des usagers et notamment de mettre en place les éléments de protection lors des enlèvements des bennes
- de faire appliquer le règlement intérieur.

Il peut le cas échéant :

- refuser des visiteurs non admis (Cf. articles 2 et 3),
- refuser des apports qu'il soupçonne d'origines non ménagères

Toute rémunération est formellement interdite sur les sites des déchèteries.

## **ARTICLE 10 - MANIPULATION DES DECHETS**

Les déchèteries sont mises à la disposition des habitants de la Communauté d'Agglomération et des communes extérieures ayant signé une convention avec la Communauté d'Agglomération **exclusivement** pour collecter les déchets pré-triés par les usagers et assurer une valorisation et un recyclage optimal des matériaux déposés.

Il revient de ce fait aux usagers des déchèteries de séparer les matériaux recyclables ou réutilisables et de les déposer dans les bennes ou les contenants réservés à cet effet.

Il n'appartient pas au gardien de manipuler les déchets apportés par les usagers et à destination des bennes.

Néanmoins, en ce qui concerne les déchets dangereux des ménages, seuls les gardiens ont compétence pour les réceptionner et les trier dans le local fermé et prévu à cet effet.

## **ARTICLE 11 - PROPRETE-HYGIENE**

Les usagers doivent laisser les déchèteries aussi propres qu'à leur arrivée (balai et pelle sont à disposition).

Des sanitaires sont à la disposition du public.

## **ARTICLE 12- CIRCULATION DES VEHICULES**

Les véhicules des particuliers ne doivent circuler que sur les voies prévues à cet effet (plate-forme de dépôt sauf à Jouy-Le-Moutier). L'arrêt sera marqué en entrée au STOP au niveau du gardien pour accueil et conseil.

Le déchargement des déchets triés aura lieu moteur du véhicule à l'arrêt.

Les usagers devront quitter la plate-forme dès le déchargement terminé afin d'éviter tout encombrement sur le site.

Pour sortir, les véhicules devront faire demi-tour sur le « rond point » situé à l'extrémité de la plat-forme (excepté à Jouy-le-Moutier).

Les véhicules et camions de collecte doivent circuler dans la zone d'enlèvement des bennes. Pour les conteneurs (verre, huiles, batteries, déchets toxiques), ils seront tolérés sur la plate-forme pendant les heures d'ouverture au public.

### **ARTICLE 13 - RESPONSABILITE**

L'usager est civilement responsable des dommages causés aux biens et aux personnes dans l'enceinte de la déchèterie.

L'usager demeure seul responsable des pertes et vols qu'il subit à l'intérieur de la déchèterie. Il est tenu de conserver sous sa garde tout bien lui appartenant et toute personne l'accompagnant.

Les enfants de moins de 12 ans et les animaux doivent rester dans le véhicule.

La responsabilité de la Communauté d'Agglomération ou de l'exploitant ne pourra en aucun cas être engagée dans tout incident résultant du non respect du présent règlement ou si le particulier se met lui-même en danger lors de l'apport de ses déchets.

Un système de vidéosurveillance destiné à assurer la sécurité du personnel et des biens contre les incendies et le vol, équipe certaines déchèteries.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication, et rectification ou suppression des informations la concernant.

### **ARTICLE 14 - APPLICATION DU REGLEMENT**

Tout usager pénétrant dans l'enceinte de la déchèterie accepte de plein droit l'intégralité du présent règlement.

### **ARTICLE 15 - SANCTION**

Tout usager faisant action de récupération ou entravant le bon fonctionnement de la déchèterie ou d'une manière générale, contrevenant au présent règlement, se verra interdire l'accès de la déchèterie.

Toute attitude violente ou insultante vis-à-vis des gardiens sera cause d'interdiction d'accès aux déchèteries. Le gardien victime pourra déposer plainte.

Pour le Président de la Communauté  
d'Agglomération,

**Jean Marie ROLLET**  
Vice-Président chargé du Traitement et de  
la Valorisation des Déchets et de la Politique de  
l'Energie



Pour la C.G.E.C.P

**Christophe DARRIBERE**  
Directeur d'Exploitation

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'DARRIBERE', written over a diagonal line.



## ANNEXE 7 : LISTE INDICATIVES DES DECHETERIES ET SITES POUVANT ACCUEILLIR LES PROFESSIONNELS

### Sur le territoire de l'agglomération de Cergy-Pontoise :

#### A Pontoise :

- **Point P Pontoise – Déchèterie professionnelle**

55 quai Eugène Turpin  
95300 Pontoise

Tél. 01.30.32.51.88

Fax : 01.34.43.67.42

**Gravats – DIB – D3E**



#### A Saint-Ouen-L'Aumône :

- **CGECP – Centre de traitement**

Avenue du Fief  
Parc d'activités des Béthunes

95310 St-Ouen-L'Aumône

Tél. : 01.34.48.56.00

Fax : 01.34.48.56.01

**Tout déchets sauf amiante et DIS**

- **Lafarge Granulat – Réception de terres non polluées**

ZI Epluches

95310 St-Ouen-L'Aumône

Tél. : 01.34.64.37.20

Fax : 01.34.30.02.99

**Terre**

- **Profit SAS – Centre de tri/Location de bennes**

114, rue de Paris

95310 St-Ouen-L'Aumône

Tél. : 01.34.64.05.31

Fax : 01.34.30.00.48

[www.bennesprofit.com](http://www.bennesprofit.com)

**DIB**

- **Distillerie Haugel – Recyclage de solvants**

2, rue Boris Vian

95310 St-Ouen-L'Aumône

Tél. : 01.30.37.00.04

Fax : 01.30.37.74.44

**DIS liquides**

- **Point P St-Ouen-L'Aumône – Déchèterie professionnelle**

111, rue de Paris

95310 St-Ouen-L'Aumône

Tél. : 01.34.30.48.48

Fax : 01.30.37.41.43

**Gravats – DIB – D3E**

### Dans un rayon de 5 km de Cergy-Pontoise :

#### A Bessancourt :

- **SOREVO – Déchèterie industrielle/Collecteur**

ZAE route de Pierrelaye

95550 Bessancourt

Tél. : 01.39.60.62.26 / 01.34.18.87.96

Fax : 01.39.60.90.06

**Tout sauf DIS liquides et Déchets verts**

#### A Boissy l'Aillerie :

- **Allieco – Centre de tri**

ZI des 4 vents - 2 Chemin de la croissette

95650 Boissy-l'Aillerie

Tél. : 01.34.67.55.80 / 06.62.76.52.78

Fax : 01.34.67.52.55

**DIB – D3E**

#### A Méry-sur-Oise :

- **Multimétal – Collecte métaux**

Route de Sognolles / La Bonneville

95540 Méry-sur-Oise

Tél. : 01.30.36.02.30

#### A Triel-sur-Seine :

- **Généris –**

**Déchèterie professionnelle**

Chemin des Graines

78510 Triel-sur-Seine



Fax : 01.34.64.86.40  
[www.multimetal-metaux-recuperation.fr](http://www.multimetal-metaux-recuperation.fr)

**Métaux**

**A Pierrelaye :**

- **La Plateforme du Bâtiment –  
Déchèterie professionnelle**  
2 avenue Leclerc – RN 14  
95480 Pierrelaye  
Tél. : 01.34.30.24.00  
Fax : 01.34.30.24.00  
**Gravats - DIS - DIB - D3E**

Tél. : 01.39.74.48.40

**DIS - DIB**

- **Picheta – Centre de tri / Location de bennes**  
13 route de Conflans – BP 60  
95480 Pierrelaye  
Tél. : 01.34.30.49.95  
Fax : 01.34.64.14.51  
[www.picheta.fr](http://www.picheta.fr)  
**Amiante – DIS – DIB - D3E**

**Dans un rayon de 5 à 10 km de Cergy-Pontoise :**

**A Saint-Leu-la-Forêt :**

- **Métaux de St-Leu – Collecte métaux**  
2 rue Nadar  
95320 St-Leu-la-Forêt  
Tél. : 01.39.60.68.87  
Fax : 01.39.60.77.40  
[www.metaux-saintleu.fr](http://www.metaux-saintleu.fr)  
**Métaux**

- **SLTP**  
25 rue Charles Cros ZI  
95320 St-Leu-la-Forêt  
Tél. : 01.34.13.27.35  
Fax : 01.34.13.60.11  
**DIB sauf pneus**

**A Taverny :**

- **Point P Taverny –  
Déchèterie professionnelle**  
116, rue de St Prix  
95150 Taverny  
Tél. : 01.34.18.71.80  
Fax : 01.39.95.58.36  
**Gravats – DIB – D3E**

**A Achères :**

- **Delcussy -  
Récupération de métaux**  
Chemin des Basses Plaines  
78260 Achères  
Tél. : 01.34.90.00.08  
**Métaux**

**Dans un rayon de 10 à 15 km de Cergy-Pontoise :**

**A Argenteuil :**

- **DER – Collecte métaux**  
127 Avenue de Verdun  
95100 Argenteuil  
Tél. : 01.39.82.39.92  
Fax : 01.39.82.02.42  
[www.derichebourg.com](http://www.derichebourg.com)  
**Métaux**
- **Novergie –  
Incinération avec valorisation énergétique**  
2, rue du Chemin Vert  
95100 Argenteuil  
Tél. : 01.34.11.70.00  
Fax : 01.34.11.70.09  
**Déchets non recyclables**
- **Serge Suez – Collecte métaux**  
16, avenue de la Glacière  
95100 Argenteuil  
Tél. : 01.39.82.80.49  
Fax : 01.39.82.80.49

- **Homaert – Collecte métaux**  
127, rue Henri Barbusse  
95106 Argenteuil  
Tél. : 01.34.34.24.20  
Fax : 01.39.61.18.99  
**Métaux**

- **Point P Argenteuil –  
Déchèterie professionnelle**  
35, rue de Gode  
95100 Argenteuil  
Tél. 01.34.11.70.50  
Fax : 01.39.82.93.70  
**Gravats – DIB – D3E**

**A Ecquevilly :**

- **Point P Les Mureaux – Ecquevilly  
Déchèterie professionnelle**  
10 rue de la Chamoiserie CD 43  
78540 Ecquevilly

**Métaux**

Tél. 01.39.65.63.63

Fax : 01.39.65.92.83

**Gravats – DIB – D3E**

**A Vernouillet :**

- **Point P Vernouillet-  
Déchèterie professionnelle**  
6 Rue de la Grosse Pierre  
78540 Vernouillet  
Tél.: 01 30 59 15 50  
Fax: 01 30 59 06 86

**Gravats – DIB – D3E**

**DIB : Déchets Industriels banals (déchets non dangereux)**

**DIS : Déchets industriels spéciaux (ou déchets dangereux)**

**D3E : Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques**

## ANNEXE 8 : DISPOSITIONS SPECIFIQUES

Des dispositions spécifiques à certaines communes existaient avant le transfert de compétence à la Communauté d'agglomération au 1<sup>er</sup> juillet 2016. Certaines de ces dispositions sont différentes de celles décrites dans le règlement de collecte, mais maintenues, de façon transitoire dans la continuité du niveau service existant avant transfert de la compétence, le temps que les modalités de mise en oeuvre du service de gestion des déchets s'homogénéisent et convergent sur l'ensemble du territoire et que les actions d'amélioration ou d'optimisation du service puissent être menées.

Cette annexe les récapitule ; elle sera amenée à évoluer au fil de la mise en oeuvre des dites actions.

### I. COLLECTE EN PORTE A PORTE

#### A. COLLECTE DE FLUX SPECIFIQUES

Comme indiqué au paragraphe 4.2.1 du règlement de collecte, de façon générale, sur le territoire, les flux suivants sont collectés en porte à porte de façon différenciée :

- Les ordures ménagères résiduelles (définies à l'article 2.1.1)
- Les emballages ménagers recyclables et les papiers (définis à l'article 2.1.2.1)
- Les déchets verts et épluchures (définis à l'article 2.1.3) pour l'habitat individuel
- Les déchets ménagers volumineux dits « encombrants » (définis à l'article 2.1.4)

De façon transitoire, dans la continuité du niveau service existant avant transfert de la compétence, et dans les conditions prévues au marché de collecte en vigueur sur la commune de Maurecourt, en plus des autres flux, les flux suivants sont aussi collectés en porte à porte de façon différenciée :

- le verre
- les papiers (non mélangés aux emballages)

En plus des bacs indiqués au paragraphe 4.4.1 (bacs à couvercle jaune pour les emballages et bacs gris pour les ordures ménagères), la commune de Maurecourt dispose donc de bacs supplémentaires, à couvercle vert pour le verre et à couvercle bleu pour les papiers. Les usagers peuvent pour autant présenter, en mélange dans le bac à couvercle jaune, les deux flux recyclables et papiers qui font l'objet d'un tri final au Centre de traitement et de valorisation.

La reprise du bac à couvercle bleu devenu inutile peut être effectuée sur simple demande formulée par l'utilisateur auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergypontoise.fr](mailto:contactdechets@cergypontoise.fr)).

#### B. DEBARDAGE OU PRE COLLECTE

Comme indiqué au paragraphe 4.5.4, par principe, le point de présentation des bacs par les usagers se trouve sur le domaine public devant le foyer concerné. En particulier, les gestionnaires d'immeubles, d'ASL ou de copropriétés sont chargés de la sortie et de la rentrée des bacs avant et après la collecte.



De façon transitoire et dans la continuité du niveau service existant avant transfert de la compétence, , une prestation de débordage sur de nombreux ensembles collectifs de la commune d'Eragny-sur-Oise est assurée par le service de gestion des déchets.

Par ailleurs, des prestations de débordage peuvent être rendues nécessaires pour répondre à l'impossibilité d'accès par les camions de collectes dans des configurations urbaines spécifiques (impossibilité de mise en œuvre de point de regroupement, urbanisme de dalles, gabarit de voies non adapté, ....).

## C. BACS DE COLLECTE

Comme indiqué aux paragraphes 4.4.4 et 4.5.4, seuls les déchets présentés dans les récipients de collecte fournis par la CACP seront collectés par le service public dans le cadre de son exécution normale.

Toutefois, dans la continuité du niveau service existant avant transfert de la compétence, certaines communes (St Ouen l'Aumône, Boisemont, ...) ne fournissaient pas les bacs à leurs usagers, les laissant libres d'en choisir la nature et la contenance.

La CACP va procéder progressivement au diagnostic, puis à la mise à niveau et au déploiement généralisé du parc de contenants bacs.

Dans l'intervalle, tout récipient de collecte sera collecté par le service de gestion des déchets. Si ses caractéristiques ne permettaient toutefois pas une manutention dans un cadre sécurisé pour les agents chargés de la collecte, un changement de bacs serait effectué par la CACP, sur simple demande formulée par l'utilisateur auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cerypontoise.fr](mailto:contactdechets@cerypontoise.fr)).

## II. SACS

### A. SACS NOIRS

Comme indiqué au paragraphe 4.3.2, les sacs noirs pour les ordures ménagères résiduelles sont à la charge des usagers.

De façon transitoire, dans la continuité du niveau service existant avant transfert de la compétence, des sacs noirs seront distribués aux usagers des secteurs non conteneurisés des communes suivantes, le temps qu'ils le soient, à raison de 6 rouleaux de 25 sacs par an :

- Eragny
- Saint-Ouen-l'Aumône
- Cergy (uniquement pour les secteurs non encore conteneurisés)
- Menucourt
- Pontoise (uniquement pour les secteurs non encore conteneurisés)

### B. SACS PAPIERS EN REZ DE JARDIN DES IMMEUBLES COLLECTIFS

Comme indiqué au paragraphe 4.3.2, sur l'ensemble du territoire, des sacs papiers sont fournis aux usagers d'habitats individuels pour les déchets verts et les épluchures. Une collecte spécifique en secteur pavillonnaire est organisée à cet effet.



Les usagers d'appartements situés en rez-de-chaussée et possédant un jardin pourront, s'ils sont desservis par une collecte de déchets verts, être dotés de sacs de déchets verts, dans les mêmes conditions que celles décrites au paragraphe 4.3.2.

Ces usagers dans cette situation sont invités à effectuer une demande auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergypontoise.fr](mailto:contactdechets@cergypontoise.fr)), afin que leur situation soit examinée.

## C. FREQUENCES DE DISTRIBUTION DES SACS

Comme indiqué au paragraphe 4.3.2, les sacs pour les emballages et ceux pour les déchets verts sont distribués annuellement dans chaque commune.

Dans la continuité du niveau service existant avant transfert de la compétence, des modalités de distribution spécifiques sont organisées en fonction des communes ; des propositions seront faites afin de définir des modalités de distributions de sacs convergentes et adaptées en 2018.

## III. LAVAGE DES BACS

### A. BACS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS

Comme indiqué au paragraphe 4.4.3.2, la désinfection et le lavage des bacs sont à la charge des usagers des habitats pavillonnaires.

De façon transitoire, dans la continuité du niveau service existant avant transfert de la compétence, et dans les conditions prévues au marché de collecte en vigueur sur la commune de Pontoise, les usagers d'habitat pavillonnaire de la commune de Pontoise pourront demander, auprès du service de gestion des déchets de la CACP (01 34 41 90 00 ; [contactdechets@cergypontoise.fr](mailto:contactdechets@cergypontoise.fr)), le lavage de leurs bacs de collecte, dans la limite d'une fois par an.

De la même façon, en complément des lavages réguliers effectués par le gestionnaire de l'immeuble, des campagnes de lavages des bacs seront proposées par la CACP pour les habitats collectifs de la commune de Pontoise à raison d'une fois par an pour tous les bacs.

### B. BACS DES GROUPES SCOLAIRES

Comme indiqué au paragraphe 4.5.3.3, des campagnes de lavages des bacs seront proposées par la CACP pour les usagers d'habitats collectifs.

De façon transitoire, dans la continuité du niveau service existant avant transfert de la compétence, le lavage des bacs OMR des groupes scolaires des communes suivantes est organisé par le service de gestion des déchets :

- Cergy : 1 fois par mois
- Eragny : 1 fois par mois
- Osny : 4 fois par an